

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

7^e ANNÉE

AVRIL, MAI, JUIN

1867

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

II

PREMIÈRE PARTIE.

PRUSSE.

LOIS, DÉCRETS ET AUTRES DOCUMENTS RELATIFS A L'ORGANISATION
DE L'ARMÉE PRUSSIENNE.

NOTE.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre 1^{er} numéro de 1867, nous publions aujourd'hui une série de pièces relatives à la réorganisation de l'armée prussienne. Bien que cette question ne rentre pas directement dans le cadre des *Archives diplomatiques*, elle offre cependant, par les événements considérables qu'elle a plus ou moins provoqués, un intérêt si prédominant que nous n'hésitons pas à lui consacrer une certaine place. Quelques explications paraissent nécessaires pour bien faire comprendre le caractère du conflit qui a éclaté entre le Gouvernement prussien et la seconde Chambre à l'occasion de la réorganisation militaire et qui ne s'est terminé que l'année dernière.

Dès 1859, le Gouvernement royal avait conçu le projet de réformer l'organisation de l'armée qui n'avait pas été sensiblement modifiée depuis 1814. L'ordre de mobilisation de l'armée fédérale donné par la Diète au moment de la guerre

d'Italie, servit de prétexte pour demander à la Chambre des crédits extraordinaires destinés à subvenir aux frais de la mise sur pied de guerre de l'armée prussienne, et l'année suivante, le 9 février 1860, le ministère présenta aux Chambres le premier projet de loi sur la réorganisation, qui rencontra une vive opposition et qui fut plus tard retiré. Depuis lors aucun des nouveaux projets de loi successivement élaborés par le Gouvernement ne reçut un accueil favorable de la Chambre des députés; et les crédits demandés furent ou rejetés ou réduits. Mais le Gouvernement, pénétré de l'excellence de l'œuvre qu'il avait entreprise et fermement décidé à en poursuivre à tout prix la complète réalisation, passa outre et administra le pays sans budget légalement arrêté.

Les succès éclatants remportés l'année dernière par les armes prussiennes prouvèrent que le Gouvernement n'avait point inutilement employé les ressources du pays, et en septembre 1866 une réconciliation facilitée par l'explosion des sentiments patriotiques, eut lieu entre la Chambre et le Gouvernement. La Chambre consentit à accorder au Gouvernement un bill d'indemnité pour l'administration financière pendant les années 1862, 1863, 1864 et 1865.

Nous avons nécessairement dû faire un choix parmi les nombreuses pièces et les volumineux rapports des commissions nommées par la Chambre pour l'examen des projets de loi du Gouvernement. Nous avons pris celui qui offrait le plus d'intérêt et qui reproduisait le plus complètement l'historique de la réorganisation militaire en Prusse en le faisant précéder des trois lois fondamentales sur la matière, la loi du 15 septembre 1814, celle du 21 novembre 1815 et l'ordonnance du 22 décembre 1819.

Pour ceux de nos lecteurs qui voudraient pousser plus loin les recherches sur l'organisation de l'armée en Prusse et le conflit parlementaire, nous indiquerons ici les dates des différentes pièces à consulter :

- 1) Ordonnance du 8 septembre 1809. Suppression de l'enrôlement étranger et formation d'une armée exclusivement nationale.
 - 2) Ordonnance des 17 et 31 mars 1812. Création de la landwehr.
 - 3) Loi du 3 septembre 1814 sur l'organisation de l'armée et de la landwehr.
 - 4) Loi du 21 novembre 1815, id.
 - 5) Ordonnance du 22 décembre 1815, id.
 - 6) Projet de loi du 5 mai 1859. Crédits extraordinaires nécessités par la mobilisation de l'armée.
 - 7) Projet de loi du 9 février 1860, réorganisation de l'armée.
 - 8) Rapport de la commission de la Chambre des députés du 13 avril 1860.
 - 9) Projet de loi du 5 mai 1860, demandant des crédits extraordinaires pour des mesures militaires.
 - 10) Rapport de la commission du 9 mai 1860.
 - 11) Projet de loi du 14 janvier 1862, sur l'obligation du service militaire.
 - 12) Rapport de la commission du 2 septembre 1862.
 - 13) Projet de loi du 8 février 1863. Réorganisation de l'armée et de la marine.
 - 14) Rapport de la commission du 14 avril 1863.
 - 15) Projet de loi du 19 novembre 1863.
 - 16) Rapport de la commission du 14 janvier 1864.
 - 17) Projet de loi du 8 février 1865.
 - 18) Rapport de la commission du 22 février 1865.
 - 19) Bill d'indemnité voté par la Chambre en septembre 1866.
 - 20) Ordonnance du 11 octobre 1866 sur l'organisation de l'armée.
-

**Loi du 3 septembre 1814 sur l'organisation de l'armée
prussienne.**

Nous FRÉDÉRIC-GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse.

Les généreux efforts faits, sans exception, par notre fidèle peuple, ont eu pour résultat à la suite de la guerre qui vient de se terminer si heureusement, l'affranchissement de la patrie, et ce n'est qu'ainsi que le maintien de cette liberté et de la position honorable acquise par la Prusse peut être assuré d'une façon durable.

Les institutions qui ont produit ces heureux effets, et dont toute la nation désire la conservation, doivent former les bases de la constitution militaire de l'État et servir de fondement à toutes les institutions militaires, car dans l'armement légalement organisé de la nation se trouve la garantie la plus sûre de la paix.

Les anciennes lois sur le recrutement de l'armée sont en conséquence abolies et nous décrétons ce qui suit :

1) Tout citoyen qui a accompli sa 20^e année est tenu de contribuer à la défense de la patrie. Pour mettre à exécution, surtout en temps de paix, cette obligation de façon à ce que le développement des sciences et de l'industrie n'en soit point entravé, il y aura en ce qui concerne les conditions du service et l'obligation du service, les gradations suivantes :

2) La force armée se composera :

- a) De l'armée active,
- b) De la landwehr du 1^{er} ban,
- c) De la landwehr du 2^e ban,
- d) Du landsturm.

3) La force de l'armée active et de la landwehr est fixée suivant les besoins de chaque année.

4) L'armée active doit toujours être prête à entrer en campagne, elle est la principale école de toute la nation pour la guerre et comprend toutes les divisions techniques et scientifiques de l'armée.

5) L'armée se compose :

a) De ceux qui se présentent au service avec l'idée d'un avancement ultérieur et qui se soumettent aux épreuves prescrites à cet égard.

b) Des volontaires qui désirent prendre du service, mais qui ne sont pas en état de subir les examens nécessaires.

c) D'un certain nombre de jeunes gens de la nation, de 20 à 25 ans.

6) Pendant les trois premières années, les hommes faisant partie

de l'armée active restent généralement sous les drapeaux ; pendant les deux dernières années, ils sont renvoyés dans leurs foyers et servent en cas de guerre à compléter les cadres de l'armée active.

7) Les jeunes gens des classes aisées qui peuvent s'habiller et s'armer à leurs frais, auront la faculté de s'engager dans les corps de chasseurs et de tirailleurs. Après une année de service, ils peuvent être congédiés sur leur demande, à l'effet de continuer leurs études. Après trois années de service, ils feront partie de la landwehr du 1^{er} ban, où, suivant leur instruction et leur position, ils auront droit avant les autres aux emplois d'officier.

8) La landwehr du 1^{er} ban est destinée, en cas de guerre, à renforcer l'armée active ; elle sert comme l'armée active à l'intérieur et à l'extérieur ; mais en temps de paix, elle est renvoyée dans ses foyers, sauf le temps exigé pour le service et l'instruction militaires.

Elle est formée :

a) De tous les jeunes gens de 20 à 25 ans qui ne servent pas dans l'armée active ;

b) De ceux qui ont été exercés dans les bataillons de chasseurs et de tirailleurs ;

c) Des hommes de 26 à 32 ans accomplis ;

Les exercices de la landwehr du 1^{er} ban sont de deux sortes :

a) A jours fixes et en petits détachements dans leur résidence ;

b) Une fois par an, par détachements plus considérables et conjointement avec des divisions de l'armée active qui se rendront à cet effet au lieu de réunion fixé à la landwehr.

9) Pour entraver aussi peu que possible le développement physique et intellectuel, l'âge de 20 ans accomplis est fixé pour l'entrée au service ; mais il est loisible à tout jeune homme de se présenter au service après 17 ans accomplis, s'il a la vigueur corporelle nécessaire ; de cette façon il sera affranchi des différentes obligations du service militaire autant d'années plus tôt.

10) La landwehr du 2^e ban est destinée, en cas de guerre, soit à renforcer partiellement les garnisons ou les bataillons des garnisons, soit à fournir suivant les besoins du moment des garnisons complètes ou à renforcer l'armée active.

Elle est formée de tous les hommes qui sortent, soit des rangs de l'armée active, soit de la landwehr du 1^{er} ban et des hommes propres au service jusqu'à l'âge de 39 ans accomplis.

11) Comme la landwehr du 2^e ban se compose presque exclusivement d'hommes ayant servi longtemps, elle ne sera réunie en temps de paix que par petits détachements et à certains jours déterminés, et toujours dans ses foyers. Si des jeunes gens de 17 à 20 ans désirent prendre part aux exercices de la landwehr du 2^e ban, ils y seront

autorisés, sans cependant qu'ils puissent faire partie de la landwehr avant l'âge de 20 ans accomplis.

12) Les hommes qui servent dans la landwehr peuvent, si leur position civile l'exige, et après avoir donné avis à leurs supérieurs, changer de domicile sans en être empêchés, et entreront dans la landwehr du lieu où ils élisent leur domicile.

13) Le landsturm ne se réunit que dans le cas d'une invasion des provinces par l'ennemi, et par ordre du Roi. Une ordonnance spéciale règle en temps de paix l'emploi que le Gouvernement peut faire des hommes du landsturm dans des cas isolés et pour le maintien de l'ordre public.

Il se compose :

a) De tous les hommes jusqu'à 50 ans qui ne font pas partie de l'armée active ni de la landwehr.

b) Des hommes qui sortent des rangs de la landwehr.

c) De tous les adolescents, en état de porter les armes, à partir de l'âge de 17 ans.

14) Le landsturm se divise :

a) En compagnies urbaines dans les grandes villes,

b) En compagnies rurales qui seront formées dans les villes secondaires et dans les campagnes d'après les prescriptions de l'organisation militaire intérieure.

15) En temps de paix, l'âge indiqué par les lois sert de règle pour l'entrée dans les différentes divisions de l'armée et la sortie de l'armée; en temps de guerre au contraire, ces conditions sont déterminées suivant les nécessités de la situation et tous les détachements appelés au service sont complétés par ceux qui sont restés dans leurs foyers et par ceux qui ont atteint l'âge réglementaire, dans la proportion des vides à remplir.

16) Ceux qui entrent comme volontaires dans l'armée active ont la faculté, à titre de faveur, de choisir l'arme et le régiment dans lesquels ils veulent servir, tandis que ceux qui sont appelés sous les drapeaux par les autorités militaires, sont répartis dans les différents corps par le Ministère de la Guerre.

17) Celui qui veut continuer à servir dans l'armée active, après l'expiration de son temps de service, doit s'engager de nouveau pour 6 ans et reçoit, à cet effet, une marque distinctive; s'il veut s'engager une seconde fois, il reçoit un supplément de solde et a droit à un emploi ou une pension dans le cas où il serait devenu incapable au service.

18) Ceux qui voudraient continuer à servir volontairement dans le 1^{er} ou le 2^e ban de la landwehr, après avoir accompli leur temps réglementaire, reçoivent également une marque distinctive et auront

droit dans leur régiment à un avancement en rapport avec leur instruction.

19) Pour diriger avec ordre et justice les différentes classes des hommes soumis au service militaire, il sera formé dans chaque cercle une autorité composée d'un officier, du conseiller de province et des propriétaires fonciers des villes et des campagnes.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

Berlin, le 3 septembre 1814.

Règlement sur l'organisation de la landwehr.

(21 novembre 1817.)

Nous, FRÉDÉRIC-GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc.

Lorsque la guerre qui vient de se terminer pour la seconde fois d'une manière honorable, exigea une nombreuse armée pour conquérir l'indépendance de la patrie, la landwehr fut formée. Le zèle avec lequel elle fut organisée dans les provinces de notre royaume, la valeur avec laquelle elle combattit dans les rangs de l'armée, lui ont acquis de justes titres à notre reconnaissance. L'histoire signalera à la postérité, comme un éclatant modèle, cette fidélité et ce courage. Mais la conscience d'avoir fidèlement rempli un devoir ne devait point être seule la récompense d'un si noble dévouement. La création de la landwehr montra bientôt qu'elle serait aussi capable de contribuer d'une façon permanente à la défense de la patrie, et en conservant cette institution il sera possible de diminuer les dépenses que nécessitait précédemment l'entretien de la force armée, de faire rentrer plus tôt le soldat dans ses foyers et de le rendre à ses occupations. Ces avantages importants nous décident à maintenir l'organisation de la landwehr en temps de paix. A l'avenir, la landwehr viendra se joindre à l'effectif réduit de l'armée active, elle sera toujours prête à la défense de la patrie, mais ne sera réunie qu'en cas d'une attaque de l'ennemi ou pour s'instruire dans le maniement des armes. A cet effet, et pour compléter les prescriptions contenues dans la loi du 3 septembre 1814, sur la landwehr, nous décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La landwehr forme une partie de la force armée, elle ne se réunit toutefois qu'en cas de guerre ou pour assister aux exercices annuels. A l'exception de l'état-major de chaque bataillon, tous les

hommes de la landwehr restent en temps de paix dans leurs foyers et peuvent vaquer à leurs occupations.

Art. 2. Pour faciliter autant que possible les exercices de la landwehr et son organisation intérieure, chaque régiment fera partie dans la province à laquelle il appartient, et proportionnellement à la population, d'une circonscription dans laquelle il se recrute d'une façon continue. Les généraux commandants des provinces devront en conséquence, de concert avec le commandant supérieur et les présidents civils, déterminer les circonscriptions afférentes aux régiments de la landwehr qui sont placés sous leurs ordres.

Art. 3. La circonscription de dépôt d'un régiment est subdivisée en districts pour les bataillons et les compagnies.

Art. 4. Ces subdivisions seront formées autant que possible de cercles entiers afin que les compagnies isolées ne soient pas subordonnées aux autorités de plusieurs cercles.

Art. 5. Les escadrons de cavalerie ne seront point répartis dans des circonscriptions spéciales, mais dans la circonscription de dépôt d'un bataillon, il y aura en même temps un escadron de cavalerie.

Art. 6. Les circonscriptions pour le 2^e ban, sont les mêmes que celles du 1^{er} ban, de façon qu'une compagnie du 1^{er} et une du 2^e ban fassent toujours partie d'une seule et même circonscription.

Art. 7. Les propositions touchant ces circonscriptions et leurs subdivisions sont adressées par les généraux commandants au Ministère de la Guerre, et l'ensemble de ces propositions sera soumis à notre approbation par le conseil des Ministres.

Art. 8. L'État-Major, l'arsenal et le magasin d'équipement devront se trouver autant que possible au centre de la subdivision afférente à chaque bataillon.

Art. 9. A moins que des circonstances particulières ne motivent une exception momentanée, les bataillons seront, à mesure qu'ils retourneront dans la patrie, dirigés sur les circonscriptions respectives qui leur sont assignées d'après ce qui précède.

Art. 10. Un régiment de la landwehr se composera à l'avenir :

De 2 bataillons du 1^{er} ban,

De 2 bataillons du 2^e ban,

De 2 escadrons de cavalerie du 1^{er} ban,

De 2 escadrons de cavalerie du 2^e ban.

Art. 11. Comme les régiments de la landwehr sont formés actuellement de 3 bataillons de campagne, il ne restera plus, pour mettre à exécution les nouvelles prescriptions, que deux bataillons du 1^{er} ban dans chaque régiment et le surplus des hommes, ainsi que ceux de la réserve, serviront à former le 2^e ban.

Art. 12. Dans ce but les commandants des régiments désigneront les deux bataillons qui formeront à l'avenir le 1^{er} ban ; le 3^e bataillon destiné à être supprimé, ainsi que le bataillon de réserve, seront répartis entre les deux bataillons du 1^{er} ban, de façon que chacun de ces bataillons se compose provisoirement de 8 compagnies ou d'un demi-régiment.

Art. 13. Il sera formé de chaque demi-régiment, au moyen de la répartition des soldats qui en font partie aux termes de la loi du 3 septembre 1814, un bataillon du 1^{er} ban composé de 4 compagnies. Le surplus des soldats forment la souche du 2^e ban.

Art. 14. Le fractionnement du régiment et du bataillon de réserve, prescrit par l'article 12, sera effectué dès que les troupes seront de retour dans leur province. L'époque à laquelle devra avoir lieu la répartition des hommes dans le 1^{er} et le 2^e ban, sera ultérieurement fixée dans chaque province. Pour les régiments il devra toutefois être procédé immédiatement sur le papier à la formation prescrite et avant de congédier les hommes. Les rapports sommaires sur cette opération seront adressés sans délai aux généraux commandants.

Art. 15. Une compagnie du 1^{er} ban se composera dorénavant :

De 1 capitaine,
De 1 lieutenant,
De 3 sous-lieutenants,
De 22 sous-officiers, dont 2 sous-officiers d'artillerie,
De 4 musiciens,
De 300 hommes de la landwehr,
De 25 artilleurs.

Ensemble 351 hommes, sans les officiers.

Art. 16. Une compagnie du 2^e ban se composera :

De 1 capitaine,
De 1 lieutenant,
De 3 sous-lieutenants,
De 22 sous-officiers, dont 2 sous-officiers d'artillerie,
De 4 musiciens,
De 300 hommes de la landwehr,
De 25 artilleurs.

Ensemble 351 hommes, sans les officiers.

Art. 17. Les compagnies et les escadrons doivent être organisés d'une manière aussi complète que possible avec les hommes sous les drapeaux et renforcés, chaque année, jusqu'à concurrence de l'effec-

tif prescrit, par les hommes qui, à raison de leur âge, font partie de la landwehr.

Art. 18. A l'occasion de la nouvelle organisation, les hommes domiciliés dans des cercles éloignés ou en dehors des circonscriptions afférentes à chaque régiment, seront successivement répartis dans les régiments auxquels ils devront dorénavant appartenir.

Art. 19. L'État-Major d'un bataillon du 1^{er} ban se composera en temps de paix :

D'un commandant,
D'un adjudant qui est en même temps trésorier,
D'un chirurgien de bataillon,
D'un tambour de bataillon,
D'un écrivain de bataillon,
D'un arquebusier.

Art. 20. L'État-Major d'un bataillon du 2^e ban se composera en temps de paix :

D'un commandant,
D'un adjudant.

Art. 21. Le commandant du régiment commande également en temps de paix le 1^{er} bataillon du régiment ; pour les exercices, il peut désigner à cet effet un capitaine.

Art. 22. Un escadron de cavalerie des 1^{er} et 2^e ban se composera :

De 1 capitaine de cavalerie,
De 1 lieutenant,
De 2 sous-lieutenants,
De 12 sous-officiers,
De 2 trompettes,
De 120 cavaliers,
De 1 maréchal ferrant,

Ensemble 134 hommes, sans les officiers.

Art. 23. Il y aura dès lors dans un régiment de la landwehr :

2 commandants de bataillon du 1^{er} ban, parmi lesquels
le commandant du régiment,
2 commandants de bataillon du 2^e ban.

Ensemble 4 officiers supérieurs.

2 adjudants du 1^{er} ban,
2 adjudants du 2^e ban.

Ensemble 4 adjudants.

- 2 chirurgiens de bataillon ,
- 2 tambours de bataillon,
- 2 écrivains de bataillon,
- 2 arquebusiers.

Art. 24. En temps de paix ne recevront en général de solde que :

a) L'État-Major (art. 19) d'un bataillon du 1^{er} ban dans chaque compagnie :

- 1 sergent-major,
- 1 capitaine d'armes,
- 2 appointés.

b) dans chaque escadron de cavalerie du 1^{er} ban :

- 1 officier,
- 1 brigadier,
- 3 appointés,
- 1 trompette.

Art. 25. Dans le 2^e ban et en temps de paix, personne ne reçoit de solde en dehors des exercices; les officiers payés et les hommes de la landwehr du 1^{er} ban s'occupent en même temps des affaires du 2^e ban faisant partie de leur circonscription.

Art. 26. Tous les officiers qui en temps de paix, reçoivent une solde permanente dans la landwehr, n'appartiennent pas au corps des officiers du régiment; ils n'y sont attachés que pour leur service.

Art. 27. Comme le corps des officiers de la landwehr conformément à sa destination est considéré en congé, excepté pendant les exercices, il sera appliqué les dispositions suivantes en ce qui touche les officiers actuellement présents dans les régiments :

a) Les officiers qui par leur âge sont affranchis des obligations de la landwehr, sont libres ou de se retirer ou de continuer leur service, dans le cas où ils sont encore valides. S'ils ont contracté des infirmités au service, leur situation sera réglée d'après les prescriptions existantes à cet égard.

b) Les officiers qui sont encore sous l'obligation de servir dans la landwehr mais qui désirent rentrer dans leurs foyers, peuvent être congédiés de suite, et lorsque leur domicile est placé dans la circonscription d'un autre régiment, ils pourront sur la demande qu'ils en auront faite et autant que les circonstances le permettront, passer dans ce régiment.

c) Les officiers de l'armée active qui n'ont été détachés auprès de la landwehr que pendant le cours de la guerre, sont en général replacés dans l'armée active et reçoivent suivant leur destination ultérieure un traitement ou une indemnité (wartegeld).

d) Pour les officiers qui n'ont embrassé la carrière militaire que postérieurement à la création de la landwehr, les dispositions suivantes sont appliquées :

aa) Tous ceux qui ont obtenu la croix de fer ou qui ont été blessés dans le cours de la guerre, seront, s'ils veulent continuer à servir et s'ils sont encore valides, traités comme les officiers de l'armée active (§ c.)

bb) Ceux qui n'ont pas obtenu la croix de fer et n'ont pas été blessés, devront, s'ils veulent continuer à servir et passer dans l'armée active, se soumettre aux épreuves et aux examens ordinairement exigés dans l'armée.

e) Tous les autres officiers au service depuis la guerre, reçoivent, lorsqu'ils sont encore soumis aux obligations de la landwehr, un congé indéterminé et rentrent dans leur situation primitive. Toutefois, dans le cas où il serait constaté qu'il ne leur est pas possible de reprendre immédiatement leurs anciennes occupations, ils recevront encore quelque temps la demi-solde, savoir ceux qui ont pris service dès la campagne précédente, deux années de demi-solde ; ceux qui n'ont pris service que dans la campagne actuelle, une année de demi-solde. Suivant l'instruction qu'ils possèdent, ils seront autorisés à prendre part avec leur demi-solde, aux travaux des autorités civiles jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un emploi, ou à continuer leurs études.

Art. 28. Il dépendra des circonstances politiques et locales si, outre les officiers précités qui reçoivent un traitement fixe, d'autres officiers devront recevoir une solde dans un régiment de la landwehr ; mais ces derniers appartiendront toujours, ainsi que le prescrit l'article 26, à l'armée active et ne seront détachés auprès de la landwehr en temps de paix qu'à titre d'auxiliaires.

Art. 29. Régulièrement le corps des officiers d'un régiment de la landwehr se composera en conséquence, à l'exclusion des officiers détachés en temps de paix à titre d'auxiliaires :

a) Dans l'infanterie,

De 2 officiers supérieurs,

De 16 capitaines,

De 2 adjudants,

De 16 lieutenants,

De 48 sous-lieutenants.

Pour commander les artilleurs aux exercices, il sera désigné un officier par bataillon.

b) Dans la cavalerie,

De 4 capitaines,

4 lieutenants,

8 sous-lieutenants,

} dont il faut retrancher deux, détachés auprès de la landwehr à titre d'auxiliaires.

Art. 30. Il appartiendra aux commandants de régiments de décider, après s'être concertés avec les autorités des cercles et les comités, de quelle manière ces officiers seront répartis dans les compagnies et les escadrons et employés dans le 1^{er} ou le 2^e ban.

Art. 31. Le corps des officiers d'un régiment de la landwehr est actuellement formé de tous les officiers qui d'après les dispositions de l'article 27 (*b* et *c*) restent dans la landwehr. Lorsque le nombre de ces officiers est insuffisant, les autorités des cercles et les comités proposent, conformément aux prescriptions qui suivent, de compléter ce nombre.

Art. 32. Toute vacance dans le corps des officiers des régiments de la landwehr sera remplie ainsi : L'autorité et le comité du cercle à la circonscription duquel l'officier sortant appartenait, proposeront trois candidats, parmi lesquels le corps des officiers du régiment choisira celui qui devra remplir la vacance.

Art. 33. Peuvent être proposés comme officiers de la landwehr, parmi les personnes soumises à l'obligation de la landwehr et domiciliées dans le cercle :

a) Les officiers qui, par des raisons de famille, désirent quitter l'armée active. Ils entrent dans la landwehr avec le rang qu'ils avaient dans l'armée. En outre les autorités des cercles et les comités pourront proposer comme officiers, des individus appartenant aux catégories suivantes, à la condition que ces individus se recommandent par leur conduite, leurs capacités et leur position sociale à l'obtention de ce grade :

b) Les chasseurs, engagés volontaires, qui, en quittant le régiment, ont obtenu le certificat de capacité pour un emploi d'officier et sont actuellement employés ou domiciliés dans le cercle ;

c) Les sous-officiers, lorsqu'ils sont propriétaires fonciers libres ;

d) Les personnes domiciliées dans le cercle qui possèdent une fortune de 10 000 thalers en capital, ou jouissent des revenus d'un tel capital. Les individus mentionnés aux paragraphes *b*, *c* et *d* s'ils sont admis dans le corps des officiers y prennent toujours rang après les autres.

Art. 34. Les officiers des deux bataillons de la landwehr du 1^{er} et du 2^e ban, domiciliés dans la même circonscription avancent entre eux à l'ancienneté.

Art. 35. Pour avancer ainsi à l'ancienneté il est toutefois nécessaire que tous les officiers supérieurs et capitaines déclarent digne de l'avancement, la personne que son ancienneté désigne à cet effet.

Art. 36. Les sous-officiers et hommes de la landwehr sont également congédiés, à l'exception de ceux qui continuent à recevoir une solde. Ceux qui prennent domicile dans une autre circonscription sont incor-

porés successivement dans les bataillons et compagnies de cette circonscription, et les régiments devront à cet effet se communiquer réciproquement les listes et relevés nécessaires.

Art. 37. Parmi ceux qui continuent à recevoir une solde, le chirurgien, l'écrivain du bataillon et le tambour du bataillon, resteront près de l'État-Major; de même, par chaque compagnie, le capitaine d'armes et un appointé; ces derniers pour surveiller les armes et les effets d'équipement. Parmi les capitaines d'armes et les appointés, il devra se trouver, par chaque bataillon, un tailleur et un cordonnier.

Art. 38. Les hommes de la landwehr sont congédiés avec l'uniforme qu'ils portent actuellement; ils sont tenus d'avoir soin de leurs habillements afin qu'en cas d'un appel aux armes, ils puissent se présenter complètement habillés. Ceux qui auront à dessein détérioré leurs effets pendant leur séjour dans leurs foyers, devront se procurer de nouveaux effets à leurs frais.

Art. 39. Les fusils, les cartouchières, les sacs et manteaux restent déposés à l'arsenal du bataillon.

Art. 40. Le sergent-major et le second appointé à la disposition du service seront domiciliés dans la circonscription du dépôt de la compagnie.

Art. 41. La cavalerie est d'abord formée en escadrons dans les circonscriptions du dépôt assignées aux bataillons, puis, congédiée d'après les principes suivants :

Art. 42. Les chevaux effectifs sont rendus aux communes et aux propriétaires qui les ont livrés pour le service de l'État. S'il y avait des difficultés à trouver l'ancien propriétaire, les cercles pourront déterminer le mode de répartition ou de vente, conformément aux prescriptions ci-dessous.

Art. 43. En premier lieu sont désignés pour faire dorénavant partie de la cavalerie de la landwehr, tous les hommes soumis à l'obligation du service de la landwehr, qui possèdent eux-mêmes ou dont le père possède trois chevaux ou plus. Ces individus sont tenus tant qu'ils n'auront pas dépassé la limite d'âge de la landwehr, de se présenter avec un cheval dans la cavalerie de la landwehr de leur circonscription.

Art. 44. Les hommes de la landwehr qui se présentent comme volontaires avec un cheval propre au service, sont également admis dans la cavalerie de la landwehr.

Art. 45. Les chevaux qui manqueraient encore après l'appel des deux classes précédentes pour compléter l'escadron que doit fournir la circonscription, sont requis par l'autorité du cercle de la façon suivante :

a) Ou bien tous les propriétaires fonciers s'engagent après accord intervenu à cet effet, à fournir les chevaux nécessaires ;

b) Ou bien les propriétaires fonciers les plus jeunes sont dans l'obligation de fournir les chevaux nécessaires jusqu'à ce qu'un propriétaire foncier plus jeune qu'eux, vienne les remplacer.

Art. 46. Comme dans certaines villes il y aurait difficulté de fournir des chevaux en prenant pour base la propriété foncière, les autorités locales auront égard à ces circonstances particulières, en répartissant la cavalerie dans les circonscriptions.

Art. 47. Indépendamment des cavaliers de la landwehr énumérés dans l'article 43 et 44, feront aussi partie de la landwehr tous les cavaliers qui depuis la loi du 3 septembre 1814 ont été congédiés de l'armée active après l'expiration de leur temps de service. Ces cavaliers recevront comme montures des chevaux fournis conformément aux prescriptions de l'article 45.

Art. 48. Les cavaliers de la landwehr seront congédiés également avec leur uniforme, et les dispositions des articles 38 et 39 relatives à l'infanterie leur seront aussi applicables. Les manteaux, les armes et les harnais restent déposés à l'arsenal.

Les mêmes dispositions que celles observées pour l'infanterie sont applicables à la cavalerie en ce qui touche la démission, la nomination et le recrutement des officiers.

Art. 49. Dans chaque escadron, ainsi qu'il a été dit à l'article 24, 1 officier, 1 brigadier, 1 trompette et 3 appointés restent montés et conservent leur solde. Ils sont attachés à l'État-Major. Parmi les appointés devront se trouver, autant que possible, par chaque escadron, un sellier et un maréchal ferrant.

Art. 50. De même que les chevaux de la cavalerie, les chevaux de la landwehr faisant partie de la mobilisation seront rendus aux cercles qui les ont fournis. Les chariots et harnais restent dans les arsenaux des bataillons.

Art. 51. Par contre, les chevaux nécessaires dans les bataillons de la landwehr en cas de mobilisation seront requis à l'avenir dans les cercles, d'après les mêmes principes que ceux appliqués à la réquisition des chevaux de la cavalerie.

Art. 52. Après que la nouvelle organisation de la landwehr aura été terminée, en ayant autant que possible égard aux circonstances actuelles et en procédant avec les plus grands ménagements pour la situation du pays, les dispositions suivantes devront être appliquées à la landwehr :

Art. 53. Dans chaque province un général ou officier supérieur sera désigné comme inspecteur des deux bans qui dirigera de concert avec les autorités civiles et sous les ordres du général commandant la province, les exercices ainsi que toutes les affaires relatives à la landwehr, à son recrutement et à sa mobilisation.

Art. 54. Le 1^{er} ban se rendra chaque année deux fois, le 2^e ban une fois aux grandes manœuvres. Les premiers exercices du 1^{er} ban devront durer 3 semaines.

Art. 55. Les seconds exercices dureront 8 jours, et un bataillon du 1^{er} ban se réunira avec son bataillon du 2^e ban à un endroit désigné au centre de sa circonscription.

Art. 56. Le mode et l'époque de ces exercices seront ultérieurement déterminés par des dispositions spéciales en ayant égard aux circonstances locales.

Art. 57. Les autorités locales apprécieront jusqu'à quel point les après-midi des dimanches pourraient sans porter préjudice aux industries locales, être employées à des exercices dans les circonscriptions.

Art. 58. Des prescriptions spéciales détermineront la manière dont la landwehr devra entrer en campagne en cas de guerre et être formée en brigades avec les régiments de la ligne.

Art. 59. Le second ban de la landwehr est surtout destiné à former en temps de guerre, aux termes de la loi du 3 septembre 1814, des garnisons et à veiller à la sûreté des provinces.

Art. 60. L'artillerie qui fait partie de chaque compagnie de la landwehr forme, en s'assemblant, une compagnie d'artillerie par bataillon du 1^{er} et du 2^e ban composée :

D'un officier,
De 8 sous-officiers,
Et de 100 soldats.

L'artillerie de la landwehr du 1^{er} ban est, en cas de mobilisation, réunie à celle de l'armée active, suivant des prescriptions qui seront ultérieurement publiées. L'artillerie du 2^e ban occupe, en cas de guerre, les forteresses les plus proches.

Art. 61. Indépendamment des exercices précités, la landwehr ne pourra être appelée sous les armes, par le général commandant la province, que sur notre ordre et en cas d'une invasion soudaine de l'ennemi. Des dispositions spéciales indiqueront si, dans des cas isolés, des détachements de la landwehr du 2^e ban doivent être employés même en temps de paix pour maintenir la sécurité intérieure et assister le landsturm.

Art. 62. Aussitôt que la landwehr est appelée sous les armes d'après mes ordres, elle reçoit suivant les états dressés à cet effet, la solde entière.

Art. 63. En temps de paix, ne recevront de solde en dehors de la durée des exercices, que les personnes sus-mentionnées détachées auprès de la landwehr, et les états spéciaux nécessaires pour les dé-

penses de réparation des fusils et celles des compagnies seront ultérieurement transmis aux régiments.

Art. 64. Les dispositions suivantes sont applicables aux officiers en congé de la landwehr :

L'officier supérieur recevra chaque année comme indemnité au moment des exercices 150 thalers et 2 rations ; les capitaines d'infanterie et de cavalerie annuellement 72 thalers et une ration.

Art. 65. Les officiers subalternes reçoivent pour chaque jour qu'ils doivent passer aux exercices ou au service, des allocations en rapport avec leur traitement.

Art. 66. Les officiers reçoivent des subsistances. Il en est de même des sous-officiers et des soldats de la landwehr qui touchent une solde.

Art. 67. La conservation et l'entretien de l'arsenal de bataillon sont à la charge de tous les cantons faisant partie d'une circonscription de dépôt.

Art. 68. Les sous-officiers payés et les appointés sont fournis d'uniformes comme les troupes de l'armée active. Des prescriptions spéciales détermineront comment l'équipement et l'habillement des hommes de la landwehr devra être organisé.

Art. 69. Il a déjà été statué plus haut sur le mode de recrutement du corps des officiers et de leur avancement. On devra veiller à ce que, autant que possible, les officiers choisis soient domiciliés dans les cantons où s'assemble la compagnie dont ils font partie. Pour faciliter l'exécution de cette prescription, des lieutenants pourront commander en dehors des exercices, une compagnie.

Art. 70. Les hommes de la landwehr se recrutent chaque année aux termes de la loi du 3 septembre 1814, parmi les soldats sortant de la réserve ; lorsque le nombre de ces soldats est insuffisant, il est complété par les hommes soumis à l'obligation de la landwehr qui n'ont pas encore servi. Il en est de même pour le recrutement du 2^e ban suivant les prescriptions de l'article 9 de la même loi.

Art. 71. Des dispositions spéciales régleront la manière dont les hommes qui ont été incorporés dans la landwehr, sans avoir servi dans l'armée active, devront être exercés.

Art. 72. Les sous-officiers sont choisis par le capitaine parmi les hommes de la landwehr qui paraissent les plus aptes à cet emploi. Le choix est confirmé par le commandant du bataillon.

Art. 73. On prendra pour artilleurs tous ceux qui ont servi dans l'artillerie de l'armée active. Si le nombre n'en est pas suffisant, on prendra principalement des ouvriers dont le métier peut être utilisé dans le service de l'artillerie.

Art. 74. La landwehr, lorsqu'elle est appelée sous les armes, est

soumise à la juridiction militaire. Dans ses foyers, elle est justiciable des tribunaux locaux, lesquels, en cas de jugement, ne pourront cependant condamner les hommes de la landwehr qu'à des peines qui sont édictées par les lois militaires. Si des peines plus graves étaient encourues, elles entraîneraient l'expulsion de l'individu coupable, des rangs de la landwehr.

Art. 75. Les officiers de la landwehr jouissent, lorsqu'ils sont dans leurs foyers, comme officiers, de la juridiction des eximés (eximirte).

Art. 76. En cas d'infractions au service graves et répétées commises contre toute attente par des officiers, la justice militaire sera saisie et les tribunaux militaires peuvent prononcer la peine de la réforme, laquelle entraîne toujours la perte des prérogatives attachées à la qualité d'officier.

Art. 77. Pendant les exercices annuels auxquels participent ensemble, le 1^{er} et le 2^e ban, d'après l'article 55, le corps des officiers de chacun des deux bataillons élit un tribunal d'honneur composé d'un capitaine et de deux lieutenants. Les attributions de ce tribunal consistent à résoudre toutes les contestations survenues dans le corps des officiers pendant l'année, et non encore terminées, et de blâmer s'il y a lieu les fautes dans la conduite de quelques-uns des officiers. Lorsque tout le corps des officiers se verrait dans le cas de proposer l'expulsion d'un des membres du corps, ou que les officiers supérieurs et le tribunal d'honneur reconnaîtraient la nécessité de cette expulsion, la justice militaire sera saisie de l'affaire conformément à l'article 76.

Art. 78. Les officiers et les hommes de la landwehr qui sont devenus invalides par suite du service, seront traités comme invalides de l'armée active.

Art. 79. Les officiers qui demandent leur retraite après l'expiration de leur temps de service, sont autorisés à porter l'uniforme même pendant la retraite.

Art. 80. Les officiers qui ont servi 20 ans dans la landwehr jouissent, en ce qui touche la pension, des mêmes droits que les officiers de l'armée active.

Art. 81. Les hommes de la landwehr qui ont fait leur temps de service dans les deux bans auront droit de porter, dans les occasions solennelles, leur uniforme.

Art. 82. Dans chaque régiment de la landwehr, une certaine somme sera attribuée à titre de récompense aux hommes qui ont servi fidèlement et sans avoir donné lieu à des reproches, dans les deux bans, et qui ont besoin d'un secours dans leur vieillesse. Ils reçoivent d'ailleurs un thaler de récompense après leur temps de service, s'il y en a de disponibles.

Nous ordonnons à toutes nos autorités et à nos sujets de se conformer aux prescriptions qui précèdent.

Revêtu de notre signature et scellé de notre sceau.

Donné à Berlin, le 21 novembre 1815.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

Contresigné : Prince DE HARDENBERG, DE SCHUCKMANN, DE BOYEN.

**Ordonnance du 22 décembre 1819 touchant l'organisation
de la landwehr.**

C'est avec une satisfaction toute particulière que j'ai suivi depuis 4 ans le développement de l'institution de la landwehr si importante pour la sécurité de l'État, et que j'ai remarqué l'empressement avec lequel le peuple a supporté les nouvelles charges qui en résultaient pour lui et l'activité déployée par les autorités militaire et civile en faveur de cette institution. Je me plais à le reconnaître publiquement ici. L'expérience a toutefois fait ressortir en ce qui touche la formation de la landwehr en bataillons, régiments et inspections, certaines déficiences auxquelles il peut être remédié sans altérer en aucune façon le caractère de l'institution et sans préjudicier à l'individualité respective des troupes de ligne et de la landwehr. Déjà en l'année 1815 j'avais décidé que des 4 bataillons de la landwehr du 1^{er} ban faisant partie d'un régiment de ligne, trois seulement seraient appelés à entrer en campagne; cette disposition qui offre à la fois l'avantage d'une grande économie (34 bataillons et escadrons) et présente une organisation conforme aux exigences de guerre, recevra en conséquence dès à présent un commencement d'exécution par une distribution différente des bataillons de la landwehr dans les circonscriptions.

1) A cet effet, les 4 bataillons de la landwehr faisant partie d'un régiment de ligne seront formés en trois bataillons, de façon que les circonscriptions de 8 compagnies de la landwehr qui forment actuellement un régiment de la landwehr seront réduites à 6 compagnies. De chaque régiment de la landwehr ainsi remanié, on prendra deux circonscriptions de compagnies qui, réunies à un nombre égal de circonscriptions, appartenant à un régiment de landwehr voisin, formeront un troisième bataillon.

2) On se guidera pour cette formation nouvelle sur la situation géographique des circonscriptions.

La circonscription de bataillon où est situé le lieu de réunion du régiment sera assignée au 1^{er} bataillon et la circonscription nouvelle

formée par la fusion de deux compagnies de chaque ancien régiment de la landwehr sera assignée au 3^e bataillon. Les garnisons de cavalerie seront déterminées d'après les circonstances locales.

Les modifications peu importantes à apporter à l'uniforme pourront être faites par des échanges et substitutions. Tous les régiments de la landwehr porteront sur l'épaulette un numéro d'ordre de la même couleur que celui des régiments de ligne dont ils font partie. Le numéro porté par les officiers sera en or.

Les régiments de la landwehr (de 6 compagnies) appartenant aux 4 régiments de la réserve, porteront également sur leur uniforme la marque distinctive des régiments de ligne correspondants et les 6 compagnies formées des anciens régiments de la landwehr, recevront sur l'épaulette le numéro du régiment de réserve de la ligne correspondant. Ainsi, par exemple, les compagnies formées du troisième régiment de la landwehr de Posnanie recevront le numéro 33, et les 6 compagnies du régiment de la landwehr de Posen-Bromberg le n^o 35. Ces régiments portent, outre le nom de la province, celui des 33^e et 35^e et 34^e et 36^e régiments de la landwehr combinés.

3) Bien que les bataillons nouvellement formés n'entreront en campagne, d'après les dispositions précédentes, qu'avec mille hommes, ils seront cependant indiqués sur les listes avec un effectif de 1600 hommes, conformément à l'ordonnance relative à la landwehr, et maintenus au complet. En cas de guerre l'excédant des hommes sera selon les circonstances employé à former les réserves nécessaires.

Dans chaque arsenal de bataillon il devra y avoir à l'avenir 1200 fusils. Le bataillon en recevra 1000 en entrant en campagne, les 200 autres restent pour servir à armer immédiatement la réserve des trois bataillons de chaque régiment formant un bataillon de 600 hommes.

La disposition qui précède est également valable pour la cavalerie à laquelle s'applique en général par analogie la présente ordonnance. Mais à la guerre, la cavalerie de 6 bataillons des 2 régiments formant une brigade sera divisée en régiments de 6 escadrons en prenant dans chaque bataillon un escadron de 162 hommes (les officiers et le maréchal ferrant non compris).

Les dispositions ci-dessus s'appliquent au second ban sauf les modifications résultant de la nature des choses, mais de façon à ce que les rapports entre les deux bans n'éprouvent aucun changement.

4) Dès que cette formation aura été effectuée, les 28 inspections de la landwehr seront réduites à 16. Elles prendront alors le nom de brigades de la landwehr et porteront le numéro des divisions de la ligne auxquelles elles appartiennent. Les inspecteurs deviendront des commandeurs de brigade de la landwehr, ils traiteront comme

devant toutes les affaires relatives à la landwehr et au recrutement de la ligne, mais ils seront placés sous les ordres du commandant de la division et leurs rapports réciproques seront déterminés par une instruction spéciale.

5) Les inspecteurs de la landwehr et les commandants de bataillon sortants, que je me réserve de désigner, seront, suivant leur aptitude au service, ou mis en disponibilité avec pension jusqu'à leur rentrée au service, ou, s'il y a lieu, pourvus d'un emploi dans les troupes de ligne.

6) Les inspecteurs de la landwehr actuels proposent, de concert avec les commandants de bataillon actuels, parmi les officiers qui, par suite de la nouvelle formation, excéderaient le nombre réglementaire, ceux qui devront sortir. Ils devront, à cet effet, porter particulièrement leur choix sur les officiers les moins aptes au service.

7) D'après ces règles fondamentales il devra être pris sans délai les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution, de manière que tout le travail de réorganisation soit terminé pour la période d'exercices de l'année 1820.

En ce qui touche la landwehr de la garde et les grenadiers de la landwehr, rien n'est changé pour le moment à leur organisation actuelle.

8) Toutes les prescriptions relatives à la landwehr qui ne sont point supprimées par les dispositions ci-dessus, restent en vigueur, mais lorsque des modifications dans les ordonnances précédentes seraient reconnues nécessaires relativement à l'administration, aux états et à la nouvelle sphère d'action des commandants de brigade de la landwehr, des propositions devront m'être soumises à cet effet.

Berlin, le 22 décembre 1819.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

**Projet de loi sur les obligations du service militaire présenté
à la Chambre des députés, le 19 mars 1863.**

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., etc., ordonnons avec l'assentiment des deux Chambres pour toute l'étendue de la monarchie, y compris le territoire de Jade, ce qui suit :

Art. 1. L'organisation de la force armée repose sur l'obligation générale du service personnel.

Chaque Prussien, dès qu'il a atteint l'âge de 17 ans révolus et jusqu'à

l'âge de 49 ans inclusivement, est tenu de concourir à la défense de la patrie. Pour concilier cette obligation générale du service avec la nécessité d'entraver le moins possible, surtout en temps de paix, le développement de l'industrie et l'exercice des professions, on se conformera, à l'égard de la durée et du mode de service, aux distinctions qui sont établies ci-dessous.

Art. 2. La force armée se compose de l'armée, de la marine et du Landsturm.

L'armée comprend :

- a) L'armée active,
- b) La landwehr du 1^{er} ban,
- c) La landwehr du 2^e ban.

La marine comprend :

- a) La flotte de guerre,
- b) La seewehr (force de mer).

Art. 3. La force de l'armée active, de la landwehr et de la marine est chaque année mise en rapport avec les besoins réels de l'État.

De l'armée.

Art. 4. L'armée active est toujours prête à entrer en campagne. Elle est l'école de guerre qui doit former toute la nation au maniement des armes ; elle seule comprend toutes les armes spéciales.

Art. 5. L'armée active comprend :

- 1) Les soldats de profession (ceux pour lesquels la carrière des armes est un métier).
- 2) Les engagés volontaires d'un an. (V. plus bas art. 7.)
- 3) Les engagés volontaires de 3 ans. (V. plus bas art. 15.)
- 4) Les levées faites par les autorités chargées du recrutement.

Art. 6. L'obligation du service commence pour tout Prussien le 1^{er} janvier de l'année dans laquelle l'homme apte au service accomplit sa 20^e année ; elle dure 7 ans. Pendant les 3 premières années de cette période de 7 ans, les contingents d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie sont astreints à rester sous les drapeaux sans interruption ; il n'est dérogé à cette règle que pour les hommes destinés au service du train.

Pendant les 4 dernières années du service obligatoire, les soldats sont laissés dans leurs foyers à titre de réserve ; ils sont rappelés au service actif, toutes les fois que les exercices annuels, la nécessité d'accroître les effectifs ou des mobilisations prescrites forcent l'autorité militaire à user de ce droit.

Art. 7. Les jeunes gens qui, pendant leur temps de service, s'habillent, s'arment et s'entretiennent eux-mêmes seront envoyés dans la réserve après un an de présence sous les drapeaux, s'ils font preuve des connaissances exigées par les règlements. Cette année de présence équivaldra pour eux à 3 années de service effectif à défalquer du temps obligatoire. Comme leurs camarades, ils passent dans la landwehr après un séjour de 4 ans dans la réserve. Après avoir passé par ces divers degrés, ils peuvent être proposés pour des emplois d'officiers, soit dans la réserve, soit dans la landwehr.

Art. 8. La landwehr du 1^{er} ban est destinée à appuyer l'armée active pendant la guerre ; en temps de paix, elle reste dans ses foyers, sauf le temps nécessaire pour la former et pour l'exercer ; en temps de guerre, elle sert comme l'armée active à l'intérieur et à l'extérieur. Elle ne peut être appelée à se réunir sous les drapeaux que sur notre ordre royal ou bien exceptionnellement en cas d'agression soudaine de l'ennemi, sur l'ordre du général commandant la province, auquel nos instructions auraient été préalablement données à cet effet.

La durée du service dans la landwehr du premier ban est de 4 ans. Elle renferme dans son sein tous les hommes aptes à porter les armes qui ne faisant pas partie de l'armée active, comptent plus de 7 ans et moins de 11 ans révolus de service.

Tant qu'une organisation nouvelle de la landwehr appropriée aux besoins du temps n'aura pas été décrétée, les prescriptions suivantes demeureront en vigueur :

On exercera l'infanterie de la landwehr dans des compagnies spéciales ou dans des bataillons, pendant 8 jours au moins et 15 jours au plus. Cet exercice n'aura lieu que 2 fois pendant la durée du temps réglementaire.

Les hommes de la landwehr du 1^{er} ban, qui font partie des chasseurs à pied, des tirailleurs, de l'artillerie, des pionniers et du train, sont exercés dans le même rayon que l'infanterie, et dans ce but, incorporés suivant l'ancien usage dans les détachements de l'armée active les plus rapprochés d'eux.

Le premier ban de la cavalerie de la landwehr ne doit être formé et exercé qu'après que les régiments de cavalerie de ligne correspondants auront reçu leurs renforts.

En temps de guerre, les prescriptions des articles 8 et 13 de la présente loi sont aussi applicables aux contingents de la landwehr qui appartiennent à la cavalerie.

Art. 9. La landwehr du 2^e ban doit, en temps de guerre, ou former des détachements isolés destinés à renforcer les garnisons, ou être, suivant les besoins du moment, employée indistinctement à former des

garnisons entières, et à renforcer l'armée. En temps de paix, elle reste dans ses foyers, comme la landwehr du premier ban.

Aussi longtemps que la cavalerie de ligne n'aura pas reçu par des formations nouvelles, un accroissement convenable, on pourra ordonner des exercices de la cavalerie de la landwehr. Le nombre des hommes sera fixé d'après les vides existants, mais les exercices auront lieu dans les garnisons des régiments.

L'entrée dans la landwehr du 2^e ban a lieu pour chaque soldat individuellement au moment où il sort de l'armée active ou de la landwehr du premier ban, en d'autres termes après onze ans de service révolus ¹. La durée du service de la landwehr du 2^e ban, est en général de 5 ans. Cependant tous les hommes qui ont atteint l'âge de 36 ans ² passent de droit dans le Landsturm.

En temps de paix on ne soumet pas la landwehr du 2^e ban aux exercices militaires.

Art. 10. Pour porter le moins d'atteintes possibles à l'enseignement scientifique et industriel, il est loisible à tout Prussien qui réunit les conditions de force corporelle nécessaire de demander à servir lorsqu'il a 17 ans révolus. Il peut ainsi, en entrant immédiatement sous les drapeaux, s'affranchir beaucoup plus tôt des exigences qui pèsent sur lui au titre des différentes espèces de service militaire. Celui qui entre au service après 20 ans, sans être coupable du retard ³, ne passe dans la landwehr qu'après l'accomplissement du temps réglementaire ; toutefois à 31 ans révolus, il sort du 1^{er} ban. Au contraire, celui qui par sa faute ou par suite de sa propre détermination, n'entre au service pour la première fois qu'après 20 ans, reste, soit dans l'armée active, soit dans la landwehr du 1^{er} ban autant d'années en plus qu'il s'en est écoulé entre le moment où il est entré au service et celui où il aurait dû y entrer. Il ne subit pas pour le second ban de prolongation nouvelle et est libre ainsi à 36 ans révolus.

Art. 11. Les réservistes et en général les hommes laissés dans leurs foyers sont libres de choisir le lieu de leur résidence à l'intérieur ou à l'extérieur, mais ils sont obligés de se conformer aux prescriptions légales qui doivent permettre de les convoquer en cas de besoin.

Relativement à l'émigration des réservistes, seront éventuellement valables les seules prescriptions légales qui s'appliquent à l'émigration des hommes de la landwehr. Tous les réservistes seront soumis aux

1. Cette distinction correspond à ce fait que les hommes appartenant à l'artillerie, etc., ne font jamais partie de la landwehr du 1^{er} ban.

2. Ceci correspond à cette idée que lorsqu'un soldat à 21 ans n'est pas propre au service, on le prend 2 ou 3 ans après, ce qu'il expose à commencer son service à 25 ans seulement.

3. Lorsqu'on ne l'accepte pas et qu'on le renvoie à une autre année.

mesures légales qui pourraient être prises à l'égard des hommes de la landwehr.

Le séjour à l'étranger, sans autorisation, n'affranchit aucun des congédiés de l'armée, de l'obligation de rentrer au service le plus vite possible, en cas de guerre.

Pour régulariser la position des hommes déjà instruits qui appartiennent aux différentes catégories du service et pour faciliter la communication des ordres militaires, deux réunions annuelles permettront d'établir le contrôle de la landwehr du 1^{er} ban. La landwehr du 2^e ban n'est assujettie qu'à une seule réunion de contrôle.

Les réservistes et les hommes de la landwehr qui se trouvent dans leurs foyers, sont soumis à la juridiction des tribunaux civils, à l'exception des cas prévus à la II^e section du code pénal militaire, article VI, n^{os} 1 à 4.

Art. 12. Le landsturm ne se réunit que sur notre ordre et seulement au moment où une agression étrangère vient fondre sur les provinces.

Il se compose :

a) De tous les hommes qui sont sortis de la landwehr,

b) De tous les jeunes gens robustes de 17 à 20 ans, ainsi que de tous les hommes âgés de moins de 50 ans qui ne font pas partie de l'armée active ou de la landwehr.

Art. 13. Les prescriptions de la loi relatives à la durée du service dans les diverses sections de l'armée, ne sont valables qu'en temps de paix.

Au moment des appels que nécessite la guerre, les changements de catégories qui font passer des hommes plus jeunes dans la catégorie suivante, n'ont point lieu. C'est à l'aide des hommes non appelés et qui approchent de l'âge réglementaire que l'on comble les vides survenus par le fait de la guerre dans les différentes sections de l'armée.

Art. 14. Sont exemptés du service militaire, pendant la paix :

1^o Les marins de profession qui, en arrivant à l'âge légal, ont servi au moins un an sur des navires appartenant à la marine marchande.

2^o Les hommes soumis à l'inscription maritime, c'est-à-dire ceux qui, en atteignant l'âge légal, ont servi comme matelots ou comme mousses, au moins 2 ans, sur des vaisseaux prussiens sans s'être présentés volontairement plus tôt pour remplir les obligations de la loi. Par contre, ces 2 catégories sont soumises au service de la flotte conformément aux dispositions ci-après :

Art. 15. Ceux qui entrent comme volontaires dans l'armée active, ont l'avantage de choisir leur arme et leur régiment. Ceux au contraire qui sont désignés pour le service par les autorités compétentes reçoivent leur destination par les soins du ministère de la guerre.

Art. 16. Celui qui à l'expiration de ses 3 ans de service désire ne pas quitter l'armée active, contracte un engagement pour un temps déterminé et reçoit en retour un supplément de solde et l'autorisation de porter une distinction spéciale.

Des lois spéciales règlent les prétentions de ceux qui se retirent après un temps de service qui excède la durée normale.

Art. 17. Ceux qui désirent prolonger volontairement leur service dans le 1^{er} ou dans le 2^e ban de la landwehr à l'expiration du temps légal, reçoivent aussi une distinction particulière. Ils ont en outre le droit de prétendre à un avancement dans leur régiment en rapport avec leurs capacités.

De la marine.

Art. 18. De même que l'armée active, la flotte de guerre doit être toujours prête au service de guerre. Elle comprend :

1) La marine active, c'est-à-dire les marins, les ouvriers de chantier et les soldats de marine qui se trouvent au service actif.

2) Les permissionnaires de la flotte ayant fait déjà un temps de service plus ou moins long. Cette catégorie comprend les marins renvoyés dans leurs foyers comme réserves de la marine, les ouvriers des chantiers et des troupes de mer.

3) Enfin les hommes de l'inscription maritime (article 14), jusqu'à l'âge de 27 ans.

Art. 19. La marine active se compose :

a) Des marins de profession pour lesquels la marine est une carrière, et en outre des jeunes gens, soit enrôlés volontaires, soit appelés, qui, à l'âge réglementaire, comptent moins d'une année de service dans la marine marchande.

b) Des ouvriers enrôlés volontairement ou appelés, dont les services sont indispensables, soit pour les navires en chantier, soit pour l'armement des navires de guerre, soit pour les travaux de réparation, d'entretien et de mise en état de service que le bord réclame.

c) Des jeunes gens engagés volontairement ou levés pour faire partie des troupes de la marine (infanterie ou artillerie de marine).

Art. 20. Dans la flotte de guerre, l'obligation du service commence en même temps que l'obligation générale du service spécifié à l'article 6. Elle dure 7 ans à partir du jour de l'entrée effective au service. Quant à la durée du service obligatoire dans la marine active, la prescription indiquée par l'art. 6 pour le service de l'armée active, est en vigueur pour toutes les catégories désignées à l'article 19. Pour les marins compris dans la catégorie a de ce dernier article, à savoir pour ceux qui, comme volontaires ou comme appelés, sont entrés dans la

flotte, le gouvernement laisse aux autorités maritimes, la faculté d'accorder une permission après un service d'un an, toutefois après vérification de leur instruction. Les hommes embarqués de toutes les catégories, quelle que soit d'ailleurs la durée de leur service, ne seront affranchis de leur service que lorsqu'ils auront rallié un port prussien.

Art. 21. Les marins de dépôt (art. 19 a) sont tenus au moment où ils atteignent l'âge réglementaire, ou bien à leur rentrée dans le royaume, lorsqu'ils reviennent d'un voyage sur mer, de se présenter aux autorités chargées du recrutement pour satisfaire au devoir du service et ils ne doivent reprendre du service sur un navire de commerce qu'après avoir régularisé leur situation militaire.

Art. 22. L'entrée ou la rentrée dans la flotte de guerre ne peut pas en temps de paix être imposée aux marins levés ou permissionnaires qui, au moment où l'ordre de comparaître leur parvient, se trouvent en fait embarqués sur un navire de commerce prussien, ou présents dans une école navale prussienne, ou occupés d'études maritimes à l'école de constructions navales, annexe de l'école navale de Grabow. L'entrée effective au service sur un navire de commerce prussien affranchit les hommes qui se trouvent dans les conditions précitées, des assemblées de contrôle, ainsi que de l'obligation de prendre part aux exercices ordonnés par l'article 26 et qui doivent avoir lieu sur le vaisseau-école.

Art. 23. En temps de paix, si l'on trouve utile de réunir une escadre et de renforcer les équipages, on appelle d'abord les permissionnaires de la flotte, puis les réservistes de la marine et enfin les hommes de l'inscription maritime des classes de 20 à 27 ans. Au moment où la guerre éclate, on pourra appeler au service de la flotte, si la nécessité s'en fait sentir, non-seulement les catégories d'hommes astreints au service (article 19), les réserves de la marine et les classes du même âge correspondantes de l'inscription maritime, mais encore la seewehr, puis les catégories de l'inscription maritime qui, par suite de leur âge, s'y sont trouvées incorporées. Dans les deux cas, l'appel des renforts jugés nécessaires, sera pratiqué de telle manière, que les catégories qui ont été citées en premier lieu, soient appelées avant celles qui les ont suivies dans l'énumération ci-dessus; on fera toujours en sorte que dans chaque catégorie, les classes les plus jeunes soient les premières appelées, tandis qu'on ne recourra aux classes plus âgées qu'au fur et à mesure des besoins.

Art. 24. La seewehr comprend :

- a) La seewehr du 1^{er} ban,
- b) La seewehr du 2^e ban.

Art. 25. La seewehr du 1^{er} ban comprend, comme la landwehr du 1^{er} ban, les 4 classes de 28 à 31 ans. Elle est destinée, la guerre sur-

venant, à compléter et à renforcer la flotte de guerre. En temps de paix, au contraire, elle reste dans ses foyers à l'exception du temps consacré à exercer une partie de ce contingent maritime.

Elle se compose :

- a) De tous les hommes qui à l'âge de 27 ans sont passés de la réserve de la marine dans la seewehr.
- b) Des hommes de l'inscription maritime de 28 à 31 ans.
- c) Des autres marins de profession non encore affranchis de l'obligation du service, n'ayant pas servi sur la flotte et âgés de moins de 31 ans.

Art. 26. Pour les marins qui, par leur âge, font partie de la flotte de guerre (art. 19 et 20), mais qui n'ont pas servi dans la flotte, ainsi que pour les hommes de la seewehr du 1^{er} ban qui sont des marins de profession et qui n'ont pas davantage servi sur la flotte de guerre, les autorités maritimes ordonneront des exercices à bord des navires-école. Ces exercices ne pourront pas dépasser une durée de 8 semaines et chacun des hommes qui se trouvent sous le coup de cette obligation pourra être appelé deux fois à y prendre part pendant la durée de son temps de service.

Art. 27. La seewehr du 2^e ban se compose de tous les hommes qui ont cessé de faire partie de la seewehr du 1^{er} ban et des marins inscrits de 32 à 36 ans. En temps de guerre, elle sert à renforcer la marine. L'obligation du service dans cette institution dure 5 ans, et les hommes qui en font partie ne s'exerceront pas en temps de paix.

Art. 28. Les jeunes gens qui, arrivant à l'âge du service militaire, ont obtenu un brevet de capacité, leur permettant de servir comme volontaires pendant un an, et qui d'ailleurs sont marins de profession, de même que ceux qui ont passé l'examen de timonniers, peuvent satisfaire à la loi, par une seule année de présence dans la flotte de guerre, alors même qu'ils ne pourraient pas s'armer, s'équiper et s'entretenir à leurs frais. D'après le résultat des examens qu'ils auront passés, ils seront proposés, après leur service d'un an, pour des emplois de maître ou de sous-officier de la réserve ou bien de la seewehr. Le service d'un an au titre volontaire dans la flotte de guerre est compté comme 3 années à défalquer du temps obligatoire.

Art. 29. Les articles 10, 11, 13, 16 et 17 sont applicables à la marine *mutatis mutandis*.

Art. 30. Il est ordonné aux autorités militaires et aux autorités de recrutement de se conformer aux dispositions de la présente loi, en ce qui touche la répartition des hommes dans les diverses catégories.

Art. 31. Toutes les dispositions à ce contraires sont et demeurent abrogées.

Art. 32. Nos Ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi.

Signé : GUILLAUME.

Projet de loi du 2 février 1865 modifiant la loi du 3 septembre 1814, et présenté à la Chambre des députés le 8 février 1865.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., ordonnons avec l'assentiment des deux Chambres du Parlement, pour toute l'étendue de la monarchie, les modifications et les additions suivantes à la loi du 3 septembre 1814 sur l'obligation du service militaire :

Art. 1^{er}. L'obligation générale du service dans l'armée et dans la flotte est réduite de 19 années à 16 années.

Art. 2. Pendant toute cette période les personnes astreintes au service font partie, durant les sept premières années, de l'armée active ou de la flotte de guerre. Toutefois, ils seront, à moins que l'armée ou la flotte aient besoin d'être renforcées ou que les exercices y mettent obstacle, congédiés en règle générale dans leurs foyers pendant les dernières quatre années. Ceci s'applique également aux volontaires d'un an (art. 7 de la loi du 3 sept. 1814) auxquels la première année est d'ailleurs comptée comme avant pour trois années de service.

Art. 3. Pendant la durée de l'obligation au service, réduite pour la landwehr et la seewehr des deux bans à neuf ans, les hommes feront partie pendant les premières quatre années du premier ban et pendant les cinq dernières années, du deuxième ban de la landwehr ou seewehr. Le passage dans le deuxième ban a donc lieu, comme précédemment, en règle générale à l'âge de 32 ans et la sortie de la landwehr ou seewehr pour entrer dans le landsturm aura lieu sans exception à l'âge de 36 ans révolus.

Art. 4. Les détails du service de la landwehr et de la seewehr des deux bans devront être réglés, conformément aux exigences du moment, par un projet de loi spécial, d'après les dispositions générales suivantes.

Art. 5. En raison de l'augmentation effective de l'armée active, la landwehr du premier ban ne sera plus à l'avenir appelée sous les armes par nous que dans des cas où des dangers sérieux menaceraient la patrie, néanmoins les dispositions de l'article 8 de la loi du 3 septembre 1814 sur le rôle et l'emploi de la landwehr doivent rester en vigueur. En conséquence, la landwehr du premier ban devra

assister aux exercices même en temps de paix. Ces exercices devront à l'avenir avoir lieu a) pour l'infanterie comme précédemment par bataillons ou compagnies isolés pendant deux à quatre semaines dans sa circonscription; b) quant aux chasseurs, aux pionniers, à l'artillerie et au train, ils suivront les exercices de même durée en se réunissant aux troupes de ligne correspondants, c) pour la cavalerie, ce dernier mode d'exercices sera également appliqué en général, dès que la cavalerie de ligne aura été constituée sur le pied de paix suffisant en temps de guerre et à ce moment disparaîtra l'obligation légale des cercles de fournir gratuitement les chevaux nécessaires pour les exercices ainsi que tous les chevaux en cas de mobilisation de la landwehr. Ces chevaux seront fournis dorénavant par l'État. En temps de paix la landwehr et la seewehr du deuxième ban ne prennent part à aucuns exercices.

Art. 6. Les hommes de l'armée active et de la flotte de guerre, congédiés dans leur foyers, ainsi que ceux qui quittent le service pour entrer dans la landwehr ou la seewehr, sont libres de choisir le lieu de leur résidence à l'intérieur ou à l'extérieur, mais ils devront se conformer aux prescriptions relatives au contrôle de leur résidence. En ce qui touche l'émigration des hommes congédiés de l'armée active et de la flotte, seront valables à l'avenir les prescriptions légales qui s'appliquent à l'émigration des hommes de la landwehr.

Art. 7. Tous les hommes congédiés, qu'ils fassent partie de l'armée active, de la flotte, de la landwehr ou de la seewehr, sont soumis à la juridiction des tribunaux civils, à l'exception des cas prévus à la 2^e section du Code pénal, article 6, n^o 1 à 5 inclusivement. La disposition qui précède ne s'applique pas aux personnes en congé temporaire faisant partie de l'armée active ou de la flotte.

(Les articles 8 à 20 sont exclusivement relatifs à l'obligation du service dans la marine et entièrement identiques à ceux du projet de loi du 19 novembre 1863.)

Discours de M. de Roon, ministre de la guerre, en présentant à la Chambre le projet de loi destiné à modifier et à compléter la loi du 3 septembre 1814.

Messieurs, par ordre du Roi, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre un projet de loi destiné à modifier et à compléter la loi du 3 septembre 1814 sur l'obligation du service militaire. Il y aura cinq ans, sous peu de jours, que je suis entré pour la première fois ici

pour soumettre à la Chambre le même projet ou au moins un projet presque identique et l'on a pu dire avec raison que jamais projet d'une importance aussi grande n'avait encore été soumis au Parlement de la monarchie. A cette époque on ne pouvait prévoir que ce projet de loi acquerrait la signification qui malheureusement lui a été attribuée. Je pourrais à ce sujet jeter quelques regards sur le passé, mais le moment actuel n'est guère opportun à mon avis et je me réserve d'y revenir plus tard. Par des raisons qui sont bien simples je n'ai pas joint un exposé des motifs spécial au projet de loi actuel, mais vous voudrez bien me permettre de l'accompagner de quelques observations. Il m'importe tout particulièrement de ne dire sur cette matière que ce que j'ai l'intention de dire, ni plus ni moins, et de le dire dans les termes mêmes que je me suis proposés. Je prends en conséquence la liberté de consulter mes notes à ce sujet et je ne trouverais rien à redire si l'on constatait que j'ai lu mon discours en tout ou en partie.

En soumettant de nouveau à la Chambre des députés un projet de loi destiné à résoudre définitivement la question militaire, le Gouvernement ne se dissimule pas qu'il n'aurait de chances certaines d'arriver à ce but que s'il eût réussi à s'assimiler la manière de voir qui dans les débats parlementaires a prévalu au sein de la Chambre. Bien que ce ne soit le cas que dans une mesure très-restreinte, bien qu'au contraire le Gouvernement après les expériences de l'année dernière soit plus que jamais convaincu de l'opportunité de la nouvelle organisation de l'armée et de la nécessité de maintenir cette réforme, bien que le Gouvernement se trouve obligé de soutenir encore aujourd'hui l'opinion qu'il a défendue précédemment touchant la légalité des réformes accomplies de fait, cependant, il renonce aujourd'hui comme l'année passée à se maintenir exclusivement sur ce terrain. Il espère ainsi pouvoir ajourner la discussion sur l'antagonisme de principes qui a surgi, sur des prétentions et des demandes non satisfaites mises en avant des deux côtés. Le Gouvernement désire avant tout, à l'heure qu'il est, arriver à écarter d'une manière paisible et calme, certaines divergences d'opinion sur des questions d'opportunité. La solution si désirée des questions d'interprétation ne peut être réalisée que par cette voie, par la voie d'une entente légale sur la signification précise des points en litige. Il y a d'autant plus d'intérêt à procéder ainsi que des deux côtés on est profondément convaincu de la justesse du point de vue auquel on s'est réciproquement placé. Dans cette pensée le Gouvernement royal s'est décidé à proposer de nouveau à la représentation du pays une entente sur certains points et de répondre ainsi au vœu vivement exprimé par la Chambre des députés de régler par la voie légale les réformes qui

sont intervenues, quoique dans la conviction du Gouvernement ce ne soit pas la sanction légale mais seulement la sanction constitutionnelle formelle qui a manqué à ces réformes. Dans le but d'offrir encore une fois à la Chambre des députés l'occasion de s'entendre avec le Gouvernement sur la base légale à donner à la réorganisation de l'armée, et de préparer ainsi la solution d'autres difficultés de principes en même temps que de raviver dans la patrie le sentiment affaibli de l'unité de vues et d'action, dans ce désir le Gouvernement présente de nouveau aujourd'hui le projet de loi actuel. La teneur de ce projet ne nécessitera guère après les discussions approfondies, dont la question a déjà été l'objet, un long exposé de motifs. Le projet ne contient pas de principes nouveaux, mais seulement des modifications et des additions à d'anciennes dispositions légales, changements motivés par des raisons d'opportunité technique et par les besoins de l'État. L'inconvénient résultant d'une interprétation obscure de la loi du 3 septembre 1814 et l'absence de dispositions légales convenables relativement au service sur la flotte ont seules inspiré les modifications proposées dans le projet de loi qui vous est actuellement soumis. En même temps il offre au pays des facilités nouvelles importantes, il allège l'obligation dans laquelle est tout homme robuste de défendre la patrie; ces facilités n'ont d'ailleurs paru pouvoir être accordées que par suite de l'augmentation de l'effectif de l'armée active. Pour tout le reste le gouvernement a renoncé à modifier, quant à présent, la loi précitée parce qu'il estime que la tension qui existe actuellement n'est point favorable à une discussion approfondie de tous les détails que soulève la question. C'est pour ce motif aussi que la présentation, promise dans le projet, d'une nouvelle organisation de la landwehr a dû être ajournée, d'autant plus qu'une semblable mesure ne pourrait être mise à exécution qu'après l'adoption, par la voie légale, des modifications proposées en ce qui touche les dispositions sur l'obligation du service militaire.

Messieurs, quelque profonde que soit depuis des années la conviction du Gouvernement touchant la nécessité et l'opportunité de la réorganisation de l'armée déjà accomplie de fait, cependant ses résolutions ont acquis, depuis les expériences faites dans la dernière guerre, tant de clarté, de sûreté et de fermeté qu'il lui paraît inconciliable avec le devoir et la conscience et même impossible de renoncer aujourd'hui, sur des points essentiels, à des institutions qui sont éprouvées et qu'il croit excellentes. Tout Prussien sera de son avis et désapprouvera les scrupules qui dans un intérêt de parti, feraient rejeter une institution dignement appréciée dans toute l'Europe.

Laissez-moi en terminant me flatter de l'espoir que le besoin profondément ressenti par le pays, d'une entente au sujet du projet de

loi soumis à la Chambre trouvera un écho ici, que le sentiment de la puissance et de la grandeur de la Prusse sera toujours plus vif dans cette enceinte, que l'esprit déplorable de parti, que des sympathies ou des antipathies personnelles.

Rapport de la Commission sur le projet de loi du 2 février 1865 touchant l'obligation du service militaire.

La Chambre des députés a nommé le 14 de ce mois une commission de 21 membres pour l'examen du projet de loi touchant la modification et l'extension de la loi du 3 septembre 1814, projet présenté par ordre du Roi, le 8 février courant, à la Chambre.

Ce projet de loi a été par extraordinaire présenté sans être accompagné d'un exposé des motifs. L'absence de cet exposé prive la Commission d'une des bases les plus importantes qui au commencement de la discussion soient à la disposition de chaque membre de la Commission et qui indiquent d'une façon authentique le point de vue auquel le Gouvernement entend accepter la discussion générale et a rédigé les articles les plus essentiels du projet de loi. La Commission a donc eu la tâche de suppléer autant que possible à cette lacune en se servant des nombreux matériaux accumulés dans les discussions précédentes. Elle a consulté à cet effet d'abord les anciens rapports des commissions, savoir :

1° Le rapport de la Commission du 16 janvier 1864 (n° 92) relatif à un projet de loi analogue présenté le 19 novembre 1863.

2° Le rapport de la Commission du 24 avril 1863 (n° 130) sur le projet également semblable du 8 février 1863 et sur les nombreux amendements proposés par la Commission.

3° Le rapport de la Commission du budget du 2 septembre 1862 (n° 138) touchant les dépenses supplémentaires exigées par la nouvelle organisation de l'armée et la relation dans laquelle cette organisation se trouve placée à l'égard de la constitution militaire légalement existante.

4° Le rapport de la Commission spéciale de 1861 (n° 200) touchant l'état nécessaire pour le maintien provisoire et le complément de la mise sur pied de guerre.

5° Le rapport de la Commission pour l'examen du projet de loi du 9 février 1860 touchant l'obligation du service militaire, rapport du 13 avril 1860 (n° 204).

Ces matériaux ne forment cependant pas une suite complète et ne

peuvent d'ailleurs, à cause de leurs proportions volumineuses, servir utilement de base à la discussion préalable.

Dans cette situation anormale, les rapporteurs ont demandé l'autorisation de présenter par écrit leur avant-rapport aux membres de la Commission. Indépendamment de la nécessité de suppléer au manque d'exposé des motifs, on a cherché à placer d'une façon claire et succincte sous les yeux de la Commission les anciennes lois que le nouveau projet a pour objet de modifier ainsi que les différentes phases parcourues pendant les discussions précédentes, tous points auxquels il y aura lieu de se reporter. Cet avant-rapport reproduira en conséquence :

1° A la fin, les lois en vigueur que le projet de loi actuel a pour but de modifier, il ne s'agit en effet pas seulement de la loi du 3 septembre 1814 citée dans le projet mais aussi des lois complémentaires publiées le 21 novembre 1815 et le 22 décembre 1819.

2° Il présentera de nouveau un exposé succinct des discussions précédentes et des projets de loi sur l'organisation de l'armée et donnera ainsi :

a) Pour la discussion générale une vue d'ensemble sur l'importance et la signification du projet de loi actuel, et

b) pour la discussion spéciale il indiquera les observations que les différents paragraphes du projet de loi lui ont suggérées, enfin

c) il formulera les considérations générales qui peuvent dans son opinion motiver l'acceptation ou le rejet du projet.

La difficulté extraordinaire de cette tâche justifie la prière d'apprécier avec indulgence l'exposé qui suit dans lequel on a avant tout cherché la vérité et dans lequel les opinions personnelles des rapporteurs doivent simplement servir à faciliter la discussion.

I

La loi du 3 septembre 1814 forme la loi fondamentale de l'organisation militaire prussienne en ce sens que relativement au service et à l'obligation du service elle établit les bases suivantes :

1° L'armée active, la principale école de la nation pour la guerre, formée d'une partie des hommes du contingent de 20 à 25 ans appelés ou volontaires ; — durée du service cinq ans, dont 3 sous les drapeaux et 2 dans la réserve, laquelle sert en cas de guerre à compléter les cadres de l'armée active.

2° La landwehr du 1^{er} ban composée d'hommes de 26 à 32 ans et de tous les hommes de 20 à 25 ans qui ne font pas partie de l'armée active. Elle est destinée à seconder en cas de guerre l'armée active et

elle sert comme cette dernière, en cas de guerre, à l'extérieur et à l'intérieur.

3° La landwehr du 2^e ban destinée à renforcer l'armée et en particulier à faire le service des garnisons ; les hommes en font partie jusqu'à l'âge de 39 ans.

D'après le préambule et le texte de cette loi il ne devait être établi que différents degrés de l'obligation du service et non pas encore une organisation complète de l'ensemble de la force armée. L'obligation générale de servir imposée à tout Prussien n'est mentionnée qu'en ce qui touche la landwehr du 1^{er} ban (§ 8^a) et pas en ce qui concerne l'armée active (§ 5). Les rapports entre la première et la seconde sont indiqués d'une manière générale, on se borne à dire que l'armée active y compris les réserves sera inférieure en nombre à la landwehr du 1^{er} ban. L'armée formera pendant la période quinquennale du service l'école principale où la nation entière doit apprendre le maniement des armes. Elle ne doit comprendre qu'une partie des hommes du contingent de 20 à 25 ans. La landwehr du 1^{er} ban doit par contre réunir ces mêmes hommes pour une autre période de sept années et en outre tous les jeunes gens de 20 à 25 ans qui ne servent pas dans l'armée active. L'organisation plus spéciale de cette institution devait faire l'objet d'une loi ultérieure :

§ 3. « La force de l'armée active et de la landwehr sera déterminée chaque année suivant les besoins de l'État. »

Mais cette fixation laissée en suspens a été faite sans retard tant pour la landwehr que pour l'armée.

1° La landwehr a été légalement organisée par l'ordonnance sur la landwehr du 21 novembre 1815 (bulletin des lois 1816, p. 77) et modifiée ensuite par l'ordonnance royale du 22 décembre 1819, (bulletin des lois 1820, p. 5).

L'ordonnance sur la landwehr reconnaît dans le préambule les avantages considérables au point de vue financier et économique de l'institution de la landwehr et prescrit pour son maintien et développement ultérieur ce qui suit :

Il est assigné à chaque régiment dans 1 cercle du Gouvernement où il est établi une circonscription avec subdivision pour les bataillons et les compagnies (§ 1 à 3).

Chaque escadron de la cavalerie ressortit à la circonscription du bataillon correspondant (§ 5). Chaque bataillon possède un arsenal et un magasin d'équipement (§ 8). Dans chaque arsenal de bataillon il y aura 1200 fusils (loi de 1819, § 3).

Les paragraphes qui suivent fixent l'effectif des régiments de la landwehr, des bataillons, des compagnies, des escadrons, des états-majors et particulièrement de l'état-major appointé (§ 10 à 26) ainsi

que la composition du corps des officiers pour l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie (§ 29-59).

La landwehr se recrute chaque année dans les soldats sortant de la réserve; lorsque le nombre n'en est pas suffisant, le complément nécessaire est fourni par les hommes astreints au service de la landwehr qui n'ont pas encore servi (§ 70). Relativement aux exercices de ces recrues de la landwehr, des prescriptions spéciales seront établies (§ 71).

La division du pays en circonscriptions de régiments, bataillons et compagnies sera soumise par le Ministère réuni, à l'approbation royale (§ 7).

Après que ces mesures eurent été prises, la landwehr reçut son organisation particulière composée de 28 circonscriptions d'inspections, régiments, bataillons, compagnies et escadrons et se rapportant exactement aux divisions territoriales en circonscriptions de gouvernement et en cercles.

Plus tard cette organisation a été modifiée par l'ordonnance royale du 22 décembre 1819, de façon que les 4 bataillons de la landwehr faisant partie de chaque régiment de ligne ont été réduits à 3. La landwehr a été ainsi diminuée de 34 bataillons et escadrons du 1^{er} et du 2^e ban, ses régiments, bataillons et compagnies ont été organisés de manière à correspondre étroitement avec les divisions de l'armée active et les 28 inspections de la landwehr formées en 16 brigades de la landwehr se rapportant aux divisions de l'armée active (loi de 1819, § 1 à 4).

L'effectif de la landwehr ne devait toutefois point être diminué par ces nouvelles dispositions. « Bien que les bataillons nouvellement formés n'entreront en campagne qu'avec 1000 hommes, ils devront cependant être maintenus sur les listes avec les effectifs de 1600 hommes conformément à l'ordonnance sur la landwehr et rester au complet. »

2) L'organisation légale de l'armée active est également déterminée par l'ordonnance Royale du 22 décembre 1819. L'armée active était organisée administrativement, d'abord; pendant les années 1815 à 1819, une partie des troupes était encore en France et il fallait passer du pied de guerre sur le pied de paix. On prit à cet effet pour base les formations créées pendant la guerre, on supprima les petits bataillons de garnison qui existaient encore et on en fit quelques régiments de réserve.

Chacun des 8 régiments comprenait alors, 2 divisions = 4 brigades = 8 régiments, savoir :

Ligne. Infanterie : 4 régiments à 3 bataillons ; cavalerie, 4 régiments à 4 escadrons.

Landwehr. Infanterie : 4 régiments à 4 bataillons ; cavalerie : 4 régiments à 4 escadrons.

Il y avait, en outre, les troupes de la garde et les grenadiers composés de 4 régiments d'infanterie, 4 régiments de cavalerie, 8 bataillons de landwehr de la garde et 8 escadrons de la landwehr.

D'après l'ordonnance Royale, de 1819, il devait être établi une conformité et une concordance aussi complètes que possible entre les divisions de l'armée active et celles de la landwehr, et c'est pour cette raison que l'excédant de 34 bataillons et escadrons de la landwehr devait être supprimé. On exprima cependant la crainte, même dans les cercles militaires, que la prépondérance et l'indépendance de la landwehr, ne fût atteinte par cette mesure, et que, en temps de paix, le caractère de la landwehr ne fût altéré par un mélange direct avec la ligne. Pour tranquilliser à cet égard le pays, le législateur a donné les assurances et prescrit les dispositions suivantes.

« Il s'agit simplement de remédier à certaines déficiences dans l'organisation, sans altérer en aucune façon le caractère de l'institution de la landwehr et sans porter atteinte à l'individualité résultant de la situation respective des troupes de ligne et de la landwehr. La réduction de la landwehr à 34 bataillons et escadrons offre à la fois l'avantage d'une grande économie et présente une organisation conforme aux exigences de la guerre. »

A cet effet, des quatre bataillons de la landwehr faisant partie d'un régiment de ligne il sera formé trois bataillons seulement (§ 1).

Tous les régiments de la landwehr porteront le numéro des régiments de ligne auxquels ils correspondent (§ 2).

Les régiments de la landwehr (de 6 compagnies) ressortissant aux 4 régiments de la réserve porteront également les marques distinctives des régiments de ligne correspondants et seront désignés comme ceux-ci par les numéros 33, 34, 35 et 36.

Les bataillons de la landwehr nouvellement formés n'entreront en campagne, conformément aux dispositions antérieures, qu'avec 1000 hommes ; ils seront cependant indiqués sur les listes avec un effectif de 1600 hommes et maintenus au complet.

Pour chaque bataillon il devra y avoir 1200 fusils. Chaque escadron de cavalerie de la landwehr faisant partie d'un bataillon sera composé de 162 hommes non compris les officiers (§ 3).

Les 28 inspections de la landwehr existant jusqu'ici seront transformées en 16 brigades de la landwehr et porteront le numéro des divisions de la ligne auxquelles elles correspondent (§ 4).

Par les prescriptions de cette loi le principe de la concordance de l'organisation de la landwehr et de l'armée active, se trouve bien établi ; il en est de même des proportions numériques des cadres :

ainsi le nombre des brigades est fixé à 16 (§ 4), la brigade comprenant 2 régiments, le régiment trois bataillons, et le bataillon étant porté à mille hommes d'effectif de guerre. A chaque bataillon de la landwehr se trouve attaché un escadron de 162 hommes.

L'armement légalement organisé de la nation annoncé par la loi du 3 septembre 1814 se trouve ainsi accompli et limité à une force armée de 32 régiments d'infanterie et de cavalerie tant de ligne que de landwehr complétée par les régiments de la réserve, par le nombre fixe des armes spéciales et par la garde Royale.

Les exceptions à cette organisation sont spécialement réservées dans les lois et ne se rapportent qu'aux corps destinés à compléter la force armée.

La loi de 1819 n'indique, il est vrai, comme régiments de la réserve que les numéros 33 à 36, mais il existait, en outre, 18 bataillons de garnison qui ont été d'après les mêmes principes refondus pour former les régiments de la réserve numéros 37 à 40, ainsi que cela avait été fait pour les bataillons de garnison précédemment supprimés. De même on s'était réservé dans la loi de 1819, § 2, de ne porter l'effectif des régiments de réserve de la landwehr, qu'à la moitié de celui des régiments de réserve de la ligne.

En ce qui touche l'organisation de la cavalerie de la landwehr de la garde, la loi de 1819 ne contenait aucune disposition ; l'appréciation en était abandonnée à l'administration qui introduisit également pour ce corps le principe de concordance entre la landwehr et l'armée active. Il en fut de même relativement à la formation ultérieure d'un régiment d'infanterie de réserve pour la garde.

Relativement aux armes spéciales, la loi de 1815, article 60, n'avait fixé que la formation d'une compagnie d'artillerie par chaque bataillon de la landwehr ; cette compagnie devait en cas de mobilisation être réunie à l'artillerie de l'armée active. Pour tout le reste on suivait les règles établies par les armes spéciales et l'administration avait à cet égard le champ libre.

Tout homme qui a suivi avec attention l'organisation de notre armée, sait que pendant 40 ans il y avait en tête de la liste d'avancement annuellement publiée, un tableau fixe de l'armée qui répondait exactement aux prescriptions de la loi du 22 décembre 1819.

Lorsque plus tard le classement, prévu par l'article 7 de l'ordonnance sur la landwehr, des districts et cercles d'après les bataillons et compagnies de la landwehr, eut été renouvelé de manière à correspondre mieux à l'état actuel de la population (3 nov. 1842), ce cadre de l'armée a été rattaché une seconde fois et sans changement à la division du pays en districts.

La constitution de 1850 dans ses articles 34 à 39, 46 à 48, sanctionna

formellement les lois existantes en se référant expressément à la loi sur l'obligation du service et à celles qui règlent les divisions de l'armée active et de la landwehr.

De même les discussions sur la révision de la Constitution montrent que la représentation du pays aussi bien que le gouvernement, considéraient alors ces institutions comme formant l'organisation légale de l'armée et ni d'un côté, ni de l'autre, on ne songeait à la possibilité de modifier ces institutions par de simples actes administratifs. Les chambres de révision avaient sous les yeux le tableau de l'armée existant depuis 30 années et le budget présentait sous une forme encore plus détaillée, l'énumération des différents corps militaires.

Ainsi l'armée de campagne (loi de 1814, articles 5, 8 et 10) comptait :

Infanterie de la garde.....	4 régiments,	12 bataillons
Infanterie de la garde de la landwehr du 1 ^{er} ban.....	4 —	12 —
Infanterie de la ligne.....	32 —	96 —
Infanterie de la landwehr du 1 ^{er} ban..	32 —	96 —
Infanterie de réserve.....	9 —	18 —
Infanterie de réserve de la landwehr..	9 —	9 —
Cavalerie de la garde.....	4 —	16 escadrons.
Uhlans de la garde (landwehr).....	2 —	8 —
Cavalerie de la ligne.....	32 —	128 —
Cavalerie de réserve de la landwehr...	— —	8 —
Chasseurs et tirailleurs.....	— —	10 bataillons.
Artillerie.....	9 —	99 batteries.
Artillerie des places fortes.....	— —	51 compagnies.
Pionniers.....	9 détachemen ^{ts} ,	18 —

La Commission militaire de l'année dernière a été d'avis, en présence de l'état de la législation, que les bases essentielles pour toute organisation militaire sont déterminées en Prusse ainsi qu'il suit :

1) Le noyau de l'armée se compose de 32 régiments d'infanterie et de cavalerie tant de la ligne que de la landwehr, plus un régiment de réserve pour chacun des 8 corps d'armée. A cet effectif vient s'ajouter la garde organisée de la même manière. Dans l'armée de campagne, la moitié sera composée de la landwehr du 1^{er} ban, sauf les exceptions secondaires réservées par la loi.

2) L'effectif des cadres est évalué à 1000 hommes par bataillon sur pied de guerre. La force relative des escadrons était déterminée en partie par la loi de 1819, en partie par la proportion admise par l'usage entre la cavalerie et l'infanterie ; il en était de même des armes spéciales.

3) La durée du service est graduée d'une manière fixe, par la loi du 3 septembre 1814 : la durée de la présence sous les drapeaux dans

l'infanterie de ligne avait été abaissée par ordonnance royale du 3 novembre 1833 à 2 années.

4) Le montant du contingent n'était pas déterminé arithmétiquement d'après le nombre des individus, mais d'une manière relative. Il résultait du nombre des cadres combiné avec la durée du service. On levait autant de recrues qu'il en fallait pour maintenir les corps de troupes mentionnés plus haut, avec un temps de présence sous les drapeaux de deux et respectivement trois ans, dans l'effectif légalement fixé. Les levées pouvaient varier entre un millier d'hommes, en plus ou en moins, suivant les vides qui se faisaient et aussi parce que le chiffre des recrues de la landwehr était illimité. Les levées pouvaient donc être augmentées de plusieurs milliers d'hommes dans les années de mobilisation et dans les cas de guerre imminente comme en 1831, 1832, 1833, 1849¹. Le recrutement normal en temps de paix, était en moyenne de 40 000 hommes qui, avec l'organisation en vigueur, laissait une latitude suffisante à l'administration et maintenait cependant les charges générales du pays dans des limites aussi sûres qu'un chiffre arithmétiquement déterminé, ce que reconnaissent, du reste, les exposés des motifs des précédents projets de loi.

L'ensemble de ces quatre facteurs formait une armée active d'environ 131 000 hommes. Ce chiffre résulte du moins des indications fournies par les commissaires du Gouvernement et rappelées dans le rapport de la commission du 24 avril 1863. Les tables de statistique de 1850 soumises aux chambres de révision et portant des indications plus détaillées, évaluaient l'effectif total à 130 411 hommes y compris les dépôts de la landwehr.

Cette organisation fondamentale de l'armée est devenue, à notre avis, un droit du pays, par les raisons exprimées dans les lois de 1814, 1815 et 1819 :

1. Les tables du bureau de statistique donnent les chiffres suivants pour les levées :

1831	49 267 (dont 9971 pour la landwehr).	1845	37 690.
1832	48 753 (dont 5677 pour compléter la réserve).	1846	40 365.
		1847	39 870.
1833	49 235.	1848	41 194.
1834	inconnu.	1849	51 482.
1835	39 833.	1850	43 019.
1836	35 245.	1851	44 777.
1837	35 512.	1852	37 722.
1838	35 278.	1853	39 412.
1839	36 201.	1854	39 652.
1840	37 488.	1855	39 935.
1841	36 377.	1856	38 358.
1842	37 565.	1857	39 935.
1843	40 684 (dont 1852 pour la landwehr).	1858	40 537.
1844	37 045		

Au point de vue financier, son maintien permettant de diminuer les dépenses qu'occasionne en général l'entretien de la force armée ;

Au point de vue économique, car elle permet de rendre plus tôt qu'auparavant, chaque soldat à ses foyers et à ses travaux ;

Au point de vue juridique et politique, en ce sens que l'importance d'une armée active et son organisation administrative influent directement sur l'esprit de la Constitution de l'État et que des modifications profondes apportées dans cette armée altèrent en même temps le caractère de la Constitution.

L'application pendant 40 ans, des lois de 1814 à 1819, démontre que l'administration militaire avait suffisamment de latitude pour améliorer et renforcer certains éléments de l'armée sans se mettre en opposition avec les bases légales. Depuis la promulgation de la Constitution, bien des modifications, dans l'armée, ont pu être effectuées avec le consentement des Chambres au moyen de crédits inscrits au budget, sans sortir cependant des limites de la Constitution actuelle. Des réquisitions plus considérables ont eu lieu suivant que le danger d'une guerre était plus ou moins éloigné. Les cadres ont été augmentés en vue de la mobilisation ; pour l'artillerie, les pionniers et les chasseurs, l'augmentation des cadres a été réalisée mais sur le pied de paix. On a, à différentes reprises, augmenté les appointements des capitaines et officiers subalternes. De même on a consenti après quelques discussions, aux dépenses nécessitées par la remise en vigueur en 1852 et 1856 du temps de service de 2 $\frac{1}{2}$ et 3 ans dans l'infanterie (sans augmentation des cadres). « Le vote de ces dépenses ainsi que
« le fait remarquer la commission de l'année dernière, peut être
« invoqué comme preuve de l'opportunité des mesures prises et
« comme preuve que les modifications effectuées ne se trouvent pas en
« opposition avec l'organisation fondamentale de l'armée. Mais ce
« vote du budget qui varie annuellement ne saurait lier d'une façon
« permanente, ni le Parlement, ni le Gouvernement. Il est évident
« que les institutions reposant sur la législation du pays, ne peuvent
« être modifiées par le vote de certaines dépenses inscrites au budget
« pas plus que les lois du pays ne peuvent être changées par l'admini-
« stration des finances. Ni le Parlement, ni le Gouvernement ne
« sont obligés de conserver les changements introduits par voie de
« vote sur le budget, s'ils ne sont plus convaincus de l'utilité de ces
« changements, car il n'y a que les lois sanctionnées par le Roi qui
« puissent lier le Parlement. »

II

En ce qui touche les différentes phases de la réorganisation, le rapport de la Commission de l'année dernière, page 2-41, en a donné un aperçu avec des extraits en grande partie textuels des débats de la Chambre des députés. On se bornera à en indiquer ici les résultats principaux.

Le 5 mai 1859, le Gouvernement royal, en considération de l'état menaçant des affaires en Europe, présenta un projet de loi tendant à obtenir des ressources extraordinaires pour l'Administration de la guerre et de la marine. Cette demande fut présentée sous forme d'allocation de crédit, pour pouvoir étendre aux six corps d'armée restants, la mesure de mobilisation des trois premiers corps d'armée, déjà décrétée par l'assemblée fédérale, et pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses extraordinaires que nécessiteraient la mobilisation de l'armée et les mesures militaires à prendre ultérieurement. Le projet de loi fut adopté avec la rédaction proposée et indépendamment de l'autorisation de procéder à un emprunt, il fut accordé encore une augmentation d'impôts de 25 %, pour le cas où la mobilisation de l'armée serait reconnue nécessaire dans le courant de l'année. Mais ces ressources votées par la Chambre devaient, dans la pensée du Gouvernement, servir à réaliser des plans bien plus vastes, c'est-à-dire une réorganisation complète de l'armée.

Le 9 février 1860, le Ministère présenta une loi touchant l'obligation du service militaire, dont les dispositions essentielles avaient pour but d'étendre l'obligation au service de l'armée active à huit années ; l'infanterie devait rester trois ans sous les drapeaux, la cavalerie quatre ans. La durée du service dans la landwehr était évaluée à onze ans, sans distinction entre le 1^{er} et le 2^e ban. La landwehr ne devait d'ailleurs, à l'avenir, être employée qu'à la défense de la patrie, en dedans des frontières du pays.

Le point de vue principal adopté par l'exposé des motifs de la loi, c'est de faire prévaloir ainsi, aussi complètement que possible, le principe de l'obligation générale du service. Il y est dit :

« Le contingent annuel pour l'armée active s'est élevé, en 1820, à 40 788 hommes ; en 1858, il n'a été également que de 40 730 hommes. La proportion des conscrits est donc descendue peu à peu, par suite de l'augmentation de la population, de 40 pour 100 à 26 pour 100. Il en résulte une inégalité choquante en faveur d'un grand nombre de jeunes gens, qui parviennent à s'affranchir du service en tirant un bon numéro. Il n'y a qu'un remède à cet état de choses : augmenter

le chiffre du contingent et élever le nombre des soldats de l'armée active en temps de paix. Pour alléger les classes anciennes de la landwehr, il est nécessaire de comprendre les trois dernières classes de la landwehr dans l'armée active, et de dispenser par contre les quatre autres classes des obligations imposées jusqu'ici à l'armée de campagne mobile. L'institution de la landwehr a été reconnue, dès l'origine, comme défectueuse au point de vue militaire, et n'a été maintenue que par des raisons d'économie. Aujourd'hui, l'inconvénient principal consiste dans la pénurie d'officiers et sous-officiers suffisamment capables. Au point de vue social aussi, le développement des travaux de l'industrie et le mariage trop rapide des soldats exigent impérieusement des modifications. Le premier ban se compose en moyenne pour la majeure partie de pères de famille, sur lesquels les charges du service pèsent d'autant plus lourdement, qu'on s'est vu obligé depuis de fondre plus étroitement ensemble la landwehr et la ligne :

« Mais l'état chancelant et incertain de l'Europe, oblige aujourd'hui à de plus fréquents déploiements de forces militaires. Les grandes nations voisines ont développé et concentré au plus haut degré leurs forces. Entre ces nations s'étend notre territoire, qui n'a pas de cohésion et dont les frontières sont ouvertes de tous les côtés. Une grande guerre exige actuellement l'appel de tous les hommes capables de manier les armes et leur incorporation dans un système d'organisation militaire bien ordonné et compact; elle exige, par conséquent, une augmentation des cadres actuels. Il s'agit en ce moment, à la fois, d'élever le contingent annuel et d'augmenter l'armée sur le pied de guerre; c'est pourquoi tous les corps de troupes à la mobilisation desquels il serait, le cas échéant, procédé en premier, devront avoir des cadres suffisants en temps de paix. A ces considérations viennent se joindre les récentes améliorations apportées aux armes à feu, la transformation des théâtres de la guerre et le dénouement des batailles par de longs combats d'artillerie. Par toutes ces raisons, la durée de trois ans, appliquée au service, est une condition vitale de toute organisation militaire. En 1853, des considérations économiques ont seules fait adopter la durée du service réduite à deux ans.

« L'expérience acquise pendant les années 1848 à 1850, a démontré les inconvénients de ce système. Le service réduit à deux années ne permet pas le recrutement régulier du corps des sous-officiers et n'assure pas les ressources extraordinaires en hommes exigées par une mobilisation. La durée de trois années est d'ailleurs indispensable pour offrir aux corps de troupes un ensemble suffisant à leur formation, autrement le nombre des conscrits devient proportionnellement trop considérable et le bataillon manque de solidité. Enfin

il importe de remarquer qu'une instruction plus complète de chaque soldat est devenue nécessaire à cause des exercices de tir qui ont été très-développés. C'est pourquoi on a dû revenir, en 1852, à une durée de service de deux ans et demi, et en 1850, à la durée de trois ans. Présentement il s'agit de renforcer l'armée active par une augmentation annuelle du contingent de 23 000 hommes, et en même temps par l'incorporation dans l'armée des trois dernières classes de la landwehr. La landwehr devra toujours continuer à former le point d'appui de l'armée active, en se chargeant de la défense des frontières et des forteresses nationales. Mais en temps de paix et lorsqu'il s'agit de simples mouvements de troupes, de buts politiques, la landwehr restera dans ses foyers. »

Indépendamment de ces bases fondamentales, on avait développé pour expliquer le projet de loi portant fixation d'un crédit supplémentaire au budget de 1860, le plan d'après lequel l'armée devra, conformément aux principes rappelés ci-dessus, être réorganisée.

1) Le nombre des cadres de l'infanterie de l'armée active sera doublé, mais en diminuant les états de présence en temps de paix (ensemble 9 régiments de la garde et 72 régiments de ligne = 243 bataillons). Par contre, l'infanterie de la landwehr (116 bataillons) ne fera plus partie du corps d'armée qui, en cas de mobilisation, devra être prêt le premier.

2) 18 régiments de cavalerie de l'armée active seront ajoutés à ceux actuellement existants (ensemble 8 régiments de la garde et 4 régiments de cavalerie de ligne à 4 escadrons). Par contre, les cadres de la cavalerie de la landwehr seront supprimés ainsi que l'organisation de la cavalerie de la landwehr, dont on ne conservera que le nombre nécessaire pour le service des forteresses.

3) Le pied de paix des armes spéciales sera renforcé proportionnellement, tant pour l'artillerie que pour les pionniers. Le train et les écoles militaires seront remaniés.

L'augmentation des dépenses était évaluée, dans le budget ordinaire, à 9 1/2 millions de thalers, et dans le budget extraordinaire, à 750 000 thalers, à laquelle somme devaient s'ajouter encore diverses autres dépenses.

Dans la Commission nommée pour examiner ces projets de loi, les propositions du Gouvernement soulevèrent de vives réclamations. Le rapport de la Commission du 13 avril 1860 part de l'idée fondamentale, que l'organisation militaire actuelle, datant des glorieuses années de 1813 à 1815, a pris profondément racine dans le cœur de la nation prussienne elle-même, et a été considérée pendant très-longtemps par les Gouvernements étrangers, comme une heureuse solution du problème consistant à avoir une armée forte et prête à la guerre, sans

épuiser déjà, dans des préparatifs à la guerre, par de lourdes charges financières, les meilleures forces du pays. La Commission a été d'accord avec le Gouvernement pour maintenir fermement le principe de l'obligation personnelle du service; de même elle admit l'opportunité, d'appeler un plus grand nombre de jeunes gens au service.

Mais il lui restait trois objections principales à faire :

1) Contre la sortie projetée de la landwehr du premier ban, des rangs de l'armée de campagne. Les créateurs de l'organisation militaire de 1814 à 1815 n'ont nullement considéré la landwehr comme un pis-aller, une dernière ressource; ils ont, au contraire, eu la conviction profonde que la force nationale de la patrie trouvait dans la landwehr son expression la plus complète et la plus énergique. La Prusse ne pouvait rivaliser dans les dépenses de guerre avec les autres grandes puissances, sans épuiser déjà en temps de paix les ressources que réclamerait la guerre. Ce qui lui manquait en ressources matérielles devait donc être suppléé d'une autre manière, par des éléments de force morale, par le dévouement et les sacrifices personnels. Sans doute les adversaires de la landwehr n'ont jamais cessé leurs attaques. Dès 1820, ils provoquèrent l'union plus étroite de la landwehr et de la ligne, et depuis 1848 ils cherchèrent à faire naître des craintes politiques à l'égard des institutions de la landwehr. Mais en général la landwehr a toujours donné les preuves les plus honorables de fidélité, d'obéissance et de discipline. Si, au moment des mobilisations, il y a eu manque d'officiers et de sous-officiers, il suffira de procurer ces éléments à la landwehr, ce qui pourra être effectué à peu de frais. Si la *prima plana* de la landwehr existait déjà en temps de paix, la mobilisation de la landwehr pourrait avoir lieu aussi rapidement et aussi facilement que pour la ligne. Le soldat de la landwehr reçoit son instruction militaire complète dans l'armée active; il a pour lui la vigueur corporelle et intellectuelle, et la solidité de l'âge mûr, et n'a jamais manqué de bonne volonté. Pour des mobilisations ayant simplement un but démonstratif, la ligne suffira sans doute en général, surtout maintenant avec l'élévation projetée du contingent. Il ne paraît donc point nécessaire de supprimer, avec la landwehr, le trait d'union qui existe pour ainsi dire entre l'armée et le peuple.

2) Une des raisons décisives à invoquer contre la réorganisation, c'est que les nouvelles dispositions entraîneront en même temps, comme condition, la durée de service de trois années, durée qui serait érigée une fois pour toutes en principe. L'instruction prolongée du soldat avait été nécessitée autrefois par un mécanisme excessivement compliqué, et parce qu'on exigeait certaines conditions de dextérité et d'habileté assez inutiles. Pour inculquer certaines habitudes mili-

taires et les idées de corps aux soldats, la durée de trois ans de service est, elle-même, insuffisante. Mais la discipline, l'ordre et les connaissances indispensables pour la guerre, peuvent aussi être appris dans deux ans, ainsi que le reconnaissent les plus illustres autorités militaires et que le constatent les rapports fournis en 1833 par les généraux commandants des divisions. Après une application faite pendant vingt années de la durée du service de deux ans, on a soutenu, il est vrai, que les expériences de 1848 et 1850 avaient démontré les inconvénients de ce système. Mais cette allégation n'a été appuyée sur aucuns faits concluants. Les sous-officiers dont on a besoin, on les trouvera aisément dans les écoles militaires; mais on les trouvera surtout en améliorant leur situation et en leur faisant entrevoir un but plus élevé au bout de leur carrière militaire.

3) Enfin, la Commission a insisté sur l'impossibilité, au point de vue financier, de mettre à exécution le projet de réorganisation. Le budget militaire s'est déjà accru depuis 1848 de 5 millions. Les prévisions d'excédant de l'impôt foncier ne sont point en proportion avec les dépenses considérables qu'entraînerait le plan de réorganisation. L'on ne doit point, d'ailleurs, disposer d'avance de toutes les augmentations éventuelles dans les recettes, en faveur de buts militaires.

Cependant pour seconder, dans la mesure du possible, les plans du Gouvernement, la Commission présenta un contre-projet qui admettait une durée de service de six années dans l'armée active, dont deux années passées sous les drapeaux pour l'infanterie, et trois années pour les autres armes; une durée de six années de service dans la landwehr du premier ban, et de sept ans dans la landwehr du deuxième ban.

En terminant, la Commission exprima de nouveau, dans son Rapport du 5 mai 1860, l'avis que, si les résolutions adoptées dans son sein étaient approuvées par la Chambre, le plan de réorganisation présenté par le Gouvernement ne saurait être mis à exécution.

Le Gouvernement préféra ne pas affronter après ces explications la discussion du projet de loi dans la Chambre, mais il présenta le 5 mai 1860 un projet de loi autorisant le Ministre de la guerre à employer, à l'effet de compléter et activer les mesures nécessaires pour l'augmentation de l'effectif de l'armée et sa mise sur pied de guerre, dans les limites posées par les lois actuelles, une somme de 9 millions de thalers en sus des crédits inscrits dans le budget ordinaire pour la période intermédiaire entre le 1^{er} mai 1860 et le 30 juin 1861.

En soumettant ce projet, le Ministre des Finances déclara que l'examen du projet de loi s'était prolongé au delà de l'attente du Gouvernement. Que, entre temps, le 1^{er} mai était arrivé et avec lui l'époque jusqu'à laquelle le maintien de l'état de choses actuel sur les bases

du projet présenté avait été considéré comme possible. Il y avait de graves inconvénients à revenir subitement à l'état ordinaire du pied de paix. Il ne reste donc d'autre expédient que de demander un crédit extraordinaire à la Chambre pour rendre possible par là le maintien du présent état de choses. Le Gouvernement déclare à cet égard, que la résolution de la Chambre ne doit préjuger en aucune façon et ne préjugera en rien ses décisions ultérieures. La question de savoir si à l'avenir le temps de service sera de deux ou de trois années, si la durée du service dans la réserve sera prolongée et quelle sera la situation de la landwehr, toutes ces questions resteront intactes, entières, elles ne seront préjugées d'aucune manière. La transition à l'état qui, dans l'avenir, doit devenir l'état normal, sera tout aussi possible à l'expiration de cette période intermédiaire, qu'elle le serait en ce moment. La régularisation de cet état de choses ne peut-être amenée qu'avec la coopération de la représentation du pays; sans un vote de la Chambre elle devient impossible. (Extrait du procès-verbal.)

La commission nommée pour examiner cette proposition prit acte des assurances du Gouvernement et se référa aux assurances précédemment données d'après lesquelles le plan de réorganisation présenté par le Gouvernement et les résolutions contraires de la Chambre resteraient en suspens, *res integra*. L'insertion du mot *provisoire* dans le projet de loi définit d'une manière encore plus précise cette situation. Avant le scrutin le rapporteur s'expliqua très-énergiquement dans le même sens en présence de tous les Ministres.

A la suite de ces explications, le projet de loi fut voté par 322 voix contre 2 avec la rédaction suivante : « Le Ministre de la guerre est autorisé à employer pour le maintien *provisoire* et le complément des mesures nécessaires à l'augmentation de l'effectif de l'armée et à sa mise sur pied de guerre, dans les limites tracées par les lois actuelles, une somme de 9 millions de thalers en sus des crédits inscrits dans le budget ordinaire pour la période intermédiaire du 1^{er} mai 1860 au 30 juin 1861. »

Après avoir été approuvée par la Chambre des Seigneurs, cette allocation de crédit fut publiée sous forme de loi avec la rédaction précitée, le 27 juin 1860.

Session de 1861. — La Session de 1861 fut ouverte le 14 janvier par un discours Royal où il était dit : que le gouvernement avait dû, en se renfermant dans les limites légales de notre constitution militaire, assurer la solidité et l'efficacité des organisations nouvelles. En même temps eut lieu la consécration des nouveaux drapeaux ; déjà depuis le 4 juillet 1860, les numéros de régiments de la landwehr avaient été modifiés et mis d'accord avec les numéros des régiments de la ligne.

Il n'est plus question de projet de loi ni de la régularisation de la situation par voie légale, mais les dépenses nécessitées par les nouvelles institutions sont inscrites comme dépenses ordinaires du budget, dans le devis approximatif auquel le discours du Trône renvoie simplement les deux Chambres du Parlement.

Pour justifier ce procédé, le Gouvernement fit valoir les considérations suivantes ; il déclara qu'il ne regardait en effet l'allocation de crédit accordée l'année dernière que comme provisoire, mais qu'il avait dû organiser les nouveaux cadres, pour leur donner l'efficacité nécessaire, comme s'ils étaient destinés à être toujours maintenus ; qu'il ne présentait pas une loi spéciale aux Chambres, parce qu'il espérait pouvoir arriver à ses fins en se servant de la latitude offerte par la loi de 1814 ; qu'une loi ne deviendrait nécessaire que dans le cas où le temps de service dans la réserve des troupes de ligne serait prolongé de trois années ; qu'un bataillon d'après l'organisation actuelle comptait en temps de paix 534 soldats et 800 y compris toutes les réserves ; que si en temps de guerre on voulait porter le bataillon au chiffre de 1000 hommes, on serait sans doute autorisé à faire passer les deux ou trois dernières classes de la landwehr dans l'armée active ; que le Ministère se croyait d'ailleurs en droit, aux termes du § 15 de la loi du 3 septembre 1814, d'user de ce moyen ; qu'un projet de loi n'avait paru nécessaire en effet que pour mettre à exécution certaines dispositions plus étendues du plan de réorganisation, comme, par exemple, en ce qui touche la durée de service de 4 années dans la cavalerie ; que le Gouvernement ne demandait rien qui fût en contradiction avec les dispositions légales existantes, rien qui préjugât en principe le règlement futur de notre organisation militaire.

Au sein de la Commission nommée pour examiner le budget relatif au maintien provisoire et au complément du pied de guerre plus considérable de l'armée, les explications du Gouvernement rencontrèrent une vive opposition. On fut d'avis qu'une loi eût été nécessaire pour sanctionner la prolongation du temps de service dans l'armée active, on discuta différentes rubriques du budget ordinaire et extraordinaire, et on opéra une réduction de 1 498 237 thalers. Néanmoins l'avis prévalut, sous réserve de la présentation ultérieure d'une loi, de maintenir provisoirement dans ses parties essentielles l'état de choses actuel pour l'année courante et de proposer à l'adoption de la Chambre l'allocation d'une somme de 3 383 788 thalers à inscrire au budget extraordinaire. Après une vive discussion les propositions de la Commission furent votées (par 159 voix contre 148) avec l'amendement suivant présenté par M. Kuhne :

« La Chambre est disposée à accorder pour les dépenses nécessitées par le maintien du pied de guerre de l'armée, la somme de

4 132 025 thalers inscrits dans le budget extraordinaire et à laisser au Gouvernement le soin d'opérer sur les dépenses du budget une réduction de 750 000 thalers, afin de les ramener au chiffre total voté par la Chambre. »

La Chambre vota en outre à une grande majorité la résolution suivante :

« Le Gouvernement, dans le cas où il serait dans l'intention de maintenir les mesures prises pour la réorganisation de l'armée, sera dans l'obligation de présenter, au plus tard, dans la prochaine session, une loi destinée à modifier la loi du 3 septembre 1814 sur l'obligation du service militaire. »

Conformément à ces résolutions il fut inséré dans la loi du budget pour l'année 1861 un paragraphe portant : Dépenses extraordinaires et ne devant pas se reproduire : VII. Ministère de la Guerre, chap. 15 : pour le maintien du pied de guerre de l'armée, 3 611 410 thalers.

1^{re} Session de 1862. — Dans la 1^{re} session législative de 1862, le Gouvernement revint sur le projet de loi destiné à modifier la loi du 3 septembre 1814. Un court projet de loi du 14 janvier 1862 contient en 4 paragraphes les propositions suivantes :

- 7 Années de service dans l'armée active ;
- Dont 3 années sous les drapeaux et 4 dans la réserve ;
- 5 années de service dans la landwehr du 1^{er} ban et
- 4 années de service dans la landwehr du 2^e ban.

Ce projet de loi fut d'abord soumis à la Chambre des Seigneurs et adopté à l'unanimité dans la séance du 1^{er} février 1862 sans discussion, et sans changements.

Dans la Commission nommée par la Chambre des Députés on était arrivé au terme de l'examen préalable de ce projet, lorsque survint le 11 mars 1862 la dissolution de la Chambre ; la crise ministérielle amenée par la motion du député Hagen eut peu après pour effet la reconstitution du ministère sous la présidence du Prince de Hohlenlohe.

2^e Session de 1862. — Dans le cours de la seconde session législative de 1862, le Gouvernement ne présenta pas de projet de loi modifiant la loi du 3 septembre 1814, mais il revint au mode de procéder adopté par lui en 1861 et consistant à fonder, sans distinction cette fois, les dépenses occasionnées par la nouvelle organisation de l'armée dans le budget ordinaire. Le budget de la guerre soumis à la Chambre (après avoir été réduit de 831 000 thalers) portait dans la section ordinaire le chiffre des dépenses :

	à	37 779 043 thalers.
et dans la section extraordinaire à	1 826 662 thalers.	
Total :	39 605 705 thalers.	

Le rapport de la Commission du budget du 2 septembre 1862 (n° 138) établissait que dans tous les projets de loi présentés jusqu'ici, dans tous les rapports, les mémoires et les résolutions de la Chambre des Députés, il avait été déclaré qu'une loi était nécessaire pour mettre à exécution la réorganisation de l'armée. Tous les crédits accordés antérieurement devaient être considérés comme des appoints extraordinaires. Toutes les demandes de supplément de crédit pour la mise de l'armée sur le pied de guerre maintenu depuis le 1^{er} janvier 1862 sous la responsabilité exclusive du Gouvernement, devaient dès lors être disjointes du budget ordinaire de la guerre en temps de paix. Le budget, tel qu'il a été soumis, ne pourrait en aucune façon être accepté sans modifications essentielles, comme base d'un état de choses durable et serait au contraire inconciliable avec le développement rationnel de la situation financière. Déjà aujourd'hui le budget ordinaire, pour ce qu'on appelle la réorganisation, comporte une dépense annuelle de 42 millions de thalers; les économies, ainsi que le déclarait le Gouvernement, n'étaient que temporaires et consistaient dans la suppression des dépenses qui plus tard devaient être bien plus élevées encore. En considération des difficultés financières que présenterait l'exécution du projet, il n'était pas possible d'accorder une troisième fois des crédits extraordinaires pour des dépenses qui régulièrement ne devaient avoir lieu qu'une fois. En accordant de nouveau des fonds à titre provisoire, on consoliderait en fait, et d'une façon durable, après les expériences qu'on a faites, un état de choses pour le maintien duquel on était décidé à ne pas voter de l'argent. On ne pourrait pas davantage chercher, au moyen de réductions dans le budget ordinaire, à amender indirectement le plan de réorganisation actuel, car l'armée forme un ensemble organique dans lequel la proportion des différents corps de troupes entre eux est déterminée par des règles fixes. On devait dès lors se borner à rejeter les surcroîts de dépenses résultant de l'organisation projetée et laisser au Gouvernement le soin de prendre ou de ne pas prendre d'initiative pour présenter un nouveau plan réalisable au point de vue financier dans les limites tracées par la loi de 1814 ou d'une nouvelle loi qu'accepteraient les Chambres. A lui seul appartenait de prendre à cet égard l'initiative. En outre, le maintien prolongé de cette organisation élude sous plusieurs rapports essentiels l'organisation légalement existante et se trouve être en contradiction complète avec quelques-unes de ses dispositions.

La Commission estimait en conséquence que le moment est venu de revenir de ce pied de guerre au pied de paix, c'est-à-dire au chiffre approximatif de 150 000 hommes, tel qu'il existait en 1859 avant la

mobilisation. A cet effet elle proposait de rejeter du budget les dépenses nécessitées par la mise sur pied de guerre en déclarant :

Qu'après le rejet des dépenses motivées par l'organisation projetée, le Gouvernement était tenu de soumettre à la Chambre, un budget supplémentaire contenant les dépenses probables nécessitées par le pied de guerre maintenu depuis le 1^{er} janvier 1862 et par le retour à une organisation conforme aux limites tracées par la loi de 1814 ou par une nouvelle loi préalablement acceptée par les chambres.

A l'égard de cette loi il a été reconnu par beaucoup de membres qu'une augmentation dans le chiffre du recrutement pour amener une application plus complète de l'obligation du service, qu'une réduction du service sous les drapeaux à deux ans, qu'un allègement des charges de la landwehr, surtout des classes les plus anciennes et une organisation indépendante de cette institution (déclaration contenue dans la loi du 3 septembre 1814) étaient nécessaires ou tout au moins désirables. Si le Gouvernement voulait, dans les limites ainsi posées, proposer un plan d'organisation réalisable au point de vue financier, on ne reculerait pas devant une augmentation de dépenses sur le budget de 1860. Mais il faudrait abandonner au Gouvernement le soin de décider s'il veut prendre l'initiative d'une loi semblable qui contiendrait au moins en partie les bases de la réorganisation. Autrement il y aurait lieu de s'en tenir à la loi du 3 septembre 1814 et au budget de 1860.

Le Gouvernement invoqua contre cette manière de voir sa bonne foi. S'il se bornait simplement à augmenter l'armée et à en modifier les cadres, si en même temps il renonçait à poursuivre dans la législation les changements que précédemment il avait jugés nécessaires, c'est qu'il ne s'agissait en effet que d'obtenir un supplément de crédit. « Le Gouvernement reconnaît aujourd'hui, comme par le passé, que la nouvelle formation de l'armée en tant qu'elle exige une élévation durable du budget ou une réglementation différente de l'obligation du service, ne peut être admise comme définitive tant que l'assentiment constitutionnel du parlement ne lui aura pas été donné ; qu'en conséquence, le vote du budget de la guerre de 1862 ne devra préjuger en rien les résolutions ultérieures sur l'armement du pays. » Le Gouvernement ne se dissimule pas que pour les dépenses résultant de la réorganisation il a autant que pour toute autre dépense besoin du consentement subséquent du Parlement. Il reconnaît que la Constitution exige essentiellement la confection d'une loi budgétaire ; mais le refus de voter le surcroît de dépenses rend impossible la présentation de cette loi, parce qu'ainsi on ne tient pas compte du fait que les dépenses de 1862 sont déjà pour la plupart ordonnancées.

Au point de vue d'opportunité et de nécessité auquel le Gouverne-

ment s'est placé, il ne se considère en aucune façon obligé à réclamer un bill d'indemnité.

Lors du vote de la Chambre, le budget du ministère de la guerre élaboré par le Gouvernement, et s'élevant pour le budget ordinaire en dépenses courantes à la somme de 37 779 043 thalers, fut rejeté par 308 voix contre 11. Mais on décida par 273 voix contre 68 au premier tour de scrutin, et par 276 voix contre 65 au second tour, de faire passer dans le budget extraordinaire les dépenses résultant de la réorganisation, et en définitive le budget extraordinaire pour la mise sur pied de guerre fut fixé à 5 970 203 thalers.

Même après cette décision de la Chambre, le ministère ne se crut pas engagé à présenter un budget rectificatif pour l'excédant de dépenses ou une demande extraordinaire de crédit pour les dépenses plus considérables nécessitées en 1862 par l'augmentation du pied de guerre. Simultanément avec cette décision était intervenu un nouveau changement de ministère, et sous la direction intérimaire de M. de Bismarck le Gouvernement retira, dès le 29 septembre, le projet de budget présenté pour l'année 1863. Dans la réunion de la Commission du budget cette résolution fut accompagnée de cette déclaration : « La situation actuelle du gouvernement est le résultat des trois dernières années. Il est indifférent de rechercher les motifs qui ont pu induire le Parlement à accorder les crédits demandés pendant les années précédentes ; il suffit de savoir qu'ils ont été accordés. L'article 99 de la Constitution ne confère pas un droit absolu à cet égard à la Chambre des Députés. Si le budget paraît inacceptable à l'un des facteurs du pouvoir législatif, il en résulte pour le Gouvernement un droit, découlant de la nécessité de continuer à administrer le pays même sans loi budgétaire. »

Ces déclarations amenèrent, le 7 octobre 1862, la résolution suivante de la Chambre des Députés :

Le Gouvernement commet un acte inconstitutionnel s'il autorise des dépenses qui ont été expressément et définitivement rejetées par un vote de la Chambre des Députés :

L'examen de la loi du budget dans la Chambre des Seigneurs avait abouti à la résolution du 11 octobre 1862 qui rejette la rédaction arrêtée par la Chambre des Députés, du projet de loi budgétaire pour l'année 1862 et accepte la rédaction proposée par le Gouvernement. A la suite de ce vote la Chambre des Députés décida, le 13 octobre, à l'unanimité :

Que la résolution de la Chambre des Seigneurs était contraire à l'esprit de la Constitution et était dès lors nulle et sans effet.

Le même jour eut lieu la clôture de la session. Les dépenses pour l'armée et pour l'ensemble de l'administration du pays furent alors

ordonnancées jusqu'à la fin de l'année 1862 sans budget légalement arrêté.

Session de 1863. — Dans la première session législative de 1863, la question militaire devint tout d'abord l'objet de la discussion de l'Adresse. Dans cette discussion le Ministère fit la déclaration suivante :

« La Chambre ne peut, par ses résolutions, fixer définitivement à elle seule le budget, ni dans son ensemble, ni dans ses détails, ni déterminer par ses décisions sur le budget, le chiffre et l'organisation de l'armée. Pour la validité de chaque loi et par conséquent aussi de la loi du budget, il faut l'accord de la couronne et des deux Chambres. Il y a donc là une lacune dans la Constitution. »

Mais le projet d'Adresse, soumis à la Chambre, fut votée par elle à la majorité de 255 voix contre 68. En outre, la Chambre décida, le 17 février 1863, qu'au moment de la discussion sur le projet de loi relatif aux dépenses et aux recettes de l'année 1862, on se réserverait d'établir le montant de celles des dépenses pour lesquelles, à raison de leur inconstitutionnalité, les ministres seraient tenus responsables de leur personne et de leur fortune.

La commission du budget émit de son côté la proposition de renvoyer le surcroît de dépenses occasionnées par les nouvelles mesures et qui s'élève à 5 893 778 thalers inscrits au budget de la guerre, à la colonne spéciale intitulée, réorganisation, et de ne pas voter cet excédant.

A cette époque, le ministère avait terminé et présenté (8 février 1863) le projet d'une loi additionnelle à la loi du 3 septembre 1814 qui réglait en même temps l'obligation du service sur la flotte et dans la landwehr.

Les bases principales de ce projet étaient :

7 ans de service dans l'armée active, dont 3 sous les drapeaux et 4 dans la réserve.

4 ans de service dans la landwehr du 1^{er} ban.

5 ans de service dans la landwehr du 2^e ban.

L'effectif de l'armée est fixé suivant les besoins de l'État.

La commission nommée pour examiner ce projet remit, le 24 avril 1863, un rapport détaillé à la Chambre. Elle éleva d'abord des objections formelles contre la forme incomplète de ce projet de loi et contre la rédaction de plusieurs des dispositions qu'il contenait. En fait, le projet de loi établissait la possibilité d'une armée de 230 000 hommes sous les drapeaux en temps de paix, et une armée active de plus de 450 000 hommes, en temps de guerre, à côté de laquelle une landwehr du 1^{er} ban, de 116 000 hommes, deviendrait ou impossible ou inutile et perdrait en tout cas toute importance. Le projet supprimait complètement l'institution des recrues de la landwehr et altérerait ainsi le

caractère de l'obligation générale du service. Il faisait disparaître les institutions populaires de notre organisation militaire légale, et les transformait en institutions d'une grande armée de soldats astreints à un long service. Il ne tenait compte d'aucune des objections techniques, économiques et financières élevées par la Chambre des Députés dans les sessions de 1860, 1861 et 1862. La Commission estimait dès lors à l'unanimité que le projet ne pouvait être adopté. La Commission proposa alors à l'acceptation de la Chambre une série d'amendements très-développés, qui furent adoptés dans la Commission à la majorité de 16 voix contre 3, et qui recommandaient à la Chambre un projet de loi sur l'obligation du service militaire rédigé sur les données contenues dans ces amendements. La Commission partait du principe que pour assurer de nouveau une base légale à la situation de l'armée, telle qu'elle existait actuellement de fait, il fallait trois lois :

1° Une loi organique fixant la force de l'armée, sa composition, le chiffre et l'importance des unités tactiques et organisatrices dans l'armée, et en même temps l'obligation générale au service ainsi que le montant total des dépenses ;

2° Une loi sur le recrutement ;

3° Une loi sur l'obligation individuelle du service. Pour cette loi qui était à ce moment soumise à la Chambre, la Commission proposait les bases suivantes :

Temps de service dans l'armée active, 5 ans (comme précédemment) ;

Dont deux ans sous les drapeaux pour l'infanterie

Et trois ans pour la cavalerie et les armes spéciales.

Temps de service dans la landwehr du 1^{er} ban, 6 ans.

— — — du 2^e ban, 4 ans.

— — dans la marine (voir les §§ 19 à 33).

La Commission reconnaissait qu'avec une loi semblable, la loi sur l'organisation de l'armée, celle sur le recrutement et le règlement de la landwehr, devaient se compléter réciproquement. Mais en l'absence de matériaux suffisants et faute de temps, elle ne se trouvait pas en mesure de faire des propositions dans ce sens, tâche qui ne rentrait d'ailleurs pas dans ses attributions. Des projets de loi semblables devaient émaner du Gouvernement et former un ensemble complet. D'un autre côté, la présentation de ces lois serait renvoyée à un avenir lointain, l'enrôlement exceptionnel des soldats et l'augmentation des cadres se prolongeraient indéfiniment, et la nouvelle loi sur l'obligation au service resterait lettre morte, si l'on n'opposait pas dès à présent une barrière légale à l'exagération du chiffre de l'enrôlement. On proposa en conséquence l'addition suivante au § 5 :

« Jusqu'à la publication de la loi (organique) exigée par l'article 3 et jusqu'à la publication de la loi sur le recrutement, le contingent annuel (en adoptant un temps de service de 2 ans dans l'infanterie), y compris les exemptions qu'il y a lieu de prévoir, ne pourra dépasser le chiffre total de 60 000 hommes. »

La Commission évaluait la force active, avec un contingent ainsi limité à 152 472 hommes ; on arrivait de cette façon à la même proportion que celle qui existait en 1859, avant la réorganisation. En même temps, on réaliserait indirectement, par là, la diminution des cadres. Avec peu de dépenses en plus, l'armée active pourrait alors être élevée, y compris les réserves, à 288 000 hommes, chiffre suffisant pour affranchir la landwehr des appels aux armes en cas de mobilisation ordonnée simplement dans un but démonstratif. En revanche, la landwehr du 1^{er} ban serait rétablie dans toute sa force et conserverait ses qualités militaires. Les avantages évidents que chacun individuellement retirerait de cette combinaison, consistent dans l'abaissement à deux ans du temps de présence sous les drapeaux dans l'infanterie, la réduction de la durée totale du service de 19 à 15 ans, l'affranchissement de la landwehr, excepté en cas de guerre effective. Tous les avantages vantés de la réorganisation seraient ainsi complètement atteints sans modifier les bases de l'organisation de l'armée, savoir : équilibre des charges de la guerre supportées par chacun individuellement, grâce à l'application conséquente de l'obligation générale du service, suppression des exemptions injustes, par suite de tirage de bons numéros, rétablissement d'une armée de campagne de plus de 570 000 hommes, composée en égales parties de la ligne et de la landwehr. En dernier lieu la Commission ajouta encore une série de résolutions touchant la juridiction militaire, les tribunaux d'honneur, les écoles de cadets, les promotions aux grades d'officiers, les pensions, l'élévation du solde des militaires, les indemnités pour services et le droit relatif au budget.

Dans la discussion générale au sein de la Chambre, le Ministre de la guerre déclara en réponse à la décision précitée, que le Roi avait, aux termes de la loi et d'après l'usage, le droit de fixer la force de l'armée; que la demande d'une loi sur l'organisation militaire, d'un nouveau règlement de la landwehr, de la fixation du contingent annuel et d'une loi sur le recrutement, était une extension considérable donnée aux pouvoirs de la Chambre des Députés ; qu'il était peut-être bien opportun de penser actuellement à régler légalement cette question, mais que le Roi n'avait point cédé expressément ce droit de réglementation au peuple. Une loi sur le recrutement serait une restriction au point de vue des principes ; car la loi établit sans exception l'obligation générale du service sans fixer aucunement le chiffre des hommes

appelés. Il s'agit de savoir quels motifs le Gouvernement pourrait avoir de se prêter à ces concessions lorsque les bases essentielles de la réorganisation sont attaquées.

Au milieu de ces délibérations, un incident donna lieu à la clôture de la séance, et le ministère fut amené à déclarer qu'il se voyait forcé de s'abstenir de toute participation aux délibérations de la Chambre tant que certaines conditions n'auraient pas été remplies par elle. Après la rédaction d'une Adresse à S. M. le Roi, après le refus du Roi de l'accepter et après une nouvelle Adresse, la session législative fut close le 27 mai 1863 sans que le projet de loi et le budget militaire eussent été discutés. Plus tard un décret du 30 septembre 1863 ordonna la dissolution de la Chambre.

La seconde session législative de 1863 fut ouverte le 9 novembre 1863 par un discours du trône qui déclarait que l'organisation de l'armée s'était développée, grâce aux ressources votées par la Chambre, au point de devenir une institution durable de l'État dont l'existence ne pouvait plus être mise en question ; que le Roi ne donnerait son consentement constitutionnel qu'à un budget qui assurerait le maintien de l'organisation actuelle de l'armée.

En vertu d'une ordonnance Royale du 19 novembre 1863 le Gouvernement présenta cette fois, non plus une loi nouvelle, mais le projet remanié d'une loi sur l'obligation du service militaire dont les bases essentielles étaient, du reste, identiques à celles des projets précédents.

Temps de service dans l'armée active, 7 ans ;

Dont 3 années sous les drapeaux, 4 années dans la réserve.

Temps de service dans la landwehr du 1^{er} ban, 4 ans ;

— — — du 2^e ban, 5 ans.

La force de la landwehr et de la marine est déterminée suivant les besoins de l'État.

Dans l'exposé des motifs de cette loi, la durée du service limité à 2 ans est considérée comme inapplicable, parce qu'elle porte atteinte non-seulement à l'égalité des droits d'un chacun, mais encore à la solidité de la partie la plus importante de l'armée. Le Gouvernement s'en tiendra à la durée du service portée à trois ans, aussi longtemps qu'il n'aura pas acquis, par de nouvelles expériences la conviction, de la possibilité d'abrégé sans danger le temps du service. Il rejette les autres propositions présentées précédemment par la Chambre et en particulier celles du rapport de la Commission du 24 avril 1863. Le Gouvernement ne veut point.

D'une loi sur l'organisation militaire ;

— sur le recrutement.

Il ne peut consentir, ni à la fixation du contingent,

Ni à la diminution du temps de présence sous les drapeaux,
Ni à aucune des résolutions adoptées par la Chambre.

La Commission nommée pour l'examen du projet de loi remit, le 14 janvier 1864, un rapport détaillé dans lequel, vu que le Ministre de la guerre avait déclaré à différentes reprises qu'il ne pouvait faire de nouvelles concessions touchant la fixation d'un contingent, la présentation d'une loi organique pour l'armée et la diminution du temps du service, etc., elle proposait à l'unanimité à la Chambre le rejet du projet de loi présenté.

Dans la discussion qui s'ensuivit à la Chambre, le 23 janvier 1864, le Ministre de la guerre déclara : qu'on avait commis une faute des deux côtés, lorsqu'en 1860 on avait rompu les délibérations entamées sur le projet de loi du 9 février 1860, et présenté à la place un nouveau projet relatif à un crédit extraordinaire de 9 millions de thalers ; que c'était à ce moment-là qu'avait été posé le germe des discussions ultérieures ; que l'état provisoire existant alors, dure encore et durera tant que le Gouvernement n'aura pas abandonné l'œuvre qu'il a créée (ce qu'il ne fera pas), qu'il n'aura pas renoncé à toute modification de la législation militaire, et obtenu l'assentiment légal pour le surcroît de dépenses exigé par la réorganisation, ou tant que la Chambre n'aura non-seulement voté ce surcroît, mais aussi les modifications de la loi dont il est la conséquence.

Jusque-là, et le Ministre le déclara formellement, l'état provisoire serait maintenu. « La réorganisation, dit-il, n'a motivé aucun acte qui fût contraire à la législation existante. Le crédit de 9 millions a été accordé expressément pour subvenir aux frais de l'augmentation de l'armée et de sa mise sur pied de guerre. Voilà ce que voulait le gouvernement et c'est là ce qu'il a réalisé. La réorganisation n'est, en effet, autre chose que l'exercice de la faculté accordée, aux termes de la loi, au Gouvernement par suite des crédits extraordinaires votés par la Chambre en 1860 et 1861. La nécessité d'une augmentation pareille avait été reconnue alors par la Chambre. Ce n'est qu'en 1862 que la Chambre a commis une faute regrettable en rejetant le budget de la guerre, faute qui a aggravé le conflit sans aucun profit pour la nation. Si à ce moment l'esprit de conciliation avait pu prévaloir, c'eût été d'un grand avantage pour le pays. En 1863, le Gouvernement rencontra de nouvelles exigences et la Chambre réclama, avec d'autres lois, une loi d'organisation de l'armée. Sans doute il est possible et même utile de faire un ensemble de législation de ce genre, mais le Gouvernement n'a plus la confiance nécessaire pour soumettre des propositions qui soient justement appréciées par une Chambre, laquelle ne poursuit qu'un but, le renversement du Gouvernement actuel. Dans ces circonstances, le Gouvernement ne saurait céder devant une manière

de voir qui est inspirée par une étroite idée de parti, ni devant une interprétation des dispositions légales de notre constitution militaire qui est en opposition avec une pratique de près de 50 ans. »

Lors du scrutin de la Chambre, le 25 janvier 1864, le projet de loi fut rejeté à une majorité de 268 voix contre 34.

Le même jour la session fut close, et pendant l'année 1864 comme en 1863, l'administration du pays a été continuée sans budget légalement fixé et l'armée active maintenue avec l'extension qui lui avait été donnée sans que la Chambre ait accordé de crédits à cet effet.

Session législative de 1865. — Dans la session actuelle de 1865, il a été soumis à la Chambre un nouveau projet de loi modifiant et complétant la loi du 3 septembre 1814, et qui reproduit assez exactement, dans ses dispositions, les deux projets de loi du 8 février et du 19 novembre 1863. Sous le rapport de la forme, il se rapproche plus du premier de ces projets. On y retrouve les bases principales suivantes :

Durée du service de l'armée active, 7 ans,

Dont 3 sous les drapeaux et 4 en congé.

Durée du service dans la landwehr du 1^{er} ban, 4 ans.

. 2^e ban, 5 ans.

L'organisation du service dans la landwehr devra être réglée par une loi spéciale, conformément aux besoins du moment et en conservant les exercices en temps de paix, pour la landwehr du 1^{er} ban.

En ce qui touche l'organisation de la marine, les différentes classes de l'armée de terre et la durée de service lui seront applicables par analogie.

Aucun exposé des motifs n'a été joint à cette loi ; mais il semble résulter des intentions du Gouvernement et des déclarations précédemment faites par lui, qu'il se maintient formellement sur le terrain qu'il a choisi dans la discussion du 23 janvier 1864 et antérieurement déjà. En faveur de cette interprétation de la pensée du Gouvernement, on peut citer, malgré le vœu d'arriver à une entente exprimée par le Ministre de la Guerre, les mots qu'il a prononcés en présentant le nouveau projet de loi à la Chambre des députés, le 8 février de cette année.

**Discours de M. de Roon, ministre de la guerre, dans la séance
da la Chambre des députés du 20 mars 1865.**

(*l'extrait.*)

Messieurs, on dit que l'armée prussienne est trop forte, que le pays ne pourra pas supporter la réorganisation. Je répondrai à cette allé-

gation par quelques chiffres qui me paraissent la réfuter victorieusement. La force de l'armée sur le pied de paix découle et dépend de la force de l'armée sur le pied de guerre qu'on veut opposer à l'ennemi, et puis de l'organisation du système d'après lequel l'armée ordinaire peut être portée à son effectif de guerre. Ces principes sont naturellement tout différents dans les pays où règne un système de recrutement ou de remplacement, ou un système mixte comme en Autriche et en France, et, grâce à une organisation militaire de ce genre, on peut procéder à des réductions considérables. Mais cette situation militaire spéciale, qui permet d'accomplir de telles réductions, ne peut en aucune façon être comparée à la nôtre. La force armée sur le pied de guerre qui doit être exclusivement considérée ici, dépend des moyens de défense que possède l'ennemi, de la nature du pays, de son aptitude au métier des armes, ainsi que de celle de l'ennemi, et en général des qualités militaires d'un peuple. Toutes ces considérations sont décisives pour déterminer la force de l'armée sur pied de guerre. Si après cet aperçu général nous examinons l'état réel de notre armée, nous voyons que notre armée sur le pied de paix compte en ce moment 194 000 combattants, non compris les ouvriers, les fonctionnaires et les officiers. Ce chiffre est exact et normal. Notre armée est une grande école militaire, l'école du peuple pour le maniement des armes; et il importe de savoir et de déterminer combien d'élèves doivent passer chaque année par cette école, pour fournir la force armée dont nous avons besoin pour sauvegarder notre liberté et notre indépendance. Même en admettant le chiffre de 200 000 hommes pour l'armée sur pied de paix, ce chiffre ne représente, en somme, pas plus de 10 pour mille; en 1822, la force de l'armée représentait au contraire 11 pour mille, en 1832 10 pour 1000, et en remontant plus haut, en 1816, elle atteignit même la proportion de 12 1/2 pour mille. Nous avons donc relativement conservé, jusqu'en 1832, la force armée actuelle, et nous n'avons fait ni plus, ni moins que ce que le Gouvernement vous demande aujourd'hui. Si, plus tard, à mesure que la population s'accroissait, la force relative de l'armée est descendue de plus en plus bas, comme en 1859 où elle ne représentait plus que 8 1/2 pour mille, il ne s'ensuit nullement que cette proportion doive être considérée comme normale. La force sur pied de paix est restée la même; mais la population a augmenté rapidement, comme elle continuera, nous l'espérons, à augmenter. Si nous comparons la force sur pied de paix d'alors, qui était de 151 000 hommes avec le chiffre de la population actuelle qui est de 19 millions et demi, nous arrivons même à la proportion de 7 1/2 pour mille. Est-ce là un chiffre normal? Messieurs, je ne crois pas qu'une proportion pareille puisse être admise. Ce n'est ni le

chiffre atteint en 1816, ni le chiffre réduit de 1859 qui doit servir de base. La force relative de l'armée et de la population est l'expression de l'étendue des exigences de l'État, vis-à-vis des conditions économiques du pays, qui font considérer comme nécessaire le maintien de la force armée. Voilà la signification qui y a toujours été attachée, et à cet égard on est bien autorisé à regarder autour de soi et à observer ce que les autres pays réclament de leurs sujets.

Personne n'a encore soutenu qu'avec l'accroissement de la population, il devenait également nécessaire de doubler l'effectif de paix de l'armée. La défense de la patrie, dit le feld-maréchal Boyen, est un devoir aussi sacré qu'une affaire d'honneur, et dans ces questions-là il ne faut pas lésiner. La force de l'armée sur pied de paix ne doit pas être une affaire de luxe, elle doit exactement répondre au but, ni plus, ni moins.

Messieurs, la puissance engendre la puissance, comme la fortune, la fortune. Celui qui veut voir grandir sa puissance, ne doit point laisser croire qu'elle est affaiblie, de même le négociant ne peut multiplier sa fortune si son crédit est insuffisant. La Prusse est la plus petite et la plus faible des grandes puissances de l'Europe. Voulez-vous qu'elle fasse aussi les plus petites et les plus faibles prétentions? Je suis sûr qu'on me répondra par un non unanime, non-seulement dans cette chambre, mais dans tout le pays. Si nous considérons la nature de notre patrie et celle des différents théâtres de la guerre, on trouve un facteur qui fixe en même temps la force de notre armée. Nous avons des frontières démesurément longues, nulle part de protection naturelle; le pays est morcelé et a des voisins bien plus puissants que lui. Partout s'impose à nous la pensée de ne rien négliger pour pouvoir repousser le choc d'un voisin hostile avec quelque chance de succès. On a dit avec raison que la Prusse, précisément à cause de son peu d'étendue et de sa force inférieure, devait faire des sacrifices relativement considérables pour entretenir son armée et maintenir sa position. On a répondu à cela que la Prusse ne pouvait pas entrer en concurrence avec l'Autriche, la France et la Russie. Cela est vrai, mais nous ne devons pas non plus affaiblir l'armée que nous voulons opposer à l'ennemi, au point que nous ne saurions en attendre aucun résultat favorable. D'ailleurs, la force de l'armée en campagne est essentiellement subordonnée à la force de l'armée sur le pied de paix, et cette armée est la principale école de la nation pour la guerre et doit conserver ce caractère même avec l'accroissement de la population. C'a été là une des idées fondamentales de la réorganisation. La loi dit : « Tout Prussien est sous l'obligation de servir; » mais si tout Prussien doit servir, il doit aussi être capable de manier les armes, il doit être en état de remplir son devoir.

Messieurs, nous parlons avec un sentiment de juste orgueil de notre armée populaire, mais je crois que ce sera surtout une armée nationale, lorsqu'elle sera capable de remplir pour le peuple la tâche que les circonstances lui ont assignée. Pour armer une nation, il faut la faire passer par une école de maniement des armes. Cette école, ce sont les cadres dont le nombre est déterminé par la force de l'armée sur pied de guerre et par le chiffre des élèves qui doivent passer par cette école. Après avoir augmenté les cadres, mesure jugée nécessaire, le Gouvernement réduisit, dans le but de ménager les finances du pays, le nombre des hommes par bataillon à 518, chiffre considéré comme la limite minima. Messieurs, vous ne demandez sans doute pas de la Prusse qu'elle aille chercher ses modèles chez ses très-respectables, mais très-petits voisins. Je suis persuadé qu'une partie des membres de cette Chambre ne prend pas les résolutions par antipathie contre le ministère ; mais il ne m'a pas été possible, dans l'intérêt de la vérité, d'éviter cet exposé académique. On a trouvé que l'éducation de notre soldat était faite d'une façon pédante et surtout en vue d'un service de parade. Messieurs, dans tous ces détails extérieurs, il y a une raison profonde que le laïque n'aperçoit pas toujours. Le soldat doit être une partie de la grande machine de guerre, et ne peut exercer son métier avec cette indépendance philosophique avec laquelle chacun de vous prend ses décisions et suit sa carrière. Le nombre des cadres ne peut être déterminé que par la technologie et l'expérience, et nous avons formé l'armée sur pied de paix, conformément à nos lois organiques et à notre organisation militaire, ainsi que cela a été dit au Parlement. Les demandes d'allocation de crédit sont connexes à cette question. Les points essentiels de l'ancienne et de la nouvelle organisation militaire sont restés les mêmes, rien n'a été changé que la limite de l'obligation de service dans l'armée.

La conviction du Gouvernement en ce qui touche la nécessité légale d'un service de trois ans n'a pas varié. Pour juger cette question, nous ne devons pas chercher des exemples chez nos voisins plus petits, mais chez les grands États avec lesquels nous pouvons être entraînés dans une guerre. Nous ne demandons pas un temps de service de huit années, nous ne voulons seulement pas nous lier les mains en ce qui touche la durée de trois ans. L'institution des recrues de la landwehr et de la réserve n'était qu'un pis aller. Nous ne voulons point supprimer la landwehr ; car la Prusse ne peut pas s'en passer. Le Gouvernement veut seulement placer cette institution dans des conditions plus normales. Si aujourd'hui elle en détache deux années de contingent pour les placer dans la réserve, personne n'en ressentira la charge isolément. Mais la landwehr, telle est la convic-

tion bien arrêtée du Gouvernement, ne peut plus, vis-à-vis de nos voisins toujours prêts au combat, figurer pour moitié dans notre armée. Nous voulons fondre dans l'armée de campagne la classe plus jeune qui ne paye pas d'impôts, qui ne produit pas encore et qui a l'intérêt le plus immédiat à se battre pour la défense du père, de la mère, du frère et de la sœur. J'ai moi-même formé des recrues de la landwehr en quatre semaines, mais elles oublient bien vite le service, elles ne sont pas encore des soldats lorsqu'elles sont appelées par un ordre de mobilisation, et au moment où la guerre éclate nous n'avons pas à notre disposition des mois entiers pour leur rafraîchir la mémoire. Au premier appel, l'armée doit être toute prête. Il n'est pas possible au Gouvernement de revenir sur les demandes qu'il a adressées au pays, à moins de faire un acte incompatible avec sa conscience. Il a la conviction profonde qu'il veut ce qui est juste et qu'il demande le moins qu'il puisse demander.

La landwehr est et reste ce qu'elle était aux termes de la loi de 1833, c'est-à-dire destinée à appuyer l'armée active qui entre en campagne. Si vous refusez l'augmentation de l'armée et la consolidation de l'organisation militaire prussienne, cette dernière reste à l'état de lettre-morte, et notre patrie perd la faculté d'être le bouclier et la sauvegarde de l'Allemagne. Il ne lui restera alors qu'une perspective certaine, celle de sa fin. Messieurs, c'est là ma conviction intime qui trouvera chez vous, je l'espère, la considération que j'accorde à la vôtre. Enlevez-moi cette conviction, si vous le pouvez, par des arguments et non par des récriminations de parti qui ne la changeront pas. Si la question reste incomplète, comme elle l'est, ou si le Gouvernement est forcé de détruire ce qu'il a déjà créé, il ne nous restera que la perspective de notre fin. Si la Prusse arrête la réorganisation pour satisfaire le droit très-bien fondé en théorie de voter le budget, notre influence en Europe est détruite. C'est la conviction dont je suis profondément pénétré, et vous comprenez que l'esprit de conservation, aussi bien chez l'État que chez l'individu, est naturellement fort et justifié.

DEUXIÈME PARTIE.

BELGIQUE, FRANCE, ITALIE, SUISSE.

CONVENTION MONÉTAIRE, SIGNÉE A PARIS, LE 23 DÉCEMBRE 1865.

PROCÈS-VERBAUX DES CONFÉRENCES.

**Conférence pour la conclusion d'une convention monétaire
entre l'Italie, la Belgique, la France et la Suisse.**

PREMIÈRE SÉANCE.

Lundi, 20 novembre 1865.

Présidence de M. de Parieu.

Étaient présents :

Pour la Belgique : MM. Fortamps, Sénateur, Directeur de la Banque de Belgique ;

Kreglinger, Commissaire du Gouvernement belge près la Banque nationale ;

Pour la France : MM. de Parieu, Vice-Président du Conseil d'État ;
Herbet, Ministre plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires Étrangères ;

Pelouze, Membre de l'Institut, Président de la Commission des monnaies ;

Pour l'Italie : MM. le Commandeur Artom, Conseiller de la Légation d'Italie à Paris ;

Le Chevalier Pratoiongo, Chef de division au Ministère du Commerce d'Italie;

Pour la Suisse : MM. Kern, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris;

Feer-Herzog, Membre du Conseil National;

Escher, Directeur des Monnaies de la Confédération.

M. Clavery, Rédacteur au Ministère des Affaires Étrangères, et chargé de remplir les fonctions de Secrétaire.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie pour la première fois, le lundi 20 novembre, à l'Hôtel du Ministère des Affaires Étrangères, sous la Présidence de M. de Parieu, Vice-Président du Conseil d'État.

La séance est ouverte à 11 heures 1/2.

M. le Président rappelle dans quelles circonstances et dans quel but les Commissaires des quatre États sont en ce moment assemblés.

En 1850, à la suite de la découverte des gisements aurifères de la Californie et de l'Australie, deux mouvements en sens contraire ont jeté une perturbation profonde dans la circulation monétaire de l'Europe. Tandis que l'or afflue en quantités immenses, diminue de valeur et s'impose dans les paiements mêmes de faible importance, l'argent obtient une prime et s'exporte dans des proportions jusqu'alors inconnues, soit afin de pourvoir aux nécessités du commerce qui se développe de plus en plus dans l'extrême Orient, soit en vue des fructueuses spéculations que rend facile la différence qui existe entre les prix des deux métaux. Sous cette double influence, la pièce de 5 francs en argent disparut la première, et bientôt les pièces divisionnaires furent à leur tour attirées au dehors. Cette situation devait appeler l'attention des Gouvernements, car il importait de ne pas laisser disparaître cette monnaie fractionnaire d'argent, qui seule répond aux besoins des petites transactions.

C'est dans ce but de protection que, durant ces dernières années, la valeur intrinsèque des monnaies d'appoint a, presque partout, été sensiblement abaissée par rapport à la valeur nominale. Ainsi, dans les pays qui, comme l'Angleterre et les États-Unis, ont l'étalon monétaire en or, le poids des monnaies fractionnaires a été diminué; de même, en Suisse, en Italie, en France, où règne le système décimal, des dispositions ont été successivement adoptées pour réduire le titre des monnaies divisionnaires. Mais les mesures prises dans ces trois États, en dehors de toute entente préalable, ont altéré la communauté monétaire qui existait jusqu'alors entre eux, dont la Belgique faisait également partie, et qui présentait pour les relations des quatre pays limitrophes, d'évidents avantages. Il suffit de rappeler les modifica-

tions introduites pour qu'il soit aisé de se rendre compte de la gravité des inconvénients qui ne tardèrent pas à se faire sentir.

En Suisse, la loi fédérale de 1860 a réduit le titre du franc, de ses subdivisions et de ses multiples, de 900 à 800 millièmes de fin.

Plus récemment, l'Italie a décidé la refonte de ses pièces de 1 fr., de 50 et de 20 cent., au titre de 835 millièmes.

Enfin, la loi du 24 mars 1864, adoptant le système italien, a autorisé la fabrication, en France, de monnaies au même titre de 835, mais en s'arrêtant aux pièces de 50 et de 20 centimes.

La Belgique seule n'a rien changé à la fabrication de ses monnaies, restées dans les conditions de la loi française du 7 germinal an xi, c'est-à-dire au titre de 900 millièmes.

A l'ancienne et précieuse uniformité se trouvaient donc substituées des divergences dont la spéculation a bientôt tiré profit. A ne considérer que la France, ses monnaies fractionnaires sont toutes d'un titre supérieur à celui des pièces suisses; ses pièces de 1 et de 2 francs sont égales, celles de 50 et de 20 centimes inférieures aux pièces frappées en Belgique; sa pièce de 1 franc est supérieure à celle de l'Italie, tandis que les pièces de 50 et de 20 centimes sont au même titre dans les deux pays. Dès lors, la spéculation pouvait trouver du bénéfice, par exemple, soit à refondre en lingots les monnaies françaises, soit à les exporter, notamment en Suisse, où se fabriquent, au contraire, des pièces à titre réduit, dont l'admission dans les caisses publiques françaises a dû être interdite.

Cet exposé, dit M. de Parieu, marque suffisamment le but des travaux de la Conférence : rechercher les moyens de reconstituer entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse, pour les monnaies fractionnaires de la pièce de 5 francs, la communauté monétaire dont elles ont, pendant longtemps, apprécié les avantages, en se protégeant réciproquement contre les tentatives de la spéculation.

C'est à la suite d'ouvertures officielles faites par le Gouvernement belge à l'Administration française, que le Gouvernement de l'Empereur a proposé à l'Italie et à la Suisse, comme à la Belgique, de constituer, à Paris, la Commission aujourd'hui rassemblée.

Sans préjuger, ajoute M. le Président, quels seront l'étendue et les résultats des délibérations de MM. les Commissaires, il convient, toutefois, de rappeler que, convoqués sans programme arrêté d'avance, ils ont une grande liberté d'action. Ils peuvent circonscrire dans le régime des monnaies fractionnaires des quatre pays le champ de leurs discussions, ou bien l'étendre au delà et considérer une plus lointaine et plus vaste perspective, celle d'une circulation monétaire uniforme pour toute l'Europe.

Afin de donner, cependant, une base immédiate aux travaux de la

Commission, il a été préparé un projet de questionnaire sur lequel la discussion peut s'ouvrir.

Sur l'invitation de M. le Président, le secrétaire de la Conférence donne lecture de ce questionnaire, dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

M. Kreglinger dit qu'il comprend trop bien la nécessité d'une réforme pour ne pas apporter l'esprit le plus conciliant dans les délibérations. Il le fera d'autant plus facilement que la Belgique n'est liée par aucune mesure législative récente. Les pièces de 5 francs en argent ont disparu de la Belgique; quant à la monnaie d'or en circulation, elle consiste principalement en pièces françaises de 10 et de 20 francs. Cette situation a des inconvénients qui ont éveillé la sollicitude du Gouvernement belge. Sans vouloir, pour le moment, entrer plus avant dans le fond de la question, M. Kreglinger indique, toutefois, que l'adoption d'un étalon unique aurait, aux yeux de son Gouvernement, l'action la plus efficace pour porter remède à la situation actuelle.

M. Feer-Herzog expose la situation de la Suisse. En 1850, le système français fut adopté, seulement on n'admit qu'un seul étalon, celui d'argent. Bientôt après, l'invasion de l'or venait, en Suisse comme ailleurs, bouleverser les conditions du marché monétaire. De 1856 à 1859, les pièces d'argent firent défaut; celles qui n'avaient pas perdu leur poids par l'usure avaient disparu; les pays étrangers n'offraient pas de ressources pour combler le déficit, et cette pénurie de monnaies divisionnaires réagissait même sur le billon, qui devenait également insuffisant. La situation était difficile. On proposa de donner cours légal aux pièces d'or françaises, mais le remède ne parut pas assez efficace. Alors on pensa que, puisque l'or continuait à envahir la place précédemment occupée par l'argent, il fallait accepter ce fait, admettre que l'or était actuellement le véritable agent de circulation monétaire, se préparer à l'idée que l'or serait l'étalon de l'avenir et renoncer, tout d'abord, au titre de 9 dixièmes pour la monnaie divisionnaire d'argent, afin de ne pas encourager plus longtemps l'exportation de cet indispensable instrument d'échanges. Il y avait nécessité urgente d'agir. Quelque confiance qu'inspirassent en Suisse les principes de l'économie politique, on ne pouvait pas en attendre les effets et abandonner à la liberté des transactions le soin de pourvoir aux intérêts pressants du commerce. C'est alors qu'est intervenue la loi fédérale du 31 janvier 1860.

Cette loi a eu pour objet d'abaisser le titre des monnaies divisionnaires d'argent, de manière à établir entre la valeur nominale et la valeur réelle un écart assez grand pour enlever tout bénéfice aux exportateurs, même dans le cas où la prime de l'argent sur l'or vien-

draît à s'élever. De plus, elle a dû rester d'accord avec le système décimal, et admettre un alliage qui donnât aux pièces fractionnaires suisses les qualités métalliques qui constituent une bonne monnaie.

Ces conditions ont paru réunies dans le titre de 800 millièmes. Il a donc été décidé que les espèces suisses au-dessous de 2 francs en argent seraient frappées à ce titre; qu'en outre, afin de pouvoir mettre cette monnaie d'appoint en rapport avec les exigences de la circulation sans altérer l'unité monétaire, qui est le franc, cette dernière ne serait désormais représentée matériellement que dans sa quintuple valeur, par l'écu de 5 francs, qui servirait d'étalon et qui conserverait le titre de fin de 9 dixièmes; toute monnaie inférieure à 5 francs est donc considérée comme divisionnaire et frappée à 8 dixièmes de titre de fin.

Dans une pensée de prévoyance, en même temps que pour enlever tout caractère fiscal à ces mesures, il a de plus été convenu que le résidu de cette refonte des monnaies suisses serait employé à former un fond de réserve qui servirait à parer aux éventualités de l'avenir.

Après une lecture rapide des divers points signalés dans le questionnaire, M. Feer-Herzog exprime, d'ailleurs, en terminant, l'opinion qu'il sera possible de s'entendre. Bien que l'on tienne beaucoup, en Suisse, à cet alliage de 800 millièmes, la différence avec les 835 millièmes adoptés en France et en Italie ne paraît pas assez considérable pour devenir un obstacle insurmontable.

M. le Président demande quelle a été la quantité de monnaies divisionnaires suisses frappées au nouveau titre.

M. Escher répond qu'il y en a environ 10 millions, qui se composent de pièces de 1 et 2 francs, et que le fonds de réserve qui provient de cette opération de refonte s'élève à 1 million.

M. le Président fait observer que 10 millions de monnaie divisionnaire pour un pays comme la Suisse, qui compte environ 3 millions d'habitants, paraissent insuffisants.

M. Feer-Herzog dit que l'on a frappé une grande quantité de billon, ce qui a permis de ne pas avoir, jusqu'à présent, un grand besoin de monnaie divisionnaire.

M. Pelouze fait remarquer qu'en France il n'y a qu'environ 160 millions de monnaie fractionnaire en circulation, tandis qu'il en faudrait de 200 à 250 millions, ce qui représenterait de 6 à 7 francs par tête.

M. Fortamps regarde la position de la Suisse comme très-facile, comme ne devant entraîner aucune charge notable pour le Trésor fédéral. Grâce au fonds de réserve, si l'on refondait au taux de 835/1000 les 10 millions récemment convertis du titre de 900 millièmes

à celui de 800, on n'aurait aucun besoin de nouveau métal, et même une partie des frais de fabrication se trouverait couverte.

A l'appui de cette observation, M. Pelouze dit que les pièces fractionnaires les moins chères à fabriquer sont précisément celles de 1 franc et de 2 francs, dont se compose l'émission faite par la Monnaie fédérale.

M. le commandeur Artom déclare, en ce qui concerne l'Italie, que l'expérience faite du titre de 835 millièmes, qui a été fixé par la loi italienne du 24 août 1862, a donné des résultats satisfaisants, et que son Gouvernement ne pourrait consentir à aucune modification de ce régime. Une quantité considérable de monnaies fractionnaires à ce titre nouveau sont déjà frappées; le retrait ou l'altération de ces pièces aurait, entre autres inconvénients, celui d'entraîner une dépense considérable.

M. Herbet demande quelles pièces ont été refondues en Italie, et pour quelle valeur?

M. Artom : Ce sont des pièces de 1 franc, de 50 et de 20 centimes, pour 150 millions environ, sur lesquels 100 millions sont déjà frappés. En dehors de la question du titre de fin, le Gouvernement italien est d'ailleurs prêt à s'entendre avec les trois autres États, notamment en ce qui concerne les quantités de monnaies fractionnaires que chaque pays devrait fabriquer.

M. Kreglinger fait observer qu'il est très-difficile d'établir une base commune pour ces émissions. Dans certaines localités, il suffit de 3 francs par tête; dans d'autres il convient de calculer 12 francs par tête, pour satisfaire aux besoins de la circulation. Dans l'opinion de M. le Commissaire belge, il faudrait, pour éviter des embarras et des plaintes réciproques, que la monnaie divisionnaire fût fabriquée en commun et répartie suivant les nécessités reconnues de chaque pays. Il serait également utile, ajoute M. Kreglinger, que l'unité d'étalon monétaire fût consacrée dans l'arrangement à intervenir.

M. le Président, tout en rappelant que cette dernière question était en dehors du programme primitivement tracé pour les délibérations de la Conférence, reconnaît qu'elle devait naturellement se produire au milieu de la discussion. Il propose donc de compléter le questionnaire, mentionné plus haut, par une nouvelle proposition, qui serait ainsi conçue :

9° *Y a-t-il lieu de modifier, relativement aux pièces de 5 francs, le système du double étalon résultant de la loi de l'an xi?*

Mais, avant d'aborder ce point si difficile, il convient, dit M. de Parieu, de s'entendre sur l'objet le plus immédiat des travaux de la Commission, c'est-à-dire la fixation du titre de la monnaie divisionnaire dans les quatre pays.

M. Feer-Herzog demande s'il existe des motifs techniques, en quelque sorte, pour adopter le titre de 835 millièmes de fin.

M. Pelouze fait connaître qu'en France les divers alliages, à raison de 800, 835 et 850 millièmes, ont été l'objet d'études et d'expériences attentives, qui n'ont permis cependant de distinguer que des différences peu sensibles. Cependant, on peut affirmer que les alliages se composent dans des conditions d'autant meilleures, que l'argent s'y trouve en quantité plus importante. A n'envisager que les avantages d'une bonne fabrication, il aurait donc fallu adopter le titre de 850 millièmes : mais la situation n'était pas intacte lorsque la loi de 1864 a été votée. Déjà l'Italie avait renouvelé une partie de son numéraire au titre de 835 millièmes, et la Suisse au titre de 800 millièmes. Il y avait là des faits dont il était impossible de ne pas tenir compte, et si le titre de 835 a été préféré à celui de 800, c'est qu'il présentait le triple avantage d'être plus rapproché du titre précédemment en usage, d'offrir moins de facilités au faux-monnayage, de se trouver le même que celui qui avait été adopté en Italie sur une large échelle.

M. Herbet fait observer que l'idée de considérer la monnaie d'appoint comme monnaie fiduciaire n'est pas encore acceptée en France. Par suite, toute mesure qui tend à affaiblir le titre de la monnaie divisionnaire n'est accueillie qu'avec une extrême défiance.

M. Fortamps rappelle qu'en Angleterre on est arrivé à donner à la monnaie d'argent un titre de 925 millièmes, mais en réduisant le poids. Il demande si, au titre de 835, des différences notables se produisent, et obligent à éliminer beaucoup de pièces sorties des limites de la tolérance légale.

M. Pelouze répond que les différences sont très-légères, et que, du reste, on pourrait sans inconvénient accorder une tolérance plus grande.

M. Kern dit que la Suisse ne saurait faire abstraction de la situation créée par la loi fédérale de 1860 : c'est depuis quatre ans environ que le nouveau régime est entré en vigueur, et il y a deux ans que la dernière frappe a eu lieu ; un brusque remaniement serait, sans nul doute, mal accueilli par la Législature comme par l'opinion.

Le Gouvernement fédéral n'hésite pas dans sa préférence pour le titre de 800 millièmes, qui, jusqu'à présent, n'a pas présenté d'inconvénient pour la Suisse, et qui se trouve, en même temps, plus conforme que le titre de 835 au système décimal. De plus, 7 millions de pièces suisses de 3 francs, 3 millions et demi de pièces de 1 franc ont déjà été frappés au titre de 800. M. Kern doit donc déclarer que son Gouvernement serait dans l'impossibilité de souscrire à une convention

qui l'obligerait à refondre, immédiatement ou dans un délai trop rapproché, ses nouvelles monnaies.

En insistant pour l'adoption du titre suisse, M. Kern prévoit cependant, d'après les observations déjà présentées, notamment par M. le Commissaire d'Italie, le cas où les Etats qui ont admis et réalisé dans de larges proportions le système des 835 millièmes se refuseraient positivement à modifier leur régime monétaire. Il recommanderait alors à la Conférence de prendre en sérieuse considération la position exceptionnelle de la Suisse, telle qu'elle a été exposée par M. Feer-Herzog, et, sans engager son Gouvernement, il exprime la pensée qu'il ne serait pas impossible de s'entendre, si la Suisse obtenait un délai suffisamment long pour effectuer la transformation du titre actuel de ses monnaies en celui qui serait maintenu dans les autres États. M. Kern a, d'ailleurs, la conviction qu'une combinaison de cette nature pourrait seule permettre à la Suisse d'entrer dans l'accord projeté.

MM. les Commissaires de France, d'Italie et de Belgique expriment le vœu que les instructions attendues par M. Kern le mettent en mesure de confirmer officiellement la proposition qu'il vient d'émettre. En ce qui les concerne, ils accueilleraient volontiers cette ouverture, qui leur semblerait devoir aplanir les difficultés d'abord entrevues par suite de l'infériorité du titre des monnaies suisses.

M. Herbet dit que, dans le cas où, comme on a lieu de l'espérer, une entente viendrait à s'établir, il paraîtrait sans doute à propos de la constater dans un acte diplomatique, et qu'il conviendrait, à cet effet, que des pouvoirs spéciaux fussent donnés, par les divers Gouvernements, à leurs représentants au sein de la Conférence.

M. le Président invite MM. les Commissaires étrangers à en référer à leurs Gouvernements, et il exprime la confiance que l'accord qui interviendra donnera une satisfaction assez complète aux intérêts des quatre États pour servir d'exemple et amener, dans un délai dont on ne saurait fixer le terme, l'adoption de mesures d'unification plus larges.

Cette question de l'unité de monnaies, ajoute M. de Parieu, est dans tous les esprits, et une seconde question s'y rattache peut-être étroitement, celle de l'unité d'étalon. Tandis que la loi française admet deux étalons, l'Angleterre a l'étalon d'or, et l'Allemagne n'a conservé que l'étalon d'argent; l'opinion, dans ce dernier pays, continue à être généralement favorable à la monnaie d'argent, excepté, toutefois, dans les ports hanséatiques. De l'avis de M. de Parieu, la question ne se pose sérieusement qu'entre la pièce d'argent de 1 franc au titre fixé par la loi de l'an XI, et le quart de napoléon correspondant à peu près au dollar.

Des économistes français regardent l'étalon d'argent comme nécessaire au maintien intégral du système décimal. Ils supprimeraient volontiers la monnaie d'or, sauf à la remplacer par du papier ; mais, quant à présent, l'étalon d'argent est une sorte d'idéal scientifique, tandis qu'en fait, l'étalon d'or est presque exclusivement le seul qui figure dans la circulation monétaire de la France. Il serait fort difficile, ajoute M. de Parieu, de préjuger dans quel sens et dans quel délai une opinion prépondérante se formera en France sur cette question.

M. Pelouze dit que l'administration de la monnaie continue à être favorable au double étalon, qui a rendu de grands services, qui ne satisfait pas, il est vrai, à toutes les exigences de la logique et de la théorie, mais qui, au milieu des variations que subissent la production et le prix des deux métaux monétaires, se prête aux éventualités de l'avenir et aux besoins du commerce.

M. Artom demande si l'arrangement à conclure doit s'étendre aux pièces de 2 francs. L'Italie n'y verrait aucun inconvénient.

M. le Président répond qu'il pourrait s'agir, au point de vue de la France, de rester dans les termes du projet de loi qui avait été élaboré en 1864 : ce projet n'a été voté qu'en ce qui concerne les pièces de 50 et de 20 cent. ; mais il comprenait, tout d'abord, les pièces de 1 fr. et de 2 fr., dont la réduction au titre de 835 millièmes était également proposée, disposition dont l'abandon a été regretté, dès cette époque, par un certain nombre de personnes.

M. Feer-Herzog déclare que la Suisse désirerait ne pas être obligée à émettre des pièces de 20 centimes.

En ce qui concerne les pièces de 20 centimes, dont la fabrication est chère et l'usage incommode, dit M. le Président, elles pourraient être sans le moindre inconvénient retirées de la circulation.

M. Pelouze ne voit non plus aucune difficulté à cette suppression.

MM. les Délégués de l'Italie et de la Belgique font également connaître qu'ils n'ont pas d'objection à élever sur ce point.

M. Kreglinger fait observer que, si la convention se borne à reproduire le projet de loi préparé, l'année dernière, en France ; si, par conséquent, la pièce de 5 fr. en argent doit rester frappée au titre de 900 millièmes, la Belgique ne trouvera plus dans l'arrangement à conclure le seul avantage sérieux en vue duquel elle a pris part à la Conférence. En Belgique, dans les classes ouvrières, ajoute M. Kreglinger, la pièce de 5 fr. en or n'est pas acceptée facilement, et la pièce de 2 fr. n'est pas recherchée.

M. Pelouze répond que c'est affaire d'habitude et que l'usage de ces monnaies serait bientôt accepté, ainsi que le prouve l'exemple de la France, où, dans l'origine, la pièce de 5 fr. en or était aussi

généralement repoussée qu'elle est recherchée aujourd'hui par le public.

M. le Président exprime l'opinion que, par l'émission suffisante des pièces de 2 fr., on ne laisserait pas en souffrances les besoins de monnaie divisionnaire que peut ressentir la Belgique.

M. Fortamps donne le relevé des monnaies divisionnaires frappées en Belgique depuis la promulgation de la loi du 5 juin 1832. Ce document, qui est annexé au procès-verbal, présente un total d'environ 19 millions de francs.

M. Kreglinger déclare que ce n'est pas, du reste, la pénurie de la monnaie fractionnaire qui provoque la demande de son Gouvernement. En insistant pour obtenir que la pièce de 5 fr. en argent soit réduite au titre de 835 et considérée comme étalon de la monnaie divisionnaire, il désire faire consacrer le principe de l'unité d'étalon.

M. Kreglinger demande la permission d'exposer les motifs qui dirigent son Gouvernement, et dont la Conférence appréciera la valeur.

Aucun pays dit M. Kreglinger, ne s'est senti, autant que la Belgique, des inconvénients d'un système monétaire basé sur le maintien d'un double étalon.

En effet, placée entre la France où l'or est devenu de fait l'étalon monétaire réel, l'Angleterre où l'or est l'unique étalon en fait et en droit, la Hollande, où l'argent est, aussi en fait et en droit, le seul métal monétaire, et l'Allemagne où l'argent est le seul étalon légal, mais où l'or obtient néanmoins une circulation effective très-importante, la Belgique, en raison de cette situation géographique, est naturellement appelée à servir de trait-d'union entre ces divers pays pour leurs transactions monétaires.

De là sont résultés pour elle deux graves inconvénients. Le premier consiste en une pression, momentanée il est vrai, mais fréquemment répétée et toujours intense, sur la réserve métallique des banques et de la circulation monétaire en général; le second, c'est l'influence fâcheuse que les opérations des exportateurs de métaux précieux exercent sur la qualité des monnaies qui restent dans la circulation du pays. Voici l'explication de cette double et regrettable conséquence.

Par suite de l'active concurrence que se font entre eux les banquiers, les affineurs et les marchands d'argent, les transactions sur les métaux précieux s'effectuent avec un écart extrêmement minime; 25 à 50 cent. sur un envoi de mille francs représentent le bénéfice habituellement obtenu. Ces opérations ont lieu, presque toujours, quant aux envois vers les pays qui environnent la Belgique, en

compte de participation entre un banquier qui expédie, un autre qui reçoit les matières, et un troisième intermédiaire pour faciliter le placement immédiat des lettres de change sans sacrifier un jour d'intérêt. Ces banquiers cherchent nécessairement à réaliser le plus grand profit possible : or, le coût du transport des espèces formant la totalité des frais qui grèvent ces sortes d'opérations, ils s'efforcent de restreindre cette dépense en réunissant, sur le marché monétaire le plus rapproché du lieu de destination, le numéraire à expédier. C'est par ce motif que la Belgique, dont les grandes maisons de banque sont en rapports réguliers, quotidiens, avec celles de Paris, d'Amsterdam, de Londres, de Hambourg, de Francfort, etc., est devenue le terrain où l'on commence toujours à puiser les métaux destinés à l'un des pays limitrophes.

Le système du double étalon, observe M. Kreglinger, vient singulièrement faciliter ce mouvement. Faut-il expédier des capitaux en Hollande ou en Allemagne? On vient enlever d'abord à la Banque nationale belge, ensuite à la circulation, toutes les pièces de 5 fr. que l'on peut trouver. L'Allemagne et la Hollande veulent-elles envoyer des capitaux en France ou en Angleterre? C'est encore la Belgique qui, grâce à son double étalon monétaire, leur offre le plus facilement les moyens de se procurer les pièces de 20 fr. nécessaires pour effectuer l'opération.

Aussi l'encaisse métallique de la Banque nationale subit-elle des mouvements précipités, dont l'importance n'est nullement en rapport avec celle des transactions internationales de la Belgique isolément. Ce fait a pour conséquence immédiate d'obliger la Banque à toucher, plus fréquemment qu'elle ne le devrait dans des conditions normales, au taux régulier de son escompte; car, si les monnaies retirées de la circulation doivent certainement y rentrer du moment qu'un besoin sérieux s'en fait sentir, l'époque de ce retour est incertaine et peut, selon les circonstances, se faire attendre longtemps. Ce qui est évident, c'est que la monnaie expédiée au dehors, pour compte d'un autre pays limitrophe, ne saurait jamais être remplacée, dans un bref délai, par une monnaie d'un autre métal : comme on le sait, en effet, toute l'opération est basée sur une économie des frais de transport, et cette économie serait annulée complètement, si, par exemple, une exportation d'argent de Belgique amenait aussitôt une importation égale de monnaie d'or. On peut dire qu'en général le remplacement ne s'opère que de deux manières : 1° par un revirement du taux du change, qui fait rentrer, en tout ou en partie, ce que l'on avait expédié au dehors; ou 2° par la persistance du mouvement du change qui a nécessité les premiers envois, et qui, s'étendant de plus en plus après avoir en quelque sorte drainé la Belgique,

lui ramène graduellement soit des monnaies divisionnaires, soit des monnaies du métal le moins recherché dans le moment.

Mais, fait remarquer M. Kreglinger, la Banque, en présence de l'affaiblissement de sa réserve métallique, ne saurait attendre ces éventualités sans danger de compromettre son crédit. Elle doit donc avoir recours au seul moyen de résistance qu'elle possède pour défendre son encaisse, c'est-à-dire au relèvement du taux de son escompte. En dernière analyse, ce sont le commerce et l'industrie belges qui ont constamment à souffrir du système du double étalon.

Voici quelques chiffres fournis par M. Kreglinger pour faire apprécier les conséquences des opérations qui s'effectuent en Belgique sur le numéraire.

En décembre 1862, l'encaisse de la Banque nationale en monnaie d'or, était de plus de 17 millions; en février 1863, il était déjà tombé à 9, et, en avril à moins de 5 millions. Pendant le même laps de temps l'encaisse en pièces d'argent de 5 fr. ne montait que d'un million.

Un mouvement contraire de change s'étant produit, l'encaisse en écus de 5 fr., se réduit de 5 millions en octobre 1863, tandis que la quantité d'or n'augmente que de 2.

En 1864, l'encaisse d'or, comme celui d'argent, subissent des oscillations très-fréquentes, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Ainsi, la monnaie d'or passe du chiffre de 22 millions à 7 millions, et la pièce de 5 fr. de 11 millions $1/2$ à 17 millions.

Pendant les trois premiers mois de 1865, l'or diminue de 22 120 000 à 5 542 000, tandis que l'argent donne à peine une augmentation de 800 000 fr. A partir d'avril, l'or est resté stationnaire, tandis que l'encaisse d'argent est monté presque brusquement de 13 800 000 à 18 millions.

Ces chiffres, ajoute M. Kreglinger, paraîtront sans doute extrêmement faibles aux yeux des administrateurs français : mais il convient de les déculper si l'on veut les mettre en rapport avec la situation relative des deux pays : dès lors, il sera aisé de se rendre compte de leur importance, de l'action qu'ils ont exercée sur le taux de l'escompte, et, par conséquent, du premier inconvénient qui condamne le système du double étalon.

Le second inconvénient, qui consiste en la dépréciation de la monnaie maintenue dans la circulation réelle du pays, est la conséquence inévitable du premier.

En effet, l'étranger, qui n'est pas lié par des conventions monétaires, ne prend les monnaies belges qu'au poids et ne les restitue qu'à

la pièce. De là un double triage permanent : pour adresser de l'argent en Hollande, par exemple, l'exportateur retire de la Banque ou de la circulation une quantité de pièces de 5 fr. beaucoup plus considérable que celle qu'il veut expédier, envoie les pièces les plus lourdes et reverse dans la circulation tout le résidu; s'il s'agit, au contraire, de faire revenir de l'argent des Pays-Bas en Belgique, le banquier achète à la Banque d'Amsterdam, les pièces de 5 fr. que lui-même a peut-être vendues à cet établissement quelques mois plus tôt; avant de les rendre à la circulation, on les soumet à un nouveau triage, et, selon la prime de l'argent sur l'or, l'on jette au creuset celles qui approchent le plus du poids droit, et l'on ne rend à la circulation que les moins bonnes.

Ainsi, le taux du change ne permettrait pas actuellement, en théorie, d'importer, de Hollande en Belgique, des pièces de 5 fr. Et cependant cette importation a lieu sur une assez grande échelle, parce que l'expérience a prouvé qu'à peu près un tiers des pièces achetées en bloc, à la Banque d'Amsterdam présente une déperdition d'un demi pour cent sur le poids droit : celui qui les achète toutes au poids ne revend, au poids, que les plus lourdes, et remet en circulation, pour leur valeur nominale, les plus légères; le bénéfice qu'il réalise est suffisant pour l'engager à tenter l'entreprise.

Des opérations analogues ont lieu, lorsqu'il s'agit d'envoyer de l'or en Angleterre, aux États-Unis, ou même en Allemagne, où la monnaie d'or a une circulation de tolérance, car les banquiers allemands ne veulent la recevoir qu'au poids, tout en se réservant la faculté de la rendre au taux de sa valeur nominale.

De ce double mouvement, qui emporte les pièces les plus lourdes et ramène les plus légères, résulte nécessairement un avilissement progressif de la monnaie belge.

La situation que je viens d'exposer, ajoute en terminant M. Kreglinger, a souvent fixé l'attention du Gouvernement, qui, pour arrêter cette dépréciation, a essayé de prendre diverses mesures. Mais la position géographique du pays, les relations constantes qu'il entretient avec la France, l'Angleterre, l'Allemagne et la Hollande, les tendances de l'esprit public, opposé à toute réforme qui le gêne momentanément, quelque bénéfice qu'il doive en retirer plus tard, toutes ces circonstances réunies ont fait échouer les tentatives poursuivies jusqu'à ce jour. Il ne reste à la Belgique qu'un seul espoir d'obtenir un remède efficace, c'est de conclure des arrangements internationaux qui établissent :

- 1° Un système monétaire basé sur un étalon unique;
- 2° Un maximum de tolérance pour la perte provenant du frai,

avec stipulation que toute pièce inférieure en poids à ce maximum cesserait d'avoir tout caractère de monnaie légale.

M. le Président prie MM. les Commissaires belges de demander des instructions définitives à leur Gouvernement. Il ajoute que l'exigence d'adopter, dès à présent, un étalon unique deviendrait un obstacle à l'entente qu'il serait cependant si désirable d'établir.

Quant à la seconde demande présentée par M. Kreglinger, celle de fixer un maximum de tolérance pour la perte provenant du frai, il ne semble pas impossible d'y donner suite, et l'attention de la Conférence est appelée sur ce point, qui sera l'objet d'un examen spécial dans la prochaine réunion.

Après quelques observations de M. Feer-Herzog sur l'adoption probable, dans un avenir plus ou moins éloigné, d'un étalon d'or unique, M. Kern déclare que, de la part de la Suisse, aucune difficulté ne se produira sur cette question, bien que le Gouvernement fédéral préfère l'étalon d'or. Mais il doit tenir compte du régime adopté par la France et l'Italie. Quant à présent, les opinions en France sont tellement partagées, que l'on ne pourrait arriver à aucune solution pratique. Dès lors, il importe, dit M. Kern, de ne pas compromettre, en provoquant une décision hâtive, le succès de la mission spéciale confiée à la Conférence, c'est-à-dire l'établissement d'un titre uniforme pour les monnaies fractionnaires des quatre pays ; il faut laisser agir le temps, profiter du présent, et remettre à une Conférence future le soin de résoudre le problème plus vaste de l'unité monétaire européenne.

M. le Président rend hommage à l'esprit sage et pratique dont est empreinte l'opinion de M. Kern. Il pense qu'effectivement, si la question de l'unité d'étalon a pu se placer sans inconvénient et par une sorte de droit naturel, au milieu des délibérations de la Conférence, elle ne saurait y figurer que sous une forme incidente. La Conférence n'est pas appelée à la résoudre dans l'arrangement qu'elle a mission d'élaborer. Il est donc essentiel que MM. les commissaires belges soient fixés, avant la prochaine réunion, sur les intentions définitives de leur Gouvernement à ce sujet.

Ce point réservé, M. le Président demande s'il paraît utile de comprendre la monnaie de billon dans la convention projetée.

A la suite de quelques observations présentées par MM. les Commissaires belges, et par M. Kern, la Conférence considère l'émission des billons de bronze et de nickel comme devant être abandonnée à l'appréciation exclusive de chaque Gouvernement, attendu qu'ils sont destinés à la circulation intérieure et qu'ils ne dépassent pas une certaine zone au delà des frontières des pays limitrophes.

M. Kreglinger exprime le désir, en raison de la quantité considérable de billon français qui pénètre en Belgique, que l'on convienne de certains bureaux où le billon des deux pays pourrait être échangé contre la monnaie d'or ou d'argent.

M. le Président fait l'observation, accueillie par la Conférence, qu'il s'agit ici d'une mesure à régler éventuellement par un accord spécial entre les Ministères des finances de France et de Belgique : il n'y a donc pas lieu de la faire figurer dans l'acte diplomatique qui est à conclure entre les quatre États. Du reste, MM. les Commissaires français ne sont pas opposés, quant à présent, au principe de cette demande.

Avant de lever la séance, M. le Président tient à constater les résultats déjà obtenus, et reprend successivement les divers points qui composent le questionnaire annexé au présent procès-verbal.

La première question, celle des inconvénients de la différence du système des monnaies divisionnaires, a été élucidée assez complètement pour qu'il ne soit plus nécessaire d'y revenir.

Sur la convenance d'établir une union monétaire entre les quatre États, réponse unanime affirmative.

Sur le troisième point, la Conférence entrevoit la possibilité de convenir du titre uniforme de 835 millièmes de fin, la Belgique, la France et l'Italie se déclarant disposées à tolérer, pendant un délai à déterminer, la circulation des pièces que la Suisse a frappées au titre de 800 millièmes.

Sur la quatrième question, il a été répondu affirmativement, que l'union monétaire projetée exigerait des mesures d'uniformité de titre pour toutes les monnaies divisionnaires d'argent de 2 francs à 50 centimes inclusivement.

Sur la cinquième le cours légal des monnaies fractionnaires entre les particuliers dans les quatre États, a été provisoirement fixé à 50 francs, sauf examen plus complet dans la prochaine réunion.

Le sixième point a été réservé.

Sur la septième, il a été reconnu que la base commune des émissions de monnaies divisionnaires d'argent pourrait être fixée à 6 francs ou 7 francs par tête.

La huitième question, relative à l'admission, dans les caisses publiques, des monnaies d'or frappées suivant les conditions de la loi de l'an xi, a été résolue affirmativement à l'unanimité.

Enfin, la neuvième question ne paraît pas indispensable à résoudre, quant à présent; elle pourra, au besoin, être discutée dans une vue d'avenir.

La Conférence s'ajourne au lundi, 27 novembre.

La séance est levée à 3 heures.

Signé : FORTAMPS
KREGLINGER
E. DE PARIEU
PELOUZE
ED. HERBET
JULIEN
ARTOM
PRATOLONGO
KERN
FEER-HERZOG
ALBERT ESCHER.

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,

CLAVERY.

(Annexe I.)

QUESTIONNAIRE.

1° Quels sont les inconvénients des différences actuellement existantes dans le système des monnaies divisionnaires d'argent entre les quatre États représentés dans la Conférence?

2° Serait-il utile d'établir une union monétaire entre les quatre pays, union propre à faciliter la circulation réciproque de leurs monnaies divisionnaires d'argent?

3° Cette union exigerait-elle l'uniformité absolue du titre dans les monnaies divisionnaires d'argent des quatre pays, ou seulement un rapprochement plus grand que celui qui existe actuellement entre les titres adoptés?

Dans les deux cas, quels seraient, soit le titre uniforme, soit les titres proposés sous un écart maximum déterminé?

4° L'union monétaire supposée exigerait-elle des mesures d'uniformité ou de rapprochement de titre relativement à toutes les monnaies divisionnaires d'argent de 2 francs à 20 centimes inclusivement, ou seulement à certaines d'entre elles?

5° Serait-il nécessaire de régler en commun jusqu'à quelle somme les monnaies divisionnaires d'argent de chaque pays peuvent avoir cours légal entre les particuliers dans les quatre États?

6° Est-il utile de régler en commun le degré d'usure au delà duquel les pièces divisionnaires peuvent être refusées par les particuliers et doivent être refondues par les Gouvernements qui les ont émises?

7° D'après quelle base commune pourrait-on régler les émissions des monnaies divisionnaires dans les quatre États?

8° Ne conviendrait-il pas de stipuler l'admission dans les caisses publiques des quatre États des monnaies d'or frappées dans les conditions de la loi de l'an XI?

9° Y a-t-il lieu de modifier relativement aux pièces de 5 francs le système du double étalon résultant de la loi de l'an XI?

(Annexe II.)

Relevé des monnaies divisionnaires frappées en Belgique depuis la promulgation de la loi du 5 juin 1832.

Pièces de 20 centimes.	Fr.	626,189 20
» de 25 »	»	616,760 75
» de 50 »	»	2,748,373 50
» de un franc.	»	4,558,566 »
» de deux francs.	»	4,511,114 »
» de deux francs 50 centimes. . »	»	6,803,532 50
Total : . . . Fr.		19,864,535 95

Nota. — Ces pièces de 25 centimes ont été démonétisées et retirées de la circulation en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1852 qui décrète la fabrication de pièces de 20 centimes.

Il a été retiré de la circulation pour une valeur de francs 239 361 en pièces de 20 centimes en argent, par suite de la loi du 20 décembre 1860, qui modifie la loi monétaire en ce qui concerne les monnaies d'appoint.

DEUXIÈME SÉANCE.

Lundi, 27 novembre 1865.

Présidence de M. de Parien.

Etaient présents MM. les Commissaires qui assistaient à la première réunion et M. Julien, directeur au Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie pour la

seconde fois, au Ministère des Affaires Étrangères, le lundi 27 novembre, à deux heures, sous la présidence de M. de Parieu.

M. le Président présente à la Conférence un nouveau Commissaire français, M. Julien, directeur au Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui exprime ses regrets de s'être trouvé dans l'impossibilité d'assister à la réunion précédente.

Sur l'invitation de M. le Président, le secrétaire de la Conférence donne lecture du procès-verbal de la première séance.

M. Kreglinger fait observer qu'il ne trouve pas dans le procès-verbal la mention que l'Administration française serait prête à s'entendre avec l'Administration belge au sujet de la monnaie de bronze et de nickel. Il regardait cependant cette question comme résolue. Il ajoute qu'il regretterait qu'une entente à cet égard ne figurât pas parmi les points réglés au sein de la Conférence. Lorsqu'il s'agira de présenter à la sanction des Chambres belges l'arrangement à intervenir, il deviendra sans doute difficile de le faire accepter si, l'adoption d'un étalon unique se trouvant écartée, comme il est à craindre, les facilités réclamées en Belgique pour l'échange du billon français n'étaient pas non plus obtenues.

M. le Président répond que cette question est en dehors des travaux de la Conférence ; qu'elle n'intéresse ni l'Italie, ni la Suisse, et que, par conséquent, elle ne saurait figurer dans un accord qui doit s'appliquer exclusivement aux monnaies divisionnaires d'argent des quatre pays.

M. Kern exprime la même opinion.

M. Fortamps dit que les Commissaires belges auraient au moins désiré que le procès-verbal constatât les dispositions favorables de l'Administration française pour s'entendre à ce sujet avec l'Administration belge, qui, d'ailleurs, est prête à offrir le régime de la réciprocité pour le billon de Belgique qui se trouverait en France.

MM. les Commissaires français accueillent cette observation, et les termes de la phrase complémentaire qui se trouvera insérée dans le procès-verbal de la première séance sont rédigés immédiatement.

Le procès-verbal ayant ensuite été adopté, M. le Président demande s'il est bien entendu que tous les membres de la Commission admettent la publication éventuelle des procès-verbaux. Cette prévision est acceptée sans difficulté par la Conférence.

M. le Président ouvre ensuite la discussion sur les points réservés dans la précédente réunion et demande si MM. les Commissaires étrangers sont autorisés à préparer un accord sur les bases qu'une première discussion a permis d'indiquer.

M. Artom fait savoir que son Gouvernement aurait consenti volontiers à l'adoption de l'or comme étalon unique.

M. Kern annonce qu'il vient de recevoir une lettre du département des finances fédérales, qui a pris connaissance des objections présentées contre le système suisse, mais qui ne lui recommande pas moins d'insister de nouveau pour l'adoption du titre de 800 millièmes. Ce titre a l'avantage de présenter un écart assez grand entre la valeur réelle et la valeur nominale pour prévenir la nécessité d'une prochaine refonte, dans le cas où la prime de l'argent sur l'or viendrait à s'élever; il est en rapport plus précis que celui de 835 avec le système décimal; il est, enfin, bien accueilli par le public, et le Conseil fédéral éprouverait de grandes difficultés à faire accepter ce changement. Quant à la facilité plus grande que rencontrerait le faux monnayage, elle ne s'est pas encore fait remarquer en Suisse.

M. Artom réitère la déclaration qu'il a faite dans la dernière séance, c'est-à-dire qu'il serait absolument impossible à l'Italie d'entrer dans un arrangement qui ne stipulerait pas le titre de 835 millièmes. Indépendamment de la convenance de ce titre, dont l'Italie a déjà fait l'expérience, et dont elle est satisfaite, la Conférence sait que 100 millions de pièces divisionnaires ont été frappés dans les conditions de la loi de 1862 par l'Administration de la Monnaie italienne. En présence de ce chiffre, M. Artom ne croit pas avoir besoin d'expliquer pourquoi son Gouvernement ne saurait accepter l'obligation d'une nouvelle refonte. Il ne serait pas davantage possible d'offrir à l'Italie un délai pour le retrait de ses pièces en circulation. Une transaction de cette nature paraît, au contraire, relativement à l'émission de 10 millions faite par la Suisse, concilier tous les intérêts, et M. Artom exprime l'espoir qu'elle sera prise en considération par le Gouvernement Helvétique.

M. le Président ne peut, en ce qui concerne la France, que s'associer à la déclaration de M. Artom. L'émission française, bien que très-inférieure à celle de l'Italie, est encore plus considérable que celle de la Suisse, puisqu'elle s'élève à 16 millions; elle est, de plus, au même titre de 835. La situation se trouve donc posée entre les 116 millions émis par la France et l'Italie et les 10 millions de monnaie suisse.

MM. les Commissaires belges déclarent, de leur côté, que plus libres dans leur choix, puisque la Belgique a maintenu jusqu'à présent le titre de 900 millièmes, ils adopteraient de préférence le titre de 835, dont une si grande quantité est déjà dans la circulation, et qui, observe M. Fortamps, aurait l'avantage de se rapprocher du système anglais.

M. Feer-Herzog demande si, au point de vue de la fabrication, le titre de 835 millièmes présente quelque avantage.

M. Pelouze répond que sans doute l'écart entre les deux titres n'est

pas assez grand pour produire des résultats très-différents sous ce rapport spécial, mais que cependant, entre deux pièces, celle qui contiendra le plus d'argent aura certainement une supériorité de qualité métallique.

Il ajoute que, du reste, ce n'est pas seulement à ce point de vue qu'il se place pour défendre le titre de 835. Il convient aussi de tenir grand compte de l'état de fait qui s'est produit, notamment en Italie. Il est surtout essentiel de ne pas trop agrandir la distance entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque de la monnaie divisionnaire : ce serait, si l'on observe les idées prédominantes dans le public français, éveiller de justes susceptibilités, faire naître sans nécessité des embarras et des alarmes ; ce serait enfin favoriser le faux monnayage.

M. le Président prie MM. les Commissaires suisses de faire ressortir auprès de leur Gouvernement les diverses considérations qui déterminent MM. les Commissaires des trois autres États à adopter, d'une manière absolue et définitive, le titre de 835 millièmes de fin. Il ajoute que MM. les Commissaires de la Confédération voudront bien, sans doute, reporter à leur Gouvernement l'expression du vif désir qu'aurait la Conférence d'aboutir à une entente. Si la Suisse acceptait la condition primordiale du titre de 835, elle trouverait, dans la transaction dont il a été parlé, la garantie la plus équitable pour sauvegarder ses intérêts.

M. Kern, sans pouvoir garantir à l'avance aucun changement dans les vues du Conseil fédéral, se fera un devoir de rendre compte de la situation à son Gouvernement. En attendant de nouvelles instructions, il désire toutefois faire connaître à la Conférence quelque clause que le Conseil fédéral souhaiterait de voir introduire dans l'arrangement projeté.

M. le Président propose d'examiner successivement ces diverses demandes, dont M. Kern donne lecture :

« 1° La Convention constatera le caractère fiduciaire des monnaies divisionnaires d'argent. Chacun des quatre Pays couvrira son émission d'un fonds de réserve spécial, qui représentera le bénéfice procuré par la différence du titre. »

M. le Président fait observer, relativement à cette première question, qu'elle soulève, sans nécessité apparente, une difficulté dont la solution n'importe pas à l'accord qu'il s'agit de former. Le caractère partiellement fiduciaire des monnaies divisionnaires proposées tient à leur nature et se rattache à l'infériorité de leur valeur intrinsèque par rapport à leur valeur légale.

Quant à la création d'un fonds de réserve spécial, il ne semble pas qu'une clause de ce genre doive trouver place dans des stipulations

internationales. C'est une mesure de législation intérieure. Les Commissaires français ne sauraient, pour ce qui concerne la France, prendre aucun engagement à ce sujet.

La Conférence ayant jugé qu'il convenait de ne pas s'arrêter d'avantage sur ce point, où naîtraient certainement des complications au moins inutiles, il est passé à l'examen de la seconde question :

« 2° Les quatre États prononceront le principe de la parité entre
« leurs monnaies divisionnaires d'argent, les reconnaîtront et les
« accepteront mutuellement, de manière que la libre circulation des
« monnaies suisses sera garantie en France, en Italie et en Belgique, et *vice versa*. »

A cet égard, dit M. le Président, on n'aperçoit pas l'intérêt de consacrer, dans l'arrangement, le principe absolu de la parité des monnaies. Il a été déjà reconnu par la Conférence que l'union projetée devait reposer sur l'uniformité du titre. Il pourra, de plus, être stipulé que les caisses publiques des pays contractants accepteront les monnaies respectives. Cette déclaration ne suffirait-elle pas pour assurer à ces monnaies la libre circulation? Du moment où chacun serait certain de pouvoir remettre au Trésor français, par exemple, les pièces suisses dont il serait détenteur, ces dernières ne seraient-elles pas assurées d'être admises sans difficulté dans les transactions privées? Vouloir imposer aux particuliers, dans un acte international, l'obligation d'accepter telle ou telle pièce étrangère ce serait porter assez gratuitement atteinte à la liberté des contrats.

MM. Artom et Kreglinger appuient ces observations.

M. Feer-Herzog insiste, toutefois, pour que l'on ne se borne pas à garantir l'admission dans les caisses publiques de la monnaie des divers États de l'union projetée. Le Gouvernement fédéral croit qu'il y aurait, dans la déclaration expresse de la parité des pièces, une assurance plus complète qui profiterait aux transactions. Il se demande, notamment, quelle sera l'attitude de la Banque de France?

M. le Président répond qu'il lui paraît certain que la Banque ne refusera pas la monnaie reçue dans les caisses du Trésor. Sans aucune nécessité réelle, on soulèverait donc des obstacles éventuels sérieux, au point de vue légal, devant les Tribunaux, devant le Sénat peut-être, si l'on entraînait dans la réglementation des rapports entre les particuliers, au sujet des monnaies étrangères.

M. Fortamps n'émet aucun doute sur l'acceptation, par la Banque nationale et les autres grands établissements financiers de la Belgique, de toutes les pièces qui ne seraient pas repoussées des caisses publiques du pays.

M. Artom s'associe aux considérations exposées par M. de Parieu.

La Conférence ne pensant pas qu'il y ait lieu d'accueillir en termes

formels la seconde demande du Gouvernement fédéral, il est donné lecture du troisième point :

« 3^e Chacun des quatre États s'obligera à ne jamais taxer ses propres monnaies divisionnaires au-dessous de leur valeur nominale. » Cette proposition est admise sans discussion à l'unanimité.

« 4^e La loi déterminera, dans les quatre pays, que personne ne soit tenu d'accepter en paiement pour plus de vingt francs de monnaies divisionnaires.

« L'État s'obligera, par contre, à recevoir sans limitation les pièces qu'on lui apportera en paiement; les Gouvernements mettront, de plus, les caisses publiques en mesure de changer ces monnaies contre de l'or, aussitôt qu'il leur sera présenté une quantité représentant une somme d'argent d'au moins cent francs. »

Les dispositions contenues dans ce dernier paragraphe ne soulèvent aucune objection de la part de la Conférence. Mais il n'en est pas de même quant à la fixation du chiffre maximum de 20 francs pour les paiements en monnaies divisionnaires.

A ce sujet, M. Artom fait observer que le chiffre de 50 francs, adopté en Italie, semble donner plus complètement satisfaction aux besoins du public, du moment où l'on fabrique des pièces de 1 et de 2 francs.

M. Fortamps partage cette opinion, en ce qui concerne la Belgique.

M. le Président rappelle que la loi française, votée l'année dernière, fixe le maximum à 20 francs. Il semblerait, par conséquent, désirable de maintenir ce chiffre, qui ne paraît pas avoir gêné jusqu'à présent, en France, les règlements de comptes.

M. Pelouze fait remarquer qu'il n'y a pas nécessité d'arrêter un chiffre aussi précis.

M. le Président, accueillant cet avis, propose de fixer un minimum qui serait 20 francs, et un maximum qui s'élèverait à 50 francs; c'est jusqu'à ce dernier chiffre que les shillings anglais ont cours dans la Grande-Bretagne.

Cette combinaison est provisoirement adoptée.

« 5^e Engagement, par chacune des Parties contractantes, de retirer de la circulation les monnaies divisionnaires d'argent dont l'effigie serait devenue méconnaissable. »

M. le Président fait observer que, préalablement à l'examen des conditions relatives au retrait obligatoire des pièces usées, il semblerait à propos de régler la situation particulière de la Suisse, quant aux monnaies émises en exécution de la loi de 1860 : il serait nécessaire qu'avant l'expiration de l'arrangement à intervenir, les pièces suisses qui se trouveraient encore dans la circulation de l'un des États contractants, fussent reprises par le Gouvernement fédéral.

M. Kern déclare qu'il ne saurait se produire de difficultés sur ce point.

M. Fortamps demande qu'il soit stipulé que les différents pays auront la faculté d'échanger, sous certaines conditions, leurs monnaies divisionnaires. On conviendrait, par exemple, que cet échange pourrait s'effectuer dès qu'il s'agirait de telle somme, ou qu'un certain laps de temps se serait écoulé.

M. Pelouze pense que l'on accepterait volontiers, en France, ce mode de procéder.

M. Feer-Herzog ne s'explique pas la nécessité de ces échanges périodiques pour des monnaies divisionnaires d'argent. Puisqu'il s'agit de consacrer l'uniformité des monnaies entre les quatre pays, ne serait-il pas illogique de placer à côté de ce principe l'obligation de fréquents règlements de compte entre leurs monnaies respectives? Dans l'opinion de M. Feer-Herzog, il serait préférable de ne fixer qu'une seule date, qui serait celle de l'expiration du Traité.

M. Fortamps insiste sur cette question, qu'il lui paraît important de ne pas laisser sans solution. Il fait observer que le public ne sera forcé de recevoir la monnaie divisionnaire que jusqu'à concurrence de 50 francs au maximum; or, il se peut qu'à un moment donné, les caisses de l'État se trouvent embarrassées d'une trop grande quantité de cette monnaie. Si l'on voyait des inconvénients à fixer d'avance dans l'arrangement, des époques précises pour les échanges en question, on devrait, du moins, stipuler d'une manière générale qu'ils pourraient s'effectuer continuellement, dès que la convenance s'en ferait sentir, entre les trésors des quatre pays.

M. Feer-Herzog ne voit pas d'objection à la proposition conçue dans ces termes.

M. le Président déclare également se rallier à la combinaison proposée par M. Fortamps. Seulement, il lui paraît à propos, pour empêcher que ces demandes se présentent trop souvent, de fixer un maximum de cent francs, par exemple, au-dessous duquel l'échange ne pourrait pas être réclamé.

La Conférence adopte ces conclusions.

M. le Président fait observer qu'il y a lieu de revenir à la question du *frai*, qui se trouve comprise dans la cinquième des instructions communiquées par M. Kern; le Gouvernement suisse propose que l'on retire de la circulation les monnaies divisionnaires d'argent dont l'effigie serait méconnaissable.

M. Pelouze dit que des pièces qui ont perdu 8 à 9 % de leur poids circulent encore facilement. Il serait cependant impossible d'inscrire ce chiffre dans la Convention, sans causer de grandes inquiétudes dans le public. Dès lors, il semblerait préférable de se borner à désigner,

comme devant être exclues de la circulation, les pièces dont les effigies ont disparu.

M. le Président demande si l'on ne pourrait pas adopter une alternative, et stipuler le retrait, soit en raison de l'effacement des empreintes, soit pour une diminution de poids précise, ce dernier moyen de contrôle paraissant moins sujet que l'autre à des contestations.

M. Pelouze fait observer qu'en Angleterre, c'est la Banque qui retire de la circulation, pour les faire refondre, les monnaies dont les empreintes sont effacées, aussi bien que celles dont le poids est au-dessous des tolérances.

Après quelques pourparlers, la Conférence ajourne sa décision jusqu'à ce que MM. Pelouze et Escher aient fait connaître le résultat de l'examen particulier auquel ils doivent soumettre cette question.

La Conférence passe à la sixième proposition du Gouvernement Suisse :

« 6°. Mesures contre le faux monnayage ou monnayage illégal plus
« étendues que celles qui sont actuellement en vigueur : les quatre
« États s'obligeront à rechercher et à détruire les pièces falsifiées,
« ainsi que toutes celles qui auraient été fabriquées contrairement à
« la loi et hors du contrôle public. »

M. le Président ayant signalé l'impossibilité d'introduire, par voie de Traité, des modifications à la législation pénale de la France, M. Feer-Herzog déclare que le Gouvernement fédéral se borne à demander que les quatre États se prêtent une mutuelle assistance afin de rechercher et de détruire les pièces falsifiées.

Il semble à la Conférence que la proposition, réduite à ces termes, est trop évidemment admise pour qu'il soit opportun de l'introduire, comme une obligation nouvelle, dans l'acte éventuel d'union. La recherche et la destruction de la fausse monnaie importent aussi bien aux intérêts qu'à la loyauté des Gouvernements.

M. Escher dit que l'on a donné aux coins des pièces suisses certaines marques pour faciliter le contrôle. Il pense que les Administrations des quatre pays pourraient se communiquer réciproquement toutes les informations particulières de nature à les fixer sur la qualité des pièces qui seraient dans la circulation.

M. le Président exprime, à cette occasion, le désir qu'il aurait eu de voir, si l'accord se réalisait, les monnaies frappées dans les quatre États porter certains signes qui les auraient spécialement désignées comme étant les monnaies de l'union. Mais M. de Parieu se rend compte de l'obstacle que créent, à cet égard, les émissions considérables de pièces nouvelles mises en circulation par l'Italie. En tout cas, ajoute M. le Président, la Convention devra fixer le diamètre, le poids, etc., des pièces dont l'émission sera stipulée ; elle laissera à

chaque Gouvernement la faculté de frapper de préférence, selon les besoins particuliers des différents pays, des pièces de telle ou telle valeur, au titre et dans les conditions qui seront déterminés.

Ces dernières observations, auxquelles la Conférence donne son assentiment, terminent l'examen des diverses propositions que M. Kern avait été chargé par son Gouvernement de soumettre à MM. les Commissaires.

M. le Président demande si la Conférence ne jugerait pas à propos de continuer la discussion en abordant les autres questions encore pendantes, telles que la durée éventuelle de l'arrangement projeté, la base d'après laquelle seront fixées les émissions respectives des divers États, les limites de la tolérance légale.

Cet avis étant adopté, M. le Président exprime l'opinion que la durée du Traité devrait être de dix années, au moins, avec reconduction tacite. Il convient, en effet, de donner de la stabilité au nouveau régime, de ne pas admettre la possibilité d'une refonte trop rapprochée des monnaies fabriquées au nouveau titre, et d'assurer, en même temps, à la Suisse un certain délai pour le retrait de ses pièces à 800 millièmes. Ce délai devrait être moins long, ou, tout au plus, de même durée que la Convention; s'il en était autrement, cette dernière pourrait prendre fin avant d'avoir reçu son exécution complète, puisque, lors de son expiration, des monnaies suisses, au titre qu'elle aurait exclu, pourraient encore circuler librement.

M. Kern insiste sur la nécessité d'accorder à la Suisse un délai prolongé. Indépendamment de l'impossibilité dans laquelle serait la Direction de la Monnaie fédérale, comme le déclare M. Escher, de pourvoir à une fabrication immédiate de 10 millions de pièces nouvelles, le titre de 800 millièmes a été accepté en Suisse avec une telle satisfaction que le Conseil fédéral ne pourrait pas le modifier brusquement; il faudrait que cette transformation, si le Gouvernement suisse consentait à l'admettre en principe, pût ne s'opérer que par un mouvement insensible.

M. Fortamps croit que la faveur dont jouissent dans la Confédération les pièces de 1860 n'est pas assez grande, n'est pas assez fortifiée par l'usage, pour motiver les préoccupations du Gouvernement helvétique. En fait, par suite de l'existence de la réserve créée précisément en vue d'une nouvelle refonte, il n'y aura pas de dépense vraiment appréciable pour le Trésor fédéral.

M. Artom ne doute pas que la difficulté ne s'aplanisse, du moment où les deux pièces suisses, l'une à 800 millièmes, l'autre à 835, se trouveront en présence sur le marché de la Confédération. La faveur se portera sur la pièce dont la valeur intrinsèque sera la plus élevée.

Après quelques observations de M. Feer-Herzog sur la situation dif-

ficile dans laquelle se trouve le Conseil fédéral, M. le Président pense qu'en effet il y a lieu de tenir compte de la position exceptionnelle de la Suisse. Il propose de stipuler deux périodes : l'une pendant laquelle devraient disparaître les pièces à 800 millièmes et qui serait de 12 années ; l'autre qui constituerait la durée même du Traité et qui serait de 15 ans.

Ces deux termes sont provisoirement admis par la Conférence.

En ce qui concerne la base d'émission à déterminer, M. Pelouze, tout en reconnaissant qu'il est fort difficile d'apprécier exactement les nécessités variables de la consommation de monnaies divisionnaires, estime que le chiffre de 7 francs par tête devrait être préféré.

MM. les Commissaires suisses expriment la même opinion.

M. Fortamps fait remarquer qu'en France, depuis l'établissement du système décimal jusqu'en 1860, on n'a frappé que 209 millions de pièces moindres de 5 francs ; cette quantité a même été réduite dans une certaine proportion par les diverses causes qui agissent sur la déperdition du numéraire. Cette somme représenterait 5 francs par tête ; M. Fortamps serait d'avis, eu égard aux besoins croissants du commerce, de fixer un chiffre plus élevé, celui de 6 francs, qui conviendrait, d'ailleurs, à la Belgique.

M. le Président propose à la Conférence, qui donne son assentiment, d'adopter la base de 6 francs par tête, en arrondissant le million au-dessus du total que donnerait la multiplication exacte et en se réservant, au besoin, une révision périodique de ce chiffre.

Quant aux limites de la tolérance, M. Escher pense qu'elles doivent être élargies pour la monnaie d'argent divisionnaire.

M. Pelouze serait disposé à partager cette opinion relativement à la monnaie d'argent. Mais il n'en est pas de même pour la fabrication de l'or ; la tolérance de 2 millièmes paraît suffisante.

Cette question doit être, du reste, l'objet d'un examen plus complet dans la prochaine séance.

M. Pelouze annonce qu'il sera alors en mesure de communiquer à la Conférence, en ce qui concerne le *frai*, les résultats des expériences auxquelles il faut procéder. Il peut, dès à présent, énoncer que l'ensemble des pièces de 50 centimes, retirées de la circulation en vertu de la loi de 1864, ont perdu approximativement 8 pour cent.

M. le Président fait observer à cette occasion, que l'on ne devra pas négliger de se préoccuper des qualités extérieures dans la fabrication des pièces qui seront frappées à la suite du Traité d'union.

Avant de lever la séance, M. le Président rappelle à MM. les Commissaires qu'il est essentiel que des instructions leur soient envoyées le plus tôt possible par leurs Gouvernements respectifs, quant à la signature et à la forme de l'arrangement projeté.

M. Herbert fait savoir, en ce qui concerne la France, que S. E. M. le Ministre des Affaires Étrangères serait également disposé à prier l'Empereur de vouloir bien, soit l'autoriser à signer l'arrangement avec MM. les Représentants diplomatiques de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse à Paris, soit donner des pleins pouvoirs spéciaux à MM. les Commissaires français. L'accord qu'il s'agirait de consacrer pourrait être formulé dans une convention ou dans une simple déclaration.

Si, d'ailleurs, il n'entraît pas dans les vues des autres Gouvernements de sanctionner immédiatement, par un acte diplomatique, les résultats des délibérations de la Conférence, on se bornerait à les constater dans un protocole de clôture qui serait revêtu de la signature de tous les Commissaires.

La Conférence s'ajourne au vendredi, 1^{er} décembre.

La séance est levée à 5 heures.

Signé : FORTAMPS
KREGLINGER
E. DE PARIEU
PELOUZE
ED. HERBET
JULIEN
ARTOM
PRATOLONGO
KERN
FEER-HERZOG
ALBERT ESCHER

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,

CLIVERY.

TROISIÈME SÉANCE.

Vendredi, 1^{er} décembre 1865.

Présidence de M. de Parieu.

Étaient présents MM. les Commissaires qui assistaient à la deuxième séance, à l'exception de M. Kreglinger.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie pour la troisième fois, le vendredi 1^{er} décembre, au Ministère des Affaires Étrangères, sous la présidence de M. de Parieu.

La séance est ouverte à deux heures.

M. Fortamps exprime à la Conférence les regrets de M. Kreglinger, qui, retenu par une indisposition, ne pourra pas se rendre à la réunion.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

M. le Président appelle la discussion sur les points qui n'ont encore été l'objet d'aucune décision de la part de la Conférence.

En ce qui concerne la tolérance du *titre*, M. Pelouze fait observer qu'elle a été limitée, en France, pour les nouvelles pièces divisionnaires d'argent, à 3 millièmes au-dessus et 3 millièmes au-dessous de 835, tandis qu'elle n'est que de 2 millièmes pour les monnaies au titre de 900. C'est que les *liquations* sont plus marquées dans les alliages à bas titre. M. Pelouze croit devoir dire quelques mots au sujet de ces liquations. Tant qu'un alliage est en fusion, il est homogène ; il présente dans toutes ses parties le même titre ; mais, pendant que cet alliage se refroidit, il se produit une inégale répartition des métaux qui le composent ; c'est ainsi, par exemple, qu'un alliage au titre réel de 835 millièmes fournit des pièces non-seulement à ce titre, mais encore à 832 et 838 millièmes, et même quelques pièces sortent de ces limites extrêmes. Cependant, ajoute M. Pelouze, d'après l'avis de la Commission des Monnaies, qui se fonde sur des essais bien établis et qui se place au point de vue d'une fabrication soignée et régulière, on peut assurer qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter les limites de la tolérance fixée par la loi de 1864.

M. Escher, Directeur des Monnaies de la Confédération suisse, n'a pas à sa disposition des facilités d'appréciation aussi complètes que celles qui se trouvent à la Monnaie de Paris. Mais, s'il en juge par les résultats de plusieurs expériences, une tolérance un peu plus large serait justifiée. Il ne voit pas, toutefois, d'objection sérieuse contre la proposition de M. Pelouze.

M. Pratolongo rappelle qu'en Italie la loi de 1862 a fixé la tolérance à 3 millièmes ; on désire n'apporter aucun changement à cette disposition.

La Conférence décide le maintien de la tolérance de titre actuellement admise en France et en Italie pour la fabrication de la monnaie divisionnaire d'argent, soit 3 millièmes au-dessus et 3 millièmes au-dessous de 835 millièmes.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Pelouze expose le résultat des observations qu'il a faites relativement à la question du *frai*. Il a pu constater le degré d'usure auquel arrivent certaines pièces qui trouvent à se placer dans la circulation ; ainsi, des pièces de 2 francs, 1 franc et 50 centimes, qui ont perdu 3 pour cent de leur poids par le *frai*, conservent cependant de belles empreintes ; d'autres, qui ont perdu $\frac{4}{5}$ pour cent, ont encore des empreintes passables.

Si l'on tenait à donner une limite fixe à la tolérance du *frai*, on

pourrait adopter celle du 5 pour cent ; toute pièce divisionnaire qui aurait subi une déperdition de poids considérable, cesserait d'avoir cours. Mais, dans l'opinion de M. Pelouze, ce système a des inconvénients ; le plus sérieux serait d'éveiller inutilement les inquiétudes du public, qui, s'exagérant sans doute les conséquences d'une réduction de poids qu'il ne remarque même pas aujourd'hui, pourrait créer, par un contrôle trop désiant, une gêne fâcheuse dans la circulation des monnaies. M. Pelouze appuie donc la proposition du Gouvernement suisse, d'après laquelle ne se trouveraient exclues du cours légal que les pièces dont les empreintes seraient effacées. Ce terme, assez vague, laisserait, au public comme aux Gouvernements, une latitude d'appréciation qui paraît convenable.

M. Feer-Herzog ne trouverait pas équitable, ni logique, d'attribuer la même tolérance de frai à des pièces de valeurs diverses, qui ne s'usent pas avec une égale rapidité.

M. Fortamps appuie cette opinion : les pièces se dégradant d'autant plus vite qu'elles ont un moindre diamètre et une moindre épaisseur, il semblerait juste d'accorder aux pièces de 50 centimes une tolérance de frai plus élevée qu'à celles de 1 franc, et d'observer la même mesure entre les pièces de 1 et de 2 francs.

M. le Président ne s'explique pas la nécessité de cette distinction. Il n'aperçoit pas la convenance d'une stipulation qui modifierait, en lésant les intérêts du public, les conséquences naturelles de la diversité des monnaies. Ce sont, en effet, les Gouvernements qui déterminent le poids comme le diamètre des différentes pièces ; si les unes perdent plus facilement que les autres leur valeur intrinsèque, ceux qui reçoivent des paiements ne doivent pas avoir à supporter le déficit qui se produit ainsi dans la circulation monétaire ; c'est aux Gouvernements que revient le soin d'y pourvoir.

M. Pratolongo cite un article de la loi de 1862, d'après lequel on doit retirer de la circulation, en Italie, les pièces qui, par suite de l'usure, ont perdu plus de 3 millièmes de leur poids légal, ou dont l'empreinte est effacée. Il propose d'adopter cette alternative.

M. Pelouze fait observer que M. le Président a déjà, lors de la dernière séance, indiqué une combinaison semblable à celle qui vient d'être présentée par M. Pratolongo. Si, comme il est probable, la Conférence admet cette alternative, il conviendrait seulement, ajoute M. Pelouze, de modifier le chiffre italien de 3 pour cent, pour l'élever à 5, attendu que des pièces qui ont perdu 4 pour cent de leur poids conservent encore une empreinte suffisamment marquée.

Le chiffre de 5 pour cent est définitivement adopté, et la Conférence décide que l'on devra exclure également du cours légal les pièces dont les empreintes sont effacées.

A la suite d'une observation présentée par M. Julien, il est entendu que cette disparition des empreintes doit être constatée aussi bien sur la face que sur le revers de la pièce.

M. Escher demande si l'on ne pourrait pas convenir que la tolérance de poids serait plus ou moins grande, suivant le nombre d'années écoulées depuis le moment où la frappe a eu lieu.

M. le Président fait observer que la perte de poids s'individualise sur chaque pièce et varie suivant le plus ou moins d'activité de la circulation dont cette pièce a été l'objet.

M. Pratolongo signale, à cette occasion, un obstacle particulier qui se produirait de la part de l'Italie. Il a été décidé, par un arrêté royal, que toutes les pièces italiennes porteraient le millésime 1863, date de l'émission de la nouvelle monnaie à 835.

La Conférence, tout en écartant le système indiqué par M. Escher, émet le vœu que les pièces italiennes portent à l'avenir la date à laquelle elles ont été frappées. Il importe, en effet, que cette date soit connue d'une manière précise, comme moyen de contrôle, et surtout en vue du faux monnayage.

Après avoir constaté que la Conférence a maintenant épuisé l'examen de toutes les questions essentielles qu'elle avait pour mission de résoudre, M. le Président rappelle qu'il a été demandé si les pièces d'or de 50 et de 100 francs ne devraient pas être supprimées comme étant complètement inutiles.

A cet égard, M. Pelouze fait observer que, si ces pièces ne sont pas dans des conditions qui en rendent la circulation facile et générale, il convient cependant de ne pas les laisser entièrement disparaître, attendu qu'elles complètent le système monétaire adopté. En France, ajoute M. Pelouze, on ne frappe, du reste, que pour 10 000 francs de pièces de 50 et de 100 francs sur une émission de un million de monnaie d'or.

La Conférence se rallie à ces observations en faveur du maintien des pièces de 50 et de 100 francs en or.

M. le Président demande, ensuite, s'il n'y a pas à rechercher dans quelle proportion on est obligé d'accepter, dans les quatre États, les paiements en billon, et s'il n'existerait pas, à cet égard, des disparités trop grandes pour ne pas éveiller l'attention de la Conférence, bien qu'elle n'ait pas cru devoir s'occuper du billon en général.

Il est répondu que le billon a cours forcé dans les paiements, en France et en Suisse, jusqu'à concurrence de 5 francs; en Italie, jusqu'à 1 franc; en Belgique, jusqu'à 2 francs pour la monnaie de cuivre, et 5 francs pour la monnaie de nickel.

Il est reconnu qu'il n'y a pas à se préoccuper de ces différences.

M. le Président aurait regretté que la discussion sur le double étalon

n'eût pas été plus approfondie et plus détaillée, si les intentions divergentes des Gouvernements n'étaient pas apparues dès l'origine des délibérations.

M. Fortamps réplique qu'en effet, lorsqu'il a demandé, de concert avec M. Kreglinger, l'adoption du seul étalon d'or, c'était, non pas en vertu d'une pure doctrine économique, mais au nom du Gouvernement belge, qui, après avoir, il y a quelques années, désiré l'adoption de l'étalon unique d'argent, croit devoir aujourd'hui, en présence des faits accomplis, recommander l'étalon d'or.

M. Artom pense que le Gouvernement français ne refusera peut-être pas, d'après les vœux émis à cet égard par les autres États, de faire lui-même étudier spécialement l'importante question de l'unité d'étalon.

M. le Président ne verrait pas, quant à lui, de difficulté à ce que cet examen approfondi eût lieu au sein d'une Commission exclusivement française.

M. Feer-Herzog fait remarquer que, pour discuter cette question d'une manière assez complète, il faudrait y consacrer une séance entière.

M. Kern renouvelle la déclaration, qu'il a précédemment faite, des dispositions de la Suisse en faveur de l'étalon d'or. Il ajoute, cependant, que son Gouvernement, d'après l'infériorité relative du chiffre de la population suisse, ne croit pas devoir prendre à ce sujet l'initiative d'une réforme qui n'aurait pas été préalablement adoptée dans des pays limitrophes aussi peuplés que le sont la France et l'Italie.

Au point où en sont arrivés les travaux de la Conférence, il devient urgent, fait observer M. le Président, de savoir si les Gouvernements respectifs sont disposés à consacrer, dans un arrangement international, les résolutions arrêtées par la Conférence, sous quelle forme ils veulent les sanctionner, et à quels mandataires ils doivent confier la signature de l'acte à intervenir.

M. Herbet, en signalant la nécessité que tous les pouvoirs soient entre eux dans une parfaite conformité, rappelle que, par un sentiment de courtoisie, le Gouvernement de l'Empereur s'est déclaré prêt à suivre l'avis qui serait exprimé par les autres États.

M. Fortamps annonce, d'après une dépêche télégraphique qui vient de lui être remise, que le Gouvernement belge ne fera aucune difficulté d'envoyer ses pouvoirs aux Commissaires qui le représentent au sein de la Conférence, si les autres pays suivent la même marche.

MM. les Commissaires d'Italie attendent de leur Gouvernement une réponse qu'ils s'empresseront de communiquer à M. le Président.

M. Kern ne suppose pas que le Conseil fédéral trouve des obstacles

à donner ses pouvoirs aux Commissaires suisses. Il se demande seulement si son Gouvernement ne tiendra pas à connaître préalablement le texte même du projet de convention qu'il s'agirait de sanctionner, et qui modifierait le régime adopté dans la Confédération.

M. le Président répond que MM. les Commissaires suisses pourraient recevoir leurs pleins pouvoirs, sous la condition de ne s'en servir qu'autant que l'arrangement à conclure aurait été approuvé à Berne. Mais il importe, dans la pensée de M. de Parieu, qu'il ne subsiste dès à présent aucun doute au sujet de ces pouvoirs; c'est, en effet, d'après la solution de cette question que la Conférence mesurera la véritable portée de sa mission. Si l'entente ne s'établissait pas à cet égard, on devrait probablement se borner à constater, dans un simple résumé inséré au procès-verbal de clôture, les décisions adoptées par MM. les Commissaires.

A la suite de ces observations, la Conférence s'ajourne au mercredi 6 décembre.

La séance est levée à quatre heures.

Signé : FORTAMPS

E. DE PARIEU

PELOUZE

ED. HERBET

JULIEN

ARTOM

PRATOLONGO

KERN

FEER-HERZOG

ALBERT ESCHER.

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,

CLAVERY.

QUATRIÈME SÉANCE.

Mercredi, 6 décembre 1865.

Présidence de M. de Parieu.

Étaient présents MM. les Commissaires qui assistaient à la troisième réunion.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie, pour la quatrième fois, au Ministère des Affaires Étrangères, le mercredi 6 décembre, à onze heures, sous la présidence de M. de Parieu.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

M. le Président demande à MM. les Commissaires s'ils ont reçu de leurs Gouvernements respectifs les réponses qu'ils attendaient relativement à la signature et à la forme de l'arrangement projeté.

M. Kern présente des pleins pouvoirs qui l'autorisent, de même que M. Feer-Herzog et M. Escher, à signer, au nom de la Suisse, une Convention monétaire avec les délégués de la Belgique, de la France et de l'Italie.

M. Artom a été officiellement informé que son Gouvernement était prêt à munir les Commissaires italiens de pleins pouvoirs dont la signature subira seulement un retard de quelques jours, S. M. le Roi d'Italie ne résidant pas en ce moment à Florence.

M. Fortamps rappelle que, dans la dernière séance, il a déclaré que le Gouvernement belge donnerait sans difficulté des pleins pouvoirs aux Commissaires qui le représentent au sein de la Conférence, si les autres Gouvernements manifestaient la même intention. Il a donc tout lieu de croire que les pouvoirs nécessaires lui seront délivrés, ainsi qu'à M. Kreglinger.

M. Herbert a déjà fait connaître à la Conférence que le Gouvernement de l'Empereur se rallierait à l'avis des trois autres États. Il ajoute que les membres de la Conférence appelés à signer la Convention ne font pas tous partie du Corps diplomatique, et que, par suite, ils seront désignés conformément à l'usage, sous le titre de Commissaires plénipotentiaires.

M. le Président, après avoir constaté l'entente qui s'est heureusement établie quant à la forme de l'acte à intervenir, fait observer qu'il conviendrait, dès lors, de préparer sans retard un projet de Convention qui reproduirait, sous la forme de stipulations internationales, les résolutions adoptées par la Conférence. Il propose de confier ce travail à une Sous-Commission dans laquelle chaque État serait représenté par un de ses Commissaires.

Cette proposition étant accueillie, il est convenu que MM. Fortamps, Pelouze, Artom et Feer-Herzog se réuniront, le 8 décembre, chez M. de Parieu, et soumettront à la Conférence le projet de Convention qu'ils auront élaboré.

A la suite de quelques observations présentées par M. Fortamps et par M. Artom, la Conférence décide que, pour déterminer la quantité de monnaie divisionnaire d'argent dont l'émission sera autorisée dans chacun des quatre pays, on ne se bornera pas à recueillir, sur le nombre de leurs habitants, les données statistiques, fournies par

les derniers recensements, qui remontent à des dates plus ou moins éloignées; on devra tenir compte également de l'accroissement de population qui se sera produit depuis lors et qu'il sera possible d'évaluer d'après la progression constatée pour les périodes antérieures.

M. Pelouze fait remarquer que la question de la tolérance du frai n'a pas été réglée relativement aux pièces d'or. Le chiffre de 5 pour cent, adopté pour la monnaie divisionnaire d'argent, ne saurait effectivement s'appliquer à la monnaie d'or, qui se trouve dans des conditions différentes : cette dernière s'use moins vite, circule moins activement, est admise sur la plupart des marchés étrangers, où elle obtient un placement d'autant plus facile que sa valeur intrinsèque est rapprochée de sa valeur nominale. Il est donc essentiel de ne pas laisser dans la circulation des pièces d'or qui aient perdu une partie trop sensible de leur poids légal. Dans l'opinion de M. Pelouze, qui est également celle de la Commission des Monnaies, la tolérance du frai ne devrait pas être de plus de $1/2$ pour 100 au-dessous des tolérances de poids accordées à la fabrication des différentes pièces d'or.

M. Fortamps appuie cette opinion. Il se demande même s'il ne conviendrait pas de stipuler que les pièces d'or seraient démonétisées, dès que leur poids droit se trouverait altéré. Cette mesure, que justifieraient les motifs indiqués par M. Pelouze, aurait, de plus, l'avantage d'être conforme à ce qui se pratique en Angleterre; elle pourrait donc faciliter une équation bien désirable entre le napoléon et la livre sterling.

La Conférence décide que le chiffre de $1/2$ pour 100 sera celui de la tolérance du frai pour la monnaie d'or.

La discussion de ces points particuliers étant terminée, M. Herbet désire soumettre à la Conférence une réflexion que lui suggèrent les idées et les tendances qui se sont manifestées dans le cours des délibérations.

Les travaux de la Conférence ont pour but immédiat, celui d'établir entre les quatre États l'uniformité des pièces divisionnaires d'argent. Quelque modeste que soit cette tâche, elle satisfera cependant à un intérêt essentiel en mettant un terme à la disparition anormale de la monnaie fractionnaire qui peut seule pourvoir aux nécessités des petites transactions. Mais, si la Conférence n'a pas perdu de vue la limite qui lui était tracée, il ne lui est sans doute pas interdit de regarder au delà et de considérer un intérêt plus général et plus élevé; la question de l'uniformité du système monétaire européen est, du reste, venue se placer d'elle-même au milieu des délibérations, et sans avoir été l'objet d'un examen spécial, elle n'en a pas moins ma-

nifesté son influence ; c'est elle, par exemple, qui a contribué à faire disparaître, avec une facilité inespérée, les obstacles que devait créer à une entente la diversité de titre des monnaies déjà émises dans les quatre États ; c'est à elle également que l'on doit, en partie, l'adoption de règles communes pour la fabrication des monnaies d'or ; enfin, elle se trouvait étroitement liée à la question de l'unité d'étalon, en faveur de laquelle la Belgique, l'Italie et la Suisse se sont prononcées avec une si remarquable unanimité.

Ne conviendrait-il pas, dès lors, que la Conférence, sans s'écarter de sa mission, fît connaître, par un vœu formellement exprimé, qu'elle espère voir l'union monétaire, aujourd'hui restreinte à quatre pays, devenir le germe d'une union plus vaste et plus féconde entre tous les États civilisés.

M. Herbet ne doute pas que cette motion ne réponde aux vues des divers Gouvernements représentés dans la Conférence ; il croit pouvoir ajouter qu'elle serait accueillie avec satisfaction par le Gouvernement de l'Empereur, et qu'elle ne serait pas inutile pour provoquer, à l'étranger comme en France, des études sur le problème de l'uniformité monétaire. Une question d'un si grand intérêt ne doit plus être abandonnée aux seuls travaux spéculatifs, dès qu'il est possible d'en entrevoir la solution pratique.

M. Fortamps donne son entière adhésion à la proposition de M. Herbet.

M. le Président exprime la pensée que la Conférence ne peut manquer de s'associer avec empressement à cette motion qui, on doit l'espérer, ne restera pas stérile. Grâce à la solidarité qui existe entre les intérêts économiques, chaque peuple, en présence des avantages déjà réalisés, comprend de plus en plus la nécessité de supprimer successivement les entraves que rencontrent encore les relations internationales ; l'une des plus onéreuses et des plus gênantes résulte assurément de cette diversité de monnaies qui multiplie les variations du change. L'idée de l'unification des systèmes monétaires fait donc chaque jour de nouveaux progrès. C'est ainsi, ajoute M. de Parieu, qu'une correspondance de Rome, insérée ce matin au *Moniteur*, signale une crise monétaire dans les États Pontificaux et indique, comme devant être le meilleur remède, une refonte de la monnaie romaine pour la rendre semblable aux types français et italien, qui lui font concurrence.

La Conférence adopte, à l'unanimité, la motion qui lui a été soumise.

Elle s'ajourne, ensuite, jusqu'au moment où le travail de la Sous-Commission pourra être présenté à son examen.

La séance est levée à 1 heure.

Signé : FORTAMPS

E. DE PARIEU

PELOUZE

ED. HERBET

JULIEN

ARTOM

PRATOLONGO

KERN

FEER-HERZOG

ESCHER.

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,

CLavery.

CINQUIÈME SÉANCE.

Jeudi, 21 décembre 1865.

Présidence de M. de Parieu.

Étaient présents MM. les Commissaires, à l'exception de M. Herbert, de M. Kreglinger et de M. Escher.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie, pour la cinquième fois, le jeudi 21 décembre à onze heures, au Ministère des Affaires Étrangères, sous la présidence de M. de Parieu.

M. le Président exprime à la Conférence les regrets de M. Herbert qu'une indisposition empêche de se rendre à la réunion.

M. Fortamps présente les excuses de M. Kreglinger qu'un motif semblable oblige à ne pas venir à la séance.

M. Kern annonce également que M. Escher, directeur de la Monnaie fédérale, a le regret d'être retenu à Berne par des nécessités de service.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

M. le Président soumet à la Conférence l'avant-projet de convention élaborée par la Sous-Commission qui avait été formée dans la précédente réunion.

Comme le remarqueront MM. les Commissaires, cet avant-projet reproduit, sous la forme de stipulations internationales, les résolutions que la Conférence avait successivement adoptées; il s'en écarte

successivement sur deux points : 1° il maintient dans la circulation les pièces de 20 centimes; 2° il fixe à 50 francs le cours légal des monnaies d'appoint. La Sous-Commission est d'ailleurs prête à donner à la Conférence toutes les explications qui seraient jugées nécessaires sur les diverses clauses insérées dans l'avant-projet.

M. le Président propose donc d'examiner ce document article par article.

Cette marche étant adoptée, M. de Parieu donne lecture du préambule, dont les termes suivent :

« S. M. le Roi des Belges, S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération Suisse, également animés du désir d'établir une plus complète harmonie entre leurs législations monétaires, de remédier aux inconvénients qui résultent, pour les communications et les transactions entre les habitants de leurs États respectifs, de la diversité du titre de leurs pièces divisionnaires d'argent, et de contribuer, en formant entre eux une union monétaire, aux progrès de l'uniformité des poids, mesures et monnaies, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Commissaires plénipotentiaires, savoir :

« S. M. le Roi des Belges, etc., etc. ;

« S. M. l'Empereur des Français, etc., etc. ;

« S. M. le Roi d'Italie, etc., etc. ;

« La Confédération Suisse, etc., etc. ;

« lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants : »

Ce préambule est adopté, après que, sur la proposition de M. Julien, les mots *Pièces divisionnaires d'argent* ont été remplacés par ceux-ci : *monnaies d'appoint en argent*, qui paraissent préférables. En France, notamment, fait observer M. Pelouze, le franc, étant l'unité monétaire, ne saurait être considéré comme pièce divisionnaire.

Sous ce rapport, M. Feer-Herzog aurait désiré, conformément aux instructions du Conseil fédéral, que l'on employât l'expression monnaie *fiduciaire* ou monnaie de *crédit*. Il émet l'avis que, si cette déclaration n'est pas faite expressément, il résultera, du maintien de la pièce de 5 francs en argent au titre de 900 millièmes, l'impression générale que le Traité donne une nouvelle consécration au principe du double étalon. Or, cette conséquence serait en opposition avec les opinions formellement exprimées par la Suisse, la Belgique et l'Italie.

M. le Président rappelle que la Conférence excéderait peut-être ses pouvoirs en prenant une décision sur la question du double étalon, qu'elle a rencontrée au milieu de ses délibérations mais qu'elle n'était pas appelée à résoudre. Elle doit donc se borner à désigner, le plus

exactement possible, les pièces d'argent dont elle a pour mission d'unifier les titres. L'expression monnaie d'*appoint* paraît d'ailleurs préférable à celle de monnaie de *crédit*, attendu que les pièces en question ont une valeur intrinsèque réelle bien supérieure à celle que le crédit peut leur donner, et que, de plus, ces pièces servent d'*appoint* aux monnaies d'or.

Après ces observations, accueillies par la Conférence, il est passé à l'examen de l'article premier.

« Art. 1^{er}. — La Belgique, la France, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours, entre les caisses publiques, de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

« Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États. »

Sur l'observation de M. Kern, les mots *entre les caisses publiques* sont supprimés. Ils donnaient une portée trop restreinte à la Convention, qui, tout en respectant la liberté des transactions privées, a évidemment pour but d'établir le même régime de circulation dans les quatre pays, non-seulement entre les Trésors respectifs, mais entre les nationaux de ces mêmes États.

L'article est voté sans autre changement.

« Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer ou laisser fabriquer à leur empreinte aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES	POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
	POIDS DROIT	TOLÉRANCE DE TITRE TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DE TITRE TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	
Or	100 fr.	32 gr. 258,06	900 millièmes	2 millièmes.	35 millimètres.
	50 »	16 » 129,03			28 id.
	20 »	6 » 451,61			21 id.
	10 »	3 » 225,80			19 id.
	5 »	1 » 612,90			17 id.

« Elles admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un

« ou dans l'autre des quatre États, sous réserve, toutefois, d'exclure
 « les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de demi pour
 « cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou dont les em-
 « preintes auraient disparu. »

M. Pratolongo demande que la tolérance de poids des pièces de 50 francs soit réduite de 2 millièmes à 1 millième, et celle des pièces de 10 francs de 2,5 millièmes à 2 millièmes. Ce sont les chiffres adoptés en Italie, et ils paraissent satisfaire aux exigences de la fabrication.

M. Pelouze, qui a pris l'avis de la Commission des Monnaies, ne fait aucune difficulté d'admettre ces deux modifications, qui sont adoptées par la Conférence.

M. Fortamps émet l'opinion que la tolérance du titre des monnaies d'or est fixée trop largement à 2 millièmes. Il serait désirable que cette latitude fût restreinte, les liquations étant presque nulles pour les monnaies d'or, qu'il importe de fabriquer dans les meilleures conditions. Seulement M. Fortamps reconnaît des difficultés à ce que cette mesure puisse recevoir une application immédiate; il n'en fera donc pas l'objet d'une demande formelle; mais il exprime le vœu qu'une réserve expresse dans ce sens soit mentionnée au procès-verbal, afin d'appeler l'attention des Gouvernements sur ce point.

M. Pelouze s'associe avec empressement à l'opinion de M. Fortamps. A mesure que la fabrication des monnaies se perfectionne, il convient, en effet, d'exiger une rectitude de plus en plus grande dans les pièces mises en circulation. Mais M. Pelouze pense, de même que M. Fortamps, qu'il ne serait pas possible, dans l'état actuel des choses, de réduire la tolérance de titre pour les pièces d'or.

La Conférence décide que la réserve proposée par M. Fortamps sera insérée au présent procès-verbal.

« Art. 3. — Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabri-
 « quer de pièces d'argent de 5 francs, que dans les poids, titre, tolé-
 « rance et diamètre déterminés ci-après : »

POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
POIDS DROIT.	TOLÉRANCE DE POIDS TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DE TITRE TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	
25 grammes.	3 millièmes.	900 millièmes.	2 millièmes.	37 millimètres.

« Ils recevront réciproquement lesdites pièces dans leurs caisses
 « publiques, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été

« réduit, par le frai de 1 pour cent au-dessous de la tolérance ci-dessus, ou dont les empreintes auraient disparu. »

Après une observation de M. Pelouze, qui considère la tolérance de titre de 2 millièmes comme indispensable pour les pièces de 5 francs en argent, dans lesquelles les liquidations sont fréquentes, l'article 3 est adopté.

« Art. 4. Les Hautes Parties contractantes ne fabriqueront désormais de pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes, que dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre, déterminés ci-après :

NATURE DES PIÈCES	POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
	POIDS DROIT	TOLÉRANCE DE POIDS TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DE TITRE TANT EN DEHORS QU'EN DEDANS	
ARGENT	2 fr. »	10 gr. »	835 millièmes	3 millièmes.	27 millimètres.
	1 » »	5 » »			23 id.
	0 » 50	2 » 50			18 id.
	0 » 20	1 » »			15 id.

« Ces pièces doivent être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou lorsque leurs empreintes auront disparu. »

M. Fortamps n'a pas d'objection à formuler contre cet article; mais il demande à soumettre, dès à présent, à la Conférence une observation qui concerne le mode d'essai des pièces frappées dans les conditions de l'article 4.

D'après la loi française de l'an XI, on devait faire l'essai par pièces isolées; on a maintenu ce système en Belgique, mais il n'en est pas de même en France, au moins pour la monnaie d'appoint, dont la vérification se fait sur une série de pièces. M. Fortamps verrait un avantage réel, en même temps qu'une satisfaction de logique, à ce que l'uniformité, quant au mode d'essai, fût établie dans les quatre États.

M. Pelouze reconnaît la justesse de ces observations; il ajoute que, pour les pièces de 5 francs en argent, la vérification se fait toujours par pièce, mais qu'il ne serait pas possible d'appliquer un contrôle aussi minutieux à la petite monnaie.

M. Kern regrette que les pièces de 20 centimes aient été rétablies dans l'avant-projet; elles ne sont pas fabriquées en Suisse, où elles paraissent avantageusement suppléées par la monnaie de nickel. Il insiste donc, au nom de son Gouvernement, pour la suppression de cette pièce fractionnaire.

M. Artom fait observer qu'en Italie le régime de la monnaie de billon n'a pas encore été déterminé, et que, de plus, la suppression des pièces de 20 centimes en argent produirait entre la pièce d'argent de 50 centimes et la pièce de cuivre de 10 centimes une lacune dont les inconvénients seraient vivement sentis dans ce pays où la pièce de 20 centimes est d'un usage très-fréquent. Il faudrait, au moins, ajourner cette mesure jusqu'à ce que l'Italie et la France aient pu s'entendre, s'il y a lieu, au sujet de la fabrication d'un billon intermédiaire.

M. Feer-Herzog croit devoir insister pour faire disparaître, dès à présent, cette monnaie fractionnaire que la Suisse et la Belgique ne fabriquent pas, et que la France et l'Italie semblent considérer comme provisoire.

M. Pelouze répond que les pièces de 20 centimes, sans être, en France, d'un usage aussi répandu qu'en Italie, satisfont cependant à certaines convenances du public; pour le moment, il est vrai, on n'a l'intention d'en frapper, en France, qu'une faible quantité, et il n'en existe dans la circulation que pour 80 000 francs au nouveau titre; mais, dans telle ou telle circonstance, des exigences plus grandes peuvent se produire.

M. Fortamps fait observer qu'il s'agit seulement d'une faculté d'émission, et que, par conséquent, la Belgique et la Suisse restent libres de restreindre leur fabrication aux autres pièces d'argent.

M. le Président émet l'opinion que cette petite monnaie n'est guère susceptible de s'exporter en quantités assez considérables pour que l'on doive craindre son invasion dans les États qui n'en veulent pas.

M. Artom, s'associant à ces observations, ajoute qu'en présence de l'utilité des pièces de 20 centimes en Italie, leur suppression rencontrerait certainement la plus vive opposition au sein du Parlement, qui peut-être serait amené à rejeter la Convention.

La Conférence décide que les pièces de 20 cent. restent comprises dans le projet d'arrangement.

Sur la demande de M. Pratolongo, elle adopte en outre, pour les mêmes pièces, au lieu du diamètre de 15 millimètres, celui de 16 millimètres, suivant lequel elles sont frappées en Italie.

M. Pelouze déclare n'y voir aucun inconvénient.

« Art. 5. Les pièces d'argent de 2 fr., de 1 fr., de 0 50 cent. et de « 0 20 cent. fabriquées dans des conditions différentes de celles qui

« sont indiquées en l'article précédent devront être retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

« Ce délai est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1878 pour les pièces de 2 fr. et de 1 fr., émises en Suisse en vertu de la loi du 31 janvier 1860. »

Cet article est adopté sans discussion.

« Art. 6. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal entre les particuliers de l'État qui les aura fabriquées, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement.

« L'État qui les aura mises en circulation les recevra de ses régnicoles sans limitation de quantité. »

Sur la proposition de M. Kern, le mot *nationaux* est substitué, dans le second paragraphe, à celui de *régnicoles*.

L'article est adopté avec cette seule modification.

« Art. 7. Les caisses publiques de chacun des quatre pays acceptent les monnaies d'argent fabriquées par les autres États contractants conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de 50 fr. pour chaque paiement fait auxdites caisses.

« Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses de 2 fr. et de 1 fr., émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860;

« Le tout, sous les réserves indiquées dans l'article 4 relativement au frais. »

M. Feer-Herzog présente deux observations.

La première est relative à la limitation de la somme des monnaies d'appoint que les caisses publiques sont obligées de recevoir dans chaque paiement. D'après l'opinion que M. Feer-Herzog exprime au nom de son Gouvernement, aucune limite ne devrait être fixée; ce serait conforme à l'esprit de la convention, qui tend à nationaliser en quelque sorte les nouvelles pièces dans chacun des quatre pays. Si cette disposition devait rencontrer de trop sérieuses difficultés de la part des autres États, la Suisse demanderait, tout au moins, que le chiffre maximum de 50 fr. pour chaque paiement fait dans les caisses publiques fût élevé à 100 fr. Il ne s'agit pas ici, fait remarquer M. Feer-Herzog, d'un intérêt particulier à la Suisse; il s'agit de donner au commerce des États contractants une facilité nécessaire pour l'écoulement de ses monnaies fractionnaires.

La seconde observation concerne l'assimilation, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, des pièces suisses de 2 fr. et de 1 fr., frappées en vertu de la loi fédérale du 31 janvier 1860. Cette assimilation, admise par la Conférence, ne semble pas énoncée dans l'article 7 d'une manière suffisamment explicite.

M. le Président ne voit aucune difficulté à donner satisfaction, sur ce dernier point, au désir de MM. les Commissaires suisses.

Quant à élever le chiffre de 50 fr. jusqu'à 100 fr., il ne semble pas nécessaire d'introduire dans l'article cette modification, dont l'inconvénient serait de rompre l'harmonie qui existe, sous ce rapport, entre les premiers paragraphes des articles 6 et 7. On s'expliquerait peut-être difficilement pourquoi les caisses publiques seraient astreintes à recevoir une plus grande quantité de cette monnaie d'argent que ne le sont les particuliers entre eux. La limite de 50 fr. est celle qui est acceptée en Angleterre, même par les caisses publiques de l'État qui a frappé les monnaies.

M. Artom appuie l'adoption pure et simple du chiffre de l'avant-projet.

M. Fortamps ne verrait pas d'inconvénient, en ce qui concerne la Belgique, à admettre le chiffre de 100 fr., proposé par MM. les Commissaires suisses. On le justifierait par le désir même qui anime les Gouvernements contractants de faciliter la circulation monétaire entre les quatre États.

M. Kern croit devoir insister, à cette occasion, pour que l'obligation d'accepter les monnaies d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4, ne soit pas imposée seulement aux caisses publiques, mais aux particuliers. Une clause de ce genre a été insérée dans l'article 8 de la Convention monétaire austro-allemande du 24 janvier 1857.

L'arrangement projeté, ajoute M. Kern, n'a-t-il pas pour but de faire jouir du même crédit et des mêmes droits toutes les pièces de l'Union? Si, par exemple, un particulier refusait, en France, d'accepter un paiement en monnaie légale, ne s'exposerait-il pas à des pénalités? Pourquoi, dès lors, ne pas admettre la même sanction vis-à-vis des pièces étrangères fabriquées dans des conditions semblables?

M. Kern ne cherchera pas, du reste, à dissimuler à la Conférence l'intérêt particulier que la Suisse trouverait à l'insertion d'une clause de ce genre. Les pièces de ce pays émises au titre de 800 millièmes ont été discréditées par les mesures d'exclusion adoptées contre elles; le Gouvernement fédéral doit attacher un prix tout spécial à ce que cette monnaie soit protégée contre les contestations.

M. le Président répond que cette immixtion de l'État dans les paiements en monnaies étrangères ne saurait être acceptée en France. On y verrait, à juste titre, une atteinte à la liberté des transactions. Il faudrait, d'ailleurs, comme le fait observer M. Artom, établir des pénalités uniformes dans les quatre États, et ce serait là une disposition qui ne saurait trouver place dans l'acte diplomatique que l'on prépare en ce moment.

Quant à l'exemple du Traité austro-allemand, continue M. le Président, il ne paraît pas devoir s'appliquer à la situation dans laquelle les quatre pays contractants sont respectivement placés. On ne saurait perdre de vue qu'en dehors de l'assimilation qu'il s'agit de créer entre leurs monnaies, ces États ne sont unis par aucun pacte analogue à celui qui existe entre les différents membres de la Confédération germanique, qui ont renoncé réciproquement à certains attributs de souveraineté. Il est, du reste, à remarquer que, dans le Traité austro-allemand (article 14, dernier paragraphe) le cours obligatoire des monnaies d'appoint est limité à une valeur extrêmement faible, soit 1/4 de florin.

La Conférence, consultée par M. le Président, décide le maintien pur et simple des mots *caisses publiques*.

Elle admet, ensuite, le chiffre de 100 fr., demandé par MM. les Commissaires suisses, comme limite extrême de chaque paiement fait aux caisses publiques de chacun des quatre pays en monnaie d'argent des autres États contractants. Pour mieux préciser le sens de cette clause, qui autorise un particulier, non pas à verser à la fois 100 fr. de la monnaie d'appoint d'un pays et 100 fr. de la monnaie d'un autre, mais seulement à verser 100 fr. de monnaie d'appoint étrangère sans distinction d'origine, il est, d'ailleurs, convenu, sur la proposition de M. Julien, que l'on indiquera que ces monnaies d'argent pourront avoir été fabriquées *par un ou plusieurs* des autres États contractants.

Enfin, la Conférence adopte, pour le second § de l'art. 7, la rédaction suivante qui lui est soumise par M. le Président, et qui satisfait au vœu de MM. les Commissaires suisses quant au traitement garanti aux pièces fédérales frappées depuis 1860 :

« Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses de 2 fr. et de 1 fr., émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860, et qui seront assimilées, sous tous les rapports, pendant la même période, aux pièces fabriquées dans les conditions de l'art. 4.

« Art. 8. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à re-
« prendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États
« les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises, et à les échanger
« contre une égale valeur en monnaie courante (pièces d'or ou pièces
« de 5 fr. argent), à condition que la somme présentée à l'échange
« ne sera pas inférieure à 100 fr. Cette obligation sera prolongée pen-
« dant deux années à partir de l'expiration du présent Traité. »

Cet article est adopté sans autre modification que la substitution des mots *monnaies d'appoint en argent* à ceux de *monnaies division-*

naires d'argent, ainsi qu'il a été convenu lors de la rédaction du préambule.

Avant de passer à l'examen de l'art. 9, et à la suite d'observations présentées par M. Kern et M. Feer-Herzog, il est, d'ailleurs, entendu que l'obligation, pour chaque Gouvernement, de rembourser, en monnaie courante, les monnaies d'appoint qu'il a émises, ne concernera que le solde restant à payer, après que la compensation aura été faite entre les sommes à échanger de Gouvernement à Gouvernement.

Il est, en outre, convenu, à la demande de M. Feer-Herzog, que des mesures seront prises par les Administrations des divers États pour que ces échanges puissent s'effectuer dans des caisses publiques voisines des frontières.

M. Feer-Herzog exprime également l'opinion que l'on pourrait supprimer de cet article les mots : *des particuliers*, afin de remettre aux seules caisses publiques le soin d'effectuer ces opérations. Mais cette proposition n'est pas accueillie par la Conférence, parce que, malgré son caractère logique jusqu'à un certain point, elle aurait cependant pour résultat de faire disparaître une faculté utile à la libre circulation des monnaies étrangères d'un pays à l'autre.

« Art. 9. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 0, 50 centimes et de 0, 20 centimes, dans les conditions indiquées par l'art. 4, que pour une valeur correspondant à 6 francs par habitant.

« Le chiffre est fixé :

« Pour la Belgique à	30000 000 fr.
« Pour la France à	228000 000 »
« Pour l'Italie à	134000 000 »
« Pour la Suisse à	16000 000 »

« Sont imputées sur les sommes ci-dessus, que les Gouvernements ont le droit de frapper, les valeurs déjà émises :

« Par la France, en vertu de la loi du 25 mai 1864, en pièces de 0 franc 50 centimes et de 0 franc 20 centimes pour 16 millions de francs ;

« Par l'Italie, en vertu de la loi du 24 août 1862, en pièces de 2 francs, 1 franc, 0 franc 50 centimes et 0 franc 20 centimes pour 100 millions de francs ;

« Par la Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860, en pièces de 2 francs et de 1 franc pour 10 500 000 francs. »

M. Kern rappelle que, dans une séance précédente, il avait émis la pensée qu'une réserve pourrait être formulée dans cet article, à l'effet de permettre aux Gouvernements de s'entendre avant l'expiration de

la présente Convention, pour augmenter, s'ils le jugeaient convenable, le maximum de leurs émissions de monnaies d'argent.

M. Pelouze verrait un très-sérieux inconvénient à ne pas fixer, dès à présent, un chiffre définitif, pour un laps de temps assez prolongé. On ne doit pas laisser supposer que les Gouvernements auraient l'intention de changer fréquemment la quotité de leurs monnaies d'appoint, et de renouveler ces émissions intéressées de monnaies contre lesquelles se sont élevées jadis de si justes et si vives protestations.

M. Fortamps désirerait que l'on maintînt la base de 6 francs par habitant. Il rappelle qu'en France, ce chiffre n'a pas encore été atteint, puisqu'il n'a pas été émis plus de 214 millions de monnaies d'appoint et que 160 millions environ sont restés en circulation.

M. Pelouze reconnaît qu'en fait, il est peu probable que l'on ait intérêt à fabriquer plus de 6 francs par tête, mais il regarde comme nécessaire de se réserver la faculté d'atteindre pleinement ce chiffre.

M. Artom déclare, en ce qui concerne l'Italie, que, lors de la discussion de la nouvelle loi monétaire, on a hésité, dans les Assemblées italiennes, entre 6 francs et 7 francs; on a fini par recommander au Gouvernement de faire frapper pour 150 millions de monnaie d'appoint. Le Gouvernement italien désirerait ne pas s'écarter trop sensiblement de ce chiffre de 150 millions de francs.

M. Feer-Herzog dit que le Conseil fédéral verrait avec satisfaction que le chiffre de 6 francs fût dépassé et porté, s'il se peut, à 7 francs. Il fait observer que, dans ce moment, il existe en Suisse et en Belgique une monnaie de nickel que l'on voudra, peut-être, un jour, remplacer par de la monnaie d'argent.

M. le Président soumet à la Conférence une proposition qui lui paraît de nature à constituer une transaction satisfaisante entre les diverses demandes. Il s'agirait de maintenir la base de 6 francs par habitant, et de multiplier par ce chiffre non pas celui de la population actuelle, mais celui de la population présumée de chaque État lors de l'expiration du Traité, c'est-à-dire au 31 décembre 1879. Le résultat de cette opération donnerait la somme de monnaies d'appoint dont l'émission serait autorisée.

Pour obtenir le nombre très-approximatif des habitants de chacun des quatre pays, au 31 décembre 1879, il suffirait, du reste, de prendre le chiffre officiel du dernier recensement, d'y ajouter le montant probable de l'accroissement de population qui a dû se produire dans chaque État, suivant les observations statistiques qui lui sont propres, depuis ce recensement jusqu'au 31 décembre 1865; enfin d'augmenter d'un vingtième le total ainsi obtenu. Ce chiffre d'un vingtième, ajoute M. de Parieu, représentera l'accroissement présumé de la population,

pendant la durée de la Convention, c'est-à-dire pendant quinze ans ; il est le plus faible que l'on puisse adopter ; c'est celui de la progression qui a été observé en France, et le chiffre correspondant est plus élevé dans les trois autres États.

M. le Président rappelle, en outre, qu'il a déjà été convenu que les fractions de millions seraient converties en millions dans les comptes définitifs.

Cette proposition réunit l'assentiment de tous les Commissaires.

Les calculs sont opérés immédiatement, et ils donnent les résultats suivants :

PAYS	POPULATION PRÉSUMÉE AU 31 DÉCEMBRE 1865	ACCROISSEMENT D'UN 20 ^{ME} DE LA POPULATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1879	TOTAL DE LA POPULATION PRÉSUMÉE AU 31 DÉCEMBRE 1879	VALEUR QUE LES GOUVERNEMENTS PEUVENT FRAPPER EN MONNAIES D'APPOINT A RAISON DE 6 ^{FR} PAR HABITANT ET EN COMPLÉTANT LE MILLION
Belgique.	4 988 129	249 406	5 237 535	32 000 000
France.	37 924 065	1 896 203	39 820 268	239 000 000
Italie.	22 256 045	1 112 302	23 368 347	141 000 000
Suisse.	2 569 489	128 474	2 697 963	17 000 000

Le 2^e paragraphe de l'art. 9 est, en conséquence, modifié ainsi qu'il suit :

« Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués
« dans *chaque État* et de l'accroissement de la population jusqu'à l'ex-
« piration du présent Traité, est fixé :

» Pour la Belgique à 32 000 000 fr.
« Pour la France à 239 000 000 »
« Pour l'Italie à 141 000 000 »
« Pour la Suisse à 17 000 000 »

M. de Parieu fait observer que les calculs relatifs à la France sont établis sur les chiffres de la population des 89 départements, mais que la population algérienne et coloniale n'y est point comprise. Il regarde, toutefois, le chiffre de 239 millions de francs comme suffisant, quant à présent. Mais il désirerait qu'il fût entendu, dès maintenant, que si cette somme était reconnue insuffisante pendant la durée de la Convention par suite des besoins de cette population additionnelle,

une modification pût être apportée au chiffre fixé pour la France. Les conséquences éventuelles de cette réserve seraient déduites ultérieurement d'accord avec les trois autres États contractants.

Il n'est pas fait d'objection à cette réserve.

« Art. 10. Le millésime de fabrication sera inscrit désormais sur les « pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre États. »

Cet article est adopté sans discussion.

« Art. 11. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies divisionnaires, enfin toutes les dispositions et tous les documents administratifs aux monnaies. »

M. Kern demande que l'on détermine les conditions d'un contrôle réciproque entre les Gouvernements pour assurer l'exécution rigoureuse des dispositions de l'arrangement projeté. Une clause de cette nature, pense M. Kern, ne saurait éveiller la susceptibilité des États, puisqu'elle aurait un caractère général. La convention allemande du 24 janvier 1857 contient à cet égard, dans son art. 12, des engagements que le Conseil fédéral désirerait voir introduire dans le Traité actuellement en discussion.

M. Fortamps déclare que son Gouvernement n'admettrait pas, en toute hypothèse, qu'un agent étranger vint exercer un contrôle sur la fabrication des espèces monnayées de Belgique.

M. de Parieu et M. Pelouze font la même objection en ce qui concerne la France, et M. le Président rappelle l'observation qu'il a précédemment faite relativement à la constitution particulière de la Confédération germanique.

M. Artois émet l'opinion que l'on ne peut exiger un plus complet engagement que celui qui est inscrit au dernier paragraphe de l'article 4, d'après lequel les pièces d'appoint doivent être refondues par les Gouvernements qui les ont émises, lorsqu'elles sont de 5 pour 100 au-dessous des tolérances ou lorsque leurs empreintes ont disparu.

La Conférence décide qu'il n'est pas possible d'admettre un contrôle direct entre les Gouvernements, mais que ces derniers devront « se « donner avis de tous les faits qui intéresseront la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent. »

Cette rédaction est insérée, comme second paragraphe, dans l'article 11.

Le mot *divisionnaire* est supprimé comme restreignant, sans motif suffisant, la portée des communications que les Administrations des États contractants doivent se faire périodiquement en exécution du présent article.

« Art. 12. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé

« à tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait
« le système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or
« et d'argent. »

Adopté sans observations.

« Art. 13. L'exécution des engagements réciproques contenus dans
« la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à
« l'accomplissement des formalités et règles établies par les constitu-
« tions de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en
« provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus
« bref délai possible. »

Adopté sans observations.

« Art. 14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au
« 1^{er} janvier 1880. Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée,
« elle demeurera obligatoire de plein droit pendant une nouvelle pé-
« riode de quinze années, et ainsi de suite, de quinze ans en quinze
« ans, à défaut de dénonciation. »

Adopté sans observations.

« Art. 15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications
« en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si
« faire se peut.

« En foi de quoi, les Commissaires plénipotentiaires respectifs ont
« signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs
« armes. »

Adopté sans observations.

M. le Président donne lecture du projet de Convention tel qu'il est
sorti de la discussion qui vient d'être reproduite.

La Conférence vote l'ensemble du projet, qui est annexé au présent
procès-verbal.

Elle s'ajourne au samedi 23 décembre, à quatre heures, pour signer
la Convention, dont les quatre instruments vont être immédiatement
préparés.

La séance est levée à deux heures.

Signé : FORTAMPS.

E. DE PARIEU.

PELOUZE.

E. JULIEN.

ARTOM.

PRATOLONGO.

KERN.

FEER-HERZOG.

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,

CLIVERY.

SIXIÈME SÉANCE.

Samedi, 23 décembre 1865.

Présidence de M. de Parieu.

Étaient présents MM. les Commissaires, à l'exception de M. Julien et de M. Escher, que des nécessités de service ont mis tous deux dans l'impossibilité d'assister à la réunion.

La Conférence monétaire internationale a tenu sa sixième séance, le samedi 23 décembre, à quatre heures, au Ministère des Affaires Étrangères, sous la présidence de M. de Parieu.

Le procès-verbal de la cinquième séance est lu et adopté.

M. le Président présente les pleins pouvoirs qui l'autorisent à signer la Convention, au nom de la France, conjointement avec M. Pelouze. Il prie, en même temps, MM. les Commissaires plénipotentiaires des autres pays de vouloir bien remettre également les pouvoirs qu'ils ont reçus de leurs Gouvernements respectifs.

Deux des quatre Commissaires français sont seuls appelés à signer la Convention. M. Herbert explique cette circonstance en disant que le Gouvernement de l'Empereur a voulu mettre sa représentation diplomatique en rapport exact avec celle des autres Gouvernements contractants. « Le choix de Sa Majesté devait naturellement, ajoute M. Herbert, se diriger sur les deux Commissaires qui ont pris une part si considérable à l'œuvre de la Conférence; c'est avec empressement que nous nous sommes effacés, M. Julien et moi, devant ces deux grandes autorités. »

M. de Parieu répond qu'il a trouvé auprès de M. Herbert et de M. Julien une trop précieuse collaboration pour ne pas se féliciter de pouvoir leur en exprimer, à cette occasion, ses plus sincères remerciements.

M. Kern déclare que, par le même motif qui vient d'être indiqué pour la France, le Conseil fédéral a décidé que la représentation diplomatique de la Suisse, d'abord étendue aux trois Commissaires de la Confédération, serait confiée à deux d'entre eux seulement.

Après examen des pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, il est reconnu que M. Fortamps et M. Kreglinger signeront l'acte au nom de la Belgique; M. de Parieu et M. Pelouze, au nom de la France; M. le Commandeur Artom et M. le chevalier Pratomlongo, au nom de l'Italie; M. Kern et M. Feer-Herzog, au nom de la Suisse.

Il est procédé au collationnement et à la signature de la Convention.

M. Fortamps désire, avant que la Conférence se sépare, exprimer deux sentiments que partagent, il n'en doute pas, ses honorables collègues ; il veut, d'abord, reporter au Gouvernement français l'honneur d'avoir pris l'initiative des démarches qui ont amené la réunion de la Commission internationale, dont les travaux viennent d'aboutir à un résultat aussi satisfaisant. Il tient, ensuite, à rendre hommage à la haute distinction comme à la courtoisie avec lesquelles M. de Parieu a exercé la présidence, et qui ont contribué si puissamment au succès de l'œuvre commune.

M. Artom trouve dans les paroles de M. Fortamps un trop grand esprit de justice pour ne pas s'y associer avec empressement. Il exprime, en son nom et en celui de M. Pratolongo, de vifs et sincères remerciements à M. de Parieu.

M. Kern partage les sentiments qui viennent d'être manifestés. La Suisse, en particulier, se trouvait dans une situation assez délicate pour que l'issue des délibérations pût devenir douteuse ; mais les Commissaires suisses ont rencontré au sein de la Conférence un esprit si loyal de conciliation, que les difficultés d'abord entrevues se sont bientôt aplanies. M. le Président, par les remarquables qualités dont il a fait preuve en dirigeant les travaux de la Conférence avec autant d'intelligence que d'impartialité a exercé l'influence la plus efficace pour amener l'entente qui s'est établie dans de si heureuses conditions.

Ce serait manquer à un devoir, ajoute M. Kern, de ne pas témoigner particulièrement à M. Pelouze à quel point la Conférence a su apprécier les connaissances techniques qu'il a déployées si fréquemment dans le cours de la discussion, en même temps que les obligeantes communications qu'il a bien voulu faire et qui ont été si utiles.

M. le Président remercie MM. les Commissaires étrangers de l'hommage qu'ils ont rendu au Gouvernement de l'Empereur. M. de Parieu ajoute qu'en ce qui le concerne, la tâche qui lui était imposée lui est devenue facile, grâce à la constante bienveillance dont il a été l'objet et à l'active collaboration que lui ont prêtée tous les membres de la Commission.

M. Fortamps, M. Artom et M. Kern félicitent M. le secrétaire de la manière distinguée dont il s'est acquitté de ses fonctions, et de l'exactitude avec laquelle il a reproduit les délibérations de la Conférence.

M. Herbet annonce que le Gouvernement pontifical et le Gouvernement néerlandais ayant témoigné le désir de prendre connaissance de la nouvelle Convention, le Gouvernement impérial s'est empressé

de donner satisfaction, à titre officieux, à cette double demande, dans laquelle il s'est plu à reconnaître un gage de l'intérêt qui s'attache au résultat des travaux de MM. les Commissaires. C'est aussi d'un heureux augure pour le développement de cette Union monétaire dont les utiles conséquences seront d'autant mieux appréciées qu'elles se généraliseront davantage. M. Herbert ajoute que, du reste, il est autorisé par S. E. M. le Ministre des Affaires Étrangères à faire savoir à MM. les Commissaires que le Gouvernement de l'Empereur se propose de notifier aux Gouvernements qui ne sont pas représentés dans la Conférence l'arrangement qui vient d'être signé, en leur offrant de profiter de la faculté d'accession qui leur est réservée par l'article 12.

MM. les Commissaires de Belgique, d'Italie et de Suisse ne peuvent que donner leur entier assentiment à cette démarche, qui sera certainement secondée par leurs Gouvernements respectifs.

M. le Président prononce la clôture des travaux de la Conférence et la séance est levée à cinq heures.

Signé : FORTAMPS
KREGLINGER
E. DE PARIEU
PELOUZE
ED. HERBET
ARTOM
PRATOLONGO
KERN
FEER-HERZOG.

Pour copie conforme,
Le secrétaire de la Conférence,
CLavery.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

**Message du Président Johnson au Sénat et à la Chambre des
représentants de Washington, en date du 3 décembre 1866.**

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants.

Après un bref intervalle, le Congrès des États-Unis reprend ses travaux législatifs annuels. Une Providence pleine de sagesse et de miséricorde a arrêté l'épidémie qui visitait nos côtes, et qui a laissé des traces dans quelques parties de notre pays.

La paix, l'ordre, la tranquillité, le respect de l'autorité civile existent de nouveau dans tous les États-Unis, ainsi qu'il a été formellement déclaré. Dans tous les États, le pouvoir civil a succédé à la coercition armée, et le peuple, de sa propre volonté, maintient son Gouvernement en pleine activité et opération. L'exécution des lois n'est plus « entravée dans certains États par des organisations trop puissantes pour être supprimées par la marche ordinaire des procédures judiciaires, » et l'animosité produite par la guerre cède rapidement à l'influence de nos institutions libres et aux heureux effets des relations sociales et commerciales.

La restauration complète des sentiments fraternels doit être le vœu le plus sincère de tous les cœurs patriotiques, et nous aurons accompli notre plus grand fait national lorsque, oubliant les événements du passé et nous souvenant seulement des leçons qu'ils contiennent, nous reprendrons notre marche en avant comme un peuple libre, prospère et uni.

Projet présidentiel de réadmission du Sud.

Dans mon Message du 4 décembre 1865, le Congrès a été informé des mesures prises par le pouvoir exécutif pour arriver à la restauration graduelle des États où l'insurrection a eu lieu et au rétablissement de leurs relations avec le Gouvernement général. Des gouverneurs provisoires avaient été nommés, des conventions provoquées, des gouverneurs élus, des législatures assemblées, et des sénateurs et des représentants envoyés au Congrès des États-Unis. Des Cours avaient été ouvertes pour la mise à exécution des lois, si longtemps mécon nues.

Le blocus avait été levé, les douanes rétablies et les lois sur les impôts mises en vigueur, afin que le peuple pût contribuer au revenu national. Le service postal avait été repris, et des efforts étaient faits pour lui rendre son ancienne régularité. Les États eux-mêmes avaient été appelés à prendre part à la tâche importante de l'amendement de la Constitution et à sanctionner ainsi l'abolition de l'esclavage de la race africaine comme l'un des résultats législatifs de notre lutte intestine.

Étant arrivé là, le pouvoir exécutif reconnu qu'il avait fait tout ce qui lui était possible, dans la limite de son autorité constitutionnelle. Une chose manquait cependant encore à l'achèvement du travail de restauration, c'était l'admission au Congrès des sénateurs et représentants loyaux des États dont la population s'était révoltée contre l'autorité légitime du Gouvernement général. Cette question fut soumise aux Chambres, qui, par la Constitution, sont juges des élections et des titres de leurs membres respectifs, et elle occupa immédiatement l'attention du Congrès.

En même temps le pouvoir exécutif, en l'absence de la proposition d'un autre plan adopté par le Congrès, continua ses efforts pour compléter, autant que possible, la restauration des relations entre les citoyens des États et le gouvernement fédéral, par l'extension successive, au fur et à mesure que l'intérêt public semblait l'exiger, du système judiciaire, financier et postal du pays.

De l'avis et du consentement du Sénat, les fonctionnaires ont été nommés, et le Congrès a pris les mesures nécessaires pour assurer le paiement de leurs salaires. La proposition d'amender la Constitution fédérale, dans le but de prévenir l'existence de l'esclavage dans les États-Unis ou dans toute localité soumise à leur juridiction, a été ratifiée par le nombre d'États requis, et, le 18 décembre 1865, elle a été officiellement déclarée valide comme partie de la Constitution des États-Unis.

Tous les États dans lesquels l'insurrection a existé ont amendé promptement leurs Constitutions, afin de les rendre conformes à la modification importante survenue dans la loi fondamentale du pays; ils ont aussi déclaré nulles et non avenues toutes ordonnances et lois de la sécession, répudié toutes prétendues dettes et obligations créées pour le but révolutionnaire de l'insurrection, et procédé de bonne foi à l'élaboration de mesures destinées à protéger et à améliorer le sort de la race de couleur.

Le Congrès néanmoins hésita encore à admettre ces États à la Représentation, et ce n'est que dans le huitième mois de la session qu'une exception a été faite en faveur du Tennessee, par l'admission de ses sénateurs et de ses représentants.

Je considère qu'il y a lieu de regretter profondément que le Congrès ait jusqu'ici négligé d'admettre à leurs sièges les sénateurs et représentants loyaux des autres États, dont les habitants, comme ceux du Tennessee, ont pris part à la rébellion. Dix États, plus d'un quart du nombre total, restent sans représentation; les sièges de cinquante membres de la Chambre des Représentants et de vingt membres du Sénat sont vacants, non de leur propre consentement ni faute d'élections, mais par le refus du Congrès d'accepter les mandataires désignés. Leur admission, pensons-nous, aurait donné une impulsion nouvelle et plus énergique à nos relations comme peuple uni, et écarté une cause sérieuse de mécontentement de la part des habitants de ces États.

Leur admission aurait été conforme au grand principe énoncé dans la Déclaration de l'indépendance américaine, d'après lequel aucune population ne peut être obligée à porter le poids de l'impôt, alors qu'elle est privée du droit de représentation. Elle aurait été conforme à la stipulation expresse de la Constitution, que « chaque État doit avoir au moins un représentant, » et qu'aucun État « ne peut être privé, sans son consentement, de son droit de suffrage égal dans le Sénat. »

Ces stipulations ont pour but d'assurer à tout État le droit de représentation dans chaque Chambre du Congrès et les auteurs de la Constitution ont attaché une telle importance au maintien de l'égalité des États dans le Sénat que, même par un amendement à la Constitution, aucun État ne peut, sans son consentement, être privé du droit de se faire entendre dans cette branche de la législation nationale.

Il est vrai qu'on a dit que l'existence des États avait pris fin par les actes de rébellion de leurs habitants, et qu'après la défaite de l'insurrection ils devaient être considérés seulement comme des territoires conquis; mais les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire du Gouver-

nement ont très-nettement, et d'un commun accord, refusé de sanctionner une hypothèse aussi incompatible avec la nature de notre système républicain et avec l'objet avoué de la guerre. De toute la législation récente du Congrès, il ressort ce fait évident, que ces dix communautés politiques ne sont rien autre que des États de l'Union.

Dès le commencement de la rébellion, les deux Chambres déclarèrent, avec une unanimité aussi remarquable que significative, que « nous ne faisons pas la guerre dans un esprit d'oppression, ni dans aucun but de conquête et de sujétion, ni dans le dessein de renverser ou d'entraver les droits établis ou les institutions de ces États, mais bien dans le but de défendre et de maintenir la suprématie de la Constitution et de toutes les lois qui sont constitutionnellement établies, et de conserver l'Union avec toute la dignité, l'égalité et les droits imprescriptibles des divers États; » et la « guerre devait cesser » aussitôt que ce but serait rempli.

Dans quelques cas, certains sénateurs ont pu continuer leurs fonctions législatives, tandis qu'en d'autres cas des représentants ont été élus et admis à siéger après que leurs États eurent formellement proclamé leur droit de sécession, essayant même de faire prévaloir ce droit par la force des armes. Tous ceux des États dont le peuple était en insurrection comme États furent compris dans la répartition de l'impôt direct de 20 millions de dollars, auquel ont été soumis les États-Unis par la loi votée le 5 août 1861.

Le Congrès, par la loi du 4 mars 1862 et par la répartition de la représentation, a reconnu leur présence comme États dans l'Union; et pour l'organisation du pouvoir judiciaire, ils ont été divisés en districts, comme des États seuls peuvent être divisés. La même reconnaissance se trouve dans la législation récemment adoptée au sujet du Tennessee, laquelle est fondée sur ce fait que l'existence de l'État n'a pas été anéantie par la rébellion, mais simplement suspendue; et ce principe est évidemment applicable à ces États, qui, comme le Tennessee, ont essayé de renoncer à leurs places dans l'Union.

L'action du pouvoir exécutif du gouvernement a été également précoce et uniforme sur ce sujet, et le but de la guerre spécialement défini par mon prédécesseur, le 22 septembre 1862. Il a été alors solennellement proclamé et déclaré que, « désormais comme jadis, la continuation de la guerre aurait pour but effectif la restauration des rapports constitutionnels entre les États-Unis et chacun des États dans lesquels ces rapports sont ou peuvent être suspendus ou altérés. »

La reconnaissance des États par le pouvoir judiciaire du Gouvernement a été également claire et concluante dans tous les cas qui les concernent comme États, et qui ont été jugés par la Cour suprême, les Cours de circuit et les Cours de district.

Dans l'admission des sénateurs et des représentants de ces États, il ne peut y avoir nul motif fondé de craindre que des personnes déloyales soient revêtues du pouvoir législatif; un tel effet ne peut se produire lorsque la Constitution et les lois sont défendues par un Congrès vigilant et fidèle. Chacune des deux Chambres est « constituée juge des élections, mandats et qualifications de ses propres membres, » et peut, « avec le concours de ses membres, expulser un membre. »

Lorsqu'un sénateur ou un représentant présente son certificat d'élection, il peut à l'instant même être admis ou rejeté, ou, s'il y a quelque doute sur son éligibilité, ses pouvoirs peuvent être envoyés à l'examen d'un comité spécial. S'il est admis à siéger, ce ne peut être qu'après avoir convaincu la Chambre, dont il devient ainsi un des membres, qu'il possède les qualifications exigées par la loi et la Constitution.

Si son admission comme membre lui est refusée parce qu'il a violé la fidélité qu'il doit au Gouvernement, et qu'il soit renvoyé devant ses électeurs, ceux-ci sont alors dûment avertis que les seuls citoyens loyaux des États-Unis peuvent avoir une voix dans les Conseils législatifs de la nation, et le Congrès peut ainsi exercer efficacement son influence dans l'intérêt de la loyauté au Gouvernement et de la fidélité à l'Union.

Sur cette question, qui affecte si vivement la restauration de l'Union et la permanence de notre forme actuelle de gouvernement, les convictions que j'ai exprimées jusqu'ici n'ont subi aucun changement. Bien au contraire, le temps et la réflexion n'ont fait que m'en confirmer l'exactitude. Si l'admission des membres loyaux aux sièges des deux Chambres du Congrès était, il y a un an, une question de raison et d'à-propos, aujourd'hui cette admission ne serait pas moins raisonnable et opportune.

Si la violation actuelle est juste, si, dans la position exacte de ces États au moment où je parle, il est légal de les exclure de la Représentation, je ne crois pas que la question puisse jamais être modifiée par le temps. Dans dix ans, ces États ne se modifiant pas, leur droit à la Représentation sera donc nul, et le droit de les exclure ne sera pas plus faible.

La Constitution des États-Unis dit qu'il est du devoir du Président de recommander à la considération du Congrès « telles mesures qu'il croira nécessaires ou convenables. » Je ne connais aucune mesure qui soit exigée d'une manière plus formelle par toutes les considérations d'intérêt national, de bonne politique et de justice équitable, que l'admission des membres loyaux des États non représentés.

Cette mesure achèverait l'œuvre de la restauration et exercerait la

plus salubre influence sur le rétablissement de la paix, de l'harmonie et des sentiments fraternels. Elle tendrait à faire renaître la confiance du peuple américain dans la vigueur et la stabilité de ses institutions. Elle nous lierait plus fortement ensemble comme nation, et nous permettrait de montrer au monde le pouvoir inné d'un Gouvernement fondé sur la volonté du peuple et établi sur les principes de liberté, de justice et d'intelligence.

Notre force augmentée et notre prospérité relevée démontreraient d'une manière irréfutable la fausseté des arguments employés par les ennemis des Gouvernements républicains, qui s'appuient sur nos récents désordres nationaux pour attaquer les institutions libres.

L'admission des membres loyaux des États aujourd'hui exclus du Congrès aurait aussi pour résultat de faire disparaître le doute et l'appréhension, et par conséquent de donner plus de confiance aux capitalistes et plus d'activité au commerce et à l'industrie. Elle mettrait fin à la condition troublée de ces États, et, en encourageant l'émigration, elle aiderait à la colonisation de régions fertiles encore incultes, et à une augmentation dans la production des denrées qui ont tant ajouté à la richesse de la nation et au commerce du monde.

De nouveaux champs seraient ouverts à l'entreprise de notre peuple progressif, et bientôt la dévastation produite par la guerre aurait disparu, et avec elle toutes les traces de nos querelles domestiques seraient effacées de l'esprit de nos concitoyens.

Dans nos efforts pour préserver « l'unité du Gouvernement qui nous fait un seul peuple, » en rétablissant les États dans la condition où ils étaient avant la rébellion, nous devons être prudent, afin d'éviter qu'en voulant sauver la nation des dangers d'une scission, nous n'ayons recours à la centralisation et plus tard au despotisme, comme à un remède contre le retour de semblables troubles.

La guerre étant terminée, et avec elle toute occasion d'employer des pouvoirs qui ne seraient pas strictement conformes à la Constitution, nous devrions nous hâter de faire rentrer la législation dans les limites qui lui sont assignées et de revenir à la ligne de conduite tracée par nos ancêtres pour servir de guide aux générations suivantes. « La Constitution qui existe à une époque quelconque est, à moins d'avoir été changée par un acte explicite et authentique de tout le peuple, sacrée et obligatoire pour tous. » — « Si, dans l'opinion du peuple, la distribution ou la modification des pouvoirs constitutionnels est d'une manière quelconque considérée comme mauvaise, qu'on y remédie par un amendement adopté comme l'indique la Constitution, mais qu'on n'y fasse pas de changement par l'usurpation, car c'est là l'arme ordinaire avec laquelle on détruit les gouvernements libres. » C'est lorsque Washington, entouré de l'amour et de la gratitude de

ses concitoyens, allait se retirer volontairement de la vie publique qu'il prononçait ces paroles : « Maintenir toutes choses dans les limites prescrites par la Constitution, et considérer l'union fédérale comme le seul moyen de salut : voilà ce que Jefferson donnait comme règle de conduite à ses concitoyens pour leur faire chérir les vrais principes de la Constitution et pour arriver à une union de sentiment et d'action suffisante, pour assurer leur bonheur et leur sûreté. »

Jackson disait que l'intervention du Gouvernement général doit toujours être limitée à la sphère de ses devoirs, et il ajoutait que le moyen de maintenir notre Gouvernement et de préserver l'Union n'était pas « d'empiéter sur les droits et les pouvoirs des divers États. En cherchant à rendre fort notre Gouvernement général, nous l'affaiblissons. Sa véritable force consiste dans la politique qui laisse autant que possible les individus et les États libres d'eux-mêmes ; qui protège plutôt qu'elle ne contrôle ; qui se fait sentir non pas par son pouvoir, mais par son heureuse influence, et qui ne cherche pas à attacher plus fortement les États au centre, mais bien à laisser chacun graviter sans obstacle dans son orbite constitutionnelle. »

Voilà quels sont les enseignements des hommes devenus illustres par leurs actes et leurs services, et qui, depuis longtemps retirés de la scène politique, ont laissé à leur patrie le riche legs de leur exemple, de leur sagesse et de leur patriotisme. Puisant de nouvelles inspirations dans leurs leçons, cherchons à les imiter dans leur amour de la patrie et dans leur respect pour la Constitution et les lois.

Les Finances.

Le rapport du secrétaire du Trésor nous donne beaucoup de renseignements sur le revenu et le commerce du pays. Ses vues sur le papier-monnaie et sur le bon établissement de notre système d'impôts, tant directs qu'indirects, sont recommandées à l'attention toute particulière du Congrès. Dans mon dernier message annuel, j'ai exprimé mon opinion générale sur ces sujets. Il me suffira maintenant d'appeler l'attention sur la nécessité d'introduire dans tous les départements administratifs un système de comptabilité rigoureuse et de sage économie. En ne faisant pas de dépenses exceptionnelles, le fardeau des impôts peut être diminué, et on peut modifier les lois sur le revenu de manière qu'elles permettent de ne pas trahir la confiance publique et pourvoient aux besoins légitimes du Gouvernement. Le rapport nous montre que nos finances sont dans une situation beaucoup plus satisfaisante qu'on aurait pu l'espérer l'année dernière. Pendant l'exercice administratif finissant le 30 juin 1865, la dernière année de la guerre, la dette publique s'est accrue de 941 902 537 dollars, et le 31 octobre 1865, elle se montait à 2 740 854 750 dollars. Le

31 octobre 1866, elle avait été réduite à 2 551 310 000 dollars, la diminution ayant été pendant une période de 14 mois, commençant le 1^{er} septembre 1865 et finissant le 31 octobre 1866, de 206 379 505 dollars. Dans le dernier rapport annuel sur l'état des finances, on estimait que pendant l'exercice administratif finissant au 30 juin dernier, la dette augmenterait de 112 194 947 dollars. Néanmoins, durant cette période, elle a été réduite de 31 196 387, les recettes de l'année ayant été de 89 905 905 dollars plus considérables, et les dépenses de 200 529 235 dollars moins élevées qu'on ne l'avait estimé. Rien ne saurait indiquer plus clairement que ces chiffres l'étendue des ressources nationales, et la rapidité et la sûreté avec lesquelles, sous notre forme de Gouvernement, de grandes organisations militaires ou navales peuvent être dissoutes et des dépenses énormes réduites au pied de paix.

Pendant l'année administrative finissant le 30 juin 1866, les recettes fédérales ont été de 558 032 620 dollars et les dépenses de 520 750 940 dollars, ce qui laissait un surplus de 37 281 680 dollars. On estime que les recettes de l'année administrative finissant le 30 juin 1867 seront de 475 061 386 dollars, et que les dépenses atteindront la somme de 316 428 078 dollars, ce qui laissera dans le Trésor un surplus de 158 633 308 dollars. Enfin, pour l'année finissant le 30 juin 1868, on estime que les recettes s'élèveront à 436 millions de dollars et les dépenses à 350 247 641 dollars, ce qui laissera un excédant de 85 752 359 dollars entre les mains du Gouvernement. Ces recettes pourront être diminuées par une réduction des droits d'accise et de douane ; mais après que toutes les réductions nécessaires auront été faites, le revenu de l'exercice actuel et de celui qui suivra sera suffisant pour faire face à tous les besoins légitimes du Trésor et pour laisser un surplus considérable applicable au paiement du capital de la dette. Il ne semble pas y avoir de bonnes raisons pour qu'on ne diminue pas les impôts à mesure que le pays augmente en population et en richesse, et pour qu'on ne paye pas la dette dans le cours d'un quart de siècle.

L'armée.

Le rapport du secrétaire de la guerre contient des renseignements importants et précieux sur les affaires de son département pendant l'année dernière. Très-peu de volontaires sont encore au service, et ceux qui y restent sont congédiés à mesure qu'on peut les remplacer par des troupes régulières. L'armée a été promptement payée, bien pourvue de soins médicaux, bien nourrie et bien abritée ; elle sera armée sous peu avec des fusils se chargeant par la culasse. La force militaire de la nation n'a pas été amoindrie par le licenciement des

volontaires, par la vente des approvisionnements avariés ou sujets à détérioration, et par la diminution des dépenses; on a conservé assez de matériel de guerre pour faire face à tous les besoins possibles; et les volontaires licenciés qui sont prêts à répondre à l'appel de la nation formeraient rapidement des armées qu'il serait facile d'organiser, d'équiper et de masser. Les fortifications des côtes et des frontières ont reçu ou seront bientôt prêtes à recevoir un armement plus puissant. L'amélioration des rades et des rivières a aussi occupé l'attention. Des préparatifs ont été faits pour payer les primes additionnelles autorisées pendant la récente session du Congrès, sous la protection d'un règlement qui empêchera les fraudes et assurera au soldat congédié honorairement la récompense bien méritée de sa fidélité et de sa bravoure. Plus de 6000 soldats estropiés ont reçu des membres artificiels et d'autres appareils chirurgicaux; et 41 cimetières nationaux, contenant les restes de 104 527 soldats unionistes, ont déjà été établis. Les dépenses totales de l'armée sont évaluées à 25 205 669 dollars.

La marine.

Il est dit dans le rapport du secrétaire de la marine que les forces navales actuelles consistent en 278 bâtiments armés de 2351 canons. Dans ce nombre, 115 bâtiments, portant 1029 canons, sont armés et distribués en grande partie en 7 escadres. Le nombre d'hommes appelés au service est de 13 600.

La grande activité et la vigilance déployées par ces escadres, leurs mouvements judicieusement et utilement combinés, ont eu surtout pour résultat d'encourager le commerce américain et de protéger les droits et les intérêts de nos concitoyens à l'étranger.

Les bâtiments sans emploi sont en réparation ou désarmés, en attendant qu'on en ait besoin. La plus grande partie de la flotte cuirassée est à League-Island, près de Philadelphie, lieu qui, sauf l'intervention directe du Congrès, a été choisi par le secrétaire de la marine comme la place la plus sortable pour ces sortes de bâtiments. Il est important de désigner une station convenable pour la flotte cuirassée. On désire que ces vaisseaux soient prêts à parer à toutes les circonstances, et il est à souhaiter que le bill qui désigne League-Island pour un établissement maritime, bill voté par la Chambre des représentants pendant la dernière session, soit complété prochainement, afin qu'on puisse avoir une station publique convenable pour cette classe de bâtiments, ainsi qu'un arsenal d'une étendue suffisante pour les besoins du service de la rivière Delaware.

Le budget des pensions maritimes s'élève à 11 750 000 dollars, représentant ainsi une augmentation de 2 750 000 dollars pour la présente année. Les dépenses de ce département pour l'année financière finis-

sant au 30 juin dernier ont été de 43 324 526 dollars ; et les estimations pour l'année courante montent à 23 568 436 dollars. Nous appelons l'attention sur la condition de nos marins, et sur l'importance des mesures législatives destinées à leur procurer secours et amélioration. Les propositions en faveur de cette classe intéressante de nos concitoyens sont vivement recommandées à la bienveillante attention du Congrès.

Les postes.

Le rapport du directeur général des postes présente le service postal comme étant dans des conditions très-satisfaisantes , et soumet des propositions dignes de la considération du Congrès. Les recettes de ce département pour l'exercice finissant le 30 juin 1865 ont été de 14 386 936 dollars, et les dépenses de 15 352 079 dollars, soit un déficit de 965 093 dollars. Toutefois , en prévision de ce déficit, une allocation spéciale avait été accordée par le Congrès , dans la loi approuvée le 28 juillet 1866. Comprenant cette allocation spéciale de 700 000 dollars pour le droit de franchise postale comme une partie légitime des recettes restant encore à dépenser, le déficit actuel pour le dernier exercice est seulement de 65 141 dollars, de l'estimation faite dans le rapport annuel de 1864. La diminution des recettes comparées avec celles des années précédentes a été de 1,20 0/0 , et l'augmentation des dépenses due principalement à l'extension du service postal dans le Sud a été de 12 0/0. Le 30 juin dernier , il y avait en activité une longueur accumulée de 180 921 milles et un transport annuel aggloméré sur 71 837 914 milles, et une dépense agglomérée de 2 410 184 dollars, tous frais compris. La longueur des voies ferrées est de 32 milles et 92 milles , et le parcours annuel de 30 609 467 milles. La longueur des routes fluviales desservies par la vapeur est de 14,346 milles , et le parcours annuel de 3 411 962 milles. Le service postal augmente rapidement sur toute l'étendue du pays , et son extension constante dans les États du Sud dénote un progrès continu dans leur condition. L'importance croissante du service étranger est également digne d'attention. L'administration des postes de la Grande-Bretagne et la nôtre se sont entendues sur les bases préliminaires d'une nouvelle convention postale qui sera sans doute très-avantageuse aux intérêts commerciaux des États-Unis, d'autant plus qu'elle fait espérer une réduction de moitié dans la taxe du service postal international, une réduction de port avec tous les pays qui correspondent avec nous par le transit des malles anglaises, l'établissement d'une taxe uniforme et suffisante pour le transit maritime et territorial des correspondances et paquets cachetés , et le droit concédé à chacune des deux administrations des postes d'employer les communications postales établies

par l'autre pour la distribution des correspondances en paquets ouverts ou cachetés, et aux mêmes conditions que celles qui sont applicables aux habitants du pays qui fournit les moyens de transmission.

Terres publiques.

Le rapport du secrétaire de l'intérieur expose la situation des branches du service public qui sont sous sa direction.

Pendant le dernier exercice financier quatre millions six cent vingt-neuf mille trois cent douze acres de terres publiques ont été aliénées, dont un million huit cent quatre-vingt-douze mille cinq cent seize acres ont été concédées en vertu de la loi du Homestead. Le système adopté dès le principe à l'égard des terres publiques a éprouvé des changements notables. Le trait caractéristique de notre système de terres publiques était alors de produire des recettes immédiates et non de rapides défrichements. Une longue expérience et des discussions éclairées nous ont convaincu que le développement rapide de nos sources agricoles et la diffusion d'une population énergique sur notre vaste territoire importent bien plus à notre richesse et à notre prospérité nationales que les produits de la vente publique de nos terres au plus offrant. Les lois de préemption confèrent aux pionniers remplissant les conditions imposées le privilège d'acheter au plus bas prix une partie déterminée des terres restées sans offre. La loi de Homestead épargne au colon les frais de premier achat et lui assure ses foyers pour toujours à condition qu'il y demeurera un certain nombre d'années. Cette politique libérale appelle l'émigration du vieux monde et des parties trop peuplées du nouveau. Elle a produit sans aucun doute des résultats heureux, et en produira de plus considérables encore lorsque le temps lui aura donné un plus large développement.

Le Congrès a accordé des concessions libérales de terres publiques à des Compagnies pour les aider à construire des chemins de fer et autres améliorations intérieures. Si ce système devait prévaloir dans l'avenir, il deviendrait urgent de prendre des mesures plus énergiques pour assurer le juste emploi de la subvention.

Le titre de ces terres ne devrait pas être transféré par contrat ou autrement, mais rester entre les mains et sous le contrôle du Gouvernement jusqu'à ce qu'une partie de la route fût réellement construite. On pourrait alors, de temps en temps, accorder à la Compagnie certaines parties de ces terres, mais de manière que la proportion de la totalité de la concession fût en rapport avec la partie achevée de l'amélioration projetée. Cette restriction ne porterait aucun préjudice aux entreprises conçues de bonne foi et conduites avec une énergie suffisante, car c'est la pratique habituelle de retirer de la vente les

terres comprises dans ces concessions et d'empêcher ainsi un droit contraire de se produire. La violation des conditions imposées par le Congrès ferait perdre tout droit à la propriété de ces terres, qui seraient ainsi retirées, mais non transmises à d'autres, et aux titres des terres octroyées et restant invendues.

Sur les diverses lignes du chemin de fer du Pacifique, les opérations ont été poussées avec une activité et un succès sans exemple. A moins que des motifs imprévus de retard ne viennent à se produire, on peut prédire avec confiance que cette grande voie sera complétée avant l'expiration de la période fixée par le Congrès.

Pensions.

Pendant l'année écoulée, les sommes payées aux pensionnaires, y compris les frais de déboursement, ont été de trente millions quatre-vingt-seize dollars, et cinquante mille cent soixante-dix-sept noms nouveaux ont été inscrits sur le rôle des pensions. Le nombre entier des pensionnaires, au 30 juin 1866, était de cent vingt-six mille sept cent vingt-deux. Ce fait fournit une triste preuve des sacrifices qu'ont coûtés la revendication de l'autorité constitutionnelle du Gouvernement fédéral et le maintien de l'intégrité de l'Union. L'étendue de ces sacrifices nous impose des obligations proportionnelles. On estime à trente-trois millions de dollars le chiffre qu'absorberont les besoins de cette branche du service pendant la prochaine année fiscale.

Affaires indiennes.

Des traités ont été conclus avec les Indiens, qui, enhardis par la rébellion à faire une opposition armée à notre Gouvernement, se sont soumis sans conditions à notre autorité, et manifestent un vif désir de renouer des relations amicales.

Brevets d'invention.

Pendant l'année finissant au 30 septembre 1866, huit mille sept cent seize brevets pour découvertes et inventions utiles ont été délivrés, et à cette date la balance du Trésor au crédit du fonds des patentes était de 228 296 dollars.

Les levées du Mississipi.

Comme sujet d'une grande importance pour la production et le commerce du pays, je recommande au Congrès d'adopter la législation qui sera jugée nécessaire pour la préservation des levées du Mississipi. Il est d'une importance nationale, non-seulement de prendre des mesures immédiates pour augmenter l'efficacité de ces barrières contre des inondations destructives, mais encore de faire disparaître tous les

obstacles à la liberté et à la sécurité de la navigation de ce grand canal du trafic et du commerce.

Le district de Columbia.

Le district de Columbia, sous les lois existantes, n'a pas droit à la représentation dans les conseils nationaux, bien que ce droit, dès les premiers temps de notre histoire, ait été uniformément accordé à tous les territoires qui, à diverses époques, ont été englobés dans nos limites. Le fait est particulièrement digne d'occuper l'attention du Congrès, à qui la constitution a réservé le pouvoir d'exercer exclusivement le droit de législation dans le siège du Gouvernement. Nos concitoyens résidant dans le district dont les intérêts sont confiés aux soins spéciaux du Congrès, excèdent en nombre la population de plusieurs de nos territoires, et il n'existe pas de raison équitable qui s'oppose à ce qu'un délégué de leur choix puisse être admis à siéger dans la chambre des représentants. Aucun mode ne paraît plus propre et plus efficace pour les mettre à portée d'exposer leur condition et leurs besoins, et pour obtenir la législation locale qui leur convienne. C'est pourquoi je recommande l'adoption d'une loi autorisant les électeurs du district de Columbia à choisir un délégué qui aura les mêmes droits et privilèges que les délégués des territoires. Les entreprises croissantes et les rapides progrès et améliorations dans ce district sont très-satisfaisants, et je me suis assuré que les efforts des autorités municipales pour augmenter la prospérité de la métropole nationale seront efficacement et généreusement secondés par le Congrès.

Agriculture.

Le rapport du commissaire de l'agriculture passe en revue les opérations de son département, et demande l'aide du Congrès pour encourager les efforts des États qui, après avoir été saccagés par la guerre, se sont sérieusement engagés à réorganiser leur industrie domestique.

Relations extérieures.

Je constate avec plaisir qu'il ne s'est pas formé et qu'on n'a pas essayé de former à l'étranger des combinaisons contre notre paix domestique et notre sûreté, ou contre notre légitime influence parmi les autres nations. Pendant que les sentiments de réconciliation, de loyauté et de patriotisme prennent plus de consistance à l'intérieur, les nations étrangères témoignent plus de considération pour notre caractère national et pour nos droits.

Le complet succès du télégraphe atlantique entre les côtes d'Irlande et la province de Terre-Neuve est une œuvre qu'on a célébrée avec

raison dans les deux hémisphères comme le commencement d'une ère de progrès et de civilisation. Il y a lieu d'espérer qu'un pareil succès et des résultats plus grands encore signaleront l'entreprise ayant pour objet de relier les deux continents à travers l'océan Pacifique par la ligne télégraphique projetée entre le Kamschatka et les possessions russes d'Amérique.

La résolution du Congrès protestant contre les pardons accordés par des Gouvernements étrangers à des individus convaincus de crimes infamants, à la condition d'émigrer dans notre pays, a été communiquée aux États avec lesquels nous sommes en relations, et cet usage, dont nous nous sommes plaints avec tant de raison, ne s'est pas maintenu.

Les félicitations du Congrès à l'Empereur de Russie à propos de la manière dont il a échappé à une tentative d'assassinat ont été présentées à ce souverain humain et éclairé, et elles ont été reçues par lui avec l'expression de sentiments reconnaissants.

Le pouvoir exécutif, prévenu de tentatives faites par des aventuriers hispano-américains pour encourager l'émigration d'affranchis des États-Unis dans une contrée étrangère, a protesté contre ce projet, comme étant de nature, s'il se réalisait, à les asservir à une condition plus malheureuse que celle à laquelle ils viennent de se soustraire. On a reçu du gouvernement de l'État dans lequel ce dessein avait été conçu l'assurance que de pareils faits ne recevraient ni son encouragement ni son approbation. C'est une question digne de votre attention, et on recherchera si nos lois sont suffisantes pour prévenir et punir un crime de cette nature.

Mexique.

Le Congrès sait qu'au mois d'avril dernier un arrangement amiable fut conclu entre l'Empereur des Français et le président des États-Unis pour l'évacuation du Mexique par les troupes expéditionnaires de la France. Cette évacuation devait être effectuée en trois détachements, dont le premier devait quitter le Mexique en novembre passé, le second en mars prochain, et le troisième en novembre 1867. Dès que l'évacuation serait terminée, le Gouvernement français devait prendre à l'égard du Mexique une attitude de non-intervention semblable à celle qu'observe le Gouvernement des États-Unis. Depuis la conclusion de l'arrangement, l'Empereur a donné à plusieurs reprises l'assurance que l'évacuation serait effectuée dans le délai convenu, sinon plus promptement.

On croyait naturellement que les changements projetés auraient pour effet de produire dans la République mexicaine une crise d'un

grand intérêt politique. C'est pourquoi j'ai fait partir le 9 novembre dernier, M. Campbell, le ministre nouvellement nommé, afin qu'il allât remplir auprès de cette République les fonctions de ministre plénipotentiaire des États-Unis. J'ai aussi jugé convenable de le faire accompagner dans son voyage par le lieutenant-général de l'armée des États-Unis, afin d'obtenir les informations qui pourraient nous servir à déterminer la ligne de conduite à suivre par les États-Unis pour rétablir et maintenir des relations nécessaires et convenables avec la République mexicaine. L'intérêt profond que nous portons à la cause de la liberté et de l'humanité semble nous imposer clairement l'obligation d'exercer notre influence en faveur du rétablissement et du maintien d'une forme républicaine de Gouvernement dans ce pays.

Tel était l'état des affaires en ce qui concerne le Mexique, lorsque le 22 novembre dernier nous reçûmes de Paris l'information officielle que l'Empereur des Français avait, depuis quelque temps, décidé de ne pas retirer un détachement de ses forces dans le mois de novembre dernier, suivant ses engagements, mais qu'il avait pris cette décision dans le dessein de retirer la totalité de ses forces dans le printemps suivant. Les États-Unis, cependant, n'avaient reçu aucun avis ni signification de cette détermination, et dès que ces renseignements sont parvenus au Gouvernement, il s'est empressé de faire connaître son dissentiment à l'Empereur des Français.

Je ne puis m'empêcher d'espérer que la France fera de nouvelles réflexions à ce sujet et adoptera quelque résolution à l'égard de l'évacuation du Mexique qui sera autant que possible conforme aux engagements existants, allant ainsi au-devant des justes désirs des États-Unis. Il vous sera donné communication des documents relatifs à ce sujet. Il est à croire que, avec l'évacuation du Mexique par le corps expéditionnaire, disparaîtra tout sujet de difficultés entre la France et les États-Unis. Les expressions de l'Empereur et du peuple français nous sont un sûr garant que l'amitié traditionnelle entre les deux pays pourrait alors se renouveler et se consolider d'une manière permanente.

A une réclamation d'un citoyen des États-Unis demandant une indemnité pour des pertes éprouvées sur mer par le fait des autorités françaises dans leurs actes de puissance belligérante contre le Mexique, le Gouvernement français a répondu en proposant d'en ajourner le règlement jusqu'à ce que les deux Gouvernements aient, d'un commun accord, nommé une commission mixte pour examiner les réclamations des citoyens, des sujets des deux nations, réclamations produites par les guerres récentes qui ont eu lieu sur ce continent. La demande ne paraît point déraisonnable, mais il appartient au Con-

grès de dicter la manière suivant laquelle doivent se produire et se régler les demandes d'indemnité faites par les étrangers, aussi bien que par les citoyens des États-Unis, au sujet de la dernière guerre civile. Je ne doute pas que le sujet de toutes ces réclamations n'attire votre attention dans un moment propice et favorable.

Réclamations relatives à l'Alabama.

Nous devons regretter de n'avoir fait aucun pas vers la solution des difficultés existant entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, difficultés provenant des dépredations commises sur notre commerce national et d'autres délits dont les sujets anglais se sont rendus coupables, pendant notre guerre civile, en violation des lois internationales et des clauses des Traités. Ce retard, toutefois, peut s'attribuer, en grande partie, à la situation intérieure de la Grande-Bretagne. Un changement complet de ministère a eu lieu dans ce pays pendant la dernière session du parlement. L'attention du nouveau ministère a, de bonne heure, été appelée sur ce sujet, et il y a lieu de croire qu'il sera maintenant envisagé dans un esprit convenable et amical. On ne saurait trop exagérer l'importance d'une solution prochaine. Quels que soient les désirs des deux Gouvernements, il est clair que le bon vouloir et l'amitié entre les deux pays ne peuvent s'établir avant que la réciprocité dans la bonne foi et la neutralité ne soient respectivement remises en pratique par les deux nations.

Les Fénians.

Le 6 juin dernier, en violation de nos lois de neutralité, une expédition militaire contre les colonies anglaises de l'Amérique du Nord fut projetée et mise en partie à exécution sur le territoire soumis à la juridiction des États-Unis. Conformément à l'obligation imposée au pouvoir exécutif par la Constitution de veiller à l'entière exécution des lois, tous les citoyens furent prévenus, par une proclamation, de s'abstenir de prendre part à toutes menées illégales, et les fonctionnaires civils, militaires et de la marine, furent chargés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la loi. L'expédition n'a pas abouti, mais elle n'a pas laissé de produire de regrettables conséquences. Plusieurs de nos concitoyens, qui, dit-on, étaient engagés dans l'expédition, ont été faits prisonniers et ont passé en jugement, pour crime capital, dans la province du Canada. Des jugements et sentences de mort ont été prononcés contre quelques-uns, et d'autres ont été acquittés. Le Gouvernement, pleinement convaincu que la sévérité d'un châtement civil infligé à des personnes égarées qui se sont engagées dans une tentative révolutionnaire désastreusement avortée est une erreur et une imprudence, a fait au Gou-

vernement britannique, en faveur des prisonniers condamnés, des observations qui, ajoutées à un jugement humain et éclairé, nous font espérer qu'il usera du droit de clémence, et que ceux qui ont pris part au mouvement seront judicieusement amnistiés.

Un conseil a été désigné par le Gouvernement pour défendre les citoyens des États-Unis accusés de crime capital au Canada, et l'on a suspendu les poursuites que l'on avait commencées devant les cours des États-Unis contre ceux qui avaient pris part à l'expédition.

J'ai regardé l'expédition non-seulement comme de nature politique, mais encore comme presque complètement étrangère aux États-Unis, dans ses causes, son caractère et son objet. La tentative a été faite de connivence avec un parti révolutionnaire en Irlande, et l'on a voulu s'emparer d'une province anglaise de ce continent pour obtenir le redressement de griefs politiques dont, assurait-on, le peuple irlandais a eu à souffrir de la part du Gouvernement anglais depuis plusieurs siècles. Les personnes engagées dans l'expédition étaient, pour la plus grande partie, originaires de cette contrée, et quelques-unes étaient, d'autres n'étaient pas devenues citoyens des États-Unis, conformément aux lois générales de naturalisation. Des plaintes au sujet de la mauvaise organisation de l'Irlande occupent constamment l'attention de la nation anglaise, et telle est l'agitation produite en ce moment en Irlande que le Gouvernement anglais a jugé nécessaire de suspendre le *writ d'habeas corpus* en ce pays. Ces circonstances doivent nécessairement modifier l'opinion que l'on aurait d'une expédition expressément prohibée par nos lois de neutralité. Aussi longtemps que ces lois subsisteront dans nos Statuts, elles devront être littéralement exécutées, et si elles paraissent mauvaises, injustes ou oppressives, le Congrès seul peut y remédier en les modifiant ou les abrogeant.

Affaires d'Orient.

Les intérêts politiques et commerciaux des États-Unis sont en jeu à un certain degré dans les événements que l'on prévoit dans l'Europe orientale, et le temps semble être venu pour notre Gouvernement d'avoir un représentant diplomatique spécial en Grèce.

Les droits des Américains à l'étranger.

Notre Gouvernement a revendiqué pour toutes les personnes non convaincues, accusées ou soupçonnées de crimes, le droit politique absolu de s'expatrier et de choisir une nouvelle allégeance nationale. Beaucoup d'États européens n'ont pas admis ce principe et ont réclamé le droit d'arrêter ceux de leurs sujets qui, émigrés aux États-Unis et naturalisés citoyens, ont fait plus tard des séjours passagers dans leur

pays natal, pour les soumettre au service militaire de même que leurs sujets résidants. Des réclamations faites à la suite des détentions de ce genre opérées par des États étrangers ont été matière à discussion entre les États-Unis et quelques puissances européennes, et l'irritation produite par la non-solution de cette question s'est accrue pendant la guerre récente dans laquelle la Prusse, l'Italie et l'Autriche étaient récemment engagées. L'Angleterre, quoiqu'elle n'ait jamais reconnu le droit d'expatriation, n'a jamais insisté dans la pratique sur son exécution. La France a agi de même, et la Prusse a proposé un compromis qui, bien qu'un peu plus libéral, n'a pas été accepté par les États-Unis. La paix existe maintenant partout en Europe; il semble que ce soit une occasion favorable pour le Congrès d'affirmer le principe constamment soutenu par le pouvoir exécutif, que la naturalisation dans un État exempte pleinement l'individu né sujet de tout autre État de l'assujettissement au service militaire sous son Gouvernement primitif, aussi longtemps qu'il ne renonce pas volontairement à ses droits et privilèges.

Conclusion.

Suivant le devoir qui m'est imposé par la Constitution, j'ai soumis aux représentants des États et du peuple l'état de nos affaires intérieures et étrangères, ainsi que le requiert l'intérêt public. Notre Gouvernement traverse en ce moment son épreuve la plus dure, et mon ardente prière est que le péril puisse être heureusement écarté sans affaiblir la force et l'harmonie premières de la République. Les intérêts de la nation ne sauraient être mieux assurés que par le rétablissement des relations fraternelles, un complet oubli de nos divisions passées et la reprise de tous les travaux de la paix. Dirigeant nos efforts vers le prompt rétablissement de ce grand résultat, travaillons à maintenir l'harmonie entre les divers pouvoirs du Gouvernement, afin que chacun, dans sa propre sphère, coopère cordialement avec tous les autres pour assurer le maintien de la Constitution, l'intégrité de l'Union et la perpétuité de nos libres institutions.

Washington, 3 décembre 1866.

Signé : ANDREW JOHNSON.

ITALIE.

Lettre des Évêques italiens séjournant à Rome, adressée au baron Ricasoli, président du conseil, en date de Rome, le 15 décembre 1866.

Monsieur le Président,

Votre circulaire aux Préfets, en date du 22 octobre dernier, par laquelle vous permettez le retour dans leurs diocèses aux Évêques qui en sont éloignés pour un motif quelconque, nous a été à tous un sujet de consolation, non pas tant parce qu'elle met un terme à notre exil qu'à cause de la conviction que chacun de nous partage avec le glorieux défenseur de l'Église, saint Athanase, que « l'absence du pasteur fournit aux loups l'occasion d'envahir le troupeau dont le pasteur doit rendre un compte exact à Celui qui le lui a confié. »

Nous avons encore trouvé un autre sujet de consolation dans les considérations générales sur lesquelles cette circulaire s'appuie pour rappeler les évêques. En vérité, nous ne pouvions voir qu'avec joie la solennité avec laquelle le Gouvernement déclare qu'il « respecte la religion de l'immense majorité des Italiens », lesquels étant tous catholiques, excepté une petite population enfermée dans les vallées des Alpes, le Statut a pu déclarer que « la religion catholique est la seule religion de l'État », et n'accorder que la tolérance aux autres cultes qui existent au temps où nous sommes. Il est facile de comprendre qu'on fait « cesser le trouble des consciences », et qu'on « ôte tout empêchement à la marche régulière du service religieux » en rappelant les Évêques, qui constituent, avec le Pape, le premier degré de la hiérarchie sacrée à laquelle le divin fondateur, Notre-Seigneur Jésus-Christ a confié la religion catholique. Et nous avons loué le Seigneur en lisant cette autre promesse du Gouvernement de faire descendre des régions abstraites où elle s'était tenue jusqu'à présent, et de faire véritablement passer dans la pratique l'entière liberté sur laquelle doivent s'établir les rapports de l'Église et de l'État. Oh ! puisse l'Italie jouir bientôt du magnifique et imposant spectacle religieux dont les libres citoyens des États-Unis d'Amérique sont aujourd'hui les heureux témoins, admirant à Baltimore cette assemblée de plus de quarante archevêques et évêques, d'abbés mitrés, de prélats inférieurs et de prêtres qui se réunissent en un concile national, en se conformant aux règles de la législation ecclésiastique, sans qu'ils aient eu besoin de demander à aucune autorité de l'État fédéral ou d'un État particulier la moindre autorisation !

Après avoir adressé leurs respectueux hommages à celui qui est le chef de toute l'Église, à S. S. l'immortel Pie IX, pour lui souhaiter une longue vie et le maintien des droits du Saint-Siège, ils ont ouvert leurs saintes discussions, où la liberté la plus illimitée a régné. Aucune réserve ne leur a été imposée, aucune garantie ne leur a été demandée au nom d'aucune loi fédérale ou locale ; et quand les résolutions du concile auront été approuvées par le Pape, elles seront proclamées et mises à exécution par l'autorité spirituelle dans chaque ville et chaque village, sans *exequatur* et sans *placet*. Oh ! oui, entière liberté de l'Église ! et nous ne verrons plus en Italie des Préfets se donner la tâche étrange, pour ne pas dire plus, de décider quelles sont les fêtes religieuses qui se doivent célébrer avec une pompe extérieure, et celles qui se doivent tenir dans l'intérieur des églises, et de régler les dépenses du culte en fixant le nombre des cierges et des lampes qu'il convient d'allumer, et de déterminer l'heure et le moment où doivent commencer et finir les fonctions sacrées, tandis qu'ils accordent aux spectacles profanes la liberté la plus illimitée !

La circulaire ajoute que la dignité et l'honneur de la nation et l'autorité du Gouvernement auront avantage au retour des Évêques ; c'est vrai, non pas pour tel ou tel motif humain, toujours accessoire et indigne d'hommes sérieux, mais à cause de ce principe fondamental, que le plus solide appui de l'État est l'enseignement catholique, dont les Évêques catholiques, et le Pape à leur tête, assurent l'éternelle durée. Cet enseignement résout parfaitement le terrible problème social qui, avant le sacrifice du Calvaire, resta insoluble entre les nations réduites à être victorieuses ou vaincues, ou déchirées par les discordes intestines ; nous voulons parler du problème de la liberté et de l'égalité humaines en harmonie avec l'obéissance absolue. Selon l'enseignement catholique, les quelques hommes qui commandent et ceux beaucoup plus nombreux qui obéissent reconnaissent pour leur chef commun et leur souverain maître Dieu qui est dans les cieux ; de sorte que celui qui commande dans la société n'exerce pas sa propre autorité, mais celle de Dieu, et celui qui obéit n'obéit pas à l'homme, mais à Dieu. « Vous êtes libres, mais comme des serviteurs de Dieu », selon la parole du premier Pape, saint Pierre. (Épit. I, chap. II.) De cette façon, l'ordre règne dans la société, et la paix, qui est la tranquillité de l'ordre entre les citoyens, se maintient. C'est pourquoi l'objet de la circulaire et les considérations générales qui l'ont motivée, nous le disons de grand cœur, nous ont apporté espérance et consolation.

Mais nous devons ajouter avec la même franchise que cette circulaire, dans la partie qui a trait aux personnes, nous a profondément attristés. Il y a là comme une condamnation prononcée contre tous

les Évêques qu'on a éloignés de leurs diocèses ; ils sont représentés comme des ennemis qui « ont mis en péril l'existence de la nation », laquelle, placée en face de la question d'être ou de ne pas être, a dû recourir à des moyens extra-légaux.

Monsieur le Président, chacun connaît cet aphorisme de droit, que personne ne doit être présumé coupable avant que son crime n'ait été prouvé. La circulaire n'apporte aucune preuve ; nous, au contraire, nous pouvons opposer à cette gratuite assertion : d'une part, le traitement subi par les Évêques napolitains, pour ne parler que de ce qui nous concerne, les uns soumis à la dure épreuve de la prison et du domicile forcé, les autres en butte au plus sacrilège des assassinats ou exposés aux plus grands dangers de mort, et, en outre, plus de soixante tenus loin de leurs diocèses, errants, misérables, affligés, presque mendiants, privés de tout revenu ecclésiastique, tous devenus des objets de contradiction et de mépris ; d'autre part, nous opposons la conduite des agents de police, qui ont surpris leurs lettres, fouillé leur domicile, séquestré leur correspondance, et la procédure des tribunaux qui ont fait durer pendant de longs mois des instructions criminelles contre les Évêques. Eh bien ! quel en a été le résultat ? En dépit de tant d'efforts de la part de la Révolution et du Gouvernement, on n'a pu trouver la moindre compromission politique qui permît de traduire un seul Évêque devant la Chambre des accusations. Et c'est ainsi « que nous tendons des embûches au Gouvernement » et que « nous avons donné des preuves récentes de nos menées politiques ! » Nous en faisons juge tout homme sensé.

La conclusion de la circulaire est encore plus douloureuse pour tout honnête citoyen. Elle suppose non-seulement que les Évêques rappelés sont des coupables, mais qu'ils sont incorrigibles, même après les maux qu'ils ont soufferts, et elle les dénonce à la nation comme capables de « fomenter les discordes civiles » et de « calomnier le Gouvernement. » Comme remède héroïque, elle propose de les soumettre à une « surveillance rigoureuse », moyennant des mesures législatives plus énergiques.

En vérité, il suffirait de répondre que notre conduite passée depuis six ans garantit notre conduite à venir. Mais non ; la garantie que donnent les Évêques rappelés n'est pas du tout dans le Code qu'invoque la circulaire, et qui peut toujours être éludé ; elle est plus efficace et plus sublime ; elle se trouve dans le Code divin de la doctrine catholique, d'après laquelle les Évêques enseignent en conscience, avec le grand Pontife Pie VII, que le devoir du citoyen est « de ne prendre part à aucune conspiration ou sédition contre le Gouvernement établi, et d'être soumis et obéissant en tout ce qui n'est pas contraire aux lois de Dieu et de l'Église », et qui, d'accord avec l'immortel

Souverain-Pontife heureusement régnant, déclarent « la rébellion condamnable et toujours très-funeste. » (*Voy. l'allocution du 29 octobre dernier sur les affaires de Pologne.*)

Nous pourrions enfin ajouter nos protestations particulières contre l'exception très-odieuse dont la circulaire frappe les Évêques séjournant à Rome ; car nous avons été soumis aussi bien que nos collègues, et quelques-uns de nous encore plus, aux mêmes perquisitions et enquêtes judiciaires, et pourtant on n'a pu en tirer aucun prétexte spécieux contre nous. Mais nous nous abstenons d'insister, parce que la voix publique nous fait croire que de pareils procédés ne se renouvelleront plus.

Les soussignés attendent donc de la justice de M. le Président du Ministère qu'il fera tomber en oubli la seconde partie de sa circulaire, injurieuse pour tous les Évêques, en montrant dans la suite plus de confiance en eux, tant en ces Évêques « qui séjournent dans les diverses provinces du royaume », qu'en ceux qui résident à Rome sous l'œil vigilant du pasteur des pasteurs, et père commun des fidèles.

DOMINIQUE, cardinal-archevêque de Bénévent ; — SIXTE, cardinal-archevêque de Naples ; — FRANÇOIS-XAVIER, archevêque de Sorrente ; — MARIANO, archevêque de Reggio ; — PHILIPPE, évêque de Mileto ; — JANVIER, évêque d'Anglona et Tursi ; — FRANÇOIS, évêque de Castellamare ; — VINCENT, évêque de Termoli ; — BARTHÉLEMY, évêque de Calvi et Teano, administrateur apostolique de Castellaneta ; — F. LOUIS, évêque d'Aquila ; — FRANÇOIS-XAVIER, évêque de Nervo ; — F. MICHEL-ANGE, évêque de Patti.

Lettre de M. Ricasoli aux évêques italiens retirés à Rome, exposant ses idées sur les rapports qui doivent exister désormais entre l'Eglise et l'État, en date de Florence le 22 décembre 1866.

Messeigneurs,

Je reçois aujourd'hui seulement la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser de Rome à la date du 15 de ce mois, au sujet du rappel des évêques dans leurs diocèses. Cette lettre m'a été doublement agréable, d'abord pour les hautes raisons qui vous ont engagés à approuver une telle mesure et dans lesquelles j'ai le bon-

heur de me rencontrer avec vous; ensuite, parce que vous y demandez que la faculté accordée aux évêques par la circulaire du 22 octobre soit étendue aussi aux membres de l'épiscopat qui demeurent à Rome, ce qui me montre que votre esprit est disposé à la bienveillance et au respect des institutions et des lois à l'ombre desquelles vous demandez à vivre.

Je suis heureux d'avoir, sur ce point, prévenu vos désirs et interprété vos sentiments, car le jour même dont votre lettre porte la date, j'ordonnais que l'exception dont vous vous plaignez fût levée, et je suppose que vous en aurez reçu maintenant la notification officielle.

Les déterminations prises par le Gouvernement à cet égard dérivent, ainsi que vous le dites, de la volonté d'agir, de telle sorte que le principe d'une liberté entière dans les rapports de l'Église avec l'État sorte de la région abstraite des principes pour passer dans la réalité des faits.

Le Gouvernement ne désire pas moins que vous, Messieurs, que l'Italie elle-même jouisse bientôt du magnifique et imposant spectacle religieux dont se félicitent aujourd'hui les libres citoyens des États-Unis d'Amérique en présence du concile national de Baltimore, où se discutent librement les doctrines religieuses, et dont les décisions, approuvées par le Pape, seront proclamées et observées dans chaque ville ou village, revêtues de toutes les sanctions spirituelles, sans aucun exéquatur ou placet.

Je vous prie cependant, Messieurs, de vouloir bien considérer que ce spectacle admirable, c'est la liberté qui le produit, la liberté professée et respectée par tous, en principe et en fait, dans ses plus larges applications à la vie civile, politique et sociale.

Aux États-Unis, tout citoyen est libre d'observer la croyance qui lui semble meilleure, de rendre hommage à la Divinité dans les formes qui lui paraissent le plus convenables. A côté de l'Église catholique s'élèvent le temple protestant, la mosquée musulmane, la pagode chinoise; à côté du clergé catholique fonctionnent le consistoire de Genève et la congrégation méthodiste. Un tel état de choses n'engendre ni confusion ni froissements. Et pourquoi? Parce qu'aucune religion ne demande à l'État ni protection spéciale ni privilège; chacune vit, se développe, se pratique sous l'égide de la loi commune, et la loi, également respectée par tous, garantit à tous une égale liberté.

L'intention du Gouvernement italien est de montrer, autant qu'il est en lui, qu'il a foi dans la liberté, et qu'il veut l'appliquer, pour sa part, avec autant de largeur que le lui permettent les intérêts de l'ordre public.

Il dit donc aux évêques de retourner à leur ministère, dont ils ont pu être éloignés précisément pour des raisons d'ordre public. Il n'y

met d'autre condition que la condition suivante, imposée à tout citoyen qui veut vivre tranquille : de se renfermer dans sa fonction et d'observer la loi. L'État se charge d'empêcher qu'il ne soit point troublé ; seulement, qu'il ne lui demande aucun privilège, s'il ne veut souffrir aucun lien. Le principe de tout État libre, que la loi est égale pour tous, n'admet de distinction d'aucune sorte.

Le Gouvernement serait heureux de pouvoir écarter tout soupçon et renoncer à toute précaution, et s'il ne fait pas aujourd'hui à ce sujet tout ce qu'il désire, c'est parce que le principe de liberté qu'il a adopté et mis en pratique n'est pas au même degré adopté et pratiqué par le clergé.

Remarquez, Messeigneurs, la différence entre la situation de l'Église en Amérique et la situation de l'Église en Europe.

Dans ces contrées vierges, l'Église s'est établie au milieu d'une société nouvelle, mais qui apportait avec elle de la mère-patrie tous les éléments de la société civile. Représentant elle-même le plus pur et le plus sacré des éléments sociaux, ce sentiment religieux qui sanctionne le droit, sanctifie le devoir et réunit dans une pensée plus élevée que toutes les choses terrestres les aspirations humaines, elle n'y a cherché que le gouvernement agréable à Dieu, le gouvernement des esprits. Venue avec la liberté et grande à son ombre, l'Église y a trouvé tout ce qui suffisait à son libre développement, au tranquille et fécond exercice de son ministère, et jamais elle n'a cherché à interdire aux autres cette liberté dont elle avait le bonheur de jouir, ni à faire son profit exclusif des institutions qui la protégeaient.

En Europe, au contraire, l'Église est née au moment de la décadence du grand empire qui avait subjugué toute la terre ; elle s'est constituée au milieu des cataclysmes politiques et sociaux des siècles barbares, et elle a dû penser à se donner une organisation assez forte pour résister au naufrage de toute civilisation parmi les flots montants de la force brutale et de la violence.

Mais pendant que le monde, sorti du chaos du moyen âge, se recomposait et reprenait la route du progrès qui lui a été marquée par Dieu, l'Église prétendit communiquer à tout ce qui avait quelque rapport avec elle l'immobilité du dogme dont elle est la gardienne ; elle vit avec inquiétude le développement des intelligences, la multiplication des forces sociales, et se déclara l'ennemie de toutes les libertés, en niant la plus précieuse et la plus incontestable, la liberté de conscience.

De là naquit le conflit entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil, parce que le premier représenta l'assujettissement et l'immobilité ; le second, au contraire, la liberté et le progrès.

Ce conflit, par suite de conditions spéciales, a pris en Italie des pro-

portions plus graves, parce que l'Église pensant que, pour exercer en dehors de toute autorité laïque son ministère spirituel, un royaume lui était nécessaire, a rencontré ce royaume en Italie. Le pouvoir ecclésiastique, par là même, se trouve ici en contradiction non-seulement avec le pouvoir civil, mais avec le droit naturel.

Telle est l'origine de ces défiances et de ces précautions que j'ai indiquées dans ma circulaire et qui ont provoqué vos réclamations, alors qu'elles n'ont été inspirées que par la nécessité des choses.

Les évêques ne peuvent se considérer parmi nous comme de simples pasteurs d'âmes, parce qu'ils sont en même temps les défenseurs et les instruments d'une autorité qui contrarie les aspirations nationales. Partant, l'autorité laïque est contrainte de les soumettre aux mesures qui peuvent lui sembler nécessaires pour la défense de ses droits et de ceux de la nation.

Comment faire cesser ce déplorable et périlleux conflit entre les deux pouvoirs, entre l'Église et l'État ?

La liberté seule peut nous amener à cette situation heureuse que vous enviez, Messieurs, à l'Amérique. Que l'on rende à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu, et la paix entre l'État et l'Église ne sera pas troublée.

J'ai voulu rendre hommage à ces principes en relevant les évêques de la défense de retourner dans leurs diocèses. Je crois que la liberté est bonne à professer et à pratiquer ; je crois, de plus, qu'elle a la vertu de ramener à elle les esprits de ceux qui sont appelés à jouir de ses bienfaits.

J'ai la confiance, Messieurs, qu'en retournant dans vos diocèses avec ces sentiments de respect pour la loi exprimés dans votre lettre, au milieu de populations qui veulent rester catholiques sans renoncer aux droits et aux aspirations de la nation à laquelle elles appartiennent, vous bénirez cette liberté qui les protège, et sur laquelle seule il est possible de fonder la conciliation d'intérêts qui jusqu'à présent ont paru inconciliables.

Signé : RICASOLI.

Adresse du Sénat au roi Victor-Emmanuel, en réponse au discours de la Couronne, votée dans la séance du 28 décembre 1866.

Sire, des sacrifices extrêmes, de magnanimes et audacieux desseins, tels que pouvaient les inspirer seulement la conscience du droit et la ferme volonté de le faire prévaloir, ont guidé l'Italie à l'accomplissement glorieux de ses destinées, qui a été atteint grâce à deux nobles et puissantes alliances et par des voies diverses de celles que la sagesse humaine pouvait prévoir.

L'Italie en rend d'abord des actions de grâces à la Providence, et ensuite au roi qui l'a guidée glorieusement, à l'armée de terre et de mer et aux volontaires intrépides qui versèrent leur sang pour la patrie, à la coopération de deux grandes nations, à l'appui moral et aux sympathies témoignées par les autres. Augmentée, par la conclusion de la paix, d'illustres provinces qu'elle avait tant désirées et de formidables défenses, l'Italie se presse autour de votre trône, en attendant cet accord entre l'Église et l'État dont Votre Majesté a parlé et qui est le vœu et l'espérance non-seulement des Italiens, mais de tout l'univers catholique. Ce sera là le sceau de notre grandeur et le principe d'une restauration du sentiment religieux, s'il avait pu, peut-être à cause de l'ardeur des luttes passées, s'affaiblir quelque part.

Votre Majesté, avec sa sagesse accoutumée, a proclamé justement que l'Italie étant faite, il est temps de l'organiser définitivement en pourvoyant aux conditions intérieures, militaires, économiques, administratives. Le Sénat est tout à fait d'accord avec elle dans la pensée de constituer les forces militaires de telle sorte que, sans trop de dépense, l'Italie puisse garder la place qui lui convient parmi les grandes nations.

Mais il espère qu'en réformant les institutions militaires, on résoudra le problème d'une manière définitive, car les modifications fréquentes dans cette matière sont un fléau pour les finances.

Des économies, et de grandes économies, sont indispensables pour rétablir la situation du trésor public. Le Sénat espère que le Gouvernement de Votre Majesté, qui est déjà entré dans cette voie, poursuivra sa tâche courageusement. Une considération qui n'a pu échapper à sa clairvoyance, c'est qu'une source d'économies digne d'attention se trouvera dans le soin d'éviter ce système d'incessantes mutations dans le personnel des fonctionnaires provinciaux, qui a, dans l'ordre administratif et dans l'intérêt des provinces, des conséquences plus lamentables encore que dans l'intérêt économique.

L'amour de la patrie fait supporter les impôts, quoique très-lourds;

mais ce qu'on tolère plus difficilement, ce sont le mode vexatoire de leur prélèvement, leur inégale répartition et l'incertitude des bases qui leur servent d'assiette, causes de fréquents et dispendieux débats pour les contribuables.

Le Sénat a entendu avec joie, de votre bouche auguste, la promesse de lois réparatrices à l'égard de ces graves inconvénients. Dans l'examen de ces lois le Sénat montrera toute la diligence et la maturité d'esprit que Votre Majesté et l'Italie sont en droit d'attendre de lui.

Sire, le Sénat ne peut omettre de rendre hommage à un autre grand principe proclamé par Votre Majesté. Toute la sollicitude du Roi et de son Gouvernement pour faire reflourir les conditions économiques de l'Italie serait bien loin de suffire, si elle n'était secondée et fécondée par l'activité, l'initiative individuelle. L'intervention du Gouvernement dans ces entreprises économiques est utile en certains cas, mais le plus souvent, elle est nuisible. L'agriculture, l'industrie, le commerce offrent d'inépuisables sources de prospérité au travail individuel, intelligent et persévérant, au travail collectif de sociétés privées, munies de capitaux suffisants et des connaissances nécessaires.

Le Sénat désire, avec Votre Majesté, que notre courageuse et intelligente jeunesse n'oublie pas que ce n'est pas en discutant sans cesse, mais bien en agissant, que nos ancêtres ont enrichi et illustré leur patrie.

L'instruction publique, dans ses diverses branches et spécialement dans les connaissances techniques, réclame les soins du Gouvernement et toute l'attention du Sénat. Jusqu'à présent on n'a que trop tenté d'expériences malheureuses, de systèmes divers qui n'ont produit que très-peu de fruits. Espérons que l'heure est arrivée d'une réorganisation définitive, établie sur des bases meilleures.

Sire, le Sénat est persuadé que l'Italie sent profondément la grande responsabilité qui pèse sur elle; que la nation saura user de la liberté, sans en abuser; que le Gouvernement, par la sagesse et la maturité de ses vues, par la stabilité de ses desseins, par la valeur des hommes qu'il emploie, acquerra cette autorité dont il a besoin pour bien administrer; et que, pour les administrateurs, comme pour les administrés, l'empire de la loi sera complet, évident, absolu, perpétuel.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

II

PREMIÈRE PARTIE.

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES¹.

CONFÉRENCES DE PARIS

DU 18 MARS 1866 AU 4 JUIN 1866.

**Protocole (N^o 1) de la conférence du 10 mars 1866 (Abdication
du prince Couza ; Élection d'un nouvel Hôspodar).**

Présents : M. Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Ministre des
Affaires Étrangères ;

M. le Prince de Metternich, Ambassadeur Extraordinaire de
S. M. l'Empereur d'Autriche ;

M. le comte Cowley, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipoten-
tiaire de Sa Majesté Britannique ;

1. Voir les documents antérieurs relatifs aux Principautés. *Archives*, 1866, tome II, pages 1 à 320.

- M. le Comte de Goltz, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse;
Safvet Pacha, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Ottomans;
M. le Chevalier Nigra, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie;
M. Tchitchérine, Chargé d'Affaires de S. M. l'Empereur de Russie;
M. Faugère, Secrétaire de la Conférence.

Les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856, se sont réunis aujourd'hui, 10 mars 1866, en Conférence à l'Hôtel des Affaires Étrangères à Paris, conformément à leurs instructions, pour aviser en commun aux mesures et aux Résolutions à prendre en conséquence de l'abdication du Prince Couza.

Les Représentants des Cours signataires, à l'exception de M. l'Ambassadeur d'Angleterre, n'ayant pas eu encore le temps de recevoir leurs pleins pouvoirs, il a été convenu qu'ils seraient invités à les produire à la prochaine séance. Ils ont d'ailleurs déclaré qu'ils étaient expressément autorisés à se réunir en Conférence.

M. le Prince de Metternich, au nom des autres Représentants et au sien, demande que M. Drouyn de Lhuys veuille bien présider la Conférence.

Les fonctions de Secrétaire sont confiées à M. Faugère, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires Politiques, qui les a déjà remplies à la Conférence de 1858.

MM. les membres de la Conférence conviennent de garder le secret sur leurs délibérations.

M. Drouyn de Lhuys, après avoir remercié les Représentants des Puissances pour l'honneur qui lui est délégué, dit qu'il croit devoir résumer en peu de mots les événements et les phases diverses qui ont précédé la situation actuelle. Il rappelle les actes internationaux qui ont successivement modifié l'organisation des Principautés de Moldavie et de Valachie; le Traité du 30 mars 1856, qui les a placées sous la garantie collective du droit Européen, et qui stipula que les besoins et les vœux des populations seraient officiellement constatés; la Convention du 19 août 1858¹, qui eut pour objet de régler l'organisation des Principautés, et qui, si elle ne leur a pas reconnu, ainsi qu'elles en avaient émis le vœu, le droit d'élire un Prince étranger, ni même la fusion des deux Provinces en une seule, contenait du moins des germes d'union dans quelques-unes de ses dispositions, notamment dans celle qui établissait une Commission Centrale chargée d'assurer l'unité de législation pour les objets d'un intérêt commun aux

1. Archives, 1866, tome II, page 30.

deux Principautés¹; le Protocole du 6 septembre 1859² validant la double nomination du Prince Couza, élu à la fois par l'assemblée de Valachie et par celle de Moldavie; le Firman du 4 décembre 1861³, par lequel la Porte, de concert avec les Puissances garantes, établit comme conséquence nécessaire de la fusion en quelque sorte personnelle, l'union des deux Gouvernements et celle des deux Assemblées, en déclarant toutefois que cette nouvelle dérogation à la Convention de 1858 prendrait fin avec le Gouvernement du Prince Couza, tandis que la presque unanimité des Puissances garantes se réservaient d'examiner s'il n'y aurait pas lieu au contraire de la maintenir: enfin les dispositions additionnelles arrêtées en 1864⁴, entre la Porte et le Prince Couza à Constantinople, avec l'assentiment des Cours garantes, qui, en apportant de nouvelles modifications au Statut Organique de 1858, ont reconnu que les Principautés avaient désormais le droit de modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, à la condition de respecter les droits de la Puissance Suzeraine.

Le Gouvernement du Prince Couza ayant pris fin, le moment est venu pour les Puissances, ajoute M. Drouyn de Lhuys, d'user des réserves qu'elles ont faites en 1861, et c'est pour examiner les questions soulevées par la vacance de l'Hospodarat que la Conférence est réunie. Du reste, M. l'Ambassadeur de Russie se trouvant encore absent, et M. le Chargé d'Affaires qui le remplace n'étant autorisé par son Gouvernement qu'à assister à la constitution de la Conférence, M. Drouyn de Lhuys pense qu'il y a lieu, avant de passer outre à l'examen des questions à résoudre, d'attendre que M. le Baron de Budberg puisse y prendre part.

M. Tchitchérine confirme la déclaration de M. le Ministre des Affaires Étrangères, et ajoute que M. l'Ambassadeur de Russie quitte aujourd'hui même Saint-Petersbourg pour retourner à Paris.

M. Drouyn de Lhuys fait remarquer, avec l'assentiment de tous les autres membres de la Conférence, qu'il était bon de se constituer sans retard, afin que les Principautés sachent qu'il y a un centre d'action où l'on s'occupe avec sollicitude des intérêts qui les émeuvent en ce moment.

M. l'Ambassadeur de Turquie donne lecture d'une note ayant pour objet, suivant les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, de rappeler les stipulations internationales concernant les Principautés et de faire éventuellement des réserves contre les décisions qui pour

1. *Archives*, 1866, tome II, page 102.

2. *Archives*, 1866, tome II, page 166.

3. *Archives*, 1866, tome II, page 200.

4. Juin 28. *Archives*, 1866, tome II, page 230.

raient y porter atteinte. Il conclut en demandant « qu'il plaise à la Conférence d'adopter pour base de ses délibérations le Traité du 30 mars 1856 et tous les actes ultérieurs, qui en font partie intégrante, et qui concernent plus spécialement les Principautés de Moldavie et de Valachie; que de ses délibérations soient définitivement écartés la question de la nomination d'un Prince étranger, sous quelque forme et dénomination que ce soit, ainsi que le principe de l'hérédité et la consultation des vœux du pays, sans la publication officielle et préalable de la résolution irrévocable des Puissances de ne pas accepter l'élection d'un Hospodar non indigène.

Sur ces bases, il déclare être prêt à examiner, traiter, et régler, au nom de la Sublime Porte, et de concert avec ses honorables collègues les Plénipotentiaires des Puissances garantes, toutes les questions soulevées par les événements qui viennent d'avoir lieu dans la Moldo-Valachie.

Sur la proposition de M. Drouyn de Lhuys, il est donné acte à Safvet Pacha de sa déclaration et la discussion en est ajournée à une séance ultérieure.

Le Comte Cowley demande qu'il soit rédigé, séance tenante, une dépêche télégraphique qui sera adressée aux Agents des Puissances à Bucharest, leur annonçant que la Conférence est constituée, et les invitant à recommander au Gouvernement Provisoire siégeant à Bucharest d'observer la plus grande circonspection.

M. Drouyn de Lhuys considère cette communication comme excellente et très-salutaire, et ajoute, avec l'assentiment de tous les autres membres de la Conférence qu'il sera bon de rappeler en même temps combien il est essentiel que le Gouvernement Provisoire à Bucharest s'applique à maintenir l'ordre et s'abstienne de toute mesure qui excéderait ses attributions.

Safvet Pacha désire qu'on recommande au Gouvernement Provisoire de ne s'occuper que des affaires courantes.

M. Drouyn de Lhuys propose un projet de dépêche qui est arrêté et adopté dans les termes suivants : —

« Les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856 se sont constitués aujourd'hui en Conférence à Paris.

« Vous êtes invité à en informer le Gouvernement Provisoire des Principautés. Recommandez-lui de se borner au maintien de l'ordre et à l'administration, en s'abstenant de tout acte préjugéant les décisions de la Conférence.

« Entendez-vous avec vos collègues pour faire cette communication. »

M. le Comte de Goltz fait remarquer qu'il n'a pas qualité pour donner des directions au Consul-Général de Prusse dans les Princi-

pautés, et il pense qu'il serait préférable que chaque Représentant eût recours à son Gouvernement, qui transmettrait à son Agent à Bucharest des instructions conformes au vœu de la Conférence.

Après un échange d'observations sur le mode à suivre pour la transmission de la dépêche, il est convenu que, tandis que M. Drouyn de Lhuys l'adressera directement à l'Agent Français à Bucharest, les autres membres de la Conférence la communiqueront à leurs Gouvernements en leur demandant de l'adresser immédiatement à leurs Agents respectifs. Le Comte Cowley ajoute qu'il se croit autorisé à la transmettre directement à l'Agent de Sa Majesté Britannique.

La Conférence se sépare sans ajournement fixe. Elle se réunira sur convocation le plus tôt possible.

Fait à Paris, le 10 mars 1866.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

PRINCE DE METTERNICH.

COWLEY.

GOLTZ.

SAFVET.

NIGRA.

TCHITCHERINE.

Protocole (N^o 2) de la conférence du 19 mars 1866.

(Élection d'un Hospodar.)

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ;
 de France ;
 de la Grande-Bretagne ;
 d'Italie ;
 de Prusse ;
 de Russie ;
 de Turquie ;

Le Secrétaire de la Conférence.

M. le Prince de Metternich, M. le Comte de Goltz, M. le Baron de Budberg, et M. le Chevalier Nigra déposent leurs pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France expose qu'il a reçu de M. l'Agent des Principautés Unies une communication lui annonçant que le Gouvernement Provisoire de Bucharest a désigné MM. Charles Falcoyano

et Jean Bratiano comme ses délégués auprès de la Conférence. M. Drouyn de Lhuys donne lecture d'une lettre que lui a adressée M. Bratiano en son nom et en celui de son collègue pour demander à être admis à exprimer, en présence de la Conférence, les aspirations et les besoins réels des populations Moldo-Valaques.

Les Plénipotentiaires délibèrent sur cette demande et décident qu'elle ne peut être admise. Toutefois chacun des Plénipotentiaires sera prêt à recevoir toutes les communications, soit écrites, soit verbales, que MM. les Délégués croiraient devoir leur faire à titre de renseignements.

M. Nigra ayant demandé si les Protocoles seront livrés à la publicité, et fait observer qu'il serait peut-être convenable de prendre une décision à ce sujet, M. Drouyn de Lhuys répond en rappelant que les Protocoles de 1856¹ et de 1858² ont été publiés ; mais il est bien entendu qu'une publication semblable ne peut avoir lieu qu'après un certain temps.

M. le Comte Cowley et M. de Budberg rappellent que jusque-là le secret devra être gardé.

M. le Plénipotentiaire de Russie exprime l'avis qu'il faudrait avant tout définir la situation et indiquer clairement le but qu'il s'agit d'atteindre. Dans son opinion la Conférence n'est pas appelée à inventer et à créer un ordre de choses nouveau ; sa mission consiste uniquement à tirer parti de ce qui existe et à y chercher les éléments d'une solution pratique.

M. Drouyn de Lhuys ayant observé que c'étaient là ce que désiraient en effet tous les membres de la Conférence, M. de Budberg ajoute qu'il y aura lieu, suivant lui, d'appliquer les prescriptions de la Convention de 1858, qui ont prévu la vacance de l'Hospodarat.

M. le Plénipotentiaire de Prusse objecte à cette manière de voir que la Convention de 1858 a été modifiée par des actes subséquents, dont il lui paraît impossible de ne pas tenir compte.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ayant demandé si la Conférence devrait se considérer comme investie d'un pouvoir en quelque sorte constituant et autorisée à entrer dans des errements nouveaux, M. le Comte de Goltz répond qu'il suffit à son avis de s'en référer aux réserves faites par les Puissances en 1861 ; de cette manière on ne sortirait pas des limites de l'état de choses établi.

M. le Plénipotentiaire de France adhère à l'observation du Comte de Goltz. Quand à celles qui ont été présentées par M. le Plénipotentiaire de Russie, il y répondra par le simple exposé des actes qui se sont

1. *Archives*, 1866, tome II, pages 19 à 34.

2. *Archives*, 1866, tome II, pages 113 à 156.

succédé depuis 1858 ; il les rappelle sommairement et conclut en disant que la question est celle-ci : Tombera-t-on de plein droit sous le régime de la Convention de 1858, ou examinera-t-on s'il y a lieu de maintenir les modifications qui y ont été ultérieurement apportées et qui ont eu pour effet d'établir l'union administrative et parlementaire des Principautés ? Or, la question est résolue par le fait même des réserves officiellement adressées à la Porte par la presque unanimité des Représentants des Puissances garantes en 1861. M. Drouyn de Lhuys donne lecture de la note adressée par le Prince Lobanoff au Ministre des Affaires Étrangères du Sultan¹, et qui se termine ainsi : —

« C'est en s'inspirant des intentions de son Gouvernement que le Soussigné croit devoir réserver à une entente préalable entre la Sublime Porte et les Représentants des Puissances garantes l'examen de la situation qui se produirait dans les Principautés à la vacance de l'Hospodarat, ainsi que l'application éventuelle des mesures prévues par le Protocole du 6 septembre 1859². Le Soussigné manquerait à ses obligations s'il laissait ignorer à Aali Pacha que son adhésion à la note du 2 décembre³ est entièrement subordonnée aux réserves qu'il vient de formuler. »

Le Prince Lobanoff et ses collègues à Constantinople ont donc expressément réservé l'examen d'une situation, alors éventuelle, réalisée aujourd'hui ; la Porte n'a rien objecté à leurs déclarations et les a, par cela même, acceptées.

M. le Comte Cowley dit que c'est, en effet, en vertu de ces réserves que les Plénipotentiaires se trouvent réunis.

M. le Baron de Budberg ajoute que c'est là que réside leur point de départ, et sur sa demande on passe à l'examen de la question que soulève la déclaration lue à la séance précédente par M. l'Ambassadeur de Turquie.

M. le Plénipotentiaire de France résume la communication de Safvet Pacha ; elle se réduit à deux points, écarter des délibérations de la Conférence la question du Prince étranger, et celle de l'hérédité de l'Hospodarat.

M. de Budberg ayant dit « et l'union ? » —

M. Drouyn de Lhuys ajoute que la question de l'union ne ressort pas de la note de M. l'Ambassadeur de Turquie. Elle viendra naturellement dans le cours des délibérations, mais la note de Safvet Pacha n'en fait pas mention.

Le Plénipotentiaire de Turquie, invité à s'expliquer sur le premier objet de ses réserves, expose que la Porte ne peut admettre un Prince

1. *Archives*, 1866, tome II, page 204.

2. *Archives*, 1866, tome II, page 166.

3. *Archives*, 1866, tome II, page 200.

étranger à la tête des Principautés, parce que, dans son opinion, cela équivaldrait à déclarer l'indépendance de ces Provinces.

Le Plénipotentiaire de Russie dit que les populations Moldo-Valaques demandent, il est vrai, un Prince étranger; mais ce n'est pas de leur part un désir bien raisonné; c'est comme une tentative suprême pour améliorer le sort de leur pays par une combinaison qui n'a pas encore été essayée; mais rien ne prouve que ces espérances puissent se réaliser.

Quant à la Russie de nombreux motifs l'engagent à voter contre l'élection d'un Prince étranger. M. de Budberg se réserve de les exposer, lorsque cette combinaison sera discutée par la Conférence.

Le Plénipotentiaire d'Autriche paraissant élever quelque doute sur ce qu'il y a eu de général dans les vœux exprimés sur ce point, le Comte Cowley répond que, d'après les renseignements qui lui ont été fournis, aucun doute n'est possible à cet égard; mais il pense avec Safvet Pacha que le Gouvernement d'un Prince étranger en Moldo-Valachie est incompatible avec le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Sans compter les difficultés de toute sorte que rencontreraient le choix et la nomination d'un Prince étranger, serait-il possible d'en trouver un qui fût prêt à accepter la position de vassal de la Porte?

Le Plénipotentiaire de Prusse, sur l'observation faite par M. Nigra qu'il conviendrait peut-être que la Conférence déterminât l'ordre des questions et examinât d'abord celle de l'union, dit que pour le moment il lui paraît qu'il y a à discuter, non la question même du Prince étranger, mais la question préalable de la réserve présentée à ce sujet par Safvet Pacha. Sans vouloir dès à présent proposer à la Conférence le choix d'un Prince étranger, on peut cependant hésiter à exclure de ses délibérations cette combinaison. Il ne croit donc pas qu'il convienne de se lier les mains sur ce point pour l'avenir, en restreignant la délibération dans les limites indiquées par le Plénipotentiaire de Turquie.

Le Plénipotentiaire de Turquie ajoute à ce qu'il a dit précédemment que l'admission de ses réserves est la condition de la participation de la Turquie à la Conférence. Si elles n'étaient pas admises, il n'aurait qu'à en référer à son Gouvernement, qui ne pourrait sans doute que l'inviter à se retirer.

Le Plénipotentiaire de France ne se considère pas comme en mesure d'émettre en ce moment une opinion absolue sur la demande de l'Ambassadeur de Turquie. Son vote dépendra naturellement des résolutions qui seront adoptées par ses honorables collègues sur les autres questions soumises à leur examen; si le maintien de l'union, par exemple, était consacré, il serait disposé à donner moins de relief et d'insistance à son opinion en faveur du Prince étranger, car il ne

voudrait pas faire échouer par son opposition isolée un arrangement auquel tous les autres membres de la Conférence se seraient ralliés. Du reste la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur à ce sujet se trouve énoncée dans toutes les délibérations qui se sont succédé à partir de la Conférence de Vienne en 1855; dans le Congrès de 1856, où le Plénipotentiaire Français n'était pas seul à le soutenir; puis dans la Conférence de 1858; la France s'était dès le principe prononcée pour cette combinaison, dans la persuasion qu'elle était voulue par les populations, et, en effet, les Divans *ad hoc*, convoqués en 1857, en ont exprimé le vœu ¹. Depuis lors, la France a-t-elle aucun motif de modifier son opinion? Nullement; et les derniers événements sont de nature, au contraire, à la confirmer. Enfin, pour ce qui le concerne, le Plénipotentiaire de la France désirerait que l'on laissât aux Principautés le droit de nommer un Prince soit étranger soit indigène.

M. le Plénipotentiaire de la Russie dit qu'il s'agit de savoir si l'on veut ou non maintenir l'article XII de la Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il y a une question préjudicielle : M. l'Ambassadeur de Turquie sera-t-il admis ou non dans ses déclarations? M. Nigra propose de suspendre l'examen de ces déclarations et d'examiner les autres questions. Safvet Pacha sera toujours à temps de se prononcer ainsi qu'il le jugera convenable.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit qu'en effet les réserves préables de la Turquie ne sont pas d'une nécessité absolue, puisque les résolutions ne pourront être prises qu'à l'unanimité des voix.

M. le Plénipotentiaire de France adhère complètement à l'avis du Comte de Goltz. Safvet Pacha peut exprimer ses protestations aussi bien après qu'avant. Quant à lui, il le répète, il ne voudrait pas se prononcer de prime abord pour ou contre l'objet des déclarations de M. l'Ambassadeur de Turquie; il ne pourrait, dès à présent, voter d'une manière absolue. Il réservera donc son vote, et il lui semble que M. l'Ambassadeur de Turquie pourrait également réserver sa décision.

Safvet Pacha ayant dit qu'il y consentait, si les Puissances déclaraient vouloir maintenir les Traités qui ont consacré l'intégrité de la Turquie.

M. le Comte Cowley fait observer que des Traités solennels n'ont pas besoin d'une telle confirmation.

M. le Plénipotentiaire de France ajoute que personne n'a plus fait que la France pour assurer cette intégrité. Au surplus, bien qu'il n'admette point que l'avènement d'un Prince étranger soit nécessairement incompatible avec la suzeraineté de la Porte, si l'arrangement

1. Octobre 19 et 25. *Archives*, 1866, tome II, pages 78 et 83.

final, agréé par tous les autres Plénipotentiaires, lui paraît convenable, il n'insistera pas sur le Prince étranger ; mais s'il en était autrement, il serait obligé de maintenir sur ce point l'opinion de son Gouvernement. Enfin il ne se croit pas autorisé à dire *à priori* qu'il consent à écarter le Prince étranger, sans savoir quelles seront les décisions ultérieures de la Conférence.

Après quelques observations échangées entre MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, d'Italie, de Turquie et de Russie, —

M. le Comte Cowley fait remarquer que la note lue à la Conférence par Safvet Pacha contient deux parties distinctes ; dans l'une, il indique les actes diplomatiques qu'il propose de prendre pour bases de discussion ; dans l'autre, il demande que la Conférence écarte tout d'abord de ses délibérations la question du Prince étranger et celle de l'hérédité. Il semble qu'en réalité M. le Plénipotentiaire de Turquie n'ait entendu faire que de simples réserves. Ne pourrait-il pas, dès lors, accepter purement et simplement la base de discussion qu'il a lui-même proposée, sauf à voir ce qu'il aurait à faire ultérieurement d'après la suite et le résultat de la délibération ?

M. le Plénipotentiaire de France, d'accord avec M. le Comte Cowley, ajoute que M. le Plénipotentiaire de Turquie peut se considérer comme satisfait, du moment qu'il lui est donné acte de déclaration, et que sa décision définitive se trouve ainsi réservée.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'après les explications données par M. Drouyn de Lhuys il consent à remettre à plus tard l'examen des deux questions dont il s'agit, et qu'en conséquence il réserve son vote.

M. le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il y a deux grands principes à concilier : l'intégrité de l'Empire Ottoman et le vœu des populations. Or, ce vœu s'est toujours prononcé pour le Prince étranger ; c'est la seule base d'une institution durable, et il pense, pour sa part, que la Conférence doit en tenir compte et ne pas écarter l'éventualité d'un Prince étranger.

MM. les Plénipotentiaires de Prusse, de Russie, de la Grande-Bretagne, d'Italie et de France, quoique différant d'avis en ce qui concerne l'opportunité et la possibilité de la nomination d'un Prince étranger, et le plus ou moins de garanties qu'elle offrirait, sont unanimes à déclarer qu'elle est dans le vœu des populations.

En résumé, la question du Prince étranger demeure réservée, et la Conférence passe à celle de l'union.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer que c'est au Représentant de la Puissance suzeraine à s'expliquer.

Safvet Pacha rappelle qu'aux termes du Firman de 1861, la réunion des deux Principautés, admise par la puissance suzeraine, de concert

avec les cours garantes, comme une conséquence de la double élection du Prince Couza, devait cesser à la première vacance de l'Hospodarat. Il donne lecture de l'Article 6 du Firman portant que deux Assemblées devront être élues, l'une en Valachie, l'autre en Moldavie, pour procéder à la nomination d'un Hospodar pour chaque Principauté. Il donne également lecture de l'Article 7, duquel il résulte que les modifications apportées à la Convention de 1858, dans le sens d'une union plus complète, n'ont qu'un caractère temporaire, et doivent cesser avec le Gouvernement du Prince Couza.

M. l'Ambassadeur de Turquie termine en demandant l'application de l'Article 5.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que ce que désire son Gouvernement est que l'on fournisse aux populations l'occasion d'exprimer librement leurs vœux quant à la séparation.

M. le Plénipotentiaire d'Italie, ayant émis l'avis que l'union doit être maintenue par cela même qu'elle existe, et que jusqu'à présent les populations n'ont cessé de marcher dans le même sens, —

M. le Baron de Budberg ajoute qu'il n'en est pas ainsi en Moldavie. L'union peut sortir peut-être d'un appel fait au pays ; mais la Russie est convaincue que la grande majorité des Moldaves désire, au fond, la séparation.

M. le Plénipotentiaire de France demande qu'il lui soit permis de rappeler les faits. La France s'est prononcée en faveur de l'union plus fortement encore que pour le Prince étranger ; elle se fondait sur le vœu et l'intérêt des populations dans l'une et l'autre Principauté. Il y a, à cet égard, un document d'une autorité particulière, car il a été rédigé et promulgué avec la participation de la Russie. C'est le Règlement Organique donné à la Valachie en 1832 ; on y trouve dans une section ayant pour titre, « Commencement d'une union plus grande entre les deux Principautés, » un Article ainsi conçu : —

« L'origine, la religion, les mœurs, l'unité de langage de ces deux Principautés, l'identité de besoins, sont des éléments suffisants pour cimenter une union plus grande entre ces deux Principautés ; union qui n'a été empêchée et retardée jusqu'ici que par des circonstances défavorables. Les résultats heureux qui en découleraient pour les deux Principautés, les conséquences avantageuses qui dériveraient d'un rapprochement plus intime entre ces deux peuples, ne peuvent être mis en doute par personne. Nous avons donc posé les commencements et les bases de cette union dans le Règlement Organique, en établissant des assises uniformes de législation administrative dans les deux provinces. »

Aussi, au Congrès de Paris en 1856, le premier Plénipotentiaire de Russie se prononça-t-il, comme celui de France, en faveur de l'union.

En 1858, l'opinion des Moldo-Valaques étant officiellement constatée et exprimée par les Divans *ad hoc*, le Plénipotentiaire Français put se prononcer d'une façon encore plus formelle. Cependant il y eut des résistances, et tandis qu'aujourd'hui tout le monde paraît d'accord pour s'en rapporter complètement à ce que voudraient les populations si on les consultait de nouveau, on crut devoir alors, malgré l'unanimité des vœux constatés, s'arrêter à une sorte de transaction en déposant dans la loi électorale annexée certains éléments d'unification. Depuis, par la force des choses, de nouveaux pas ont été faits vers le but indiqué dès 1832. En 1859, le même Hospodar a été élu dans l'une et l'autre Principauté, et telle était la force du vœu national que les Valaques n'hésitèrent pas à porter leur suffrage sur l'homme alors obscur, élu d'abord par la Moldavie. Tous les actes accomplis depuis lors jusqu'à ceux du 14 mai 1864, ont été autant de progrès successifs dans l'Union. La Porte, il est vrai, n'y a adhéré qu'avec des réserves. Mais, enfin, l'union existe en fait aujourd'hui, et, si on veut qu'elle cesse, il faut établir immédiatement deux Gouvernements, et recourir à des mesures qui auront le grave inconvénient de préjuger en la remettant en question une opinion déjà constatée.

M. le Comte Cowley ayant fait remarquer que M. le Plénipotentiaire de Turquie ne demande pas deux Gouvernements, mais la convocation de deux Assemblées, —

M. Drouyn de Lhuys se demande en vertu de quel principe on provoquera des élections en Moldavie et en Valachie, puisque l'on se trouve en présence de vœux déjà constatés et confirmés par la succession des faits.

M. le Plénipotentiaire de Russie conteste absolument que les populations soient aujourd'hui pour l'union ; elles la veulent bien certainement avec un Prince étranger, mais pas autrement. Cela résulte des informations venues de Jassy. Il est donc difficile que le pays ne soit pas de nouveau consulté. Il peut toutefois y avoir là une cause de trouble ; il s'agirait donc de trouver un mode de procéder qui prévînt tout danger à cet égard.

M. de Metternich adhère à cette manière de voir : son Gouvernement désire dans tous les cas que les populations Moldaves puissent émettre leurs vœux sous certaines garanties de liberté et d'indépendance.

M, le Comte Cowley également : son Gouvernement n'a pas de parti pris ni pour ni contre l'union, il s'en remettra au vœu des populations.

M. Drouyn de Lhuys dit que la France est pour l'union, parcequ'elle est toujours convaincue que les populations la veulent. Et c'est pour cela que, pour ce qui le concerne, il ne se reconnaît pas le droit de

prendre l'initiative de leur poser une question qu'elles ont déjà résolue. C'est une initiative qui leur appartient et qu'il convient de leur laisser. Il y a une Assemblée à Bucharest; ne pourrait-elle pas être appelée à pourvoir à la vacance de l'Hospodarat? Si elle voulait la séparation, elle aurait là naturellement l'occasion de manifester ses dispositions. Cette combinaison aurait d'ailleurs l'avantage d'éviter les lenteurs et les commotions d'une grande campagne électorale. Les Moldaves sont en assez grand nombre dans l'Assemblée, leur vote offre toutes les garanties désirables, et rien ne les empêcherait de se déclarer pour le maintien ou pour la cessation de l'union.

Le Plénipotentiaire de Russie considère ce système comme très-pratique, mais à son avis il conviendrait, afin d'avoir un vote vraiment honnête et libre, que les Députés Moldaves se rendissent à Jassy pour y voter, tandis que les Députés Valaques voteraient à Bucharest. Il y aurait ainsi deux votations distinctes.

M. Drouyn de Lhuys n'approuve pas cette séparation. Il désire que les choses se passent avec le moins de trouble et le plus de liberté possible. Or, il ne voudrait pas provoquer une mesure qui au lieu de laisser aux Députés eux-mêmes l'initiative d'un vote séparatiste, semblerait les y provoquer, et tendrait dès lors à exercer à leur égard une sorte de pression morale. De plus ne serait-il pas à craindre que la présence des Députés Moldaves à Jassy ne fournisse un prétexte d'agitation?

Le Prince de Metternich répète et le Comte Cowley fait remarquer qu'il faudrait également garantir qu'il n'y aurait pas de pression sur les Députés Moldaves s'ils votaient à Bucharest. Or, MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de la Grande-Bretagne ne voient pas que ce serait le moyen d'assurer, en ce cas, la liberté de leurs votes.

M. le Plénipotentiaire de Turquie pense que l'on pourrait rendre le Gouvernement Provisoire responsable des mesures à prendre pour assurer la tranquillité du pays et la libre émission des votes des Députés Moldaves.

Le Plénipotentiaire de Prusse dit que son Gouvernement, qui se croit bien informé du vœu des populations, est pour l'union, mais qu'il n'entendrait pas la leur imposer. Jusqu'à présent il n'a reçu aucune information qui l'autorise à supposer que ce vœu s'est modifié; toutefois s'il s'élevait des doutes sérieux à cet égard, il n'aurait aucune objection à ce que les populations Moldo-Valaques fussent de nouveau consultées; il conviendrait alors de recourir à de nouvelles élections pour bien constater leurs dispositions actuelles.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne déclare n'avoir pas d'informations suffisantes, et n'être en conséquence, comme la plupart de ses collègues, ni pour ni contre l'union, ainsi qu'il l'a déjà dit.

Mais il ne comprendrait pas dans tous les cas que l'on hésitât à consulter les populations.

Le Plénipotentiaire de Russie donne la préférence à ce dernier mode de procéder sauf l'approbation de son Gouvernement. Mais pour avoir un vote complètement libre il serait à son avis indispensable de recourir à la convocation de deux Assemblées.

Le Plénipotentiaire de France résume l'état de la discussion ; il rappelle que quelques membres de la Conférence ont émis l'avis adopté par leurs collègues d'en référer aux Gouvernements respectifs ; il énumère, en les analysant, les diverses combinaisons qui se sont produites au sein de la Conférence, et invite les Plénipotentiaires à se prononcer.

La Conférence décide que les Plénipotentiaires en référeront à leurs Gouvernements respectifs et leur soumettront les questions suivantes : —

1. Convient-il de laisser à l'Assemblée qui siège actuellement à Bucharest la mission de nommer un Hospodar en remplacement du Prince Couza ?

En ce cas si spontanément les membres Moldaves manifestaient des intentions différentes, et demandaient soit le vote séparé sur l'union ou la séparation des Principautés, ils pourraient être admis à voter de leur côté, tandis que les Députés Valaques voteraient du leur, mais sans quitter Bucharest.

2. Convient-il, sans attendre que les Députés Moldaves aient manifesté leurs intentions d'inviter l'Assemblée siégeant à Bucharest à se prononcer sur l'union ou la séparation avec une votation séparée ?

3. Y aurait-il lieu de décider que l'Assemblée se trouvant appelée à se prononcer sur la question de l'union les Députés Moldaves iraient voter à Jassy, tandis que les Députés Valaques voteraient à Bucharest ?

4. Convient-il de faire un appel direct à des élections générales ayant expressément pour objet de nommer une seule Assemblée qui se réunirait à Bucharest pour nommer un nouvel Hospodar et au besoin pour se prononcer sur la question de l'union ?

Il serait entendu, dans ce dernier cas, que le vote favorable à l'union ne serait valable qu'autant qu'il aurait rallié la majorité des Députés Moldaves faisant partie de l'Assemblée ?

5. Enfin vaudrait-il mieux recourir à la convocation de deux Assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, à l'instar de ce qui s'est déjà fait en 1857 pour les Divans *ad hoc* ?

La Conférence décide que dans sa prochaine réunion, qui aura lieu sur convocation, elle procédera à la ratification de l'acte public

signé le 2 novembre dernier à Galatz, par les membres de la Commission Européenne.

Fait à Paris, le 19 mars, 1866.

Signé : METTERNICH.
DROUYN DE LHUYS.
COWLEY.
NIGRA.
GOLTZ.
BUDBERG.
SAFVET.

Protocole (N^o 3) de la conférence du 28 mars 1866. (Sanction de l'acte public relatif à la navigation du Bas-Danube.)

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la deuxième séance est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France expose l'objet spécial de la réunion de ce jour ; il s'agit de sanctionner l'Acte Public élaboré par la Commission Européenne du Bas-Danube et signé par elle à Galatz, le 2 novembre dernier¹.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'avant de prendre une décision à cet égard, il y aurait à résoudre deux questions préalables : l'une est relative à la prolongation des pouvoirs de la Commission Européenne ; la Russie n'a pas d'objection à ce que la durée de la Commission soit prolongée ; mais il lui paraît indispensable que le terme en soit fixé d'une manière définitive. L'autre est relative à l'Acte élaboré en 1857, par les Commissaires des États riverains. Les Puissances signataires du Traité de Paris avaient, dans la Conférence de 1858, demandé que des modifications importantes fussent apportées à cet Acte ; on avait fait espérer qu'un nouveau projet serait préparé

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 223.

dans un délai de six mois, et huit ans se sont écoulés depuis lors. Il serait donc convenable de se prononcer avant tout sur cette question préjudicielle.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit que si l'on veut que les travaux entrepris pour l'amélioration du Bas-Danube soient achevés d'une manière durable, il faut encore trois ans au moins ; l'ingénieur Anglais attaché à la Commission est en ce moment ici, et il l'affirme ; il déclare que l'année actuelle s'écoulera sans que l'on ait presque rien fait, si l'emprunt projeté par la Commission n'est pas réalisé bientôt ; de plus, les travaux ne peuvent s'exécuter par tous les temps, ils exigent une saison favorable ; enfin il y a diverses causes de retard dont il faut tenir compte pour fixer un délai à la durée de la Commission.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que ses informations concordent entièrement avec celles du Comte Cowley. Il lui paraîtrait d'ailleurs plus régulier que la Conférence commençât par s'occuper de l'objet spécial de sa réunion, c'est-à-dire, de la ratification de l'Acte Public signé à Galatz.

M. le Comte Cowley répond qu'on peut, en effet, procéder à cette ratification sans rien préjuger quant au reste, et

M. le Baron de Budberg ajoute qu'il n'y a pas objection, du moment que les deux questions qu'il a posées seront traitées immédiatement.

La Conférence s'étant prononcée dans ce sens,

M. le Plénipotentiaire de France lit un Protocole destiné à constater la sanction donnée par les Plénipotentiaires à l'Acte Public et dont le projet avait été préalablement communiqué aux Membres de la Conférence. Ce Protocole est adopté dans les termes suivants :

« La Commission Européenne, instituée par l'Article XVI du Traité signé à Paris le 30 mars 1856, étant parvenue à améliorer la navigation du Bas-Danube en faisant exécuter plusieurs travaux importants, et ayant pourvu à la réglementation des divers services qui s'y rattachent, les Puissances signataires ont muni leurs Délégués dans ladite Commission de pleins pouvoirs à l'effet de déterminer, par un Acte international, les droits et obligations ressortants du nouvel état de choses.

« En conséquence, un Acte Public a été signé par eux à Galatz, le 2 novembre 1865, en huit exemplaires originaux, dont l'un est resté déposé aux archives de la Commission Européenne, et dont les autres ont été envoyés par les Commissaires à leurs Gouvernements respectifs. »

M. le Plénipotentiaire de France présente à la Conférence un des exemplaires originaux de l'Acte Public.

Après avoir pris connaissance de cet Acte, des deux Annexes A et B, qui en font partie intégrante, et de l'arrangement relatif aux avances faites par la Sublime Porte à la Commission Européenne, qui y est également joint, la Conférence donne son assentiment et sa sanction aux dispositions qui y sont édictées.

Il est convenu toutefois, afin de réparer une omission involontaire, que l'Article 5 du Règlement du 21 novembre 1864 (Annexe A), sera rédigé comme il suit :

« Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent sont tenus d'ottempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du présent Règlement par l'Inspecteur-Général et par le capitaine du port de Soulina. »

« Ils sont également tenus de leur déclarer, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que la nationalité et les noms de leurs bâtiments, et de leur présenter leurs rôles d'équipage, sans préjudice aux dispositions des Articles 10, 17 et 63 ci-dessous. »

« Une instruction spéciale, émanée de la Commission Européenne, règle, dans ses détails, l'action de ces deux agents. »

Il est convenu, en outre, que dans la section 1 de l'Article 98 du même Règlement, les mots « Article 4 » seront remplacés par les mots « Article 5. »

Les Puissances Contractantes, en donnant à l'Acte Public et à ses deux annexes la publicité officielle, chacune pour ce qui la concerne, tiendront compte des modifications qui précèdent.

Le présent Protocole a été dressé et signé en deux exemplaires originaux : l'un restera, comme les autres Protocoles, aux actes de la Conférence; le second a été remis officiellement, en Conférence, au Plénipotentiaire de Sa Majesté le Sultan, et sera, par ses soins, envoyé à Constantinople afin d'y servir et tenir lieu de la ratification Européenne prévue en l'Article 22 de l'Acte Public.

Ce document est signé par les Plénipotentiaires séance tenante, et remise en est faite immédiatement à M. l'Ambassadeur de Turquie, qui en donne acte.

On reprend l'examen de la question relative à la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est d'avis qu'elle ne doit pas faire place à la Commission Riveraine avant que les travaux dont l'exécution lui a été confiée par le Traité du 20 Mars, 1856, ne soient entièrement terminés. Il y a dans la Commission Européenne et dans le personnel qui lui est adjoint des hommes capables, qui ont acquis par l'expérience une science pratique et dont le concours est précieux et très-utile à conserver.

M. le Plénipotentiaire de France pose la question qui est de savoir

s'il y a lieu d'assigner un terme fixe à l'achèvement des travaux. L'ingénieur Anglais demanderait au moins trois ans; c'est le délai que la Commission avait elle-même indiqué dans sa séance du 2 Novembre, 1865. A raison du temps écoulé depuis lors, il conviendrait d'accorder un an de plus.

M. le Plénipotentiaire de Russie tient avant tout à ce qu'un terme quelconque soit fixé d'une façon définitive; il est juste sans doute de tenir compte des causes de retard, comme celle résultant de la saison par exemple; mais n'y aurait-il pas des inconvénients à laisser aux Commissaires une latitude infinie?

M. le Prince de Metternich et M. le Comte Cowley observent qu'il faut tenir compte aussi du manque d'argent. Les derniers événements survenus à Bucharest rendent plus difficile de se procurer, de ce côté, comme on l'espérait, une partie des capitaux nécessaires.

M. le Plénipotentiaire de Prusse pense que l'on pourrait prolonger les pouvoirs des Commissaires Européens jusqu'à la fin de 1869.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant répondu, en se référant aux observations présentées par M. le Comte Cowley, qu'il est difficile de s'arrêter à ce terme,

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne proposerait de déclarer que le délai ne devrait pas dépasser cinq ans; si, d'ailleurs, il indique un chiffre, c'est pour répondre au désir qui est exprimé pour la fixation d'un terme. Celui de trois ans ne saurait être adopté qu'avec la possibilité d'une prolongation.

M. le Plénipotentiaire de France appuie cette opinion: si on fixait un terme trop court, il pourrait sembler illusoire, et on espérerait toujours en obtenir un nouveau, tandis qu'un délai plus long serait par cela même considéré comme devant être définitif.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Russie adhéreraient au terme de cinq ans, mais en demandant que la Commission Européenne fût invitée à presser autant que possible l'achèvement des travaux.

M. le Plénipotentiaire de Turquie trouve ce délai bien long; il lui semble que c'est perpétuer la Commission.

M. le Plénipotentiaire de Russie éprouve quelque hésitation à se prononcer sur la proposition du Comte Cowley; elle est certainement très-logique, mais peut-on songer à dissoudre la Commission Européenne avant que le règlement élaboré par les riverains ait été terminé et accepté? Les deux questions sont inséparables: si l'Acte des riverains existait, si la Commission permanente était constituée, l'objection ne subsisterait plus.

M. le Plénipotentiaire de Prusse adhère à ces observations.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne fait remarquer que l'Acte

des riverains pourrait être adopté sans que cela impliquât aucune-
ment la dissolution de la Commission Européenne. Du reste, on pour-
rait fixer pareillement un terme, celui de deux ans, par exemple, au
travail de réglementation de la Commission Riveraine.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche serait d'avis de ne pas mêler les
deux questions; il vaudrait mieux commencer par vider la première.
Peut-être les déclarations qu'il aura à présenter ensuite seront-elles
de nature à satisfaire M. le Baron Budberg.

M. Drouyn de Lhuys croit devoir rappeler et M. le Comte Cowley
adhère à son observation que dans la Conférence de 1858, tous les
Plénipotentiaires, à l'exception de celui d'Autriche, qui réservait
l'opinion de son Gouvernement, furent d'avis de prolonger la durée de
la Commission Européenne jusqu'à l'achèvement complet des travaux
énoncés en l'Article XVI du Traité de Paris. Sans aller aussi loin
aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux, entre les deux termes proposés,
choisir celui qui est assez long pour être véritablement pris au
sérieux?

MM. les Plénipotentiaires de Russie, d'Autriche, de Prusse, d'Italie,
et de Turquie adhèrent avec le Comte Cowley et M. Drouyn de Lhuys
au terme de cinq ans, mais sous la réserve de l'approbation de leurs
Gouvernements.

M. le Plénipotentiaire de France énonce la deuxième question qui
concerne le règlement élaboré par la Commission Riveraine: on a
exprimé le désir d'être fixé sur l'époque à laquelle ce travail pourra
être entièrement terminé et présenté à l'acceptation des Puissances
signataires du Traité de Paris.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche répond qu'il serait impossible de
rien préciser à cet égard, vu la grande difficulté que présente la con-
stitution de la Commission Riveraine par suite de la situation actuelle
des Principautés Moldo-Valaques. M. le Prince de Metternich déclare
d'ailleurs que son Gouvernement est prêt à profiter de la prolongation
de la Commission Européenne pour s'entendre directement avec les
autres Puissances à l'effet de résoudre dans le sens le plus libéral les
points restés en litige et d'amener la constitution aussi prochaine que
possible de la Commission Riveraine.

M. le Plénipotentiaire de Russie ne peut considérer cette déclaration
comme satisfaisante: il ne doute point que l'Autriche ne soit disposée
à apporter dans le règlement des points en litige un esprit large et
libéral, mais il désirerait que M. le Prince de Metternich fût en mesure
d'indiquer avec plus de précision les intentions de son Gouvernement.
A-t-il adhéré aux observations présentées par le Comte Cowley à la
Conférence de 1858?

M. le Prince de Metternich répond qu'en même temps que l'Au-

triche entrera en pourparlers avec les autres Puissances, elle s'occupera de reconstituer la Commission Riveraine. Il croit pouvoir ajouter qu'il s'entend de soi que les observations présentées en 1858 sur le règlement élaboré par les Commissaires Riverains feront l'objet d'un sérieux examen de la part de son Gouvernement, qui ne tardera pas à en faire connaître le résultat.

Après un échange d'observations entre la plupart des Plénipotentiaires et M. le Prince de Metternich sur l'opportunité de fixer un terme pour la constitution de la Commission Riveraine, et l'élaboration définitive du règlement relatif à la navigation du Danube, M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que la déclaration qu'il vient de faire signifie, selon lui, que l'Autriche aura pourvu à cette double mesure avant la dissolution de la Commission Européenne.

M. le Comte Cowley rappelle qu'aux termes du Traité de 1856 la Commission Riveraine doit être permanente ; c'est un motif de plus pour qu'elle soit reconstituée sans retard. La situation actuelle des Principautés n'est pas un obstacle à cet égard, d'autant moins que la nomination des Commissaires Moldo-Valaques doit être approuvée par la Porte.

Pour ce qui concerne l'entier achèvement du règlement de navigation, il ne voit pas pourquoi on n'accorderait pas une prolongation de délai à la Commission Riveraine comme on l'a fait pour la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait remarquer qu'il n'y a pas parité, et que les commissaires riverains n'ont pas devant eux les mêmes obstacles. Il ajoute que M. le Baron de Hubner a élevé contre les modifications demandées dans la Conférence de 1858 une objection tirée des droits de souveraineté de l'Autriche. Il serait bon que des explications fussent données à cet égard.

M. le Plénipotentiaire de Prusse et M. le Plénipotentiaire de France pensent avec le Comte Cowley que la situation actuelle des Principautés ne doit apporter aucune difficulté à la nomination de Commissaires Moldo-Valaques.

M. Drouyn de Lhuys résume les questions que M. le Prince de Metternich, d'après le désir de la Conférence, aurait à soumettre à sa Cour : quelque disposition a-t-elle été prise pour modifier le règlement élaboré en 1857, et pour reconstituer la Commission Riveraine ? Que se propose-t-on de faire pour ce double objet ?

M. le Plénipotentiaire d'Italie ajoute qu'il serait également opportun de demander au Gouvernement Autrichien quel serait, à son avis, le délai dans lequel pourrait être présenté le travail de la Commission Riveraine ; car la Commission Européenne ne saurait être dissoute avant que ce règlement n'ait été approuvé.

M. le Prince de Metternich sur une dernière observation de M. le Baron de Budberg, dit qu'il s'empressera de transmettre à Vienne ces diverses questions, en demandant des instructions nouvelles qui lui permettront de rapporter à la Conférence la réponse de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne demande à appeler l'attention de la Conférence sur un projet émané du Délégué de Sa Majesté Britannique dans la Commission Européenne, et qui aurait pour objet d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité et l'action des Commissaires. Lord Cowley donne lecture de la note suivante destinée à exposer les avantages de cette mesure : —

« Le Traité de Paris en désignant Isaktcha comme le point au-dessous duquel la Commission Européenne exercerait sa juridiction, ne paraît avoir eu en vue que de confier à la Commission le Delta du Danube.

« Il y a pourtant une division du fleuve plus naturelle au point de vue de sa navigation, c'est-à-dire le port d'Ibraïla.

« Cette ville peut être considérée comme le point où la navigation maritime se rencontre avec celle du fleuve. La plus grande partie des bâtiments destinés à la navigation en pleine mer, qui se chargent dans le fleuve, le font à Galatz et à Ibraïla, et plus souvent à ce dernier port, qui est le plus en amont.

« Entre Ibraïla et Isaktcha, il n'y aurait que peu de travaux à faire, mais le bas-fond entre Galatz et Ibraïla est quelquefois un obstacle pour les bâtiments très-chargés, surtout quand les eaux sont basses, et ce serait avantageux de le draguer quand les hommes qu'on emploie à draguer n'ont pas à travailler plus loin en aval dans le fleuve. On trouve, dans l'application des règlements, que les bâtiments destinés à la navigation en pleine mer sont incommodés par le fait que la juridiction de la Commission est limitée à cette partie du fleuve qui se trouve au-dessus d'Isaktcha.

« De cet endroit, et de là jusqu'à Ibraïla, les navires destinés à la navigation en pleine mer qui sont au nombre de 2559 bâtiments à voile, sans compter une grande quantité de bateaux à vapeur, de barques et d'allèges, sont tout à coup libres de ne pas se conformer aux règlements auxquels ils ont dû se soumettre en venant de la mer jusqu'à ce point; par conséquent les collisions et les disputes sont très-fréquentes.

« L'inspection et la surintendance de cette partie de la rivière n'augmenterait que peu les dépenses faites sur les fonds provenant de notre tarif, comme on n'aurait besoin que d'un surintendant en plus.

« Le Gouvernement de Sa Majesté se demande donc s'il ne serait

pas avantageux d'étendre la juridiction de la Commission jusqu'à Ibraïla.

« Les avantages acquis seraient :

« 1. Que tous les bâtimens destinés à la navigation en pleine mer auraient à se conformer au même acte de navigation pendant tout le cours de leur voyage dans le fleuve et non-seulement durant le peu de temps que subsistera encore la Commission, mais après sa dissolution et jusqu'à ce que la Commission riveraine aura rédigé un acte de navigation qui s'appliquera au Bas-Danube, ce que l'Acte de 1857 ne fait pas.

« 2. La Commission Riveraine aurait alors le droit d'employer les dragues, les bouées, etc., appartenant à la navigation maritime de toute la partie du fleuve que cette navigation fréquente.

« Par l'Article 14 de l'Acte Public, ce matériel ne peut être employé qu'au-dessous d'Isaktcha.

« 3. De cette manière la navigation maritime serait exemptée de tous les impôts additionnels que la Commission Riveraine pourrait, ultérieurement, d'après le Traité actuel, imposer pour couvrir les frais des établissemens entre Isaktcha et Ibraïla. »

A la demande de Lord Cowley, il est convenu que le Secrétaire de la Conférence transmettra une copie de cette note à chacun des Plénipotentiaires qui soumettront la question à l'examen de leurs Gouvernemens, et qu'elle sera insérée au Protocole.

M. le Plénipotentiaire de France, se fondant sur le vœu exprimé dans la Conférence quant à l'opportunité de hâter l'œuvre de la Commission Européenne, croit devoir rappeler que tous les Commissaires ont voté, dans leur séance du 2 Novembre dernier, un projet d'emprunt de 251 000 ducats (environ 3 000 000 de francs) pour couvrir les dépenses des travaux d'amélioration de la Bouche de Soulina. Lors d'un premier emprunt, chaque Gouvernement a transmis son approbation séparément; puisque la Conférence se trouve réunie, peut-être jugerait-elle utile, pour gagner du temps, de donner au nouveau projet une approbation collective.

Quelques-uns des Plénipotentiaires ne se trouvant pas suffisamment autorisés à s'associer à cette mesure, il est convenu que chacun des Plénipotentiaires demandera à son Gouvernement de hâter l'envoi de son approbation à Galatz.

La Conférence s'ajourne au Lundi, 2 Avril.

Fait à Paris, le 28 Mars 1866.

Signé : METTERNICH.

COWLEY.

GOLTZ.

SAFVET.

DROUYN DE LHUYS.

NIGRA.

BUDBERG.

Protocole (N^o 4) de la Conférence du 31 mars 1866. (Élection d'un nouvel Hospodar.)

Présents : Les plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande-Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que les nouvelles instructions qu'il attend de Pétersbourg ne doivent lui parvenir que le 4 avril ; on ne sera donc pas surpris qu'il s'abstienne de se prononcer sur les questions qui seraient examinées dans la séance de ce jour.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que c'est d'après le désir exprimé par le Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique qu'il a réuni la Conférence avant le jour qui avait été fixé, et il invite M. le comte Cowley à exposer l'objet de cette convocation.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'il résulte des informations parvenues de Bucharest à son Gouvernement que les résolutions de la Conférence y étaient attendues avec une extrême impatience, et que si les Plénipotentiaires tardaient à prendre une décision, de grands troubles étaient imminents. En présence d'un pareil état de choses, son Gouvernement a pensé qu'il était urgent de réunir les Plénipotentiaires.

M. le Plénipotentiaire de France ajoute aux informations générales données par le comte Cowley que les Plénipotentiaires doivent maintenant savoir qu'une dépêche télégraphique expédiée la veille de Bucharest, annonce que le Gouvernement provisoire venait de dissoudre l'Assemblée et d'en convoquer une nouvelle. Cet incident peut placer la Conférence dans une situation difficile. Elle a, dès le début, recommandé aux hommes provisoirement investis du pouvoir dans les Principautés de s'abstenir et d'attendre : c'était prendre l'engagement de faire elle-même quelque chose. En différant d'arrêter ses résolutions, elle s'est exposée à venir trop tard ; les événements la devançant et elle est placée dans l'alternative de prendre sans retard un parti ou de résigner son mandat.

M. le Plénipotentiaire de Russie adhère à ce que vient de dire

M. Drouyn de Lhuys. Il trouve que le Gouvernement provisoire de Bucharest a agi bien précipitamment et sans en avoir le droit. Du reste, on n'a nullement à regretter l'Assemblée dissoute. Il demande ce que l'on propose.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que les Plénipotentiaires ont dû consulter leurs Cours; il est regrettable qu'ils ne soient pas tous munis de suffisantes instructions.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ayant fait remarquer que les événements survenus à Bucharest ont pu rendre inapplicables, du moins en partie, les instructions que les Plénipotentiaires s'étaient réservé de demander à leurs Gouvernements sur les questions posées par la Conférence, —

M. Drouyn de Lhuys répond qu'il y a des principes dont l'examen est toujours opportun : est-on pour une seule Assemblée, ou pour deux Assemblées? Peut-on s'en remettre entièrement au vœu des populations? Le Gouvernement de l'Empereur ne demanderait pas mieux; mais on semble vouloir écarter le Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de Russie, pour ce qui le concerne, déclare qu'il n'a pas à se prononcer en ce moment à cet égard : il attend ses instructions. Il pense d'ailleurs qu'il serait nécessaire de rentrer dans les termes de la Convention de 1858 : l'expression des vœux des populations résulterait naturellement de cette mesure.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est d'avis que l'événement survenu à Bucharest, loin d'avoir pour effet de suspendre les résolutions de la Conférence, devrait au contraire les hâter. On est en présence d'un pays en révolution; ce qui s'y passe est fâcheux sans doute et très-regrettable, mais enfin les faits sont là et cette situation cessera d'autant plus tôt que l'on aura adopté une base sur laquelle on puisse établir une ligne de conduite.

M. le Plénipotentiaire d'Italie suppose que la Conférence prenne une résolution à laquelle les Principautés refusent de se conformer, et il demande ce que l'on ferait alors.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond que tout est prévu par les Traités en pareil cas.

M. le comte Cowley ayant demandé à M. le Plénipotentiaire de France quel est son avis en présence de ce qui est survenu à Bucharest, —

M. Drouyn de Lhuys répond qu'il s'est prononcé sur le principe pour le recours à une Assemblée unique. Si la Conférence s'était décidée pour la convocation d'une seule Assemblée, elle ne se trouverait pas devancée par l'événement, et en présence d'une décision prise malgré elle ou du moins en dehors d'elle.

Du reste cette mesure n'est point en opposition avec les vues du

Gouvernement de l'Empereur. Le recours à une Assemblée unique, soit à celle qui siégeait à Bucharest, soit à une Assemblée nouvelle, ce qui est encore mieux, si cette grande opération électorale peut avoir lieu sans troubles, n'a pas cessé d'offrir cet avantage — qu'il ne préjugait rien contre le maintien de l'union, tout en laissant les partisans de la séparation également libres de manifester leurs vœux, puisqu'il a été bien entendu que la majorité des Députés Moldaves devrait, dans tous les cas, être acquise à l'union pour qu'elle fût maintenue. La ligne de conduite adoptée par la France est bien simple : c'est de tenir compte des vœux des populations pour l'union et le Prince étranger.

L'union est bien plus qu'un vœu solennellement exprimé : c'est une réalité qui est entrée dans les actes diplomatiques comme dans les faits, et que l'on retrouve à chaque page de l'histoire des Principautés depuis dix ans ; en un mot, c'est un fait obligatoire pour tout le monde, tant qu'il ne se sera pas produit en sens contraire une manifestation spontanée au sein de l'Assemblée.

Quant au Prince étranger, le vœu des populations, dans l'opinion de la France, n'est pas moins légitime et sensé, car il est naturel qu'après avoir épuisé toutes les autres combinaisons, elles désirent faire l'essai de celle-là ; et serait-ce donc la première fois qu'un peuple aurait demandé à l'étranger un Prince qu'il ne pouvait rencontrer chez lui ? De plus, le choix d'un Prince étranger n'est point nécessairement incompatible avec la suzeraineté de la Porte. La France est donc toujours favorable à cette combinaison, mais comme elle est demeurée à l'état de simple vœu et qu'elle est en opposition avec des stipulations internationales qui ne sauraient être modifiées qu'avec le concours de toutes les Puissances, M. Drouyn de Lhuys ne peut que regretter l'opposition qu'elle a jusqu'à présent rencontrée.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait remarquer que la discussion sur le Prince étranger a été momentanément écartée des délibérations de la Conférence. Pour ce qui concerne l'union, M. le baron de Budberg conteste, comme il l'a fait précédemment, qu'elle soit dans le vœu des populations. La Moldavie n'en veut pas, et si l'on tarde d'avoir égard à ses tendances, il y aura certainement des démonstrations dans un sens contraire. A l'appui de cette assertion, M. le Plénipotentiaire de Russie donne lecture d'une dépêche du Consul russe à Jassy en date du 5 et d'une autre du 9 mars dans laquelle il est dit que les Agents du Gouvernement provisoire agissent par tous les moyens en faveur de l'union. On a même fait venir de la Valachie à Jassy une batterie d'artillerie ; malgré tout, les Moldaves repoussent l'union, à moins qu'elle ne s'effectue avec un Prince étranger.

M. le baron de Budberg est convaincu de l'exactitude de ces rap-

ports ; il ne saurait toutefois exiger des autres Plénipotentiaires qu'ils y ajoutent la même confiance. Mais ils comprendront que la Russie ne puisse consentir à ce que la liberté des opinions soit opprimée en Moldavie.

M. le Plénipotentiaire de France fait remarquer que bien loin de vouloir aucune oppression de cette espèce, le Gouvernement de l'Empereur a consenti à ce que les populations fussent mises en mesure d'exprimer de nouveau leurs vœux. Du reste, en convoquant une Assemblée unique on a fait ce que la France souhaitait voir faire par la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'événement, quelque regrettable qu'il soit, a du moins l'avantage de simplifier la question : on a pris à Bucharest la résolution qu'il voulait lui-même proposer.

M. le baron de Budberg exprime de nouveau le désir qu'on lui accorde le temps de recevoir ses instructions, et la plupart des autres Plénipotentiaires demandent à en référer à leurs Gouvernements.

M. le Plénipotentiaire de France résume l'état de la question. Après avoir dit que cette situation ne saurait se prolonger sans porter atteinte à l'autorité morale et même à la dignité de la Conférence, il ajoute qu'il n'y a, à son avis, que trois partis à prendre :

Laisser les populations entièrement maîtresses de disposer de leurs destinées, comme elles l'entendront ;

Les diriger et les satisfaire en prenant des résolutions promptes et équitables, appropriées à leurs besoins et aux circonstances ;

Enfin ne tenir aucun compte de leurs vœux : puis leur imposer par la force les résolutions de la Conférence.

Le premier système, s'il était adopté par les autres Puissances, ne contrarierait certainement pas le Gouvernement de l'Empereur ; il abonde dans son sens, puisqu'il laisse la plus libre carrière aux aspirations du pays et n'imposerait aux Puissances d'autre responsabilité que celle de surveiller la marche des événements et de n'intervenir qu'autant qu'il pourrait en résulter quelque danger auquel il leur appartiendrait d'obvier.

Le second serait assurément le meilleur si toutes les Puissances pouvaient se mettre promptement d'accord sur les résolutions à prendre.

Quant au troisième système, M. Drouyn de Lhuys ne sait s'il trouverait beaucoup de partisans ; il serait en apparence le plus favorable aux droits de suzeraineté de la Porte, mais il ouvrirait la voie aux plus dangereuses complications, et le Plénipotentiaire de France doute que le Gouvernement Ottoman dût savoir un bien bon gré à ceux qui

lui imposeraient la mission de faire prévaloir dans les Principautés Moldo-Valaques un ordre de choses dont elles ne voudraient pas.

Un des membres de la Conférence ayant demandé s'il n'y aurait pas à adresser en ce moment quelque communication au Gouvernement Provisoire, —

Safvet Pacha émet l'avis que l'on pourrait lui demander de faire connaître les motifs de la mesure qu'il vient de prendre. Il serait peut-être de la dignité de la Conférence de réclamer, à cet égard, des explications.

La Conférence s'ajourne au mercredi, 4 avril.

Fait à Paris, le 31 mars, 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N° 5) de la conférence du 4 avril 1866.

Présents : les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que la Conférence s'était ajournée au 4 avril sur le désir exprimé par la plupart de ses membres de recevoir les instructions de leurs Gouvernements. Il a, pour ce qui le concerne, mûrement examiné la question soumise en ce moment à la Conférence, et après avoir pris les ordres de l'Empereur, il a résumé la manière de voir de son Gouvernement dans une dépêche, en date d'hier, adressée aux Représentants de Sa Majesté près les Cours signataires du Traité de Paris.

M. Drouyn de Lhuys donne lecture de cette dépêche, dans laquelle,

en se fondant sur les mêmes considérations qu'il a déjà présentées à la Conférence, il se demande si des trois systèmes indiqués dans la dernière séance, le meilleur ne serait pas de laisser aux populations le soin de régler elles-mêmes leurs destinées, en réservant l'intervention de la Conférence pour le cas seulement d'une violation des droits consacrés par des stipulations internationales. En résumé, les Principautés agiraient sous leur responsabilité, sans autre restriction que celle de ne porter aucune atteinte aux droits de la Cour suzeraine ou des Puissances garantes. S'il y avait, de leur part, infraction, la Conférence devrait être appelée à aviser.

Cette ligne de conduite serait en harmonie avec la volonté unanimement manifestée par les membres de la Conférence, de tenir compte du vœu des populations; de plus, elle serait d'accord avec l'Acte Additionnel de 1864, qui a reconnu aux Principautés Unies la faculté de modifier par elles-mêmes leur régime intérieur, sans porter atteinte d'ailleurs aux droits de la Cour suzeraine ou des Puissances garantes.

M. le Plénipotentiaire de Turquie fait observer que le système qui vient d'être exposé, repose sur un principe tout nouveau, et qui n'a pas de précédents; laisser les populations libres de disposer de leur sort, ce serait contraire à tous les Traités. Ainsi livrées à elles-mêmes, les Principautés ne manqueraient pas de revenir à l'union avec le Prince étranger. On ne doit pas oublier, en effet, que le Gouvernement Provisoire est le maître de diriger les élections à son gré, et qu'il peut faire tout ce qu'il voudra.

C'est donc à la Conférence à intervenir et à faire connaître ses résolutions à Bucharest. Si le Gouvernement Provisoire refusait de s'y conformer, la Conférence pourrait décider que l'on nommerait à sa place un seul Caïmacam.

M. le Plénipotentiaire de France répond à Safvet Pacha qu'il est jusqu'à présent difficile d'admettre que le Gouvernement Provisoire ait désobéi aux décisions de la Conférence, puisqu'elle n'a encore rien décidé. Non-seulement on n'a transmis aux Principautés aucune direction, mais on leur a interdit à elles-mêmes de rien décider.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que si la Conférence n'a pas encore pris de résolution, elle a du moins fait adresser des recommandations au Gouvernement Provisoire et qu'il n'en a tenu aucun compte.

Safvet Pacha ajoute que l'Assemblée qui siégeait à Bucharest n'est point sans doute à regretter; on a même bien fait de la dissoudre, car s'étant déjà prononcée par son vote elle ne pouvait remplir la mission que l'on eût voulu lui attribuer; mais le Gouvernement Pro-

visoire n'aurait pas dû prendre cette mesure sans en avoir prévenu la Conférence.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche rappelle que cinq questions avaient été posées ; il demande ce qu'elles deviennent ; si on en fait maintenant abstraction, on se trouve dans une voie toute nouvelle, et il aurait peut-être besoin, en ce cas, de recevoir de nouvelles instructions.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'il s'est borné jusqu'à présent à indiquer très-sommairement la manière de voir de son Gouvernement, et qu'il s'est abstenu de répondre à des observations auxquelles il ne pouvait donner son assentiment ; il espérait qu'en évitant ainsi la discussion, il y aurait plus de chances d'arriver à une entente commune. Aujourd'hui que cet espoir s'évanouit de plus en plus, il croit devoir s'expliquer catégoriquement.

L'Angleterre n'a, dans les Principautés, aucun intérêt direct ou particulier ; elle n'y en a pas d'autre que celui d'une grande Puissance qui, d'une part, désire voir se développer chez les petits États la prospérité et le bien-être, gage commun de l'ordre et de la tranquillité générale, et d'une autre part, s'est associée à une garantie collective assurant aux Principautés la libre jouissance de leurs privilèges et immunités. Certes jamais tâche n'a été plus facile, car personne n'a tenté de porter la plus légère atteinte à ces privilèges. M. le Comte Cowley serait heureux de pouvoir constater la même modération de la part des Principautés envers la Cour Suzeraine. Mais il n'en a pas été ainsi, et les Puissances ont vu l'arrangement qui était leur œuvre commune, détruit par des exigences qui, loin d'être satisfaits, augmentent tous les jours.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dès les premières négociations destinées à régler les relations entre les Principautés et la Cour Suzeraine, avait pensé qu'il eût été mieux de maintenir la séparation, à laquelle les populations étaient accoutumées, parce qu'il prévoyait qu'en plaçant les deux principautés sous une seule administration, on provoquerait des aspirations d'indépendance incompatibles avec l'intégrité de l'Empire Ottoman, et on leur imposerait de trop grandes charges. Cette prévision ne s'est que trop vite réalisée : le pays se trouve appauvri par les charges d'une armée et d'une haute administration hors de proportion avec ses besoins. Aussi le peuple, las de ce mauvais Gouvernement, après une épreuve de huit années, s'est-il allié à l'armée pour renverser le Prince dont la double nomination avait amené l'union.

Enfin, M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ne peut oublier que les Capitulations, qui sont obligatoires dans les Principautés comme dans le reste de l'Empire Ottoman, n'étaient jamais mises en

doute par les Gouvernements séparés, tandis qu'elles ont été constamment violées par le Gouvernement de l'union. La Grande-Bretagne ne saurait voir dans cet état de choses une preuve que l'union ait été une bonne mesure en elle-même; toutefois elle n'a nullement la prétention d'imposer aux populations un ordre de choses qui leur répugne; si donc, légalement consultées, elles se prononcent, malgré ce qui s'est passé, pour le maintien de l'union, non-seulement le Gouvernement Anglais ne s'y opposera pas, mais il fera tout ce qui dépend de lui pour obtenir l'adhésion de la Porte, qui en concédant, à diverses reprises, des modifications à la constitution Moldo-Valaque, s'est toujours réservé le droit de rentrer dans les termes stricts des Traités.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait la remarque que les observations présentées par le Comte Cowley s'appliquent au passé plutôt qu'à la situation présente.

M. le Plénipotentiaire de Grande Bretagne ajoute que pour ce qui concerne l'état actuel des choses, il est d'avis que dans l'ignorance des motifs qui ont dicté la mesure prise par le Gouvernement Provisoire, il faut lui en laisser la responsabilité, et, à cet effet, il propose une déclaration dont il lit le projet à la Conférence. Il pense, en outre, que cette déclaration devrait être accompagnée d'une dépêche identique rappelant les stipulations qui règlent les rapports des Principautés avec la Cour Suzeraine et invitant les Consuls des diverses Puissances à Bucharest à faire tout ce qui dépendra d'eux pour dissuader les Principautés d'y apporter aucune infraction. Il soumet également un projet de dépêche à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Russie donne lecture de la note suivante, dont il demande l'insertion textuelle au Protocole : —

« Dans la séance du 19 mars, il a été convenu que les Plénipotentiaires soumettraient à leurs Gouvernements respectifs une série de questions, portant sur cinq points, et dont copie a été remise à chacun des membres participants à la réunion.

« Pour simplifier la négociation et faire sortir le plus promptement possible les populations des Principautés de leur état actuel d'incertitude, il semblerait désirable de grouper les opinions autour de quelques lignes principales.

« Dans ce but, le Plénipotentiaire de Russie a l'honneur de déclarer que, dans sa pensée, l'attention de la Conférence devrait se porter particulièrement sur le cinquième point, stipulant « la Convocation de deux Assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, à l'instar de ce qui s'est déjà fait en 1857 pour les Divans *ad hoc*. »

« En recommandant l'adoption de cette combinaison, le Plénipotentiaire de Russie croit devoir développer les motifs qui l'y ont

amené; l'objet essentiel de la Conférence est, incontestablement, d'arriver à une organisation des Principautés pouvant offrir des garanties sérieuses de durée et de stabilité, avec la seule réserve des intérêts généraux d'ordre Européen. Dans ces limites, qui doivent nécessairement prévaloir sur les considérations d'intérêt local, une solution satisfaisante ne pourrait être obtenue qu'en tenant compte de ce que les populations elles-mêmes désireraient établir pour leur propre bien-être et leur prospérité.

« Les discussions précédentes ont démontré qu'aucun des Gouvernements ne voulait imposer violence aux vœux populaires, et qu'à côté du respect des Traités ils ont tous à cœur de connaître l'expression vraie de l'opinion de la majorité dans les Principautés-Unies.

« Des élections, faites en vue de la consultation de ces vœux, offriraient sans nul doute le gage le plus sérieux de sincérité, et permettraient à la Conférence de se prononcer avec une entière connaissance de cause.

« Il ne suffirait pas en ce moment de se guider uniquement sur les désirs antérieurement exprimés par les populations. En effet, en étudiant avec impartialité le développement de l'idée de l'union, on arrive à se convaincre que si, jusqu'en 1858, elle avait rallié la majorité des suffrages, depuis lors des doutes ont pu naître dans les esprits sur l'efficacité de cette combinaison. L'administration du prince Couza, s'écroulant sans faire la moindre tentative de résistance, est un fait trop considérable pour qu'il soit permis de ne pas tenir compte de cette expérience manquée.

« Dès lors, la convocation des deux Assemblées se présente comme la marche à suivre la plus naturelle et la plus sûre. Le texte des Traités est en faveur de cette façon de procéder, et lorsqu'il y a la possibilité de réunir ces deux éléments, la stricte légalité avec les aspirations légitimes d'un peuple, il serait regrettable que l'on n'en profitât pas.

« Il n'entre certainement pas dans l'intention des Puissances de renouveler la même expérience d'après une théorie préconçue ou un parti pris, sans s'inquiéter des conséquences qui pourraient en résulter pour la tranquillité du pays lui-même ou la sécurité générale. Personne ne voudrait assumer une pareille responsabilité. »

S'expliquant ensuite sur la proposition de M. le Plénipotentiaire de France, le Baron de Budberg déclare y adhérer, parce que la Conférence n'ayant pas été écoutée à Bucharest, elle n'a plus qu'à s'abstenir en laissant au Gouvernement Provisoire la responsabilité qu'il a encourue.

M. le Plénipotentiaire de France répète qu'il était difficile d'être écouté à Bucharest lorsqu'en réalité on n'y a rien dit, puisqu'on s'est

borné à y recommander l'abstention, sans prendre aucune résolution, sans indiquer aucun principe qui pût servir de règle de conduite à un pays en état de crise et dans l'attente. Si maintenant on invitait le Gouvernement Provisoire à convoquer deux Assemblées, suivant le système que vient d'appuyer M. le Baron de Budberg, il est évident qu'on arriverait trop tard.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne partage cette opinion, le temps est passé où la Conférence aurait pu prendre utilement une résolution. Il lit un projet de dépêche aux Consuls qui accompagnerait la déclaration qu'il a proposée à la Conférence ; on y recommanderait le respect des Traités, en annonçant que les Plénipotentiaires seraient disposés à adhérer à tout ce qui serait fait dans la limite des stipulations internationales.

MM. les Plénipotentiaires de Prusse et d'Italie adhèrent à la proposition du comte Cowley, en faisant remarquer qu'elle rentre dans celle de M. Drouyn de Lhuys.

M. le Plénipotentiaire de Russie n'a rien à objecter à la déclaration présentée par le Comte Cowley, si ce n'est qu'il désirerait que les termes en fussent un peu plus précis. Il voudrait rappeler expressément le Traité de 1856 et la Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'observation stricte des Traités impliquant la séparation, on pourrait faire mention des Actes diplomatiques en général.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ajoute que s'en référer simplement aux Traités, c'est sanctionner la séparation ; il proposerait donc un projet de déclaration ainsi conçu :

« La Conférence, considérant que dans la question des Principautés il y a deux principes à sauvegarder, savoir, l'intégrité de l'Empire Ottoman et la satisfaction des vœux des populations, et voulant concilier autant que possible ces deux principes, déclare qu'elle confie à la sagesse des populations Roumaines le soin de régler leur propre Gouvernement et leur administration, pourvu que la suzeraineté de la Porte et l'intégrité de l'Empire Ottoman ne souffrent aucune atteinte.

« Dans le cas où quelque atteinte serait portée à la suzeraineté ou à l'intégrité de la Turquie, la Conférence serait immédiatement réunie sur la convocation de l'une des puissances intéressées. »

M. le Plénipotentiaire de Turquie demande à M. Nigra ce qu'il entend par atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman.

M. le Plénipotentiaire d'Italie répond que cela veut dire que les Principautés ne rompent pas les liens qui les rattachent à la Turquie.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'on pourrait mentionner

les Traités et les Actes subséquents dans les mêmes termes que l'a fait M. l'Ambassadeur de Turquie dans la note lue par lui à la première séance. Cette rédaction comprend toutes les modifications survenues depuis 1858.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense qu'il suffirait de rappeler l'Article XXII du Traité de Paris et l'Article I de la Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant exprimé l'avis de rappeler également l'Article XIII de la Convention.

M. le Plénipotentiaire d'Italie observe qu'il vaudrait autant prononcer l'exclusion du Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France n'a pas d'objection à mentionner l'Article XXII du Traité de 1856 et l'Article I de la Convention de 1858, dans lesquels on trouve une affirmation énergique des droits de la Porte. Quant à l'Article XIII, qui définit les conditions à remplir pour être appelé à l'Hospodariat, il implique très-nettement l'exclusion du Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant proposé, si on ne veut pas citer l'Article XIII en particulier, de s'en référer à la Convention de 1858, simplement,

M. le Plénipotentiaire de France dit que ce serait se prononcer d'avance contre l'union.

M. le Plénipotentiaire de Turquie désire, avant tout, que la Conférence déclare formellement que les Puissances n'accepteront à aucun titre ni sous aucune forme la nomination d'un Prince étranger. Sans cela, il sera même inutile de s'en référer à l'Article XIII, car on cherchera à l'é luder en l'interprétant. Il faudrait donc s'expliquer très-nettement à cet égard, et déclarer qu'au besoin la Conférence aviserait aux moyens de faire respecter ses résolutions, puisque tout le monde est d'accord pour écarter le Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France fait remarquer à l'Ambassadeur de Turquie que la Porte pourrait faire savoir à l'avance qu'elle n'accorderait pas son investiture à un Prince étranger. Safvet Pacha pense-t-il qu'une telle démarche de la part de son Gouvernement ne suffirait pas ? Pour ce qui le concerne, M. Drouyn de Lhuys ne saurait s'associer à l'abolition expresse, absolue, d'un système qui se trouve écarté sans doute par les dispositions internationales existantes, mais que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer en principe comme le meilleur.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant exprimé l'avis que la mention des trois Articles dont il s'agit pourrait être insérée seulement dans la dépêche, qui n'est qu'une simple instruction et n'engage à ce titre que ceux qui l'écrivent.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il préférerait que cette mention figurât dans la déclaration même, mais qu'il adhérerait à l'avis du Comte Cowley.

M. le Plénipotentiaire de France, en ce cas, se verrait dans l'obligation de modifier les instructions qu'il adresserait au Consul de l'Empereur. Il accepte la déclaration proposée par le Comte Cowley, mais il ne signerait pas la dépêche dans les termes dont on vient de parler. Il ne lui serait pas possible de proclamer en quelque sorte comme irrévocable un principe que peut-être on aurait plus tard à modifier. Il désire donc que la dépêche demeure rédigée en termes généraux.

M. le Plénipotentiaire de Russie insiste sur la nécessité qu'il y a à ce que les populations sachent bien d'avance qu'elles ne doivent pas élire un Prince étranger; et

M. le Plénipotentiaire d'Autriche ajoute que si cette faculté ne leur est pas interdite, il n'y a pas de doute qu'elles éliront un Prince étranger.

Après un échange de quelques autres observations entre plusieurs membres de la Conférence, M. le Comte Cowley fait remarquer que l'éventualité de la nomination d'un Prince étranger peut être considérée comme implicitement prévue dans la mention générale que fait la déclaration « des engagements qui subsistent entre les Puissances et la Sublime Porte. » Il ne serait donc pas nécessaire d'introduire dans la dépêche aux Consuls une autre mention plus explicite.

M. le Plénipotentiaire de France, en ce cas, n'aurait plus aucune objection à accepter la dépêche aussi bien que la déclaration.

M. le Plénipotentiaire de Russie croit devoir rappeler la déclaration antérieurement faite par M. Drouyn de Lhuys, que si les membres de la Conférence parvenaient à se mettre d'accord sur une combinaison qui lui parût satisfaisante, et si, par exemple, l'union des Principautés était consacrée, il serait disposé à insister beaucoup moins pour le Prince étranger; or, l'union ne se trouve point écartée, et n'y a-t-il pas là une satisfaction donnée à la France et qui puisse engager M. Drouyn de Lhuys à se départir de ses réserves en faveur du Prince étranger?

M. le Plénipotentiaire d'Autriche adhère à l'observation de M. le Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de France répond que personne ne peut dire encore avec certitude quelle sera la combinaison qui définitivement prévaudra. Il ne croit donc pas qu'il lui convienne, sur la seule espérance d'un arrangement qui peut ne pas s'accomplir, d'abandonner pour son Gouvernement l'honneur de demeurer fidèle à un principe qu'il considère toujours comme le meilleur, et de rester conséquent avec lui-même : il ne demande d'ailleurs qu'à ne pas renier une opi-

nion antérieure, et l'attitude qu'il désire garder ne va pas au delà de la répugnance qu'il éprouve à se prononcer d'une manière absolue contre le Prince étranger.

La déclaration et la dépêche proposées par M. le Comte Cowley sont adoptées, après quelques légers changements de rédaction, dans les termes suivants :

Résolution.

« La dissolution de l'Assemblée Moldo-Valaque par le Gouvernement Provisoire de Bucharest et la convocation d'une nouvelle Assemblée ayant été portées à la connaissance de la Conférence comme des faits accomplis, la Conférence a cru devoir se réunir pour délibérer sur un état de choses aussi imprévu.

« Dans l'ignorance des motifs qui ont donné lieu à cette mesure la Conférence en laisse au Gouvernement Provisoire toute la responsabilité, ainsi que celle des conséquences qui pourraient en résulter.

« Mais la Conférence croit devoir rappeler à l'attention du Gouvernement Provisoire et des populations Moldo-Valaques que si, d'un côté, les privilèges et les immunités des Principautés sont placées sous la protection collective des Puissances signataires du Traité de Paris, ces Puissances ne sont pas moins liées par le même Traité au devoir de veiller à ce que l'état des relations entre les Principautés et la Cour Suzeraine soit rigoureusement maintenu, ainsi que les engagements qui subsistent entre les Puissances et la Sublime Porte.

« Les Puissances ont assez témoigné de leur bon vouloir envers les Principautés Unies de Moldavie et de Valachie, pour attendre de leur part que rien ne soit fait de nature à provoquer un dissentiment quelconque sur les devoirs également compris par tous.

« La Conférence attend des nouvelles des Principautés pour reprendre ses séances, sauf à se réunir à la demande de l'une ou de l'autre des Puissances.

« Paris, le 4 avril 1866. »

Dépêche à adresser aux Consuls à Bucharest.

« Monsieur,

« Vous trouverez ci-joint ampliation d'une résolution prise par la Conférence dans sa séance du 4 de ce mois. Vous y verrez qu'en face des événements qui se sont accomplis à Bucharest, elle a jugé convenable d'attendre des renseignements ultérieurs avant d'aviser aux mesures à prendre. La Conférence est trop peu instruite des circonstances qui ont accompagné les derniers actes du Gouvernement

Provisoire, pour en apprécier sainement la cause et la portée; ainsi elle en laisse toute la responsabilité à ceux qui les ont conseillés: mais il est très-nécessaire que ni le Gouvernement Provisoire ni les populations Moldo-Valaques ne se trompent sur leur véritable position.

« Vous profiterez donc de toute occasion pour rappeler aux Membres du Gouvernement et aux notables du pays les transactions internationales, et pour les dissuader de tout acte tendant à changer les relations existantes entre les Principautés et la Cour Suzeraine.

« Mais tout ce qui sera fait par la nouvelle Assemblée, comme représentant les vœux des populations, conformément à ces relations et à ces transactions internationales, sera l'objet d'une attention bienveillante de la part des Puissances représentées dans la Conférence et toujours animées du désir d'arriver à un état de choses qui consolide le repos, le bien-être, et la prospérité des Principautés Moldo-Valaques.

« Vous voudrez bien donner connaissance au Gouvernement Provisoire de la résolution ci-annexée. »

M. le Plénipotentiaire de Turquie exprime l'intention de n'approuver l'une et l'autre communication qu'*ad referendum*; il demande un délai de deux jours pour rendre compte à son Gouvernement et en recevoir des instructions. Mais sur l'observation qui lui est faite par MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, que le Gouvernement Ottoman ne saurait avoir d'objection à une déclaration qui consacre ses droits, Safvet Pacha n'insiste pas.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche fait d'ailleurs remarquer que M. le Plénipotentiaire de Turquie pourra, comme les autres membres de la Conférence, provoquer une nouvelle séance quand il le jugera opportun.

Fait à Paris, le 4 avril 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N^o 6) de la conférence du 24 avril 1866. (Élection d'un nouvel Hospodar. Plébiscite pour l'élection d'un prince étranger. Extension de durée de la commission européenne pour la navigation du Bas-Danube.)

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente a été communiqué à chacun des Plénipotentiaires en particulier, approuvé et signé par eux ; il n'en est donc pas donné lecture à la Conférence.

Les pouvoirs de M. l'Ambassadeur de Turquie lui étant parvenus depuis la dernière séance, sont présentés à la Conférence et reconnus en bonne et due forme.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il s'est permis de provoquer la réunion des Plénipotentiaires, parce qu'il a reçu l'ordre de leur donner lecture d'une dépêche exposant les vues de son Gouvernement et d'en demander l'insertion au Protocole. Cette communication, qui porte la date du 4 — 16 avril, est ainsi conçue :

« Les dépêches de Votre Excellence du 28 mars — 9 avril relatives à la question des Principautés du Danube ont fixé l'attention de Sa Majesté l'Empereur. Elles exposent la situation telle qu'elle se produit après les trois premières séances de la Conférence.

« J'ai l'ordre de notre auguste Maître de préciser le point de vue sous lequel nous l'envisageons. Si nous nous sommes placés dès le début sur le terrain de la Convention de 1858, c'est uniquement comme un point de départ auquel doit nécessairement se rattacher tout examen en Conférence de la position des Principautés.

« Mais je ne saurais assez vous répéter, et vous ne saurez mettre trop de netteté à constater que nous n'avons aucun parti pris ni pour ni contre l'union.

« Nos antécédents l'attestent assez clairement pour que je n'aie pas besoin d'insister sur ce point.

« Nous avons été les premiers à poser les bases de la réunion administrative de la Moldavie et de la Valachie à une époque où nous

étions seuls à nous occuper de leur sort, de concert avec la Cour Suzeraine. Nous avons adhéré à ce principe au Congrès de 1856 et dans les Conférences subséquentes, dans la croyance que cette fusion des intérêts des deux Principautés serait avantageuse à leur prospérité.

« Toutefois, dès l'année 1858 et plus tard, en 1859 et en 1861, nous avons signalé les inconvénients que présentait à nos yeux la manière dont cette fusion s'est accomplie.

« Nous augurons mal d'une œuvre basée sur des illusions, des réticences et des obscurités.

« Nous y avons souscrit comme à une transaction destinée à écarter les plus grands embarras et à une expérience à faire.

« Actuellement l'expérience est faite. Elle est devant les yeux des Moldo-Valaques et des Puissances qui s'intéressent à leurs destinées.

Les appréciations peuvent varier sur ce sujet. Mais il y a des faits visibles incontestables.

« Les désordres de l'administration du Prince Couza, sa chute, les acclamations qui l'ont accueillie, la misère du pays, la famine causée par les lois agricoles qu'il a promulguées, les abus, les dilapidations de tout genre qui ont été signalées, sont de notoriété publique.

« Si ces faits ne sont pas concluants, ils doivent au moins porter les Puissances qui, comme nous, s'intéressent au bien-être des Principautés à douter que l'union ait eu pour elles les fruits avantageux qu'on en attendait. Ce doute peut s'être également présenté à l'esprit des Moldo-Valaques.

« Ici encore les appréciations peuvent varier, mais les faits parlent. Les mesures administratives, militaires et de police prises par le Gouvernement Provisoire en Moldavie n'indiquent certainement pas une complète unanimité dans les dispositions des deux Principautés quant à l'union.

« Or, notre conviction profonde est que le premier devoir de la Conférence est de résoudre les doutes et non de les perpétuer.

« Tant que l'épreuve était à faire, la Conférence a pu, a dû peut-être, accepter cette base incertaine pour l'œuvre qu'elle avait à fonder. Nous nous y sommes associés sans nous faire d'illusion.

« Aujourd'hui en présence des résultats constatés, nous ne comprendrions pas que les Puissances consentissent à prolonger cette obscurité. La Russie, comme Puissance limitrophe, pourrait moins que toute autre approuver que l'on construisît dans les ténèbres.

« Ce que nous désirons avant tout et exclusivement, c'est la lumière; cette lumière ne peut être obtenue que par un nouveau recours au vote des deux Principautés, entouré de toutes les garanties qui peuvent en assurer la sincérité.

« Nous comprendrions d'autant moins que la Conférence hésitât à la chercher à cette source que si, comme d'autres Cabinets sont portés à le croire d'après leurs propres données, l'union n'a pas cessé d'être dans les vœux des Moldo-Valaques, elle recevrait d'un pareil vote une nouvelle et éclatante confirmation qui dissiperait toute incertitude et mettrait à couvert la conscience et la responsabilité des Puissances.

« Nous ne saurions admettre en pareil cas l'appréhension qu'un recours au vote des populations puisse amener une agitation dangereuse.

« Si l'unanimité existe, elle se manifestera sans obstacle. Si des agitations étaient à craindre, c'est que cette unanimité n'existerait pas, et alors ce serait pour la Conférence un motif suffisant pour désirer s'éclairer.

« Mais pour que le vote soit sincère, la première condition requise est qu'aucune incertitude ne soit laissée aux populations Moldo-Valaques quant aux limites entre lesquelles leurs vœux doivent se renfermer, afin de pouvoir se concilier avec la position de droit que les Traités leur assignent et que les Puissances entendent maintenir.

« Nous avons la conviction que cette incertitude est la cause principale de l'instabilité, des agitations et des entraînements qui se sont produits dans ces contrées, y ont rendu et y rendraient encore tout gouvernement régulier impossible. On a laissé naître dans l'esprit des populations l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un Prince étranger.

« Sous cette impression, elles ont réuni leurs choix sur le Prince Couza dans l'espérance que cette union, d'abord provisoire, conduirait à l'union définitive, qui ne serait elle-même qu'un acheminement vers l'indépendance sous un Prince étranger.

« Tout Gouvernement qui ne réaliserait pas ce but suprême donné à leurs aspirations ne serait évidemment à leurs yeux qu'un provisoire sans prestige, et sans garantie de stabilité.

« Cependant les Puissances considèrent ce résultat final comme incompatible avec les Traités qui ont réglé l'équilibre de l'Orient et consacré l'intégrité de l'Empire Ottoman, et à ce titre elles ne sont pas disposées à en assurer la réalisation aux Principautés.

« C'est là une position équivoque que pour notre part nous ne saurions accepter.

« Il est clair à nos yeux qu'aussi longtemps que les populations Moldo-Valaques auront l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un Prince étranger, aussi longtemps que l'attitude de la Conférence sera de nature à leur laisser croire que cette combinaison, dont l'essai a été le premier acte du Gouvernement Provisoire, ne rencontre d'autre

obstacle que le refus du candidat sur lequel s'était fixé leur choix, mais qu'une autre tentative pourrait être plus heureuse, elles seront portées à maintenir l'union malgré ses inconvénients comme un degré nécessaire pour atteindre le couronnement de leurs aspirations.

« Il serait donc impossible de compter dans ces conditions sur un vote sincère quant à la question d'union.

« D'après cela, si les Puissances réunies en conférence désirent, comme nous, assurer aux Principautés une organisation stable, conforme à leurs besoins et à leurs vœux réels, qui concilie les exigences de leur bien-être avec la position politique que leur ont faite les Traités existants, la marche à suivre nous paraît être de résoudre avant tout nettement, catégoriquement, la question du Prince étranger, afin que les populations Moldo-Valaques soient complètement éclairées sur les limites dans lesquelles elles ont à émettre leurs vœux; ensuite de consulter ces vœux dans les deux Principautés séparément, par le vote d'Assemblées élues à cet effet en dehors de toute pression morale ou matérielle, soit du dedans, soit du dehors, sous le contrôle vigilant et impartial des Consuls étrangers.

« Cela fait, la Conférence sera en mesure de prononcer en toute sécurité de conscience et en pleine connaissance de cause.

« Telle est notre profession de foi. Elle nous est dictée par nos traditions sympathiques envers les Principautés, par nos intérêts de Puissance limitrophe et nos devoirs de Puissance Européenne intéressée au repos de l'Orient.

« Nous serions heureux de la voir partagée par les autres Cabinets.

« Notre auguste Maître vous ordonne de faire lecture de ma dépêche du jour en Conférence et de demander son adjonction au Protocole. Nous tenons à constater que la Russie ne poursuit dans cette question qu'un but impartial, sans réticence, sans arrière-pensée ni idées préconçues, qu'elle n'a en vue qu'une œuvre durable fondée à la fois sur les vœux réels des Principautés et les nécessités du droit international, et qu'elle répudie toute part de responsabilité dans une œuvre éphémère qui tiendrait à perpétuer parmi les Moldo-Valaques des illusions irréalisables et à les maintenir dans un état d'anarchie qui léguerait à l'avenir le germe de graves complications. »

M. le baron de Budberg ajoute qu'en résumé il s'agirait d'après son Gouvernement, en premier lieu, d'écarter formellement l'élection d'un Prince étranger, puis de consulter les populations en les appelant à voter séparément en Valachie et en Moldavie.

M. le Plénipotentiaire de France ayant demandé si quelqu'un désirait prendre la parole sur cette proposition,

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne exprime le désir que M. l'Ambassadeur de Turquie fasse connaître sa manière de voir.

M. le Plénipotentiaire de Turquie rappelle les réserves qu'il a faites dès le commencement contre l'éventualité d'un Prince étranger. La Conférence a cru devoir ajourner la solution de cette question. Un Prince étranger vient d'être proclamé pour la deuxième fois dans les Principautés; Safvet Pacha ajoute qu'il a reçu des instructions au sujet de cet incident, et il ne peut que persévérer dans ses déclarations antérieures.

M. le Comte Cowley demande si la proposition présentée par la Russie devrait avoir pour conséquence l'annulation de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent dans les Principautés, et, sur la réponse affirmative de M. de Budberg, il demande ce que l'on ferait si le Gouvernement Provisoire se refusait à considérer les mesures déjà prises par lui comme non avenues.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que l'on se trouverait alors dans le cas prévu par le Protocole du 6 Septembre 1859; c'est-à-dire, qu'il y aurait lieu d'envoyer à Bucharest un Commissaire Ottoman avec des Délégués des Puissances garantes. Pour le moment, il importe d'avertir le Gouvernement Provisoire afin qu'il sorte de la fausse route où on l'a laissé s'engager.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne faisant observer que si le Commissaire et les Délégués envoyés à Bucharest n'étaient pas écoutés, on se trouverait amené à faire un pas de plus.

M. le baron de Budberg rappelle que ce cas a été en effet prévu par les transactions précédentes, et Safvet Pacha donne lecture du passage du Protocole de 1859 portant que les Délégués et le Commissaire, s'il n'est pas fait droit à leur réquisition, « signifieront à l'Hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coercitifs à employer. En ce cas, la Porte se concertera sans délai avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople, sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter. »

M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'on s'est toujours référé à cet Article. Il pense, d'ailleurs, qu'une volonté unanime exprimée par la Conférence suffirait pour assurer l'exécution des résolutions qu'elle prendrait. Il insiste pour que la Conférence transmette à Bucharest une déclaration qui fixe les limites dans lesquelles les populations devront se renfermer pour émettre leurs vœux.

M. le Plénipotentiaire de France dit que ce qui est demandé à la Conférence lui semble avoir déjà été fait, dans la mesure du possible; la résolution adoptée et transmise à Bucharest sur la proposition de M. le Plénipotentiaire d'Angleterre n'a pas eu d'autre objet que de rappeler au Gouvernement Provisoire et aux populations Moldo-Valaques l'obligation de se conformer aux stipulations internationales. Quant à la seconde partie de la proposition de la Russie, elle a pour

objet d'effectuer la séparation électorale ; M. Drouyn de Lhuys ne peut donc que rappeler ce qu'il a dit, dans une autre séance, contre une combinaison qui a le grave inconvénient de préjuger la solution de la question de savoir si l'union sera ou non maintenue.

On voudrait que les Députés Moldaves formassent une Assemblée distincte et qu'ils votassent en Moldavie ; mais les faits qui, tout récemment, se sont passés à Jassy ne sont-ils pas de nature à provoquer des doutes sur la sincérité et la liberté des votes dans cette Principauté ? M. le Plénipotentiaire de France se croit donc plus que jamais fondé à maintenir ses précédentes observations : au surplus, le système qu'il a eu l'occasion de présenter satisferait à tous les intérêts, puisque en tenant compte, dans une équitable mesure, des démonstrations tant de fois réitérées dans le passé en faveur de l'union, il assurerait aux Moldaves qui voudraient aujourd'hui se prononcer dans un sens contraire les garanties désirables. M. Drouyn de Lhuys ne saurait donc revenir sur ce qu'il a dit à ce sujet, et accorder son assentiment à une manière de procéder qui lui paraît en désaccord avec le véritable état des choses. Quant à l'éventualité concernant le Prince étranger, elle se trouve également comprise dans la résolution adoptée par la Conférence le 4 avril, et M. le Plénipotentiaire de France ne juge pas qu'il soit nécessaire de faire davantage à cet égard.

M. le Plénipotentiaire de Russie demande s'il ne conviendrait pas de rédiger des instructions que l'on adresserait aux Agents respectifs des Puissances dans les Principautés, pour leur recommander de veiller à ce que les opérations électorales se fassent régulièrement.

Après de courtes explications échangées entre M. le comte de Goltz et quelques-uns de ses collègues, sur la question de savoir dans quelle mesure le dernier plébiscite pourrait avoir modifié le caractère de l'Assemblée nouvelle convoquée par le Gouvernement Provisoire,

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne fait remarquer que la proposition du baron de Budberg devant avoir pour conséquence d'annuler cette convocation, on ne pourrait peut-être l'appliquer sans en venir directement à l'intervention armée ; pour ce qui le concerne, il ne se croit pas autorisé à aller jusque-là.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que le recours à des mesures coercitives ne serait que le second pas ; il ne s'agit d'abord que de reproduire en termes plus claires et plus formels la résolution du 4 avril.

M. le Plénipotentiaire de France, de même que le Comte Cowley, ne peut adhérer à une démarche qui aboutit à l'intervention. Il ne saurait, au surplus, se prononcer péremptoirement contre le Prince étranger, sans connaître le résultat des opérations électorales en ce moment ouvertes ou près de s'ouvrir dans les Principautés, et sans être

en mesure d'apprécier si la combinaison finale, produit d'éléments si compliqués, répondra d'une manière satisfaisante aux intérêts de la politique générale et à ceux du pays placé sous la garantie des Puissances. Quant à la formation de deux Assemblées, il la repousse parce que, comme il l'a déjà dit, il ne se croit nullement autorisé à s'associer à une mesure qui, sans tenir compte du passé, remet en question le maintien de l'union. D'ailleurs, des élections séparatistes pourraient-elles se faire avec le Gouvernement partisan déclaré du système de l'union qui siège aujourd'hui à Bucharest? Il faudrait donc le changer, et en même temps abolir tout ce qui a été fait par lui : évidemment il y aurait là une cause de complications qui conduiraient à l'intervention, et le Gouvernement de l'Empereur désire que l'on n'en vienne pas à cette extrémité.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que tous les Plénipotentiaires veulent sans doute que les votes soient émis avec sincérité. Or, il s'agit de savoir quel est celui des deux systèmes qui offrirait les meilleures garanties de sincérité? Dans tous les cas il faudrait déclarer d'avance que la Conférence exclut le Prince étranger; sans cela on continuera de tourner dans un cercle vicieux. Tant qu'on laissera aux populations l'espoir d'avoir un Prince étranger, il est clair qu'elles voteront toujours dans ce sens : il en serait autrement si l'on se prononçait en termes formels.

M. le Plénipotentiaire de Grande Bretagne dit que si l'on voulait se conformer aux Traités, il ne pourrait y avoir de doute; il faudrait des élections séparées.

MM. les Plénipotentiaires de France et d'Italie répondent à M. le Comte Cowley que, depuis les Traités, il y a eu des faits accomplis et d'autres stipulations internationales dont il a aussi à tenir compte.

M. le Plénipotentiaire de Prusse rappelle qu'à côté de la question du Prince étranger, il y a celle de savoir si les opérations électorales déjà en cours d'exécution seront annulées et si on en provoquera de nouvelles. Ne vaudrait-il pas mieux s'adresser à l'Assemblée qui est sur le point de se réunir, et lui notifier la déclaration de la Conférence?

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que la question du Prince étranger est, aux yeux de son Gouvernement, préalable à toutes les autres, et qu'il désire qu'on s'en explique dès à présent avec les populations aussi bien qu'avec le Gouvernement Provisoire à Bucharest.

M. le Plénipotentiaire de Turquie adhère à l'observation de M. de Budberg; la question du Prince étranger est pour lui aussi la principale.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche exprime le regret que l'on n'ait

pas pu, dès le principe, prévenir les électeurs, en leur déclarant qu'ils ne devaient nommer qu'un Hospodar indigène.

M. le Plénipotentiaire de Prusse ayant fait observer que la Conférence n'en a pas eu le temps, et qu'elle a été surprise par l'événement ;

M. le Plénipotentiaire de Russie le reconnaît, mais il est d'avis que l'on pourrait aujourd'hui adresser aux Consuls un message télégraphique pour faire savoir à Bucharest que les Puissances n'ont point renoncé à l'application de l'Article XIII de la Convention de 1858 ; c'est une mesure à laquelle tout le monde peut s'associer.

M. le Plénipotentiaire de France pense qu'il vaudrait mieux s'en tenir à la résolution adoptée dans la séance du 4 avril. Dans tous les cas, il ne peut *à priori* admettre ni l'exclusion du Prince étranger ni la séparation ; il décline d'avance la responsabilité de démarches pouvant conduire à l'emploi de mesures coercitives.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche craint que si les Cours garantes ne prennent pas le soin d'aviser, il en surgira inévitablement des complications et des désordres qui mettront les Puissances limitrophes dans l'obligation d'aviser, d'un commun accord, à prendre des mesures pour leur propre sécurité ; c'est ce qu'il importerait de prévoir.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense que l'on est d'accord sur l'ensemble, tel qu'il résulte de la résolution à laquelle tous les Plénipotentiaires se sont ralliés dans la dernière séance. Pourquoi M. de Budberg se refuserait-il à adhérer au système d'une seule Assemblée, avec la faculté du vote séparé pour les Députés Moldaves ?

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il ne le pourrait sans en référer à son Gouvernement, la dépêche qui lui a été adressée réclamant deux Assemblées.

M. le Plénipotentiaire d'Italie insistant sur l'importance qu'il y a à ce que la Conférence prenne une décision aujourd'hui même,

M. le prince de Metternich s'associe à ce désir, et il souhaiterait vivement qu'il fût possible d'y satisfaire en se ralliant à l'opinion exprimée par M. le Plénipotentiaire de France.

M. Drouyn de Lhuys, à la demande de quelques-uns de ses collègues, propose un projet de déclaration dont la rédaction, après avoir donné lieu à diverses observations de la part des membres de la Conférence, est arrêtée dans les termes suivants :

Projet de déclaration de la Conférence, que les Consuls à Bucharest seront chargés de remettre au Gouvernement provisoire.

« L'Assemblée qui va se réunir à Bucharest est appelée à procéder à l'élection Hospodarale. Le choix ne pourra tomber que sur un indigène aux termes de l'article XIII de la Convention du 19 août 1858.

« Si la majorité des Députés Moldaves de l'Assemblée le demandait, ces derniers auraient la faculté de voter séparément. Dans le cas où la majorité Moldave se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux Principautés.

« Les Consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes, et ils signaleront immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée. »

La Conférence décide que cette déclaration sera adressée en son nom collectif aux divers Agents à Bucharest.

Il est convenu, en outre, que chacun des Plénipotentiaires soumettra sans retard le projet à son Gouvernement, et que la Conférence se réunira de nouveau dès que tous ses membres auront reçu les instructions de leurs Cours.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Prusse, et Turquie annoncent que leurs Gouvernements ont adhéré à la proposition, faite dans la séance du 28 mars, de prolonger de cinq ans la durée de la Commission Européenne du Bas-Danube. M. le Baron de Budberg fait la même déclaration, en ajoutant que son Gouvernement adopte ce terme comme extrême, et ne devant en aucun cas être dépassé.

Pour ce qui concerne la proposition faite par le Comte Cowley d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne, les Plénipotentiaires ne sont pas encore en mesure de faire connaître l'opinion de leurs Gouvernements, auxquels ils en ont référé.

Fait à Paris, le 24 avril, 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N^o 7) de la conférence du 2 mai 1866. (Déclaration sur la nomination éventuelle d'un prince étranger et sur les droits de l'assemblée nationale quant au vote du maintien de l'Union de la Moldavie et de la Valachie. Navigation du Bas-Danube.)

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande-Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Secrétaire donne lecture du Protocole de la précédente séance, qui est adopté.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que les Membres de la Conférence devaient soumettre à leurs Gouvernements le projet de Déclaration proposé dans la dernière séance, et il leur demande de vouloir bien faire connaître leurs instructions.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, d'Italie, de Prusse et de Turquie déclarent qu'ils sont autorisés à adhérer au projet.

M. le Plénipotentiaire de Russie y adhère également ; il croit toutefois devoir rappeler la note qu'il a eu l'honneur de présenter le 4 avril, et la dépêche de M. le Prince Gortchakoff du 4/16 du même mois, dont il a donné lecture à la Conférence dans la séance du 24.

L'objet principal que ces deux communications avaient en vue était, ajoute M. de Budberg, d'entourer l'expression des vœux des populations Moldo-Valaques de toutes les garanties possibles de sincérité et d'indépendance. Ce but eût été sans nul doute plus complètement atteint au moyen de la convocation de deux Assemblées distinctes. A défaut de cette combinaison on aurait pu, sans suspendre les élections déjà commencées, faire voter les Députés Moldaves à Jassy, où ils auraient été placés en contact direct avec l'esprit général de leurs commettants.

La Déclaration que les Plénipotentiaires, dans leur dernière réunion, ont été d'avis d'adresser aux Consuls des Puissances à Bucharest, renfermant une mention expresse de la nécessité d'écarter toute pression de nature à entraver la libre émission des votes, c'est en s'associant à cette pensée que M. le Plénipotentiaire de Russie adhère au nom de son Gouvernement au projet proposé à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Turquie déclare s'associer à la manière de voir que vient d'exprimer M. le Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'en soumettant à son Gouvernement, le projet de Déclaration adopté *ad referendum* par la Conférence, il s'est permis d'exprimer quelques doutes sur la rédaction de ce document. Or, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pense qu'il est impossible que la Conférence passe sous silence le plébiscite par lequel le Gouvernement Provisoire de Bucharest a provoqué la nomination d'un Prince étranger : il lui paraît plus logique de s'en expliquer avant de rappeler le principe de l'indigénat. M. le Comte Cowley propose en conséquence la rédaction suivante :

Déclaration.

« Le Gouvernement Provisoire de Bucharest, en provoquant par un récent plébiscite la nomination d'un Prince étranger, a contrevenu à la Convention du 19 août 1858, laquelle par l'Article XII défère à l'Assemblée l'élection Hospodarale.

« La Conférence décide, en se référant à sa résolution du 4 du mois dernier, que le soin de résoudre la question du maintien de l'union doit être laissé à l'Assemblée qui va se réunir.

« Si la majorité, soit des Députés Moldaves, soit des Députés Valaques, le demandait, les uns ou les autres auraient la faculté de voter séparément. Dans le cas où la majorité, soit Moldave soit Valaque, se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux Principautés.

« Cette question vidée, l'Assemblée procédera à l'élection Hospodarale, qui, aux termes de l'Article XIII de la Convention, ne doit tomber que sur un indigène.

« Les Consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes et de signaler immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée. »

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que cette rédaction lui paraît plus complète, et qu'il y adhère pleinement.

MM. les Plénipotentiaires de France, d'Autriche, de Prusse l'approuvent également.

M. le Plénipotentiaire de Turquie donne son adhésion à la nouvelle rédaction.

M. le Plénipotentiaire d'Italie y adhère aussi du moment que les autres Plénipotentiaires se sont prononcés en ce sens.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense qu'il serait utile d'accompagner la Déclaration d'une instruction sommaire adressée

aux Consuls : il a donc rédigé un projet de dépêche dont il donne lecture à la Conférence, et qui, après quelques modifications, est adopté dans les termes suivants :

« Monsieur,

« La Conférence, instruite des événements qui viennent de se passer dans les Principautés, a jugé nécessaire de faire la Déclaration annexée à cette dépêche et que vous êtes chargé de remettre en copie au Gouvernement Provisoire de Bucharest.

« Le désir de la Conférence est de laisser aux Principautés Unies toute la liberté d'action compatible avec les engagements internationaux qu'elle est appelée à faire respecter.

« La Conférence aime à croire que le Gouvernement Provisoire et les populations comprendront ses intentions bienveillantes à leur égard, et que l'Assemblée conformera ses actes au sens de la Déclaration.

« La Déclaration prescrit la ligne de conduite que les Consuls ont à suivre, et la Conférence ne doute pas du zèle que vous mettrez, conjointement avec vos collègues, à veiller à l'exécution de la décision qu'elle porte à votre connaissance.

« Vous voudrez bien inviter le Gouvernement provisoire à insérer dans le journal officiel le texte du document ci-annexé, et m'informer par télégraphe de cette publication. »

Les Plénipotentiaires des Cours garantes étant autorisés à adresser directement aux Consuls respectifs la déclaration et la dépêche que la Conférence vient d'adopter, il est convenu que la transmission de ces documents sera immédiatement faite, au nom de tous, par le télégraphe. Chaque Plénipotentiaire les adressera en outre, le plus tôt possible, par la voie ordinaire à l'Agent de son Gouvernement à Bucharest.

M. le Plénipotentiaire de Turquie appelle l'attention de la Conférence sur l'utilité qu'il y aurait à ce que la Porte pût envoyer dans les Principautés un Commissaire ou Délégué qui aurait pour mission de veiller de concert avec les Agents des Cours garantes, à assurer la liberté et la sincérité des votes, et qui fournirait en même temps au Gouvernement Ottoman les informations directes dont il aurait besoin.

M. le Plénipotentiaire de Prusse pense que la Porte doit toujours pouvoir être en mesure de se procurer des informations dans les Principautés, mais s'il s'agit d'une autorité à exercer en son nom, c'est tout autre chose.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer qu'il ne peut être question de l'envoi d'un Commissaire Ottoman, car il faudrait, en ce cas,

que les Cours garantes envoyassent des Délégués, et il n'y a pas lieu de prendre cette mesure.

La Conférence adoptant cette manière de voir, il n'est pas donné suite à la suggestion de M. l'Ambassadeur de Turquie.

MM. les Plénipotentiaires d'Italie et de Prusse annoncent que leurs Gouvernements donnent leur approbation à la proposition faite par M. le Comte Cowley d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne du Bas-Danube.

M. le Plénipotentiaire de France se prononce dans un sens favorable au même projet.

Fait à Paris, le 2 mai 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N^o 8) de la conférence du 17 mai 1866. (Élection du Prince Charles de Hohenzollern¹.)

Présents : les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande-Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est approuvé et signé par MM. les Plénipotentiaires.

M. le Comte de Goltz, toutefois, croit devoir faire observer que l'approbation qu'il a été autorisé à donner à la proposition d'étendre

1. La Porte ottomane, malgré les réserves et protestations formulées contre cette élection au sein de la conférence du 17 mai, a fini par se rendre aux vœux des populations roumaines, et par firman, en date du 23 octobre 1866, le prince de Hohenzollern a reçu l'investiture comme prince héréditaire des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie. (Voir ce firman, *Archives*, 1867, tome I, page 20.)

jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne ne doit pas être entendue dans un sens absolu; l'opinion favorable de son Gouvernement peut se trouver modifiée par suite des difficultés que la mise à exécution de ce projet rencontrerait de la part des États riverains du Bas-Danube.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que l'approbation de son Gouvernement pour la même proposition est sans réserves.

M. le Plénipotentiaire de France expose qu'il a reçu, comme Président de la Conférence, une dépêche de M. Ion Ghica, Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement Provisoire à Bucharest, en date du $\frac{28}{16}$ avril, annonçant que le peuple Roumain a élu, par la voie d'un plébiscite, comme Souverain des Principautés Unies, le Prince Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen, sous le nom de Charles I; cette élection aurait réuni 685 969 votes affirmatifs, contre 224 votes négatifs. En priant le Président de la Conférence de porter cette élection à la connaissance de ses collègues, M. I. Ghica exprime l'espoir que MM. les Plénipotentiaires la jugeront conforme aux stipulations qui garantissent au peuple Roumain le libre exercice de son droit intérieur et donneront leur assentiment à une solution qui doit mettre un terme à un état de choses de nature à porter le trouble dans les esprits et à compromettre la tranquillité que toutes les Puissances, aussi bien que les Principautés, sont intéressées à maintenir.

La Conférence, après avoir entendu la lecture de cette communication, décide qu'il y a lieu d'y répondre en se référant purement et simplement à la Déclaration adoptée dans la séance du 2 de ce mois, et qui rappelle que la nomination de l'Hospodar appartient à l'Assemblée et qu'elle ne doit élire qu'un indigène; qu'en conséquence la Conférence ne peut reconnaître la validité de la nomination du Prince de Hohenzollern.

M. Drouyn de Lhuys, comme Président de la Conférence, se charge, d'après le désir exprimé par la Conférence, d'adresser cette réponse à la communication de M. Ion Ghica.

M. le Plénipotentiaire de France ayant rappelé que la réunion de ce jour a été provoquée par M. l'Ambassadeur de Turquie,

Safvet Pacha dit que le Gouvernement Ottoman, animé envers les populations Moldo-Valaques d'une bienveillante sollicitude qui ne leur a jamais fait défaut, désire assurer le repos et la tranquillité des Principautés et calmer l'effervescence des esprits en leur donnant le temps de revenir à des idées plus saines et plus conformes à leurs véritables intérêts. En conséquence il a été chargé, par dépêche télégraphique du 13 de ce mois, de faire la déclaration suivante, dont il demande l'insertion au Protocole de la Conférence :

« La Sublime Porte est toujours pour un Prince indigène à vie, si l'union est demandée par l'Assemblée, suivant la dernière décision de la Conférence. Comme conséquence naturelle de ce point de vue, nous sommes pour deux Hospodars également indigènes, dans le cas où la séparation serait votée. Le Gouvernement Impérial Ottoman ne ferait cependant aucune objection à ce que l'Assemblée ait la faculté de désigner un indigène, sous le titre de Gouverneur ou d'Hospodar, pour trois, quatre, six ou sept ans, si l'élection d'un Hospodar à vie rencontre pour le moment des difficultés invincibles. »

Savfet Pacha ajoute qu'une autre dépêche télégraphique lui a été adressée par M. le Ministre des Affaires Étrangères du Sultan, le 15 mai, c'est-à-dire après avoir eu connaissance du vote de l'Assemblée en faveur du Prince de Hohenzollern. Ce vote, d'après la dépêche, serait entaché de plus d'une illégalité, qui pourra être prouvée en temps et lieu. Le Gouvernement Ottoman persiste dans sa résolution de ne pas accepter le principe que le Gouvernement Provisoire de Bucharest prétend maintenir, malgré les Traités et la décision des Puissances; et c'est afin d'épuiser tous les moyens de conciliation en son pouvoir, qu'il propose la nomination d'un Gouverneur ou Prince pour un terme que la Conférence déterminerait.

M. le Plénipotentiaire de Russie combat cette combinaison sous le rapport de l'opportunité. Si les Moldo-Valaques en avaient fait la demande, la Conférence pourrait en délibérer; mais quelle chance aurait-on de se faire écouter, en leur offrant, alors qu'elles trouvent que l'Hospodarat à vie ne présente pas assez de garanties de stabilité, un système encore moins stable? D'ailleurs, on n'a, à Bucharest, que trop porté d'atteintes aux transactions existantes; le rôle des Puissances garantes et de la Cour Suzeraine ne saurait être de prendre l'initiative d'une nouvelle dérogation aux dispositions adoptées d'un commun accord et d'affaiblir ainsi la base sur laquelle repose l'existence des Principautés.

M. le Plénipotentiaire de Prusse fait observer que M. l'Ambassadeur de Turquie a parlé de l'illégalité du vote de l'Assemblée non-seulement quant au résultat, mais pour la manière dont les choses se seraient passées. Il rappelle les termes de la Déclaration du 2 de ce mois, et il demande si on y a contrevenu en ce sens, par exemple, que le vote aurait eu lieu avant que la majorité des Députés fût présente?

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre répond que d'après les informations qui lui sont parvenues, la majorité Moldave a pris part au vote; il n'y a donc à cet égard rien à dire.

La plupart des membres de la Conférence adhèrent à l'observation du Comte Cowley.

M. le Plénipotentiaire d'Italie s'exprime dans les mêmes termes, et il demande quel est le sens de la communication de M. l'Ambassadeur de Turquie. Est-ce une proposition formelle?

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond affirmativement; la première dépêche qu'il a reçue impliquait une simple suggestion, la seconde énonce une proposition.

M. le Plénipotentiaire de France fait observer qu'il y a dans la communication de l'Ambassadeur de Turquie une double protestation : l'une contre la manière dont le vote de l'Assemblée a été émis, l'autre contre le vote lui-même. Il importe de savoir d'abord s'il y a eu un vice de votation. Si le vote a été régulier, la nomination du Prince étranger serait toujours contraire aux Traités, mais l'union serait un fait acquis puisqu'elle a été maintenue par l'Assemblée. Or, il résulte des informations de l'Agent de la France à Bucharest que les procédés du vote ont été réguliers.

M. le Plénipotentiaire de Turquie, invité à articuler les illégalités qui auraient été commises, dit qu'elles ne pourraient être constatées qu'au moyen d'une enquête sur les lieux, et qu'en attendant, la Conférence devrait, à son avis, constater l'infraction commise par le Gouvernement Provisoire et par l'Assemblée.

M. le Plénipotentiaire de Prusse ayant fait observer qu'il résulte de ce que vient de dire M. l'Ambassadeur de Turquie qu'il renonce à invoquer des vices de forme pour n'attaquer que le résultat même du vote,

Safvet Pacha dit qu'en effet la Sublime Porte proteste contre le fait de la nomination d'un Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que, d'après la Déclaration du 2 mai, c'était aux Consuls à dénoncer à la Conférence les irrégularités qui se seraient produites dans le vote, et ils n'en ont signalé aucune. Du reste on n'a pas à entrer en discussion sur ce point, M. l'Ambassadeur de Turquie n'insistant pas.

Reste la question soulevée par la communication de Safvet Pacha, celle de la nomination d'un Hospodar à temps. Dans la pensée de M. le Plénipotentiaire de France, il s'agirait, non d'imposer un Hospodarat temporaire, mais de laisser aux Principautés Unies la faculté de l'adopter. Cette suggestion lui paraît avoir une véritable valeur. Puisque les populations prétendent qu'il n'y a pas parmi elles un homme offrant notoirement les garanties désirables pour lui conférer l'Hospodarat à vie, ne serait-il pas raisonnable qu'elles fissent en quelque sorte un essai, en nommant d'abord un Hospodar pour quelques années; s'il répondait à la confiance du pays, on prolonge-

rait ses pouvoirs, on les confirmerait à titre viager par une nouvelle nomination. Si au contraire le choix se trouvait être mauvais, ne vaudrait-il pas mieux que l'élu cessât de régner par l'expiration même de son mandat que par l'effet d'une révolution?

M. le Plénipotentiaire de Turquie adhère aux considérations présentées par M. Drouyn de Lhuys.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre également.

M. le Plénipotentiaire de Russie y voit l'inconvénient de rétrograder vers le passé et de perpétuer le provisoire, et le danger que l'on n'attache pas à un tel choix toute l'importance désirable; dans tous les cas, c'est aux populations à demander, si elles le veulent, l'Hospodarat à temps; la Conférence n'a pas à le proposer. Si pareille demande était faite à la Conférence, la Russie aurait à examiner si le choix de la personne offrirait les garanties auxquelles, en sa qualité de Puissance limitrophe, elle a le droit et le devoir de veiller.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre pense qu'en effet la Conférence peut donner à entendre qu'elle agréerait la nomination de l'Hospodar à terme, mais qu'elle ne doit pas faire davantage. Pourquoi la Porte ne suggérerait-elle pas cette combinaison à Bucharest?

M. le Plénipotentiaire de France est du même avis : ce qui lui paraîtrait le mieux, c'est que les Principautés et la Porte s'entendissent directement à cet égard. Une telle initiative serait tout à fait dans le rôle de la Puissance Suzeraine. Quand elle fera connaître le vœu des populations à cet égard, la Conférence sera prête à l'accueillir. Il demeure acquis, et c'est bien quelque chose, que la Conférence aussi bien que la Porte n'aurait pas d'objection à cette combinaison.

M. le Plénipotentiaire d'Italie faisant observer que la Conférence n'aurait donc qu'à prendre acte de la communication de Safvet Pacha, en laissant à la Porte le soin de suggérer à Bucharest l'adoption de la combinaison proposée,

M. le Plénipotentiaire de France ajoute qu'il ne s'agit nullement, en effet, comme on aurait pu l'inférer de la déclaration présentée par M. l'Ambassadeur de Turquie, d'imposer aux Principautés un Hospodar à temps, mais seulement de l'admettre si les populations le demandent; quant à la marche à suivre pour recommander et suggérer ce système, la Porte fera ainsi qu'elle le jugera convenable : c'est à elle à aviser.

Quant à la protestation de la Porte contre la proclamation par l'Assemblée d'un Prince étranger, M. le Plénipotentiaire de France est dans l'obligation de s'y associer ainsi que les autres membres de la Conférence : le Gouvernement de l'Empereur est lié à cet égard par les stipulations internationales auxquelles il a souscrit. M. Drouyn de

Lhuys n'a pas besoin de dire qu'il voit avec un profond regret que quelques-unes des Puissances continuent de se prononcer contre le Prince étranger; plus que jamais il est persuadé de l'excellence de cette combinaison, et l'on reconnaîtra sans doute que le vote solennel qui vient encore une fois d'exprimer à cet égard le vœu du pays n'est pas de nature à modifier son opinion. Il persiste à penser que cette résistance à un vœu persévérant, unanime et justifié par la raison peut provoquer un conflit matériel et amener les plus graves complications en Orient.

Il demande à propos du Prince étranger, si quelque membre de la Conférence serait en mesure de renseigner ses collègues sur les véritables intentions du Prince de Hohenzollern. Il serait intéressant de savoir s'il a formellement refusé le titre qui lui a été déferé.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche considère cette information comme très-importante.

M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que M. le Comte de Goltz pourrait sans doute renseigner la Conférence sur ce point.

M. le Plénipotentiaire de Prusse suppose que conformément à ce qui a été annoncé par les journaux, des démarches ont été faites auprès du Prince de Hohenzollern au nom des Principautés Unies, pour obtenir son acceptation. Son Altesse a, comme on sait, des liens avec la famille royale de Prusse : nul doute dès lors qu'elle n'ait compris l'obligation où elle était de se conformer à la décision de la Conférence, à laquelle la Prusse a pris part. Les Protocoles sont là pour témoigner que si la Prusse a regretté aussi bien que la France, que les Puissances ne se soient pas mises d'accord pour reconnaître aux populations Moldo-Valaques la faculté de nommer un Prince étranger, elle a toujours annoncé son intention d'observer à cet égard le respect des Traités. M. le Comte de Goltz pense donc que la position du Prince de Hohenzollern a été telle qu'elle résultait des Protocoles mêmes de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France croit devoir appeler l'attention de la Conférence sur les bruits qui courent de concentrations de troupes dans le voisinage des Principautés.

M. le Baron de Budberg dit que ces bruits sont absolument dénués de fondement en ce qui concerne la Russie.

M. Drouyn de Lhuys ajoute qu'une information venue de Bucharest parle particulièrement de la concentration de troupes Turques, et il rappelle à cette occasion l'Article XXVII du Traité de Paris, aux termes duquel la Turquie ne peut exercer aucune intervention armée dans les Principautés.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond que les populations Moldo-Valaques étant livrées à une certaine agitation, la Porte se trouve

naturellement obligée de prendre quelques mesures de précaution, mais qui n'ont rien d'insolite.

Fait à Paris, le 17 mai 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N^o 9) de la conférence du 25 mai 1866. (Protestation de la Turquie contre l'élection du Prince de Hohenzollern. Attitude imposée aux agents étrangers à Bucharest.)

Présents : les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande-Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente, qui a été communiqué aux membres de la Conférence, est adopté.

M. le Plénipotentiaire de France invite Safvet Pacha à faire connaître à la Conférence l'objet pour lequel il a provoqué la réunion de ce jour.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il a mission de protester contre les actes récemment accomplis dans les Principautés, notamment contre la prise de possession du Gouvernement par le Prince de Hohenzollern. Il produit en conséquence une note dont il est donné lecture, et qui est ainsi conçue :

« La Conférence, dans sa résolution de faire respecter les Traités, et en particulier la Convention du 19 août 1858, a déclaré le plébiscite provoqué par le Gouvernement Provisoire de Bucharest, afin d'élire un Prince étranger à l'Hospodarat, ainsi que la ratification de cette

élection par l'Assemblée, comme contraires à l'esprit et à la lettre de ces Actes internationaux.

« Le Gouvernement Provisoire de Bucharest et ladite Assemblée n'ont tenu aucun compte aussi bien de cette décision de la Conférence que des conseils adressés par elle de rester dans les limites des Traités ; et, d'un autre côté, l'acceptation par le Prince Charles de Hohenzollern de l'offre de l'Assemblée, son entrée inopinée sur le territoire de la Valachie, et sa prise de possession du Gouvernement des Principautés, sont une série d'actes non-seulement entachés d'illégalité de plus d'une nature, mais encore une violation des stipulations des Traités et de la volonté de la Cour Suzeraine et des Puissances garantes.

« En conséquence, je crois de mon devoir de protester, au nom de la Sublime Porte, et d'une manière formelle et solennelle, contre tous les actes que je viens d'énumérer, les déclarant illégaux et frappés de nullité et comme ne pouvant avoir aucune force et valeur aux yeux de la Puissance suzeraine.

« Je réserve en outre au Gouvernement de Sa Majesté le Sultan le droit, en présence de ces événements, d'user de la faculté que lui donnent les Traités, en vue d'en faire respecter les dispositions et de rétablir un ordre de choses légal et conforme aux intentions bienveillantes de la Cour Suzeraine et des Puissances garantes à l'égard des Principautés Unies de Moldavie et de Valachie. »

Le passage de cette protestation où il est fait mention du droit d'intervention réservé à la Porte par les Traités, donne lieu, de la part de quelques-uns des Plénipotentiaires, à des observations sur la portée de ce droit et les conditions dans lesquelles il peut s'exercer.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que ces conditions sont réglées par les Articles XXVII du Traité de Paris, et VIII de la Convention de 1858 ; il donne lecture de ces dispositions d'après lesquelles la Turquie, dans le cas où l'ordre serait troublé dans les Principautés, doit s'entendre avec les Cours garantes sur les mesures à prendre pour le rétablir, et ne peut exercer aucune intervention militaire sans un accord préalable. En résumé, la Porte ne saurait agir seule, et il faudrait qu'elle s'adressât d'abord aux Cours garantes.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ajoute qu'en fait il n'y a présentement dans les Principautés ni troubles ni désordres ; le cas actuel n'est pas prévu par les stipulations existantes ; il serait donc nécessaire que Salvét Pacha et les autres Membres de la Conférence demandassent des instructions à leurs Gouvernements respectifs pour un cas qui est tout nouveau.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il n'est pas possible de supposer qu'à Constantinople on ne veuille pas se conformer aux dis-

positions des Traités; à son avis, la marche à suivre n'a pas besoin d'être rappelée.

M. le Plénipotentiaire de Russie pense, et les autres Plénipotentiaires des Cours garantes donnent des marques d'assentiment à cette manière de voir, que la Conférence doit, pour le moment, se borner à prendre acte de la protestation de M. l'Ambassadeur de Turquie. Chacun des Plénipotentiaires pourrait ensuite prendre les ordres de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de Turquie pense que le recours aux Gouvernements respectifs n'est pas nécessaire, la Conférence étant réunie, et ayant pouvoir d'aviser. Du reste, il ne fait aucune proposition.

M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'arrivée du Prince de Hohenzollern dans les Principautés lui semble devoir motiver une communication des Gouvernements aux Agents accrédités à Bucharest, afin de leur prescrire de n'entretenir aucune relation officielle avec Son Altesse.

A ce propos, M. le Baron de Budberg désirerait que M. le Plénipotentiaire de Prusse voulût bien dire comment il se fait que le Prince de Hohenzollern, appartenant à l'armée Prussienne, ait pu quitter le service pour se rendre dans les Principautés; s'il avait agi sans autorisation, il se trouverait en état de désertion, et alors le Gouvernement Prussien croirait sans doute devoir prendre des mesures très-sévères à son égard.

M. le Plénipotentiaire de Prusse répond que le Prince Charles de Hohenzollern vient d'envoyer sa démission d'officier Prussien. Tout ce que sait, au surplus, M. le Comte de Goltz, c'est que Son Altesse avait demandé et obtenu un congé afin de se rendre auprès de son père, à Dusseldorf, pour y attendre ce que résoudraient les Puissances au sujet de sa nomination. De là, le Prince est parti inopinément pour les Principautés; la Prusse décline toute responsabilité dans cette résolution d'un sujet Prussien qui a agi spontanément et n'a pris conseil que de lui-même.

Pour ce qui le concerne, M. le Comte de Goltz réserve toute sa liberté d'appréciation comme membre de la Conférence, sans égard pour la qualité de la personne. On comprendra d'ailleurs qu'il ne lui appartient pas de discuter ici les conséquences de la résolution du Prince de Hohenzollern en ce qui touche la position de Son Altesse en Prusse et ses rapports vis-à-vis du Roi.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne demande si un officier Prussien est en droit de donner sa démission; il désirerait savoir par qui le congé du Prince de Hohenzollern a été accordé?

M. le Comte de Goltz répond qu'il ignore ce que permettent les rè-

gements quant à la démission d'un officier. A l'égard du congé il sait seulement qu'il avait été accordé pour voyager à l'intérieur.

MM. les Plénipotentiaires de Turquie, de Russie et d'Autriche demandent qu'il soit pris acte de ce qui a été dit par M. le Comte de Goltz.

MM. les Plénipotentiaires de Turquie et d'Autriche ayant appuyé l'avis exprimé par M. le Baron de Budberg, quant à l'opportunité d'une communication à adresser aux Agents résidant à Bucharest,

M. le Plénipotentiaire de France dit que la Conférence se trouve appelée, d'abord à prendre acte de la protestation de M. l'Ambassadeur de Turquie, puis à déterminer l'attitude que les Agents accrédités à Bucharest devront garder vis-à-vis le Prince de Hohenzollern. Ce Prince n'étant pas reconnu, et sa position n'étant pas légale, il en résulte que les rapports des Consuls Généraux avec son Gouvernement ne sauraient avoir aucun caractère officiel.

La conférence décide qu'une dépêche identique sera adressée sans retard par chacun des Plénipotentiaires à son Gouvernement.

Cette dépêche est immédiatement rédigée et adoptée dans les termes suivants :

25 mai 1866.

« La Conférence a donné acte de la protestation de M. le Plénipotentiaire de Turquie contre la prise de possession du Gouvernement à Bucharest par le Prince Charles de Hohenzollern.

« Reconnaissant l'illégalité de cet acte, la Conférence a décidé que les Agents résidant à Bucharest s'abstiendront de toute démarche impliquant la reconnaissance du Prince Charles de Hohenzollern. En conséquence, les relations de ces Agents avec l'Administration Moldo-Valaque ne pourront avoir qu'un caractère purement officieux. »

M. le Plénipotentiaire de France avait été chargé, dans la dernière séance, de répondre au nom de la Conférence, à la lettre par laquelle M. le Ministre des Affaires Étrangères des Principautés Unies avait annoncé la nomination par plébiscite du Prince de Hohenzollern; il dit qu'il s'est acquitté de ce soin.

Sur le désir de la Conférence, il est donné lecture de cette réponse, qui est ainsi conçue :

« Monsieur,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 16/28 du mois dernier, et par laquelle, en m'annonçant que le peuple Roumain venait d'élire, par la voie d'un plébiscite, le Prince Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen, sous le nom de Charles I, vous

exprimiez l'espoir que la nomination de Son Altesse obtiendrait l'assentiment des Plénipotentiaires réunis en Conférence à Paris.

« Conformément au vœu que vous m'avez exprimé, j'ai porté votre communication à la connaissance des Représentants des Puissances, et ils ont été d'avis qu'il y avait lieu de se référer à la Déclaration en date du 2, qui rappelle que c'est à l'Assemblée qu'il appartient de nommer un Hospodar et qu'elle ne doit élire qu'un indigène. La Conférence a décidé, en conséquence, dans sa séance du 17 de ce mois, qu'elle ne pouvait reconnaître la validité de l'élection du Prince de Hohenzollern, et elle m'a chargé de vous informer de sa décision.

« Agréé, etc. »

Fait à Paris, le 25 mai 1866.

Signé : METTERNICH.

DROUYN DE LHUYS.

COWLEY.

NIGRA.

GOLTZ.

BUDBERG.

SAFVET.

Protocole (N^o 10) de la conférence du 4 juin 1866. (Protestations et réserves contre l'élection du Prince de Hohenzollern. Navigation du Bas-Danube jusqu'à Ibraila.)

Présents : les Plénipotentiaires d'Autriche ;
de France ;
de Grande-Bretagne ;
d'Italie ;
de Prusse ;
de Russie ;
de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France ayant rappelé que c'est à la demande de M. l'Ambassadeur de Russie qu'a lieu la séance de ce jour,

M. le Baron de Budberg expose que son Gouvernement, à qui il a rendu compte de la résolution prise dans la séance du 25 mai, lui a donné l'ordre de déclarer qu'il ne considérait pas comme suffisante la

ligne de conduite adoptée en présence de la prise de possession du pouvoir par le Prince Charles de Hohenzollern.

Les instructions adressées aux Agents à Bucharest leur ont prescrit de garder vis-à-vis du Prince de Hohenzollern la même attitude que celle qui avait été prise à l'égard du Gouvernement provisoire, c'est-à-dire, de n'avoir avec lui que des relations purement officieuses. Mais entre les deux situations il y a une différence essentielle dont il est impossible à la Conférence de ne pas tenir compte : le Gouvernement Provisoire était le produit nécessaire des circonstances amenées par la chute du Prince Couza, tandis que le Prince Charles de Hohenzollern, mettant à profit l'entraînement irréfléchi des Moldo-Valaques, ne présente à l'Europe qu'un pouvoir établi en violation flagrante de tous les droits.

Dès l'ouverture de la Conférence, le Plénipotentiaire de la Puissance Suzeraine avait d'avance protesté contre l'avènement d'un Prince étranger. Dans le cours des délibérations, les Puissances signataires des Traités ont unanimement adressé aux Principautés l'invitation solennelle et réitérée de se conformer aux stipulations internationales qui renferment la seule garantie des immunités dont elles jouissent. La Prusse s'est associée à ces démarches, et cependant c'est un membre de la famille Royale, un officier de son armée, qui a commis cette usurpation de pouvoir.

Un pareil état de choses, en se prolongeant, menacerait le repos et la prospérité des Principautés, puisque le maintien du nouveau pouvoir ne saurait être toléré; il porterait en même temps la plus fâcheuse atteinte à la dignité des Puissances dont la volonté a été méconnue avec une audace qui n'a pris sa force que dans l'espoir de l'impunité: aucun doute, en effet, n'était possible après que les Consuls avaient rappelé expressément, au nom de la Conférence, les clauses de l'article 13 de la Convention du 19 août 1858.

On rentre donc nécessairement dans les prévisions du Protocole du 6 septembre 1859, qui contient une disposition ainsi conçue :

« Une fois le fait de l'infraction constaté, d'un commun accord avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople, la Cour Suzeraine enverra dans les Principautés un Commissaire *ad hoc* chargé de requérir que la mesure qui a donné lieu à l'infraction soit rapportée; le Commissaire de la Sublime Porte sera accompagné par les Délégués des Représentants à Constantinople, avec lesquels il procédera de concert et d'un commun accord. S'il n'est pas fait droit à cette réquisition, le Commissaire de la Sublime Porte et les Délégués signifieront à l'Hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coercitifs à employer. En ce cas, la Sublime Porte se con-

certera sans délai avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter. »

Telle est, suivant M. le Plénipotentiaire de Russie, la marche prescrite par une stipulation internationale. Il la recommande à la plus sérieuse attention de ses collègues, et il pense que des complications plus graves pourraient être évitées si l'on signifiait au Gouvernement de fait, en ce moment établi à Bucharest, qu'il ne doit pas compter sur une tolérance indéfinie.

Il s'agirait donc d'envoyer dans les Principautés un Commissaire Ottoman et des Délégués des Représentants des Cours garantes à Constantinople, lesquels seraient chargés de requérir l'annulation des actes illégaux qui ont conféré le pouvoir au Prince de Hohenzollern. La responsabilité de la Conférence est directement engagée à ce que les mesures à prendre pour faire disparaître cette cause d'inquiétudes et de troubles soient promptes et efficaces.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant demandé à M. le Baron de Budberg si ce qu'il vient de dire constitue une proposition formelle,

M. le Plénipotentiaire de Russie répond qu'il est chargé de recommander aux Plénipotentiaires ce mode de procéder; mais si la Conférence en avait un autre à indiquer, il serait prêt à l'examiner.

M. le Plénipotentiaire de Turquie rappelle que, dès le lendemain de la révolution qui a forcé le Prince Couza à résigner le pouvoir, la Sublime Porte avait déclaré qu'elle entendait s'en tenir uniquement aux Traités internationaux qui garantissent l'autonomie des Principautés Moldo-Valaques et les droits de la Cour Suzeraine.

Les Puissances garantes ayant cette même manière de voir, la Conférence avait décidé que le Gouvernement Provisoire de Bucharest ne devait pas dépasser les limites de ces Traités; mais au lieu de suivre la ligne de conduite qui lui était tracée, il a provoqué un plébiscite pour l'élection d'un Prince étranger, s'attribuant ainsi d'une part le droit d'élection qui appartenait à l'Assemblée, et assumant, de l'autre, la responsabilité d'un acte contraire à la décision unanime de la Conférence basée sur les stipulations internationales. Enfin, en provoquant l'entrée du Prince Charles de Hohenzollern dans les Principautés, le Gouvernement Provisoire a aggravé la situation. Les moyens de persuasion employés dès le principe par le Gouvernement Ottoman sont restés infructueux, de même que les efforts tentés par les Agents des Puissances garantes à Bucharest. Le Gouvernement Provisoire n'a pu être détourné de la voie où il s'était engagé, et au moment où la Porte allait faire une dernière tentative, en proposant à Bucharest, d'après la suggestion de la Conférence, un Hospodarat à terme, elle a ap-

pris, à son grand étonnement, l'arrivée du Prince Charles sur le territoire Valaque.

En présence de tant d'infractions, la Porte n'a plus qu'à en appeler aux sentiments de justice et de dignité des Cours garantes qui, prenant en considération un état de choses aussi anormal et illégal, voudront sans doute aviser aux moyens les plus efficaces pour opérer le rétablissement d'un ordre de choses légal dans les Principautés.

Ce résultat, d'après M. le Plénipotentiaire de Turquie, ne pourrait être atteint que par l'occupation des Principautés ; toutefois le Gouvernement Ottoman, voulant donner une nouvelle preuve de son esprit de conciliation, a chargé Safvet Pacha de déclarer que la Porte est disposée à laisser à la Conférence le temps de rechercher, dans le plus bref délai possible, un autre moyen pouvant conduire au but qu'il s'agit d'atteindre, c'est-à-dire la retraite du Prince Charles et l'exécution des Traités.

M. le Plénipotentiaire de France résumant les deux communications qui viennent d'être faites à la Conférence, dit que M. le Plénipotentiaire de Russie propose l'envoi d'une Commission dans les Principautés, tandis que M. l'Ambassadeur de Turquie laisse entendre que le recours direct à l'intervention militaire devrait tout d'abord être employé.

M. le Plénipotentiaire de Turquie, sur une interpellation de M. le Comte Cowley, déclare que l'envoi préalable d'une Commission à Bucharest lui semble préférable, et qu'il se rallie à la proposition du Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de Prusse considère les deux modes indiqués comme étant au fond les mêmes, car ils tendent au même but.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche se demande ce qui arriverait si le Commissaire et les Délégués envoyés à Bucharest n'étaient pas écoutés ? Il importe de le prévoir, et M. de Metternich se conforme aux instructions de son Gouvernement en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de recourir en ce cas à des mesures de coercition.

D'une part, la Conférence, constatant encore une fois l'illégalité de l'élection du Prince de Hohenzollern, a décidé que les Agents résidant à Bucharest n'entretenaient aucune relation officielle avec le nouveau Gouvernement ; de l'autre, quelques Puissances paraissent se prononcer contre toute intervention militaire de la part de la Turquie. Cependant au point où en sont les choses, il n'y a plus qu'à s'incliner devant le résultat du vote de l'Assemblée de Bucharest, ou à recourir à des mesures coercitives pour faire prévaloir les décisions de la Conférence. Si les Puissances ne prennent pas ce dernier parti, elles devront se résigner à voir leur autorité entièrement méconnue, et renoncer désormais à exercer dans les Principautés l'influence collective que

les Traités leur attribuaient. Mais, en ce cas, chaque Puissance, dans l'opinion du Gouvernement Autrichien, serait en droit d'agir isolément et de prendre à l'égard de la Moldo-Valachie l'attitude que ses propres intérêts lui commanderaient.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il s'associe entièrement à cette manière de voir.

M. le Plénipotentiaire de France dit que tout ce qui vient d'être proposé et suggéré implique au fond l'occupation militaire des Principautés. La Conférence ne s'étonnera pas sans doute que le Gouvernement de l'Empereur s'y montre peu favorable. Le Plénipotentiaire de Sa Majesté ne s'est pas dissimulé les conséquences de la ligne de conduite adoptée par la Conférence, et il s'est permis de lui dire dès le premier jour que ses décisions aboutiraient nécessairement à des complications extrêmes. Toutefois, liée par les Traités, la France s'est associée à des résolutions qui avaient pour objet de donner satisfaction au droit dans l'ordre des faits moraux. Maintenant il se produit des propositions qui demandent l'emploi de la force. Eh bien ! il y a là, avant tout, une question d'appréciation politique que la Conférence dans sa sagesse doit examiner en se plaçant au point de vue de l'opportunité. Les populations Moldo-Valaques sont aujourd'hui dans un état de surexcitation nationale : elles se défendront contre l'intervention des troupes Turques ; la lutte paraît inévitable. Le sang Chrétien coulera ; qui sait l'effet qui en résultera sur les autres populations Chrétiennes de l'Empire Ottoman ; il y aura peut-être des soulèvements, et alors que fera la Porte ? Demandera-t-elle l'appui des Puissances Chrétiennes contre des Chrétiens ? Qui ne voit tous les dangers d'une pareille situation, surtout dans les conjonctures imminentes qui préoccupent si profondément l'Europe ?

Quel inconvénient y a-t-il d'ailleurs à attendre ? Supposez que le Prince de Hohenzollern rencontre à son tour des obstacles insurmontables, qu'il gouverne mal, ou qu'il fasse des actes contraires à ses devoirs envers la Porte, il tombera, ou l'on pourra prendre à son égard des mesures coercitives ; si au contraire il gouverne bien, s'il donne à la suzeraineté de la Porte, aux intérêts du bon ordre et de la tranquillité les satisfactions et les garanties désirables, ne pourrait-il pas se concilier la bienveillance des Cours garantes et de la Puissance Suzeraine et mériter d'être reconnu par elles ?

Le droit est sauvegardé ; on peut attendre sans crainte qu'il périclite, tandis qu'une intervention militaire ouvrirait la porte aux plus dangereuses éventualités. Pour ce qui le concerne, le Gouvernement de l'Empereur ne pourrait s'y associer.

M. le Plénipotentiaire de Russie croit pouvoir demander à M. Drouyn de Lhuys quelle serait donc la portée pratique du droit, si l'on exclut

toute mesure de coercition ? Quant à la Russie, en sa qualité de Puissance limitrophe, elle a des intérêts particuliers qui ne lui permettraient pas d'attendre, ainsi que le propose M. le Plénipotentiaire de France. Si l'on voyait que les Principautés fussent disposées à rentrer dans des voies normales, cette attente serait justifiée ; mais de jour en jour au contraire elles tendent à s'en écarter davantage.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne déclare qu'il se rallie complètement à la manière de voir de M. le Président de la Conférence. Quant à l'emploi des mesures coercitives il est convaincu que dans les conjonctures présentes surtout, il y aurait les plus grands dangers à allumer la guerre en Orient, ce qui ne manquerait pas d'arriver si on avait recours à une occupation militaire des Principautés. Il vaut donc mieux ajourner une telle mesure et attendre. M. le Comte Cowley se prononce contre l'envoi des Délégués, aussi bien que contre l'occupation immédiate ; leur présence à Bucharest serait à son avis sans utilité ; ils n'y viendraient que pour être témoins d'une lutte sanglante et acharnée.

MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie ne pensent pas qu'il y ait lieu de redouter un conflit de cette nature. Safvet Pacha ajoute qu'il croit pouvoir rassurer la Conférence contre la crainte d'un mouvement parmi les populations Chrétiennes.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant dit qu'il avait lieu de croire que le Prince de Hohenzollern était venu à Bucharest avec l'intention de s'affranchir de tout lien vis-à-vis du Sultan,

M. le Plénipotentiaire de France donne lecture d'une dépêche télégraphique dont copie lui a été transmise par le Consul Français à Bucharest ; cette dépêche, qui a été adressée par le Prince Charles à son Agent à Constantinople, proteste au contraire de la résolution de maintenir intacts les droits de la Puissance Suzeraine.

M. le Plénipotentiaire de Prusse fait observer qu'il n'y a véritablement qu'un seul intérêt qui doive préoccuper la Conférence : celui de la suzeraineté de la Turquie. Il rappelle les diverses modifications survenues dans l'état organique des Principautés depuis 1858 : toutes ont été successivement acceptées, et ce n'est que lorsqu'il s'est agi du Prince étranger que l'on a commencé à s'y opposer. Cependant l'intérêt unique qu'ait ici l'Europe, c'est le respect de la suzeraineté en tant qu'elle implique le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Pourquoi dès lors s'opposer au Prince étranger du moment qu'il se soumet à la suzeraineté ?

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant exprimé le regret que la Porte n'ait pas cherché, dès l'origine des événements, à s'entendre directement avec le Gouvernement Provisoire,

Safvet Pacha répond que son Gouvernement a essayé, mais sans

succès ; peut-être la Commission qui serait envoyée dans les Principautés pourrait-elle obtenir un meilleur résultat, en employant les moyens de la persuasion.

M. le Plénipotentiaire d'Italie remarque qu'il n'y a pas d'illusion à se faire quant à ce que l'on pourrait attendre de l'envoi des Délégués ; il conduirait à l'occupation : cette mesure serait sans doute conforme au droit, mais son Gouvernement est d'avis qu'elle ne serait pas opportune.

M. le Plénipotentiaire de France revenant sur ses précédentes observations, dit qu'il y avait d'abord une question de droit ; la Conférence l'a mise en quelque sorte à couvert ; elle a donné sur ce point une complète satisfaction. Maintenant convient-il d'aller au delà, de placer ce droit ainsi reconnu et sauvegardé, sous la protection de la force matérielle ? Une pareille mesure ne saurait être mise à exécution sans effusion de sang, et M. le Plénipotentiaire de France ne peut comprendre qu'il y ait une résolution pire que celle qui amènerait un tel résultat. Il n'y a donc qu'à gagner à l'ajourner, car il ne s'agit pas de l'écarter définitivement et à jamais. En effet, le Prince aujourd'hui en possession du pouvoir peut rencontrer des obstacles qui provoquent sa chute ; il se peut qu'il vienne à se produire une atteinte au droit de suzeraineté de la Porte, que des troubles intérieurs éclatent, que le désordre et l'anarchie troublent le pays : eh bien ! alors on interviendrait.

Pourquoi donc ne pas attendre un acte violent, matériel, une agression enfin contre le bon ordre ou la suzeraineté de la Porte ? Intervenir militairement aujourd'hui, c'est créer un trouble matériel dont il est impossible de prévoir les conséquences, tout en voulant réprimer un trouble jusqu'à présent simplement légal.

M. le Plénipotentiaire de Grande Bretagne dit qu'il adhère aux considérations présentées par le Président de la Conférence ; elles sont, à son avis, de nature à satisfaire la Sublime Porte et les membres de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Turquie ne partage pas cette opinion, et dit qu'il s'agit d'assurer l'exécution des Traités.

M. le Plénipotentiaire de Russie demandant ce que deviendrait, dans un tel système, le droit des Cours garantes,

M. le Comte Cowley répond que c'est uniquement sur la question d'opportunité que porte la discussion : on ne s'interdit en principe aucune action ; on se réserve au contraire d'agir ultérieurement suivant les circonstances.

M. le Plénipotentiaire de Russie pense que la Conférence ne peut refuser à la Turquie l'exercice du droit qui lui appartient. Pour lui, en présence des opinions contraires à la sienne, il doit réserver les

résolutions de sa Cour, et il ne sait jusqu'à quel point il sera possible à la Russie de continuer à prendre part aux Conférences.

M. le Plénipotentiaire de France répond à M. de Budberg que l'intérêt essentiel, capital, réside dans la suzeraineté; c'est celui de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Pour le reste, il n'y a qu'une question d'opportunité. Il y a infraction et infraction; il s'agit de savoir si celle qui se produit est assez grave, si elle offre un danger assez imminent pour entraîner une occupation armée. Recourir en ce moment à cette mesure extrême, ce serait apporter dans les Principautés le désordre matériel. M. Drouyn de Lhuys n'exclut pas d'ailleurs, il le répète, les cas dans lesquels il y aurait vraiment lieu d'intervenir.

MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie font remarquer que les Traités forment un ensemble, et qu'il n'est pas plus permis de les violer sur un point que sur un autre. M. de Budberg ajoute que les Traités n'établissent point de distinction entre le trouble matériel et le trouble légal.

M. le Plénipotentiaire de Prusse répond que le droit absolu n'est pas contesté; la discussion porte sur l'opportunité d'une mesure prévue, il le sait, mais qui offre de graves dangers. Quant à l'envoi d'une Commission à Bucharest, il ne peut s'y associer. Il aurait besoin d'en référer à sa Cour.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'aux yeux de la Russie l'opportunité existe aussi bien que le droit. A son avis, il ne saurait y avoir de désordre matériel plus considérable que celui de voir méconnaître sans cesse et impunément les dispositions des Traités et les résolutions de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Grande Bretagne reconnaît avec M. de Budberg la gravité de ces infractions, mais il faut prendre garde que le remède auquel on a recours ne soit pire que le mal. La résistance à une intervention sera très-énergique, on ne peut en douter; il est de l'intérêt de la Porte elle-même de ne rien précipiter. S'il arrive que la conduite du nouveau Prince soit déférente envers la Turquie et propre à assurer le maintien de la tranquillité, s'il gouverne bien, ne serait-il donc pas possible plus tard à la Porte de le reconnaître, et de lui accorder l'investiture aux conditions que stipulent les Traités?

M. le Plénipotentiaire de Russie contestant cette manière de voir au nom des Puissances limitrophes,

M. le Comte Cowley ajoute qu'il ne voit pas l'intérêt que pourraient avoir ces Puissances à continuer de repousser le Prince, s'il faisait le bien des Principautés, et assurait le maintien du bon ordre.

Quant à la proposition faite par M. le Plénipotentiaire de Russie, le Comte Cowley, après les déclarations présentées par M. le Président

de la Conférence, la considère comme impossible ; il juge inutile d'en référer à sa Cour.

M. le Plénipotentiaire de Russie, sur la demande du Prince de Metternich, dit qu'il ne lui est pas possible d'en référer à son Gouvernement sur la question d'opportunité. Il se bornera à rendre compte de ce qui a été dit dans la séance. Il doit faire pressentir la résolution de son Gouvernement ; il croit qu'il se retirera de la Conférence.

M. le Baron de Budberg partage d'ailleurs l'opinion précédemment exprimée par M. le Prince de Metternich quant à la liberté d'agir isolément qui devrait éventuellement appartenir aux Puissances limitrophes.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche déclare que son Gouvernement, en faisant des réserves à cet égard, n'a nullement le désir de se trouver dans l'obligation d'exercer cette action isolée. En ce qui concerne la question d'opportunité, il ne peut la prendre qu'*ad referendum*.

M. le Plénipotentiaire de France résume brièvement la discussion, et conclut en disant que pour ce qui concerne la France il ne peut s'associer aux mesures proposées. S'expliquant ensuite sur la réserve présentée par M. le Plénipotentiaire d'Autriche, il rappelle le droit des Cours garantes et celui de la France en particulier. Quelle que soit la forme dans laquelle les questions intéressant l'Orient se trouvent débattues, que ce soit au moyen d'une Conférence ou autrement, la France garde et maintient son droit de se mêler de ces affaires et de participer à leur règlement. Elle a acheté ce droit assez cher pour ne pas vouloir l'abdiquer.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche communique à la Conférence une dépêche de M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche, de laquelle il résulte que la Cour de Vienne adhère, avec certaines réserves, à la proposition d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que son Gouvernement ne voit pas de raisons suffisantes pour autoriser sur ce point une déviation aux stipulations du Traité de Paris. Il croit d'autant moins pouvoir adhérer à la proposition du Comte Cowley qu'elle pourrait porter atteinte aux droits de la Commission Riveraine dans laquelle sont intéressés d'autres pays non représentés à la Conférence. Par ces considérations, que la Conférence voudra bien apprécier, la Sublime Porte se voit dans l'obligation de décliner la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Fait à Paris, le 4 juin 1866.

Signé : METTERNICH.

NIGRA.

SAFVET.

DROUYN DE LHUYS.

GOLTZ.

COWLEY.

BUDBERG.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Circulaire de M. de Mensdorff aux représentants de l'Autriche
près des cours allemandes¹,**

Vienne, le 16 mars 1866.

Monsieur, le Gouvernement impérial se propose, dans le cas où la Prusse amènerait une rupture ouverte, d'invoquer l'intervention de la Diète, conformément à l'article 11 de l'acte fédéral et à l'article 19 de l'acte final de Vienne, et d'abandonner en même temps à la Diète le soin de prendre toutes les décisions ultérieures pour le règlement des affaires du Schleswig-Holstein. Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, en présence des préparatifs faits par la Prusse, ne croit plus pouvoir mettre sa responsabilité à couvert qu'en adressant une demande directe à Berlin, et il a en conséquence chargé le comte Karolyi de réclamer du ministre président du Conseil une explication claire et positive sur la conduite que la cour de Berlin compte tenir et de s'assurer si, en effet, elle veut déchirer violemment la convention de Gastein et rompre la paix entre les États de la Confédération Germanique, paix garantie par les traités constitutifs de la Confédération. Le comte Karolyi devra ajouter que le Gouvernement impérial en fai-

1. Cette circulaire, dont il a été souvent question et qui avait été tenue très-secrète, a été récemment publiée par la Gazette d'Augsbourg à laquelle nous empruntons le texte. Voir pour la question à laquelle elle se rattache la série de documents contenus dans le numéro des archives du mois de juin 1866.

sant cette démarche n'entend lui donner aucun caractère provocateur mais désire simplement être éclairé sur les intentions sans doute mal interprétées du Gouvernement royal prussien. Si à cette interpellation devenue inévitable il était répondu d'une façon insuffisante et évasive, la Cour impériale se verrait forcée de considérer ses tentatives pour maintenir une entente avec la Prusse, comme ayant définitivement échoué et de prendre au sein de la Diète l'initiative des mesures nécessaires pour sauvegarder la paix de la Confédération qui est menacée, et empêcher ou repousser tout acte de violence. L'Autriche aurait alors à faire porter sans délai à Francfort la déclaration suivante : « Les hauts Confédérés de S. M. l'Empereur savent quel prix la Cour impériale a attaché à conserver l'entente avec S. M. le roi de Prusse dans les négociations relatives à l'avenir politique des duchés de l'Elbe. L'Empereur a cherché avec persévérance et dans un parfait esprit de conciliation à trouver, de concert avec la Prusse, les moyens de résoudre finalement les difficultés de la question du Schleswig-Holstein. Sa Majesté puisera toujours, comme souverain d'Autriche et comme prince confédéré allemand, une grande satisfaction dans la conscience de n'avoir refusé aucune demande équitable et d'avoir donné toutes les preuves possibles de son esprit de conciliation, dans le but de maintenir entre l'Autriche et la Prusse cette harmonie qui constitue la garantie la plus sûre de la paix intérieure et de la sécurité et du respect de la patrie allemande à l'extérieur. Au profond regret de la Cour impériale les négociations avec la Prusse n'ont point eu jusqu'ici le résultat désiré. Le Gouvernement royal prussien a cru devoir émettre des prétentions dont la réalisation n'aurait pu se concilier ni avec les intérêts et la position de l'Autriche comme grande puissance, ni avec l'intérêt national de l'Allemagne, ni avec la Constitution de la Confédération Germanique.

« Le Représentant impérial sera, en conséquence, chargé d'annoncer à la Diète que le Gouvernement considère ses efforts pour préparer, de concert avec la Prusse, une solution définitive de la question des duchés, comme ayant complètement échoué et remet, dès lors, le reste à la décision constitutionnelle de la Diète dont il reconnaîtra toujours la compétence. »

Mais le Gouvernement impérial ne devra pas se borner à cette déclaration. Le langage du Cabinet prussien aussi bien que les nouvelles de préparatifs militaires commencés en Prusse ont éveillé dans la population de l'Allemagne la crainte de voir troubler la paix de la Confédération. Le Gouvernement impérial espère que la connaissance des véritables intentions de la Prusse suffira pour dissiper complètement cette crainte. Mais comme il n'a pas réussi à obtenir du Cabinet de Berlin des explications suffisantes, il se trouve dans le cas d'invoquer auprès

de ses Confédérés les obligations solennellement acceptées par tous les Confédérés aux termes de l'article 11 de l'acte fédéral et de l'article 19 de l'acte final de Vienne. Il appartient à l'ensemble de la Confédération de veiller à ce que les contestations entre membres de la Confédération ne soient point tranchées par les armes, et le Gouvernement impérial ne fait que remplir un devoir en invitant en temps opportun l'Assemblée fédérale à se préoccuper de la conservation de la paix fédérale. Avant tout l'Assemblée fédérale devra être rassurée complètement contre la menace d'un acte de violence, et un Gouvernement qui respecte le droit et les traités comme le Gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse ne refusera certainement point de donner cette assurance à ses Confédérés.

Tel sera la substance de la première déclaration impériale au sein de la Diète et le Gouvernement impérial espère que le Gouvernement de autorisera par avance son envoyé près de la Diète à voter, immédiatement après la déclaration autrichienne, l'envoi d'une note invitant la Prusse à se prononcer sur ses intentions. Si l'opposition de quelques-uns des envoyés devait empêcher une délibération et une décision dans la même séance comme le règlement l'autorise, il y aurait lieu de décider au moins dans la prochaine séance de faire la dite démarche auprès de la Prusse. En même temps ou seulement après la communication de la réponse prussienne, la question serait soumise au Comité du Holstein-Lauenbourg auquel serait aussi confiée la tâche de médiation conformément à l'article 11 de l'acte fédéral. Si d'ailleurs le danger d'une rupture de la paix devenait plus imminent, si des indices de procédés violents étaient signalés ou si la Prusse donnait effectivement l'ordre de mobiliser son armée, la situation ne pourrait plus être tranchée par une simple tentative de médiation faite par le Comité, mais il serait nécessaire de prendre avec rapidité et décision des mesures pour prévenir, conformément à l'article 19 de l'acte final, ces actes de violence, et pour les réprimer s'ils avaient déjà été commencés. Vis-à-vis de la menace d'une attaque de la part de la Prusse, ces mesures ne pourraient consister que dans la mise sur le pied de guerre des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps de l'armée fédérale et dans leur réunion à l'armée autrichienne; et le Gouvernement impérial espère en conséquence que, le moment venu, le Gouvernement de sera prêt à voter à Francfort en faveur d'une résolution de ce genre.....

Signé : MENSENDORFF-POUILLY.

MONTÉNÉGRO.

Lettre du prince Nicolas à Aali Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, proposant un arrangement définitif sur toutes les questions pendantes.

Cettigne, le 24 mai (5 juin) 1866.

Altesse,

Après la signature de la paix en 1862, comprenant que le bonheur et la prospérité de mon petit pays dépendaient uniquement de ses bonnes relations avec son puissant voisin, j'ai constamment employé mes efforts les plus empressés à établir et à consolider l'entente la plus parfaite avec la Sublime Porte et ses hauts fonctionnaires placés à la tête des provinces qui entourent le Monténégro. Ces relations sont, en effet, pacifiques et amicales ; elles se ressentent cependant en réalité d'un certain état de malaise et de défiance, dû à un ordre de choses mal défini et précaire, qui a pour conséquence inévitable et fatale d'enrayer tout essor et tout développement de mes populations.

Sans confiance dans l'avenir et constamment obsédé par des préoccupations étrangères et des appréhensions que fait naître un avenir incertain, le Monténégro ne peut consacrer ses efforts aux améliorations intérieures si urgentes, ni entrer dans la mesure de ses forces et de ses ressources dans cette voie de progrès et de civilisation qui peut seule assurer le bien-être moral et matériel qui lui est nécessaire.

Désireux de voir sortir mon pays de cette fâcheuse position, si contraire à tous ses intérêts, et dont les nombreuses populations ottomanes qui l'environnent ne ressentent pas moins l'inconvénient, je prends la liberté de m'adresser à Votre Altesse et de lui exposer franchement l'état des choses sur la gravité croissante desquelles il n'est pas permis de se faire illusion.

Comptant sur le grand esprit d'équité qui distingue Votre Altesse, j'ai pleine confiance que mes justes demandes trouveront le meilleur accueil, et que dorénavant le Monténégro, plein de foi dans un avenir pacifique, pourra s'adonner aux créations indispensables telles que écoles publiques, voies de communication, et augmenter son bien-être matériel par le commerce et l'industrie.

Parmi les causes assez nombreuses qui, en faisant envisager l'avenir avec inquiétude, tiennent toutes les forces vitales du pays en suspens, je citerai en première ligne les suivantes, savoir :

I

L'état irrégulier et mal défini de la propriété privée sur la frontière.

La Commission internationale ayant borné sa mission à la délimitation de la frontière, laisse pendantes toutes les questions secondaires au nombre desquelles figure celle très-importante de la fixation de la propriété pour les terrains situés d'un côté et de l'autre de la ligne de séparation. Une Commission turco-monténégrine, instituée à cet effet en 1864, eut mission de régler cette question, et de substituer à un état de choses vague et incertain un ordre de faits régulier et définitif. Un protocole signé à Cettigne le 3 mai de la même année par les deux Commissaires, indiquait la voie à suivre pour obtenir l'expropriation des propriétaires des deux côtes, sans léser aucunement les intérêts des particuliers. Le système des échanges, et de l'indemnisation en argent, lorsque l'échange n'était pas possible, fut accepté.

Dans un pays où les titres de propriété manquent ordinairement, où les terrains ont maintes fois changé de maîtres suivant les vicissitudes de la guerre et des temps, il était indispensable, pour éviter de tomber dans la confusion, de fixer une date à la possession. Cette date fut celle de 1858-1859. L'occupant à cette époque devait être considéré par la Commission comme le propriétaire légitime et devait avoir droit à un équivalent en échange de sa propriété, ou à une indemnité pécuniaire, après estimation. Dans l'application, le Commissaire ottoman, M. le colonel Hafiz Bey, souleva de nombreuses objections, et revenant sur l'interprétation de l'article 5 dont la rédaction lui appartenait en propre, amena la Commission à se séparer pour attendre de nouvelles instructions.

J'ai le regret de devoir mentionner ici en même temps que M. le Commissaire ottoman, loin de montrer des sentiments de conciliation et le désir d'une bonne entente avec son collègue monténégrin, ce qui eût été de toute nécessité pour pouvoir arriver à la solution de questions si délicates, ne cessa de manifester en toute occasion l'esprit d'hostilité le plus décidé, qui fit naître de nombreux incidents regrettables et envenima les questions les plus simples.

Dans ce grave état de choses, je m'adressai immédiatement au Gouvernement ottoman pour le prier de donner à son Commissaire des instructions conformes aux stipulations de l'article 5, soit de nouvelles propositions sur lesquelles on pût traiter, le Monténégro se déclarant prêt à les accepter.

L'année dernière, le moment fixé pour la reprise des travaux de la

Commission arrivé, le colonel Hafiz Bey, rendu à Scutari, m'a simplement donné avis de sa présence, sans entrer dans aucune explication, ni avec moi, ni avec MM. les Consuls en résidence à Scutari sur la teneur des instructions dont on l'aurait nouvellement pourvu à Constantinople.

Voyant que la Commission se serait réunie sous les mêmes auspices qui, l'année précédente, en entravèrent la marche, je dus prévoir naturellement de nouveaux obstacles et craindre même avec raison que des incidents plus graves ne vinssent porter une sérieuse atteinte à la paix parmi les populations limitrophes. Dans mon ardent désir d'éviter tout ce qui serait de nature à compliquer une position déjà tendue, j'ai cru devoir m'abstenir d'envoyer mon Commissaire rejoindre son collègue ottoman sur les lieux.

Votre Altesse appréciera sans nul doute l'avantage qu'il y aurait à régler au plus tôt cette question de la propriété privée aux frontières, et à éliminer cette cause permanente de contestations et d'animosités parmi les populations des deux côtés.

Aussi je compte avec confiance que Votre Altesse voudra bien désigner, pour reprendre les travaux de la Commission, un fonctionnaire animé de sentiments conformes à cette mission toute de paix et de conciliation, et qu'elle le munira d'instructions positives l'invitant à se conformer franchement au paragraphe 5 du protocole de Cettigne, ou bien que, secondant mon vif désir de voir cette importante question arriver au plus vite à une issue pratique, elle voudra bien me faire une proposition tendant à la liquider par voie de transaction, en prenant pour base l'abandon réciproque des propriétés situées en dehors du propre territoire en suivant la ligne de délimitation, et une indemnité pécuniaire qui me servirait à compenser la plus value des terrains monténégrins au delà de la frontière et à en désintéresser les nombreux propriétaires.

II

L'occupation militaire permanente du pays.

Le cahier de spécification de la ligne frontière, ainsi que le tracé même, faits sur les lieux par la Commission délimitatrice internationale, fixent comme marques de bornage dans les environs de Sponj, n. 66 Moromichka Glavitza, n° 67 Nisotchitza, n° 68 Sreberna Glavitza, n° 69 Banova Gomila, et n° 70 les sources de la Zrkovnitza, et les pyramides adaptées furent érigées sur ces divers points. La Conférence des Représentants des grandes Puissances à Constantinople approuva, le 17 avril 1860, ce travail de la Commission avec toutes les modifications qu'on y avait introduites.

En 1862, la paix signée conformément à une des conditions qui assurait au Monténégro pour limite la ligne de démarcation tracée par la Commission de 1858-1859, je reçus du commandant en chef de l'armée ottomane la promesse formelle que le sol monténégrin serait évacué en totalité et dans le plus bref délai par l'armée turque, en tenant compte des lenteurs qu'entraîne un pareil mouvement pour l'effectuer en bon ordre, mais en tout état de choses ce délai ne devant guère dépasser six semaines.

Malgré cette promesse formelle, une garnison ottomane occupe depuis tantôt quatre ans la position de Novo Selo, que d'après la traduction littérale les occupants nomment Jeni-keni, point sans doute aucun situé dans l'intérieur du Monténégro et à une assez grande distance de la frontière, entre la rivière Souchitza et la pyramide n° 68; et un fort, celui de la Nisotchitza érigé entièrement sur le sol monténégrin continue à être tenu par les forces militaires ottomanes.

Toutes mes demandes pour faire cesser ces occupations sont demeurées infructueuses; rien n'a pu faire sortir de sa réserve la Sublime Porte qui m'a donné pour unique réponse le silence le plus absolu. Cette occupation militaire de mon territoire, qu'aucune raison à mes yeux ne justifie, et qui est contraire aux promesses formelles et aux engagements pris par la Sublime Porte, fait douter de ses intentions bienveillantes, détruit tout sentiment de sécurité et de confiance dans l'avenir et perpétue le souvenir d'une époque que les intérêts bien entendus des deux pays voisins commanderaient au contraire d'oublier.

Confiant dans les intentions équitables de la Sublime Porte, je compte sur le prompt retrait des troupes du camp de Novo Selo, et sur la destruction du fort situé sur la Nisotchitza.

III

L'état de blocus du pays par la construction de nombreux blokhaus sur tous les points stratégiques ou simplement habités.

La Sublime Porte, agissant comme si le Monténégro pouvait jamais être menaçant pour elle, a construit à grands frais de nombreux forts destinés à fermer toutes les gorges, toutes les vallées, à balayer par le canon toutes les populations groupées autour de la frontière, en un mot à nous tenir en état de blocus permanent, et cela en temps de paix, sans que le Monténégro ait fourni le moindre prétexte sur lequel on puisse s'appuyer, pour justifier l'opportunité d'une mesure si rigoureuse.

Depuis l'arrivée de M. le colonel Hafiz Bey sur nos frontières, le nombre de ces fortifications s'est considérablement augmenté, et mes populations, voyant une tâche de conciliation se changer en mesures de rigueur et de menaces, ne doutent plus des intentions hostiles ou pour le moins peu rassurantes de la Sublime Porte à leur égard.

Je prendrai la liberté de faire remarquer à Votre Altesse que plusieurs de ces blokhaus sont élevés sur la ligne frontière elle-même, sur mon propre territoire pour ainsi dire, sans compter le fort de Nizotchitza, dont j'ai déjà parlé et qui est érigé entièrement sur le sol monténégrin.

Je ne sache point que la Sublime Porte puisse trouver de bonnes raisons, autrement qu'en invoquant le droit du plus fort. Moi, petit et faible, voulant à tout prix ne troubler en aucune manière l'ordre que tous les intérêts commandent de respecter, je m'adresse en toute confiance à Votre Altesse, et après avoir pris la liberté de lui exposer ce fâcheux état de choses et lui avoir signalé les graves et désastreuses conséquences qu'il pourrait entraîner, je la prie d'abandonner ce système de compression employé contre le Monténégro qui ne saurait avoir que des déplorables résultats.

N'osant point répondre en construisant des blockhaus sur mon territoire, dans la crainte d'amener un conflit et de passer pour perturbateur, mon pays se trouve dans un état d'appréhension bien légitime qui paralyse toutes ses forces vitales, et se trouve même exposé à un capricieux imprévu, car dans un cas donné dont les exemples ne sont malheureusement pas rares, il peut être livré à la fantaisie d'un officier subalterne qui, pour le motif le plus léger, peut mettre en danger la sécurité de tout un peuple et nous lancer malgré nous dans des complications que nous aurons cherché à éviter par tous les moyens à notre disposition.

Le Monténégro n'est et ne peut être en aucune circonstance menaçant pour la Sublime Porte, car, outre son infériorité numérique, ses ressources sont tellement exiguës qu'elles ne suffisent même pas au point de vue strict de sa propre conservation.

Il m'est pourtant pénible, après avoir scrupuleusement observé mes engagements, de voir la Sublime Porte persister dans son système de méfiance vis-à-vis de moi, et d'être toujours soupçonné lorsque par mes actes j'avais le droit d'espérer une tout autre appréciation.

Je n'hésite point cependant à poursuivre mes efforts pour amener un changement radical auquel j'attache le plus grand prix et qui aurait pour moi un intérêt capital. Dans ce but, j'ai résolu de faire une nouvelle tentative pour obtenir de la Sublime Porte un peu de cette confiance à laquelle je prétends avoir droit, et je prends la liberté

d'envoyer à Constantinople mon sénateur et Voïvoode Elia Plamenatz pour qu'il ait l'honneur de remettre à Votre Altesse ma présente lettre, et de l'entretenir sur son contenu, ainsi que sur maintes autres questions pendantes de moindre importance, mon envoyé ayant mes instructions en même temps que ma pleine autorisation pour traiter, s'il y a lieu, de la transaction relative aux propriétés privées situées sur les frontières.

Je prie Votre Altesse de vouloir bien agréer l'expression de ma haute estime et de ma considération distinguée.

Le Prince du Monténégro.

Signé : NICOLAS.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Note du ministre des Affaires étrangères aux Agents et Consuls généraux des puissances étrangères à Bucharest.

Bucharest, 26 mai (7 juin) 1866.

Monsieur,

Grâce à l'heureux avènement de S. A. S. le prince régnant Charles I, que j'ai eu l'honneur de vous notifier en date du 12/24 courant, les Principautés viennent de rentrer dans un état de choses régulier.

Toutefois, nonobstant le calme parfait avec lequel ce pays a su traverser la crise provoquée par les événements du 11 février, et bien que, soit durant les trois mois du Gouvernement provisoire, soit après l'événement qui y a mis fin, le Gouvernement des Principautés n'ait cessé de déclarer et de prouver par tous ses actes qu'il n'a l'intention de modifier en quoi que ce soit les rapports qui unissent les Principautés-Unies à la Sublime-Porte, le Gouvernement de S. A. S. a le regret de constater que la Sublime Porte persiste dans une attitude menaçante pour notre territoire, à n'en juger que par la concentration continuelle de ses troupes sur divers points de notre frontière danubienne. Certaines mesures prises par les commandants de l'armée impériale, selon l'avis qui nous en est parvenu, indiqueraient, en outre, d'une manière non équivoque l'intention avouée d'un prochain envahissement du sol roumain.

De pareilles dispositions n'ayant pu être provoquées ni par l'existence ni même par l'appréhension d'un état anarchique, nous sommes

forcément amenés à y voir le projet manifeste d'une violation des droits du pays.

Quoi qu'il en soit de ces démonstrations comminatoires, elles ont mis le Gouvernement de S. A. S. dans la rigoureuse nécessité d'adopter à son tour une attitude sérieusement défensive.

Et c'est précisément à l'occasion des mesures nécessitées par cette nouvelle attitude que nous avons dû adopter, que se sont produits quelques faits graves et significatifs que nous ne saurions passer sous silence.

Déjà depuis quelques temps on nous signalait les menées de quelques émissaires d'au delà du Danube qui cherchaient à semer l'esprit d'indiscipline et de rébellion parmi les régiments de gardes-frontières (*granitchers*) qui se trouvent échelonnés le long du Danube. Le Gouvernement avait envoyé à Calafat, où s'était groupé un noyau assez important de troupes insoumises, un commissaire, M. Maghero, chargé de les faire rentrer dans le devoir. Ce Commissaire, qui pourtant n'avait eu recours qu'à la persuasion, a été saisi et expédié au delà du Danube, à Viddin.

M. Maghero, ayant demandé au nom du Gouvernement au pacha de Viddin l'arrestation des *granitchers* qui l'avaient amené, non-seulement éprouva un refus, mais encore, sur l'observation toute naturelle qu'il se permit de faire, qu'en ce cas les autorités turques s'exposaient à passer pour les instigateurs d'une semblable rébellion, il fut retenu et gardé à vue pendant quatre jours ; le cinquième seulement il fut renvoyé sous escorte.

Les *granitchers* au début de la rébellion avaient envoyé une députation au pacha de Viddin, et lorsque, quelques jours après, ils se décidèrent enfin à déposer les armes, c'est en Turquie que leur commandant se réfugia, non sans avoir encore exhorté les rebelles à tenir bon, leur promettant que les troupes turques allaient incessamment passer le Danube.

Cette propagande s'étend sur toute la ligne du Danube, et vient de faire éclater un mouvement analogue aux environs de Braïla.

Je n'ai pas besoin, Monsieur, d'insister sur ces faits pour que vous en saisissiez la portée, et si, comme nous voulons bien le croire, on ne saurait en faire remonter la responsabilité jusqu'au Gouvernement ottoman, ils n'en établissent pas moins d'une manière irrécusable qu'une propagande active partie de la rive droite du Danube travaille à propager l'esprit d'insubordination parmi les troupes qui gardent notre frontière danubienne.

Il est donc de mon devoir de vous déclarer, Monsieur, au nom du Gouvernement de S. A. S., que, quels que soient les sentiments sincères qui l'animent envers la Cour suzeraine, et quelle que soit

son intention bien arrêtée de respecter scrupuleusement et dans leur intégrité les liens qui nous rattachent à l'Empire, il n'en est pas moins résolu à s'opposer avec une volonté tout aussi ferme à la violation de son territoire qu'à celle de ses droits.

La neutralité du territoire des Principautés-Unies étant placée sous la garantie collective des Puissances garantes, le Gouvernement de S. A. S. est pleinement convaincu que les grandes Puissances ne sauraient tolérer la continuation d'un pareil état de choses.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien prendre acte de la présente déclaration et exposer à votre Gouvernement la position qui nous est faite par suite de l'attitude empreinte d'hostilité que la Sublime Porte a cru devoir adopter vis-à-vis de nous.

Agréée, etc.

Signé : MAVROGHENI.

RUSSIE.

Dépêche adressée par S. Exc. M. le vice-chancelier de l'Empire, prince Gortschakoff, à LL. EExc. MM. le baron de Brunnow et le baron de Budberg, ambassadeurs de Russie à Londres et à Paris, en date de Saint-Pétersbourg le 20 août 1866.

Monsieur le Baron,

Les troubles dont l'île de Candie est le théâtre ont pris un caractère de gravité qui réclame la plus sérieuse attention.

L'Empereur a le désir d'éviter autant que possible les interventions collectives de l'Europe dans les affaires intérieures de l'empire ottoman. Sa Majesté Impériale croit qu'elles ont pour effet de déconsidérer et affaiblir le gouvernement turc sans amener de résultats qui puissent compenser ces inconvénients.

Notre auguste maître n'a pas non plus l'intention d'insister sur les engagements généraux de traités qui n'avaient de valeur qu'en raison de l'accord existant entre les grandes puissances pour les faire respecter et qui aujourd'hui ont reçu, par le manque de cette volonté collective, des atteintes trop fréquentes et trop graves pour ne pas en être invalidés.

Sa Majesté Impériale n'envisage la question qu'au point de vue des intérêts immédiats et urgents qu'elle croit communs à toutes les puissances qui désirent le repos de l'Orient.

Sous ce rapport les agitations de Candie ont une importance qui dépasse de beaucoup les limites d'une insurrection locale déjà très-

pénible pour l'humanité à cause des excès, des violences et de l'effusion de sang qu'elle menace de provoquer.

Ces troubles réagissent directement sur la tranquillité du royaume de Grèce, que la proximité et les affinités de race ne peuvent laisser indifférent à ce qui se passe dans son voisinage. Le roi des Hellènes a cru devoir signaler aux cours garantes les difficultés créées à son gouvernement par ces désordres. Sa Majesté a réclamé l'intervention collective des grandes puissances afin d'amener la Porte à prendre en considération les griefs légitimes des Candiotes et à concourir ainsi à une œuvre d'apaisement que les sanglantes répressions de la force ne feraient que rendre plus difficile et plus précaire.

Le conflit qui menace d'éclater sur ce point du territoire turc n'a pas seulement son contre-coup en Grèce. Dans l'état d'effervescence générale où se trouve aujourd'hui la plus grande partie des populations chrétiennes de la Turquie, et que les complications récentes de l'Europe ont contribué à activer, il suffirait d'une étincelle pour allumer une conflagration que personne n'aurait le pouvoir de prévenir.

Dans cet état de choses, S. M. l'Empereur considère à la fois comme de l'intérêt et du devoir des grandes puissances de ne pas rester spectatrices inactives d'événements qui peuvent avoir des conséquences aussi graves.

En d'autres temps l'action collective de l'Europe s'est plus d'une fois exercée afin de prévenir des crises dangereuses pour son repos. Si cette action n'a pas toujours amené des solutions complètes et décisives, elle a du moins contribué à apaiser les passions, à ajourner les conflits, à concilier les intérêts, et elle a souvent réussi à détourner de l'Europe des périls imminents.

Quoique le sentiment de solidarité générale qui en était le principe se soit affaibli en Europe, notre auguste maître croit utile d'y faire un appel, dans les circonstances présentes, en proposant aux cabinets de Londres et de Paris de concentrer leurs efforts dans un but de pacification.

Si ces deux cabinets en apprécient, comme nous, l'urgence et l'opportunité, leur intervention pourrait prendre pour point de départ les engagements communs qu'ils ont contractés en 1830.

En effet, lorsque, à cette époque, l'île de Candie a été rendue à la Turquie, cette restitution n'a pas eu lieu d'une manière inconditionnelle. Par une note identique remise à la Porte le 30 avril 1830, les trois Cours alliées ont déclaré :

« Qu'en vertu des engagements qu'elles avaient contractés d'un
« commun accord, elles se croyaient tenues d'assurer aux habitants
« de Candie et de Samos une sécurité contre toute réaction, à la suite

« de la part qu'ils auraient prise aux événements antérieurs, en demandant à la Porte de baser cette sécurité sur des règlements précis qui, rappelant leurs anciens privilèges ou leur accordant ceux que l'expérience aurait prouvé leur être nécessaires, assuraient à ces populations une protection efficace contre des actes arbitraires et oppressifs. »

Ce point de départ pourrait être complété par le hatti-schérif du 3 février 1856, qui, bien qu'émané de la volonté spontanée de S. M. le sultan, n'en a pas moins acquis une valeur internationale par la mention qui en a été faite au traité du 18/30 mars 1856.

Ces transactions constituent un ensemble d'engagements moraux qui lient les grandes puissances et la Porte dans une mesure qui peut s'accorder et avec le respect pour l'indépendance intérieure de la Turquie et avec ses propres intérêts, qu'une crise compromettrait non moins gravement que ceux de l'Europe.

Quelles que soient les difficultés créées, nommément dans l'île de Candie, par le contact des deux populations, musulmane et chrétienne, nous croyons qu'une attitude combinée des trois grandes puissances aurait l'efficacité nécessaire pour prévenir le conflit qui semble sur le point d'éclater et amener un arrangement réciproquement avantageux.

S. M. l'Empereur croit remplir un devoir en invitant le gouvernement de Sa Majesté Britannique (de S. M. l'empereur des Français) à s'associer dans ce but au cabinet impérial et au gouvernement de S. M. l'empereur des Français (de S. M. Britannique.)

A cet effet, vous proposerez au cabinet de Londres (des Tuileries) de munir son représentant à Constantinople d'instructions nécessaires pour amener une entente avec ses collègues de Russie et d'Angleterre (de France) dans le but de concerter les démarches à faire en commun auprès de la Porte, dans un esprit amical et conciliant, afin d'appeler son attention sur la nécessité d'apaiser les populations de la Crète, en donnant à leurs griefs légitimes une satisfaction équitable, fondée sur les engagements existants, et de rechercher d'accord avec elle les moyens d'arriver à un arrangement pacifique.

Il serait réservé aux représentants des trois Cours à Constantinople d'aviser, de concert, aux mesures que pourrait réclamer sur les lieux le développement des événements, en conservant à leur action et à leur langage un caractère collectif qui lui assure l'efficacité désirable tant auprès de la Porte que des populations de Candie.

Nous avons appris par les journaux que le gouvernement français a envoyé un bâtiment de guerre à la Canée. D'ordre de notre auguste maître nous avons fait parvenir par Constantinople au représentant de Sa Majesté Impériale à Athènes l'autorisation d'expédier sur les

lieux le bâtiment de la marine impériale en station au Pirée, afin d'assurer à nos nationaux, et même à notre consul, la protection que les circonstances pourraient rendre nécessaires. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique jugera peut-être à propos d'adopter une mesure analogue.

En pareil cas les commandants, de même que les agents consulaires respectifs, devraient recevoir les directions combinées entre les représentants des trois Cours à Constantinople, afin d'agir également de concert.

Votre Excellence est invitée à informer *M. le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique* (*M. Drouyn de Lhuys*) que le cabinet impérial munit le représentant de S. M. l'Empereur à Constantinople d'instructions dans ce sens.

Elle voudra bien insister sur le prix que notre auguste maître attache à cette œuvre de pacification et sur le caractère d'urgence que lui imprime la gravité du moment.

Signé : GORTCHAKOFF.

Dépêche du prince Gortchakoff, au baron de Brunnow, ambassadeur de Russie à Londres, en date de Saint-Petersbourg le 12/24 septembre 1866.

Monsieur le Baron,

Je profite du courrier anglais pour vous envoyer quelques pièces diplomatiques.

Vous y trouverez de nouvelles informations sur le mouvement qui s'est manifesté en Orient parmi les populations chrétiennes, mouvement qui menace de prendre un grand développement si la sagesse des cabinets et la modération du Sultan ne parviennent pas à le résoudre pacifiquement.

Le gouvernement anglais doit être en possession des mêmes renseignements. Malgré l'indifférence qu'il manifeste pour les affaires du continent, cette indifférence ne saurait, ce nous semble, s'étendre à des événements qui pourraient compromettre la paix générale.

Dans cette nouvelle crise politique nous désirons avant tout pouvoir marcher d'accord avec le cabinet de Saint-James. Nous ne prévoyons pas d'obstacles sérieux à cet accord.

Nous devons supposer qu'ainsi que nous, le gouvernement anglais n'entretient dans cette direction aucune convoitise ni aucune arrière-pensée.

Comme nous, il désire l'apaisement. Comme nous, enfin, il voit

dans l'amélioration de l'état des populations chrétiennes sous le sceptre du Sultan, à la fois un gage de repos et l'accomplissement d'un devoir de conscience. Au point de vue que nous entretenons, c'est le seul moyen de maintenir l'autorité ottomane en Europe.

Ce système a été invariablement le nôtre durant une longue série d'années. Tous nos agents en Orient ont tenu le même langage et donné les mêmes conseils.

Nous y restons fidèles. Néanmoins nous ne nous dissimulons pas que dans un moment où partout les passions sont surexcitées et où des bouleversements organiques s'opèrent sur le continent européen, une voix qui parlerait en faveur de la conciliation a de faibles chances pour être écoutée de part et d'autre.

Les destinées de plusieurs États ont été renversées de fond en comble. Devait-on s'attendre à ce que des populations qui subissent plus ou moins un régime que l'antagonisme de la foi leur rend encore plus pesant, résistent à la tentation d'un essai dans des circonstances qui leur paraissent favorables?

La tâche des puissances qui voudraient substituer un mieux réel, quand même il serait progressif, à un bouleversement violent, en est infiniment plus difficile, mais cela ne nous paraît pas une raison pour ne pas la tenter.

Les ministres anglais connaissent les traditions de la Russie. Nous n'en avons jamais fait mystère, ni ne les renions aujourd'hui. Nous n'y rattachons aucune convoitise, je le répète, ni le désir d'un accroissement d'influence exclusive quelconque, mais nous n'avons jamais été ni ne saurions rester indifférents aux souffrances de nos coreligionnaires et si des flots de sang chrétien étaient versés.

A diverses époques cette sympathie a été exploitée comme un moyen pour nous accuser d'arrière-pensées. Nous croyons que les faits n'ont pas justifié cette interprétation. Il nous semble aussi qu'à mesure que le temps a déposé ses leçons dans les annales de l'histoire, les idées générales se sont modifiées, de même que les appréciations des cabinets et leur situation relative.

Notamment ces dernières années nous avons trouvé le gouvernement anglais préoccupé au moins au même degré de l'amélioration du sort des races chrétiennes que du maintien de l'intégrité de la Porte.

Nous aimons à lui donner ce témoignage. Il s'est trouvé alors sur le même terrain que nous. Avec le concours d'un auxiliaire aussi puissant et éclairé, nous pouvions espérer qu'une œuvre à la fois chrétienne et conservatrice pourrait être menée à bon port.

Nous n'avons aucun dessein contre l'intégrité de la Porte, si elle peut se maintenir. Aucun danger ne la menace de notre part. Mais, sans

nous permettre de préjuger les décrets de la Providence, nous ne nous dissimulons pas les périls auxquels est exposée l'existence du gouvernement ottoman par suite de sa désorganisation intérieure, de la violence des passions et peut-être même d'arrière-pensées auxquelles nous ne participons pas.

Nous sommes, de plus, convaincus que la paix avec ses sujets chrétiens, basée sur une satisfaction de leurs aspirations légitimes, est une condition de rigueur pour l'existence de ce pouvoir.

Dans le vague qui plane encore sur la direction que prendront les événements et sur les dispositions des différents cabinets, nous ne saurions vous charger d'aucune ouverture définie. Notre auguste maître trouve néanmoins que le moment est venu pour un échange d'idées, et vous charge de vous expliquer franchement avec le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique sur les vues qui nous dirigent et les principes que nous professons. Nous nous féliciterions s'il pouvait en résulter une entente qui, sans violer les lois de l'équité, tendrait à écarter les complications nouvelles dont l'Europe est menacée.

Signé : GORTCHAKOFF.

TURQUIE.

Lettre d'Aali Pacha au prince Charles de Hohenzollern pour le reconnaître comme prince héréditaire des Principautés-Unies.

Sublime Porte, le 19 octobre 1866.

Altesse Sérénissime,

S. M. I. le Sultan ayant pris connaissance de l'adresse qui a été votée par la Chambre représentative des Principautés-Unies, s'est senti mu du désir de donner encore une fois aux populations Moldo-Valaques un témoignage de haute bienveillance, certain d'avance qu'il sera apprécié à toute sa valeur et qu'il contribuera à resserrer de plus en plus les liens séculaires par lesquels cette importante partie de son Empire se rattache à la Turquie.

Prenant donc en considération les vœux exprimés par ces populations et voulant en faire la base d'un état de choses solide et durable, S. M. est disposée à conférer à V. A. S. le rang et les prérogatives princiers, non pas seulement à titre viager comme par le passé, mais encore à titre héréditaire dans la descendance directe de V. A.

S. M. ne borne pas là les avantages qu'Elle désire assurer aux Principautés-Unies; tenant compte des nécessités politiques et admi-

nistratives dont Elle a daigné apprécier l'importance, Elle est disposée à élever à 30 000 hommes le chiffre de la force armée; chiffre qui toutefois ne saurait être dépassé sous quelque forme que ce soit, sauf le cas d'une entente préalable avec la Sublime Porte. S. M. consent encore à ce que les Principautés-Unies frappent une monnaie spéciale, sous la réserve que cette monnaie portera le signe particulier du Gouvernement impérial, signe dont la nature fera l'objet d'un arrangement spécial.

Il est bien entendu que la Sublime Porte a à cœur le maintien des Traités et Conventions existant entre elle et les Puissances étrangères, et que ces Traités et Conventions resteront comme par le passé obligatoires pour les Principautés-Unies en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte à leurs droits établis et reconnus par les actes concernant la Moldo-Valachie. Toutefois le Gouvernement de S. M. I. le Sultan ne manquera pas de les consulter sur les dispositions de tout Traité ou Convention qui pourrait toucher à leurs lois et règlements commerciaux.

Les arrangements d'un intérêt local entre deux administrations limitrophes et n'ayant point la forme de Traité officiel ni de caractère politique continueront à rester en dehors de ces restrictions.

Le principe qu'aucun Traité ou Convention ne pourrait être conclu directement par les Principautés-Unies avec les Puissances étrangères sera également maintenu et respecté. Il est entendu aussi que V. A. S. s'abstiendra de créer aucun ordre ou décoration destiné à être conféré au nom des Principautés.

La Sublime Porte ne doute point que V. A. S. ne respecte constamment les droits de suzeraineté du Sultan sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de l'Empire ottoman, et ne maintienne avec soin les liens séculaires qui les unissent à l'Empire.

La Sublime Porte est convaincue : 1° que le Gouvernement princier consentira à augmenter le tribut annuel dans une proportion qui ferait l'objet d'une entente ultérieure, et ne permettra d'aucune façon que le territoire des Principautés serve de point de réunion à des fauteurs de troubles de nature à porter la perturbation soit dans les autres parties de l'Empire ottoman, soit chez les Puissances limitrophes ; 2° que V. A. S. voudra bien s'entendre ultérieurement avec la Sublime Porte sur les mesures pratiques à prendre pour rendre efficace l'aide et la protection dont ceux des sujets impériaux qui vont dans les Principautés-Unies pour leurs affaires de commerce auront besoin.

Toutefois Elle serait heureuse d'en recevoir l'assurance directe de V. A. S., et je me plais à croire, d'une part, qu'en m'accusant réception de la présente dépêche, vous voudrez bien me mettre en mesure de prendre les ordres du Sultan pour l'émanation immédiate du Firman

d'investiture; et de l'autre, que V. A. S. s'empressera de venir à Constantinople pour entendre de la bouche même de S. M. I. les vœux sincères qu'Elle forme pour le bonheur et la prospérité des populations moldo-valaques.

Signé : AALI.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Lettre du Prince Charles de Hohenzollern, en réponse à la lettre d'Aali Pacha, du 19 octobre 1866,

Cotroceni, le 20 octobre 1866.

Altesse,

J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser et dans laquelle vous me faites connaître les sentiments de haute bienveillance qui animent S. M. I. le Sultan, à l'égard des Principautés-Unies.

Vous m'annoncez que son désir est de leur donner un témoignage en leur accordant des avantages nouveaux et en prenant en haute considération les vœux des populations roumaines.

C'est avec une vive satisfaction que je reçois de la bouche de V. A. ces assurances. Les sentiments bienveillants du Sultan seront pour moi d'un puissant secours dans les efforts que je ferai pour resserrer les liens séculaires qui rattachent les Principautés-Unies à la Turquie, et je reconnais hautement les avantages qui leur sont assurés par le principe européen de l'intégrité de l'Empire ottoman, qu'il est de mon devoir, aussi bien que de l'intérêt des Principautés-Unies de toujours respecter.

Comme S. M. I. consacre par un Firman d'investiture la dignité princière dans ma personne et dans ma descendance en ligne directe, je m'engage de mon côté, en mon nom et au nom de mes successeurs, à respecter scrupuleusement ses droits de suzeraineté sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de son Empire, dans les limites fixées par les Capitulations et le Traité de Paris de 1856.

Le chiffre de 30 000 hommes qu'elle veut bien indiquer pour l'armée régulière roumaine de toutes armes ne sera jamais dépassé, sauf le cas d'une entente préalable avec la Sublime Porte.

S. M. a bien voulu apprécier les considérations qui rendaient nécessaire la création d'une monnaie spéciale pour les Principautés-Unies, sous la réserve que l'exercice de ce droit sera réglé ultérieurement dans ses détails avec la Sublime Porte.

Je ne saurais avoir à cœur moins que la Sublime Porte le maintien des Traités et Conventions conclus entre la Turquie et les Puissances étrangères, et je ne peux méconnaître leur caractère obligatoire dans tout ce qui ne porte pas atteinte aux droits des Principautés-Unies,

reconnus et établis par les actes concernant les Principautés-Unies.

Je ne conclurai, au nom des Principautés-Unies, que des arrangements particuliers et locaux avec les Puissances étrangères.

Je m'abstiendrai de créer aucun ordre ou décoration destiné à être conféré au nom des Principautés-Unies.

Pénétré de la nécessité de ne point donner d'inquiétudes aux Puissances limitrophes et d'embarras à la Sublime Porte, je ferai tous mes efforts pour que le territoire roumain ne puisse servir de point de réunion à des fauteurs de troubles.

Les sujets de l'Empire qui viendront dans les Principautés-Unies sont assurés d'y trouver la sécurité et la protection pour tous leurs intérêts, et je suis disposé à m'entendre ultérieurement avec la Sublime Porte sur les moyens pratiques de rendre cette protection plus efficace, si cela paraissait nécessaire.

En me rendant à Constantinople pour recevoir le Firman d'investiture que Sa Majesté impériale le Sultan veut bien me conférer, je m'empresserai de lui en donner directement l'assurance, et je pense qu'il sera facile d'établir un accord sur une augmentation de tribut acceptable par les Chambres.

Je serais heureux d'entendre de la bouche de Sa Majesté impériale les vœux qu'elle forme pour le bonheur et la prospérité des populations roumaines et de lui porter ceux que je forme pour Son Auguste Personne et la prospérité de son Empire.

Signé : CHARLES.

Lettre du grand Vizir au prince du Monténégro, en réponse à sa lettre en date du 5 juin 1866 à Fuad Pacha ¹.

Sublime Porte, le 28 octobre 1866.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de placer sous les yeux de Sa Majesté impériale le Sultan la lettre que Votre Altesse a bien voulu adresser au Ministère impérial des Affaires étrangères relativement à la mission de M. le sénateur Plamenatz.

Je crois superflu, mon Prince, de réitérer ici les sentiments de haute bienveillance et de paternelle sollicitude dont Sa Majesté le Sultan est toujours animé à l'égard de la population monténégrine; Votre Altesse les connaît, et son Délégué, qui a eu l'honneur d'être reçu par le Sultan, a été à même de recueillir de la bouche même de Sa Majesté l'expression de ces sentiments. Il ne manquera pas, j'en ai la conviction, de la rapporter à Votre Altesse et de lui dire en

1. V. plus haut, page 681.

même temps combien les vœux et les dispositions du Gouvernement impérial répondent étroitement aux sentiments de mon auguste Maître, qui, j'ai le plaisir de vous l'annoncer, s'est plu, comme une nouvelle et gracieuse preuve de sa sollicitude, à faire don à Votre Altesse d'un bateau à vapeur.

Quant à la mission dont Votre Altesse avait chargé M. le sénateur Plamenatz, je m'en réfère au protocole qu'il a signé en double, de concert avec les Délégués de la Sublime Porte, et dont l'un a été remis au Délégué de Votre Altesse. Ainsi qu'il résulte du contenu de ce document, les affaires pendantes entre le Gouvernement impérial et la Principauté ont été résolues à la satisfaction commune. C'est au printemps prochain que la Commission impériale se rendra sur les lieux à l'effet d'y accomplir, de concert avec son collègue monténégrin, la tâche prévue par le protocole.

ANNEXE N° 1.

Protocole.

Une réunion s'étant tenue au yali de S. A. Aali Pacha, Ministre des affaires étrangères à Bébeck, entre Safvet Pacha, Président du Dari Churo et Server Effendi, sous-secrétaire d'État au Ministère du Commerce, dûment autorisés à cet effet par la Sublime Porte, d'une part, et M. le Sénateur Ilio Plamenatz et le Capitaine Peiovitch, délégués dans le même but de la part de S. A. le Prince de Monténégro, d'autre part, il est pris connaissance du protocole signé à Cettigne le 5 mai 1864 entre Hafiz Bey, Commissaire de la Sublime Porte, et M. Giuro Matanowich, Commissaire du Monténégro, et contenant 18 articles. La Commission, après avoir délibéré sur chacun des articles du susdit protocole, le confirme dans toute sa teneur et décide qu'il lui sera annexé le présent pour avoir même force et valeur comme s'il en faisait partie.

Procédant à la mise à exécution des prescriptions du protocole du 3 mai 1864, cette Commission convient qu'une Commission mixte commencera au mois d'avril prochain au plus tard l'échange et la fixation des indemnités des propriétés particulières sur les bases déjà arrêtées. De même cette Commission procédera à l'exécution des articles 11 et 12 du même protocole.

Passant ensuite à l'examen de la carte et du cahier de spécification dressés par la Commission internationale le 8 novembre 1858, la Commission, après qu'il a été référé aux Gouvernements respectifs, reconnaît tout à fait le tracé de la ligne de démarcation des frontières,

comme il est indiqué en rouge sur la carte susmentionnée et passe de Nizotchitza (numéro 67) par Srebrna Glavitz (numéro 68) à Banova Gomila (numéro 69). Il est convenu cependant, et les Délégués de S. A. le Prince de Monténégro s'engagent à ce que sur la Srebrna Glavitz il ne sera élevé aucune construction ni habitation de quelque nature que ce soit.

Il est convenu que le Koulé turc de Ynotchitza soit immédiatement démoli.

Pour ce qui est de Veljé et Malo Brido, l'espace compris entre Podgoritz et Sponge, la Commission tombe d'accord que les Monténégrins continueront de jouir librement de leurs droits de possession sur ces montagnes, et ils auront à verser entre les mains des autorités impériales de Scutari d'Albanie les dîmes et autres revenus dont leurs terres et leurs récoltes seront passibles.

Fait en double à Constantinople le 26 octobre mil huit cent soixante-six.

(L. S.) *Signé* : SAFVET.

(L. S.) *Signé* : SERVER.

(L. S.) *Signé* : I. PLAMENATZ.

(L. S.) *Signé* : PEIOVITCH.

ANNEXE N° 2.

Protocole.

M. le Lieutenant colonel Hafiz Bey, Commissaire impérial ottoman et M. le Voïvode et Sénateur Guir Matanovitch, Commissaire pour le Monténégro, réunis en séance préparatoire, ont d'un commun accord arrêté les dispositions suivantes comme bases de leurs opérations concernant les régularisations des intérêts privés sur la frontière tracée par la Commission mixte en 1859 (mil huit cent cinquante-neuf).

Art. 1^{er}. La Commission turco-monténégrine commencera immédiatement ses travaux en prenant Presika pour point de départ.

Art. 2. Les procès-verbaux de ladite Commission seront écrits en langue italienne.

Art. 3. Les propriétés particulières restées en deçà et au delà de la frontière seront échangées entre les propriétaires selon la décision de la Commission, qui ne décidera qu'après estimation faite par des experts turcs et monténégrins en nombre égal.

S'il y avait différence dans l'estimation, la Commission tranchera le différend par sa décision.

Art. 4. Les propriétés restées en dehors de l'échange seront vendues.

Art. 5. Toute propriété de quelque nature qu'elle soit possédée par une personne à l'époque des travaux de la Commission mixte en 1858 et 1859 (mil huit cent cinquante-huit et mil huit-cent cinquante-neuf), sera reconnue par la Commission turco-monténégrine actuelle comme propriété légitime de ladite personne.

Lesdites propriétés seront mutuellement cédées par voie d'échange; lorsque l'échange ne sera pas possible, elles seront vendues et le côté acheteur payera le prix de la propriété d'après estimation dans le mode spécifié par l'article 6.

Quant aux propriétés qui auront changé de moitié par voie d'achat, ces propriétés seront restituées en échange du prix d'achat qui sera remboursé au dernier propriétaire.

Art. 6. Pour faciliter ces transactions, la Turquie et le Monténégro se chargent de l'indemnité à payer aux propriétaires vendeurs, chacun en ce qui concerne ses nationaux.

A la fin des opérations les autorités resteront redevables, l'une envers l'autre, de la différence des sommes versées.

Art. 7. Pour chaque échange ou vente on établira un protocole double signé par les deux Commissaires, et après la signature l'échange de cet acte aura lieu entre eux.

Art. 8. Pour éviter à l'avenir tout malentendu, les propriétaires turcs et monténégrins signeront un acte de renonciation à leurs droits de possession, et après la signature des Commissaires ces actes seront échangés réciproquement.

Art. 9. L'acte de renonciation sera écrit dans la langue maternelle du propriétaire, la contre-signature des Commissaires sera en langue italienne, et dans ledit acte il sera fait mention de la manière dont le propriétaire abandonne ses droits de possession.

Art. 10. On ne considère comme propriété particulière que les champs labourables, les jardins, les prairies, les maisons, les écuries, les magasins, les moulins, etc.

Art. 11. Les pâturages des montagnes, les forêts, les eaux, étant des propriétés communales, seront réciproquement abandonnés sans vente ni échange.

Art. 12. Il sera fait exception à l'article précédent pour les pâturages, forêts, eaux, consignés dans les observations du cahier de spécification de la Commission mixte de 1859 (mil huit cent cinquante-neuf), et qui ont été jugés nécessaires par les Commissaires à l'usage commun des habitants turcs et monténégrins.

Art. 13. Certaines églises sur la frontière désignées dans le cahier de spécification de la Commission mixte de 1859 (mil huit cent cinquante-neuf) serviront à l'usage commun des deux côtés.

Art. 14. Les propriétés échangées ou vendues seront immédiatement possédées par leurs nouveaux propriétaires ; la récolte de cette année sera faite par ceux qui ont fait les semailles.

Art. 15. Les propriétaires qui ne pourront pas se présenter devant la Commission se feront représenter par une autre personne chargée de leurs pouvoirs. Cette délégation de pouvoirs sera attestée par deux témoins.

Art. 16. Le délégué donnera acte de renonciation aux droits de possession, et cet acte signé également par les témoins sera valable comme s'il portait la signature du propriétaire lui-même.

Art. 17. Toutes les bornes sur la frontière seront reconstruites en forme de pyramides maçonnées. Les habitants turcs et monténégrins seront chargés des transports nécessaires en chaux, sable, eau, pierres, etc. S'il y a lieu on élèvera des bornes intermédiaires, et des fossés seront creusés dans les plaines, pour bien définir la ligne de démarcation et éviter à l'avenir tout sujet de malentendu, de plaintes ou de troubles. Les bornes porteront du côté de la Turquie les chiffres en turc, et du côté de Monténégro le chiffre sera en français.

Art. 18. La Commission expliquera la décision aux habitants des deux côtés de la frontière, leur en fera comprendre l'importance afin de les priver à l'avenir de toute excuse, et les rappellera au respect dû aux actes de la Commission et à l'intérêt de la conservation des bornes placées par elle.

Fait en double à Cettigue le trois mai mil huit cent soixante-quatre.

*Pour et par ordre de
S. A le Prince du Monténégro
Le Voïvode et Sénateur*

Signé : G. MATANOVITCH.

*Le Commissaire ottoman
Lieutenant-colonel d'artillerie
Délégué par la Sublime Porte*

Signé : HAFIZ.

RUSSIE.

Dépêche du prince Gortchakoff, au baron de Brunnow, ambassadeur de Russie à Londres, en date de Saint-Petersbourg, le 27 octobre/5 novembre 1866.

Monsieur le Baron,

L'ambassadeur d'Angleterre est venu me voir ce matin. Je n'ai pu lui accorder que quelques instants, étant pressé d'aller à une séance du conseil des ministres présidée par S. M. l'Empereur.

Sir A. Buchanan m'a dit qu'à Londres on était préoccupé des affaires de Serbie ; que récemment la Porte avait satisfait à des griefs de ce

pays ; que le cabinet britannique avait toujours compté sur l'influence salubre et modératrice que nous exerçons sur le prince Michel, mais qu'il avait lieu de croire que les Serbes s'étaient mis en communication avec les Grecs pour agiter en commun les populations chrétiennes sous la domination musulmane.

J'ai répondu que sur ce dernier point je n'avais rien à lui dire ; que la prétendue satisfaction à laquelle il faisait allusion était probablement l'évacuation du Petit-Zwornik ; que ce n'était pas une concession, mais le rétablissement d'un droit trop longtemps contesté ; que nous n'avons pas cessé et ne cessons pas de rendre le Gouvernement ottoman attentif à l'absolue nécessité de ménager les Serbes, surtout dans les circonstances actuelles ; que jusqu'ici notre voix se perdait dans le désert et qu'il en résultait nécessairement que l'ascendant de nos conseils modérateurs devait faiblir tous les jours.

Signé : GORTCHAKOFF.

Dépêche du prince Gortchakoff au général Ignatieff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Constantinople, pour la reconnaissance du prince Charles de Hohenzollern comme prince des Principautés-Unies, en date du 9/21 novembre 1866.

M. le chargé d'affaires de Turquie vient de transmettre au ministère impérial, d'ordre de son gouvernement, la traduction du firman de S. M. le Sultan, qui accorde à S. A. le prince Charles de Hohenzollern l'investiture de la dignité de prince des Principautés-Unies de Moldo-Valachie.

Il a en même temps témoigné, au nom de la Sublime Porte, l'espoir que les cours garantes voudront bien prendre acte de l'arrangement particulier en vertu duquel cette investiture a été donnée, et qu'elles feront parvenir leur accession au gouvernement ottoman, sous telle forme qu'elles jugeront à propos d'adopter.

Le cabinet impérial ne peut qu'applaudir à un résultat aussi conforme aux traditions de sympathie qui unissent la Russie à ces populations coreligionnaires qu'à son constant désir de voir l'Empire ottoman se consolider par la satisfaction des vœux et des besoins légitimes des races chrétiennes qui l'habitent.

D'ordre de S. M. l'Empereur, vous êtes autorisé à déclarer au grand-vizir que le cabinet impérial prend acte du firman d'investiture accordé au prince Charles de Hohenzollern, et le reconnaît comme prince des Principautés-Unies de Moldo-Valachie.

Les instructions nécessaires ont été données au consulat général de Russie à Bucharest pour notifier à S. A. la reconnaissance du cabinet impérial.

Signé : GORTCHAKOFF.

MEXIQUE.

Proclamation de l'empereur Maximilien en date d'Orizaba, le 1^{er} décembre 1866.

Mexicains,

Des événements de la plus haute importance, se rapportant au bien-être du pays, ont amené en nous la conviction qu'il fallait reconstituer le pouvoir qui nous avait été confié.

Notre conseil des ministres convoqué par nous, nous a communiqué son avis et déclaré que le bien-être du Mexique veut que nous restions encore à la tête des affaires.

Nous avons considéré que nous devons céder à leur demande et nous déclarons en même temps que nous avons l'intention de convoquer un Congrès national, élu d'après un système large et libéral, auquel pourront prendre part tous les partis.

Ce Congrès décidera si l'Empire doit être maintenu, et, en cas d'affirmative, il nous aidera à faire les lois fondamentales destinées à consolider les institutions publiques du pays.

Nos ministres sont occupés à rechercher les moyens pratiques d'arriver à ce résultat.

D'un autre côté, ils font tous leurs efforts pour parvenir à ce que tous les partis puissent participer à un arrangement conclu sur la base ci-dessus indiquée.

Mexicains,

Pendant ce temps, nous comptons sur vous tous sans exclusion, et nous continuerons avec courage et persévérance l'œuvre de régénération que nous avons entreprise et qui a été remise entre nos mains par vos concitoyens.

MAXIMILIEN.

**Communiqué officiel adressé au journal officiel de Mexico, en date
du 2 décembre 1866.**

Le journal de l'empire du 29 novembre a publié un article destiné à faire connaître quel avait été le but de l'empereur Maximilien, en appelant à Orizaba ses ministres et son conseil d'État. Cet article n'a été inséré qu'à la partie non officielle du journal ; mais on sait qu'il a été transmis télégraphiquement par le ministère, désireux d'en hâter la publication.

L'opinion s'est justement émue, en apprenant que l'empereur Maximilien aurait présenté, comme cause déterminante d'une renonciation éventuelle à ses pouvoirs :

1^o L'état de guerre civile dans lequel se trouve le pays ;

2^o La possibilité d'une intervention franco-américaine, pour faire cesser cette guerre civile en changeant les institutions actuelles.

Cette dernière supposition peut paraître étrange, émise, comme elle l'est, au sein d'un conseil qui ne trouve le lieu sûr pour délibérer que grâce à la protection des baïonnettes françaises.

Il importe de rétablir la vérité des faits.

La France n'a pas à intervenir au sujet du gouvernement qu'il conviendrait à la nation mexicaine de se donner.

Venue au Mexique pour protéger ses nationaux, animée en même temps du désir de mettre fin à une suite de désordres dont tous souffraient également, elle eût voulu voir s'établir définitivement la forme de gouvernement qui présente à ses yeux le plus de garanties de stabilité.

Loin d'avoir rien fait pour changer les institutions actuelles, elle s'est imposé pour les maintenir les sacrifices les plus désintéressés et les plus inutiles.

La crise si douloureuse dans laquelle le Mexique est plongé ne peut nullement lui être attribuée. Ses agents sont demeurés entièrement étrangers à la détermination subite prise par l'empereur Maximilien de quitter sa capitale.

Quelques-uns d'entre eux n'en ont eu connaissance que par l'avis inséré au *Diario oficial*.

Personne n'ignore cependant qu'à peine éloigné de quelques lieues de Mexico, l'empereur Maximilien voulait lancer son acte d'abdication. Dans le mois qui vient de s'écouler, il est revenu plusieurs fois à cette idée, et n'a été retenu que par les instances des gens de son entourage. Des ordres pour son départ avaient été donnés, et des navires l'attendaient chaque jour à Vera-Cruz. La plupart des con-

seillers qui l'entourent actuellement étaient eux-mêmes dans l'ignorance la plus absolue des véritables intentions de Sa Majesté.

Les agents français n'avaient été ni consultés, ni prévenus. Toutefois, l'empereur Maximilien leur ayant manifesté le désir d'obtenir d'importantes concessions, avant de s'arrêter à une résolution suprême, ils s'empressaient d'accorder ces concessions. Sa Majesté leur en adressait ses remerciements. En vue d'une éventualité qu'on leur présentait comme imminente, mais qu'ils n'avaient pas provoquée, ils songeaient aux mesures à prendre, pour sauvegarder les intérêts de tous, Mexicains et étrangers, en déclarant qu'ils laisseraient la nation mexicaine maîtresse de ses destinées, et ne prétendaient lui imposer aucune forme de gouvernement.

A cela s'est borné leur rôle. En présence de l'attitude prise par le Gouvernement impérial, ce rôle se simplifie beaucoup. Ils ne veulent prendre aucune part à des menées intéressées, qui n'auraient d'autre effet que de raviver les haines et de ranimer la guerre civile, qu'ils auraient voulu éteindre. Ils ne s'occuperont désormais que de l'exécution rigoureuse de leurs instructions : dégager de la manière la plus absolue la responsabilité de leur Gouvernement, en ne tenant compte que des intérêts qui lui incombent directement, et préparer dans le plus bref délai le départ complet du corps expéditionnaire.

On lit dans le journal officiel de Mexico du 4 décembre la note suivante :

Quelques personnes ont cru voir, dans le *Communiqué* que nous avons inséré avant-hier, l'expression des vues d'un seul des hauts fonctionnaires qui représentent à Mexico le Gouvernement de S. M. l'Empereur Napoléon.

Nous sommes autorisés à déclarer que c'est là une erreur. Le *Communiqué* publié dimanche a été approuvé collectivement par M. le maréchal Bazaine, par M. le ministre de France et par M. le général Castelnau.

RUSSIE.

Dépêche du prince Gortchakoff au baron de Brunnow, ambassadeur de Russie à Londres, relative à l'agitation des populations chrétiennes en Orient, en date de Saint-Petersbourg, le 23 novembre/2 décembre 1866.

(Extrait.)

..... Nous ne pensons pas que le simple désir d'*ajourner* et d'*apaiser* — désir du cabinet anglais que nous partageons, — suffise pour écar-

ter les complications actuelles. Les dispositions, je dirai même la surexcitation des esprits parmi les populations chrétiennes, menacent d'une manière trop pressante le repos de l'Orient. En se bornant à l'expression platonique et stérile d'un vœu, les cabinets qui s'intéressent au repos général n'écartent point les périls dont ce repos pourrait être menacé. A l'instar des ministres anglais, nous désirons aussi que les complications au dehors ne viennent pas aggraver les difficultés au dedans. Comme eux, nous désirons chez nous le développement paisible des grandes réformes mises en œuvre par l'Empereur, mais nous croyons qu'une abstention absolue, un indifférentisme philosophique, sont loin de répondre aux exigences du moment.

Le terrain sur lequel nous nous sommes toujours placés, et où le cabinet de Vienne paraît aujourd'hui vouloir nous rejoindre, c'est-à-dire — le développement du bien-être intérieur des populations chrétiennes, sous la domination du Sultan et même leur autonomie avec un lien de vasselage — cette autonomie étant la seule garantie qui inspirerait de la confiance à ces populations, — nous a toujours semblé la meilleure voie pratique pour résoudre le problème oriental sans conflit hostile, sans conflagration générale et en même temps sur une base d'humanité et d'équité.

En étudiant la physionomie actuelle de l'Europe, je crois pouvoir m'aventurer à dire que cet ordre d'idées me paraît entrer dans la disposition générale des esprits, et surtout de ceux qui croient que la courte vue en politique est le plus dangereux des défauts et qu'on ne peut conjurer les périls de l'avenir qu'en embrassant plus largement les horizons du présent.

Mais ici encore il ne suffit pas d'une adhésion théorétique. Il faut que les grands cabinets se mettent sérieusement à l'œuvre, et qu'ils puisent dans leur accord la force de réaliser sans secousses violentes les vues de justice et de sagesse pratique qui ne sauraient leur être étrangères et dont le succès contribuerait à prolonger la seule forme de l'existence possible du pouvoir musulman en Europe.

Nous appelons cet accord de tous nos vœux et notre auguste maître y prêterait son concours le plus loyal.

Je n'ai fait qu'effleurer aujourd'hui cette grave question, mais je crois l'avoir fait suffisamment pour indiquer le principe autour duquel nous convions les grandes puissances à se rallier. Il dépendra d'elle de développer cette idée, et nous ne refuserons certainement pas d'y apporter notre quote-part.

Signé : GORTCHAKOFF.

Note remise par M. le général Ignatieff au ministre des affaires étrangères du Sultan au sujet de la reconnaissance par la Russie du Prince des Principautés-Unies, en date du 28 novembre/10 décembre 1866.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de porter à la connaissance de mon Gouvernement la Note en date du 24 octobre, par laquelle Votre Altesse a bien voulu m'informer que S. M. I. le Sultan avait daigné accorder au prince de Hohenzollern le firman d'investiture lui conférant la dignité de prince des Principautés-Unies de Moldo-Valachie aux conditions connues.

D'un autre côté, M. le Chargé d'affaires de Turquie à Saint-Pétersbourg, d'ordre de la Sublime-Porte, a transmis au cabinet impérial, traduction du firman précité.

Je suis autorisé aujourd'hui, d'ordre de S. M. l'Empereur, mon auguste maître, à déclarer à la Sublime Porte que le cabinet impérial prend acte du firman d'investiture accordé au prince Charles de Hohenzollern, et le reconnaît comme Prince des Principautés-Unies de Moldo-Valachie.

En m'acquittant auprès de Votre Altesse des ordres de mon gouvernement, je saisis la présente occasion pour lui réitérer l'assurance, etc.

Signé : IGNATIEFF.

TROISIÈME PARTIE.

BELGIQUE — PAYS-BAS.

NÉGOCIATIONS RELATIVES AUX BARRAGES DE L'ESCAUT ORIENTAL ET DU SLOE.

Documents communiqués à la Chambre des représentants de Belgique,
le 19 février 1867.

L'Escaut, arrivé en face de Bath, sur le territoire Néerlandais, se divise en deux branches :

L'une qui porte le nom d'Escaut occidental ou de Hondt, est la voie principale; c'est celle que suit la grande navigation entre la mer et Anvers;

L'autre, appelée Escaut oriental ou canal de Berg-op-Zoom, a de moindres proportions; elle sert surtout à la navigation entre Anvers, les Pays-Bas et le Rhin.

Près de Flessingue, une autre branche latérale se détache encore de l'Escaut; elle est connue sous le nom de Sloe. Le Sloe est moins fréquenté que l'Escaut oriental, mais il offre dans la rade de Ramme-kens un abri aux navires qui, à l'entrée où à la sortie de l'Escaut, sont contrariés par le mauvais temps.

Le différend qui s'est élevé entre la Belgique et les Pays-Bas au sujet de l'Escaut oriental et du Sloe remonte à plus de vingt ans. Il a passé par plusieurs phases.

I

1846-1849.

Par un arrêté du 11 mars 1846, le gouvernement néerlandais concéda au sieur Dirk Dronckers, de Middelbourg :

1° La Construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Middelbourg à Maestricht, avec embranchement vers Flessingue :

2° L'exécution d'un canal dans l'île de Walcheren ainsi que le barrage du Sloe.

Informé de ces projets, le gouvernement du Roi prescrivit immédiatement au ministre de Belgique à la Haye de faire auprès du gouvernement néerlandais, en s'autorisant des traités, les démarches qu'il jugerait utiles dans le but de prévenir l'interruption de nos relations avec le Rhin par l'Escaut.

Dès le 14 du même mois, le Baron Willmar adressait au ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. de la Sarraz, la note suivante :

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, a été chargé d'appeler l'attention de S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sur les mesures qui pourront devenir plus ou moins prochainement nécessaires pour garantir l'exécution de la disposition contenue dans l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, disposition dont les termes sont les suivants :

« Les deux gouvernements s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures.... Si des événements naturels ou des travaux d'art venaient, par la suite, à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodés, en remplacement desdites voies de navigation devenues impraticables. »

C'est un fait aujourd'hui constaté que le gouvernement des Pays-Bas a définitivement accordé la concession d'un chemin de fer allant de Middelbourg à Maestricht, et que l'accomplissement de ce projet implique la construction de viaducs qui fermeraient les passages du Sloe, entre les îles de Walcheren et de Sud-Beveland et du Verdrongen-Land, entre Beveland et le Brabant septentrional.

Dans cet état de choses, le gouvernement belge a dû se demander si de tels travaux n'étaient pas susceptibles d'apporter une grande perturbation dans le cours des eaux navigables formant les communications intérieures actuelles entre l'Escaut et le Rhin, et même à rendre ces communications impraticables.

De tels résultats seraient manifestement contraires aux obligations réciproquement consenties par l'article 9 rappelé ci-dessus du traité du 19 avril 1839, et amèneraient le cas prévu par le même article, où.... des travaux d'art *venant*... à rendre impraticables les voies indiquées *audit* article, le gouvernement des Pays-Bas serait tenu d'assigner à la navigation belge d'autres voies, *aussi sûres et aussi bonnes et commodés*, en remplacement de *celles* devenues impraticables.

Le soussigné juge à peine nécessaire d'ajouter ici la remarque que, dans une question de la nature de celle dont il s'agit, un arrangement préalable semble nécessaire; qu'il paraît indispensable d'empêcher le mal d'arriver, et qu'il ne suffirait en aucune façon d'y porter remède lorsqu'il aurait été opéré. Ce qui doit être évité, c'est l'éventualité même du mal, et, à cet effet, il y a obligation de s'abstenir de ce qui peut rendre le mal possible, aussi longtemps que les moyens d'y remédier n'ont pas été rendus applicables.

Dans cet état de choses, le soussigné croit pouvoir se flatter que M. le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas voudra bien lui faire connaître les intentions du cabinet de la Haye au sujet des mesures par lesquelles il s'assurera de pouvoir empêcher, le cas échéant, toute interruption et toute détérioration des relations fluviales entre l'Escaut et le Rhin et, dans cet espoir, le soussigné a l'honneur d'offrir à Son Excellence les nouvelles assurances de sa très-haute considération.

WILLMAR.

Jusque-là, cependant, il avait été impossible de connaître d'une manière exacte la nature des travaux qu'il s'agissait d'exécuter.

Le 7 avril, le baron Willmar put expédier à Bruxelles un exemplaire du cahier des charges.

Les travaux comprenaient :

- 1° La fermeture complète du Sloe au moyen d'un barrage.
- 2° La construction, sur l'Escaut oriental, d'un viaduc prenant naissance au nord du fort de Bath, à la pointe la plus septentrionale du polder dit *Reigersbergschen polder* et se dirigeant vers l'angle saillant du polder appelé *Oud Enkel Noord polder*, près du port de *Wœnsdrecht*.

Le viaduc se composait de deux jetées, dont une sur chaque rive, distantes entre elles de 600 mètres et reliées, partie par un pont fixe à travées d'une ouverture convenable, partie par un double pont tournant placé à l'extrémité occidentale.

Un môle en pilotis, long de 1200 mètres et parallèle au courant,

devait, en augmentant la chasse, maintenir la profondeur de la passe et faciliter le passage des navires par l'ouverture du pont.

3° Le creusement d'un canal de Flessingue à Middelbourg et l'approfondissement du port de Middelbourg.

Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas répondit, le 25 avril, à la communication de l'envoyé belge :

Par sa Note du 14 mars, M. le baron Wilmar, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, a bien voulu appeler l'attention du soussigné, ministre des affaires étrangères, sur la concession accordée par le gouvernement des Pays-Bas d'un chemin de fer allant de Middelbourg à Maestricht, en rapport avec les dispositions des traités relativement aux eaux navigables formant les communications intérieures actuelles entre le Rhin et l'Escaut. En réponse à cette Note, le soussigné peut avoir l'honneur de déclarer que les droits dûment acquis à la Belgique en vertu des traités seront intégralement respectés lors de l'exécution des travaux projetés pour l'établissement du chemin susmentionné, et il s'empresse d'en donner ici l'assurance formelle. Comme d'ailleurs les communications intérieures dont il s'agit intéressent au plus haut degré la navigation néerlandaise elle-même, le gouvernement de Belgique reconnaîtra sans doute que cette circonstance lui offre une garantie accessoire.

D'un autre côté, le soussigné doit prendre la liberté d'ajouter que le gouvernement des Pays-Bas pense qu'il serait superflu de se livrer à un examen provisoire de la matière, et qu'il ne saurait consentir à entamer à cet effet une négociation préalable, dont il ne peut admettre la nécessité ni l'opportunité, vu qu'elle ne lui est point imposée par les stipulations des traités existants.

Le soussigné aime à croire que ces assurances et explications satisfieront le gouvernement de Belgique, et il saisit, etc.

DE LA SARRAZ.

La Prusse réclamait de son côté, contre les projets du cabinet de la Haye. Elle s'opposait à tout ce qui entraverait la navigation dans l'Escaut oriental, ainsi qu'à tout travail de nature à nuire à la rade de Rammekens, et elle soutenait qu'un examen préalable de la question de concert avec la Belgique était indispensable.

Quelque temps après, le manque de capitaux déterminait les concessionnaires à provoquer la résiliation de leur contrat.

Plus de deux ans s'écoulèrent sans que la situation vint à se modifier.

On remarquera que, durant cette période, le Sloe seul devait être barré et remplacé par un canal. Le chemin de fer aurait traversé l'Escaut oriental sur un viaduc combiné avec un double système de ponts et il n'était pas encore question de creuser un canal à travers l'île de Sud-Beveland.

II

1849-1859.

Le 6 octobre 1849 parut un arrêté de S. M. le Roi des Pays-Bas portant :

1° Retrait de la concession de 1846;

2° Autorisation aux ministres de l'intérieur et des finances d'accorder au sieur Dronckers la concession de barrer l'Escaut oriental, à condition de construire, avant de commencer cet ouvrage, un canal au travers de l'île de Sud-Beveland.

Il ne s'agissait plus d'un chemin de fer, mais d'une spéculation sur les terrains qui seraient asséchés par le barrage de l'Escaut oriental.

Le Sloe était hors de cause.

Une convention du 8 du même mois assura cette concession au sieur Dronckers et lui abandonna, à titre de bail emphytéotique, des atterrissements, bas fonds et alluvions appartenant à l'État, jusqu'à concurrence de 14 000 hectares.

Le canal devait traverser l'île de Sud-Beveland, autant que possible en droite ligne, en allant de Hansweert sur l'Escaut occidental vers Weemeldinge, sur l'Escaut oriental. Le tracé définitif devait être arrêté ultérieurement.

La convention demeurait soumise à l'approbation du pouvoir législatif.

Dès que ces actes furent connus du public, une vive émotion se manifesta en Belgique. La Chambre de commerce d'Anvers considérait les travaux projetés comme devant avoir des effets désastreux pour la navigation de l'Escaut, et sollicitait le gouvernement de s'y opposer par tous les moyens en son pouvoir. Les principaux journaux exprimaient les mêmes appréhensions.

Dans cette situation, le Gouvernement du Roi crut devoir faire appel aux lumières de la commission de navigation du Rhin, spécialement instituée à Anvers pour développer nos relations avec l'Allemagne.

De nouvelles instructions furent en même temps envoyées au génér-

ral Willmar. Celui-ci remit au Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. van Sonsbeeck, une note verbale datée du 13 novembre 1849.

Un arrêté de S. M. le Roi des Pays-Bas, du 6 octobre dernier, a accordé au sieur Dronckers, de Middelbourg, la concession de l'endiguement de l'Escaut oriental, sous la condition de creuser, avant de commencer les travaux nécessaires, un canal à travers l'île de Sud-Beveland.

A l'apparition de cet acte, de très-vives appréhensions se sont manifestées en Belgique. On craint une perturbation pour la navigation de l'Escaut et des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Le gouvernement belge a dû vouer à ces craintes une sérieuse attention, qui l'a amené à examiner l'acte qui en était la cause dans ses rapports avec les relations internationales des deux États.

Il a paru au Gouvernement belge que, en souscrivant aux propositions du sieur Dronckers, et lui accordant la concession dont il s'agit, sans aucun concert préalable avec lui, le gouvernement des Pays-Bas avait perdu de vue l'esprit des traité et convention de 1839 et 1842, et les obligations réciproques qui en résultent.

L'article 9 du traité du 19 avril 1839, au § 2, porte : « Que le pilotage et le balisage ainsi que la *conservation des passes de l'Escaut*, seront soumis à une surveillance commune. »

Or, il semble au gouvernement belge que la *surveillance commune des passes* implique nécessairement la *conservation commune*, c'est-à-dire le *concours* pour tout ce qui peut tendre à *ce but commun*. En effet, la surveillance ne peut être stipulée pour elle-même, mais pour un but utile, inhérent à son objet.

Le droit de surveillance commune semble donc impliquer, comme corollaire indispensable, le droit des commissaires des deux pays d'examiner quelle influence les travaux projetés peuvent exercer sur les passes dont la conservation leur est confiée; et celui des deux gouvernements de concourir à la décision de toute question examinée en commun par les commissaires qui ne saurait être unilatérale.

Le § 8 du même article 9 prévoit le cas, à la vérité, où des voies de navigation pourraient être modifiées par des travaux d'art; mais il stipule en même temps que ces voies, ainsi modifiées par des travaux d'art, doivent être remplacées par d'autres aussi *sûres* et aussi *bonnes* et *commodes*. Or, il ne peut pas paraître douteux que l'exécution de cette seconde clause exige une entente préalable entre les gouvernements belge et néerlandais, un concert pour constater l'équivalence de nouvelles voies sous le triple rapport de *bonté*, de *sûreté* et de *commodité*. Il serait impossible de comprendre autrement ce texte, car un

tel jugement ne peut pas être imposé par une des hautes parties contractantes à l'autre.

Le Gouvernement belge, en mettant ainsi sous les yeux du Gouvernement des Pays-Bas les stipulations du traité de 1839, et rappelant l'esprit de ces stipulations, pense avoir fait des réserves suffisantes pour la conservation de tous ses droits, et se plaît à croire qu'avant de permettre aucun commencement d'exécution de la concession donnée au sieur Dronckers, le gouvernement néerlandais prendra les mesures nécessaires afin qu'un examen commun ait lieu des conséquences possibles des ouvrages que la concession implique, conséquences dont l'intérêt est évidemment le même pour les Pays-Bas.

Le Gouvernement belge est de plus convaincu que l'urgence d'une telle mesure sera suffisamment sentie par le cabinet de la Haye, et qu'une prompte décision permettra de mettre un terme prochain aux appréhensions rappelées en tête de la présente Note.

La Commission du Rhin s'était réunie sans délai, mais elle n'avait pas tardé à se convaincre que, pour s'occuper utilement de l'examen du projet de concession, elle devrait avoir sous les yeux les résultats d'une enquête régulière faite par des hommes spéciaux.

L'affaire fut alors soumise à une commission composée de :

- MM. le Gouverneur de la province d'Anvers, président ;
CATEAUX-WATTEL, armateur et membre de la chambre de commerce d'Anvers ;
A. DE COCK, armateur et membre de la chambre de commerce de Gand ;
DE MOOR, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées ;
KUMMER, ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
WOLTERS, ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
DONNET, inspecteur du pilotage ;
GUIETTE, ingénieur de la marine, secrétaire.

La correspondance diplomatique se poursuivait entre les deux cabinets.

Le Gouvernement prussien renouvelait aussi ses démarches, mais toujours sans succès. Le cabinet de la Haye soutint que la Prusse n'avait pas le droit de s'immiscer dans le différend aussi longtemps que la Néerlande ou la Belgique n'aurait pas réclamé l'intervention des puissances signataires du traité de Londres.

La Commission récemment instituée interrogea un certain nombre

de capitaines et de patrons d'Anvers et de Gand connaissant par expérience la navigation de l'Escaut oriental et voici quelles furent, en substance, leurs déclarations :

« L'Escaut oriental est d'une navigation assez facile. Les passes y sont larges et bien balisées.

« Le haut fond appelé *Helland*, que l'on ne peut franchir qu'à marée haute et qui présente quelques difficultés aux bâtiments venant de la Hollande, est la seule cause de retard que l'on y rencontre.

« En revanche, il y existe plusieurs rades où les navires trouvent un abri sûr.

« Les courants y sont moins rapides et l'intumescence des vagues moins grande que dans l'Escaut occidental.

« L'Escaut occidental, au contraire, présente des dangers réels par mauvais temps. Les courants y sont rapides, les eaux profondes et agitées et les passes se trouvent presque constamment sous le vent.

« Les bons ancrages faisant défaut entre Bath et Hansweert, les navires devront rester au Doel dès que les circonstances seront défavorables.

« De plus, les vents d'ouest, contraires pour aller à Hansweert, sont propices pour se rendre à Wemeldinge.

« En résumé, par la substitution du canal de Sud-Beveland à la voie actuelle, la navigation deviendra plus lente, plus onéreuse et plus périlleuse. »

Le Gouvernement du Roi puisa dans le rapport de la commission les éléments d'une note verbale que le baron Willmar fit parvenir au Ministre des affaires étrangères de la Haye, le 14 février 1851.

La note verbale remise par le Cabinet de la Haye, le 9 mars 1850, porte que « quelles que soient les obligations contractées par le Gouvernement des Pays-Bas touchant la navigation sur ses rivières, son droit de souveraineté n'en existe pas moins intact. Toutes les concessions faites, par rapport à cette navigation, dans les traités de 1839 à 1842, ne sont que des exceptions à l'exercice du droit de souveraineté. Dès lors elles doivent être strictement interprétées et l'on ne saurait argumenter de ces traités par analogie, afin d'étendre la portée des obligations exceptionnelles qu'elles imposent au delà de leur texte clair et précis. »

Si les conséquences tirées du principe de souveraineté et développées dans ce préambule pouvaient être acceptées, toute discussion deviendrait inutile, les Pays-Bas, se retranchant dans leur droit de souveraineté, pouvant fermer à volonté les cours d'eau que les traités ont ouverts à la navigation belge et allemande pour communiquer entre l'Escaut et le Rhin.

C'est ce qu'entend, du reste, le cabinet de la Haye, lorsque dans sa

Note du 27 septembre dernier, il déclare que la faculté d'établir des ouvrages de la nature de ceux dont il s'agit dans la concession ne dérive point des traités, mais bien du droit de souveraineté du Gouvernement des Pays-Bas.

Pour faire apprécier jusqu'à quel point cette prétention peut être fondée, il est nécessaire de rappeler que les bases de séparation entre la Belgique et les Pays-Bas (arrêtées par la Conférence de Londres, le 27 janvier 1831), ainsi que le traité des 18 articles (15 novembre 1831), s'étaient bornés à placer la navigation de l'Escaut et des eaux intermédiaires dans le droit commun créé par les traités de 1815.

Les dispositions des traités, bien que laissant intact le droit de souveraineté, avaient déjà cependant pour effet d'en régler l'exercice et l'étendue, et d'empêcher que les droits des riverains ne fussent lésés par des prétentions contraires à l'intérêt général.

Plus tard, il a été reconnu que ce régime n'offrait pas des garanties suffisantes et ne sauvegardait point complètement la sécurité et la liberté de ces communications fluviales pour la Belgique.

La Conférence a donc créé pour elle un régime spécial; mais en même temps, pour indemniser les Pays-Bas des *concessions* faites par eux à la navigation et faire payer à la Belgique les avantages obtenus, les puissances ont mis à la charge de cette dernière 1° une plus forte quote-part de la dette; 2° une rente annuelle de six cent mille florins spécialement affectée comme équivalent des avantages commerciaux; 3° un droit de péages sur l'Escaut. On voit que si, en acceptant les traités, les Pays-Bas ont fait des concessions et posé des limites à leur droit de souveraineté, ils en ont été indemnisés par la Belgique, et que les engagements pris de part et d'autre forment un véritable contrat bilatéral; ce qui était dans le principe une concession de la part de la Néerlande est devenu un droit pour la Belgique; les exceptions sont devenues la règle et les obligations exceptionnelles constituent réellement un abandon partiel du droit de souveraineté.

Les droits et les devoirs des deux pays sont donc uniquement réglés par les traités pour la question dont il s'agit, et c'est sur ces traités seuls que l'on doit s'appuyer pour établir les droits et les obligations réciproques. Les traités de 1815, ceux plus récents de 1839 et 1842 et la convention du 20 mai 1843, ont créé, au profit de la Belgique, une servitude réelle à laquelle les Pays-Bas se sont soumis et dont ils ne peuvent s'affranchir sans un consentement mutuel. Il ne leur est donc pas plus loisible de fermer l'Escaut oriental, qui est la meilleure et pour ainsi dire la seule communication entre Anvers et le Rhin, qu'il ne leur serait permis de fermer ce dernier fleuve lui-même. La question de souveraineté ainsi éclaircie, c'est dans le texte des

divers traités que l'on doit rechercher le but que les puissances ont eu en vue.

La Conférence de Londres, dont les actes ont été acceptés par les Pays-Bas, a stipulé (article 9, § 5 du traité du 19 avril 1839), que « la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, pour arriver d'Anvers au Rhin et *vice versa*, restera réciproquement libre et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés qui seront les mêmes pour le commerce des deux pays. » Elle a donc voulu que la Belgique et les provinces rhénanes pussent jouir du privilège de communiquer ensemble par des eaux qui restassent libres et qui formassent pour ainsi dire la continuation des deux fleuves, en leur accordant sur ces eaux les mêmes droits que les riverains possèdent sur le Rhin. Il y a plus : afin de donner des garanties plus complètes à la Belgique, la Conférence a stipulé que si des événements naturels ou des travaux d'art venaient par la suite à rendre impraticables les voies de navigation indiquées, le gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodes en remplacement desdites voies de navigation devenues impraticables.

Ainsi, non-seulement les Pays-Bas ont concédé à la Belgique le passage par les voies actuelles, mais ils ont encore contracté l'obligation de les entretenir et d'en assigner d'autres si ces voies devenaient impraticables.

Les circonstances qui peuvent rendre les voies de navigation impraticables sont évidemment des circonstances indépendantes de la volonté du gouvernement des Pays-Bas ; le barrage au moyen d'une digue ne peut donc être mis au rang des événements qui peuvent rendre lesdites voies navigables *impraticables*. En effet, le mot impraticable ne peut être appliqué qu'à une communication qui existe encore, mais dont il est impossible de se servir.

Les travaux d'art dont il est question sont donc simplement les travaux d'entretien ou d'endiguement qui peuvent s'exécuter sur les rives sans entraver le passage. Conclusion du § 8, que l'on peut, à volonté, supprimer la voie elle-même, c'est fausser l'esprit du traité.

Si la pensée du gouvernement néerlandais avait été conforme à l'interprétation dont il se sert aujourd'hui, jamais il n'aurait consenti à introduire dans le traité du 5 novembre 1842 un article 39, ainsi conçu : « Toutes voies navigables communiquant de l'Escaut au Rhin, y compris le *Sloe*, l'*Escaut oriental* et la *Meuse*, seront considérées comme eaux intermédiaires entre ces deux fleuves, et il sera ainsi loisible aux patrons ou conducteurs de navires de se servir de celles de ces voies de navigation qui leur paraîtront les plus convenables. »

Les termes de cet article n'excluent-ils pas l'idée que ces voies peuvent être barrées sans un consentement réciproque? Comment resterait-il loisible aux patrons de choisir celle qui leur conviendrait le mieux, si elles sont fermées par des travaux d'art? Un barrage avec fermeture absolue ne peut être considéré comme un des travaux d'art dont il est question au § 8 de l'article 9 du traité du 18 avril 1839.

Les Pays-Bas ayant d'une part accepté des limites à leur droit de souveraineté et la Belgique ayant acquis, à titre onéreux, l'usage des cours d'eau communiquant entre l'Escaut et le Rhin, le concert préalable est pour le gouvernement belge un droit incontestable. Avant que des modifications puissent être légalement apportées au *statu quo* existant, il faut que son consentement ait été obtenu. Cette entente préalable est nécessaire dans tous les cas; car, en admettant même que les Pays-Bas n'aient point dépassé leur pouvoir en accordant la concession, on ne saurait en inférer qu'ils demeurent seuls maîtres d'apprécier les compensations qu'ils nous offriraient, et que la Belgique doive se résigner à subir, sans réclamer, le régime nouveau qui serait proposé. — Cette prétention n'est pas même soutenue par le cabinet néerlandais, car dans la note du 9 mars 1850, § 8, il reconnaît que, « seulement pour autant que ce canal n'offrirait pas « alors une voie, d'après les termes du traité, aussi sûre, aussi « bonne et aussi commode que celle actuellement existant de « l'Escaut oriental, le gouvernement de Belgique serait en droit de ré- « clamer. »

Afin d'éviter des embarras très-graves pour la suite, il est donc de l'intérêt des deux gouvernements de s'entendre avant qu'aucune suite soit donnée à la concession. La Belgique agit loyalement en faisant, dès aujourd'hui, cette proposition, et les Pays-Bas ne peuvent la rejeter sans créer volontairement pour l'avenir une source de contestations.

Il est évident, en effet, qu'*un canal, sujet à des retards et des entraves, ne pourrait jamais être admis comme l'équivalent d'une rivière libre et ouverte.*

Une enquête a été faite par ordre du gouvernement belge, avec beaucoup de soins, à Anvers et à Gand, sur la question de navigation pratique. Il résulte des explications données par les bateliers et patrons les plus expérimentés, que la voie proposée par l'Escaut occidental et le canal de Sud-Beveland ne constituerait point une voie *aussi sûre, aussi bonne et commode* que celle dont on se sert aujourd'hui; par conséquent, la Belgique ne peut ni ne doit l'admettre en ce moment, comme une compensation suffisante aux termes et dans l'esprit des traités.

Les détails donnés par l'enquête sur les difficultés et les dangers que la nouvelle voie présenterait à la navigation, sont assez explicites pour qu'il soit inutile de réfuter l'exposé fait dans la note verbale du 9 mars 1850, des avantages que cette voie offrirait à la navigation belge. — On fera observer seulement que, si un projet de canal à travers l'île du Sud-Beveland avait été reconnu utile pendant la réunion de la Belgique à la Hollande, on ne pourrait en conclure que ce qui était avantageux alors doit l'être nécessairement aujourd'hui que les deux pays sont séparés. Il s'agissait alors d'ouvrir une troisième voie de communication et non pas de fermer celles qui existaient déjà.

Quant aux différentes questions d'art soulevées, discutées et résolues par la Note du cabinet de la Haye, le gouvernement ne saurait les examiner en ce moment, les éléments de ce travail lui manquent totalement. Le cabinet de Bruxelles persiste dans la demande qu'il a faite que les questions d'art soient examinées contradictoirement ; la compétence des *commissaires permanents chargés de la surveillance commune* est évidente, seulement cette compétence doit se borner, comme leur titre l'explique suffisamment, à surveiller les changements qui ont lieu ou qui peuvent surgir par suite des travaux et à les signaler à leurs gouvernements respectifs. C'est à l'autorité supérieure qu'il appartient de prendre ensuite des mesures jugées convenables. Il s'agit ici, en effet, d'un cas spécial et de circonstances dont l'appréciation n'est possible qu'à des ingénieurs expérimentés.

Après l'exposé développé et motivé qui précède de l'opinion du gouvernement belge, il paraît utile de résumer de la manière suivante les points qui forment l'objet de la présente note :

1° Les Pays-Bas ont fait un abandon partiel de leur droit de souveraineté, et leurs rapports avec la Belgique, dans la question dont il s'agit, sont uniquement réglés par les traités. Ce point domine tout le débat ;

2° Le barrage concédé au sieur Dronckers pour fermer l'Escaut oriental ne peut, en aucune manière, être rangé dans la catégorie des travaux d'art dont il est question au § 8 de l'article 9 du traité de 1839, et la concession ne peut qu'être considérée comme attentoire aux intérêts belges et dépourvue de fondement légal ;

3° L'esprit des traités et les engagements réciproques pris par les deux pays donnent à la Belgique le droit de coopération préalable, et son intérêt lui fait un devoir de protester de son opposition à tout changement fait au *statu quo*, sans sa participation et son consentement.

4° La nouvelle voie proposée par l'Escaut occidental et un canal à travers l'île du Sud-Beveland, ne peut, dans l'état actuel des choses

être admise comme compensation. Loin d'offrir une communication aussi sûre et aussi bonne et commode que l'Escaut oriental, les enquêtes faites démontrent qu'elle serait pour la navigation fluviale une cause permanente de dangers, de retards et d'entraves;

5^e Quant à l'influence que les travaux exécutés sur la partie de l'Escaut oriental, et principalement dans l'endroit nommé *Hetland*, pourraient exercer sur le régime de l'Escaut occidental, il serait d'un intérêt majeur pour la Belgique de pouvoir constater l'état actuel des passes de la partie dont il s'agit de l'Escaut oriental. Il conviendrait, pour atteindre ce but, qu'à défaut d'une commission mixte et spéciale le gouvernement néerlandais autorisât les personnes que le gouvernement belge désignerait, à se rendre sur les lieux et y faire faire les sondages et reconnaissances indispensables.

Dans l'intervalle, la concession accordée en 1849 au sieur Dronckers avait paru menacée d'avoir le sort de celle que le même entrepreneur avait obtenue en 1846. L'intéressé ne s'était pas trouvé en mesure de verser le cautionnement prescrit, et il avait sollicité et obtenu des délais successifs.

Enfin, dans le cours de l'année 1851, le sieur Dronckers céda ses droits à une société néerlandaise qui se constitua sous le titre : *Compagnie des polders de l'Escaut oriental* et qui avait pour but la mise en état de culture et l'exploitation de 14 000 hectares de terrains formant l'objet de la concession.

Peu après, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, par une Note verbale datée du 26 juin 1851, repoussait les propositions de la Belgique :

Le résumé de la Note verbale belge du 14 février 1851 fait ressortir les deux points principaux suivants :

1^o Que les Pays-Bas auraient cédé une partie de leurs droits de souveraineté sur l'Escaut à la Belgique, qui en aurait fait l'acquisition à titre onéreux ; et

2^o Que le § 8 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839 doit être interprété de manière que les Pays-Bas auraient renoncé à la liberté de barrer les eaux intermédiaires entre l'Escaut oriental et l'Escaut occidental.

Quant au premier point, si l'on admet que les Pays-Bas, par les engagements pris envers la Belgique, ont restreint leur droit de souveraineté, cette restriction, sur laquelle la Belgique appuie sa prétention doit être spécialement et expressément constatée et confirmée par les traités. Or, ces traités ne renferment pas autre chose sous ce rapport sinon que les Pays-Bas se sont imposé, en ce qui concerne la navi-

gation sur lesdites eaux intermédiaires, des obligations spéciales et précises.

Le gouvernement néerlandais n'est engagé à rien de plus qu'à remplir fidèlement ces obligations.

La question posée de cette manière toute simple, mais irrécusable, démontre évidemment l'inexactitude de la thèse que le droit de souveraineté sur les eaux intermédiaires entre le Rhin et l'Escaut a été partagé entre les Pays-Bas et la Belgique.

En second lieu le gouvernement belge, afin de prouver que le barrage de l'Escaut oriental ne saurait être rangé dans la catégorie des travaux d'art mentionnés dans l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, se fonde sur le texte du § 8 dudit article, ainsi conçu : « Si des événements naturels ou des travaux d'art venaient par la suite à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodes, en remplacement desdites voies de navigation devenues impraticables. »

Certes, en 1839, par les mots travaux d'art l'on n'a pas désigné expressément la concession accordée plus tard au sieur Dronckers, mais il n'en est pas moins vrai que la construction d'un chemin de fer, le barrage de l'Escaut oriental et des ouvrages semblables appartiennent à la catégorie des *travaux d'art*, qu'ils doivent y trouver leur place et qu'il serait contraire au véritable sens et à l'usage grammatical de vouloir entendre exclusivement, par ces mots *travaux d'art*, les digues, les épis, batardeaux ou autres travaux destinés à protéger les rives ou à modifier le courant. Des travaux de ce genre ont constamment pour but d'entretenir, d'améliorer ou de protéger l'état de choses établi, jamais de rendre impraticables les voies de communications existantes. Aussi, dans le § 8 sus-mentionné, les parties contractantes se sont-elles servies de l'expression travaux d'art sans restriction aucune.

Un autre mot employé dans le susdit paragraphe et qu'il s'agit également d'entendre dans sa véritable acception, c'est le verbe *assigner*.

Le gouvernement néerlandais croit remplir scrupuleusement l'obligation qu'il s'est imposée par le § 8 si comme l'acte de concession l'a stipulé, il fait précéder le barrage de l'Escaut oriental de la construction et l'ouverture d'un nouveau canal à l'usage de la navigation. De cette manière, la nouvelle voie de communication non-seulement sera assignée à la navigation belge, mais celle-ci pourra s'en servir immédiatement, ce qui écartera nécessairement tout sujet fondé de plainte.

Il paraît moins opportun de démontrer ici que le canal projeté

offrira effectivement une voie aussi sûre et aussi bonne et commode que celle de l'Escaut oriental. Il suffira pour le moment de faire observer, relativement à l'enquête à établir préalablement sur ce point, ainsi que le gouvernement belge la désirerait, que lors même qu'une telle enquête serait admissible et praticable, la Belgique ne saurait en aucun cas y prétendre en vertu des traités, lesquels lui donnent seulement le droit d'établir éventuellement que le canal traversant le Sud-Beveland, au lieu d'être aussi sûr, aussi bon et commode que l'Escaut oriental, est, ainsi que s'exprime la Note verbale belge, une cause permanente de dangers, de retards et d'entraves pour la navigation fluviale.

En interprétant les stipulations, d'ailleurs très-claires sur ce point du traité dans le sens sus-indiqué, laquelle interprétation est évidemment la plus onéreuse pour les Pays-Bas et la plus favorable à la Belgique, l'on ne peut néanmoins en inférer que le gouvernement néerlandais doit être censé avoir renoncé tacitement au droit de barrer l'une ou l'autre des voies de communication intermédiaires. Donc, il croit satisfaire dans le sens le plus large, à la lettre et à l'esprit de l'obligation contractée par ce traité, en remplaçant la voie dont il s'agit par une nouvelle communication.

Toutefois, en considérant attentivement la matière, et en suivant l'argumentation de la note verbale belge, la question semble se présenter encore sous un autre point de vue, dont les conséquences seraient moins favorables à la Belgique, dans ce sens qu'en exécutant strictement et à la lettre les stipulations des traités, l'obligation de construire le canal qui traversera le Sud-Beveland deviendrait au moins contestable.

Cette obligation est basée sur l'art. 9, § 8, du traité du 19 avril 1839. Or, ce traité parle, sans autre désignation quelconque, de la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin pour arriver d'Anvers au Rhin et *vice versa*. Par conséquent, aussi longtemps que la communication d'eau entre le Rhin et l'Escaut reste ouverte à cette navigation, le gouvernement des Pays-Bas paraît satisfaire au § 5 du même art. 9. Le § 8 tend dès lors à prévenir que toute route d'eau ne puisse devenir impraticable par des événements ou des travaux d'art, et qu'ainsi toute communication directe entre Anvers et le Rhin ne soit rendue impossible.

Lorsque, en vertu du § 6 du même article, les Pays-Bas et la Belgique réglèrent de commun accord cette matière, le gouvernement néerlandais consentit, d'abord par l'art. 39 du traité du 5 novembre 1842, et plus tard aussi par le deuxième article du règlement du 20 mai 1843, à ce que toutes les eaux existantes intermédiaires navigables entre l'Escaut oriental et le Rhin seraient ouvertes à la navigation

belge, mais en rapport avec ce consentement, auquel bien certainement les Pays-Bas n'étaient pas obligés par le traité du 19 avril 1839, la Belgique n'a pas stipulé que toutes ces voies d'eau doivent rester ouvertes et que, pour chacune d'elles devenue impraticable par la suite, une nouvelle voie devrait être assignée. Dès lors il n'y a aucune connexité entre le § 8 de l'art. 9 précité et l'art. 39 du traité du 5 novembre 1842, qui sont indépendants l'un de l'autre.

Le § 8 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839 parle, en général, de la navigation des eaux intermédiaires pour arriver d'Anvers au Rhin et *vice versa*, et l'on pourrait dès lors prétendre qu'il est satisfait à cette stipulation, aussi longtemps que la navigation belge jouit de la voie de communication intermédiaire entre l'Escaut et le Rhin. Par contre l'art. 39 du traité du 5 novembre 1842 donne à la Belgique le droit de naviguer sur toutes les eaux existantes, mais n'impose aucune obligation aux Pays-Bas, pour le cas qu'une de ces voies d'eau deviendrait impraticable, et ne stipule point que chaque voie devenue impraticable devra être remplacée par une nouvelle route d'eau.

Le gouvernement des Pays-Bas, en faisant ce raisonnement, n'a d'autre but que celui de prouver qu'il est loin de manquer à ses obligations, et qu'il désire, donner, au contraire, une interprétation large aux engagements contractés.

Voyant que le cabinet de la Haye n'apportait dans le débat aucun élément nouveau et qu'il laissait subsister tous les arguments qui lui avaient été opposés antérieurement, le gouvernement belge jugea inutile de continuer la discussion.

Le 31 mai 1852, le gouvernement néerlandais approuvait la constitution de la société pour l'endiguement des polders de l'Escaut oriental.

Dès que le cabinet de Bruxelles eut connaissance de cette décision, il ordonna au ministre de Belgique à la Haye de protester de nouveau en se référant à sa Note du 14 novembre précédent, et c'est ce qui fut fait par le général Willmar.

Cependant la société des polders de l'Escaut oriental avait commencé par opérer des endiguements partiels; mais, en 1853, après avoir dépensé, presque en pure perte, des sommes considérables, elle avait reconnu que le seul moyen d'assurer le succès de son entreprise était d'exécuter le barrage de l'Escaut oriental. Or, il fallait construire préalablement le canal au travers de l'île de Sud-Beveland et les fonds nécessaires à cet effet faisaient défaut. La société résolut de recourir à la voie de l'emprunt et sollicita les pouvoirs dont elle avait besoin pour

poursuivre l'expropriation des terrains nécessaires au creusement du canal.

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'en 1856. La Compagnie n'était parvenue à endiguer qu'un polder de 407 hectares, et elle transmit, vers cette époque, sa concession à une société anglaise.

Le 24 novembre 1856, les États Généraux furent saisis d'un projet de loi autorisant l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution du canal.

La loi fut votée en juin 1857.

Mais encore une fois, la Compagnie concessionnaire se vit bientôt hors d'état de continuer son entreprise. Une tempête avait emporté la digue entourant le nouveau polder de 700 hectares qu'elle avait asséché. Ses ressources étant épuisées, elle demanda à être dispensée d'achever la construction du canal, et elle sollicita un subside pour exécuter le barrage de l'Escaut oriental.

Vers la fin de l'année 1858, la société conclut avec le gouvernement une convention qui la relevait de l'obligation de compléter la construction du canal et d'établir le barrage. Elle conservait la concession d'une certaine quantité de terrains mis à sec ou à assécher, mais elle abandonnait à l'État, en toute propriété, les terrains expropriés, les matériaux, etc.

Présenté aux États Généraux, cet arrangement fut rejeté en juin 1859, et, par ce fait, la compagnie se trouva frappée de déchéance.

III

1859-1866.

La première concession Dronckers avait pour objet principal la construction d'un chemin de fer.

La seconde concession, successivement transférée à une compagnie hollandaise et à une société anglaise, avait en vue la création de nouveaux polders.

Dans la période où nous entrons, les deux intérêts coexistent, mais la voie ferrée reprend le premier rang.

Déjà, il est vrai, en 1857 et 1858, des propositions avaient été présentées aux États Généraux pour l'établissement d'un réseau complet de chemins de fer dans les Pays-Bas, mais elles étaient demeurées sans suite; c'est dans la session de 1859-1860 que ces projets furent repris et reçurent une active impulsion.

Parmi les voies mentionnées dans les plans du gouvernement se trouvait une ligne de Flessingue à Breda. Un crédit de 1 million de florins était proposé pour le barrage de l'Escaut oriental, et un crédit

de 2,600,000 florins pour la construction non plus d'un barrage, mais d'un pont sur le Sloe.

Ainsi qu'on l'a vu, tous les projets de barrage et de chemins de fer formés jusque-là avaient successivement avorté. En présence des dernières propositions soumises aux États Généraux, le gouvernement belge crut devoir faire une nouvelle démarche diplomatique auprès du cabinet de la Haye. Le 9 novembre 1859, le baron du Jardin qui avait succédé au général Willmar dans le poste de ministre de Belgique près la cour des Pays-Bas, écrivit au ministre des affaires étrangères de S. M. Néerlandaise :

Monsieur le Baron,

Le projet de construire un chemin de fer de la Zélande à la frontière prussienne n'est pas nouveau. La première concession remonte à l'année 1846. La Belgique n'a pas le droit et son gouvernement n'a jamais eu la pensée d'élever la moindre objection contre une telle entreprise, considérée en elle-même. Nous respecterons la libre prérogative qu'a la Néerlande, comme tous les États, de créer sur son territoire les voies quelconques que peuvent réclamer ses intérêts.

Mais le chemin de fer de Zélande ne peut être livré à la circulation que si l'on exécute, au préalable, d'autres travaux à l'égard desquels notre position n'est plus la même. Pour relier Middelbourg à Berg-op-Zoom, il faut nécessairement traverser le Sloe et l'Escaut oriental. Or, Votre Excellence sait que ces deux branches du fleuve sont nominativement comprises parmi les eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, dont les stipulations internationales nous garantissent la libre navigation (art. 9, § 5, du traité du 19 avril 1839 ; art. 38 et 39 du traité du 5 novembre 1842).

On ne saurait donc être surpris, monsieur le baron, que toute combinaison pouvant avoir pour résultat de supprimer ou d'entraver le parcours du Sloe et de l'Escaut oriental éveille l'attention du gouvernement du Roi, mon auguste souverain. Aussi les diverses concessions accordées en Hollande et entraînant cette conséquence ont-elles été l'objet d'une série de réclamations qui, non écoutées, se terminèrent par une protestation formelle du ministre de Belgique à la Haye.

Les archives de votre département, monsieur le baron, renferment les notes échangées de 1846 à 1851. La protestation du général Willmar est du 14 novembre 1851 ; elle a été renouvelée au mois d'août 1852.

Le cabinet de la Haye a passé outre : non point que l'on ait jusqu'ici touché au Sloe ou à l'Escaut oriental, mais l'on a commencé la construction, à travers de l'île du Sud-Beveland, d'un canal dont la

destination officiellement avouée est de remplacer la seconde de ces deux voies de navigation.

N'ayant point à établir ni à discuter ici tous les points de droit public ni les lésions éventuelles sur lesquels le Belgique fonde ses réclamations, je me bornerai à mentionner, pour en faire saisir toute l'importance, combien le barrage de l'Escaut oriental pourrait amener de perturbation dans les passes de l'Escaut occidental qui en reçoit les eaux et le courant à chaque descente de marée; des ensablements en seraient la conséquence irréparable. Or, la conservation de ses passes est soumise à une surveillance commune, et le commerce du monde entier est intéressé à ce que l'état de navigabilité du fleuve ne puisse être altéré.

La Belgique, depuis 1852, n'a point fait de nouvelle opposition, mais elle n'a rien abandonné de son droit; même un incident des négociations commerciales de 1857 fait foi qu'elle l'a maintenu dans sa plénitude.

On sait que la société chargée du creusement du canal, de l'assèchement des polders inondés et du barrage de l'Escaut oriental, a eu à lutter contre de telles difficultés financières et de tels accidents, qu'elle a fini par arrêter ses opérations. Et, quant au chemin de fer zélandais, aucun des projets présentés n'a encore abouti; d'ailleurs, le gouvernement néerlandais avait explicitement et itérativement, en théorie comme en fait, décliné toute intervention belge, toute entente préalable, tout examen commun au sujet des travaux qu'il comptait entreprendre; et cela jusqu'au jour où le canal du Sud-Beveland étant ouvert au commerce, il s'agirait de reconnaître si cette voie de navigation était aussi *sûre*, aussi *bonne* et aussi *commode* que celle qui allait se fermer (art. 9, § 8, du traité du 19 avril 1839).

Dans cet état de choses, il eût été inutile de rouvrir avec le cabinet de la Haye un débat évidemment épuisé et stérile. La Belgique avait en dernier lieu déclaré maintenir son opinion, et protesté de son intention de poursuivre l'exécution entière et loyale des traités; il ne lui restait qu'un parti à prendre, c'était de donner suite à sa protestation, si l'éventualité de nouvelles concessions le rendait nécessaire.

Le gouvernement belge n'a jamais énoncé, monsieur le baron, sa pensée quant aux moyens à l'aide desquels il sauvegarderait son droit. Je ne veux donc rien préjuger ici sur ce point, mais il est impossible de se dissimuler que cette affaire prend aujourd'hui un nouveau caractère d'actualité et de gravité par la présentation et la discussion aux États Généraux d'un projet de loi qui non-seulement ratifie la concession du chemin de fer de la Zélande, mais alloue un crédit de 2,600,000 florins pour la construction d'un pont sur le Sloe et, en outre, de 1 million de florins pour le barrage de l'Escaut oriental.

Le cours du temps, les événements de notre époque et le sentiment de mieux en mieux compris de leurs vrais intérêts doivent, ce me semble, conseiller aux deux pays une politique de conciliation bien plus que d'antagonisme. Nous obéissons, pour notre part, volontiers à cette tendance, et c'est en se plaçant à ce point de vue que j'ai eu l'honneur d'exposer ce matin verbalement à votre Excellence à quels titres nous nous préoccupons des travaux projetés sur le Sloe et l'Escaut oriental. C'est dans le même esprit que je viens lui demander si le gouvernement néerlandais ne se propose pas de donner quelque satisfaction aux légitimes observations qu'ils ont soulevées depuis longtemps, et que j'ai été chargé de renouveler sommairement à Votre Excellence.

Dans l'attente d'une prompte réponse, que la situation rend urgente, j'ai l'honneur, etc.

La Haye, le 9 novembre 1859.

BARON DU JARDIN.

A S. E. M. le baron de Goltstein, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

La réponse du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas est datée du 31 décembre suivant ;

Monsieur le baron.

Le gouvernement des Pays-Bas a pris connaissance avec intérêt du contenu de votre office du 9 novembre dernier, n° 566, touchant les travaux projetés sur le Sloe et l'Escaut oriental, en rapport avec la construction du chemin de fer de la Zélande.

En réponse préalable à cet office, j'ai l'honneur de vous informer que le ministre de l'intérieur institue un nouvel examen sérieux des réclamations fondées par la Belgique sur les lésions éventuelles qu'elle craint de voir profluer desdits travaux, soit pour la navigation, soit pour la conservation des passes de l'Escaut occidental.

Je ne manquerai pas, monsieur le baron, de vous communiquer ultérieurement et en détail le résultat de cet examen, et je me flatte que le gouvernement belge voudra bien y reconnaître, en attendant, une preuve du désir sincère qui anime le cabinet néerlandais actuel de prendre cette matière à cœur dans un sens aussi conciliant que possible.

Veuillez agréer, etc.

J. DE GOLTSTEIN.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à la Haye.

Le projet de loi relatif aux chemins de fer, après avoir été adopté à une faible majorité par la seconde Chambre des États Généraux, fut

rejeté par la première, le 8 février 1860. Cet échec amena une modification dans la composition du ministère néerlandais, et le gouvernement belge ne reçut jamais communication du résultat des études annoncées dans le dernier paragraphe de la lettre de M. le baron de Goltstein.

Le nouveau cabinet ne tarda pas à reprendre l'affaire, et dès le mois d'avril, il présenta un nouveau projet.

Le passage de l'Escaut oriental figurait dans cette combinaison pour une somme de 3 422 000 florins,

Et celui du Sloe pour un chiffre de 2 570 000 —

Quant au mode d'exécution, le gouvernement déclarait dans l'exposé des motifs « se réserver de faire à cet égard des propositions ultérieures, afin de ne point anticiper sur les négociations auxquelles ces « travaux pourraient donner lieu. »

Le projet rencontra, comme les précédents, une vive opposition dans les États Généraux. Il fut cependant voté par la seconde Chambre, le 27 juillet 1860, à la majorité de 49 voix contre 23, et, le 17 août suivant, il fut adopté par la première à la majorité de 34 voix contre 5.

La Société concessionnaire de l'endiguement des polders fut, quelque temps après relevée de la déchéance qu'elle avait encourue; pour se libérer de l'obligation d'achever le canal de Sud Beveland et de construire le barrage de l'Escaut oriental, elle abandonna au gouvernement les matériaux acquis, les travaux effectués, et elle consentit à ce que sa concession fût réduite à 4000 hectares, non compris les deux polders endigués. Le gouvernement, qui demeurerait ainsi chargé de l'achèvement du canal, adjugea, en 1862, les travaux complémentaires de cette entreprise.

Les divers tronçons du chemin de fer zélandais firent également l'objet d'adjudications successives en 1863 et en 1864.

Ces mesures provoquèrent une nouvelle protestation de la Belgique.

Le ministre néerlandais, dans sa réponse datée du 3 décembre suivant, maintint la position antérieurement prise par son gouvernement :

En 1865, le gouvernement néerlandais présenta aux États Généraux un projet de loi proposant l'établissement d'un barrage sur le Sloe et l'exécution d'un canal de Flessingue à Middelbourg.

Le projet fut adopté sans modification par les deux Chambres.

Le gouvernement belge, de son côté, n'était point resté dans une attitude passive; il avait fait étudier la question du barrage de l'Escaut oriental, en 1850, au point de vue des avantages ou des inconvénients que présenterait le canal de Sud Beveland pour la navigation entre la Belgique, les Pays-Bas et le Rhin. Mais cette partie de la question, sans perdre de son intérêt propre, ne garda point la première place

dans nos préoccupations. On se demanda en Belgique quelle serait l'influence de la fermeture de l'Escaut oriental sur le régime de la branche principale du fleuve, c'est-à-dire de l'Escaut occidental.

Une commission avait été instituée en 1857 pour déterminer les causes des perturbations qui s'étaient manifestées à cette époque dans le cours du fleuve. Saisie incidemment de l'affaire du barrage, elle en confia l'examen à deux de ses membres, MM. Donnet et Guiette.

Les délégués firent un rapport dont les conclusions, peu péremptoires, ne pouvaient servir de base à une réclamation officielle.

Le cabinet résolut de faire étudier la question de plus près et il chargea de ce soin une commission qui avait succédé à la précédente, et qui avait pour mandat de proposer les moyens à employer pour faire disparaître les atterrissements qui menaçaient d'obstruer les passes de l'Escaut.

Cette commission était composée de :

MM. Groetaers, inspecteur général des ponts et chaussées, président ;
Kummer, ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
Dejaer, id. id. ;
Carez, id. id. ;
Donnet, inspecteur du pilotage ;
Ablay, capitaine du génie ;
Zuber, ingénieur des ponts et chaussées, secrétaire.

Voici le résultat des délibérations de la commission, tel qu'il est consigné au procès-verbal de la séance du 29 décembre 1860 :

1° En ce qui concerne le Sloe, la commission est unanimement d'avis :

A. Qu'un barrage ne pourrait exercer aucune influence nuisible sur le régime général de l'Escaut maritime, mais qu'il aurait pour effet certain l'oblitération de la rade de Rammekens ;

B. Qu'un pont ne présenterait aucun inconvénient, pourvu qu'il fût construit de manière à ne pas faire obstacle au mouvement des eaux :

2° En ce qui concerne l'Escaut oriental, la commission s'est partagée.... Trois membres, MM. Groetaers, Ablay et Donnet, ont exprimé l'opinion que le barrage contribuerait à l'envasement de l'Escaut occidental. Les trois autres membres, MM. Kummer, Dejaer et Carez, ont opiné dans le sens contraire.

Le point essentiel restait donc sans solution.

Le capitaine lieutenant de vaisseau Van Haverbeke fut alors adjoint à la commission et le baron du Jardin fut invité à assister à ses réunions.

Les anciens membres de la commission persistèrent dans les avis

qu'ils avaient précédemment émis. Le capitaine Van Haverbeke se rangea à l'opinion que le passage de l'Escaut oriental nuirait au régime de l'Escaut occidental.

Cette enquête n'apportait point encore au gouvernement, dans une mesure suffisante, les lumières et l'appui qu'il cherchait ; il pensa, en conséquence, qu'il y aurait lieu de nommer une commission composée d'éléments entièrement nouveaux, qui envisagerait la question sous toutes ses faces. Toutefois, ce dessein ne put se réaliser immédiatement. Pendant les négociations qui se poursuivaient pour arriver au rachat du péage de l'Escaut, le cabinet de la Haye demanda la capitalisation de la rente de 400 000 florins représentant le prix des avantages de commerce et de navigation assurés à la Belgique par le traité du 19 avril 1839. Le gouvernement belge répondit qu'avant de se dessaisir du gage qu'il avait entre les mains, il désirait connaître les garanties nouvelles qui en formeraient la compensation pour la Belgique. Les pourparlers continuèrent pendant quelque temps sur ce terrain, et enfin la proposition néerlandaise fut écartée, avec la réserve qu'elle pourrait faire l'objet de négociations ultérieures.

Ce point se trouvant réglé, le gouvernement du Roi donna suite au projet de réunir une commission qui rechercherait les effets probables du barrage de l'Escaut oriental et du Sloe, sous le double rapport de la navigabilité de l'Escaut occidental et des communications de la Belgique avec la Hollande et le Rhin.

Le gouvernement désigna pour faire partie de cette commission :

MM. le chevalier Ed. Pycke, gouverneur de la province d'Anvers.
président ;

Auguste de Cock, sénateur et armateur à Gand ;

Petit, capitaine de vaisseau ;

Wellens, inspecteur général des ponts et chaussées *ad interim* ;

Houbotte, ingénieur en chef, directeur des ponts et chaussées
dans la province de Liège ;

J. F. Cateaux-Wattel, négociant à Anvers ;

Adolphe Neyt, négociant à Gand ;

De Doninge, sous-inspecteur du pilotage, à Flessingue ;

Victor Lynen, négociant à Anvers, secrétaire.

Le 4 avril 1865, la commission adressa un premier rapport au gouvernement. Ce travail fut successivement complété et il se termina par les conclusions suivantes :

« La commission est unanimement d'accord pour conclure que,
« tant au point de vue du maintien du régime actuel de l'Escaut que
« par égard aux intérêts de la navigation, de nos relations avec la
« Hollande et le Rhin par les eaux intérieures, il y a lieu de s'opposer

« énergiquement, non-seulement à la fermeture de l'Escaut oriental et du Sloe, mais même à toutes espèces de rétrécissement du lit et à tous autres travaux pouvant porter obstacle à la marche de la marée ou occasionner une résistance à son libre développement. »

Le gouvernement jugea qu'il ne pouvait rien faire de plus loyal et de plus propre à amener une entente entre les deux pays que de placer le rapport de la commission sous les yeux du cabinet de la Haye. Le baron du Jardin s'acquitta de cette tâche par un office daté du 2 décembre 1865 :

Monsieur le ministre,

Afin de sauvegarder les intérêts qu'il a mission de protéger et préoccupé de la responsabilité qui lui incombe de ce chef, le gouvernement belge a institué, il y a quelque temps, une nouvelle commission spéciale chargée de rechercher quels seraient les effets du barrage de l'Escaut oriental et du Sloe, au double point de vue de la navigabilité de l'Escaut occidental, et des communications de la Belgique avec la Néerlande et le Rhin par les eaux intermédiaires.

Cette commission, après avoir exploré les lieux, vient de faire son rapport. J'ai l'honneur d'en remettre ci-jointe une copie à Votre Excellence, en la priant de vouloir bien y fixer son attention spéciale.

Il résulte de ce document, que les travaux projetés par le Gouvernement néerlandais sur les deux affluents de l'Escaut sont de nature à produire des conséquences très-préjudiciables pour la Belgique, pour les États qui usent de ces voies naturelles de navigation et pour les nations maritimes, dont les nombreux navires se rendent à Anvers et à Gand.

En ce qui concerne les communications d'Anvers et de l'Escaut au Rhin par les eaux intermédiaires, le rapport établit que le canal en construction dans l'île de Sud-Beveland sera loin d'offrir une voie aussi sûre, aussi bonne et commode (aux termes du § 8 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839), que les voies actuellement existantes, notamment celle de l'Escaut oriental.

Mais ce qui a surtout frappé le cabinet de Bruxelles, monsieur le Ministre, et ce qu'il ne pourrait s'abstenir de signaler à la sollicitude des États intéressés, si ses légitimes remontrances n'étaient pas écoutées, ce sont les prévisions exprimées par la commission au sujet des perturbations que les barrages projetés par la Hollande doivent produire dans le régime de l'Escaut occidental, régime dont la conservation est un devoir pour les deux gouvernements.

Ces prévisions, fondées sur les lois de l'hydrographie, sont des plus inquiétantes. Le barrage de l'Escaut oriental doit avoir pour résultat,

dans l'opinion de la commission, d'amener des envasements dans l'Escaut occidental et d'en compromettre la bonne et facile navigabilité. La fermeture du Sloe aurait, de son côté, pour conséquence de supprimer la rade de Rammekens, qui est aujourd'hui d'une si haute utilité pour la navigation de tous.

Lorsque le 4 août 1864 je dus, par ordre de mon gouvernement, réitérer à Votre Excellence l'expression de ses appréhensions quant aux suites probables de la suppression des deux seules voies navigables conduisant du Rhin à l'Escaut et à Anvers, et renouveler, en tant que de besoin, les réserves et protestations précédemment faites à ce sujet par mon prédécesseur et par moi-même, vous me fîtes l'honneur de me répondre, le 3 décembre suivant, en ce qui touche le Sloe, que le projet pour l'endiguement de ce bras du fleuve était encore à l'étude et que le gouvernement des Pays-Bas nous donnait volontiers, dès lors, l'assurance que l'existence de la rade de Rammekens ne serait, en aucune manière, compromise par les travaux à exécuter éventuellement.

Ce n'est donc pas sans un pénible sentiment, monsieur le Ministre, que le gouvernement belge a appris, mais seulement par la présentation récente d'un projet de loi à la seconde Chambre des États Généraux, qu'une résolution avait été prise par le cabinet de la Haye, qu'un barrage complet du Sloe avait été décidé et qu'aucune garantie n'était donnée quant à la préservation du mouillage le plus essentiel à la sécurité de ces parages.

La visite d'exploration entreprise par la commission dont je viens de parler, n'a fait que la confirmer dans ses opinions précédemment émises. Elle ajoute, dans un rapport subséquent, qu'elle maintient toutes ses observations relatives à la rade de Rammekens, et qu'elle ne peut admettre que le canal à construire, dans le cas du barrage du Sloe, à travers l'île de Walcheren et qui déboucherait près ou à Flessingue, pût être utilisé, autrement que d'une manière exceptionnelle, pour la navigation qui se fait actuellement librement par cet embranchement du fleuve; qu'en outre, les nombreuses difficultés, déjà signalées par elle, que les navires rencontreraient pour se rendre de l'Escaut oriental dans l'Escaut occidental et *vice versa*, par le canal en construction dans l'île de Sud-Belevand, se produiraient, et plus grandes encore, si ces bâtiments devaient emprunter le canal projeté à l'île de Walcheren.

La commission a remarqué dans son excursion, monsieur le Ministre, que le gouvernement néerlandais a déjà fait commencer les travaux de construction du barrage projeté du bras oriental de l'Escaut; ce travail est même exécuté sur une longueur de 500 mètres environ. Mon gouvernement a été d'autant plus surpris que, vu ses re-

présentations fréquemment renouvelées, et les bons rapports existants aujourd'hui entre les deux pays, il lui semblait qu'il eût dû être au moins prévenu de ce fait bien grave, puisqu'il peut en sortir, non-seulement l'altération de ces mêmes rapports, mais aussi des effets matériels dont la fâcheuse influence pourrait se faire sentir sur le régime du fleuve. Si le gouvernement des Pays-Bas se décidait à poursuivre ces travaux, la responsabilité lui en resterait tout entière.

Néanmoins, le gouvernement du Roi, mon auguste souverain, se plaît encore à espérer que le cabinet de la Haye prendra en très-sérieuse considération les observations consignées dans le rapport que j'ai été chargé de lui communiquer, ainsi que dans le présent office, et qu'il y puisera la conviction de la nécessité d'ordonner de nouvelles études propres à remplacer les barrages, dont il vient de s'agir, par d'autres travaux qui laisseraient subsister les voies navigables actuellement existantes.

Je saisis, etc.,

Baron du JARDIN.

A S. E. M. Cremers, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Le gouvernement néerlandais, fit, à son tour, examiner par ses ingénieurs les questions techniques traitées par la commission belge, et le 16 avril 1866 il communiquait au ministre de Belgique à la Haye le rapport de MM. Brunings, ingénieur en chef du *Waterstaat*, et Blommendal, capitaine de frégate, chef du bureau hydrographique, en l'accompagnant de la lettre suivante :

Monsieur le Baron,

C'est bien à regret que je me suis vu obligé de différer la réponse à votre office du 2 décembre 1865, n° 1200, par lequel vous m'avez communiqué copie du rapport de la commission chargée par le gouvernement de Belgique, de rechercher quels seraient les effets du barrage de l'Escaut oriental et du Sloe, au double point de vue de la navigabilité de l'Escaut occidental et des communications de la Belgique avec les Pays-Bas et le Rhin par les eaux intermédiaires.

Je vous prie de vouloir excuser ce retard, et de ne l'attribuer qu'au désir sincère du gouvernement néerlandais de prouver le cas qu'il fait des représentations du cabinet de Bruxelles en les examinant avec soin et maturité, et de faire faire les recherches et explorations nécessaires pour réfuter les arguments et pour dissiper les craintes de la commission belge.

Assurément, le gouvernement des Pays-Bas n'avait pas besoin de ces nouvelles explorations pour fixer son opinion sur l'utilité des travaux dont il s'agit.

Déjà, depuis plus d'un demi-siècle, ces travaux ont été projetés itérativement et reconnus nécessaires dans l'intérêt spécial de la navigation maritime et fluviale d'Anvers. En 1810, l'empereur Napoléon I^{er}, dont l'intention était de donner au port d'Anvers la plus grande importance possible, fit dresser des plans pour barrer l'Escaut oriental et le Sloe, afin de rendre l'Escaut occidental plus navigable et accessible aux plus grands vaisseaux et pour creuser un canal à travers l'île de Sud-Beveland, dans l'intérêt des communications intérieures avec la Hollande.

Seuls les événements politiques des années suivantes empêchèrent l'exécution de ces projets.

Ils furent repris en 1827 et généralement approuvés, mais de rechef les événements de l'année 1830 y mirent obstacle.

Le gouvernement des Pays-Bas croit que ce qui était utile et nécessaire aux époques susmentionnées l'est bien plus actuellement que l'Escaut oriental et le Sloe, par l'action de causes naturelles, s'envasent de plus en plus et menacent de devenir un jour tout à fait impraticables.

Il pense que le reliement de la Zélande au réseau des chemins de fer néerlandais offre une occasion opportune pour porter remède aux inconvénients croissants dont la navigation intérieure se voit menacée et pour améliorer, en même temps, la navigabilité de l'Escaut occidental, en lui conservant par un barrage toute la masse d'eau qu'il perd actuellement.

Pour faire partager, s'il est possible, cette conviction au cabinet de Bruxelles, deux experts néerlandais, non antérieurement encore consultés sur les projets dont il s'agit, ont été désignés et chargés d'un examen nouveau de toutes les questions qui s'y rattachent, savoir : M. Brunings, ingénieur en chef du *Waterstaat* dans la province de Zélande, et M. Blommendal, capitaine de frégate, chef de l'hydrographie des côtes et ports du royaume.

Ces messieurs, par leurs occupations ordinaires et par l'expérience qu'ils ont acquise de la nature et de la tendance des courants d'eau dans les parages de l'Escaut, sont spécialement aptes à bien remplir cette tâche.

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli une traduction, peut-être trop littérale, de leur rapport, avec les cartes hydrographiques nécessaires. En me référant au contenu de ce travail, je prends la liberté d'y joindre les observations et les renseignements suivants :

D'abord, quoique le gouvernement néerlandais admette volontiers que la conservation de l'Escaut occidental soit un devoir aussi bien pour lui que pour le gouvernement de Belgique, il pourrait remarquer que ce devoir n'est pas si impérieux qu'il défendrait l'entreprise de tout

ouvrage nécessaire en Zélande, même si quelques légers inconvénients pouvaient en résulter pour la navigation de l'Escaut, surtout si de bien plus grands avantages servaient de compensation à ces inconvénients. Heureusement, le gouvernement des Pays-Bas se voit à même de prouver, par le rapport de ses commissaires, que des travaux d'art qu'il fera exécuter il ne résultera que des avantages pour la Belgique.

Le gouvernement belge n'en peut pas dire autant des travaux exécutés sur son territoire, et le Gouvernement des Pays-Bas serait en droit de se plaindre des dérivations de l'Escaut effectuées en Belgique en amont d'Anvers et auxquels, d'après l'avis d'experts belges (voyez par exemple : la *Notice sur le port d'Anvers et son avenir nautique*, par un ingénieur, 1861, et l'ouvrage de MM. Ant. et A. G. Belpaire : *De la plaine maritime depuis Boulogne jusqu'au Danemark*, l'on doit attribuer en premier lieu les obstacles qui se rencontrent dans le lit du fleuve près de cette ville, et dont en aucun cas le gouvernement des Pays-Bas ne saurait être rendu responsable.

Quant à la rade de Rammekens, le barrage du Sloec ne changera rien ou bien peu de chose à son état actuel. Déjà, depuis nombre d'années, cette rade n'existe plus dans les mêmes conditions et au même endroit où elle se trouvait autrefois.

Le banc dit *Caloot* s'étant déplacé, n'offre plus la protection désirable. Par contre, la rade de Flessingue s'est beaucoup améliorée. Elle s'étend actuellement d'un peu à l'ouest de ce port jusqu'à l'ouest du fort de Rammekens, de manière que les navires y rencontrent tout l'espace nécessaire pour se mettre à l'abri. Une étude, même superficielle, des cartes et profils ci-joints, mettra tout ceci hors de doute.

Pour ce qui concerne l'exécution donnée aux travaux de barrage, je me permets de faire observer que le barrage proprement dit de l'Escaut oriental n'est pas encore commencé. C'est un travail qui doit être achevé dans une seule saison. Or puisque le canal à travers le Sud-Beveland sera prêt seulement vers le mois de juillet, le barrage doit nécessairement être remis à l'année prochaine. Toutefois l'adjudication des travaux aura lieu sous peu, afin que les entrepreneurs aient le temps de s'y préparer et de rassembler tous les matériaux nécessaires à l'achèvement, dans le cours d'un seul été, d'un ouvrage de cette étendue. On s'est borné jusqu'ici à élever une digue en terre sur les alluvions de la rive du Brabant septentrional. Elle sera continuée cette année et portée à une longueur de mille mètres, mais cette digue n'exercera aucune influence sur la navigabilité de l'Escaut oriental. D'après le projet de barrage du Sloec, l'on n'y procédera pas avant que les travaux pour le canal et le port de l'île de Walcheren soient achevés, travaux qui ne seront probablement pas terminés avant trois ou quatre années.

Le gouvernement des Pays-Bas croit avoir agi en cette circonstance avec toute la prudence désirable et avoir tenu compte aussi bien des obligations qu'il s'est imposées par les traités que des intérêts de sa propre navigation. Celle-ci, sans aucun doute, n'est pas moins intéressée que la navigation belge à ce que les voies de communication par les eaux intermédiaires soient en bon état. D'après les relevés statistiques, 47 420 navires des deux pays ont passé Bath de 1860 à 1864, dont 9985 seulement ou un peu plus du cinquième du chiffre total portaient le pavillon belge. Ces chiffres, il me semble, devraient donner déjà une garantie suffisante au gouvernement de Belgique que les intérêts de cette navigation sont pris en due considération et que les ouvrages projetés sont destinés à pourvoir, et d'une manière efficace, à un besoin réel, en substituant aux voies d'eau existantes très-défectueuses et qui deviendront tout à fait impraticables, des canaux qui, d'après l'avis unanime des ingénieurs du *Waterstaat* néerlandais, jouissant à juste titre d'une réputation non contestée en Europe, offriront de grandes facilités à la navigation, tandis que la navigabilité de l'Escaut occidental en profitera également. Le commerce néerlandais, dont l'intérêt est plus de quatre fois aussi grand que celui de la Belgique, partage cette opinion. En aucune manière il n'a réclamé contre les travaux projetés ; bien au contraire, il les approuve et s'en promet des résultats fort avantageux, spécialement aussi pour la navigation à vapeur.

J'aime à croire, monsieur le baron, que le cabinet de Bruxelles, après avoir pris connaissance du rapport de MM. Brunings et Blomendal, voudra bien reconnaître que les travaux projetés sont vraiment utiles et que ni la navigabilité de l'Escaut occidental, ni les communications intérieures, ni la sûreté des rades n'en souffriront en aucune manière. Dès lors aussi, il m'est impossible d'admettre la supposition que l'exécution des travaux en question pourrait altérer les bons rapports existants entre les deux royaumes. Bien au contraire, il me semble que tout ce qui peut faciliter et étendre les relations de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Belgique, doit nécessairement consolider ces rapports si précieux, en les fondant sur la base solide de l'intérêt des deux parties.

Agréez, etc., etc.

CREMERS.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à la Haye.

Les conclusions des délégués néerlandais étaient de tous points contraires à celles de la commission belge.

Pour sortir de cette situation, le ministre de Belgique à la Haye fut chargé de faire au gouvernement néerlandais une proposition qui

semblait devoir éclairer et concilier tous les intérêts. Le baron du Jardin adressa, à cet effet, le 3 juin 1866, la lettre suivante au comte de Zuylen de Nyevelt, successeur de M. Cremers :

Monsieur le comte,

Le gouvernement du Roi, mon auguste souverain, a examiné avec toute l'attention qu'elle réclamait, la communication que S. E. M. Cremers, votre honorable prédécesseur, m'a adressée sous la date du 16 avril dernier, ainsi que le rapport des ingénieurs néerlandais qui s'y trouvait annexé. Le gouvernement belge ne demandait pas mieux que de pouvoir partager la conviction exprimée dans ces pièces relativement aux effets probables des barrages projetés de l'Escaut oriental et du Sloe ; les réclamations qu'il a formulées à diverses reprises contre l'exécution de ces travaux n'ont jamais eu d'autre but que de sauvegarder l'intérêt de la Belgique contre des éventualités qui, si elles se réalisaient, porteraient un immense et peut-être irréparable préjudice à la navigation et au commerce du pays. Laissant de côté, sous toutes réserves, ce qui, dans l'office précité de M. Cremers, peut se rattacher directement ou indirectement à la question de droit, nous ne pouvons d'ailleurs que tenir compte au gouvernement néerlandais de l'attention qu'il a mise en dernier lieu à examiner nos réclamations et les explications qui en ont été la suite. Malheureusement les conclusions des ingénieurs néerlandais étant diamétralement opposées à celles de la commission belge, cette divergence d'opinions place mon gouvernement dans la nécessité de persister dans ses protestations, alors surtout que l'administration des Pays-Bas poursuit l'exécution de son projet sans attendre que l'accord ait pu s'établir entre les deux gouvernements. Cependant, et en présence des événements extérieurs, il semble que les deux pays auraient plutôt intérêt à rechercher les moyens d'arriver à une conciliation qu'à continuer un conflit dont les conséquences ne pourraient être que préjudiciables à l'un et à l'autre,

C'est dans cette vue, monsieur le comte, que mon gouvernement a conçu l'idée de proposer au gouvernement des Pays-Bas de faire examiner de nouveau, mais cette fois contradictoirement, les questions techniques que soulèvent les travaux dont il s'agit. A cet effet, il serait nommé une commission mixte composée de deux ingénieurs belges et deux néerlandais ; les délibérations, de même que la visite des lieux auraient lieu en commun. On adjoindrait à ces quatre ingénieurs deux ingénieurs étrangers qui seraient appelés à émettre un avis au même titre que les autres membres, et qui seraient désignés de commun accord. Les décisions de cette commission n'auraient de caractère obligatoire pour aucun des deux gouvernements ; sa mission serait purement consultative.

Je suis chargé, monsieur le comte, de soumettre à V. E. une proposition dans le sens de ce qui précède. Je me persuade qu'elle sera accueillie par le cabinet de la Haye avec le même esprit de conciliation qui l'a inspirée à celui de Bruxelles.

Je saisis cette occasion, etc.

BARON DU JARDIN.

A S. E. M. le comte de Zuylen de Nyevelt, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Le ministre de Belgique fit à cette époque des démarches auprès du gouvernement néerlandais afin d'obtenir que le barrage ne fût pas adjugé avant que les deux gouvernements se fussent mis d'accord sur les questions techniques. Il signala en même temps la substitution d'un pont au barrage comme une combinaison de nature à mériter la sérieuse attention du cabinet de la Haye.

Le barrage fut néanmoins mis en adjudication le 28 juin, et aucun entrepreneur n'ayant accepté le cahier des charges, l'adjudication fut renvoyée à la fin du mois suivant.

Le cabinet de la Haye répondit le 2 juillet dernier à la dernière note belge.

Monsieur le baron,

Le gouvernement du Roi apprécie sincèrement l'esprit conciliateur qui a inspiré au cabinet de Bruxelles la proposition que vous avez bien voulu me faire par votre office du 3 juin, n° 595, touchant l'affaire du barrage de l'Escaut oriental.

J'aime à croire que vous reconnaîtrez facilement, en prenant connaissance de la contre-proposition que j'aurais l'honneur de vous faire, que le même esprit a présidé lors des délibérations du cabinet de la Haye, auxquelles cet office a donné lieu.

En premier lieu je dois vous rendre compte, monsieur le baron, pourquoi l'idée de soumettre de nouveau les questions techniques à une commission mixte néerlandaise belge-étrangère ne nous a pas paru acceptable. Les décisions de cette commission n'auraient pas eu un caractère obligatoire; dès lors tous ses travaux seraient en pure perte, si chacun des deux gouvernements maintenait son opinion. D'un autre côté, si l'on voulait leur attribuer une autorité arbitrale, ce serait nécessairement aux ingénieurs étrangers que le rôle de surarbitres tomberait en partage, bien que ceux-ci soient les moins versés dans la connaissance spéciale des eaux zélandaises et, par conséquent, moins aptes que nos ingénieurs à prononcer un jugement définitif.

Ensuite, le gouvernement des Pays-Bas a pris en sérieuse considération la question de différer l'adjudication des ouvrages projetés, jusqu'à ce qu'un accord fût établi entre les deux gouvernements; mais

on a reconnu que ce délai occasionnerait un grand retard pour l'établissement du chemin de fer zélandais. On ne commencera, en aucun cas, les travaux du barrage avant le printemps de 1867, mais pour achever ce travail pendant le cours de l'été de la même année, il est indispensable que les entrepreneurs aient le temps de préparer et d'amener sur les lieux les matériaux nécessaires. Or, un ajournement sans terme fixe de l'adjudication ferait perdre probablement une année entière.

En tout cas, le canal de Sud-Beveland aura été navigable pendant au delà d'une demi-année avant le commencement des travaux du barrage, et l'on aura tout le temps de faire, pendant la bonne saison actuelle, les sondages dont il s'agit dans la contre-proposition suivante, que je vous prie de communiquer au cabinet de Bruxelles ;

1^o L'état actuel de l'Escaut occidental, entre Hanswert et le fort de Bath, sera vérifié et constaté moyennant des sondages par un ingénieur néerlandais et par un ingénieur belge, accompagné du personnel nécessaire.

Ces ingénieurs se mettront d'accord sur la direction des lignes de sondage et sur les résultats qu'on aura obtenus ;

2^o Lesdits sondages seront répétés, par les ingénieurs susmentionnés, pendant cinq ou six années consécutives, et chaque fois ils dresseront ensemble un procès-verbal pour en constater les résultats ; et

3^o S'il appert que, pendant la période indiquée, l'état de l'Escaut occidental s'est réellement détérioré par suite du barrage, et que la navigation en éprouve des inconvénients, le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à y apporter remède en faisant exécuter les ouvrages reconnus nécessaires.

J'ose me flatter, monsieur le Baron, que le Gouvernement de Belgique accueillera favorablement cette proposition, et qu'il la considérera comme une preuve non équivoque du désir sincère de celui des Pays-Bas de consolider les bons rapports existants entre les deux royaumes.

Veuillez agréer, etc.

DE ZUYLEN DE NYEVELT.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à la Haye.

La contre-proposition néerlandaise, telle qu'elle était limitée et sans parler d'autres considérations tirées des traités, ne pouvait offrir des garanties suffisantes pour rassurer les intérêts engagés dans ce grave débat ; elle supposait l'adhésion définitive de la Belgique à l'exécution du barrage, et cette adhésion, le Gouvernement belge ne pouvait la donner, n'ayant sous les yeux que des avis techniques diamétralement opposés. De quel côté était l'erreur, de quel côté la

vérité? Le cabinet de Bruxelles demanda que les enquêtes belges et néerlandaises fussent en quelque sorte mises en présence, espérant que de cette espèce de confrontation naîtrait un accord de vues qui le dispenserait d'insister sur un appel à une expertise étrangère.

La Haye, le 30 juillet 1866.

Monsieur le Comte,

Le 3 juin dernier, dans un but de conciliation et par ordre de mon Gouvernement, j'ai eu l'honneur de proposer à Votre Excellence de faire examiner par une commission mixte composée d'ingénieurs belges, néerlandais et étrangers, les questions techniques que soulèvent les barrages projetés de l'Escaut oriental et du Sloe.

Le cabinet de la Haye n'a pas cru pouvoir adhérer à cette proposition, principalement par le motif que l'intervention d'ingénieurs étrangers en cette affaire lui paraissait présenter de sérieux inconvénients. Il appréciait d'ailleurs (mon Gouvernement se plaît à le reconnaître) l'intérêt qu'il y a pour les deux pays, à mettre fin aux dissentiments existants, et à cet effet Votre Excellence, par son office du 2 de ce mois, nous offrait de faire opérer conjointement par un ingénieur néerlandais et par un ingénieur belge des sondages immédiats destinés à constater la situation actuelle de l'Escaut occidental entre Hansweert et le fort de Bath, et des sondages ultérieurs pendant cinq ou six années consécutives, le Gouvernement des Pays-Bas s'engageant, dans le cas où il résulterait de l'examen comparatif de ces opérations que l'Escaut occidental s'est réellement détérioré par suite du barrage et que la navigation en éprouve des inconvénients, s'engageant, dis-je, à y porter remède en faisant exécuter les ouvrages reconnus nécessaires.

La proposition du cabinet de la Haye prouve qu'il est convaincu de la parfaite innocuité des travaux projetés au point de vue des intérêts belges. Le Gouvernement du Roi ne peut que tenir grand compte de cette offre, mais le cabinet de la Haye reconnaîtra sans doute lui-même qu'elle n'atteint que très-incomplètement le but dans lequel elle a été faite; car c'est surtout *avant* que les barrages soient exécutés que le Gouvernement belge tient à être éclairé sur leurs conséquences probables; il ne demanderait pas mieux que de pouvoir partager à cet égard la conviction du Gouvernement néerlandais, mais cela lui est-il possible en présence des avis diamétralement opposés émis par les commissions belges?

Le meilleur moyen, semble-t-il, d'arriver à une entente entre les deux États et de faire cesser les inquiétudes qu'ont excitées en Belgique les barrages projetés, c'est de faire examiner de nouveau, et contradictoirement, avant leur exécution, les questions techniques qu'ils soulèvent.

Si donc nous acceptions la contre-proposition qui nous a été faite par Votre Excellence, ce ne pourrait être qu'à la condition de la compléter par l'institution d'une commission mixte internationale qui serait chargée de procéder immédiatement à l'examen des questions dont il s'agit. Nous consentirions d'ailleurs à ce que des éléments étrangers ne fussent pas admis à délibérer dans cette commission, conformément au désir exprimé dans l'office précité, et pour entrer dans les vues que Votre Excellence m'a manifestées verbalement, nous aurions soin, autant que possible, de porter notre choix sur des fonctionnaires qui n'ont pas fait partie de commissions précédentes, et ce à charge de réciprocité.

Il va de soi d'ailleurs, Monsieur le Comte, que si ces propositions que je suis chargé de vous soumettre officiellement sont agréées, le Gouvernement néerlandais s'abstiendra d'adjuger les travaux du barrage de l'Escaut oriental, ou du moins d'en approuver l'adjudication avant que la commission internationale ait fourni son avis et ses conclusions.

Je saisis, etc.

Baron DU JARDIN.

A S. E. M. le comte de Zuylen de Nyevelt, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

La Haye, le 9 août 1866.

Monsieur le baron,

En réponse à votre office du 30 juillet dernier, n° 834, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement des Pays-Bas donne son assentiment à ce que la commission mixte néerlandaise-belge, qui sera chargée de faire des sondages, soit composée de manière à ce qu'elle puisse donner aussi son avis sur les conséquences probables des barrages projetés, par rapport à la navigabilité de l'Escaut occidental, à condition toutefois qu'il lui soit enjoint expressément de faire son rapport sur le barrage de l'Escaut oriental au plus tard avant le 15 septembre prochain.

Si le Gouvernement de Belgique accepte cette condition, MM. J. A. Beyerinck, inspecteur de la 2^e inspection de *Waterstaat*, et P. Caland, ingénieur de 1^{re} classe, qui n'ont pas fait partie des commissions précédentes, seront désignés par le Gouvernement des Pays-Bas, avec autorisation de s'adjoindre le personnel nécessaire. MM. les commissaires respectifs pourront se mettre d'accord entre eux sur l'endroit où ils se réuniront.

J'ose vous prier, Monsieur le baron, de vouloir me communiquer le plus tôt possible la réponse du Gouvernement belge, et, si elle est affirmative, le nom de ses commissaires.

Je saisis, etc.

DE ZUYLEN DE NYEVELT.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à la Haye.

La Haye, le 14 août 1866.

Monsieur le comte,

Je me suis empressé de communiquer à mon gouvernement l'office du 9 de ce mois, par lequel Votre Excellence adhère à la formation d'une commission hollando-belge pour l'examen des questions techniques que soulèvent les barrages projetés de l'Escaut, et me prévient que MM. J. A. Beyerinck, inspecteur du *Waterstaat*, et P. Caland, ingénieur de 1^{re} classe, seront désignés par le gouvernement des Pays-Bas pour faire partie de cette commission, avec autorisation de s'adjoindre le personnel nécessaire.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que M. le ministre des travaux publics a fait choix, pour représenter le gouvernement belge dans ladite commission, de M. Maus, ingénieur en chef, directeur des ponts et chaussées dans la province de Hainaut, et Boudin, ingénieur de 1^{re} classe des ponts et chaussées, détaché à l'école du génie civil à Gand.

Ces messieurs se rendront prochainement à la Haye, afin de s'entendre directement avec MM. les commissaires néerlandais sur la marche à suivre dans l'accomplissement de leur tâche commune.

M. le ministre des travaux publics a nommé en outre M. de Mathys, ingénieur de 3^e classe des ponts et chaussées, de résidence à Anvers, pour procéder au sondage de l'Escaut conjointement avec la personne qui sera déléguée à cet effet par le gouvernement des Pays-Bas.

Je saisis, etc.

BARON DU JARDIN.

A S. E. M. le comte de Zuylen de Nyevelt, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

La Haye, le 15 août 1866.

Monsieur le baron,

Je viens de recevoir votre office d'hier, n° 915, touchant la commission mixte qui sera chargée d'examiner les questions techniques par rapport aux barrages de l'Escaut, et de faire les sondages de ce fleuve.

Je m'empresserai de communiquer cet office au ministre de l'intérieur, mais auparavant j'ai l'honneur de vous prier de vouloir m'informer si le gouvernement de Belgique accepte la condition essentielle, mentionnée dans ma lettre du 9 de ce mois, savoir : que la commission précitée aura à faire son rapport sur le barrage de l'Escaut orienté au plus tard avant le 15 septembre prochain.

En même temps, je me permets de vous faire observer qu'il me paraîtrait plus utile que messieurs les délégués se rencontrassent en Zélande, par exemple à Flessingue.

Veuillez recevoir, etc.

DE ZUYLEN DE NYEVELT.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à la Haye.

La Haye, le 18 août 1866.

Monsieur le comte,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, sous la date du 15 de ce mois et le n° 7616, j'ai l'honneur de l'informer qu'il a été recommandé aux Commissaires belges, pour l'examen des questions techniques se rapportant aux barrages de l'Escaut, de faire en sorte que la Commission présentât son rapport au plus tard pour le 15 septembre prochain.

MM. Maus et Boudin sont déjà arrivés à la Haye et se tiennent à la disposition de MM. les Commissaires néerlandais pour convenir du lieu de leur réunion et fixer la marche de leurs travaux communs.

Je saisis, etc.

BARON DU JARDIN.

A S. E. M. le comte de Zuylen de Nyevelt, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

La Haye, le 19 août 1866.

Monsieur le baron,

Je me suis empressé de communiquer à mon collègue de l'intérieur votre office d'hier, et je puis aujourd'hui avoir l'honneur de vous prévenir que M. Hemscherke a transmis à MM. les ingénieurs Beyerinck et Caland les ordres nécessaires pour se mettre immédiatement en rapport avec MM. Maus et Boudin.

Je dois cependant me permettre de vous faire observer que la contre-proposition du 9 courant n'a pas été acceptée par votre gouvernement telle que nous l'avons formulée.

Une partie très-essentielle de cette proposition consistait dans un engagement formel à prendre par le cabinet de Bruxelles, que le rapport de MM. les ingénieurs serait achevé, au plus tard, avant le 15 septembre prochain.

Une simple recommandation de tâcher de remplir ce but n'offre pas les mêmes garanties en vue de la nécessité de transporter, sans retard, les matériaux sur les lieux, pour pouvoir commencer les travaux du barrage au printemps de 1867, ainsi que j'ai déjà pris la liberté de vous le communiquer par mon office du 2 juillet dernier.

En soumettant cette observation à l'appréciation bienveillante de votre gouvernement, je dois d'autant plus insister sur la différence que je viens de signaler, que Son Excellence M. Rogier a déjà manifesté au baron Gericke la crainte que le terme serait trop court.

La même opinion doit probablement expliquer le silence que garde votre office du 14 courant sur ce point pour nous si important.

Je saisis, etc.

DE ZUYLEN DE NYEVELT.

A S. E. M. le baron du Jardin, ministre de Belgique à La Haye.

La Haye, le 23 août 1866.

Monsieur le comte,

En réponse à l'office que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 de ce mois, je m'empresse de l'informer que dans le désir de ne pas ajouter aux difficultés parlementaires qu'éprouve le cabinet de la Haye, mon gouvernement accepte le 15 septembre prochain comme délai endéans lequel la commission mixte d'ingénieurs belges et néerlandais aura à produire son rapport sur le barrage de l'Escaut oriental.

Je saisis, etc.

Baron DU JARDIN.

A S. E. M. le comte de Zuylen de Nyevelt, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Les commissaires se réunirent le 26 août.

Les travaux du barrage avaient été adjugés le 31 juillet précédent et, dans les premiers jours du mois de septembre, l'on apprit que le gouvernement néerlandais, sans attendre le rapport de la commission mixte, avait officiellement approuvé l'adjudication.

Cet incident imprévu, qui préjugait le résultat de l'enquête, excita une vive surprise à Bruxelles. Les délégués belges, néanmoins, reçurent l'ordre de continuer leur tâche.

Le baron du Jardin informa de nouveau, vers cette époque, S. Exc. le comte de Zuylen que le gouvernement belge était disposé à considérer la construction d'un pont comme le système le moins préjudiciable et le plus propre à concilier les divers intérêts, toutes réserves faites d'ailleurs quant aux inconvénients qui pourraient résulter d'un tel ouvrage.

« Cette ouverture de notre part, ajoutait l'envoyé belge, suffira
« pour répondre aux étranges suppositions qui se sont fait jour dans
« les discussions de la seconde Chambre des États Généraux, alors

« qu'on y a représenté l'opposition de la Belgique au barrage comme
« dirigée contre l'exécution du chemin de fer de Flessingue et comme
« inspirée par un étroit esprit de rivalité. »

Cependant la commission mixte avait commencé par constater, à l'aide de sondages faits avec soin et précision, la marche des courants de la marée dans l'Escaut occidental et dans l'Escaut oriental.

Le résultat de ces recherches fut consigné dans un exposé commun, mais les membres de la commission n'en tirèrent pas des conclusions identiques : d'accord pour admettre que la fermeture de l'Escaut oriental exercerait une influence utile sur le cours de l'Escaut supérieur, ils différèrent d'opinion quant à l'effet que produirait le barrage sur le régime de l'Escaut occidental en aval de Bath ; les commissaires belges furent d'avis que cet effet serait nuisible ; les commissaires néerlandais estimèrent qu'il serait favorable.

L'enquête mixte aboutissait donc, sur le point essentiel, au même résultat que les enquêtes isolées ; elle constatait une divergence persistante d'opinions entre les ingénieurs des deux pays. Les commissaires belges, il est vrai, avaient admis l'innocuité ou même l'utilité du barrage pour la partie supérieure de l'Escaut, mais cet effet bien-faisant était nécessairement subordonné à la condition que le fleuve ne s'envasât point en aval de Bath. La partie inférieure venant à s'oblitérer, l'amélioration espérée pour l'Escaut en amont de Bath s'évanouissait en même temps. Or, les délégués belges avaient expressément déclaré dans leur rapport que le barrage déterminerait des atterrissements en aval de Bath.

Durant la période que nous venons de parcourir, l'exécution de la voie ferrée avait marché rapidement ; le canal du Sud-Beveland avait été creusé et livré à la navigation ; la fermeture de l'Escaut oriental avait été commencée, les travaux destinés à la compléter avaient été adjugés, l'adjudication approuvée et l'achèvement de l'œuvre fixé au printemps de 1867. Tandis que dans les Pays-Bas on travaillait sans relâche, la Belgique épuisait les représentations diplomatiques et les enquêtes réitérées laissaient subsister ses légitimes appréhensions.

IV

1866-1867.

Le gouvernement du Roi n'avait pu encore se prononcer sur les conclusions de l'enquête mixte, lorsqu'il reçut, le 24 septembre, de S. E. le ministre des Pays-Bas à Bruxelles, une communication qui a fait entrer les négociations dans leur phase actuelle.

Monsieur le ministre,

Mon gouvernement est en possession du rapport présenté, en date du 12 de ce mois, par la commission internationale qui a été chargée de rechercher les conséquences probables du barrage de l'Escaut oriental.

Les faits suivants se trouvent établis par ce rapport :

1° Il est actuellement prouvé que l'Escaut occidental ne reçoit pas d'augmentation d'eau par l'Escaut oriental, mais qu'au contraire, une portion notable d'eau est, à chaque marée, absorbée par le bras oriental;

2° Le barrage de l'Escaut oriental n'exercera qu'une influence favorable sur la navigabilité au-dessus de Bath jusqu'à Anvers;

3° Il continue à y avoir divergence d'opinion entre les commissaires néerlandais et belges, relativement aux conséquences qu'aura le barrage pour l'Escaut occidental, en aval de Bath : les premiers s'en promettent de très-bons résultats, tandis que les derniers craignent un désavantage possible.

En conséquence de ce rapport de la commission, je me trouve chargé, monsieur le ministre, de porter à votre connaissance que mon gouvernement se persuade que Votre Excellence sera actuellement complètement tranquillisée, quant aux effets que le barrage produira sur la partie belge du fleuve, entre Anvers et Bath ; qu'en ce qui concerne ces effets sur la partie néerlandaise du fleuve en aval de Bath, il y a divergence d'opinion entre les commissaires respectifs, mais que ce désaccord ne peut pas beaucoup inquiéter le gouvernement du Roi, puisque tous les ingénieurs ont précisément unanimement constaté les faits constamment allégués par les experts néerlandais, de même que par feu l'ingénieur belge Kümmer, pour prouver que l'Escaut occidental gagnera par le barrage du bras latéral, près de Bath ; que nous pouvons en conséquence attacher la plus grande valeur à l'opinion de nos commissaires ; opinion, en outre, complètement partagée par tous les autres experts néerlandais consultés sur la question, parmi lesquels se trouvent des hommes qui ont acquis dans leur partie une réputation européenne ; enfin, que le cabinet de la Haye est néanmoins prêt à maintenir sa proposition antérieure de constater au moyen de sondages à effectuer en commun pendant cinq ou six années consécutives dans l'Escaut, entre Hansweert et Bath, si un préjudice est réellement porté par le barrage à la navigabilité du fleuve, moyennant engagement de la part des Pays-Bas de prendre et de faire exécuter, le cas échéant, les mesures nécessaires pour remédier à ce préjudice.

Par contre, le Gouvernement belge devrait, de son côté, reconnaître que les intérêts de sa navigation, garantis par traités, ne sont pas menacés par les travaux projetés sur le territoire néerlandais.

Si toutefois le Gouvernement belge ne croit pas devoir consentir à donner cette déclaration, la susdite proposition devra être considérée comme non avenue, et le Gouvernement du Roi devra maintenir la position constamment prise par le cabinet de la Haye, savoir : qu'une entente préalable avec la Belgique, au sujet des travaux à exécuter, n'est pas imposée aux Pays-Bas par les traités, et que toute ouverture à cet égard ne peut ni ne doit être considérée autrement que comme un acte de prévenance non obligatoire.

En m'acquittant, par la présente communication, des ordres qui m'ont été transmis, j'aime à croire, Monsieur le ministre, qu'elle sera accueillie de manière à rétablir également sur cette question l'accord si désirable entre les deux gouvernements.

Je saisis, etc.

Baron GERICKE.

Bruxelles, le 24 septembre 1866.

A S. E. M. Charles Rogier ministre des affaires étrangères de Belgique.

Le Gouvernement du Roi n'a pas laissé ignorer au cabinet de la Haye l'impression que cette Note avait, dès l'abord, produite sur son esprit.

La Haye, le 4 octobre 1866.

Monsieur le Comte,

Le moment n'est pas venu de présenter officiellement à Votre Excellence les remarques auxquelles a donné lieu l'office que M. le baron Gericke a remis, au nom de son Gouvernement, à M. le Ministre des affaires étrangères de Belgique, le 24 du mois dernier, au sujet du barrage de l'Escaut.

Toutefois, sans entrer dans d'autres détails, je crois opportun de faire savoir dès maintenant à Votre Excellence que le cabinet de Bruxelles, après en avoir mûrement délibéré, a reconnu que la déclaration que la nouvelle proposition néerlandaise tend à exiger comme condition *sine quâ non* de la Belgique, n'est pas conforme à l'offre renfermée dans la Note du 2 juillet précédent; qu'une telle déclaration serait impossible en présence des doutes qui subsistent sur les dangers dont l'Escaut est menacé par les travaux tels qu'ils sont projetés, et que dès lors la proposition du cabinet de la Haye se trouve inacceptable.

J'aurai l'honneur, Monsieur le Comte, de vous remettre ultérieurement une Note plus explicite à cet égard, mais j'ai cru devoir, en attendant, vous informer des dispositions dans lesquelles se trouve mon Gouvernement, dispositions que son Excellence M. Rogier a déjà

eu l'occasion de faire connaître verbalement à M. le baron Gericke.
Je saisis cette occasion, etc.

Baron DU JARDIN.

La Note néerlandaise du 24 septembre éloignait les dernières chances d'une entente directe.

La fermeture de l'Escaut oriental devenue un fait accompli, l'espace compris entre le barrage et Bath formera une crique destinée à se combler peu à peu. Ce n'est qu'à la suite de ce premier résultat, c'est-à-dire après une période assez longue et dont il est dans tous les cas impossible de déterminer la durée à l'avance, que le barrage de la branche latérale produira tous ses effets sur le cours principal du fleuve, et cette seconde réaction exigera, à son tour, une série d'années pour se révéler dans toute son étendue. L'offre de procéder à des sondages contradictoires pendant cinq ou six ans était donc illusoire en fait.

Elle n'était pas recevable en droit. D'après les traités, les Pays-Bas sont tenus à perpétuité de conserver et d'entretenir les passes navigables de l'Escaut ; à une garantie illimitée dans sa durée, on aurait substitué une obligation restreinte à un petit nombre d'années.

Pour demander à la Belgique d'accepter cette combinaison doublement insuffisante, et pour l'inviter à déclarer elle-même que ses intérêts n'étaient point menacés par les travaux projetés sur le territoire néerlandais, on se basait sur le rapport de la commission mixte, ce même rapport dans lequel les délégués belges avaient constaté que la partie inférieure du fleuve souffrirait gravement de la fermeture de l'Escaut oriental, ce qui, par voie de conséquence obligée, devait conduire plus tard à l'envasement de l'Escaut supérieur.

A aucun point de vue, le Gouvernement du Roi ne pouvait donc accepter la situation que la Note néerlandaise tendait à lui créer, et cependant on lui notifiait que, sur son refus, le cabinet de la Haye reprendrait sa position antérieure, position à l'abri de laquelle il avait pendant vingt ans poursuivi l'exécution de ses desseins.

L'on n'était plus qu'à six mois de l'époque indiquée par le gouvernement néerlandais pour la continuation des travaux du barrage.

Quelque urgentes que fussent les circonstances, le Gouvernement du Roi rechercha encore s'il ne restait aucun moyen d'amener une solution amiable.

Ne pouvant accepter les dernières propositions du cabinet de la Haye, placé devant les conclusions contradictoires des enquêtes belges et néerlandaises, il fut conduit ou plutôt ramené à l'idée de soumettre tous les éléments du débat technique aux lumières d'ingénieurs étrangers, et, afin d'écarter jusqu'au soupçon d'avoir exercé

une influence quelconque sur les résultats de cette consultation, il résolut de laisser le choix des délégués à des gouvernements voisins et également bien disposés pour les deux parties.

Il était entendu que l'Angleterre, la France et la Prusse intervenaient simplement à titre amical : qu'elles désigneraient les ingénieurs ; que ceux-ci ne traiteraient que la question technique ou de fait et que leur opinion n'aurait qu'un caractère purement consultatif. Il ne s'agissait donc pas d'un arbitrage, encore moins d'une intervention politique des puissances, mais d'un appel à la science étrangère représentée par des organes au choix desquels le gouvernement belge n'aurait pris aucune part, et qui opéreraient sans programme tracé à l'avance par la Belgique.

La proposition du Gouvernement du Roi a été envisagée sous son vrai jour par les cabinets auxquels elle était adressée.

Il n'en a pas été de même dans les Pays-Bas.

La proposition belge ne pouvant être combattue au fond, on a reporté le débat sur la forme ; on a reproché au Gouvernement du Roi de n'avoir pas mis le cabinet de la Haye dans la confiance de ses intentions.

On a même donné à entendre qu'en procédant ainsi qu'il l'a fait, le gouvernement belge aurait perdu de vue ce qui avait été convenu dans les négociations antérieures.

Enfin, s'écartant de toutes les traditions diplomatiques, l'on a pris à partie l'organe officiel de la politique belge, accusé d'être un obstacle personnel au maintien des relations d'amitié entre la Belgique et les Pays-Bas.

La démarche du Gouvernement du Roi auprès des trois puissances amies n'a pas eu et ne pouvait avoir le caractère mystérieux qu'on lui attribue.

On cherche en vain dans quel intérêt nous aurions songé à tenir caché un acte qui de sa nature était destiné à être rendu immédiatement public. Nous avons sincèrement désiré de pouvoir associer le Gouvernement néerlandais à cette démarche toute pacifique dans son but, mais l'on venait, à la Haye, de décliner en termes formels et officiels le concours d'ingénieurs étrangers. Renouveler la proposition, c'était s'exposer à un refus certain, avec l'impossibilité d'en tenir compte. Le conflit, loin de se détendre, eût pris ainsi une gravité nouvelle. Le recours dont il s'agissait et dans les conditions qui lui étaient assignées, ne semblait d'ailleurs offrir rien qui pût blesser les susceptibilités du Gouvernement néerlandais, et le cabinet de Bruxelles aurait pu, à plus juste titre, s'étonner qu'après avoir, pendant près d'un quart de siècle, rencontré à la Haye une opposition insurmontable, on lui fît un grief de chercher au dehors les éléments d'une

entente que de si longues et de si patientes instances n'avaient pu directement amener.

Si, au mois d'avril dernier, le Gouvernement belge, par esprit de conciliation, n'a pas insisté sur la proposition de recourir aux lumières d'ingénieurs étrangers, il n'a jamais eu et jamais exprimé l'intention de renoncer à ce mode pratique et impartial de rechercher la vérité, pour le cas où un accord ne sortirait pas des enquêtes belges et néerlandaises. Cette liberté complète d'action qu'il avait conservée, ce n'est point par son fait qu'il a été mis dans la nécessité d'en user.

Quant aux récriminations dont il a été l'objet, le Ministre des affaires étrangères de Belgique croit pouvoir, sans imposer aucun sacrifice à sa dignité, se dispenser d'y répondre. Il a défendu, avec une fermeté qui était pour lui un devoir, les droits dont la sauvegarde est confiée à sa responsabilité, mais il s'est plus encore attaché à dégager les rapports entre les deux États d'une cause permanente d'inquiétude et d'irritation; et cet intérêt, d'un ordre supérieur aux considérations personnelles, il ne le compromettra point au moment même où, sur sa propre demande, de nouvelles lumières vont éclairer la situation.

Les ingénieurs désignés par les trois puissances sont :

Pour la France, M. Gosselin, ingénieur en chef, chargé de l'inspection des canaux français dans la direction de la Belgique ;

Pour la Grande-Bretagne, sir Charles Hartley, membre de la commission européenne du Danube ;

Pour la Prusse, M. Lentze, conseiller intime supérieur de construction, auteur des plans du canal de Schleswig-Holstein.

Les délégués anglais et français ont commencé leurs travaux ; le délégué prussien se trouve retenu par une maladie.

Résumons cet exposé qu'il eût été facile d'abréger si, dans une pensée d'impartialité, on n'avait tenu à mettre sous les yeux du lecteur le texte des nombreuses notes diplomatiques échangées entre les deux gouvernements.

On peut dire que les alarmes de la Belgique sont nées le jour même où, pour la première fois, le gouvernement néerlandais a manifesté l'intention de modifier le régime des branches latérales de l'Escaut. Dès ce moment, c'est-à-dire dès le mois de mars 1846, le cabinet de Bruxelles invoque les clauses des traités qui protègent la navigabilité du fleuve; dès ce moment aussi, il demande qu'on ne mette la main à l'œuvre qu'après un examen fait de commun accord. Refus du cabinet de la Haye d'entamer une négociation dont il n'admet ni la nécessité ni l'opportunité. Dans cette période, on n'a encore qu'une idée plus ou moins confuse de la portée des projets néerlandais, et bientôt la

résiliation du contrat de l'entrepreneur interrompt la discussion entre les gouvernements.

La seconde période s'ouvre en 1849. Dans la première, le Sloe seul devait être fermé; dans celle-ci, c'est l'Escaut oriental que l'on condamne, sauf à lui substituer un canal qui traverserait l'île du Sud-Beveland. L'émotion est plus vive et plus générale en Belgique. On considère le barrage de l'Escaut oriental comme devant porter un sérieux préjudice à la navigation entre la Belgique et le Rhin, et le canal projeté comme n'équivalant point à la voie naturelle qui serait supprimée. C'est la préoccupation dominante, et une enquête la confirme. La crainte que la fermeture de l'Escaut oriental n'entraîne de fatales conséquences pour le cours même du fleuve principal se fait jour, mais ne vient encore qu'en seconde ligne. Les questions de droit sont vivement et longuement agitées entre les gouvernements. Sur le terrain du droit comme sur celui des faits, le cabinet de la Haye se refuse à toute concession. Le gouvernement belge, en présence du refus persistant de la Hollande de se prêter à un examen préalable et contradictoire, clôt la correspondance diplomatique par une double protestation, et se réserve de poursuivre l'exécution entière des traités; mais le différend s'amortit encore une fois grâce à l'impuissance des sociétés concessionnaires.

Dans la troisième période, l'affaire prend d'autres allures; le gouvernement néerlandais se saisit, en 1859, de l'entreprise des chemins de fer dont les travaux doivent aboutir à la fermeture de l'Escaut oriental et du Sloe, que l'on remplacera par des voies artificielles. Le cabinet de Bruxelles rompt le silence: « La Belgique, écrit l'envoyé
« belge au ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, n'a pas le
« droit, et son gouvernement n'a jamais eu la pensée d'élever la moi-
« dre objection contre une telle entreprise, considérée en elle-même.
« Nous respectons la libre prérogative qu'a la Néerlande, comme tous
« les États, de créer sur son territoire les voies quelconques que peu-
« vent réclamer ses intérêts.

« Mais le chemin de fer de Zélande ne peut être livré à la circula-
« tion que si l'on exécute, au préalable, d'autres travaux à l'égard
« desquels notre position n'est plus la même. Pour relier Middelbourg
« à Berg-op-Zoom, il faut nécessairement traverser le Sloe et l'Escaut
« oriental. Or, la conservation de ces passes est soumise à une sur-
« veillance commune, et le commerce du monde entier est intéressé
« à ce que l'état de navigabilité du fleuve ne puisse être altéré.

« Le cours du temps, les événements de notre époque et le senti-
« ment de mieux en mieux compris de leurs vrais intérêts doivent, ce
« semble, conseiller aux deux pays une politique de conciliation bien
« plus que d'antagonisme. Nous obéissons, pour notre part, volontiers

« à cette tendance, et c'est en me plaçant à ce point de vue que j'ai eu
« l'honneur d'exposer ce matin verbalement à V. E. à quels titres
« nous nous préoccupons des travaux projetés sur le Sloe et l'Escaut
« oriental. C'est dans le même esprit que je viens lui demander si le
« gouvernement néerlandais ne se propose pas de donner quelque
« satisfaction aux légitimes observations qu'ils ont soulevées depuis
« longtemps et que j'ai été chargé de renouveler sommairement
« à V. E. »

Le gouvernement néerlandais passe outre. Toutes les parties de son plan s'exécutent sans interruption.

En Belgique, l'idée que le barrage de l'Escaut oriental aura pour résultat indirect d'amener l'envasement de l'Escaut occidental et de rendre celui-ci impropre à la grande navigation, cette idée s'accrédite de plus en plus. On peut, jusqu'à un certain point, remplacer l'Escaut oriental et le Sloe ; il est au-dessus des forces de la Hollande de créer un autre Escaut occidental. Le gouvernement belge, voulant arriver à une connaissance approfondie des questions techniques envisagées sous toutes leurs faces, ne s'en rapporte point à un premier examen ; il institue une série d'enquêtes qui se terminent par les conclusions suivantes :

1. Le barrage du Sloe aura pour effet certain d'entraîner la perte de la rade de Rammekens, qui abrite aujourd'hui les navires poursuivis par le mauvais temps à l'entrée et à la sortie de l'Escaut ;

2. Le canal de Sud-Beveland occasionnera à la navigation entre la Belgique, les Pays-Bas et le Rhin, des difficultés pratiques, des encombrements, des retards et des charges qu'elle ne rencontrait pas dans l'Escaut oriental ;

3. Enfin et surtout, le barrage de l'Escaut oriental déterminera l'ensablement de l'Escaut occidental.

Ces conclusions sont placées sous les yeux du cabinet de la Haye. Enquête néerlandaise, dont les déductions sont tout opposées. Enquête mixte. Les ingénieurs néerlandais soutiennent l'innocuité complète du barrage de l'Escaut oriental ; les ingénieurs belges l'admettent pour le cours de l'Escaut occidental en amont de Bath, mais ils déclarent que le barrage créera des atterrissements en aval de Bath, ce qui, en rendant impossible l'amélioration espérée pour le cours supérieur du fleuve, venait confirmer les conclusions des précédentes enquêtes belges.

Les travaux du barrage sont adjugés, l'adjudication approuvée même avant la fin de l'enquête mixte, l'exécution finale fixée au mois de mars 1867.

La quatrième période part de la Note néerlandaise du 24 septembre 1866. Le barrage se fera, mais, pendant cinq ou six ans après le fait

accompli, on procédera à des sondages contradictoires. S'il est constaté que le barrage porte préjudice à la navigabilité de l'Escaut occidental, la Hollande réparera ce préjudice. Moyennant cette assurance, la Belgique déclarera que ses intérêts sont saufs.

Cette proposition n'était admissible ni en fait, ni en droit. En fait, parce que les effets entiers du barrage ne se révéleront que dans une période singulièrement plus longue que le court espace indiqué par le cabinet de la Haye ; en droit, parce que les traités obligent les Pays-Bas à entretenir la navigabilité de l'Escaut occidental, non pendant cinq ou six ans, mais à perpétuité.

Le gouvernement belge, désespérant d'arriver à une entente directe qu'il avait inutilement cherchée pendant vingt ans, et ne voulant point trancher définitivement, d'après ses seules lumières, les questions d'art qui divisent les ingénieurs belges et néerlandais, s'est décidé à faire appel à la science étrangère, impartialement consultée.

La Belgique est loin de trouver mauvais que la Hollande multiplie ses chemins de fer et crée de nouveaux polders ; mais elle demande que la Hollande, dans l'exécution de ses projets, respecte les droits acquis à titre onéreux par la navigation belge et étrangère. Le commerce maritime de la Belgique atteint aujourd'hui le chiffre de près de deux millions de tonneaux ; il se fait, pour les sept huitièmes, par la voie de l'Escaut occidental. L'existence même du commerce maritime entre la Belgique et tous les États commerçants du monde est donc attachée à la parfaite navigabilité d'une voie qu'il ne serait au pouvoir de personne de remplacer par un équivalent. Devant une question de cette portée, si même il n'existait pas de traités, la Belgique ne serait-elle pas légitimement fondée à demander à un État voisin et ami de ne point créer, pour la navigation de l'Escaut occidental, des périls regardés comme certains par les ingénieurs belges, et de ne pas même la livrer à d'hypothétiques expérimentations ? Mais le cours de cette rivière est grevé de servitudes résultant de stipulations conventionnelles expresses, dont les Pays-Bas ont touché et touchent encore le prix, à savoir : un capital de 36 millions de francs et 25 millions d'arrérages pour le péage de l'Escaut, une rente annuelle de 840 000 f. pour les avantages de navigation garantis à la Belgique, etc. La Hollande est obligée non-seulement de conserver, mais d'entretenir la navigabilité de l'Escaut, et il est de principe que l'on ne peut faire indirectement ce que l'on n'a pas le droit de faire directement. Le barrage de l'Escaut oriental aura-t-il pour effet indirect d'amener l'envasement de l'Escaut occidental, et de mettre ainsi le fleuve hors d'état de servir à sa destination maritime ? C'est le point de fait capital. Les enquêtes belges et néerlandaises l'ont diversement apprécié. Il est soumis à l'heure qu'il est à l'examen d'experts étrangers.

Le gouvernement belge a provoqué de bonne foi cette enquête. Son but sera atteint si, en mettant à couvert la cause de tous les pavillons qui naviguent dans l'Escaut, cette dernière et impartiale investigation contribue à écarter le dissentiment qui s'est produit entre deux États qui ont un égal intérêt à entretenir entre eux des relations d'amitié et de confiance réciproques.

Bruxelles, 18 février 1867.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

II

PREMIÈRE PARTIE.

AFFAIRE DU LUXEMBOURG.

TRAITÉ DU 11 MAI 1867 ET PROTOCOLES.

Protocole n° 1.

Séance du 7 mai 1867.

Présents :

Pour l'Autriche, M. le comte Apponyi.

Pour la Belgique, M. Van de Weyer,

Pour la France, M. le Prince de la Tour d'Auvergne.

Pour la Grande-Bretagne, Lord Stanley.

Pour l'Italie, M. le Marquis d'Azeglio.

Pour les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, M. le Baron
Bentinck, M. le Baron de Tornaco, M. Servais.

Pour la Prusse, M. le Comte de Bernstorff.

Pour la Russie, M. le Baron de Brunnow.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg, de la Prusse et de la Russie, se sont réunis aujourd'hui en Conférence à la résidence officielle du premier lord de la Trésorerie.

M. le comte Apponyi, à l'ouverture de la séance, propose de confier à lord Stanley la présidence de la Conférence.

Cette proposition ayant été adoptée à l'unanimité par MM. les Plénipotentiaires, lord Stanley prend la parole et dit :

« Je vous remercie de la preuve de confiance et de bienveillance que vous m'avez donnée en m'invitant à présider aux travaux de cette Conférence. J'espère que la durée de nos séances ne sera pas longue et que le résultat en sera l'établissement d'une paix durable en Europe. Vous avez presque tous sur moi l'avantage d'une longue expérience diplomatique, et je compte sur cette expérience et sur les lumières que vous voudrez bien me prêter, pour diriger nos travaux, pour éviter les longueurs inutiles et pour mener à bonne fin nos délibérations. Je me permets de proposer que la rédaction des Protocoles soit confiée à l'honorable Julian Fane, premier secrétaire de l'ambassade de Sa Majesté Britannique à Paris. »

Cette proposition ayant été acceptée par MM. les Plénipotentiaires, M. Fane est introduit.

Lord Stanley prend ensuite la parole pour exprimer la pensée que la présence au sein de la Conférence du Représentant de Sa Majesté le Roi d'Italie contribuerait au succès de ses délibérations, et il propose d'inviter M. le marquis d'Azeglio à venir assister à la première séance.

Les autres Plénipotentiaires, s'associant à cette proposition (M. le Baron Bentinck sous la réserve que les arrangements de 1839 formeront exclusivement l'objet des délibérations de la Conférence), M. le marquis d'Azeglio est introduit et prend sa place dans la Conférence.

Là-dessus lord Stanley dit :

« Monsieur le Marquis, la Conférence réunie pour prendre en considération la position du Luxembourg a jugé que ce serait faciliter le succès de ses délibérations d'inviter le Représentant du Roi d'Italie à y prendre part. Il n'est pas nécessaire que je vous assure de la satisfaction que nous éprouvons à vous voir au milieu de nous, et en même temps je félicite la Conférence de l'avantage qu'elle retirera de la coopération de votre Gouvernement au but commun de nos travaux. »

M. le Marquis d'Azeglio répond en ces termes :

« En prenant à la Conférence ma place comme Plénipotentiaire de l'Italie, qu'il me soit permis d'adresser à M. le Ministre des Affaires étrangères quelques paroles de reconnaissance pour la manière dont il a traité cette affaire, et pour l'initiative qu'il a bien voulu prendre de notre admission à la Conférence. On a senti en Italie toute la valeur de ce procédé, non moins que de l'empressement qu'ont mis les Puissances qui prennent part à la Conférence à donner leur adhésion à cette invitation. J'aime à y voir une preuve de plus des bons rapports qui existent entre l'Italie et les principales Puissances européennes, ainsi que de leur opinion que, dans les questions européennes, il est désirable que sa voix se fasse entendre.

« Nous n'avions pas, ainsi que d'autres Puissances, des droits antérieurs pour prendre part à la Conférence. Nous le devons à une marque de déférence de leur part. Nous préférons ce titre à tous les autres. Je suis heureux de me trouver personnellement avec des collègues avec lesquels depuis des années, j'ai eu d'affectueux rapports, et j'espère que nos communs efforts amèneront un résultat satisfaisant. »

Les Plénipotentiaires procèdent à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui, ayant été trouvés en bonne et due forme, sont déposés aux actes de la Conférence.

Il est convenu entre MM. les Plénipotentiaires d'observer le secret sur tout ce qui se passera dans la Conférence.

Ensuite lord Stanley émet l'opinion que la Conférence ayant été réunie à l'invitation du Roi Grand-Duc de Luxembourg, MM. les Représentants du Grand-Duc seraient appelés à exposer les considérations qui ont motivé cette démarche.

M. le Baron de Tornaco affirme que sa connaissance de la marche des communications diplomatiques qui ont eu lieu récemment entre les Grandes Puissances relativement à la question du Luxembourg est insuffisante pour le mettre à même de répondre à cette demande.

M. le Baron Bentinck, en réponse à lord Stanley, dit que la réunion de la Conférence ayant pour objet la révision des Traités de 1839, il est heureux de pouvoir exprimer combien le Roi Grand-Duc a apprécié l'empressement que toutes les Puissances avaient mis à se rendre à son invitation de se réunir en Conférence.

Lord Stanley dit qu'il pense que la meilleure manière de procéder serait l'examen d'un texte de Traité. C'est avec cette idée qu'il a fait préparer un projet de Traité qu'il a déjà eu l'honneur de communiquer à MM. les Plénipotentiaires.

MM. les Plénipotentiaires du Luxembourg, arrivés de la veille à Londres, ayant déclaré n'avoir aucune connaissance de cette pièce.

M. Fane, sur la proposition des Plénipotentiaires de la France et de la Russie, en donne lecture à la Conférence.

Le projet de Traité se trouve annexé au présent Protocole.

M. le Plénipotentiaire de la Prusse prend la parole pour dire qu'il n'a, en général, pas d'objection à faire contre le projet de Traité présenté par lord Stanley, mais qu'il y remarque une omission au programme sur la base duquel son Gouvernement avait accepté l'invitation à la Conférence, c'est-à-dire, la garantie européenne de la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg; que cependant, comme toutes les Puissances représentées dans la Conférence ont admis et accepté ce programme, il se croit fondé à espérer qu'il sera suppléé à cette omission lors de la discussion de l'article 2.

Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, des Pays-Bas et de la Russie, constatent que, comme vient de le déclarer M. le Plénipotentiaire de la Prusse, les Puissances ont accepté comme base de négociation la neutralité du Luxembourg sous une garantie collective.

Lord Stanley fait remarquer qu'en vertu des Traités du 19 avril 1839, le Grand-Duché de Luxembourg se trouve déjà sous la garantie européenne. Quant aux termes qui, dans le projet de Traité qu'il a eu l'honneur de communiquer à la Conférence, portent sur la neutralité à établir pour le Grand-Duché de Luxembourg, ils sont identiques avec ceux qui constatent la neutralité de la Belgique dans l'article 7 de l'annexe au Traité signé à Londres le 19 avril 1839, entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et les Pays-Bas de l'autre.

M. le Comte de Bernstorff fait observer que le Traité de 1839, bien qu'il place le territoire du Luxembourg sous la garantie des Puissances, n'en garantit pas la neutralité. Or la différence entre cette garantie et celle accordée à la Belgique est très-importante; et il émet l'espoir de voir donner par les Puissances à la neutralité du Luxembourg la même garantie dont jouit celle de la Belgique.

Là-dessus il est convenu entre MM. les Plénipotentiaires de procéder à l'examen du projet de traité, article par article.

Le préambule est adopté avec quelques changements de rédaction.

Sur l'article 1^{er}, MM. les Plénipotentiaires des Pays-Bas et du Luxembourg déclarent vouloir, avant d'y donner leur adhésion, référer au Gouvernement de Sa Majesté le Roi Grand-Duc.

Sur l'article 2, M. le comte de Bernstorff propose l'amendement suivant :

Ajouter à la fin de l'article les mots : « Ce principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective (ou commune) des

Puissances signataires du présent Traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un État neutre. »

M. le Baron de Brunnow dit qu'il est autorisé par sa Cour à adhérer entièrement au principe de placer la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg sous une garantie collective. Il espère que ce principe sera admis et adopté à l'unanimité, comme le meilleur gage qu'on puisse offrir au maintien de la paix de l'Europe.

M. le Comte Apponyi déclare que son Gouvernement a accepté également la neutralité garantie du Luxembourg comme base de négociation.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne dit qu'il n'a pas, en ce qui le concerne, d'instructions spéciales relativement à la question de la garantie collective; mais qu'il est obligé de convenir que cette garantie a été présentée jusqu'ici comme le complément de la neutralisation du Grand-Duché de Luxembourg, et, bien qu'en fait, l'engagement que prennent les Puissances de respecter la neutralité du Luxembourg ait, suivant lui, dans la situation donnée, une valeur presque égale à une garantie formelle, il ne saurait nier que M. l'Ambassadeur de Prusse ne soit fondé dans ses observations.

M. Van de Weyer, qui est également sans instructions spéciales sur ce point, émet l'opinion que, dans un large esprit de conciliation, on peut considérer la garantie de la neutralité du Luxembourg comme devant ressortir de l'ensemble des Traités conclus en 1839.

M. le Marquis d'Azeglio dit qu'il n'est pas encore autorisé par son Gouvernement à adhérer au principe de la garantie collective de la neutralité du Luxembourg. Il demandera des instructions à ce sujet.

Lord Stanley déclare qu'il préférerait l'article 2 comme il existe dans le projet de Traité au même article complété par l'amendement de M. le Comte de Bernstorff. Il doit cependant constater que la grande majorité de MM. les Plénipotentiaires appuie l'idée énoncée par M. le Plénipotentiaire de la Prusse. Dans ces circonstances, il référera aux membres du Cabinet de la Reine la proposition qui a été faite, et il espère pouvoir informer la Conférence, à la prochaine séance, de la décision qui aurait été prise.

A l'occasion de la lecture de l'article 2, MM. les Plénipotentiaires du Luxembourg déclarent qu'ils ne peuvent se prononcer, dès aujourd'hui, sur toutes les dispositions du projet de traité, et qu'ils demandent à pouvoir présenter dans la prochaine séance les observations auxquelles ce projet pourrait donner lieu de leur part.

M. l'Ambassadeur de Russie a exprimé à MM. les Plénipotentiaires du Grand-Duché de Luxembourg le désir qu'ils soient en mesure de faire connaître dans le plus bref délai les intentions de leur Gouvernement; il a appuyé cette demande sur l'importance que tous les

Membres de la Conférence attachent à arriver à une conclusion aussi prompte que possible, hautement réclamée par toutes les Puissances dans l'intérêt général de la paix.

M. l'Ambassadeur de France s'associe au vœu exprimé par M. le Plénipotentiaire de la Russie.

Il est convenu de remettre la discussion de l'article 3 à la prochaine séance.

Il en est de même pour l'article 4, M. le Plénipotentiaire de la Prusse désirant prendre les ordres de son Gouvernement relativement aux termes de sa rédaction.

Les articles 5 et 6 ne provoquent aucune discussion.

Il est convenu que la prochaine séance de la Conférence sera tenue le jeudi, 9 mai, à une heure.

Signé : APPONYI;

SYLVAIN VAN DE WEYER;

LA TOUR D'AUVERGNE;

STANLEY;

D'AZEGLIO;

BENTINCK;

Bon V. DE TORNACO;

E. SERVAIS;

BERNSTORFF;

BRUNNOW.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 1.

Projet de Traité.

PRÉAMBULE.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération le changement apporté à la situation du Grand-Duché, par suite de la dissolution des liens qui l'attachaient à l'ancienne Confédération germanique, a invité Leurs Majestés la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, le Roi des Belges, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, à réunir leurs Représentants en Conférence à Londres, afin de s'entendre avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, sur les nouveaux arrangements à prendre dans l'intérêt général de la paix.

Et leursdites Majestés, après avoir accepté cette invitation, ont résolu

d'un commun accord de répondre au désir que Sa Majesté le Roi d'Italie a manifesté de prendre part à une délibération destinée à offrir un nouveau gage de sûreté au maintien du repos général.

En conséquence, Leurs Majestés, de concert avec Sa Majesté le Roi d'Italie, voulant conclure dans ce but un traité, ont nommé, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :...

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, maintient les liens qui attachent ledit Grand-Duché à la Maison d'Orange-Nassau, en vertu des traités qui ont placé cet État sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, ses descendants et successeurs.

Les Hautes Puissances contractantes acceptent la présente déclaration et en prennent acte.

ART. 2. Le Grand-Duché de Luxembourg, dans les limites déterminées par l'acte annexé aux traités du 19 avril 1839, sous la garantie des Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie, formera désormais un État perpétuellement neutre.

Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Art. 3. Le Grand-Duché de Luxembourg étant neutralisé, aux termes de l'article précédent, le maintien ou l'établissement de places fortes sur son territoire devient sans nécessité comme sans objet.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord que la ville de Luxembourg considérée par le passé, sous le rapport militaire, comme forteresse fédérale, cessera d'être ville fortifiée, et restera uniquement le chef-lieu de l'administration civile du pays.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet de n'entretenir dorénavant dans cette ville que le nombre de troupes nécessaires pour y veiller au maintien du bon ordre.

Art. 4. Conformément aux stipulations contenues dans les articles 2 et 3, Sa Majesté le Roi de Prusse déclare que ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse de Luxembourg recevront l'ordre d'évacuer cette place dans un délai de.... que Sa Majesté a jugé suffisant pour retirer de ladite forteresse le matériel de guerre y contenu. Le délai susmentionné comptera du jour de....

Art. 5. Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en vertu des droits de souveraineté qu'il exerce sur la ville et forteresse de Luxembourg, s'engage de son côté à prendre les mesures nécessaires, afin de convertir ladite place en ville ouverte, au moyen d'une démolition que Sa Ma-

jesté jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes exprimées dans l'article 3 du présent Traité. Les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet, en outre, que les fortifications de la ville de Luxembourg ne seront pas rétablies à l'avenir et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire.

Art. 6. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de.... semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Protocole n° 2.

Séance du 9 mai 1867.

Présents :

Les plénipotentiaires de l'Autriche ; de la Belgique ; de la France ; de la Grande-Bretagne ; de l'Italie ; des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg ; de la Prusse ; de la Russie.

M. le Plénipotentiaire de l'Italie annonce à la Conférence qu'ayant demandé les instructions de son Gouvernement, il est autorisé à adhérer au principe de placer la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg sous une garantie collective.

Lord Stanley, se référant à la déclaration qu'il a faite à la dernière séance, dit que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant pris en considération le désir unanime des autres Puissances, et ne voulant pas s'opposer à la stipulation qui seule paraît offrir une garantie sûre au maintien de la paix de l'Europe, adhère aussi au principe de placer le Grand-Duché de Luxembourg sous une garantie collective. Il accepte par conséquent l'amendement proposé par M. le Plénipotentiaire de la Prusse à l'article 2 du projet de Traité.

M. le Plénipotentiaire de la Prusse exprime la satisfaction avec laquelle il a entendu la déclaration que vient de faire Lord Stanley. Il est convaincu que l'Europe saura gré au Gouvernement de Sa Majesté Britannique des dispositions conciliantes qui ont motivé son adhésion aux désirs des autres Puissances.

MM. les Plénipotentiaires s'associent unanimement à cette déclaration de M. l'Ambassadeur de Prusse.

M. le Plénipotentiaire de la Belgique fait observer qu'il avait déjà

constaté à cette occasion que la neutralité de la Belgique est placée à un autre titre sous la garantie de chacune des Puissances signataires des Traités de 1839.

M. le Baron Bentinck exprime le désir d'ajouter, après le mot « successeurs, » à l'article 1^{er} du projet de Traité ces paroles :

« Les droits que possèdent les Agnats de la Maison de Nassau sur la succession du Grand-Duché, en vertu des mêmes Traités, sont maintenus. »

Cet amendement est approuvé à l'unanimité.

L'article 2 ayant été complété par l'amendement proposé par M. l'Ambassadeur de Prusse, M. le Baron de Tornaco exprime le désir d'y introduire un paragraphe pour sauvegarder les droits commerciaux du Grand-Duché et sa faculté de conclure avec un État voisin une union douanière.

M. l'Ambassadeur de Prusse croit que la question soulevée par M. le Baron de Tornaco est étrangère au sujet des délibérations de la Conférence. Il est d'avis que l'article dont il s'agit ne porte aucune atteinte ni au Traité d'union douanière qui existe déjà, ni en général aux droits commerciaux du Grand-Duché.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Russie sont également d'avis que la neutralité dont parle le projet de Traité est une neutralité essentiellement militaire, et qu'il n'y a rien dans les dispositions de l'article 2 qui s'oppose à la faculté du Grand-Duché de conclure un Traité de commerce avec un État voisin.

Là-dessus, M. le Baron de Tornaco se déclare prêt à retirer l'amendement qu'il a proposé, considérant les opinions émises comme donnant à l'article 2 une interprétation satisfaisante, et cet article est adopté.

M. l'Ambassadeur de Russie croirait utile de modifier la rédaction du dernier paragraphe de l'article 3. Les termes dans lesquels il est conçu sembleraient imposer aux droits de Sa Majesté le Roi Grand-Duc une certaine restriction en limitant le nombre de troupes que le Gouvernement grand-ducal entretiendrait dans la ville de Luxembourg. Cette restriction semblerait contraire aux intérêts des habitants de la ville. D'après ces considérations, M. le Baron de Brunnow propose de substituer au texte actuel la rédaction suivante :

« Sa Majesté le Roi Grand-Duc se réserve d'entretenir dans cette ville le nombre de troupes nécessaires pour y veiller au maintien du bon ordre. »

M. le Baron de Tornaco fait observer que l'exécution de l'article 3 occasionnerait à la ville de Luxembourg d'immenses préjudices. Il est d'avis qu'il serait équitable qu'une compensation fût procurée aux habitants dont les intérêts seraient compromis. Il croit que les mots,

« et restera uniquement le chef-lieu de l'administration civile du pays », pourraient être retranchés, puisqu'il y aurait toujours une administration militaire dans le Grand-Duché quoique les troupes qu'il possède soient peu nombreuses, et il n'y a pas de motif pour défendre que le siège en soit à Luxembourg. Quant au dernier paragraphe, il désire le voir modifier dans le sens indiqué par M. le Plénipotentiaire de la Russie.

On fait observer à M. le Baron de Tornaco que les mots qu'il vient d'indiquer comme pouvant être retranchés ont déjà été supprimés à la rédaction du texte.

Lord Stanley croit devoir exprimer son opinion, que la question d'une compensation à accorder aux habitants de la ville de Luxembourg ne peut être posée dans la Conférence.

M. le Comte de Bernstorff s'associe à l'opinion énoncée par lord Stanley.

M. le Baron de Brunnow exprime la conviction que les habitants de la ville de Luxembourg pourront compter sur les bonnes dispositions de Sa Majesté le Roi Grand-Duc à sauvegarder, le plus possible, leurs intérêts dans l'exécution des stipulations du Traité.

Les autres plénipotentiaires déclarent partager la conviction que vient d'exprimer M. le Baron de Brunnow.

L'article 3 est adopté avec l'amendement proposé par M. le Plénipotentiaire de la Russie.

Sur l'article 4, M. le Comte de Bernstorff annonce à la Conférence qu'il n'a pas encore reçu de son Gouvernement les ordres nécessaires pour le mettre à même de remplir les lacunes qui s'y trouvent par des dates précises ; mais il a tout lieu de croire qu'on ne mettra au retrait des troupes prussiennes et du matériel de guerre qui se trouvent actuellement dans la forteresse de Luxembourg que le délai strictement nécessaire pour l'effectuer.

M. le Baron de Brunnow croit devoir exprimer le désir que ce délai soit aussi bref que possible, et que Sa Majesté le roi de Prusse daigne satisfaire aux vœux de l'Europe en facilitant la solution la plus prompte de cette question.

Il est convenu de réserver la rédaction du texte de l'article 4 à la prochaine séance,

Sur l'article 5, M. le Baron de Brunnow propose d'ajouter aux paroles : « les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison », les paroles : « ils s'effectueront avec tous les ménagements que réclament les intérêts des habitants de la ville. » Il croit, d'après les représentations qui lui ont été faites que cet amendement sera propre à calmer les inquiétudes des personnes dont les intérêts pourraient être menacés.

M. le Baron de Tornaco dit que la démolition de la forteresse inquiète de nombreux intérêts. Les dépenses que le démantèlement de la forteresse occasionnera seront très-considérables, et il ne croit pas que cette dépense, qu'on peut considérer comme étant faite dans l'intérêt commun des parties contractantes, doive être supportée par le Grand-Duché. Il propose d'ajouter après les paroles : « les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison », une stipulation conçue dans les termes suivants : « Les dépenses qu'ils occasionneront seront supportées par les Hautes Parties contractantes. »

Lord Stanley émet l'opinion que la stipulation proposée par M. le Baron de Tornaco ne saurait être acceptée par les Puissances. De sa part, il n'hésite pas à la déclarer inadmissible.

M. le Comte de Bernstorff s'associe à l'opinion de Lord Stanley, et en même temps donne son adhésion à l'amendement proposé par M. le Baron de Brunnow.

M. le Prince de la Tour d'Auvergne dit qu'il trouve la proposition de M. le Baron de Brunnow propre à satisfaire aux vœux exprimés par M. le Baron de Tornaco et y donne également son adhésion.

L'article 5 est adopté avec l'amendement proposé par M. le Plénipotentiaire de la Russie.

L'article 6 est adopté avec un texte qui fixe à quatre semaines le délai dans lequel les ratifications du Traité seront échangées à Londres.

M. le Baron Bentinck présente à la Conférence un projet de Déclaration concernant les rapports entre le Luxembourg et le Limbourg, qui est conçu dans ces termes :

« Les Puissances signataires du présent Traité constatent que, la dissolution de la Confédération germanique ayant également amené la dissolution des liens qui unissaient le Duché de Limbourg, collectivement avec le Grand-Duché de Luxembourg, à ladite Confédération, il en résulte que les rapports dont il est fait mention aux articles 3, 4 et 5 du Traité du 19 avril 1839, entre le Grand-Duché et certains territoires appartenant au Duché de Limbourg, ont cessé d'exister, lesdits territoires continuant à faire partie intégrante du Royaume des Pays-Bas. »

Il demande que cette pièce soit annexée au Traité, ou comme article additionnel, ou sous une autre forme dont on conviendrait.

M. le Plénipotentiaire de la Prusse, ayant pris connaissance de cette pièce, dit qu'il n'a pas d'objection à faire à la demande de M. le Baron Bentinck.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche appuie la demande que vient de faire M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas.

Cette demande est également agréée par MM. les Plénipotentiaires

de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, et la Conférence décide que la pièce présentée par M. le Baron Bentinck sera annexée au Traité.

MM. les Plénipotentiaires procèdent ensuite à parafer le projet de Traité avec les amendements adoptés, sauf l'article 4, dont la rédaction est réservée.

La prochaine séance est fixée à vendredi, le 10 mai, à une heure.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 3.

Séance du 10 mai 1867.

Présents : Les Plénipotentiaires de l'Autriche; de la Belgique; de la France; de la Grande-Bretagne; de l'Italie; des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg; de la Prusse; de la Russie.

Le protocole de la première séance est lu et approuvé.

Sur la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Prusse, il est décidé de remettre la rédaction du texte de l'article 4 à la prochaine séance.

MM. les Plénipotentiaires conviennent que la déclaration concernant les rapports entre le Luxembourg et le Limbourg, présentée à la séance d'hier par M. le Baron Bentinck, formera l'article 6 du Projet de Traité, et y apposent leurs parafes.

M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas dit que, d'après le désir de son Gouvernement, il lui serait agréable qu'il fût inséré au protocole que les obligations que le Roi Grand-Duc a contractées pour le Luxembourg, en sa qualité de Grand-Duc, concernent exclusivement le Gouvernement du Grand-Duché, et que le Gouvernement néerlandais y est, et désire y rester, complètement étranger.

Sur l'invitation de Lord Stanley, qui résume les observations faites par plusieurs membres de la Conférence, et particulièrement par M. l'Ambassadeur de Prusse, M. le Baron Bentinck constate qu'il demande uniquement que cette déclaration soit insérée au protocole sans inviter MM. les Plénipotentiaires à émettre une opinion à son égard.

Il est convenu que la prochaine séance aura lieu le samedi, 11 mai à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 4.

Séance du 11 mai 1867.

Présents : Les Plénipotentiaires de l'Autriche; de la Belgique; de la France; de la Grande-Bretagne; de l'Italie; des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg; de la Prusse; de la Russie.

Les protocoles des deuxième et troisième séances sont lus et approuvés.

M. le Plénipotentiaire de la Belgique demande qu'il soit bien entendu que l'article 3 du projet de Traité ne porte point atteinte aux droits des autres Puissances neutres de conserver et, au besoin, d'améliorer leurs places fortes et autres moyens de défense.

Cette demande est adoptée à l'unanimité, et il est convenu qu'une Déclaration à cet effet sera revêtue de la signature des Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence.

En se référant au terme fixé par l'article 7 pour l'échange des ratifications, MM. les Plénipotentiaires du Luxembourg font observer que, d'après la Constitution du Grand-Duché, l'assentiment des États est nécessaire pour la ratification du Traité; mais ils constatent qu'il n'y aura pas de difficulté à convoquer les États en session extraordinaire pour l'accomplissement de cet acte.

Lord Stanley prend ensuite la parole et dit :

« Messieurs, nous sommes tombés maintenant d'accord sur tous les paragraphes du projet de Traité, à l'exception de l'article 4. Quant à cet article, je tiens entre les mains un texte de rédaction qui réunira, j'ai lieu de le croire, les suffrages de tous les Plénipotentiaires. J'ai l'honneur de vous le proposer, conçu dans ces termes :

« Conformément aux stipulations contenues dans les articles 2 et 3, Sa Majesté le Roi de Prusse déclare que ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse de Luxembourg recevront l'ordre de procéder à l'évacuation de cette place immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité. On commencera simultanément à retirer l'artillerie, les munitions, et tous les objets qui font partie de la dotation de ladite place forte. Durant cette opération, il n'y restera que le nombre de troupes nécessaire pour veiller à la sûreté du matériel de guerre, et pour en effectuer l'expédition, qui s'achèvera dans le plus bref délai possible. »

MM. les Plénipotentiaires adoptent à l'unanimité l'article 4 ainsi rédigé, et y apposent leurs parafes.

Le projet de Traité, composé des sept articles parafés par MM. les membres de la Conférence, ayant été revêtu de la forme de Traité,

collationné sur l'instrument parafé, et trouvé en due forme, un seul exemplaire de cet Acte (celui de la Grande-Bretagne) est signé par MM. les Plénipotentiaires, qui en même temps apposent leurs parafes à la Déclaration proposée par M. Van de Weyer, qui est conçue dans les termes suivants :

« Il est bien entendu que l'article 3 ne porte point atteinte au droit des autres Puissances neutres de conserver et, au besoin, d'améliorer leurs places fortes et autres moyens de défense. »

Il est convenu que MM. les membres de la Conférence se réuniront lundi prochain, à trois heures, pour signer les autres exemplaires du Traité et apposer à tous le sceau de leurs armes.

Le Baron de Brunnow s'exprime en ces termes :

« A titre de doyen d'âge, je vous demande la permission, Messieurs, de prendre la parole pour remercier notre Président des témoignages de confiance et d'égards qu'il a bien voulu nous offrir durant le cours de nos délibérations. En exprimant ce sentiment en votre nom, je suis certain d'obtenir votre approbation unanime. Dans cette conviction, je remplis un devoir agréable en priant Lord Stanley d'être bien persuadé que nous aimons à reconnaître l'assistance qu'il nous a si cordialement prêtée pour conduire nos travaux à une conclusion favorable, — résultat pacifique que toutes les Puissances de l'Europe ont appelé de leurs vœux. »

MM. les Plénipotentiaires s'associent avec empressement aux sentiments exprimés par M. l'Ambassadeur de la Russie, dont il est convenu, sur la proposition de M. le Plénipotentiaire de la Belgique, de citer les paroles dans le Protocole.

Lord Stanley dit :

« Messieurs, je suis très-sensible à l'honneur que vous voulez bien me faire en vous associant aux sentiments de bienveillance envers moi, qui ont trouvé dans les paroles de M. de Brunnow une si gracieuse expression. Si le résultat de nos travaux a répondu à nos espérances, il est dû, Messieurs, aux bonnes et conciliantes dispositions qui ont été témoignées de toutes parts, et au concours que vous m'avez prêté pour mener nos délibérations à bonne et heureuse fin. Je vous félicite sincèrement d'avoir atteint le but proposé à vos efforts, et j'espère que chacun de nous aura lieu de se réjouir de la part qu'il a prise à l'œuvre que nous venons d'accomplir. »

(Suivent les signatures.)

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 4.

DÉCLARATION.

Il est bien entendu que l'article 3 ne porte point atteinte au droit des autres Puissances neutres de conserver et, au besoin, d'améliorer leurs places fortes et autres moyens de défense.

Fait à Londres, le 11 mai 1867.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 5.

Séance du 13 mai 1867.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche ; de la Belgique ; de la France ; de la Grande-Bretagne ; de l'Italie ; des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg ; de la Prusse ; de la Russie.

Le Protocole de la quatrième séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires procèdent à collationner les divers exemplaires du Traité et de la Déclaration proposée par le Plénipotentiaire de la Belgique, sur les instruments signés et parafés par eux dans la précédente séance, et les ayant trouvés en due forme, ils y apposent leur signature, et à chaque exemplaire du Traité le sceau de leurs armes.

M. le Baron de Brunnow prend la parole et dit : « Je demande à MM. les Plénipotentiaires réunis en Conférence la permission d'offrir en leur nom à M. Fane leurs remerciements, et de lui exprimer combien ils apprécient le zèle et le talent avec lesquels il a rempli les fonctions que M. le Président a bien voulu lui confier. »

MM. les Plénipotentiaires donnent leur adhésion unanime aux paroles de M. l'Ambassadeur de Russie et en décident l'insertion au Protocole.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal d'échange.

Les soussignés Plénipotentiaires se sont réunis pour procéder à l'échange des ratifications du Traité relatif au Grand-Duché de Luxembourg, conclu entre Leurs Majestés la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Belges, l'Empereur des Français, le Roi d'Italie, le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, et signé à Londres, le onze mai de la présente année.

Les instruments de ratification dudit Traité ayant été produits, et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été effectué dans les formes usitées.

Il a été convenu en même temps que la Déclaration mentionnée dans le Protocole n° 4, du 11 mai, resterait annexée audit Protocole.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le trente et un mai, l'an de grâce mil huit cent soixante sept.

(Suivent les signatures.)

**Traité relatif au grand-duché de Luxembourg, signé à Londres
le 11 mai 1867.**

(Les ratifications en ont été échangées à Londres le 31 mai 1867.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération le changement apporté à la situation du Grand-Duché par suite de la dissolution des liens qui l'attachaient à l'ancienne Confédération germanique, a invité Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, le Roi des Belges, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, à réunir leurs représentants en Conférence à Londres, afin de s'entendre, avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, sur les nouveaux arrangements à prendre dans l'intérêt général de la paix.

Et leursdites Majestés, après avoir accepté cette invitation, ont résolu d'un commun accord de répondre au désir que Sa Majesté le Roi

d'Italie a manifesté de prendre part à une délibération destinée à offrir un nouveau gage de sûreté au maintien du repos général.

En conséquence, Leurs Majestés, de concert avec Sa Majesté le Roi d'Italie, voulant conclure dans ce but un Traité, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Godefroy-Bernard-Henri-Alphonse, Prince de la *Tour d'Auvergne Lauragais*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre de Saxe-Cobourg et Gotha, grand-croix de l'Aigle rouge de Prusse, etc., etc. ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Rodolphe comte *Apponyi*, chambellan, conseiller intime de Sa Majesté Impériale et Royale apostolique, son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté Britannique, chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, grand-croix de l'Ordre impérial de Léopold ;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain *Van de Weyer*, ministre d'État, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa Majesté Britannique, grand cordon de son ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, grand cordon de l'ordre de Charles III d'Espagne, grand-croix de l'ordre de la Tour et de l'Épée de Portugal, grand-croix de l'ordre de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur de France ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Edward Stanley, lord *Stanley*, conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, membre du Parlement, son principal secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Emmanuel Taparelli de Legnasco, marquis d'*Azeglio*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur Adolphe, baron *Bentinck*, son chambellan et ministre d'État, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa Majesté Britannique, commandeur de son ordre du Lion néerlandais, chevalier grand-croix de l'ordre de la Couronne de chêne ; le baron Victor de *Tornaco*, ministre d'État, président du gouvernement du Grand-Duché, son chambellan honoraire, grand-croix de son ordre de la Couronne de chêne, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre de la Couronne de Prusse de première classe, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, etc. ; et le sieur Emmanuel *Servais*, vice-

président du Conseil d'Etat et de la Cour supérieure de justice, ancien membre du gouvernement, grand officier de l'ordre de la Couronne de chêne, chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse de seconde classe avec l'étoile, et chevalier de l'ordre du Lion néerlandais ;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Albert, comte de *Bernstorff-Stintenburg*, son ministre d'Etat et chambellan, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand-croix de son ordre de l'Aigle rouge avec des feuilles de chêne et grand commandeur de son ordre de la Maison royale de Hohenzollern en diamants, grand-croix de l'ordre ducal de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe et de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, chevalier de l'ordre impérial de Saint-Stanislas de Russie de première classe, grand-croix de l'ordre royal du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de l'ordre impérial du Lion et du Soleil de Perse avec le grand cordon vert, de l'ordre royal et militaire du Christ de Portugal, etc.

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Philippe, baron de *Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'Aigle rouge de Prusse de première classe, grand-croix de l'ordre du Lion néerlandais, et commandeur de l'ordre de Saint-Étienne d'Autriche, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc du Luxembourg, maintient les liens qui attachent ledit Grand-Duché à la maison d'Orange-Nassau, en vertu des Traités qui ont placé cet Etat sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, ses descendants et ses successeurs.

Les droits que possèdent les Agnats de la Maison de Nassau sur la succession du Grand-Duché, en vertu des mêmes traités, sont maintenus.

Les Hautes Parties contractantes acceptent la présente Déclaration et en prennent acte.

Art. 2. Le Grand-Duché de Luxembourg, dans les limites déterminées par l'Acte annexé aux traités du 19 avril 1839 sous la garantie des Cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, et de Russie, formera désormais un Etat perpétuellement neutre.

Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Ce principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des Puissances signataires du présent Traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un État neutre.

Art. 3. Le grand-Duché du Luxembourg étant neutralisé, aux termes de l'article précédent, le maintien ou l'établissement de places fortes sur son territoire devient sans nécessité comme sans objet.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord que la ville de Luxembourg, considérée par le passé, sous le rapport militaire, comme forteresse fédérale, cessera d'être une ville fortifiée.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc se réserve d'entretenir dans cette ville le nombre de troupes nécessaire pour y veiller au maintien du bon ordre.

Art. 4. Conformément aux stipulations contenues dans les articles 2 et 3, Sa Majesté le Roi de Prusse déclare que ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse de Luxembourg recevront l'ordre de procéder à l'évacuation de cette place immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité. On commencera simultanément à retirer l'artillerie, les munitions, et tous les objets qui font partie de la dotation de ladite place forte. Durant cette opération, il n'y restera que le nombre de troupes nécessaire pour veiller à la sûreté du matériel de guerre et pour en effectuer l'expédition, qui s'achèvera dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en vertu des droits de souveraineté qu'il exerce sur la ville et forteresse de Luxembourg, s'engage de son côté à prendre les mesures nécessaires afin de convertir ladite place forte en ville ouverte, au moyen d'une démolition que Sa Majesté jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes exprimées dans l'article 3 du présent Traité. Les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison. Ils s'effectueront avec tous les ménagements que réclament les intérêts des habitants de la ville.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet, en outre, que les fortifications de la ville de Luxembourg ne seront pas rétablies à l'avenir, et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire.

Art. 6. Les puissances signataires du présent Traité constatent que, la dissolution de la Confédération Germanique ayant également amené la dissolution des liens qui unissaient le Duché de Limbourg, collectivement avec le Grand-Duché de Luxembourg, à ladite Confédération, il en résulte que les rapports dont il est fait mention aux articles 3, 4 et 5 du Traité du 19 avril 1839, entre le Grand-Duché et certains territoires appartenant au Duché de Limbourg, ont cessé d'exister, lesdits territoires continuant à faire partie intégrante du Royaume des Pays-Bas.

Art. 7. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le onze mai, l'an de grâce mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) LA TOUR D'Auvergne.

(L. S.) Apponyi.

(L. S.) Van de Weyer.

(L. S.) Stanley.

(L. S.) D'Azeglio.

(L. S.) Bentinck.

(L. S.) Tornaco.

(L. S.) E. Servais.

(L. S.) Bernstorff.

(L. S.) Brunnow.

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS A LA QUESTION DU LUXEMBOURG.

1867

PRUSSE.

Communication officielle du comte de Goltz à M. Drouyn de Lhuys pour l'informer des motifs qui ont déterminé le cabinet de Berlin à considérer la Confédération germanique comme dissoute par le fait du vote du 14 juin de la Diète, datée de Paris le 17 juin 1866.

Le soussigné, ambassadeur et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, est chargé et a l'honneur de faire à S. Exc. M. Drouyn de Lhuys, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, la communication suivante, relative à une atteinte sérieuse portée au droit public de l'Europe.

La diète germanique, siégeant à Francfort-sur-Mein, a, dans sa séance du 14 juin, voté, par 9 voix sur 16, la mobilisation de l'armée fédérale, à l'exception du contingent prussien.

Auparavant déjà l'Autriche avait rompu les relations diplomatiques avec la Prusse, et, après que ses armées eurent menacé depuis trois mois les frontières prussiennes, elle avait, dès le 11 juin, provoqué la mesure prise le 14, en s'appuyant sur l'article 19 de l'acte final de Vienne du 8 juin 1815, et en alléguant une violation de son droit de possession dans le Holstein.

Or l'article 19 de l'acte final de Vienne, cité pour la justification de cette mesure agressive, n'est que le point de départ de la procédure légale prescrite dans les articles suivants relativement à l'arrangement de différends survenus entre confédérés, et qui tombent sous la compétence de la Diète.

Le règlement de l'exécution fédérale contient de plus des prescriptions précises relatives à cette procédure.

La réunion d'une armée fédérale contre un membre de la Confédération, telle que l'Autriche l'a proposée en se basant sur la constitution militaire fédérale, est en contradiction avec le but et l'esprit de la Confédération, ainsi qu'avec le texte même de l'acte fédéral, notamment avec les articles 2 et 11 (dernier alinéa), reproduits dans les articles 54 et 63 de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, dont voici la teneur :

Art. 54. Le but de cette Confédération est le maintien de la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des États confédérés.

Art. 63 (alinéa 3). Les États Confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci exercera, par une Commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas et qu'une sentence devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement « austrégial » (*austregal Instanz*) bien organisé, auquel les parties litigieuses se soumettront sans appel. »

La proposition autrichienne, si éminemment contraire au droit fédéral, ayant été discutée malgré la protestation de la Prusse, et votée par la Diète à la simple majorité, l'envoyé du Roi près la Confédération germanique a, au nom de Sa Majesté, constaté par une déclaration solennelle la rupture du pacte fédéral, et il a aussitôt quitté cette assemblée, au sein de laquelle la plupart des membres représentaient des États qui s'étaient antérieurement déjà entendus sur des mesures hostiles à la Prusse.

Le gouvernement du Roi a donc le devoir de notifier formellement la rupture du pacte fédéral, dont les stipulations ont perdu toute valeur, aux puissances qui, par la signature de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 ou par leur adhésion à cet acte, ont contribué à la création de cette œuvre, bien qu'elles n'en eussent pas garanti le maintien.

En ayant l'honneur de joindre à cette communication une copie de la déclaration faite dans la séance de la Diète germanique du 14 de ce mois par l'envoyé du roi, le soussigné profite, etc.

Signé : COMTE DE GOLTZ.

LUXEMBOURG.

Note de M. G. d'Olimart, secrétaire du Roi Grand-Duc pour les affaires du Grand-Duché au baron de Tornaco, ministre d'État à Luxembourg, rapportant une conversation avec le comte de Perponcher, chargé par le gouvernement prussien de faire part au gouvernement des Pays-Bas du désir de la Prusse que le Grand-Duché de Luxembourg reste sans rapport avec la Diète et se retire officiellement de la Confédération, en date de La Haye le 21 juin 1866.

Monsieur le Ministre d'État,

M. le Comte de Perponcher, ministre de Prusse à La Haye, est venu aujourd'hui pour me faire une communication verbale dont, à sa demande, je me suis empressé de faire également part à S. A. R. le prince, lieutenant du Roi.

M. de Perponcher m'a dit que par suite de la sécession de la Prusse de la Confédération germanique et de l'état de guerre existant en Allemagne, le Gouvernement prussien désire que le Grand Duché de Luxembourg cesse tout rapport avec la Diète et se retire officiellement de la confédération. L'attitude de neutralité que l'envoyé du Roi a prise à Francfort, n'est pas de nature à satisfaire entièrement la Prusse. Bien que M. de Perponcher n'ait cessé de m'entretenir de la manière la plus courtoise, il m'a cependant suffisamment donné à entendre que toute participation ultérieure du Grand-Duché aux délibérations des États qui sont en guerre avec la Prusse, ne pourrait manquer d'avoir pour nous des conséquences fâcheuses.

Sur ma demande, si une réponse à cette communication était pressante, il m'a répondu que d'après les instructions de son Gouvernement, il devait insister pour connaître notre décision le plus tôt possible, tout en tenant compte, à raison de l'éloignement du pays, des obstacles matériels qui s'opposent à ce qu'une réponse soit donnée aussi promptement qu'on l'eût autrement souhaité à Berlin.

Le secrétaire du Roi pour les affaires du Grand-Duché.

Signé : G. D'OLIMART.

Note de M. d'Olimart au baron de Tornaco pour lui envoyer copie de la circulaire du comte de Bismarck du 10 juin au sujet d'un projet de réforme fédérale, en date de La Haye, le 24 juin 1866.

Monsieur le Ministre d'État,

M. le Comte de Perponcher m'a prié de vous faire parvenir la dépêche ci-jointe en copie, qui a été, il y a quelques jours, communiquée également à M. le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, pour être mise sous les yeux du Roi Grand-Duc.

C'est la circulaire de M. de Bismarck aux agents diplomatiques de Prusse à l'étranger, concernant le nouveau projet de réforme fédérale proposé par le Gouvernement prussien ¹.

A cette pièce se trouvait joint le projet de réforme même, dont il m'a semblé inutile de faire une copie ; ce document est annexé à l'un des derniers rapports de M. de Scherff et se trouve par conséquent déjà entre vos mains.

Selon le désir du Ministre de Prusse, je lui ai restitué ces deux pièces après en avoir fait l'usage pour lequel il avait bien voulu me les confier.

Le secrétaire du Roi pour les affaires du Grand-Duché.

Signé : G. D'OLIMART.

Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher Sedlnitzky à La Haye, au sujet de la présence d'une garnison prussienne dans la forteresse du Luxembourg après la dissolution de la Confédération germanique, en date de Luxembourg le 23 juin 1866.

Monsieur le Comte de Perponcher,

Le Secrétaire du Roi pour les affaires du Grand-Duché du Luxembourg, m'a fait part de la communication verbale de Votre Excellence relative à la cessation demandée des rapports du Grand-Duché de Luxembourg avec la diète germanique.

Mon télégramme en date d'hier a déjà provoqué auprès de Votre Excellence une démarche préalable de M. d'Olimart. Par suite d'une instruction reçue du Loo, je crois devoir y ajouter quelques explications.

1. Voir *Archives* 1866, tome III, p. 58.

Les dispositions de l'article 3 du Traité conclu à Vienne le 31 mai 1815 et de l'article 67 de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, qui déclarent la forteresse de Luxembourg forteresse fédérale, ont été complétées et confirmées par la Convention entre le Roi des Pays-Bas et le Roi de Prusse conclue à Francfort -sur-le-Mein le 8 novembre 1816. L'article 4 de cette Convention porte ce qui suit :

« L'article 3 du traité conclu à Vienne le 31 mai 1815 et l'article 67 de l'Acte du Congrès de Vienne ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considérée comme forteresse de la Confédération germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par la présente Convention. »

« Cependant Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, agissant en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi de Prusse, voulant adapter le reste des dispositions desdits articles aux changements survenus par le Traité de Paris du 20 novembre 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la défense de leurs États respectifs, Leurs Majestés sont convenues de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg. »

La situation créée par la Convention de 1819 a été modifiée par la Convention conclue le 17 novembre 1856 entre le Roi des Pays-Bas et le Roi de Prusse, Convention qui a été approuvée par la résolution fédérale du 26 février 1857. D'après cette Convention, la Prusse fournit une partie des troupes qui forment le contingent du Grand-Duché dans la composition de la garnison de la forteresse, et le Roi des Pays-Bas cède au Roi de Prusse le droit de tenir garnison exclusive à Luxembourg en temps de paix.

La présence de troupes prussiennes à Luxembourg repose donc sur des Conventions spéciales approuvées par la Diète, et prises en exécution de dispositions qui forment la base des arrangements fédéraux. Comme la Prusse a déclaré le lien fédéral rompu, il est permis de se demander comment elle considère désormais la position de ses troupes dans la forteresse de Luxembourg, qui s'y trouvaient jusqu'à ce jour uniquement comme troupes fédérales.

D'après les ordres de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, j'ai l'honneur d'adresser cette demande à Votre Excellence et de la prier de bien vouloir me faire connaître la décision de son Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Le ministre d'État, président du Gouvernement,

Signé : baron V. DE TORNACO.

Note de M. d'Olimart au baron de Tornaco donnant l'assurance que la Prusse reconnaîtrait la neutralité du Luxembourg et la respecterait, s'il se retirait de la Confédération germanique, en date de La Haye, le 24 juin 1866.

Monsieur le Ministre d'État,

M. le comte de Perponcher est venu chez moi aujourd'hui pour me faire part de la réponse qu'il a reçue de Berlin à la communication que vous m'avez chargé de lui faire par votre télégramme du 22 de ce mois.

Le Gouvernement prussien, m'a-t-il dit, ne saurait accepter comme neutre la position du Grand-Duché, tant qu'il participera aux délibérations de la Diète, à quelque titre que ce soit et malgré que notre envoyé s'abstienne ou refuse même de reconnaître la validité de ses décisions. La seule présence dans une assemblée qui sert d'organe à une fédération d'États aujourd'hui en guerre ouverte avec la Prusse, semble impliquer de notre part la reconnaissance de l'existence et de la compétence de cette fédération, choses que la Prusse ne considère pas comme compatibles avec une attitude de neutralité. Je reproduis ces arguments à la demande expresse de M. de Perponcher, qui a été chargé de les faire valoir de nouveau.

Il m'a ensuite et itérativement donné l'assurance que la neutralité du Luxembourg serait reconnue et respectée par la Prusse, s'il se retirait de la Confédération. Je l'ai, à plusieurs reprises, interpellé sur ce point, qui est pour nous d'une si grande importance, et chaque fois il m'a déclaré de la manière la plus formelle que nous pouvions compter là-dessus.

Quant à la question du Luxembourg, il m'a dit qu'il n'avait pas cru pouvoir traiter cette affaire par voie télégraphique. Il en a fait l'objet d'un rapport à M. de Bismarck et il me fera connaître sa réponse dès qu'elle lui sera parvenue.

M. de Perponcher n'a mis jusqu'à présent aucune espèce d'insistance à ce que le Luxembourg accède au projet de réforme fédérale soumis par le Gouvernement prussien à l'agrément des États allemands.

Il a ajouté que des démarches de même nature étaient faites par son Gouvernement auprès de tous les souverains allemands qui ne sont pas en guerre avec la Prusse.

Je me suis empressé de lui communiquer votre télégramme d'hier

qu'il considère comme de bon augure pour la résolution définitive du gouvernement grand-ducal.

*Le ministre d'État, président du Gouvernement,
Signé : D'OLIMART.*

PRUSSE.

Note du comte de Perponcher au baron de Tornaco à Luxembourg pour lui annoncer que la Prusse considère que ses droits et obligations stipulés relativement à la forteresse du Luxembourg en dehors de la Diète germanique continuent à rester en vigueur, en date de La Haye, le 1^{er} juillet 1866.

Monsieur le Ministre d'État,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 23 juin dernier, relativement à la position des troupes prussiennes dans la forteresse de Luxembourg depuis que le Gouvernement du Roi, mon auguste maître, a déclaré rompu le lien fédéral, je suis chargé d'avoir l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la manière dont le Gouvernement du Roi envisage la question.

La Convention du 8 novembre 1816, conclue entre LL. MM. le Roi de Prusse et le Roi des Pays-Bas, a réglé la position des troupes prussiennes dans la forteresse de Luxembourg. L'article 4 de cette convention, cité par Votre Excellence, ne laisse aucun doute quant au caractère européen de cet acte international. Ce n'est que le 5 octobre 1820 que la Diète germanique, par suite d'une résolution prise à l'unanimité, déclara vouloir se charger des forteresses par rapport aux travaux de réparation et à leur administration, tout en reconnaissant explicitement le droit de garnison tel qu'il reposait sur les traités européens.

La garnison prussienne s'était donc trouvée pendant quatre ans dans la forteresse de Luxembourg sans qu'elle eût la qualité de garnison fédérale, uniquement en vertu des stipulations de la convention du 8 novembre 1816. Le droit de garnison à Luxembourg qui en découle, n'a point été cédé par la Prusse à la Diète germanique, pas plus que ne lui fut cédé le droit analogue à Mayence par la Prusse ou par l'Autriche, quand en 1825, ces puissances se dessaisirent de leurs droits de propriété sur les fortifications de cette place en faveur de la Diète.

La convention du 17 novembre 1856, qui obtint également l'assen-

timent de l'ancienne Diète, ne changea rien à cet état de choses, tout en modifiant la situation créée par la convention du 8 novembre 1816.

En conséquence, le gouvernement du Roi, mon auguste maître, est d'avis que la question soulevée par la note de Votre Excellence en date du 23 juin dernier, se trouve résolue sans difficulté dans ce sens : que les conventions particulières conclues entre LL. MM. le Roi de Prusse et le Roi des Pays-Bas par rapport au maintien d'une garnison prussienne dans la forteresse de Luxembourg, n'ont point été altérées par la dissolution de la Confédération germanique, attendu que les droits et obligations, stipulés en dehors de la Diète, continuent à rester en vigueur.

Je suis, etc.

Signé : PERPONCHER.

LUXEMBOURG

Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher-Sedlnitzky à Berlin, protestant contre la continuation de l'occupation de la forteresse du Luxembourg par les troupes prussiennes, en date de Luxembourg, le 2 juillet 1866.

Monsieur le Comte de Perponcher,

Je me suis empressé de soumettre à Sa Majesté le Roi Grand-Duc la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 1^{er} juillet courant, en réponse à la mienne du 23 juin dernier, concernant la position de la garnison prussienne à Luxembourg depuis que le gouvernement de Prusse a déclaré rompu le lien fédéral.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc ayant daigné approuver les vues et les propositions émises au sujet de cette question par le Gouvernement grand-ducal, je suis chargé de faire à Votre Excellence la réponse suivante :

Le Gouvernement du Roi Grand-Duc ne peut pas admettre la solution donnée par le Cabinet de Berlin à la question soulevée dans ma note du 23 juin dernier ; il estime que cette solution repose sur une interprétation inexacte des traités européens et des arrangements particuliers qui se rapportent à la garnison de la forteresse de Luxembourg. En effet, la ville de Luxembourg a été déclarée forteresse fédérale par les conventions « antérieures » au traité du 8 novembre 1816, sur lequel le Gouvernement de Prusse fonde ses prétentions ; ce sont :

L'article 3 du traité conclu à Vienne le 31 mai 1815 entre les Pays-Bas et la Prusse ;

L'article 67 de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 et l'article 10 du protocole de Paris des 3-20 novembre 1815.

Les deux premières de ces dispositions déclarent la ville de Luxembourg, sous le rapport militaire, forteresse de la Confédération, et accordent au Roi Grand-Duc le droit de nommer le gouverneur et le commandant militaire de la forteresse, « en réservant toutefois l'approbation du pouvoir exécutif de la Confédération et telles autres conditions qu'il sera jugé nécessaire d'établir, en conformité de la constitution future de ladite Confédération. »

Par la dernière disposition, la déclaration susdite a été réitérée à Leurs Majestés. L'Empereur d'Autriche, l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne se sont, en outre, engagés à employer leurs meilleurs offices pour faire obtenir à Sa Majesté le Roi de Prusse le droit de garnison dans la place de Luxembourg, conjointement avec Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ainsi que le droit de nommer le gouverneur de cette place.

Il a été donné suite à ces différentes stipulations par le traité du 8 novembre 1816, dont l'article 4 maintient et confirme toutes les dispositions d'après lesquelles la place de Luxembourg doit être considérée comme forteresse de la Confédération.

Le traité de 1816 n'est donc que la conséquence des traités antérieurs, sans lesquels il ne serait pas intervenu. Il en résulte que la présence d'une garnison prussienne à Luxembourg n'est conciliable avec les traités qu'en tant que ladite garnison est considérée comme troupe fédérale. Ce qui le prouve encore plus clairement, c'est la disposition finale de l'article 37 du récess territorial de Francfort, du 20 juillet 1819, portant que le gouverneur et le commandant de la forteresse de Luxembourg, dont la nomination a été concédée à la Prusse par l'article 5 du traité du 8 novembre 1816, doivent prêter serment à la Diète.

Bien que ce ne soit que le 5 octobre 1820 que la diète germanique a pris une résolution formelle, en vertu de laquelle elle a déclaré vouloir se charger des forteresses par rapport aux travaux de réparation et à leur administration, il importe cependant de faire remarquer qu'il a déjà été question de l'obligation de l'entretien de la forteresse de Luxembourg dans l'article 16 du traité du 8 novembre 1816, et que les parties contractantes ont reconnu en principe que cet entretien, exigé dans un intérêt commun, devait être considéré comme une charge incombant à toute la Confédération.

C'est en vertu des principes consacrés par les dispositions précitées que la convention du 17 novembre 1856, modificative de la situation créée par la convention du 8 novembre 1816, réserve dans son article 4 l'approbation de la Diète. Cette approbation est intervenue par

la résolution fédérale du 26 février 1857, comme elle a toujours dû intervenir pour les arrangements concernant la composition des garnisons dans les forteresses fédérales.

Le Gouvernement du Roi Grand-Duc estime que dans les circonstances actuelles, un débat ultérieur sur la question soulevée peut être ajourné, mais croit de son devoir de faire, dès à présent, toutes réserves et protestations qui découlent des observations qui précèdent.

Veuillez agréer, etc.

Le ministre d'État, président du Gouvernement,

Signé : baron V. DE TORNACO.

LUXEMBOURG.

Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher, en réponse à la communication du 21 juin de M. d'Olimart, en date de Luxembourg, le 12 juillet 1866.

Monsieur le Comte,

En réponse à la communication verbale que Votre Excellence a bien voulu adresser au Secrétaire du Roi pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg à La Haye, relativement à la cessation des rapports du Grand-Duché avec la Diète Germanique de Francfort, je suis chargé, de la part de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, d'avoir l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, que Sa Majesté s'engage à retirer son envoyé de la Diète, pour le Grand-Duché de Luxembourg, si le gouvernement de Prusse veut, par une dépêche officielle, donner au gouvernement Luxembourgeois l'assurance qu'il reconnaîtra et respectera la neutralité du Grand-Duché.

Signé : baron V. DE TORNACO.

PRUSSE.

Note du comte de Perponcher au baron de Tornaco, en réponse à sa note du 12 juillet, en date de La Haye, le 5 août 1866.

Monsieur le Ministre d'État,

La note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 12 juillet, relativement à la cessation des rapports du Grand-Duché de

Luxembourg avec l'ancienne Diète Germanique, contient la déclaration : Que Sa Majesté le Roi Grand-Duc s'engagerait à retirer son envoyé de la Diète pour le Grand-Duché de Luxembourg, si le gouvernement de Prusse voulait, par une dépêche officielle, donner au gouvernement Luxembourgeois l'assurance qu'il reconnaîtra et respectera la neutralité du Grand-Duché.

Après avoir porté à la connaissance du Roi, mon auguste Maître, la communication de Votre Excellence, je suis chargé de lui réitérer l'assurance que j'avais déjà été autorisé à donner verbalement au secrétaire de S. M. le Roi des Pays-Bas pour le Grand-Duché de Luxembourg, relativement à la neutralité de ce Grand-Duché, et j'ai en conséquence l'honneur de vous déclarer, monsieur le Baron, que le Gouvernement prussien reconnaîtra et respectera la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg, si S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en retirant son envoyé près de l'ancienne Diète Germanique constate que les rapports entre celle-ci et le Grand-Duché de Luxembourg ont cessé d'exister.

Je dois ajouter, monsieur le Baron, que le Président du Conseil, Comte de Bismarck, ayant suivi le Roi mon Auguste Maître, en Bohême et en Moravie, la présente communication a par là même éprouvé du retard.

Veuillez, etc.

Signé : PERPONCHER.

LUXEMBOURG.

Note du Baron de Tornaco au comte de Perponcher, en réponse à sa note du 5 août, en date de Luxembourg, le 7 août 1866.

Monsieur le Comte,

En accusant à Votre Excellence la réception de sa note du 5 août courant, portant la déclaration que le Gouvernement prussien reconnaîtra et respectera la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg, si S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en retirant son envoyé près l'ancienne Diète Germanique, constate que les rapports entre celle-ci et le Grand-Duché de Luxembourg ont cessé d'exister, je m'empresse d'avoir l'honneur de vous informer, monsieur le Comte, que d'après l'autorisation de S. M. le Roi Grand-Duc, mon Auguste Maître, je viens de prier M. de Scherff, de déclarer que Sa Majesté a pris la résolution de retirer son envoyé près la Diète,

pour le Grand-Duché de Luxembourg, et de cesser tout rapport entre celui-ci et la Diète.

Veuillez, etc.

Le Ministre d'État, président du Gouvernement,

Signé : BARON V. DE TORNACO.

LUXEMBOURG.

Discours du prince Henri des Pays-Bas, à l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée des États de 1866, le 29 octobre 1866.

Messieurs,

L'accueil si patriotique qui Nous a été fait à Notre retour dans le Grand-Duché, à Madamela Princesse et Moi, Nous a vivement touchés, et c'est avec bonheur que Je Me retrouve au milieu des Représentants des fidèles populations luxembourgeoises, dont les sentiments de dévouement à Sa Majesté le Roi Grand-Duc, Notre Auguste Souverain, se manifestent si unanimes dans les circonstances actuelles.

Depuis Votre dernière session, de graves événements se sont accomplis. Le Grand-Duché, avec la protection divine, a traversé la crise sans être atteint par les calamités de la guerre, dans laquelle ont été entraînés la plupart des États de l'Allemagne.

La paix est rétablie ; mais les liens que les traités de 1815 avaient formés entre les différents États confédérés, sont rompus.

Resté étranger par ses votes émis dans le sein de la Diète aux premières causes du conflit, ayant protesté de sa neutralité avant la guerre, reconnu neutre, le Grand-Duché, s'appuyant sur son droit, désire, en présence des transformations de l'ancienne Confédération qui s'opèrent, conserver son indépendance. Je consacre mes efforts à la réalisation de ce vœu légitime.

La position de la ville de Luxembourg, comme ancienne forteresse fédérale occupée par une garnison prussienne, a donné lieu à un premier échange de notes, qui n'a pas cessé d'avoir un caractère amical.

La dissolution de la Confédération germanique a rendu caduques plusieurs dispositions de la Constitution ; toutefois, eu égard au fait accompli, Je n'estime pas qu'il soit nécessaire pour le moment de procéder à une révision partielle de Votre Loi fondamentale.

Grâce aux habitudes laborieuses de ses habitants et à leur amour de l'ordre, le Grand-Duché jouit, autant que les temps le permettent, de bien-être et de prospérité

L'épidémie qui a si cruellement éprouvé nos populations, en même temps qu'elle sévissait sur une grande partie de l'Europe, a enfin disparu. Je Me plais ici à rendre hommage à tous les dévouements qui se sont produits dans ces pénibles moments. Des travaux d'assainissement pour plusieurs localités sont jugés nécessaires; les projets sont à l'étude.

L'état de nos finances est satisfaisant; Vous Vous en convaincrez par l'exposé de la situation qui Vous sera immédiatement présenté. En effet, les sommes provenant des emprunts ont été dépensées en travaux publics, et les ressources ordinaires ont fait face aux dépenses ordinaires, accrues des annuités de la dette nationale. L'équilibre du budget de 1867 n'exige pas une majoration d'impôts, mais Vous aurez à examiner si par mesure de prudence il convient de créer dès maintenant des ressources nouvelles.

Notre chemin de fer du Nord est achevé depuis un certain temps, et il y a lieu d'espérer que les difficultés qui s'opposent encore à l'exploitation de la ligne entière vers Spa seront bientôt levées.

De nouvelles concessions de chemins de fer Nous sont demandées; notre réseau principal étant achevé, Mon Gouvernement prend ces projets en sérieuse considération.

De l'activité a été rendue à nos travaux publics, ralentis à cause de l'incertitude des événements, dont l'influence sur les finances de l'État est toujours à redouter.

Messieurs,

Je ne doute pas que dans la session qui s'ouvre, Votre attachement à Votre pays et Votre dévouement au Roi Grand-Duc, dont la sollicitude paternelle veille généreusement sur le bonheur des Luxembourgeois, ne Vous raffermissent dans les sentiments de concorde et d'union qui de tout temps Vous ont animés.

Puisse la divine Providence éclairer Vos délibérations!

Au nom du Roi Grand-Duc,

Je déclare ouverte Votre session ordinaire pour 1866.

FRANCE.

Dépêche du baron de La Villestreux, chargé d'affaires à la Haye au marquis de Moustier, envoyant le discours d'ouverture de la Diète du Luxembourg contre l'occupation prussienne daté de la Haye le 4 novembre 1866.

Monsieur le Marquis,

La session du Grand-Duché de Luxembourg vient d'être ouverte par le prince Henri des Pays-Bas, lieutenant du roi. J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence le discours prononcé par Son Altesse Royale.

Votre Excellence remarquera que le Prince déclare : 1^o que les traités de 1815 sont abrogés ; 2^o que le Grand-Duché désire conserver son indépendance ; et 3^o que le Gouvernement du Grand-Duché considère que, par suite de la dissolution de la Confédération germanique, la ville de Luxembourg ayant cessé d'être forteresse fédérale, la Prusse ne saurait faire valoir aucun droit à l'occuper.

L'attitude énergique du Gouvernement luxembourgeois depuis les derniers événements en Allemagne et les manifestations des populations semblent aux hommes d'État de ce pays appelées à produire une certaine impression à Berlin. D'après eux, la Prusse se montrerait déjà moins disposée à pousser le Luxembourg à faire partie de la nouvelle Confédération du Nord, tout en maintenant encore ses prétentions à occuper la forteresse.

Quant au Limbourg, le Gouvernement néerlandais s'attend à voir la Prusse reconnaître que sa libération est nettement établie par suite de la cessation du pacte fédéral.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LA VILLESTREUX.

Dépêche de M. Baudin, ministre de France à la Haye, au marquis de Moustier, au sujet de la situation de la Prusse pour l'occupation de la forteresse du Luxembourg, en date de Berlin le 10 novembre 1866.

Monsieur le Marquis,

M. le baron de Tornaco, Président du Gouvernement grand-ducal,

a communiqué à l'Assemblée des États luxembourgeois une grande partie de la correspondance à laquelle ont donné lieu les négociations avec le Prusse. Cette publication me paraît compléter, sur la question qui intéresse en ce moment le Grand-Duché, les informations transmises antérieurement à Votre Excellence par la légation de l'Empereur. Il résulte de ces documents que si les pourparlers entamés au mois de juin dernier entre le cabinet de Berlin et le Gouvernement Grand-Ducal ont dégagé momentanément le Luxembourg de tout lien fédéral, ils n'ont encore amené aucun résultat pour ce qui touche au droit d'occuper la forteresse. On pense toutefois que le retour prochain du Ministre de Prusse à la Haye est de nature à hâter la reprise des négociations. C'est en vue d'amener ce résultat qu'aurait été écrite, m'assure-t-on, la dépêche luxembourgeoise du 12 octobre, que M. le baron de Tornaco s'est borné à signaler et que le cabinet de Berlin a laissée jusqu'ici sans réponse.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDIN.

Lépêche du marquis de Moustier à M. Baudin à la Haye pour lui donner connaissance d'une communication de M. de Lightenvelt au sujet de la situation des Pays-Bas vis-à-vis de la Prusse à la suite des changements survenus en Allemagne, en date de Paris le 27 février 1867.

Monsieur,

La Cour de La Haye a chargé son Représentant à Paris d'exposer au Gouvernement de l'Empereur la situation des Pays-Bas dans leurs rapports avec la Prusse, et, conformément à ses instructions, M. Lightenvelt m'a remis une communication dont je crois utile de vous faire connaître la substance.

M. le comte de Zuylen commence par rappeler dans ce document l'attitude que le Gouvernement des Pays-Bas a gardée pendant la dernière guerre. Partant de ce principe qu'un conflit armé entre les Confédérés était contraire à l'esprit du Pacte fédératif, il constate que, du jour où les hostilités avaient commencé, la Confédération germanique avait cessé d'exister de droit aussi bien que de fait. Il en était résulté une double conséquence pour la Hollande : d'une part, elle voyait également s'éteindre les obligations que lui imposait le traité du 19 avril 1839; de l'autre, elle pouvait être admise à faire valoir des

prétentions sur les propriétés fédérales dont la liquidation avait été prescrite par le traité du 23 août 1866 ¹.

Désirant toutefois rester en dehors des contestations qui peuvent se produire à cette occasion, et préoccupé avant tout de constater que les Affaires de l'Allemagne lui étaient dorénavant complètement étrangères, le Gouvernement néerlandais avait proposé, dès le mois d'octobre, au Cabinet de Berlin un arrangement aux termes duquel la Hollande aurait renoncé à la part qu'elle pouvait revendiquer dans le partage des propriétés fédérales, l'Allemagne renonçant de son côté, par le même acte, à toute réclamation basée sur les liens que la guerre venait de dissoudre.

Après avoir évité longtemps de répondre à ces ouvertures, M. le comte de Bismarck aurait fini par déclarer qu'il ne pouvait se placer au même point de vue que le cabinet de la Haye, et que le gouvernement prussien réserverait la solution de cette question au Parlement de l'Allemagne du Nord.

Le Gouvernement des Pays-Bas, du reste, ne se montre nullement surpris d'une réponse que divers incidents, en dehors de l'attitude de la presse officieuse prussienne, étaient, dit-il, de nature à lui faire prévoir. Le cabinet de la Haye semble craindre que la Prusse, ne se contentant pas des facilités que son commerce rencontre soit en Hollande, soit dans les Colonies néerlandaises, ne se base sur une certaine communauté de race et sur la situation géographique des Pays-Bas pour désirer une position exceptionnelle et en arriver à une intime alliance, dont le résultat serait de compléter son système commercial et militaire, surtout au point de vue maritime.

En présence d'aspirations de cette nature de la part d'un Gouvernement qui avait donné des preuves si notoires de la rapidité de ses résolutions et de son action, il était de la plus haute importance, pour le Cabinet de la Haye, de savoir quelle serait l'attitude de la France dans le cas où, sans aucune provocation, la Hollande viendrait à être menacée du côté de l'Allemagne.

La communication qui m'a été remise par M. Lightenvelt était de nature à attirer toute notre sollicitude, et je vous prie de vous attacher, par une conversation avec le Ministre des Affaires étrangères, à approfondir ce qu'il peut y avoir de réel dans les craintes manifestées par le Gouvernement hollandais sur les dangers dont son indépendance et ses droits seraient menacés, et auxquels nous ne saurions nous-mêmes rester indifférents.

Cette communication soulève d'ailleurs deux questions d'une haute importance : la question du Limbourg et celle du Luxembourg, dont

1. Voir *Archives*, 1866, tome VI, page 197.

la situation est restée jusqu'ici indécise. Je me réserve de les traiter d'une manière plus spéciale dans une dépêche ultérieure.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin au sujet de l'abandon par la Prusse de toutes prétentions sur le Limbourg, de l'évacuation de la forteresse du Luxembourg par la garnison prussienne, et de l'idée d'une cession du Grand-Duché à la France, datée de Paris le 28 février 1867.

Monsieur,

La communication du Cabinet de la Haye, en date du 20 de ce mois, soulève, comme je vous l'ai déjà dit, d'importantes questions qu'il est de notre devoir d'examiner. Notre attention doit surtout se fixer sur la situation internationale du Limbourg et du Luxembourg. Le sort réservé à ces territoires intéresse à un haut degré les États situés à l'ouest de l'Allemagne, la France en particulier, au point de vue de la sécurité de leurs frontières. Ces deux pays doivent au système de défiance inauguré contre nous d'avoir été rattachés à la Confédération germanique; mais les liens accidentels, créés par des arrangements politiques surannés, ont été rompus du moment où cette Confédération s'est dissoute. Au point de vue légal, le roi de Hollande est aujourd'hui fondé à affirmer que les territoires dont il s'agit sont affranchis de toute servitude, et que le droit conféré à la Prusse de tenir garnison à Luxembourg a disparu avec les institutions qui en étaient le fondement et l'unique raison d'être. Le Limbourg n'est plus autre chose qu'une province hollandaise, et le Grand-Duché doit être considéré comme un Etat parfaitement indépendant, gouverné par un Grand-Duc, qui se trouve en même temps Roi des Pays-Bas.

Quant au Luxembourg, qui nous touche de plus près, la Prusse, en l'absence d'un droit légal, ne saurait invoquer aucun lien d'affinité avec lui : les sentiments bien connus, les sympathies avouées des populations les éloignent de toute union avec l'Allemagne; leurs aspirations sont bien plutôt tournées vers la France. Ce sont là des faits que nous devons prendre en considération, et nous regretterions que l'on en jugeât autrement de l'autre côté du Rhin. Non-seulement nos intérêts matériels s'en trouveraient menacés, mais nous aurions à nous préoccuper des tendances générales que ces appréciations, différentes des nôtres, viendraient révéler : nous pourrions appréhender que,

sous l'entraînement de certaines théories, la Prusse, au lieu de se renfermer dans ses frontières non contestées, ne fût induite, comme on semble le croire à la Haye, à porter ses regards au delà.

Je me hâte de dire que jusqu'ici nous nous sommes plu à écarter de telles hypothèses : nous n'avons jamais cessé de penser que, comprenant l'importance de ces questions, et appréciant le scrupule que nous mettions à les soulever nous-mêmes, le Gouvernement prussien saurait les résoudre d'une manière satisfaisante pour tous, soit en faisant usage d'une prévoyante initiative, soit en déférant aux justes réclamations de la Cour des Pays-Bas. Cependant il n'a rien fait ni dans un sens ni dans l'autre, et, quelles que soient les inductions que nous aimerions à tirer des dispositions que le Cabinet de Berlin nous laisse entrevoir en toute circonstance, le temps passe sans apporter de modifications à un état de choses anomal, et chaque jour qui s'écoule semble consacrer cette situation au lieu d'y remédier.

Vous écouterez donc avec attention tout ce que vous dira le Cabinet de la Haye, et vous établirez un échange d'idées sur les moyens les plus propres à nous conduire au but que nous devons nous proposer en commun : ce but, c'est d'obtenir l'abandon de toute prétention allemande sur le Limbourg, et l'évacuation de la forteresse de Luxembourg par la garnison prussienne qui l'occupe.

Quant aux moyens dont on peut faire usage, le plus naturel a déjà été employé sans succès : le Gouvernement néerlandais a échoué dans ses tentatives de négociation directe avec la Prusse.

Il serait à craindre qu'une démarche officielle faite à Berlin par le Gouvernement de l'Empereur, pour appuyer les droits du Roi de Hollande, ne soulevât une discussion où l'amour-propre national serait mis en jeu des deux côtés; si elle n'aboutissait immédiatement à un résultat satisfaisant, elle aggraverait les difficultés.

Il est une combinaison qui, en modifiant profondément les situations réciproques, ferait tomber tout le système d'argumentation sur lequel on serait peut-être tenté de s'appuyer pour défendre l'état de choses actuel. Ce que le Cabinet de Berlin ne veut pas concéder au Roi des Pays-Bas, pour des motifs que je n'ai pas à examiner ici, pourrait devenir entre la Prusse et nous l'objet d'une transaction honorable et amicale. Il n'est pas probable, en effet, que le Gouvernement prussien, qui s'applique journellement à resserrer ses rapports avec la France, ait prémédité de conserver, contre toute espèce de droit, en dehors de ses frontières et si près des nôtres, une garnison inutile au point de vue de sa défense naturelle, et dont le caractère, éminemment offensif à notre égard, ne pouvait manquer de fixer notre sollicitude la plus attentive. Si grande que l'on pût supposer notre longanimité, et quel que pût être notre désir d'éviter tout dissentiment, il

était évident que nous devons être obligés, tôt ou tard, de nous en expliquer sans réticence, et le moment semble venu, en effet, où notre silence, en se prolongeant, deviendrait un argument contre nous. Je vais plus loin encore, et, à mon sens, il est permis d'admettre qu'en acceptant avec bonne grâce le fait d'une réunion du Grand-Duché à la France, le Cabinet de Berlin croirait faire acte d'habile politique et aimerait à nous ménager une satisfaction morale et matérielle qui, en donnant aux relations des deux pays un degré plus marqué d'intimité, offrirait de nouveaux gages à la paix de l'Europe.

Sans entrer plus avant dans les considérations sur lesquelles cet espoir peut s'appuyer avec quelque fondement, il est certain que l'hypothèse d'une cession, soit comme moyen, soit comme but, sera nécessairement examinée entre nous et le Gouvernement du Roi Grand-duc, et Sa Majesté pensera peut-être qu'en se dépouillant d'une principauté dont la position actuelle est devenue difficile et précaire, elle fera un acte également agréable à ses sujets hollandais, désireux de se dégager de toute compromission relative au Grand-Duché et à ses sujets luxembourgeois, dont les sympathies sont toutes françaises, et qui craignent vivement de se voir réunis à l'Allemagne.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que le consentement des habitants ne serait pas moins nécessaire, à nos yeux, que celui du roi, pour qu'une réunion à la France pût être consommée.

Nous tiendrions en même temps un compte suffisant de l'existence d'une garnison prussienne, et des considérations qui se rattachent au maintien de nos bonnes relations avec le Cabinet de Berlin et avec les autres Puissances. Ce serait à nous seuls toutefois qu'il appartiendrait d'ouvrir avec le Gouvernement prussien une négociation confidentielle et amicale, dont nos intentions conciliantes sauraient écarter toute cause de conflit.

Ces aperçus vous guideront dans les conversations que vous aurez soit avec le ministre des affaires étrangères, soit avec Sa Majesté elle-même. Si l'idée de la cession prenait une certaine consistance, vous m'en rendriez compte immédiatement; mais vous ne perdriez pas de vue que notre but principal est avant tout, de voir le Grand-Duché affranchi de toutes les servitudes fondées sur le système politique établi contre la France à une autre époque. Vouloir les maintenir aujourd'hui serait un anachronisme, alors même qu'on pourrait s'appuyer encore sur un semblant de légalité.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin à la Haye pour lui annoncer que le Gouvernement français désire prendre l'initiative des négociations avec le Cabinet de Berlin pour la cession du Luxembourg, en date de Paris le 21 mars 1867.

Monsieur,

Les entretiens que vous avez eus, depuis quelques jours, avec le Roi et avec ses Ministres, ont fait ressortir de plus en plus la conformité de vues et d'intérêts qui existe entre les deux Cours. Je vois que l'on comprend, à la Haye, dans les sphères les plus élevées, que la cession du Luxembourg à la France, avantageuse pour la Hollande comme pour nous, simplifierait beaucoup de questions, et dégagerait les Pays-Bas de toute solidarité gênante avec le Grand-Duché. Chaque jour nous recevons de nouveaux témoignages du désir des habitants de se voir réunis à la France. Nous ne doutons pas que leur vote, presque unanime, ne vint sanctionner les arrangements que le Roi Grand-Duc est disposé à prendre avec nous.

Il me reste à vous parler de la marche à suivre vis-à-vis du Gouvernement prussien. Nous croyons que le Grand-Duc a le droit absolu de disposer du Luxembourg avec l'assentiment des populations, et nous avons incontestablement celui de faire cette acquisition dans les mêmes conditions. Mais nous avons, tout autant que le Roi des Pays-Bas, la volonté sincère de nous maintenir en bons rapports avec la Cour de Berlin, et il n'est pas possible de ne tenir aucun compte de l'existence en fait d'une garnison prussienne, bien que ce fait ne s'appuie plus aujourd'hui sur aucun droit.

Le Roi, dites-vous, s'attache fortement à l'idée de déclarer préalablement à la Prusse son intention de nous céder le Grand-Duché. Nous n'avons certainement aucune objection personnelle à ce que le cabinet de Berlin soit instruit de ce pourparler; mais nous désirons qu'il le soit par nous. Un examen attentif de la question démontrera, je l'espère, au Roi que, malgré son désir naturel de prendre l'initiative de cette confidence, il importe qu'il nous laisse la direction exclusive et la responsabilité de cette négociation.

Nous entamerons immédiatement à ce sujet, avec le Gouvernement prussien, des pourparlers confidentiels, qui ne sauraient jamais conduire à un résultat fâcheux, puisque notre but, comme je vous l'ai déjà écrit, est de faire de cette question un moyen de rapprochement et non une cause de dissentiment.

Le Roi Grand-Duc peut être assuré que ses intérêts seront défendus

par nous comme les nôtres, et que nous nous efforcerons d'obtenir que la question du Limbourg soit réglée d'une manière équitable et conforme à ses vues. Notre intérêt est le même que le sien sur ce point. Je n'ai pas besoin de rappeler que les personnes initiées à cet échange d'idées doivent observer la plus grande discrétion.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier annonçant l'envoi d'une lettre du roi des Pays-Bas à l'Empereur des Français, en date de la Haye le 26 mars 1867.

Le Roi a écrit à l'Empereur une lettre que M. de Zuylen m'a remise et où il lui demande d'aplanir les difficultés à Berlin. Je vous l'envoie. Le Ministre des affaires étrangères m'a dit que, pour se mettre en règle vis-à-vis de la Prusse, il va adresser au comte de Bylandt une note où il serait dit qu'en conséquence du vote de l'article 1^{er} de la Constitution, on n'aura sans doute plus d'objection à reconnaître que le Limbourg est délié de toute obligation envers l'Allemagne.

M. de Zuylen voudrait obtenir que dans la réponse de M. de Bismarck il fût dit que la Prusse considère le Gouvernement hollandais comme entièrement dégagé de toute responsabilité dans les affaires du Grand-Duché de Luxembourg.

Il paraît que le Roi veut faire part au Ministre de Prusse à la Haye de ses intentions à l'égard de la cession du Grand-Duché.

Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin à la Haye sur le désir du gouvernement Français de s'entendre directement avec la Prusse pour la cession du Luxembourg, en date de Paris le 28 mars 1867.

Le Roi, en témoignant à l'Empereur son intention de lui céder le Luxembourg et en développant les motifs, insiste sur cette considération qu'il verrait dans cet arrangement un gage pour la consolidation de la paix européenne. Il fait observer que ce but pour être atteint nécessite la participation de la Prusse, et il insiste pour que l'Empereur obtienne en faveur de la transaction à intervenir l'adhésion de

cette Puissance. Sa Majesté Impériale répondra elle-même au Roi ; je me borne donc à constater avec satisfaction qu'en nous laissant le soin d'obtenir l'adhésion de la Prusse, le Roi semble renoncer à l'initiative qu'il voulait prendre et qui eût pu avoir des conséquences regrettables. Si l'Empereur est disposé à laisser le Roi des Pays-Bas régler lui-même les conditions de la cession, Sa Majesté Impériale désire qu'on lui laisse le soin de s'entendre avec la Prusse sur les résultats de cet acte. Nous en accepterons la responsabilité et nous n'épargnerons rien pour éviter au Roi et à son pays tout désagrément.

Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier portant consentement du Roi que l'Empereur s'entende directement avec le cabinet de Berlin au sujet de la cession du Luxembourg.

Le Prince d'Orange est chargé de dire à l'Empereur que le Roi, désirant lui être agréable, consent à la cession et prie Sa Majesté Impériale de s'entendre avec la Prusse.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier pour lui annoncer que le gouvernement Anglais n'a aucune objection à la cession du Grand-Duché de Luxembourg à la France tout en doutant des dispositions de la Prusse à cet égard, en date de Londres, le 28 mars 1867.

Monsieur le Marquis,

Lord Stanley m'a dit, ce matin, qu'il savait de bonne source que nous avions adressé directement au cabinet de la Haye une demande de cession à la France, moyennant indemnité pécuniaire, du territoire et de la forteresse de Luxembourg. Il a ajouté confidentiellement qu'il avait eu hier la visite de l'ambassadeur de Prusse, et que celui-ci lui ayant paru animé de dispositions peu conciliantes par rapport à cette question, il n'avait pas hésité à lui avouer que, « dans son opinion personnelle, » une pareille acquisition faite par la France ne serait que légitime. J'ai remercié lord Stanley de l'impartialité et de la bienveillance de son jugement, en lui renouvelant, d'ailleurs, l'assurance que je n'avais reçu de Votre Excellence aucune informa-

tion à cet égard. J'ai su, d'autre part, que lord Stanley s'était exprimé dans le même sens avec l'ambassadeur de Russie, auquel il aurait déclaré que « personnellement » il n'aurait pas d'objection contre un arrangement qui, en donnant satisfaction à la France, serait de nature à écarter, dans l'avenir, toute chance de conflit.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

Dépêche du marquis de Moustier, à M. Baudin à la Haye, envoyant la réponse de Napoléon III à la lettre du roi des Pays-Bas et considérant comme regrettables et prématurées les communications faites par le gouvernement des Pays-Bas au ministre de Prusse à la Haye, en date du 30 mars 1867.

Monsieur,

Je vous envoie la réponse de Sa Majesté au Roi. Il paraît que Sa Majesté Néerlandaise n'avait pas abandonné, comme je l'espérais, le projet dont vous m'aviez parlé dans votre télégramme du 26. Le jour même où le Roi écrivait à l'Empereur, il a, en effet, mandé chez lui le Ministre de Prusse à la Haye et lui a dit à peu près ce qui suit : « Je vous ai fait venir chez moi, parce que je voulais vous dire que l'Empereur des Français m'a fait des propositions pour la cession du Luxembourg à la France. Je n'ai rien voulu faire à l'insu de la Prusse ; il m'a donc semblé que je ne pouvais mieux agir que de vous informer franchement. J'ai écrit à l'Empereur des Français que je m'en remettai à sa loyauté pour qu'il s'entende à ce sujet avec le Roi de Prusse. Je vous prie donc d'en rendre compte au Roi. Sa Majesté voudra apprécier, j'espère, la franchise avec laquelle j'agis dans cette affaire. »

Le Ministre des Pays-Bas à Berlin a reçu, de plus, pour instruction de proposer la signature d'une Convention par laquelle la Prusse, pour elle et tous les États allemands, renoncerait à invoquer les rapports qui ont existé pour le Limbourg entre les Pays-Bas et la Confédération germanique ; il doit, en outre, tâcher d'obtenir une pièce écrite dans laquelle M. de Bismarck reconnaîtrait qu'il n'existe entre la Hollande et le Luxembourg aucune solidarité.

Tout cela me paraît prématuré et regrette

Il en résulte qu'une négociation délicate, dont nous devons, avec raison, garder tous les fils entre nos mains, et à laquelle nous voulions conserver, tant que cela serait nécessaire, un caractère confidentiel, vient d'être ouverte officiellement sans nous et en dehors de nous.

Je souhaite qu'il n'en sorte aucun fâcheux incident.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier au sujet de la demande du comte de Bismarck de retarder la conclusion de toute Convention définitive entre la France et les Pays-Bas au sujet de la cession du Luxembourg, en date de Berlin le 31 mars 1867.

Monsieur le Marquis,

L'affaire du Luxembourg, dont le bruit s'est répandu, produit en Allemagne une agitation dont M. de Bismarck paraît fort ému. Prévenu que le parti libéral se propose de l'interpeller dans la séance de demain, il juge essentiel qu'on retarde la conclusion de toute convention définitive entre la France et les Pays-Bas. Il s'est plaint de la manière dont la question avait été introduite par la communication du roi des Pays-Bas au roi Guillaume. Cette communication place le Gouvernement prussien dans une très-fausse position.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : BENEDETTI.

Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier au sujet des interpellations annoncées dans le Parlement du Nord, en date de Berlin le 31 mars 1867.

M. de Bismarck se sent depuis hier débordé par l'agitation qui a éclaté dans la presse et dans le Parlement. Les députés des différentes fractions libérales se sont réunis ce matin et ont décidé d'interpeller demain le gouvernement. Il m'a averti que, par suite de la communication du roi des Pays-Bas, il ne pouvait se dispenser de déclarer à la Chambre que des négociations pour la cession du Luxembourg étaient, en effet, ouvertes à la Haye. Je lui ai dit que nous n'avions pu obtenir du roi des Pays-Bas qu'il gardât le silence jusqu'à ce que la question eût été examinée par nous avec le Gouvernement prussien.

Télégramme du marquis de Moustier à M. Benedetti en réponse à son télégramme du 31 mars, en date de Paris le 1^{er} avril 1867.

Je regrette qu'une publicité intempestive et la démarche du roi des Pays-Bas aient, malgré nous et contrairement à nos vues, donné à la question du Luxembourg un caractère officiel. Je ne sais quelles en seront les conséquences et le langage que M. de Bismarck croira devoir tenir devant le Parlement du Nord. L'état de choses nouveau qui existe en Allemagne depuis six mois aura d'autant plus de chance de se faire complètement accepter que la nouvelle Confédération saura plus scrupuleusement se renfermer dans des limites non sujettes à contestation. Le langage de M. de Bismarck a toujours été de nature à nous faire penser que c'était bien sous ce jour que les choses lui apparaissaient. Le président du conseil a certainement l'autorité morale et le courage nécessaires pour tracer au patriotisme allemand les limites que celui-ci ne saurait franchir sans blesser le patriotisme des autres.

Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier au sujet des dispositions du cabinet de la Haye en date de la Haye le 1^{er} avril 1867.

Le Roi, le Prince Henri et M. de Zuylen ont eu hier soir une Conférence. Le ministre des Affaires étrangères me dit que Sa Majesté est résolue à tenir ses engagements. M. de Zuylen ne semble pas croire à des embarras sérieux du côté de la Cour de Berlin ; mais il demande que le Gouvernement Français accepte la responsabilité des difficultés possibles avec la Prusse.

Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier annonçant l'interpellation de M. de Bennigsen sur la question du Luxembourg, datée de Berlin le 4^e avril 1867.

Monsieur le Marquis,

A la séance du Parlement de ce matin, avant d'aborder l'ordre du jour, le Président a fait distribuer aux députés une interpellation que M. de Bennigsen, l'ancien chef du *Nationalverein*, se proposait d'adresser au Gouvernement sur la question du Luxembourg. Cette interpellation, à laquelle soixante-dix Représentants, appartenant aux diverses fractions de la gauche, avaient apposé leur signature, est ainsi conçue :

« Les soussignés, membres du Reichstag, adressent les questions suivantes à M. le Président des Commissaires fédéraux :

« 1^o Le Gouvernement Royal Prussien a-t-il reçu des informations d'où il résulte que les bruits de jour en jour plus persistants, relatifs à des négociations entre la France et les Pays-Bas, au sujet de la cession du Grand-Duché de Luxembourg, sont fondés ?

« 2^o Le Gouvernement Royal de Prusse est-il en mesure de donner au Reichstag, au sein duquel tous les partis sont unanimes pour l'appuyer de la façon la plus rigoureuse, du moment qu'il s'agit de repousser une tentative quelconque d'arracher une vieille terre allemande à la patrie commune, l'assurance qu'il est résolu, de concert avec ses Confédérés, de maintenir, quoi qu'il advienne, le lien qui rattache le Grand-Duché de Luxembourg au reste de l'Allemagne, et notamment le droit de garnison de la Prusse dans la forteresse du Luxembourg.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BENEDETTI.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Interpellation de M. de Bennigsen et réponse du comte de Bismarck dans la séance du Parlement de l'Allemagne du Nord du 4^e avril 1867.

M. de Bennigsen présente l'interpellation suivante sur la question du Luxembourg :

Les membres soussignés du Reichstag adressent les questions suivantes à M. le Président des Commissaires fédéraux :

1° Le Gouvernement Prussien a-t-il eu connaissance si les bruits qui se produisent chaque jour avec plus de force, sur des négociations entre les Gouvernements de France et des Pays-Bas concernant la question du Luxembourg, sont fondés?

2° Le Gouvernement Prussien est-il en position de déclarer au Reichstag, au sein duquel tous les partis seront fermement unis pour appuyer de la manière la plus énergique ce qui serait fait pour repousser toute tentative pour arracher un ancien pays allemand à l'ensemble de la patrie : que, d'accord avec ses confédérés, il est résolu d'assurer d'une manière durable, à tout risque, la liaison du Grand-Duché de Luxembourg avec le reste de l'Allemagne, et en particulier le droit de la Prusse de tenir garnison dans la forteresse de Luxembourg?

Cette interpellation est signée par 70 députés, parmi lesquels nous remarquons MM. Miguel Lasker, comte Schwerin, Braun (Wiesbaden), Twesten, Unruch, Lette, Gneist, comte Dohna, de Forkenbeck, Duncer, Ausfeld, Schulze-Delitsch.

Le Président des Commissaires fédéraux, comte de Bismarck, déclare qu'il est prêt à répondre immédiatement à l'interpellation.

M. de Bennigsen : — Messieurs, depuis quelques jours des bruits de négociations entre les Pays-Bas et la France, en vue de la cession du Luxembourg, surgissent de tous côtés ; on soutient même d'une manière très-positive qu'un traité de cession de ce genre est déjà conclu. Un Prince de race allemande, oubliant les souvenirs glorieux de sa maison, dont un membre, Adolphe de Nassau, a même porté la Couronne Impériale Allemande, aurait donc conclu un marché concernant un pays qui a été de tout temps un pays allemand, qui a donné jadis à l'Empire allemand une famille impériale, et à cette province dans laquelle nous sommes réunis, ses margraves. Eh bien ! c'est ce pays que l'Allemagne doit perdre maintenant par un trafic pareil ! Dans cette position, c'est une nécessité urgente pour le Reichstag de se rendre clairement compte de ce qu'il y a à faire vis-à-vis d'un tel danger pour les Gouvernements Allemands confédérés, pour les Représentants assemblés de la nation allemande.

A ces considérations s'ajoute qu'avec le Luxembourg on abandonne fait une position militaire importante, une forteresse qui a été construite au moyen des indemnités pécuniaires qui furent imposées à la France dans les guerres de 1814 et de 1815, en vue de la défense de l'Allemagne contre cette même France, et dans laquelle la Prusse a acquis le droit précieux de tenir garnison et de nommer le Gouverneur, non-seulement en vertu de l'acte du Congrès de Vienne, mais

aussi de traités particuliers conclus avec le Gouvernement des Pays-Bas dans les années 1816 et 1817.

Nous sommes menacés de perdre un pays dont la population est essentiellement allemande et ne songe pas à devenir française, où sans doute il règne une certaine répugnance à se prêter aux lourdes exigences militaires imposées à tous les membres de la Confédération de l'Allemagne du Nord; mais où l'on est Allemand et où l'on veut rester Allemand. Permettez-moi de vous donner lecture d'un passage d'une lettre que j'ai reçue de ce pays.

Il y est dit : « Si ces messieurs du Reichstag savaient combien les 200 000 Luxembourgeois sont toujours Allemands par les mœurs et la langue, et combien ils sont découragés et attristés aujourd'hui dans les villes et les campagnes, tous se lèveraient en notre faveur. » L'interpellation relative à la question du Luxembourg a été présentée par le parti libéral du Reichstag, afin de prouver que dans les questions de politique extérieure où il s'agit de défendre le territoire allemand contre des convoitises injustes de l'étranger, il ne saurait exister de partis dans cette assemblée.

Les difficultés qui se sont produites dans les derniers temps, à l'occasion de questions constitutionnelles spéciales, n'exerceraient pas la moindre influence sur les rapports du Reichstag avec le Gouvernement, s'il s'agissait de se poser avec unanimité et résolution vis-à-vis de l'étranger, et d'appuyer de la manière la plus décidée la politique vigoureuse que le Gouvernement Prussien et le Président du Conseil des Ministres ont suivie jusqu'ici.

Tant qu'une manifestation pareille n'aura pas eu lieu, on peut s'expliquer qu'un petit pays comme le Luxembourg n'ose pas s'opposer aux convoitises françaises avec la résolution que ce peuple aurait sans doute montrée dans d'autres circonstances. C'est une raison de plus pour que le Reichstag ne laisse subsister aucun doute sur la volonté du peuple Allemand de défendre cette portion de l'Allemagne. La dissolution de la Confédération Germanique constitue pour l'étranger une tentation assez forte de profiter du moment où la reconstitution de l'Allemagne n'est pas encore achevée, où des luttes politiques intérieures se produisent en Allemagne, pour changer sa position politique vis-à-vis de l'Allemagne au détriment de celle-ci.

Si nous ne repoussons pas la première tentative de cette espèce, ces tentatives se renouvelleront à chaque instant, et la tentative actuelle de reconstituer l'Allemagne ne conduirait pas à la fondation d'un État puissant allemand, mais à la continuation de l'ancien morcellement. Il faut que nous fassions voir à l'étranger que, dans cette position difficile, où nous pouvons conserver la paix en prenant une attitude forte et résolue vis-à-vis du dehors, nous ne reculerons pas devant la

guerre, quand il s'agit de la juste défense contre une attaque injuste.

En France, les vieux partis et leurs chefs vieillissent cherchent à exciter les passions dans l'armée et le peuple, peut-être non-seulement dans le but de faire des conquêtes pour la France, mais aussi dans le but de créer des difficultés au Gouvernement actuel. Quelle impression cela ferait-il en l'Allemagne, si au moment où le Reichstag est réuni pour poser les bases d'une Constitution Allemande, au moment où nous voulons conférer à la Prusse la direction de la politique extérieure de la Confédération du Nord, une province frontière était arrachée à l'Allemagne, comme à des époques de faiblesse antérieures ?

Ce serait une tache sur l'honneur allemand qu'il serait impossible de laver ! Vous vous rappelez le mot prononcé il y a quelques années par S. M. le Roi de Prusse : « De son consentement, pas le moindre village ne sera arraché du sol Allemand. » Ces mots ont eu un grand retentissement en Allemagne ; la nation allemande en a conservé le souvenir reconnaissant. Montrons maintenant que nous sommes réunis ici à Berlin, autour du roi Guillaume, que s'il fait appel au peuple Allemand, il ne trouvera pas de parti dans son sein, mais une nation unie et résolue vis-à-vis de l'étranger.

Les difficultés qui se sont élevées dans la délibération du projet de Constitution seront aplanies aussitôt que les Gouvernements et les représentants de la Nation éprouveront le besoin de s'entendre, en autant de jours qu'il aurait fallu de semaines dans d'autres circonstances. Nous savons tout ce qu'il y a en jeu dans une guerre entre le peuple allemand et le peuple français. Les deux nations peuvent vivre à côté l'une de l'autre en paix et en amitié, et cultiver dans des sentiments d'estime réciproque les intérêts communs de la moralité et de la civilisation.

Toute guerre qui aurait lieu entre ces deux nations porterait de graves préjudices au progrès de la prospérité et de la civilisation de l'Europe. Personne n'est plus pénétré de cela que les représentants de la nation allemande, qui sont réunis ici dans l'œuvre pacifique de la confection d'une Constitution qui doit être une base du droit et de la paix pour l'Allemagne. Mais si l'étranger veut nous troubler dans notre œuvre, s'il veut profiter de ce qu'elle n'est pas achevée pour nous demander des choses injustes, il trouvera ici une nation qui s'opposera avec la résolution la plus extrême à toutes les convoitises de ce genre.

Messieurs, ne laissez pas de doute comme Reichstag, que de même que nous sommes unis ici, à quelque parti que nous appartenions, le peuple allemand aussi est uni pour appuyer, à tout risque, toute po-

litique énergique du Gouvernement vis-à-vis de ces tentatives et de toutes celles qui pourront se présenter plus tard.

Le comte de Bismarck : La haute Assemblée trouvera naturel que dans une question de la portée acquise par celle qui vous est soumise, je me borne en ce moment à répondre à l'interpellation par un exposé de la situation de fait, en tant qu'elle est connue du Gouvernement du Roi et de ses confédérés. Je dois, pour cela, remonter aux causes qui ont fait que le Grand-Duché de Luxembourg n'est pas membre de la Confédération Germanique.

Lors de la dissolution de l'ancienne Confédération Germanique et par cette dissolution, chacun des États qui en avaient fait partie recouvra sa pleine souveraineté, telle qu'il l'avait possédée avant la fondation de la Confédération, et qui avait été restreinte par les obligations qu'il avait contractées volontairement en adhérant au pacte fédéral.

Après la dissolution de la Confédération, le Grand-Duché de Luxembourg et son Grand-Duc jouirent de la même souveraineté de caractère européen que le Royaume des Pays-Bas et son Roi. La grande majorité des anciens confédérés, de même que la Prusse, profitèrent de leur liberté pour conclure depuis sur le sol national une nouvelle Confédération en vue du soutien réciproque et de la culture des intérêts nationaux.

Le Grand-Duché de Luxembourg ne trouve pas de son intérêt d'entrer dans la même voie. Par les organes dont nous disposons au dedans du Grand-Duché et sur ses frontières, nous avons eu connaissance qu'une répugnance décidée à accéder à la Confédération du Nord, existait dans toutes les classes de la population.

Dans les classes supérieures et notamment dans les plus hautes, elle dérivait d'une mauvaise humeur clairement exprimée contre la Prusse et ses succès; dans les classes inférieures, la répugnance à s'imposer les charges qu'entraîne nécessairement une défense sérieuse du pays.

Les sentiments du Gouvernement luxembourgeois trouvèrent leur expression dans une dépêche qui nous fut adressée au mois d'octobre, et dans laquelle il chercha à nous prouver que nous n'avions plus droit de tenir garnison à Luxembourg. Le Gouvernement du Roi et ses confédérés durent se poser la question s'il était convenable, dans ces circonstances, d'exercer une influence ou même une pression à l'effet de faire accéder à la Confédération du Nord le Grand-Duché qui appartient au Zollverein.

Après un examen approfondi de cette question, il y a répondu négativement. Il ne pouvait voir qu'un avantage douteux à posséder dans une Confédération de cette intimité en la personne du Grand-Duc

de Luxembourg un membre qui, en sa qualité de Roi des Pays-Bas, a son centre de gravité, ses intérêts en dehors de la Confédération et qui pouvait peut-être en avoir en beaucoup de points de contraires à la Confédération.

Les expériences que nous avons faites à cet égard dans l'ancienne Confédération étaient assez instructives pour nous empêcher de transférer complètement un arrangement pareil dans la nouvelle Constitution.

Le Gouvernement du Roi s'est dit, en outre, qu'en vertu de sa position géographique et des relations particulières mêmes du Grand-Duché de Luxembourg, cette question devait être traitée avec un plus haut degré de prudence.

On n'a fait que rendre justice quand on a dit, en lieu éminent, que la politique prussienne cherchait à ménager, — naturellement dans la limite où son propre honneur le comporte, — la susceptibilité de la Nation française. La politique prussienne trouve et a trouvé des motifs pour une pareille politique dans la juste appréciation de l'importance que les relations amicales avec un peuple voisin, puissant et de valeur égale, devaient avoir pour le développement pacifique de la question allemande.

En vertu des mêmes considérations dont je viens d'indiquer ainsi le caractère, je m'abstiendrai de répondre par oui et par non à la seconde partie de l'interpellation. Le texte de cette seconde partie est de nature à pouvoir convenir à une représentation du peuple qui est placée sur le terrain national; mais il n'appartient pas au langage diplomatique tel qu'il est usité dans le traitement des relations internationales, tant que celles-ci peuvent être maintenues dans la voie pacifique.

En ce qui concerne la première partie de l'interpellation, j'exposerai ouvertement les faits tels qu'ils sont parvenus à la connaissance du Gouvernement du Roi. Le Gouvernement du Roi n'a aucun motif pour croire qu'un arrangement sur le sort futur du Grand-Duché soit déjà conclu; naturellement, il ne peut donner l'assurance positive du contraire; il ne peut davantage dire positivement si au cas où cet arrangement n'est pas encore conclu, il ne serait pas sur le point de se conclure.

Les seuls incidents pour lesquels le Gouvernement du Roi a eu l'occasion de prendre officiellement des informations sont les suivants :

Il y a peu de jours, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a mis verbalement l'envoyé du Roi accrédité à La Haye en position de faire connaître comment le Gouvernement prussien prendrait la chose, si Sa Majesté néerlandaise se dépouillait de la souveraineté sur le Grand-Duché de Luxembourg.

Le Comte Perponcher, notre envoyé à La Haye, a reçu l'ordre de répondre que, dans ce moment, le Gouvernement du Roi et ses confédérés n'avaient pas mission en général de se prononcer sur cette question; qu'ils devaient laisser à Sa Majesté elle-même la responsabilité de ses propres actes, et que le Gouvernement du Roi, avant de se prononcer sur cette question, s'il était mis dans la nécessité de le faire, s'assurerait auparavant de la manière dont la question serait envisagée par ses confédérés Allemands, par les cosignataires des Traités de 1839 et par l'opinion publique de l'Allemagne, qui, précisément au moment actuel, possède un organe convenable dans la présente haute Assemblée même.

Le second fait a été celui que le Gouvernement Néerlandais nous a fait offrir par son envoyé à Berlin, ses bons offices en vue des négociations qu'il supposait entre la Prusse et la France sur le Grand-Duché de Luxembourg. Nous avons répondu à cela que nous n'étions pas en position de faire usage de ces bons offices, parce qu'il n'y avait pas de négociations de ce genre en train.

Messieurs, autant que le Gouvernement du Roi en a connaissance, c'est dans cette position que se trouve encore l'affaire à l'heure qu'il est. J'appuie sur les mots « autant qu'il en a connaissance », et m'en réfère à ce que j'ai dit sur la possibilité d'un arrangement.

Vous ne me demanderez pas que dans ce moment je donne, comme peut le faire un représentant du peuple, des déclarations publiques sur les intentions et les résolutions du Gouvernement du Roi et de ses confédérés pour tel ou tel cas.

Les Gouvernements confédérés croient qu'aucune Puissance étrangère ne portera préjudice à des droits incontestables d'États Allemands et de peuples Allemands; ils espèrent être en position de sauvegarder et de protéger des droits pareils par la voie des négociations pacifiques et sans compromettre les relations amicales dans lesquelles l'Allemagne se trouve jusqu'ici avec ses voisins, à la satisfaction des Gouvernements confédérés.

Vous pourrez vous livrer à cet espoir avec d'autant plus d'assurance, qu'il arrivera plus souvent, comme l'indiquait, à ma joie, M. l'interpellant, que nous prouverons par nos délibérations la confiance inébranlable, la liaison indestructible du peuple Allemand avec ses Gouvernements et de ses Gouvernements entre eux.

M. le Président constate que personne ne demande à ouvrir une discussion sur l'interpellation. J'exprime, ajoute-t-il, j'en suis certain, les sentiments de cette haute Assemblée en disant que la manière dont le Reichstag a accueilli l'interpellation, et la réponse qui y a été faite par M. le Président des Commissaires fédéraux, parle plus haut

et plus clairement que toute proposition en forme qu'on pourrait présenter.

La Chambre passe à l'ordre du jour.

FRANCE.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier donnant l'opinion de Lord Stanley sur la cession du Luxembourg à la France, en date de Londres le 2 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

M. l'ambassadeur de Prusse a été chargé de s'informer de la manière de voir du cabinet de Londres, par rapport à l'éventualité d'une cession du Luxembourg à la France. Il semble que pareille démarche a été faite par la Prusse auprès des autres cours signataires du traité de 1839, qui a réglé, en dernier lieu, la situation du grand-duché de Luxembourg. Lord Stanley, pour sa part, n'a pas encore répondu officiellement à cette communication; mais, dans un entretien qu'il a eu hier avec M. le comte de Bernstorff, il n'aurait pas caché à cet ambassadeur que, suivant lui, les Puissances signataires du traité de 1839 ne sauraient élever d'objection sérieuse contre la cession du Luxembourg à la France, du moment où le Roi des Pays-Bas, qui est, en réalité, le seul directement intéressé dans la question, est disposé lui-même à souscrire à cet arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier rapportant une conversation avec M. de Bismarck, en date du 2 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

J'ai revu aujourd'hui M. le comte de Bismarck. Il s'est plaint des embarras en face desquels il se trouve, et semble nous faire un grief de la démarche par laquelle le Roi des Pays-Bas a instruit officiellement le Roi de Prusse, avant que nous nous fussions expliqués avec le cabinet de Berlin. Ces communications prématurées ne laissaient plus au

Gouvernement prussien toute sa liberté. J'ai fait remarquer au comte de Bismarck que nous n'avions rien négligé pour prévenir la démarche du Roi de Hollande et qu'on ne saurait par conséquent nous en rendre responsables.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BENEDETTI.

Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier, annonçant une communication du comte de Perponcher au cabinet de La Haye, en date de La Haye, le 3 avril 1867.

Le comte de Perponcher vient de faire, au nom de son Gouvernement, une communication à M. de Zuylén, où, tout en reconnaissant le droit du Roi des Pays-Bas de disposer du Grand-Duché sous sa responsabilité, il appelle son attention sur l'état de l'opinion en Allemagne et sur les difficultés qui peuvent en résulter.

Le Ministre des affaires étrangères a répondu qu'il en rendrait compte au Roi.

Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier au sujet du Limbourg, en date de La Haye, le 5 avril 1867.

Le comte de Bismarck a déclaré hier au comte de Bylandt qu'il regarde le Limbourg comme dégagé de toute obligation envers l'Allemagne, et qu'il est prêt à le dire dans un acte officiel, bien que le vote de l'article 1^{er} de la Constitution fédérale rende inutile cette constatation.

GRANDE-BRETAGNE.

Réponse de lord Stanley aux interpellations de Sir R. Peel dans la séance de la Chambre des Communes du 5 avril 1867.

Lord Stanley. Quoique cette question du Luxembourg soit d'une grande importance par les résultats qu'elle doit avoir en fin de compte, quoique l'ardent débat dont elle a été l'objet, ces dix jours derniers, ait suffi pour agiter assez vivement l'Europe, les faits, que le très-ho-

norable gentleman a exposés avec beaucoup d'exactitude, sont renfermés dans une sphère fort étroite; et quoiqu'il ait dit une ou deux choses que je regrette d'avoir entendues, je suis cependant bien aise qu'il m'ait donné l'occasion de faire connaître ce qui s'est passé dans cette affaire.

Tout le monde sait que le Gouvernement français a demandé d'être mis en possession de cette province du Luxembourg; on sait aussi assez généralement que le roi de Hollande était disposé à y renoncer à certaines conditions. Je dois faire observer à la Chambre que c'est là une affaire qui regarde le roi de Hollande plutôt que le gouvernement hollandais.

Le Luxembourg n'appartient point à ce gouvernement; un souverain commun est l'unique lien qui l'attache à la Hollande. Je dois dire dans l'intérêt de la vérité, que, si je suis bien informé, le gouvernement hollandais et le peuple ne regardent pas comme étant d'une grande importance ce territoire, qui est en dehors de la Hollande, ni comme ajoutant rien à la force, à la sécurité, à la prospérité de leur pays.

Mais il n'est pas vrai que le Roi de Hollande ait jamais été disposé à renoncer à cette province sans condition; car je suis informé qu'il a proposé diverses stipulations, sur lesquelles il a insisté comme étant indispensables à l'annexion, si elle avait lieu.

Par une de ces clauses, il devait recevoir une certaine compensation; mais devait-elle être accordée directement sous forme de dédommagement pécuniaire, c'est ce que j'ignore. Il est une autre clause que je dois mentionner, après les observations qu'a faites le très-honorable gentleman, c'est celle qui prescrit que conformément au désir de la population du Luxembourg, ses vœux soient consultés.

La troisième stipulation, et c'est la plus importante de toutes, est qu'il faut obtenir le consentement des grandes Puissances, et particulièrement celui de la Prusse. Eh bien! la Prusse, ainsi que la Chambre le sait, possède et prétend posséder, en vertu d'un traité spécial, le droit de tenir garnison dans la forteresse de Luxembourg; et comme étant tout à la fois voisine et surtout chef des États confédérés de l'Allemagne, la Prusse est plus profondément et plus intimement intéressée dans cette affaire qu'aucune autre puissance de l'Europe.

Lorsque le gouvernement fut informé de ce qui se passait, il adressa une communication aux autres puissances signataires du traité de 1839, qui règle les rapports de la Belgique et de la Hollande et garantit le Luxembourg à la Hollande.

Une de ces communications a été adressée au baron de Baust, une autre au gouvernement de S. M., et j'ai reçu la dernière dimanche dernier. Le très-honorable gentleman parle de cette négociation comme étant d'ancienne date.

Sir R. Peel : Au mois d'octobre dernier.

Lord Stanley, continuant : Je ne sache pas qu'il se soit passé rien de secret ; mais tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a dix jours seulement que le gouvernement de Sa Majesté a été informé qu'il s'agissait de cette annexion. Les interpellations qui m'ont été adressées se réduisent en substance à deux. Par l'une, on demande si le gouvernement anglais voudra chercher à dissuader le roi de Hollande de poursuivre les négociations qu'on suppose être ouvertes ; par l'autre, on veut savoir de quelle manière le gouvernement anglais interprète la garantie du traité de 1839.

Quant à la seconde interpellation, je n'essayerai pas d'y répondre tout de suite avec précision, et voici pourquoi : c'est qu'il est évidemment fort à désirer, dans le cas où il faudrait à l'égard du traité de 1839 faire une représentation quelconque ou agir d'une façon ou d'une autre, il importerait que cette représentation ne fût pas l'acte d'une seule puissance, mais qu'elle fût faite conjointement par les autres puissances signataires du Traité, et qui sont solidaires avec nous.

Mais je n'ai point dissimulé le doute, je pourrais me servir d'un terme plus formel, qui existait dans mon esprit ; c'était de savoir si la garantie donnée par le traité de 1839 pouvait bien s'appliquer au cas actuel. Cette garantie était tout à fait dans l'intérêt du roi de Hollande en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, et avait pour objet de maintenir l'intégrité du territoire.

Mais naturellement, si le roi de Hollande renonce volontairement au grand-duché de Luxembourg, s'il adhère à l'arrangement qui aura été fait, il n'a plus alors dans cette question aucun intérêt ; la question prend un tout autre aspect ; elle existe entre l'Allemagne d'une part et la France de l'autre.

On a dit que le Gouvernement britannique s'est engagé à défendre l'intégrité du territoire allemand. Unie comme elle l'est maintenant, et comme on ne l'avait jamais vue auparavant, l'Allemagne est parfaitement en état de pourvoir à sa propre défense.

Je ne crois pas qu'il eût été bien aisé de prétendre que le devoir de l'Angleterre était d'intervenir afin d'empêcher toute négociation qui pût, du côté de la France, produire le moindre avantage quand le Gouvernement et la nation avaient vu qu'on donnait une complète adhésion et même, je crois, une approbation générale au prodigieux agrandissement que l'Allemagne ou plutôt la Prusse, qui est à la tête des États allemands, a obtenu durant les douze derniers mois comme conséquence de la dernière guerre.

A l'égard de la demande qui nous est faite de dissuader le roi de Hollande de poursuivre cette négociation, je répondrai que j'ai été informé, et l'avis que j'ai ultérieurement reçu a parfaitement vérifié la

conjecture d'après laquelle j'ai agi, que le consentement du roi de Hollande n'a été donné d'abord que sous la condition de celui du peuple du Luxembourg. Quant au consentement de la Prusse, j'ai eu fortement l'idée qu'elle ne donnerait pas son adhésion et que si ces conditions n'étaient pas remplies, ces négociations seraient non avenues. Si ces conditions étaient remplies, il serait alors difficile de soutenir que le Gouvernement britannique devrait intervenir dans cette affaire. Mais telle a été la réponse que j'ai donnée provisoirement au nom du Gouvernement de Sa Majesté.

Le temps a manqué pour un examen plus détaillé, et je n'ai pas à en dire davantage sur ce sujet, parce que l'avis a été, ainsi que la Chambre le sait, reçu hier, et non officiellement, annonçant que la Hollande avait abandonné la proposition.

J'ai aujourd'hui la nouvelle publiée dans les journaux d'hier, et qu'a confirmée le représentant officiel du roi de Hollande, qui est venu chez moi et m'a autorisé à faire la déclaration comme émanant de son Gouvernement. Cela met présentement fin, je crois, à la question, du moins en ce qui concerne la Hollande.

Cela met-il un terme définitivement ou non à la question ou à d'autres qui peuvent surgir, c'est ce qu'il est impossible de dire. Mais si elles renaissent, ce sera sous une forme différente et dans des circonstances tout à fait différentes, parce que la question que nous avons eu à traiter la semaine dernière était le cas supposé d'une annexion à laquelle le roi de Hollande était partie consentante.

Cet état de choses est entièrement changé ; aussi ne prétends-je pas dire ce qui peut sortir du nouvel état de choses produit par son refus.

Prenant les faits tels qu'ils sont, la Chambre sera d'avis, je crois, que nous avons eu raison de refuser de nous engager davantage dans une affaire qui pourrait entraîner et peut encore entraîner à de très-graves conséquences, et dans laquelle nous sommes libres de toute espèce d'engagement.

Voilà donc la question jusqu'au point où elle en est restée. Nous n'avons pas, je pense, à nous écarter de notre route et à anticiper sur des difficultés qui ne se sont point présentées et qui très-probablement ne se présenteront jamais.

Sir R. Peel : Je demande si l'abandon de la cession du Luxembourg est dû en aucune manière à des représentations faites par le Gouvernement de Sa Majesté. Le noble lord a dit que les puissances s'étaient accordées pour faire conjointement quelque représentation. (Lord Stanley dit : Non !)

La Russie a fait une représentation au Gouvernement français. Je désire donc savoir du noble lord si le Gouvernement de Sa Majesté a fait des représentations à la France ou à la Hollande pour engager

l'une ou l'autre ou toutes les deux à renoncer au point qu'elles avaient en vue.

Lord Stanley : Je pensais avoir répondu à cette question. En ce qui touche la protestation de la Russie contre la transaction que l'on suppose être commencée, c'est au très-honorable baronnet que j'en dois la première nouvelle. Le ministère des affaires étrangères n'a eu aucun avis quelconque que le Gouvernement russe ait fait une protestation semblable.

On a demandé ensuite si l'abandon de ce projet était dû à quelque remontrance de la part du Gouvernement de la Reine. Je croyais avoir dit que dans l'état actuel de l'affaire, considérant que la cession proposée par le Roi de Hollande était conditionnelle, c'est-à-dire subordonnée au consentement de la population et à celui de la Prusse; et considérant que dès le principe le consentement de la Prusse n'avait pas été donné et ne paraissait pas devoir l'être, je ne me suis pas cru tenu de faire une remontrance semblable; en conséquence, l'abandon du projet n'est certainement pas dû à quoi que ce soit qui ait été dit ou fait par le Gouvernement de la Reine.

L'incident est vidé.

PAYS-BAS.

Discours du comte van Zuylen van Nyevelt, ministre des affaires étrangères en réponse à l'interpellation de M. Thorbeck dans la séance de la seconde Chambre néerlandaise, du 5 avril 1867.

M. Thorbeck : Depuis assez longtemps, nous connaissons les bruits et les commentaires malveillants et même passionnés que provoque la cession du grand-duché de Luxembourg. On parle de calculs, de spéculations cupides, et on y mêle la Hollande. Je pensais que cette affaire serait tout aussi peu sérieuse qu'en 1858. En 1858, il y eut également des pourparlers pour la cession du Luxembourg. A cette époque, la nouvelle en fut accueillie ici, comme en Allemagne, avec une désapprobation générale. Les pourparlers de cette époque, quoique n'ayant pas de caractère constitutionnel, auraient pu compromettre la Hollande. Nous avons alors déclaré que le Luxembourg nous était aussi étranger que tout autre État étranger. Ministre à ce moment, j'ai pu constater que nos voisins d'Allemagne commettaient des erreurs de géographie fort graves.

En tous cas, maintenant plus qu'en 1858, il faut se tenir en garde contre les erreurs qui peuvent être émises parfois involontairement, mais parfois aussi avec préméditation. Il est plus que temps de faire connaître à tout le monde que la Hollande est étrangère aux destinées du Luxembourg ; quelles qu'elles soient, elles n'ont aucun intérêt pour nous. Nous ne savons rien et ne voulons rien savoir des négociations qui concernent le Luxembourg.

Le Grand-Duché est un ancien pays allemand qui, pendant un temps, fut une possession française. Sa position est délicate entre la France, l'Allemagne et la Belgique, et ces puissances ont un intérêt égal à son sort. Ce territoire est non-seulement le point de ralliement de patriotes convaincus, il est aussi le point de mire de calculs politiques, et peut-être de considérations stratégiques.

Mais pour la Hollande ce territoire est sans valeur, et notre seul intérêt est que nos bonnes relations avec l'étranger ne soient pas altérées à cause du Luxembourg. Ne nous laissons entraîner à ce sujet dans aucune complication ; il ne faut pas que nous devenions victimes des vicissitudes de la question luxembourgeoise. Gardons-nous de donner prétexte à aucune attaque. Ne manifestons ni crainte ni mollesse, quand nos droits et nos intérêts sont en cause.

C'est pour cela qu'il est important d'expliquer ce qui a été dit au sujet du Gouvernement hollandais par M. de Bismarck devant le Parlement allemand. Interpellé sur la question luxembourgeoise, le Ministre prussien répondit que le Gouvernement hollandais avait offert ses bons offices pour les négociations avec la France relativement au Luxembourg.

L'objet de mon interpellation est de savoir si cette allégation de M. de Bismarck repose ou non sur un malentendu.

M. Van-Zuylen, Ministre des Affaires étrangères : Je suis doublement satisfait de l'interpellation qui m'est adressée, d'abord parce qu'elle me donne l'occasion de justifier pleinement la position que j'ai prise dans cette affaire.

Elle m'est également agréable, parce que je puis en profiter pour défendre un Prince qui est le Souverain de la Hollande contre des attaques qui ont dû faire saigner le cœur de tout citoyen attaché à son Roi et à son pays.

Si le Roi Grand-Duc s'est décidé à la cession du Luxembourg, c'est qu'il est persuadé que cette cession est dans l'intérêt de ses sujets hollandais, et que le lien entre le roi de Hollande et l'Allemagne est nuisible à la Hollande. Du reste, aucune résolution ne sera prise sans qu'il ait été constaté qu'elle est d'accord avec le vœu des Luxembourgeois.

Je dois aborder un point délicat : il a été parlé de prix de vente, de

millions, etc., mais il n'en a pas été question. S'il a été parlé d'une indemnité, elle est si minime, qu'elle n'atteint pas la moitié de la valeur des domaines qui ont été abandonnés, en 1816, au prince Frédéric pour prix de la cession de ses droits sur le Grand-Duché. Arrivant à la question posée par M. Thorbeck, il est vrai qu'il y a eu des « pour-parlers », mais pas de négociations proprement dites pour la cession du Luxembourg.

En offrant ses bons services et l'intervention de sa diplomatie, puisqu'il n'existe pas de diplomatie luxembourgeoise, le Gouvernement hollandais a tenu à favoriser la solution d'une affaire dont la bonne réussite eût été très-utile au royaume. Cette intervention était d'ailleurs d'autant plus indispensable, qu'en Allemagne on ne consentirait pas à séparer la question du Limbourg de celle du Luxembourg. Il n'en sera plus ainsi à l'avenir. En effet, ce matin même, notre Ambassadeur à Berlin a reçu de M. de Bismarck l'assurance que désormais tout lien politique a cessé d'exister entre le Limbourg et l'Allemagne, et que le Gouvernement prussien est prêt à le constater par un document officiel, quoiqu'il juge cette formalité inutile après le vote du Parlement allemand. Après une pareille déclaration, il est inutile que nous nous occupions désormais en quoi que ce soit du Luxembourg.

Quoi qu'il arrive, maintenant que le Gouvernement hollandais est rassuré sur le sort du Limbourg, il ne s'ingérera plus ni officiellement ni officieusement dans la question luxembourgeoise.

M. Thorbeck : Devant cette déclaration satisfaisante, je juge inutile de relever les fautes qui ont été commises par le Ministre dans cette affaire.

L'incident a été clos.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Benedetti au sujet des interpellations dans le Parlement du Nord sur la question du Luxembourg, en date de Paris le 6 avril 1867.

Monsieur,

Les interpellations qui ont eu lieu au sein du Parlement du Nord et la réponse du Premier Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse étaient de nature à attirer toute notre attention, et je ne dois pas vous laisser ignorer nos impressions. Résolus à demeurer calmes au milieu des

excitations imprudentes auxquelles nous pourrions servir de prétexte, et convaincus qu'en l'absence de tout acte politique et de toute communication officielle échangée entre nous et le Cabinet de Berlin, personne n'a le droit de nous mettre directement en cause dans ce débat, nous nous abstenons d'examiner les questions théoriques soulevées par les interpellations. Nous ne voulons pas opposer des dénégations à des affirmations, ni rappeler à ceux qui considéreraient le Luxembourg comme une province allemande que sur ce point comme sur d'autres, il existe en France des opinions très-différentes de celles qui ont été émises.

Je crois d'une utilité plus immédiate de relever les déclarations de principes par lesquelles M. le Président du Conseil a porté la lumière sur des questions d'une incontestable opportunité. Il a exposé :

1° Que, l'ancienne Confédération germanique s'étant dissoute, chacun de ses Membres a recouvré à ce moment sa pleine souveraineté ;

2° Que le grand-duché et le grand-duc de Luxembourg ont joui, depuis cette dissolution, de la même souveraineté de caractère européen que le roi et le royaume des Pays-Bas ;

3° Que le grand-duché de Luxembourg n'a pas jugé à propos d'entrer dans la Confédération du Nord et n'en fait pas partie ;

4° Que le motif de son abstention a été surtout la répugnance bien constatée des différentes classes de la population ;

5° Que ce sentiment du Grand-Duché a trouvé son expression dans une dépêche adressée par son Gouvernement au Cabinet de Berlin au mois d'octobre dernier, et dans laquelle il conteste à la Prusse le droit de tenir garnison à Luxembourg ;

6° Que le Gouvernement prussien, après un examen consciencieux, n'a pas pensé qu'il dût exercer ni pression ni influence pour déterminer le Grand-Duché à entrer dans la Confédération du Nord.

Ces déclarations ont une portée trop évidente comme élément du nouveau droit européen pour que nous ne mettions pas du prix à les constater. Nous croyons devoir également attacher une haute valeur aux paroles par lesquelles M. de Bismarck a proclamé que la politique prussienne cherchait à ménager les susceptibilités de la nation française, et que le Gouvernement prussien trouvait les motifs d'une telle politique dans une juste appréciation de l'importance qui s'attache aux rapports pacifiques et amicaux de la Confédération du Nord avec une nation voisine.

M. le comte de Bismarck ne manquera pas certainement de vous faire connaître en temps et lieu la valeur pratique qu'il entend donner à des paroles qui ne sauraient être considérées comme de simples formules de courtoisie. Elles sont, en effet, en parfaite conformité avec les sentiments et les intentions que, dans ses entretiens intimes

avec vous, le Président du Conseil n'a cessé de vous manifester, et qui, il importe de le dire, nous ont inspiré la plus entière confiance.

Sans provoquer directement des confidences dont la spontanéité contribuerait à augmenter le prix, vous ne manquerez pas de m'instruire lorsque vous serez à même de le faire, des vues du Cabinet de Berlin sur tout ce qui peut contribuer à la consolidation de la paix européenne.

Je n'ai pas besoin de dire combien nos vœux tendent vers ce but, ni de rappeler les preuves que nous avons données de notre modération et de notre respect pour le droit de l'Allemagne de se constituer librement dans ses limites territoriales et suivant ses tendances naturelles.

Vous apprécierez, Monsieur, dans quelle mesure il vous conviendra de faire usage de cette dépêche, à l'esprit de laquelle vous voudrez bien conformer votre langage.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche de M. Baudin au marquis de Moustier au sujet des interpellations de M. Thorbeck dans la séance du 5 avril de la seconde Chambre, en date de La Haye, le 6 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

Les bruits répandus depuis quelque temps d'un projet d'annexion du Luxembourg à la France et de pourparlers confidentiels auxquels il aurait donné lieu entre le Gouvernement de l'Empereur et celui du Roi de Prusse ont naturellement ému le Cabinet de La Haye. Très-désireux pour sa part, et d'accord en cela avec l'opinion publique en Hollande, de voir trancher le lien purement personnel qui unit les Pays-Bas au Luxembourg, et par conséquent d'écarter une chance de difficultés entre le Royaume et l'Allemagne, il l'est presque autant de voir réaliser une combinaison qui, suivant lui, en donnant satisfaction à la France, affermirait les bases de la paix européenne et mettrait ainsi la Hollande à l'abri de redoutables éventualités. Mais, en même temps, le Gouvernement néerlandais est très-préoccupé du soin de dégager vis-à-vis de la Prusse et de l'opinion publique en Allemagne la responsabilité qu'elle pourrait faire peser sur le Roi des Pays-Bas, à raison d'une transaction accomplie par le Grand-Duc de Luxembourg.

C'est dans cet ordre d'idées que M. le comte de Zuylen a adressé, la semaine dernière, au Ministre des Pays-Bas à Berlin, une dépêche

destinée à être officiellement communiquée à M. le comte de Bismarck. Il rappelle d'abord, dans ce document, et constate aussi fortement que possible, la séparation complète, absolue, des deux Gouvernements hollandais et luxembourgeois. Les pourparlers qui paraissent avoir lieu au sujet du Grand-Duché portent, dit-il, le Gouvernement néerlandais à désirer que cette distinction soit comprise et reconnue de tout le monde. C'est faute d'en avoir su tenir compte qu'on a, en 1841, failli jeter la Hollande en de graves embarras, lors de l'entrée du Luxembourg dans le Zollverein. Mais si néanmoins la Prusse jugeait que la Hollande ne peut rester complètement étrangère à des négociations ayant pour but de régler le sort du Luxembourg, celle-ci consentirait à y prendre part par voie de bons offices et dans le but unique de favoriser, en vue d'assurer la paix générale, le changement de condition du Grand-Duché. En tout cas, dit en terminant M. le comte de Zuylen, la Hollande entend se dégager d'avance de toute responsabilité dans cette affaire. Cette dépêche était datée du 27 mars. M. de Bismarck y a répondu le 30 par une dépêche adressée à M. le comte Perponcher, Ministre de Prusse à La Haye, qui l'a communiquée au Gouvernement néerlandais. Il y est dit que la nature du lien personnel qui unit la Hollande au Luxembourg n'est pas inconnue du Gouvernement prussien. Quant à l'offre des bons offices du Gouvernement néerlandais, elle repose, dit M. de Bismarck, sur une supposition erronée. Aucune négociation n'a eu lieu entre la France et la Prusse au sujet du sort futur du Luxembourg et, selon la nature des choses, ne saurait avoir lieu qu'entre le Roi des Pays-Bas, en sa qualité de Grand-Duc, et l'Empereur des Français.

Le Cabinet de La Haye était tout entier à la satisfaction que lui causait cette réponse, remise ici le 1^{er} avril, quand, le jour même, eurent lieu à Berlin, dans le Parlement allemand, les interpellations adressées à M. de Bismarck au sujet du Luxembourg. La réponse du Président du Conseil, en divulguant la démarche récente du Gouvernement néerlandais, a alarmé le public de ce pays, très-jaloux de maintenir entre les affaires du Royaume et du Grand-Duché une séparation absolue. M. Thorbecke a adressé hier, dans la séance de la seconde Chambre, à M. le Ministre des Affaires étrangères, des interpellations sur le rôle du Gouvernement néerlandais dans la question luxembourgeoise.

M. de Zuylen, dans sa réponse, a présenté la cession du Luxembourg comme un résultat avantageux pour la Hollande, et donné à entendre que le Roi Grand-Duc est tout disposé à s'y prêter moyennant une sauvegarde des intérêts de la population luxembourgeoise et une modique indemnité pécuniaire. Quant à l'offre faite à Berlin des bons offices de la Hollande, elle était présentée, a dit M. de Zuylen, en vue

de négociations futures ; il n'en existe pas pour le moment, tout au plus des pourparlers ont eu lieu entre les grandes Puissances. Il était presque impossible à la Hollande de s'abstenir complètement dans une question qui intéresse aussi directement le Luxembourg, à cause de la connexité qui existe entre la situation du Grand-Duché et celle du Limbourg. Mais la condition de ce dernier pays vient d'être réglée par une déclaration faite avant-hier même par M. de Bismarck au Ministre des Pays-Bas à Berlin. Le Gouvernement prussien regarde, a-t-il dit à M. le comte de Bylandt, le Limbourg comme dégagé de tout lien politique envers l'Allemagne, et il est disposé à le constater prochainement par un document officiel, bien qu'il juge cette formalité superflue après le vote du Parlement allemand, qui n'a pas compris le Limbourg dans le territoire fédéral. En conséquence, a dit M. de Zuylen à la Chambre, après avoir donné lecture du télégramme par lequel M. le comte de Bylandt lui communique cette déclaration, mon intention est de laisser désormais le soin de l'Affaire luxembourgeoise au Gouvernement grand-ducal, et de ne plus m'en mêler à titre officiel ou officieux.

Cette réponse du Ministre a été favorablement accueillie, et M. Thorbeck, auteur de l'interpellation, s'en est déclaré satisfait.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDIN.

**Communication du marquis de Moustier dans les séances du Sénat
et du Corps Législatif du 8 avril 1867.**

Messieurs,

L'Empereur m'a donné l'ordre de vous faire connaître les circonstances au milieu desquelles est née la question du grand-duché du Luxembourg et la situation actuelle de cette affaire.

Le Gouvernement français, dominé par la conviction profonde que les intérêts véritables et permanents de la France sont dans la conservation de la paix de l'Europe, n'apporte dans ses relations internationales que des pensées d'apaisement. Aussi n'a-t-il pas soulevé spontanément la question du grand-duché.

La position indécise du Limbourg et du Luxembourg a déterminé une communication du cabinet de La Haye au Gouvernement français.

Les deux souverains ont été appelés à échanger leurs vues sur la possession du Luxembourg. Ces pourparlers n'avaient, d'ailleurs, encore pris aucun caractère officiel, lorsque consulté par le roi des Pays-Bas

sur ses dispositions, le cabinet de Berlin a invoqué les stipulations du traité de 1839.

Fidèles aux principes qui ont constamment dirigé notre politique, nous n'avons jamais compris la possibilité de cette acquisition de territoire que sous trois conditions.

Le consentement libre du grand-duc du Luxembourg ;
L'examen légal des intérêts des grandes puissances ;
Le vœu des populations manifesté par le suffrage universel.

Nous sommes disposés à examiner, de concert avec les autres cabinets de l'Europe, les clauses du traité de 1839. Nous apporterons dans cet examen le plus entier esprit de conciliation, et nous croyons fermement que la paix de l'Europe ne saurait être troublée par cet incident.

Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin à la Haye exprimant le désir du Gouvernement français d'éviter tout débat direct avec la Prusse, en date de Paris, le 8 avril 1867.

Le Gouvernement français a déclaré qu'il admettrait l'examen des traités de 1839, mais n'a pris aucune initiative et n'a fait aucune démarche dans ce sens auprès des différents cabinets. Il veut éviter tout ce qui, en ce moment, pourrait motiver entre la Prusse et la France un débat direct. Aucune question n'existe heureusement entre les deux pays. C'est pour cela que nous prions le Gouvernement néerlandais d'éviter soigneusement ce qui pourrait faire naître un incident quelconque.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier rendant compte de l'impression de Lord Stanley au sujet de la dépêche du 6 avril à M. Benedetti, en date de Londres, le 10 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

J'ai communiqué à lord Stanley, à titre confidentiel, la dépêche que vous avez adressée, le 6 de ce mois, à l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin. Lord Stanley a appris avec satisfaction qu'aucune communi-

cation officielle au sujet du Luxembourg n'avait été échangée jusqu'ici entre la France et la Prusse. Il s'est plu, en même temps, à rendre hommage aux dispositions pacifiques témoignées par le Gouvernement de l'Empereur, aussi bien dans la dépêche destinée à M. Benedetti que dans la déclaration que Votre Excellence a faite, par ordre de l'Empereur, au Sénat et au Corps législatif. J'ai fait remarquer au principal secrétaire d'État que la prudence et la modération du Gouvernement de l'Empereur, quelque grandes et persistantes qu'elles fussent, ne suffiraient évidemment pas à assurer indéfiniment, dans l'avenir, le maintien de la paix, si l'on ne parvenait pas, d'une manière ou d'une autre, à trouver une combinaison qui sauvegardât suffisamment pour le moment, les justes susceptibilités de l'opinion publique en France. Lord Stanley a paru reconnaître la justesse de mes observations, et, sans mettre en avant aucune combinaison, il s'est montré animé du sincère désir de voir résoudre, d'une façon satisfaisante pour toutes les parties, une question qui pourrait, suivant lui, d'un moment à l'autre, prendre de regrettables proportions.

J'ai eu l'occasion de causer avec M. l'Ambassadeur de Russie, dont le langage ne m'a pas paru moins conciliant et moins amical que celui de lord Stanley. J'ai cru néanmoins devoir dire à M. le baron de Brunnow que si, personnellement, il se montrait persuadé de la nécessité, dans cette circonstance, de donner satisfaction aux légitimes susceptibilités de la France, j'avais lieu de craindre, d'après certains articles de journaux, que telle ne fût pas la manière de voir de son Gouvernement. Mon collègue m'a assuré que l'article du *Journal de Saint-Petersbourg* auquel je faisais allusion, était dénué de toute portée et que les dispositions de la Russie à notre égard n'étaient pas moins favorables que celles de l'Angleterre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley rapportant une conversation avec le prince de la Tour d'Auvergne au sujet de l'insistance de la France sur l'évacuation de la forteresse de Luxembourg par la Prusse, en date de Londres, le 10 Avril 1867.

(Extrait.)

Mylord.

L'ambassadeur de France est venu me voir ce matin et m'a communiqué la substance d'une dépêche qu'il avait reçue de M. de Moustier.

M. de Moustier commence par dire que la position du Limbourg et du Luxembourg respectivement était restée douteuse à l'issue de la guerre qui a mis fin à la Confédération germanique, que la France s'était abstenue jusqu'alors de toute représentation à la Prusse, comptant sur la bonne foi de cette puissance pour régler la condition future de ces deux provinces, que le Gouvernement français désavoue et continue fortement à désavouer toute intention d'offenser ou d'irriter la Prusse.

M. de Moustier envoie au Prince de la Tour d'Auvergne, copie d'une dépêche qu'il avait adressée à l'Ambassadeur de France à Berlin. Le Gouvernement français, dit M. de Moustier à M. Benedetti, ne discute point, pour le moment, la question théorique de savoir à quelle puissance le Luxembourg devait appartenir, il se borne à exprimer l'opinion que ce n'est pas une province allemande.

M. de Moustier ajoute que le comte de Bismarck a lui-même admis que depuis la dissolution de la Confédération germanique, tous les États qui la composaient sont redevenus libres et que ni le Gouvernement, ni le peuple de Luxembourg n'ont aucunement le désir d'entrer dans la nouvelle confédération qui a été formée sous la suprématie de la Prusse et que le Gouvernement prussien est décidé de n'user d'aucune pression pour les contraindre à le faire.

Le Gouvernement français, ajoute M. de Moustier, attache une grande importance aux paroles par lesquelles le comte de Bismarck a déclaré que la politique prussienne respecterait les justes susceptibilités de la nation française. De pareilles expressions à un semblable moment, sont plus que de la simple courtoisie et auront sans doute une valeur pratique. Elles sont complètement conformes aux sentiments et aux intentions que le comte de Bismarck a toujours exprimés, sentiments dans lesquels le Gouvernement français a une entière confiance.

M. Benedetti a ordre de tâcher de connaître quelles sont les vues du cabinet de Berlin, et M. de Moustier termine sa dépêche en exprimant fortement le désir du Gouvernement français de conserver la paix et de respecter les droits de l'Allemagne.

Le prince de la Tour d'Auvergne m'a ensuite exprimé son opinion personnelle que tôt ou tard le Gouvernement français serait obligé d'insister sur le retrait de la garnison prussienne de Luxembourg. J'ai demandé pourquoi, puisque cette garnison y avait été depuis si longtemps, on s'opposerait maintenant à ce qu'elle y restât. Il m'a répondu que les circonstances étaient, pour l'Allemagne, complètement changées, que l'ancienne Confédération n'avait été faite que dans un but défensif; que ses forces étaient composées de contingents de différentes puissances, que son mécanisme était compliqué, et que son action était lente. Les circonstances étaient maintenant tout à fait différentes; toute l'action était désormais concentrée dans les mains de la Prusse, et Luxembourg avec une garnison prussienne ne serait plus simplement une position défensive pour l'Allemagne, mais serait une position offensive contre la France. »

Signé : STANLEY.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin, lui donnant communication de sa dépêche du 6 avril à M. Benedetti, en date de Paris, le 11 avril 1867.

Monsieur,

Avant que la question du Luxembourg eût été soulevée dans le Parlement du Nord de l'Allemagne, je n'avais adressé à ce sujet aucune communication officielle à M. Benedetti. Cette affaire étant entrée dans le domaine de la publicité à la suite des interpellations qui ont eu lieu, nous ne pouvions garder un complet silence, et j'ai cru devoir faire connaître à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Berlin quelles étaient nos impressions. Ma dépêche que vous trouverez ci-jointe est la première dans laquelle le nom du Luxembourg ait été prononcé; elle n'est pas même destinée à être communiquée officiellement à M. de Bismarck. Nous n'avons pas jugé opportun d'engager une discussion sur ce qui s'était passé. Nous voulions éviter, au contraire, tout ce qui aurait pu faire naître entre la Prusse et nous une question quelconque. Nous nous sommes bornés à constater les déclarations par lesquelles M. de

Bismarck a reconnu devant le Parlement du Nord que la dissolution de la Confédération germanique a fait rentrer le Roi des Pays-Bas dans la plénitude de sa souveraineté.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Benedetti sur la pensée du Gouvernement français de rendre impossible au parti qui voudrait la guerre d'en trouver le moindre prétexte et sur les dispositions des autres Puissances, Paris le 13 avril 1867.

Monsieur.

Mes deux télégrammes du 11 et du 12 vous ont porté la substance des informations que j'avais à vous transmettre. Je vous ai dit qu'avant tout la pensée du Gouvernement de l'Empereur est de rendre impossible au parti qui voudrait la guerre d'en trouver le moindre prétexte dans notre attitude. M. de Bismarck n'ignore pas nos dispositions, car j'ai donné lecture à M. le comte de Goltz de la dépêche que je vous ai adressée pour vous les faire connaître. Je m'en suis également expliqué à Londres, à Pétersbourg et à Vienne. M. le duc de Gramont, se trouvant en ce moment à Paris pour des affaires privées, c'est par l'entremise de M. le prince de Metternich que j'ai informé le cabinet de Vienne de la manière dont nous envisageons les devoirs de notre situation. Nous avons particulièrement à nous louer des sentiments amicaux du gouvernement anglais. L'opinion des deux autres grandes puissances semble aussi nous devenir de plus en plus favorable; elles nous savent gré de notre modération. Au surplus, toutes les suggestions qui nous sont faites reposent sur l'abandon de la forteresse de Luxembourg par la Prusse, et c'est un point sur lequel les trois cabinets paraissent unanimes. Nous sommes autorisés à supposer, d'après la conformité des idées qui nous sont exprimées de différents côtés, que les puissances se sont consultées à ce sujet, et qu'elles sont toutes également portées à reconnaître et à faire entendre à Berlin qu'il y a lieu de tenir compte de notre dignité et de nos intérêts.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord A. Loftus à lord Stanley au sujet du sentiment public en Prusse sur la question du Luxembourg, en date de Berlin le 13 avril 1867.

(Extrait.)

Mylord,

L'émotion produite ici dans toutes les classes de la société au sujet de la question du Luxembourg au commencement de la semaine s'est en quelque sorte apaisée. Il y a plus de calme dans l'esprit public, mais en même temps une égale fermeté de résister à toute demande agressive de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Mais quoique les craintes qui s'étaient élevées à un moment pour le maintien de la paix soient moins fortes, l'espoir d'un arrangement pacifique éventuel de la question n'est pas bien grand.

J'ai vu hier le Baron Thiele, mais je n'ai rien appris de lui qui pût jeter quelque lumière sur l'état de la question ou donner l'espoir que le courant conduisant à la guerre ait changé.

Son Excellence m'a dit que quant à présent la question tout entière restait en suspens.

Aucune démarche nouvelle n'a, paraît-il, été faite par aucune des deux parties.

Signé : LOFTUS.

FRANCE.

Circulaire du marquis de Moustier aux Agents diplomatiques de l'Empereur à Londres, Vienne, Florence et Saint-Petersbourg au sujet de la question du Luxembourg, en date de Paris, le 15 avril 1867.

Monsieur,

Les événements qui se sont passés l'année dernière en Allemagne, et les changements considérables qu'ils ont introduits dans les relations des États germaniques entre eux, ainsi que dans leur situation vis-à-vis des autres États européens, ne pouvaient laisser les cabinets indifférents en présence de l'incertitude prolongée qui pesait sur la position internationale de la province du Limbourg et du Grand-Du-

ché du Luxembourg. Je n'ai pas besoin de mettre en relief combien était incontestable le droit du Gouvernement français, quand il espérait que cette question serait résolue de manière à ne pas constituer une extension nouvelle de l'influence prussienne du côté de la France, et que la citadelle de Luxembourg, qui appartenait au roi des Pays-Bas, ne fournirait pas à une autre puissance, déjà si fortifiée par de récents accroissements, le moyen de menacer, d'une manière permanente, notre frontière et celle de la Belgique. Cependant, préoccupés avant tout des intérêts de la paix générale, et soucieux, par conséquent de ne rien faire qui risquât de compromettre nos rapports de voisinage en mettant en jeu l'amour-propre d'une nation fière de récents succès, nous nous sommes abstenus de toute observation sur la lenteur que le Gouvernement de Berlin mettait à régler avec qui de droit les conditions d'existence du Limbourg et du Luxembourg.

Le Roi des Pays-Bas, pouvant toutefois, moins que nous encore, rester dans une pénible indécision sur des questions qui le touchaient si directement, a été conduit, par une certaine communauté d'intérêts à nous entretenir de ses appréhensions, et à faire ressortir, non-seulement le silence que le Gouvernement prussien avait jusqu'ici opposé à toutes ses réclamations, mais aussi les prétentions inquiétantes qu'il laissait entrevoir. C'est dans de telles circonstances, et à une date très-récente, que nous avons été naturellement amenés à ouvrir, avec la Cour de la Haye, des pourparlers confidentiels. Dans l'examen auquel a donné lieu plus spécialement l'avenir du Grand-Duché, la possibilité de la cession de cette province à la France a été admise par le Roi, qui s'en croyait et s'en croit encore seul légitime souverain. Je tiens à dire que nous n'étions mus, en ce qui nous concerne, par aucune pensée d'agrandissement territorial, nous ne poursuivons aucun but de cette nature, et nous sommes uniquement préoccupés d'assurer à nos frontières leurs conditions légitimes de sécurité.

Il était tout aussi loin de notre pensée de léser aucun droit, et la cession pour nous était subordonnée d'avance aux trois conditions énumérées dans la déclaration que par ordre de l'Empereur, j'ai faite devant le Sénat et le Corps législatif, c'est-à-dire le consentement libre du Grand-Duc de Luxembourg, le vœu des populations manifesté par le suffrage universel, et l'examen loyal des intérêts des grandes Puissances.

Nous n'avions en particulier nul désir d'inquiéter ou d'offenser la Prusse, et les entretiens intimes qui, jusqu'au dernier moment, ont eu lieu entre notre ambassadeur à Berlin et le premier ministre de Sa Majesté le Roi Guillaume, étaient de telle nature qu'aucune incertitude sur nos intentions ne pouvait exister dans l'esprit de M. le comte de Bismarck. De l'autre côté, nous nous croyons toutes sortes de droits

à supposer que la Prusse voulait apporter dans ses relations avec nous des sentiments amicaux et désintéressés; qu'elle ne cherchait pas à étendre son influence à notre détriment, et tenait un compte suffisant des nécessités de notre situation défensive. Nous n'avons donc pas pensé que le cabinet de Berlin songeât à maintenir une garnison à Luxembourg. Nous pouvions même croire qu'il envisagerait l'arrangement, plutôt politique que territorial, qui ferait passer pacifiquement le Grand-Duché de Luxembourg entre les mains de la France, comme l'occasion d'établir entre l'Allemagne et nous un échange de bons sentiments et de bons procédés qui donnaient à la tranquillité de l'Europe les plus sérieuses garanties.

Nous serions donc bien éloignés de faire aujourd'hui une cause de guerre d'une combinaison qui nous avait paru renfermer un gage de paix.

Aussi, avons-nous admis, sans hésiter, l'examen des traités, et nous avons déclaré que nous étions disposés à y procéder de concert avec les autres Gouvernements de l'Europe.

Je me résumerai en disant qu'après les récentes déclarations de M. de Bismarck, aucun doute ne subsistait plus sur l'indépendance de *caractère européen* dont jouit le Grand-Duché de Luxembourg, aucun doute ne saurait subsister non plus sur le droit absolu dont le Grand-Duc a usé en entrant avec nous en négociations pour nous transférer une possession qui lui appartenait en propre.

Mais j'ajouterai que nos préoccupations se concentrant exclusivement sur les considérations qui touchent à la sécurité de notre frontière, nous n'excluons *à priori* aucune combinaison qui nous donnerait une suffisante satisfaction à cet égard.

Le Gouvernement de l'Empereur est donc disposé à entrer dans toutes les pensées de conciliation compatibles avec sa dignité et ses devoirs envers le pays. Il croit fermement que les puissances ne méconnaîtront pas et amèneront la Prusse à reconnaître les intérêts généraux engagés dans cette question.

Le retrait de la garnison du Luxembourg nous rendra possible de renoncer nous-même à un territoire dont la cession était consentie en notre faveur par son légitime souverain, et où nous appelaient les vœux des populations; la paix de l'Europe sera ainsi assurée; nous ne désirons pas autre chose.

C'est là, Monsieur, ce que vous devez mettre en lumière en toute occasion, et vous ne manquerez pas de rectifier toutes les idées erronées dont vous pourriez constater l'existence, aussi bien dans l'ordre des faits qu'en ce qui touche à nos sentiments et à nos intentions.

Cette dépêche est absolument confidentielle.

Agrez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley, lui annonçant que la Prusse ne veut pas consentir à la neutralisation du Luxembourg ni à sa séparation de l'Allemagne, en date de Londres, le 15 avril 1867.

Mylord,

Le Ministre de Belgique est venu me voir cette après-midi et après avoir discuté longuement l'état actuel de la question du Luxembourg, il m'a dit que dans l'opinion de son Gouvernement ce pourrait être un arrangement satisfaisant pour toutes les parties que le territoire en litige fût neutralisé et passé à la Belgique avec ou sans compensation comme on le déciderait. Je ne crois pas que ce soit de sa part une proposition officielle, mais simplement une communication faite sous sa responsabilité, dans le but de connaître l'opinion du Gouvernement de sa Majesté.

Je lui ai répondu que pour le moment la question était de savoir si la Prusse voulait ou ne voulait pas abandonner son droit de garnison dans le Luxembourg. J'ai quelque raison de croire que si ce point était réglé à sa satisfaction, le Gouvernement français ne ferait pas beaucoup de difficultés pour la destination future du territoire.

Le Gouvernement français regarde ou paraît regarder la présence d'une garnison prussienne comme une menace pour la France. Jusqu'à ce que nous soyons informés des dispositions du Gouvernement prussien à cet égard, il était inutile de prévoir ce qui pourrait être fait, si son consentement était acquis. En tout cas, ajoutai-je, je ne crois pas à propos d'imposer un avis aux parties plus directement intéressées, préférant attendre que l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté soit demandée formellement par l'une ou l'autre des parties ou par toutes deux en même temps.

Après le départ de M. Van de Weyer, l'ambassadeur de Prusse est arrivé et m'a donné communication d'une dépêche dont vous trouverez les détails dans ma dépêche suivante.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley à lord Loftus et au comte Cowley au sujet des bases d'arrangement proposées par l'Autriche, en date de Londres, le 15 avril 1867.

Mylord,

Le comte de Bernstorff est venu me voir cette après-midi et m'a communiqué la substance d'une dépêche qu'il avait reçue du comte de Bismarck.

Le comte de Bismarck dit que de divers côtés on avait émis l'opinion qu'on pouvait faire, pour le Luxembourg, un arrangement sur la base d'une neutralisation du territoire du grand-duché et l'exclusion, de la forteresse, de toute garnison étrangère.

Le comte de Bismarck dit, au sujet de ce plan, que dans l'état actuel des choses en Allemagne, la Prusse n'est pas dans une position à consentir à la séparation, sous quelque forme que ce soit, du Luxembourg de l'Allemagne, ou à l'évacuation de la forteresse.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier au duc de Gramont à Vienne annonçant que le gouvernement français s'en remet aux Puissances du soin de déterminer la Prusse à faire les concessions nécessaires pour assurer la paix. Paris le 17 avril 1867.

Monsieur le duc,

Je vous ai entretenu verbalement des dispositions que le cabinet de Vienne nous a témoignées au sujet de l'affaire du Luxembourg. Vous savez que le prince de Metternich avait été chargé de me faire part des vues du baron de Beust sur les combinaisons qui pourraient être adoptées pour donner satisfaction à nos légitimes préoccupations. M. l'ambassadeur d'Autriche m'a lu, le 14, une dépêche renfermant l'exposé des vues que la Cour de Vienne soumet aux puissances. Nous avons pleinement apprécié les sentiments amicaux dont M. de Beust a fait preuve dans cette circonstance, et j'ai prié le prince de Metternich de l'en remercier. J'ai en même temps exposé à l'ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale les considérations qui dominent la situation à nos yeux et auxquelles nous devons subordonner notre conduite.

Ainsi que je l'ai dit dans ma dépêche confidentielle du 15, nous n'excluons *a priori* aucun arrangement qui tiendrait un compte suffisant de notre dignité et de nos intérêts; mais nous regardons comme la condition essentielle de toute combinaison acceptable pour nous l'évacuation de la forteresse du Luxembourg par les troupes prussiennes, et, décidés à ne prendre à ce sujet aucune initiative, nous nous en remettons aux puissances du soin de déterminer la Prusse à faire à cet égard les concessions nécessaires pour assurer la paix. C'est en ce sens que j'ai répondu au cabinet de Vienne, et je me suis exprimé dans les mêmes termes avec les cours d'Angleterre et de Russie.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley à lord Loftus à Berlin, émettant les considérations par lesquelles la Prusse devrait éviter la guerre avec la France, en date de Londres, le 17 avril 1867.

(Extrait.)

Mylord,

Le Gouvernement de Sa Majesté a appris avec beaucoup de regret, par la communication qui en a été faite le 15 de ce mois, et dont il est question dans ma dépêche de même date, qu'il existe si peu de perspective de voir la question du Luxembourg aboutir à une solution satisfaisante. Mais la question à décider étant plutôt une question de principe et de sentiment que d'importance nationale, il serait étrange qu'on ne pût saisir quelque expédient afin d'éviter une guerre continentale. La Prusse ne trouverait-elle pas un tel expédient?

Ses intérêts sont plus impliqués dans le résultat que ceux de toute autre partie de l'Allemagne. Elle a à défendre des ports et une très-longue côte dans une saison qui est favorable aux opérations maritimes; elle n'a pas les moyens de résister à une pression navale exercée par la France sur ses propres côtes, et les troubles que la supériorité maritime de la France lui permettrait de jeter dans le commerce allemand non pas seulement en Europe, mais partout ailleurs où ce commerce s'exerce activement, pourraient amener une crise financière très-sérieuse en Allemagne.

Il semble donc à désirer que la Prusse examine ces considérations.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de faire connaître

son opinion sur le mérite de la question entre la Prusse et la France, dans l'état actuel des choses.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley sur l'intervention officielle de l'Autriche, en date de Londres, le 17 avril 1867.

(Extrait.)

Mylord,

Le comte d'Apponyi est venu me voir aujourd'hui.

Le Baron de Beust suggère deux bases d'après lesquelles on pourrait proposer la médiation : la première serait de laisser le roi de Hollande en possession du Luxembourg, la seconde de le céder à la Belgique, qui en échange, céderait à la France une certaine portion du territoire belge ; dans l'un ou l'autre cas la garnison prussienne serait retirée de la forteresse.

Le comte de Bismarck, m'a dit l'ambassadeur d'Autriche, a paru disposé à entrer en arrangements tout en exprimant sa préférence pour la seconde alternative, tandis qu'à Paris la première base paraissait préférable, l'Empereur des Français ayant déclaré qu'il ne désirait aucun agrandissement territorial.

Il fallait remarquer que dans l'un ou l'autre cas il serait probablement considéré comme nécessaire que la forteresse fût démolie.

Le Comte d'Apponyi m'ayant demandé ce que je pensais des bases suggérées par le Baron de Beust, je lui ai répondu que j'avais lieu de croire que la Prusse ne consentirait pas à l'évacuation du Luxembourg et que le Roi des Belges ne consentirait pas non plus à un échange quelconque de territoire.

Son Excellence ayant exprimé quelques doutes sur la première de mes appréciations, je l'ai informée confidentiellement de la communication qui m'avait été faite le 15 courant par le Comte Bernstorff, dont je vous ai entretenu dans ma dépêche du même jour. Il m'a demandé alors comment le Gouvernement anglais envisagerait la transaction dans le cas où la Prusse serait consentante, j'ai refusé de donner réponse positive disant seulement qu'en pareil cas le Gouvernement de Sa Majesté prendrait volontiers en considération toute proposition qui pourrait donner l'espoir que la paix serait maintenue. Mais que jusqu'à ce qu'il sût que le Gouvernement prussien était revenu sur l'opinion qu'il avait exprimée, il y a à peine huit jours, dans des termes aussi formels, il était inutile de discuter des solutions

possibles qui doivent dépendre du consentement du Gouvernement de Berlin.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley à lord Loftus au sujet des communications du comte de Bernstorff à propos de l'opinion du comte de Bismarck à l'égard des propositions autrichiennes, en date de Londres, le 18 avril 1867¹.

Mylord,

Le Comte de Bernstorff m'a rendu visite cette après-midi et m'a communiqué la substance d'une dépêche du Comte de Bismarck, de la teneur suivante :

Le Comte de Bismarck dit, au sujet de la proposition de Beust, relative au Luxembourg, que comme il lui paraît que cette proposition a été faite dans le but de maintenir la paix, il n'y fera pas personnellement d'opposition, mais qu'il ne pourra s'occuper du plan proposé qu'autant que le sentiment public de l'Allemagne le lui permette ; que sur ce point il ne saurait se guider que par l'expérience ; mais que, en tant qu'il en puisse juger maintenant, cette condition indispensable ne lui paraît pas remplie, et que, par conséquent, il ne peut, dans les circonstances actuelles, que maintenir le *statu quo*.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

FRANCE.

Dépêche du baron de Talleyrand au marquis de Moustier rendant compte de l'impression du prince Gortschakoff au sujet de la dépêche à M. Benedetti du 6 avril. Saint-Petersbourg, le 18 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

J'ai donné confidentiellement lecture au Prince Gortschakoff, comme vous m'y aviez autorisé, de la dépêche que vous avez adressée, le 6 avril, à M. l'Ambassadeur de France à Berlin, sur les interpellations

1. Une dépêche identique a été envoyée le même jour au comte Cowley.

qu'a provoquées dans le Parlement allemand la situation politique du Grand-Duché de Luxembourg. Son Excellence s'est montrée sensible à cette marque de confiance, et m'a exprimé sa satisfaction de voir le calme et la modération dont faisait preuve le Gouvernement de l'Empereur. Le Vice-Chancelier a reconnu qu'il était difficile de témoigner des sentiments plus pacifiques en termes plus courtois, et il m'a donné à entendre que l'Empereur Alexandre s'emploierait volontiers à faciliter au besoin une solution équitable et de nature à offrir à la France des bases acceptables d'accommodement.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TALLEYRAND.

Dépêche du marquis de Moustier au baron de Talleyrand à Saint-Pétersbourg exprimant sa satisfaction de ce que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a aucun engagement avec celui de Berlin, en date de Paris le 18 avril 1867.

Monsieur le Baron,

Par votre télégramme du 14 de ce mois, vous m'annoncez que mon dernier courrier a produit une impression très-favorable sur l'esprit de l'Empereur Alexandre et du Prince Gortschakoff. Le Vice-Chancelier vous a dit qu'il s'abstiendrait de faire connaître à Berlin l'opinion du Cabinet russe sur l'affaire du Luxembourg, tant qu'il ne saurait pas comment la question serait officiellement posée. Il vous a renouvelé hier la même assurance. Nous sommes heureux d'apprendre que la Cour de Russie n'a aucun engagement à cet égard avec la Prusse, et je vous ai écrit ce matin par le télégraphe pour vous faire connaître la satisfaction avec laquelle nous en prenons acte.

Je vous ai mandé également que nous avons accueilli avec empressement les propositions du cabinet de Vienne, en faisant observer que nous bornions nos désirs à l'évacuation de la forteresse par les troupes prussiennes. J'avais développé, au surplus, la manière de voir et les intentions du Gouvernement de l'Empereur sur l'ensemble de la question du Luxembourg dans ma dépêche du 15 de ce mois. Je ne puis que me référer ici à ce document, en exprimant de nouveau l'espoir que, dans l'intérêt de la paix européenne, les puissances s'entendront pour régler les conditions d'un accord avec la Prusse.

D'après les impressions recueillies par lord Loftus dans un entretien récent avec M. de Bismarck, le Cabinet de Berlin paraissait admettre que si la proposition d'une conférence lui était faite, il ne pourrait la décliner. Mais le premier ministre du roi de Prusse ne se prononçait

pas sur le point essentiel pour nous, c'est-à-dire sur l'évacuation, et il se répandait en plaintes contre nos prétendues dispositions à faire la guerre à l'Allemagne. Nul ne sait mieux que M. de Bismarck combien de pareilles imputations sont dénuées de fondement. En suivant avec la Prusse des pourparlers confidentiels, dont son langage antérieur nous autorisait à espérer un meilleur résultat, nous n'avions, au contraire, d'autre but que de consolider pour de longues années la paix de l'Europe, en lui donnant pour base des rapports de confiance et d'amitié entre la France et l'Allemagne. Toute notre conduite proteste contre le soupçon d'arrière-pensées belliqueuses de notre part, et vous ne sauriez trop vous élever contre de pareilles allégations, si elles se produisaient à Saint-Petersbourg.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley émettant les vues de la France au sujet de la sécurité de ses frontières, en date de Londres, le 18 avril 1867.

Mylord,

L'ambassadeur de France m'a rendu visite ce matin et donné lecture d'une dépêche de M. de Moustier dans laquelle, après avoir récapitulé l'état de la question en ce qui concerne le Luxembourg, Son Excellence dit que, après la déclaration faite par le comte de Bismarck, il ne saurait exister de doute quant à l'indépendance et au caractère européen du grand-duché de Luxembourg.

Le Roi grand-duc a, par conséquent, le droit absolu de céder son territoire à la France.

La question pratique pour la France est, toutefois, la sécurité de sa frontière, et le Gouvernement français n'exclura *a priori* de son examen aucune combinaison qui aura ce but en vue.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley au sujet des vues de la Belgique sur une cession de territoire à la France en échange du Luxembourg, en date de Londres, le 18 avril 1867¹.

(Extrait.)

Mylord,

Le Ministre Belge m'a lu ce matin un télégramme reçu de son gouvernement, et disant que l'Autriche propose de céder le Luxembourg à la Belgique, à la condition, pour cette dernière, de céder à la France quelque partie du territoire belge. M. Rogier dit toutefois dans la dépêche que toute combinaison de cette nature est impraticable.

M. Van de Weyer m'a expliqué que l'impossibilité provient des dispositions de la Constitution belge, dont un principe fondamental consacre l'intégrité du territoire de la Belgique.

Un échange tel que le propose l'Autriche nécessiterait de nouvelles élections pour les Chambres à convoquer pour le sanctionner, et M. Van de Weyer est convaincu que la nation n'y donnerait jamais son consentement.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley à lord Loftus présentant des considérations pour que la Prusse renonce à la question de garnison dans la forteresse de Luxembourg, en date du 19 avril 1867.

Mylord,

J'ai à peine besoin de dire à Votre Excellence que l'aspect actuel de la question du Luxembourg est envisagé avec de vives inquiétudes par le Gouvernement de Sa Majesté. Il est convaincu que la solution amicale du différend entre la France et la Prusse dépend du simple maintien d'une garnison prussienne dans la forteresse et que si cette garnison était retirée, aucune difficulté ne surgirait sur la question de savoir si, après cela, la forteresse doit être démolie ou donnée à la seule garde du Roi de Hollande.

Si le Gouvernement de Sa Majesté est bien informé sous ce rapport, il lui paraîtrait que le cabinet de Berlin ferait bien d'examiner si ses intérêts n'exigent pas de céder sur la question de garnison. Le Gou-

1. Une dépêche identique a été adressée à lord Howard de Walden à Bruxelles.

vernement français fonde son opposition à laisser la forteresse entre les mains de la Prusse sur la crainte qu'il dit avoir que ce ne soit une menace continuelle pour la sécurité de la frontière française, et toute hésitation de la part du Gouvernement prussien à retirer ses troupes serait par ce motif considérée par la France comme un dessein caché de faire usage de la forteresse, à un moment quelconque, contre la France. Si le Gouvernement français avait, dit-on, satisfaction sur ce point, il se montrerait indifférent sur le sort futur de la forteresse.

Je voudrais que Votre Excellence soumit confidentiellement au comte de Bismarck ce côté de la question. Ne lui cachez pas le vif regret qu'éprouverait le Gouvernement de Sa Majesté à voir un commencement de guerre éclater entre la France et la Prusse pour un objet qui a en apparence si peu d'importance pratique, surtout qu'une telle guerre ne pourrait manquer de retarder la consolidation de l'Allemagne qui a fait tant de progrès dans ces derniers temps.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche du comte Cowley à lord Stanley, rapportant une conversation de M. de Moustier au sujet des propositions autrichiennes, en date de Paris, le 19 avril 1867 (reçue le 20 avril).

(Extrait.)

Mylord,

J'ai rendu visite à M. de Moustier hier. J'ai demandé si M. de Beust n'a pas offert sa médiation entre les deux Cours, et M. de Moustier a répondu que le prince de Metternich a demandé, il y a quelques jours, si, dans l'intérêt de la paix, le gouvernement français ne consentirait pas, au sujet du Luxembourg, à un arrangement basé sur la neutralité de ce duché ou son annexion à la Belgique, moyennant une compensation à donner à la France sur la frontière belge. Il avait pris les ordres de l'Empereur au sujet de cette proposition et avait annoncé à M. de Metternich qu'un arrangement de la question qui garantirait le départ des Prussiens de Luxembourg obtiendrait un accueil plus qu'indulgent de la part du gouvernement impérial, mais que l'Empereur n'accepterait par aucune considération une augmentation de territoire, et que là-dessus M. de Beust avait fait à Berlin des ouvertures qui avaient été favorablement accueillies.

Le Prince de Gortschakoff, tout en refusant de prendre l'initiative vis-à-vis de la Prusse, avait également promis de donner son appui à toute proposition qui serait faite dans l'intérêt du maintien de la paix.

Il a dit que si le gouvernement de Sa Majesté joignait ses conseils à ceux de l'Autriche et de la Russie, on pourrait espérer que le gouvernement prussien ferait des concessions de nature à satisfaire les justes susceptibilités de la France.

J'ai fait remarquer que les nouvelles reçues de Berlin par le Gouvernement de Sa Majesté n'étaient pas de nature à encourager l'espoir que la Prusse ferait des concessions.

M. de Moustier a répondu qu'il savait que telles étaient les impressions du Gouvernement de Sa Majesté, mais qu'il considérait le moment comme étant favorable à l'emploi des bons offices de Votre Seigneurie à Berlin et qu'il espérait que ces bons offices ne feraient pas défaut.

J'ai l'honneur, etc.

Signé ; COWLEY.

FRANCE.

Télégramme du baron Talleyrand au marquis de Moustier sur l'opinion du Gouvernement russe dans la question du Luxembourg. Saint-Petersbourg le 20 avril 1867.

Le Prince Gortschakoff me charge de vous dire que l'Empereur Alexandre travaille chaleureusement à la solution pacifique de la question du Luxembourg, et que les nouvelles qu'il reçoit sont assez favorables.

Le Prince reconnaît hautement notre modération et il admet que le oit d'occupation de la Prusse est contestable.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley proposant trois modes de solution si la Prusse consent à retirer la garnison du Luxembourg, en date de Londres, le 20 avril 1867.

(Extrait.)

Mylord,

Je crois utile de faire observer que dans toutes mes conversations avec l'ambassadeur de France au sujet du Luxembourg, j'ai évité avec soin d'exprimer aucune opinion fixe ou définitive, quant aux diffé-

rents modes de solution que la question paraissait comporter. Je n'ai jamais manqué de bien faire comprendre à Son Excellence que ce que je lui disais à ce sujet, n'avait pour but que de m'assurer par la discussion là où gisait réellement la difficulté et comment elle pouvait être surmontée, sans pour cela donner aucune garantie quant à la conduite, qu'après due considération, le Gouvernement de Sa Majesté jugerait convenable d'adopter.

Le Gouvernement de Sa Majesté est très-sensible à la confiance que le Gouvernement français paraît disposé à mettre dans son désir de contribuer, autant qu'il sera dans son pouvoir, à un arrangement pacifique de la question; mais il ne doit pas se dissimuler combien est grande la difficulté d'atteindre un semblable résultat, si une des parties insiste pour que l'autre adopte une ligne de conduite que l'autre partie a jusqu'ici déclaré être sa ferme résolution de ne pas accepter.

Néanmoins, Votre Excellence aura vu par ma dépêche à Lord A. Loftus du 17 courant et par ma dernière dépêche que je lui ai adressée à la date d'hier, qui vous a été communiquée en même temps en substance, que le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas négligé de faire valoir auprès du Gouvernement prussien les diverses considérations qui pourraient l'engager à ne pas insister sur l'occupation d'une garnison prussienne dans le Luxembourg.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas que de divers côtés l'idée a été mise en avant, qu'une solution de la présente difficulté pourrait être trouvée en donnant le Luxembourg à la Belgique, avec une compensation pour la France par la Belgique d'une certaine portion du territoire belge, comprenant une ou plusieurs forteresses belges. Mais une pareille solution est impossible, attendu que d'une part la Belgique ne voudra céder aucune portion du territoire qui lui a été garanti par les Grandes Puissances de l'Europe; et que d'autre part, la France refuserait d'accepter une semblable cession si elle lui était offerte par la Belgique.

En conséquence, si le Gouvernement prussien se désistait de ses prétentions sur le droit de garnison dans le Luxembourg, il ne resterait plus qu'à trouver quelque moyen qui concilierait les susceptibilités de l'Allemagne et de la France; l'Empereur des Français peut compter sur les efforts zélés du Gouvernement de Sa Majesté, pour appuyer un arrangement d'après une base sur laquelle on pourrait tomber d'accord.

Si la garnison prussienne était retirée, trois alternatives pourraient se présenter :

La première, la consignation de la forteresse intacte à la garde absolue du Roi de Hollande, le Souverain territorial; cet arrangement ne pourrait être mal interprété par la France ou par la Prusse ;

La seconde, la démolition de la forteresse comme place de guerre, laissant la ville sans défenses, toujours en possession du Roi de Hollande. La principale difficulté en ceci, consisterait néanmoins dans ce fait que la force de la forteresse dépend autant, si ce n'est plus, de sa position naturelle que de ses défenses artificielles.

La troisième serait la remise à la Belgique de la forteresse, avec ou sans le restant du grand-duché ; le consentement de la Belgique à accepter le gage dans l'une ou l'autre limite et celui des puissances garantes étant assurés, de façon à ce qu'une garantie puisse être prise qui comprendrait le Luxembourg soit pour le grand-duché tout entier, soit pour la forteresse seule, quel que soit le cas.

Tels sont les points que le Gouvernement de Sa Majesté pense pouvoir être discutés, si le point principal de l'évacuation de la forteresse par les troupes prussiennes était concédé par la Prusse. Le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à appuyer l'adoption de l'un de ces points, et il a la satisfaction d'être assuré qu'en suivant cette conduite, il agira complètement d'accord avec le Gouvernement français et conformément au désir de Sa Majesté Impériale de conserver, sans interruption, la paix de l'Europe.

Signé : STANLEY.

FRANCE.

Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier annonçant que lord Loftus a reçu ses instructions de lord Stanley. Berlin, le 21 août 1867.

Lord Loftus a reçu ses instructions: il attend, pour s'y conformer, le retour du comte de Bismarck qui arrive après-demain.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier au sujet des démarches de l'Autriche et de la Russie à Londres, en date du 21 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

M. l'Ambassadeur de Russie m'avait communiqué, dans la matinée, une dépêche qu'il venait de recevoir de Saint-Petersbourg, et dans

laquelle le Prince Gortschakoff lui annonçait que la France considérait la question du Luxembourg comme une question européenne ; qu'elle ne réclamait aucun avantage pour elle-même, et qu'il était permis d'espérer que la Prusse consentirait, moyennant la neutralisation du Luxembourg garantie par les puissances, à évacuer la forteresse. M. le baron de Brunnow pensait, lui aussi, que ce résultat pouvait être atteint, si l'Angleterre et l'Autriche voulaient bien exercer d'accord avec la Russie, une pression suffisante à Berlin. Mon collègue, dans cette conviction, doit voir demain lord Stanley, qui se trouve absent de Londres aujourd'hui, et il me rendra compte ensuite de son entretien. Je verrai moi-même lord Stanley demain.

M. l'Ambassadeur d'Autriche a été chargé de son côté, il y a quelques jours, de soumettre au principal secrétaire d'État de la reine les deux combinaisons mises en avant par le cabinet de Vienne.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de sir A. Buchanan à lord Stanley au sujet de l'opinion du cabinet de Saint-Petersbourg sur les propositions autrichiennes, en date de Londres, le 22 avril 1867.

(Extrait.)

My lord,

Comme je l'ai compris, Votre Seigneurie recevra, avant que cette dépêche ne lui parvienne, une communication du baron de Brunnow pour proposer qu'une conférence se réunisse à Londres, afin d'examiner quels arrangements pourraient être pris pour conserver la paix, sur la base de la neutralisation du Grand-Duché et la garantie de son intégrité et de sa neutralité par les grandes puissances, comme c'est le cas pour la Belgique.

Autant que j'ai pu m'en assurer, les assurances qui sont parvenues de Berlin au Prince Gortschakoff quant aux dispositions du Gouvernement Prussien à retirer ses troupes de la forteresse du Luxembourg, si un arrangement de ce genre pouvait être fait, sont encore bien loin d'être définies et qu'au contraire elles dépendent entièrement du point de vue auquel le peuple de l'Allemagne prendra la proposition Autrichienne.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BUCHANAN.

Dépêche de lord Stanley à M. Elliot sur l'intention de l'Italie d'offrir ses bons offices, en date de Londres, le 23 avril 1867.

(Extrait.)

Sir,

Le Marquis d'Azeglio est venu me trouver aujourd'hui et m'a communiqué la teneur d'une dépêche de son Gouvernement.

L'Italie pense qu'il est de son devoir d'offrir ses bons offices, s'ils peuvent être utiles, mais avant de faire des démarches dans ce sens, elle désire connaître l'avis du Gouvernement Britannique. Elle serait heureuse d'apprendre quelles propositions ont été faites dans l'espoir qu'elle pourra s'y joindre elle-même. La politique de l'Italie est libre, neutre et indépendante, elle peut en cela être plus effective pour le maintien de la paix.

J'ai dit au Marquis d'Azeglio que le Gouvernement de Sa Majesté appréciait pleinement les motifs du Cabinet de Florence; qu'il ne doutait nullement que la paix était le seul objet que l'Italie avait en vue et qu'il verrait avec plaisir l'offre faite par le Gouvernement italien d'employer ses bons offices dans ce but.

Le Gouvernement de Sa Majesté, ai-je dit, a déjà conseillé à Berlin l'évacuation du Luxembourg par la Prusse, comme étant le seul moyen de conserver la paix; et considérant que l'Empereur des Français a été jusqu'à retirer sa demande d'une cession de territoire à la France, il paraît au Gouvernement de Sa Majesté que cette ligne de conduite pourrait être adoptée par la Prusse, sans aucun sacrifice pour son honneur. Aucune réponse n'étant encore arrivée jusqu'à présent de Berlin, si cette réponse était favorable, il semble qu'il n'y aurait plus aucune difficulté pour terminer les questions de détail; s'il en était autrement, le Gouvernement de Sa Majesté craint bien qu'il n'y ait plus qu'un bien faible espoir d'éviter la guerre.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley¹ au sujet des propositions de la Russie, en date de Londres, le 24 avril 1867.

Mylord,

J'ai reçu hier soir de Sir A. Buchanan un télégramme qui m'annonce que le Prince Gortschakoff a chargé le Baron de Brunnow de

1. Une dépêche identique à été adressée à lord Loftus.

proposer au Gouvernement de Sa Majesté qu'une conférence fût tenue à Londres pour régler la question du Luxembourg, sur la base de neutralisation et de l'extension à ce Duché de la garantie dont jouit maintenant la Belgique.

Le Baron de Brunnow est resté hier avec moi pendant quelque temps, mais il ne m'a fait aucune proposition de ce genre.

Votre Excellence connaît la bonne volonté du Gouvernement de Sa Majesté de contribuer de tout son pouvoir au maintien de la paix générale, et j'ai à peine besoin de vous dire que s'il y a quelque raisonnable espoir qu'une conférence tenue à Londres pût atteindre ce but, le Gouvernement de Sa Majesté ne repousserait certainement pas toute proposition à cet effet qui aurait été acceptée par les deux Puissances plus particulièrement intéressées.

Il semble, toutefois, au Gouvernement de Sa Majesté, qu'aucun avantage ne saurait résulter d'une conférence, à moins que les Gouvernements de France et de Prusse n'y prennent part qu'avec l'intention bien déclarée de discuter la totalité des questions en litige et de renoncer à toute résolution précédemment arrêtée, quel que soit l'avis général des autres Puissances.

Évidemment il serait inutile de se réunir en conférence dans le but d'arriver à une solution intermédiaire, à moins que les deux parties ne déclarent à l'avance qu'elles consentent à renoncer à leurs prétentions actuelles si la conférence leur demandait de le faire.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire que Votre Excellence s'assure si le Gouvernement Français est disposé à une pareille renonciation dans l'intérêt de la paix. Vous éviterez d'engager le Gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne les modes possibles d'une solution, si le point principal est concédé par les deux parties, mais vous ne cacherez pas que sans cette concession mutuelle des deux parties, toute intervention d'une troisième Puissance serait sans effet et pourrait même être nuisible en aigrissant, par une attente trompée, les sentiments des puissances rivales et en amenant sous l'influence des mêmes sentiments les autres Puissances qui n'auraient pas réussi dans leurs efforts à amener les deux Puissances à accepter un arrangement raisonnable.

Signé : STANLEY

FRANCE.

Télégramme circulaire du marquis de Moustier aux ambassadeurs de France à Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Berlin au sujet des propositions de l'Autriche. Paris le 25 avril 1867.

Le prince de Metternich m'annonce que son Gouvernement vient d'adresser à ses représentants à Londres, à Pétersbourg et à Berlin, une note tendant à combiner les efforts que les trois puissances font, dans cette dernière ville, pour préparer un arrangement de l'affaire du Luxembourg. La question de principe y est posée, et le droit de la Prusse de maintenir, sans le consentement exprès du légitime souverain, une garnison dans un pays qui ne lui appartient pas, contesté. On suggère l'idée d'une demande d'évacuation, qui serait adressée par le roi Grand-Duc, et que la renonciation de la France au droit de profiter de la cession du Grand-Duché ôterait au cabinet de Berlin tout prétexte de décliner.

Dépêche du baron de Malaret, ministre de France à Florence, au marquis de Moustier, annonçant que l'Italie fait des démarches à Berlin pour amener une solution pacifique, en date de Florence, le 26 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

Conformément à vos instructions, j'ai donné confidentiellement lecture à M. Rattazzi de la dépêche que Votre Excellence a adressée à l'ambassadeur de l'Empereur à Berlin, sous la date du 6 avril. Je me propose de faire une démarche pareille auprès de M. le Ministre des affaires étrangères, que je n'ai pu rencontrer ce matin, mais que je verrai certainement ce soir ou demain au plus tard. M. le Président du conseil rend pleine justice à la modération de la France, à la justesse de ses appréciations en ce qui touche les questions de droit qui ont été soulevées à propos du Luxembourg, et il fait des vœux pour que le Gouvernement prussien, inspiré du même esprit de sagesse et soucieux, comme nous le sommes nous-mêmes, d'épargner à l'Europe le fléau de la guerre, consente à revenir sur celles de ses prétentions qui seraient incompatibles avec la sécurité et la dignité de la France. L'Italie ne reste point inactive sur le terrain diplomatique : le ministre

du Roi à Berlin a reçu l'ordre de s'associer aux démarches qui pourront être faites par les représentants des grandes puissances pour amener la solution pacifique des difficultés actuelles, et, dans la journée d'hier, il a dû remettre à M. le comte de Bismarck une note où se trouve développée et recommandée une combinaison impliquant l'évacuation de la forteresse de Luxembourg par la Prusse.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MALARET.

Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier au sujet des démarches de la Russie à Berlin, en date de Berlin, le 26 avril 1867.

Le Ministre de Russie a fait au comte de Bismarck les communications qu'il avait été chargé de lui soumettre et qui tendent à la neutralisation du Luxembourg. Le président du Conseil, suivant ce que m'en a dit M. d'Oubril, s'est montré personnellement disposé à accueillir un arrangement fondé sur cette base, mais lui a déclaré qu'il ne pourrait lui donner une réponse définitive qu'après avoir pris les ordres du Roi. Mon collègue semble croire que les efforts des puissances ne resteront pas infructueux. Il a signalé au comte de Bismarck le langage des journaux officieux en lui faisant remarquer le retentissement regrettable qu'il avait en France et en Allemagne. Le Président du conseil en a décliné la responsabilité.

Télégramme de M. Benedetti rendant compte des démarches de lord Loftus, en date de Berlin, le 26 avril 1867.

Lord Loftus a vu M. de Bismarck. Il vient de télégraphier à Londres le résultat de son entretien. Ce qu'il m'en a appris peut se résumer ainsi : on convoquerait à Londres des conférences dont la réunion serait provoquée par le roi des Pays-Bas dans le but de fixer la situation internationale du Luxembourg. Les puissances s'y feraient représenter sans engagement préalable, de manière que la concession pût être faite à l'Europe et non à l'une des cours intervenantes.

Télégramme du baron de Talleyrand au marquis de Moustier annonçant l'acceptation par la Prusse d'une conférence à Londres, en date de Saint-Petersbourg, le 26 avril 1867.

Le prince Gortschakoff vient de recevoir le consentement de la Prusse à l'ouverture d'une négociation collective à Londres sur la base de la neutralisation du Grand-Duché de Luxembourg, placé dorénavant sous la garantie de l'Europe.

Selon le vice-chancelier, cette combinaison entraînera l'évacuation de la forteresse, devenue ainsi inutile.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier au sujet des efforts de l'Autriche, de la Russie et de l'Italie à Londres en faveur d'une conférence, en date de Londres, le 26 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

Le télégramme que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser hier soir m'est exactement parvenu. L'ambassadeur d'Autriche à Londres a, en effet, reçu ce matin, avec ordre d'en donner connaissance au principal secrétaire d'État de la Reine, le texte d'une dépêche destinée au ministre d'Autriche à Pétersbourg, dans laquelle le baron de Beust, après s'être montré disposé à considérer comme douteux le droit de la Prusse de maintenir, sans le consentement du souverain légitime, une garnison dans un pays qui ne lui appartient pas, invite le comte de Revertera à demander au Prince Gortschakoff de combiner ses efforts avec ceux de l'Angleterre et de l'Autriche pour amener une solution pacifique de l'affaire du Luxembourg. C'est là, du moins, ce qui m'a paru résulter de la lecture que le comte Apponyi a bien voulu me faire de quelques passages des dépêches qu'il avait reçues et qu'il se proposait de communiquer, dans la journée, au principal secrétaire d'État de la Reine.

L'ambassadeur de Russie m'a prévenu, de son côté, que le prince Gortschakoff examinait, dans une dépêche qu'il venait de lui adresser, les différentes combinaisons au moyen desquelles il serait, suivant lui, possible d'obtenir de la Prusse l'évacuation de la forteresse de Luxembourg, et l'invitait à suggérer à lord Stanley l'idée de recourir, pour faciliter une entente entre les puissances, à une délibération col-

lective, en indiquant Londres comme le lieu où cette délibération pourrait le plus convenablement s'ouvrir.

Enfin, M. le ministre d'Italie m'a fait savoir qu'il était chargé, par son Gouvernement, d'annoncer au principal Secrétaire d'État de la Reine que le cabinet de Florence désirait associer ses efforts à ceux des puissances qui agissent en faveur du maintien de la paix.

Lord Stanley n'a repoussé aucune de ces ouvertures, mais il croit que, avant d'entrer en discussion sur la valeur pratique de telle ou telle combinaison, il convient de savoir si la Prusse est ou non disposée à retirer ses troupes du Luxembourg. A l'heure où je l'ai quitté aujourd'hui, il n'avait pas encore reçu de réponse de Berlin à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'Auvergne.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley à lord Bloomfield¹ au sujet des propositions autrichiennes, en date de Londres, le 26 avril 1867.

(Extrait.)

Mylord,

L'ambassadeur d'Autriche m'a communiqué aujourd'hui la teneur d'une dépêche qu'il avait reçue de Vienne, sur la question du Luxembourg.

Le Gouvernement autrichien renonce au plan qu'il avait proposé de faire un échange entre la Belgique et la France et en revient à sa proposition de laisser le Luxembourg à la Hollande, la forteresse étant neutralisée et la garnison prussienne retirée.

Le Gouvernement autrichien, dit le Baron de Beust, emploie ses bons offices à Berlin pour appuyer cette dernière combinaison; il a proposé à la Russie de l'appuyer aussi, et il vient faire le même appel à l'Angleterre. L'adhésion de l'Empereur des Français à ce projet semble assurée, et la Russie conseille la modération à Berlin.

L'Autriche, toutefois, se réserve son entière liberté d'action; elle n'a contracté aucun engagement avec aucune des deux parties et elle croit que la politique qu'elle recommande est la meilleure à suivre pour la paix générale, et pour ses propres intérêts en particulier.

J'ai dit au comte Apponyi que, jusqu'à ce que le Gouvernement de

1. Une dépêche identique a été adressée à lord Cowley.

Sa Majesté ait eu des nouvelles de Berlin, je ne pouvais donner aucune réponse à la proposition dont il me faisait part. Si la Prusse consentait à accepter l'idée d'évacuer le Luxembourg à de certaines conditions, tout deviendrait comparativement facile, il ne resterait plus qu'à s'occuper des questions de détails. Mais si la Prusse refusait de le faire, la question deviendrait d'une grande difficulté. Comme j'étais toujours dans l'ignorance des intentions du comte de Bismarck et que j'attendais d'autres renseignements à tout moment, je pensais qu'il était inutile de discuter plus loin la question.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley¹ au sujet de la proposition par la Russie d'une conférence, en date de Londres, le 26 avril 1867.

Mylord,

L'ambassadeur de Russie m'a rendu visite aujourd'hui et m'a informé qu'il avait reçu des instructions de son Gouvernement au sujet de la question du Luxembourg.

Le cabinet de Saint-Petersbourg, m'a-t-il dit, attache une grande importance à la coopération du Gouvernement britannique, et si l'affaire devait être traitée collectivement par les puissances, il considère que Londres serait l'endroit le plus convenable pour les négociations. Le Gouvernement russe est tout prêt à concourir, avec celui de sa Majesté, à appuyer toute mesure qui pourrait être prise en vue de faire disparaître les difficultés qui menacent la paix de l'Europe.

J'ai dit au baron de Brunnow que j'étais très-heureux d'entendre ce qu'il venait de me dire, mais que je manquais de renseignements sur la décision qui pourrait être prise à Berlin sur la question de l'évacuation ou de la neutralisation de la forteresse du Luxembourg.

Il me demanda s'il n'existait pas quelque combinaison qui aurait nos préférences ; à cela je répondis qu'il me semblait prématuré d'émettre une opinion sur les termes d'arrangement jusqu'à ce qu'on ait pu s'assurer s'il y avait quelques bases d'après lesquelles le Gouvernement prussien serait préparé à consentir à l'évacuation.

J'ai promis cependant au baron de Brunnow de le tenir au courant si quelque renseignement décisif à cet égard était reçu par le Gouvernement de Sa Majesté.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

1. Une dépêche identique a été envoyée à Sir A. Buchanan.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier au duc de Grammont à Vienne au sujet de l'ouverture à Londres d'une conférence entre les grandes Puissances, datée de Paris, le 27 avril 1867.

Monsieur le Duc,

Ainsi que je vous l'ai mandé par ma dépêche télégraphique du 25 de ce mois, M. le Prince de Metternich m'a annoncé que son Gouvernement venait d'adresser à ses représentants à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Berlin, une note tendant à combiner les efforts que les trois Puissances font auprès de la cour de Prusse pour préparer un arrangement de l'affaire du Luxembourg. Votre télégramme du 26 m'a confirmé ce que m'avait confié M. de Metternich, en ajoutant que M. l'Ambassadeur d'Autriche était chargé de me donner lecture de la dépêche de M. le Baron de Beust. Vous m'avez fait savoir, en outre, le même jour et par la même voie, qu'il résultait d'une communication de la légation d'Autriche à Berlin, que le Roi et M. de Bismarck paraissaient disposés à admettre l'évacuation du Luxembourg, si le Roi de Hollande en faisait la demande.

Je reçois simultanément de Berlin et de Saint-Pétersbourg des informations analogues. M. le Baron de Talleyrand m'annonce, à la date du 26, que le Prince Gortschakoff venait de recevoir le consentement de la Prusse à l'ouverture d'une négociation collective qui aurait lieu à Londres, et qui, dans l'opinion du Vice-Chancelier, aurait pour conséquence l'évacuation de la forteresse. L'Ambassadeur de Sa Majesté à Berlin, en me faisant connaître, d'autre part, ce qu'il savait du résultat des démarches du Ministre de la Russie, ajoute, suivant ce que lui en a dit M. d'Oubril lui-même, que le Président du Conseil, personnellement disposé à accueillir un arrangement de cette nature, a déclaré ne pouvoir donner une réponse définitive qu'après avoir pris les ordres du Roi. Le Représentant du Gouvernement russe exprimait l'espoir que les efforts des Puissances ne resteraient pas infructueux.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

Dépêche du baron de Talleyrand au marquis de Moustier lui annonçant la nouvelle, arrivée à Saint-Petersbourg, du consentement de la Prusse à la réunion d'une conférence à Londres, en date de Saint-Petersbourg, le 27 avril 1867.

Monsieur le Marquis,

Je remercie Votre Excellence des informations qu'elle a bien voulu me transmettre au sujet du Luxembourg ; j'en ai fait immédiatement usage, et je me suis rendu chez le Ministre d'Autriche avant d'entretenir le Vice-Chancelier de la proposition adressée par M. le Baron de Beust à la Prusse, l'Angleterre et la Russie, de combiner leurs efforts pour arranger à Berlin la question du Luxembourg. Le Comte de Revertera m'a lu les instructions que son Gouvernement lui avait fait parvenir la veille et dont il avait donné connaissance le jour même au Prince Gortschakoff. Elles sont conçues dans l'esprit que vous avez bien voulu m'indiquer, en résumant dans une dépêche télégraphique la récente communication du Prince de Metternich.

Mon collègue m'a dit que le Vice-Chancelier, tout en approuvant les tentatives de l'Autriche en vue du maintien de la paix, lui avait répondu que la Russie avait déjà proposé la réunion d'une conférence diplomatique à Londres, qu'elle avait dit nettement à Berlin que le droit de la Prusse d'occuper la forteresse de Luxembourg lui paraissait très-contestable, qu'il ne pouvait y avoir atteinte pour son honneur à déférer au conseil d'évacuer cette place, s'il lui était unanimement donné par les grandes Puissances, et qu'enfin on lui avait fait envisager toutes les difficultés de la situation où elle se placerait en refusant de souscrire à un arrangement qui paraissait acceptable à chaque Cabinet. Dans cet état de choses, le Prince Gortschakoff croyait devoir attendre avant tout la réponse à ses propres propositions.

Je suis arrivé chez le Vice-Chancelier au moment où il venait de recevoir de Berlin cette réponse. Le Prince de Reuss lui avait apporté l'assentiment officiel de sa Cour à l'ouverture d'une négociation collective à Londres, basée sur la neutralisation du Grand-Duché de Luxembourg, neutralisation qui serait dorénavant placée sous la garantie de l'Europe. Le Prince Gortschakoff, justement satisfait du résultat qu'il avait obtenu, s'est empressé d'ajouter, en m'en donnant la nouvelle, qu'il considérait l'adhésion de la Prusse comme impliquant son consentement à l'évacuation de la forteresse, puisque, par suite de l'arrangement proposé, cette place devait perdre toute son importance au point de vue agressif ou défensif. « J'aime à penser,

a-t-il dit, ne voulant pas désespérer de la raison humaine, que le Gouvernement prussien le comprendra ainsi. »

Veuillez agréer, etc.

Signé : TALLEYRAND.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley¹ rapportant une conversation avec le comte de Bernstorff sur les conditions d'une conférence, en date de Londres le 27 avril 1867.

Mylord,

Le Comte de Bernstorff est venu aujourd'hui et m'a fait part de la réponse du Gouvernement prussien à l'idée suggérée par Lord A. Loftus, conformément aux instructions que je vous ai envoyées dans ma dépêche du 24 courant, presque dans les mêmes termes que ceux exprimés par Lord Loftus, dans son télégramme d'hier².

Le Comte de Bernstorff a ajouté cependant que le Comte de Bismarck avait dit qu'il ferait tout en son pouvoir pour préparer l'opinion publique en Allemagne, de façon à ce qu'il soit permis à la Prusse d'accepter, comme résultat d'une Conférence, tel arrangement qu'il a été suggéré, mais que la Prusse ne pouvait s'engager à l'avance ni concéder ce qui était demandé sur les instances de la France.

Je dis au comte de Bernstorff que j'étais heureux d'avoir l'occasion de lui assurer, quoique par mes communications précédentes j'aie cru qu'il ne pouvait avoir aucun malentendu à cet égard, que rien n'était plus éloigné de la pensée du Gouvernement de Sa Majesté que de prendre le parti de l'un contre l'autre dans la controverse qui s'était élevée. C'a été dès le commencement, et c'est encore aujourd'hui l'intention du Gouvernement de Sa Majesté, d'observer la plus stricte neutralité dans le cas malheureux où les hostilités éclateraient, et que son désir était de ne pas intervenir inutilement dans le débat pendant ; ses bons offices avaient été réclamés, et il avait considéré comme un devoir de faire tout son possible pour conserver la paix de l'Europe autant qu'il le pouvait sans compromettre sa propre position indépendante et impartiale.

Je fixai l'attention du Comte de Bernstorff sur les objections qui

1. Une dépêche identique a été adressée à lord Loftus.

2. Voir ci-après la dépêche de lord Loftus.

s'étaient présentées à la proposition d'entrer en conférence sans savoir si l'une ou l'autre des parties directement intéressées était disposée à accepter la décision qui pourrait en surgir. Supposant que la Conférence recommandât le retrait de la garnison prussienne du Luxembourg, et que la Prusse refusât d'accéder à cette proposition, dans quelle position serions-nous tous placés ? La Prusse aurait ainsi invité à rendre une décision qui deviendrait un encouragement pour son adversaire, et nous aurions, sans nécessité ni avantage, préjugé une question qui doit être décidée par d'autres moyens.

J'informai le Comte de Bernstorff que, quoique je regrettasse d'avoir à écarter toute proposition qui tendrait à la paix, je regardais ces obstacles comme étant insurmontables, et que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait consentir à prendre part à une Conférence que sur l'assurance des deux Parties d'en accepter les résultats.

Le Comte de Bernstorff m'exprima sa conviction complète que l'intention de l'Angleterre était d'agir impartialement dans cette affaire ; mais il n'avait aucunes instructions qui lui permissent de dire si la condition que j'avais traitée d'indispensable pourrait être acceptée par son Gouvernement.

Un peu plus tard, le Comte de Bernstorff revint et me lut le télégramme suivant qu'il venait de recevoir :

« Le Comte Wimpffen annonce au Comte de Bismarck que le Gouvernement français a déclaré au Prince de Metternich qu'il accepte Conférence sur la base de neutralisation du Luxembourg. Comte Bismarck a répondu que la Prusse fera de même, et Comte Bismarck attend une invitation ; que la Prusse est prête à concéder l'évacuation et la démolition de la forteresse, si la Conférence en exprime le désir comme résultat de ses discussions, et si en même temps elle donne une garantie européenne pour la neutralité du Luxembourg, comme il en est pour la Belgique. »

Le Comte de Bismarck ajoute qu'il est à désirer qu'une Conférence soit convoquée sans perte de temps, afin que la continuation des armements de la France n'oblige pas la Prusse à faire de même.

Signé : STANLEY.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley annonçant que le comte de Bismarck est disposé à accepter la conférence, mais sans prendre aucun engagement d'avance, en date de Berlin, le 27 avril 1867 (reçue le 29 avril).

(Extrait.)

Milord,

J'ai eu hier une entrevue avec le comte de Bismarck et j'ai communiqué à Son Excellence les dépêches de Votre Seigneurie sur la question du Luxembourg.

En ce qui concerne le langage tenu par le comte de Bernstoff, et dont parle la dépêche de Votre Seigneurie du 15, le comte de Bismarck a dit que quoique Son Excellence eût fait connaître les opinions de son gouvernement, elle n'avait pas peut-être suffisamment accentué le point principal, à savoir la nécessité pour la Prusse, en traitant cette question, de tenir compte et d'agir en conformité du sentiment national de l'Allemagne.

Ayant terminé la lecture des diverses dépêches de Votre Seigneurie, j'ai demandé à Son Excellence quel expédient pouvait être employé en vue de détourner une aussi grande calamité en Europe qu'une guerre, et s'il y avait quelque moyen d'atteindre ce but désirable.

J'ai observé à Son Excellence que la question présentait un immense danger pour la paix de l'Europe; que l'opinion publique était très-agitée, que l'Europe était en proie à une irritation fiévreuse qui ne pouvait continuer sans amener de sérieuses conséquences et qu'il était par conséquent du devoir de tous ceux qui ont intérêt au maintien de la paix de l'Europe d'user de leur influence sans perte de temps, pour effectuer un arrangement satisfaisant. J'ai constaté que la question avait un caractère européen; que le Grand-Duché du Luxembourg, par suite de la dissolution de la Confédération germanique, a été pour ainsi dire abandonné et jeté dans l'ombre; qu'il n'a pas été compris dans la Confédération du Nord et n'a pas non plus de lien avec les États de l'Allemagne du Sud; que sa position entre deux puissants États n'est pas agréable; que la forteresse, qui a été une forteresse fédérale, a cessé d'avoir ce caractère; qu'il est donc évident que la position future du grand-duché doit être fixée, et qu'à cette fin les conseils et l'assentiment de l'Europe sont requis. Est-ce que la Prusse accepterait dans ce but une conférence européenne sur la base de la neutralisation du Grand-Duché et de la forteresse? Ou bien Son Excellence pourrait-elle m'indiquer une autre politique qui atteindrait également le but en vue et détourner la possibilité d'une guerre?

Son Excellence m'a dit qu'elle était animée du désir sincère de maintenir la paix et de trouver un arrangement pacifique à cette sérieuse question, et que la Prusse était disposée à accepter toutes les conditions d'arrangement honorables.

La première chose requise était de trouver un motif pour une conférence européenne, et il pensait par conséquent, que la Hollande devait s'adresser aux puissances européennes, au sujet de la position du Grand-Duché, et qu'une conférence devait être proposée à son invitation.

La Prusse, a dit Son Excellence, n'est pas contraire à une conférence, et elle l'accepterait si elle était proposée, mais elle ne peut accepter d'avance aucune base préconcertée. Il est impossible à la Prusse de faire aucune concession préalablement à une conférence ; mais dans la conférence la Prusse peut concéder à l'Europe et à la Hollande, dans l'intérêt du maintien de la paix, ce qu'elle ne peut pas concéder avant d'entrer en conférence.

Tout ce que Son Excellence pouvait dire, par conséquent, c'est que si une conférence était proposée, la Prusse l'accepterait, mais sans prendre aucun engagement d'avance.

Il est inutile de chercher à engager Son Excellence à changer sa décision sur ce point.

Il est évident pour moi, que la décision du gouvernement prussien est prise, et que le roi de Prusse ne veut donner aucune promesse de retirer la garnison du Luxembourg avant une conférence, et que le comte de Bismarck, à en juger par les observations qu'il m'a faites, ne liera pas la Prusse d'avance à accepter aucune décision à laquelle pourrait arriver une conférence.

Presser ce point plus loin ou chercher à l'imposer à la Prusse, ce serait virtuellement rendre la réunion d'une conférence impossible.

Je me hasarde à faire observer à Votre Seigneurie, qu'il est de la plus grande importance pour les intérêts de la paix que, dans ce moment où les relations entre la Prusse et la France sont tendues au plus haut point, la question du différend devrait être placée dans les mains de l'Europe dans le plus bref délai. Si une conférence européenne pouvait immédiatement être constituée à Londres, l'agitation publique se calmerait et elle laisserait les cabinets de l'Europe la traiter sans passion et sans partialité. Dans l'alternative, si, malheureusement, aucune conférence ne pouvait se réunir, ou s'il se perdait du temps pour la former, l'irritation et l'agitation publiques augmenteraient rapidement et rendraient la guerre inévitable. La réunion de la conférence est le dernier espoir pour détourner la guerre, et si je ne me trompe pas, le comte de Bismarck envisage cette guerre avec

confiance, comme le moyen de conduire cette question critique à une terminaison satisfaisante.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley pour annoncer que le baron de Beust lui a dit que la Prusse consentirait à retirer ses troupes à la condition que le Grand-Duché serait neutralisé, en date de Vienne, le 27 avril 1867 (reçue le 9 mai).

(Extrait.)

Milord,

Je viens de voir le baron de Beust. Il m'a dit avoir reçu une réponse favorable de Berlin, portant que la Prusse est disposée à retirer sa garnison de Luxembourg, sous la condition que le Grand-Duché sera neutralisé. Il a, sans perte de temps, communiqué cette nouvelle à Paris, où elle a produit le meilleur effet, et a satisfait le gouvernement français.

Son Excellence a ajouté, qu'il ne fait pas de doute que la France n'approuve le projet russe, d'une Conférence des Puissances signataires du Traité de 1839, laquelle se réunirait à Londres, dans le but de traiter la question de la neutralisation du Luxembourg, et qu'elle ne soit disposée à placer le Grand-Duché sous la garantie européenne.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin lui envoyant sa circulaire confidentielle du 15 avril, en date de Paris, le 28 avril 1867.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous communiquer la dépêche que j'ai écrite à M. Benedetti, en date du 6, à la suite des interpellations qui ont eu lieu dans le Parlement de l'Allemagne du Nord. Je me bornais, dans ce document, à prendre acte de certaines déclarations de M. de Bismarck, en évitant de faire naître une discussion qu'il ne pouvait nous convenir d'engager. Nous nous sommes maintenus depuis lors dans la

même réserve avec le Cabinet de Berlin. Mais nous avons jugé opportun d'exposer aux grandes Puissances notre situation dans l'affaire du Luxembourg et les considérations qui devaient dominer notre politique. J'ai, à cet effet, adressé, en date du 15, aux Représentants de l'Empereur, la circulaire confidentielle que vous trouverez ci-jointe. Après avoir mis hors de doute le droit dont le Roi Grand-Duc a usé en entrant en négociation avec nous, pour nous transférer la possession du Luxembourg, nous avons indiqué l'évacuation de la forteresse par les troupes prussiennes, comme la seule condition qui pourrait nous faire renoncer à la cession consentie en notre faveur. Les Puissances ont reconnu la modération, dont le Gouvernement de Sa Majesté faisait preuve, en ouvrant ainsi la voie à une transaction, et elles nous ont offert leurs bons offices, que nous avons acceptés. Nous avons tenu, d'ailleurs, à rester dans la même attitude d'abstention à l'égard de la Prusse, aussi bien par un sentiment de dignité que pour ne pas faire intervenir les susceptibilités nationales dans une question qui est avant tout, à nos yeux, une question de droit public européen. L'Autriche, la Grande-Bretagne et la Russie ont donc ouvert des pourparlers avec le Cabinet de Berlin. Les extraits que je vous transmets de la correspondance de M. Benedetti, vous mettront au courant des premiers résultats de leurs efforts. Ainsi que je vous l'écrivais avant-hier par le télégraphe, je crois à une solution pacifique ; mais il importe que le Roi des Pays-Bas s'abstienne de toute démarche, jusqu'à ce que les trois Cours soient tombées pleinement d'accord avec la Prusse et avec nous sur la manière de procéder, pour faire intervenir dans la négociation les Parties intéressées. J'aurai soin de vous instruire sans retard de ce qui aura été décidé.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire de lord Stanley au comte Cowley, à lord Bloomfield, à lord Loftus, à sir A. Buchanan, à lord Howard de Walden et à M. Burnley. Le Gouvernement anglais consent à la réunion d'une conférence à Londres ; mode d'invitation. En date de Londres le 28 avril 1867.

Milord,

Comme il résulte des communications que le Gouvernement de Sa Majesté a reçues hier, directement de l'ambassadeur de Prusse et

par divers télégrammes des représentants de Sa Majesté à Paris, à Berlin et à Vienne, que les Gouvernements de France et de Prusse sont disposés à discuter en conférence avec les autres Gouvernements, signataires du Traité de 1839, comment la question qui a surgi entre eux relativement au Grand-Duché de Luxembourg, peut le mieux être arrangée en vue du maintien de la paix générale en Europe, et qu'ils consentent en outre à ce que la discussion ait lieu sur la base de la neutralisation de la forteresse, qui implique comme une conséquence nécessaire la retraite de la garnison prussienne et la renonciation par la France, à toute prétention d'être mise en possession du duché ou de la forteresse, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésitera pas plus longtemps, à faire connaître aux divers gouvernements qui ont pris part aux Traités de 1839, qu'il est, quant à lui, disposé à entrer dans une conférence, dans le but indiqué, et à employer ses meilleurs efforts pour soumettre la question à une discussion en vue d'une solution prochaine et satisfaisante.

Vous ferez une communication dans ces termes au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas qu'il lui incombe le devoir d'adresser des invitations aux autres Puissances, pour qu'elles se réunissent en conférence, mais il est disposé à accepter une telle invitation de toute puissance qui la lui fera. Cependant, s'il y a quelque difficulté à déterminer de quel cabinet doit émaner l'invitation, il semble au Gouvernement de Sa Majesté que, comme Souverain du territoire, le roi de Hollande pourrait très-bien prendre l'initiative sous ce rapport.

On a emis l'idée qu'une conférence, si elle avait lieu, devrait être tenue à Londres. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut que dire, que si l'opinion générale des Puissances désignait la capitale de l'Angleterre, le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir l'assemblée des diverses Puissances dans cette ville, et faciliterait, par tous les moyens à sa disposition, les négociations dans lesquelles ces Représentants seront engagés.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Dépêche du comte Cowley à lord Stanley rapportant une conversation avec le marquis de Moustier au sujet de la Conférence et de la répugnance de l'Angleterre d'y prendre part sans un engagement formel de la France et de la Prusse de se soumettre à sa décision, en date de Paris, le 28 avril 1867 (reçu le 29 avril).

(Extrait.)

Milord,

M. de Moustier a déjà appris par le Prince de la Tour d'Auvergne que Votre Seigneurie ne prendrait aucune décision relative à la conduite future du Gouvernement de Sa Majesté, avant qu'elle ait reçu des informations plus détaillées de Lord Augustus Loftus, informations qu'elle attend lundi prochain.

J'ai dit que Votre Seigneurie avait pris la détermination d'attendre ces informations, par le motif que les renseignements que vous aviez reçus de Berlin par le télégraphe sur les intentions du Gouvernement prussien étaient nécessairement brefs et incomplets; que le Gouvernement de Sa Majesté est d'opinion qu'aucun avantage ne saurait résulter de la réunion d'une conférence comme l'entendait M. de Bismarck, à moins que la France et la Prusse ne se déclarassent disposées à s'en tenir à la décision à laquelle la Conférence s'arrêterait; que le Gouvernement de Sa Majesté avait lieu de penser que M. de Bismarck, tout en étant personnellement disposé à consentir à l'évacuation de la forteresse du Luxembourg par les troupes de Prusse, à la condition que le Duché de Luxembourg soit neutralisé et que cette neutralisation soit placée sous la garantie de l'Europe, a néanmoins soumis ce consentement à la sanction de l'opinion publique en Allemagne; qu'à moins que cet obstacle ne soit écarté par le Gouvernement prussien déclarant qu'il est disposé à se soumettre à la décision de la Conférence, quelle que puisse être cette décision, et à moins qu'une déclaration également explicite ne soit faite par le Gouvernement français, je ne pouvais aucunement encourager Son Excellence à espérer que la répugnance du Gouvernement de Sa Majesté à prendre part à une délibération collective des grandes puissances pût être vaincue.

M. de Moustier a répondu qu'en tant qu'il s'agissait de la France, il ne ferait pas de difficulté à entrer dans une conférence avec la déclaration que le Gouvernement français accepterait le résultat des délibérations de la Conférence, parce qu'il était entendu, sous la forme privée et confidentielle, que l'évacuation du Luxembourg devait en être la conséquence; que par suite des communications qui lui avaient été adressées par les Ambassadeurs d'Autriche et de Russie, il était

justifié à supposer que le Gouvernement prussien était disposé à faire cette concession sur la base de la neutralisation du duché; qu'il était également prêt à accepter cette base et qu'il espérait, par conséquent, que les scrupules du Gouvernement de Sa Majesté, scrupules que Son Excellence comprend et respecte, pourraient être écartés après de nouvelles communications avec Berlin.

J'ai déclaré que je ferais part des paroles de Son Excellence à Votre Seigneurie; que, tout satisfaisant qu'en était le ton général, elles contenaient cependant une réserve dont le Gouvernement de Sa Majesté ne négligerait cependant pas de tenir compte; que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait avoir une mesure pour la France et une autre pour la Prusse; qu'il maintiendrait la plus stricte neutralité.

Une conversation s'engagea ensuite sur la manière dont la Conférence pourrait être convoquée. M. de Moustier supposait que les trois Puissances neutres pourraient s'unir pour adresser une invitation à la France et à la Prusse. J'ai fait observer que, à proprement parler, il n'y avait pas de question devant les trois Puissances, que leurs bons offices avaient seulement été demandés par le Gouvernement français pour écarter les difficultés qui avaient surgi entre la France et la Prusse; qu'il me semblait à moi que, si l'on avait l'intention d'apporter quelque changement dans le Grand-Duché de Luxembourg, avec le consentement du souverain, c'était plutôt au souverain qu'aux puissances neutres à prendre l'initiative d'une invitation.

M. de Moustier a dit que si cette conduite était considérée comme la plus convenable, il n'avait pas d'opposition à faire et qu'il la faciliterait volontiers par son avis au Roi de Hollande.

J'ai demandé à M. de Moustier si, dans le cas de la réunion d'une Conférence, il avait quelque préférence pour le lieu de la réunion. Son Excellence a répondu que la place la plus agréable au Gouvernement français serait Londres.

Lorsque j'ai pris congé de M. de Moustier, Son Excellence a exprimé l'espoir que le Gouvernement de Sa Majesté apprécierait l'honneur qu'il dépendrait de lui d'acquérir, celui de régler cette importante question.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : COWLEY.

Dépêche du comte Cowley à lord Stanley annonçant que M. de Moustier lui avait fait part du désir de l'Italie d'entrer dans la Conférence, en date de Paris, le 28 avril 1867 (reçu le 29 avril).

Milord,

M. de Moustier m'a dit aujourd'hui que le Gouvernement italien avait demandé à être représenté dans la Conférence qui pourrait avoir lieu pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg ; son Excellence a ajouté que le Gouvernement français n'y ferait aucune objection.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : COWLEY.

Dépêche de M. Elliot à lord Stanley annonçant la satisfaction du Gouvernement Italien de voir accepter ses bons offices, en date de Florence, le 28 avril 1867 (reçue le 2 mai).

(Extrait.)

Milord,

J'ai informé le Comte Campello et M. Ratazzi du contenu de la dépêche de Votre Seigneurie du 23 courant et de la satisfaction avec laquelle vous avez reçu l'offre du Gouvernement italien de joindre ses efforts à ceux du Gouvernement de Sa Majesté pour la préservation de la paix.

Ils avaient déjà été informés par le Marquis d'Azeglio de la manière avec laquelle vous aviez reçu leur communication, ce qui leur avait causé une grande satisfaction.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : ELLIOT.

FRANCE.

Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin acceptant que le roi des Pays-Bas prenne l'initiative de la convocation d'une conférence à Londres, en date de Paris, le 29 avril 1867.

J'attendais pour vous donner des instructions que les Puissances se fussent mises d'accord sur la procédure à suivre. Puisqu'elles sont

d'avis que le Roi de Pays-Bas, doit prendre l'initiative de la convocation d'une conférence à Londres, dites à M. de Zuylen que le Gouvernement français n'a aucune objection à y faire.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley, pour lui annoncer que le baron de Beust insiste sur la nécessité de réunir immédiatement la Conférence, en date de Vienne, le 29 avril 1867 (reçue le 3 mai).

(Extrait.)

Milord,

Dans une entrevue que je viens d'avoir avec le Baron de Beust, Son Excellence m'a dit être certain que la conférence ne tardera pas à s'assembler à Londres. Il regarde comme essentiel que cette réunion ait lieu le plus tôt possible. Il espère que des communications écrites seront adressées aux Gouvernements de France et de Prusse pour les engager à examiner dans une conférence des grandes Puissances les difficultés qui se sont élevées au sujet du Luxembourg. Son Excellence m'a fait part qu'elle a reçu avis de Berlin que la Prusse accepte comme bases des négociations l'évacuation et la démolition de la forteresse, et la garantie du Grand-Duché par l'Europe à l'égal du royaume de Belgique. Il sait, en outre, que la Hollande approuve en tous points cet arrangement.

Le Gouvernement français, le Baron de Beust me l'a assuré, paraît accepter de bon cœur (*cordially*) ces bases de négociation. Il a exprimé au Prince de Metternich sa gratitude pour les efforts qu'a faits le Gouvernement autrichien, afin de détourner le danger d'une complication qui menaçait d'embrouiller les affaires de l'Europe. En conséquence, dès que la Prusse et la France sont d'accord sur les bases de la négociation, et que, de plus, ces bases sont approuvées par les autres Puissances également intéressées au maintien de la paix de l'Europe, il ne voit pas de raison qui empêche que la conférence ne se réunisse immédiatement sur invitation adressée à cet effet. Le Comte Apponyi, m'a dit encore M. de Beust, est prêt à agir en qualité de Plénipotentiaire de l'Autriche. Les autres Ambassadeurs accrédités à Londres recevront, il n'en fait pas de doute, des instructions pour assister aux conférences, de la part de leurs Gouvernements respectifs.

J'ai l'honneur d'être.

Signé : BLOOMFIELD.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley pour lui annoncer que M. de Bismarck consent à ce que l'invitation à la Conférence soit faite par le roi des Pays-Bas, en date de Londres, le 30 avril 1867¹.

(Extrait.)

Milord,

Le Comte de Bernstorff m'a lu ce matin un télégramme de M. de Bismarck dans lequel celui-ci dit que, d'après des renseignements venus de la Haye et de Saint-Petersbourg, il paraît que l'Angleterre désire que le Roi des Pays-Bas fasse l'invitation à la Conférence à Londres.

M. de Bismarck n'a pas hésité à déclarer tout aussitôt que la Prusse y consentait, désirant qu'aucune question de forme n'empêche la réunion de la Conférence le plus promptement possible.

Je suis, etc.

Signé : COWLEY.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley annonçant que le baron de Beust désire impatiemment l'ouverture de la Conférence, en date de Londres, le 30 avril 1867².

Milord,

Le Comte d'Apponyi m'a lu ce matin un télégramme du Baron de Beust exprimant ses craintes que la question de désarmement ne tende à compliquer la situation et disant que par cette raison il est urgent de réunir la Conférence. En conséquence, le Baron de Beust insiste sur l'acceptation de la Conférence avec ou sans bases et Son Excellence croit qu'on est du même avis à Paris.

Le Gouvernement autrichien, dit le Baron de Beust, d'accord avec celui de Russie, propose que chacune des trois Puissances neutres envoie une invitation par télégraphe à Paris, Berlin et la Haye, sans s'entendre préalablement sur les termes à employer, malgré que ces communications soient faites simultanément.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

1. Une dépêche identique a été adressée à lord Loftus.

2. Une dépêche identique a été adressée à lord Bloomfield.

LUXEMBOURG.

Télégramme du prince Henri des Pays-Bas à lord Stanley demandant que l'Angleterre prenne les mesures nécessaires pour convoquer la Conférence, en date de la Haye, le 30 avril 1867, midi 5 minutes (reçu à midi 29).

L'état des affaires du Luxembourg rend désirable au plus haut point la révision du Traité de Londres du 19 Avril 1839. La convocation des Représentants des Grandes-Puissances et des Pays-Bas à Londres paraît utile. Si le Gouvernement anglais était de cet avis, je suis chargé par le Grand-Duc, comme son Lieutenant, de prier Votre Seigneurie d'avoir la bonté de prendre les mesures nécessaires dans ce but.

GRANDE-BRETAGNE.

Télégramme de lord Stanley à M. Burnley en réponse à celui du prince Henri des Pays-Bas, en date de Londres, le 30 avril 1867, 1 h. 15 m. du soir.

Informez le Roi des Pays-Bas et le Prince Henri que j'ai reçu le télégraphe de son Altesse Royale qui devance les instructions que j'étais sur le point de vous adresser pour que vous invitiez le Roi en sa qualité de Souverain territorial à convoquer les Puissances qui ont participé au Traité de 1859 à une Conférence qui se tiendrait à Londres sur la question du Luxembourg, pour commencer le 7 mai. Comme il y a une importance urgente à ne pas retarder le règlement de cette question, pressez le Roi d'envoyer les invitations par télégraphe.

Télégramme de M. Burnley à lord Stanley annonçant le départ de l'invitation à la Conférence pour le 7 mai, en date de la Haye, le 30 avril 1867.

Le comte Van Zuylen a parlé au Prince Henri et au Baron de Tornaco, Président du Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg ;

il a été convenu que ce dernier s'adressera tout de suite directement lui-même aux autres Représentants des grandes Puissances à la Haye, pour les inviter à faire part à leurs Gouvernements, par télégraphe, du désir du Roi Grand-Duc de tenir une Conférence le 7 mai à Londres sur les affaires du Grand-Duché.

Télégramme de lord Stanley au comte Cowley, à sir A. Buchanan, lord Bloomfield, lord A. Loftus et lord Howard de Walden, en date de Londres, le 30 avril 1867.

Donnez communication des télégrammes ci-inclus ¹ au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

FRANCE.

Télégramme du prince de La Tour d'Auvergne au marquis de Moustier annonçant que lord Stanley invite le roi des Pays-Bas à provoquer la réunion de la Conférence à Londres pour le 7 mai, en date de Londres, le 30 avril 1867.

L'Angleterre invite son Représentant à la Haye à engager le Roi Grand-Duc à provoquer la réunion de la Conférence pour le 7 mai à Londres.

Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier annonçant que la Russie invite le roi des Pays-Bas à provoquer la Conférence, en date de Berlin, le 30 avril 1867.

Déférant à la manière de voir de lord Stanley, le Gouvernement russe a fait inviter, par le Ministre de Hollande à Pétersbourg, le Roi des Pays-Bas, à prendre l'initiative de la proposition pour réunir la Conférence. M. d'Oubril a été chargé d'en instruire les Représentants de la Russie accrédités auprès des grandes Puissances.

1. Ceux du prince Henri des Pays-Bas à lord Stanley et de lord Stanley à M. Burnley.

PAYS-BAS.

Note du comte van Zuylen van Nyevelt à M. Burnley pour lui annoncer que le Gouvernement du Luxembourg et non celui des Pays-Bas, adresse aux Puissances l'invitation à la Conférence, en date de la Haye, le 30 avril 1867.

Monsieur le Chargé d'Affaires ,

J'ai l'honneur de vous retourner ci-joint le télégramme que vous avez bien voulu me confier, et de vous informer que j'ai parlé au Prince Henri et au Baron de Tornaco, Président du Gouvernement du Grand-Luxembourg. Il a été convenu que ce dernier s'adressera aujourd'hui même aux autres Représentants des grandes Puissances à la Haye pour les prier de transmettre par le télégraphe à leurs Gouvernements le désir du Roi Grand-Duc de tenir une Conférence à Londres sur les affaires du Luxembourg, qui serait ouverte le 7 mai.

Signé : DE NUYLEN VAN ZYEVELT.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley, rapportant les observations du comte de Bismarck sur la forme d'invitation à la Conférence, en date de Berlin, le 30 avril 1867 (reçu le 6 mai 1867).

(Extrait.)

Milord,

J'ai reçu le télégramme de Votre Seigneurie, en date de ce jour, au moment où je me rendais à un dîner officiel donné par le Ministre russe en l'honneur de l'anniversaire de naissance de son Souverain et auquel assistait le comte de Bismarck.

J'ai pu, en conséquence, communiquer à Son Excellence, sans perte de temps, la substance des instructions adressées par Votre Seigneurie au Chargé d'affaires de Sa Majesté la Reine à la Haye.

Son Excellence a fait la remarque que le Roi Grand-Duc du Luxembourg ne pouvait pas convenablement inviter une Conférence Européenne à se réunir dans une capitale étrangère. Pour cela même il pensait que les invitations devaient être adressées par le Gouvernement de la Reine d'Angleterre agissant au nom du Roi Grand-Duc.

Son Excellence ajouta, néanmoins, qu'il n'y avait là qu'une question de forme et que la Prusse était disposée à accepter la Conférence de quelque part qu'elle fût proposée.

Son Excellence ajouta que tout ce qu'elle désirait, c'est que la Conférence pût se réunir sans le moindre délai, et elle se déclara prête à y assister en personne si les autres Ministres des Affaires Étrangères agissaient de même.

J'ai l'honneur, etc. *Signé* : A. LOFTUS.

Note du comte Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris, au marquis de Moustier au sujet de la proposition de la réunion d'une conférence à Londres, en date de Paris, le 30 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères, j'ai l'honneur de faire à Votre Excellence la communication suivante :

Comme il résulte des communications que le Gouvernement de Sa Majesté a reçues directement avant-hier, par l'entremise de l'Ambassadeur de Prusse et des différents télégrammes émanant des représentants de Sa Majesté à Paris, Berlin et Vienne, que les Gouvernements de France et de Prusse sont prêts à discuter en Conférence avec les autres Gouvernements signataires du Traité de 1839 la combinaison la plus propre à résoudre la question qui s'est élevée entre eux au sujet du Grand-Duché du Luxembourg, dans le but de maintenir la paix générale en Europe, et qu'ils désirent, en outre, voir s'ouvrir la discussion sur les bases de la neutralisation de la forteresse, ce qui implique comme une conséquence nécessaire le retrait de la garnison prussienne qui l'occupe en ce moment, et la renonciation de la France à toute prétention sur le Duché ou la forteresse, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésitera pas plus longtemps à faire savoir aux différents Gouvernements qui ont pris part aux Traités de 1839, qu'en ce qui le concerne, il est prêt à entrer dans une Conférence, dans le but indiqué plus haut, et à faire tous ses efforts pour donner à la question en litige une solution prompte et satisfaisante.

Le Gouvernement de Sa Majesté, je suis autorisé à le déclarer, ne se croit pas appelé à envoyer aux autres Puissances l'invitation de se réuniren Conférence ; mais il est prêt à accepter une semblable invitation de quelque Puissance qu'elle lui vienne. Néanmoins, s'il s'élève une difficulté sur le choix du cabinet qui devrait prendre cette initiative, il semble au Gouvernement de Sa Majesté que ce serait au Roi

de Hollande, comme souverain territorial, qu'elle pourrait appartenir.

On a suggéré l'idée que la Conférence, si elle se réunissait, pourrait se tenir à Londres, et j'ai l'ordre d'informer Votre Excellence que, si la voix générale des Puissances désignait la capitale de l'Angleterre, le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir la réunion dans cette ville des Représentants des différentes Puissances, et qu'il faciliterait, par tous les moyens en son pouvoir, la négociation dans laquelle s'engageraient ces Représentants.

Je profite de cette occasion, etc.

Signé : COWLEY.

ITALIE.

Dépêche du comte de Launay à M. de Campello ministre des affaires étrangères à Florence, rapportant une conversation avec M. de Thiele, en date de Berlin, le 30 avril 1867 (reçue le 6 mai).

Monsieur le Ministre,

J'ai eu ce matin la visite de M. de Thiele. Il venait me faire les excuses du comte de Bismarck, qui, empêché par les travaux de la Chambre, ne pouvait, à son grand regret, conférer dans ce moment avec moi.

Dans cet entretien, j'ai dit au sous-secrétaire d'État que, lors même que le comte de Bismarck ne se fût pas encore prononcé sur la double démarche que j'avais faite, j'espérais qu'elle avait été accueillie favorablement. C'était l'œuvre d'une politique franchement amicale et honnête. En tout cas nous avions en temps utile rempli un devoir sans qu'il nous coûtât cependant aucun effort. S'il avait pensé que nos bons offices eussent pu être de quelque valeur pour le maintien d'une paix si désirable pour les deux pays, nous eussions été prêts à nous y employer. Nous avons même cherché et réussi à pressentir les intentions de l'Angleterre et de la France pour mieux nous diriger, le cas échéant.

M. de Thiele a répondu qu'il venait précisément au nom du comte de Bismarck pour me témoigner combien le Gouvernement prussien avait été sensible au sentiment qui avait dicté nos démarches, et à la forme que nous avions choisie avec tant de mesure et de délicatesse. J'étais chargé d'en remercier vivement le Cabinet de Florence. Nous avons agi en amis véritables. Ici on n'avait jamais douté de nos dis-

positions amicales dans le présent et dans l'avenir, comme par le passé. Elles sont au reste réciproques.

Me parlant ensuite de l'état actuel des choses, il me confirma ce que j'ai télégraphié à S. Ex., à savoir que la Prusse avait accepté la réunion d'une conférence (à Londres probablement) sur la base de la neutralisation du grand-duché de Luxembourg, sous la garantie collective des puissances et de l'évacuation de la forteresse.

Dans l'entretien que je viens d'avoir avec M. de Thiele, j'ai de mon propre mouvement touché à un autre sujet. Je lui ai dit que le comte de Bismarck aimait les hommes d'initiative et que je lui soumettais les considérations suivantes, tout à fait personnelles et sur lesquelles je réservais l'avis de mon Gouvernement. Je ne savais si les puissances réclameraient notre présence à la conférence de Londres. Nous ne le demanderons pas, puisque nous n'avons pas signé le traité de 1839. Mais, puisqu'il s'agit d'un intérêt européen, je ne vois pas trop celui qu'on aurait à nous en laisser en dehors, tandis que je sais bien plutôt que ce serait d'une bonne politique de s'adjoindre un élément de plus d'ordre et de paix. Je ne voulais pas préjuger les convenances de l'Italie, mais je serais bien aise de savoir la manière de voir du Président du Conseil sur notre participation éventuelle.

Sur ce point, M. de Thiele s'est réservé d'en référer au comte de Bismarck.

J'espère que Votre Excellence m'excusera d'avoir provoqué cette question de mon propre chef. Je n'aliène en rien sa propre décision.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

LUXEMBOURG.

**Adresse des habitants du Grand-Duché au roi des Pays-Bas,
en date avril 1867.**

*A S. M. Guillaume III, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau,
grand-duc de Luxembourg, etc., etc.*

Sire ,

Veillez permettre à plusieurs de vos plus fidèles sujets, habitants de la ville de Luxembourg, d'élever dans ce moment d'anxiété profonde, la voix vers votre trône.

Le Luxembourg, heureux et libre, a prospéré sous le sceptre de

votre glorieuse maison ; il en conservera un éternel et reconnaissant souvenir.

Aujourd'hui les destins sont contraires à Votre Majesté et à notre pays : les jours de notre indépendance sont comptés.

Après les graves événements de l'année dernière, qui ont dissous l'ancienne Confédération Germanique, nous ne pouvons plus guère avoir confiance dans le maintien de notre existence nationale.

La forteresse de Luxembourg appartiendra, soit à l'Allemagne du Nord, soit à la France. Quoi qu'il arrive, le pays suivra inévitablement les destinées de la nation maîtresse de la capitale.

Si, dans ces conditions, un semblant d'indépendance pouvait nous être conservé, cette indépendance ne pourrait être qu'éphémère et incertaine ; une pareille situation ne ferait que prolonger l'agonie du pays.

D'un côté, la France désire l'annexion du Grand-Duché ; d'un autre côté, le Grand-Duché recule devant son adjonction à la Confédération du Nord, devant son absorption par l'Allemagne.

Nous admirons l'Allemagne, mais nos sympathies, nos mœurs, nos traditions, notre sentiment énergique d'égalité, nos franchises séculaires nous attirent, non vers elle, mais bien vers la France. C'est là que tous nous pourrions retrouver une nouvelle patrie, nous faire un nouvel avenir. Et ces sentiments, ces espérances, le pays entier les partage.

Si la guerre était sur le point d'éclater, quelle que puisse en être l'issue, nous en serions les premières victimes : déjà nous tremblons pour nos foyers, nos familles, notre sort.

Votre Majesté, dans sa bonté magnanime, comprendra nos alarmes, excusera nos plaintes.

Si, comme nous, vous craignez que notre indépendance, quelque chère qu'elle nous soit, ne puisse nous être garantie, vous pouvez, Sire, sans faillir à votre mission paternelle, et sans compromettre les intérêts du Luxembourg, accéder au désir de la France.

L'amour désintéressé de notre cher pays, la sollicitude pour son avenir nous inspirent ce langage.

Quoi qu'il arrive, l'attachement à la glorieuse et noble famille d'Orange ne sera jamais terni dans nos cœurs.

Vive le roi Guillaume III !

(Suivent les signatures.)

FRANCE.

Note du marquis de Moustier au comte Cowley, en réponse à sa note du 30 avril, en date de Paris, le 1^{er} mai 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai reçu la communication que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date d'hier, conformément aux instructions du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Suivant les termes de ce document, il résulte des informations parvenues au Cabinet Anglais, que le Gouvernement de l'Empereur et celui de S. M. le Roi de Prusse sont disposés à se réunir en Conférence avec les autres puissances signataires des traités de 1839, pour examiner la combinaison la plus propre à régler, dans l'intérêt du maintien de la paix générale, la question qui s'est élevée au sujet du Grand-Duché de Luxembourg, et qu'ils désirent voir la délibération s'ouvrir sur la base de la neutralisation de la forteresse de Luxembourg, ce qui implique, comme conséquence nécessaire, le retrait de la garnison prussienne qui l'occupe en ce moment, et la renonciation de la France à toute prétention sur le Grand-Duché ou la forteresse.

Votre Excellence ajoute que, dans cet état de choses, le Gouvernement de la Reine n'hésitera pas plus longtemps à faire savoir aux divers Cabinets signataires des Traités de 1839 qu'il est prêt, en ce qui le concerne, à prendre part à une conférence dans le but indiqué, et à faire tous ses efforts pour donner à la question en litige une solution prompte et satisfaisante.

Le Gouvernement Anglais ne se croit pas appelé à adresser aux autres Cours l'invitation de participer à ces délibérations, mais il est prêt à accepter une semblable invitation de la part de toute autre Puissance; néanmoins, s'il s'élève une difficulté sur le choix du Cabinet qui devrait prendre cette initiative, il lui semble qu'elle appartiendrait naturellement au Roi de Hollande, comme Souverain territorial.

L'idée que la conférence pourrait se tenir à Londres ayant été mise en avant, Votre Excellence veut bien m'annoncer également que si la voix générale des Puissances désignait la capitale de l'Angleterre, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique verrait avec plaisir la réunion dans cette ville de leurs Représentants et qu'il faciliterait les négociations de tout son pouvoir.

Je n'ai pas manqué de rendre compte de cette communication à l'Empereur, et je suis autorisé à vous faire savoir que n'ayant rien de plus à cœur que de voir les difficultés relatives à la question du Luxem-

bourg réglées de manière à assurer le maintien de la paix générale, le Gouvernement de Sa Majesté adhère complètement à la réunion d'une conférence sur les bases indiquées par le Cabinet Anglais. Nous donnons également notre entier assentiment au choix de Londres comme siège des négociations. Après s'être concerté avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Roi des Pays-Bas prend aujourd'hui l'initiative d'une proposition à cet égard et demande que les Plénipotentiaires soient convoqués pour le 7. Des pleins pouvoirs vont être immédiatement adressés à l'Ambassadeur de l'Empereur à Londres pour le mettre en mesure de participer aux délibérations.

Je suis heureux d'avoir à vous annoncer la résolution du Gouvernement de Sa Majesté, et en priant Votre Excellence de vouloir bien en donner connaissance au principal Secrétaire d'État de la Reine, je me félicite avec vous des espérances sérieuses que font naître en faveur de la paix les négociations à l'ouverture desquelles le Cabinet Anglais aura si puissamment contribué.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Howard de Walden à lord Stanley, pour lui envoyer la note qu'il a adressée à M. Rogier, au sujet de l'admission de la Belgique à la Conférence, en date de Bruxelles, le 1^{er} mai 1867 (reçue le 2 mai).

(Extrait.)

Milord,

Au reçu du télégramme de Votre Seigneurie, en date d'hier, j'ai immédiatement, d'après mes instructions, communiqué les copies du télégramme reçu par Votre Seigneurie de la part du Prince Henri des Pays-Bas, et des instructions de Votre Seigneurie, adressées par suite de ce télégramme au chargé d'affaires de Sa Majesté à La Haye.

J'ai reçu la nuit dernière la dépêche de Votre Seigneurie en date du 25 dernier, et j'ai envoyé à M. Rogier une note dont copie ci-incluse, conçue dans les termes indiqués, en ajoutant les autres observations de Votre Seigneurie sur la nature des télégrammes en question. Il n'est pas bien clairement expliqué si l'on est dans l'intention que la Belgique prenne part à la conférence proposée.

J'ai, etc.

Signé : HOWARD DE WALDEN.

Note de lord Howard de Walden à M. Rogier, au sujet de l'admission de la Belgique dans la Conférence de Londres, en date de Bruxelles, le 1^{er} mai 1867¹.

Monsieur le Ministre,

Il paraît, d'après les informations qu'a reçues le gouvernement de Sa Majesté, soit directement par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Prusse, soit par divers télégrammes des représentants de Sa Majesté à Paris, Berlin et Vienne, que les gouvernements de France et de Prusse sont disposés à discuter dans une conférence, avec les autres gouvernements signataires du traité de 1839, la meilleure voie à suivre pour régler, en vue du maintien de la paix générale en Europe, la question qui s'est élevée entre eux relativement au grand-duché de Luxembourg; comme ces deux gouvernements veulent, en outre, que la discussion ait lieu sur la base de la neutralisation de la forteresse (de Luxembourg), laquelle implique nécessairement comme conséquence le retrait de la garnison prussienne qui l'occupe, et la renonciation de la France à toute prétention à être mise en possession du duché ou de la forteresse, — j'ai reçu de lord Stanley l'ordre d'informer Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté n'hésite plus à faire connaître aux divers gouvernements qui ont pris part au traité de 1839, que, quant à lui, il est disposé à participer à une conférence pour l'objet indiqué, et à employer tous ses efforts pour conduire l'affaire en discussion à un dénouement prompt et satisfaisant.

Le gouvernement de Sa Majesté ne croit pas avoir mission d'adresser aux autres puissances les invitations pour la conférence; mais il est prêt à accepter toute invitation de quelque part qu'elle lui vienne. Au reste, s'il existe une difficulté quelconque à déterminer de quel cabinet devraient émaner les invitations, il semble au gouvernement de Sa Majesté que le roi de Hollande, comme souverain du territoire (susdit) pourrait très-bien prendre sur ce point l'initiative.

On a mis en avant que s'il s'agissait de convoquer une conférence, ce serait à Londres qu'elle devrait se tenir. Tout ce que peut dire le gouvernement de Sa Majesté, c'est que, si de l'avis commun des puissances, la capitale britannique était désignée, le gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir la réunion des représentants des diverses Puissances dans cette ville, et faciliterait par tous les moyens dont il peut disposer les négociations confiées aux soins de ces représentants.

Signé : HOWARD DE WALDEN et SEAFORD.

1. Annexe de la dépêche du 1^{er} mai de lord Howard de Walden à lord Stanley.

Dépêche de M. Burnley à lord Stanley, rapportant une conversation avec M. le comte van Zuylen van Nyevelt, par laquelle le Luxembourg, et non les Pays-Bas, invite les Puissances à la Conférence de Londres, en date de La Haye, le 1^{er} mai 1867 (reçue le 3 mai).

Milord,

Au reçu du télégramme de Votre Seigneurie, relatif à la Conférence pour le Luxembourg, je me suis mis immédiatement en communication avec le comte de Zuylen van Nyevelt qui se rendait par hasard, en ce moment, au Conseil des Ministres.

Je lui ai laissé le télégramme. Peu de temps après il m'a reçu de nouveau au Ministère des affaires étrangères. Là il m'a exprimé son opinion qu'il conviendrait mieux que la question d'une invitation à faire pour la Conférence émanât de la chancellerie du Luxembourg et du Baron Tornaco, en sa qualité de Président du Gouvernement du Grand-Duc, au lieu de venir directement du Roi de Hollande.

En effet, il semblait plus conforme aux vues et aux déclarations récentes du comte de Zuylen, dans les Chambres, que les affaires du grand-duché fussent traitées séparément et comme étant distinctes de celles de la Hollande.

D'après cela, j'ai reçu, plus tard dans la journée une lettre du comte de Zuylen dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie incluse¹, laquelle m'informe, dans les termes du télégramme adressé hier en réponse à Votre Seigneurie, que le Baron Tornaco fera les démarches nécessaires pour atteindre l'objet que Votre Seigneurie a en vue.

Signé : HUME BURNLEY.

LUXEMBOURG.

Note du baron de Tornaco, Ministre d'État, Président du Gouvernement grand-ducal de Luxembourg, à M. Baudin, en date de La Haye, le 1^{er} mai 1867².

Monsieur le Ministre,

Le Roi Grand-Duc de Luxembourg, ayant été informé du désir unanime des Puissances signataires du Traité du 19 avril 1839, de

1. Voir cette note plus haut à la date du 30 avril.

2. Une note identique a été adressée aux Membres des Puissances appelées à prendre part à la Conférence de Londres.

délibérer sur la question du Luxembourg, en vue d'assurer le maintien de la paix générale et de créer aux populations Luxembourgeoises une situation conforme à leurs vœux, et après s'être concerté avec le Gouvernement Britannique, qui a proposé le 7 mai prochain comme une date à laquelle les représentants desdites Puissances pourraient se réunir en Conférence à Londres, a chargé le soussigné de soumettre cette proposition au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français.

En s'acquittant des ordres de S. M. le Roi Grand-Duc, le soussigné a l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir prêter son entreprise bienveillante afin de porter à la connaissance du cabinet des Tuileries la communication qui précède, et il saisit cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de sa haute considération.

*Le Ministre d'État, Président du Gouvernement
Grand-Ducal de Luxembourg,*

Signé : BARON DE TORNACO.

GRANDE-BRETAGNE.

Note de lord Loftus au comte de Bismarck, au sujet de la Conférence à tenir pour les affaires du Grand-Duché, sur les bases convenues, en date de Berlin, le 1^{er} mai 1867.

Monsieur le Ministre,

D'après les informations parvenues au Gouvernement de Sa Majesté par l'ambassadeur de Prusse à Londres, et par divers télégrammes de ses représentants à Paris, Berlin et Vienne, il résulte que les Gouvernements de France et de Prusse sont disposés à examiner dans une Conférence de concert avec les autres Gouvernements signataires du Traité de 1839, la combinaison la plus propre à régler la question qui s'est élevée entre eux au sujet du grand duché du Luxembourg, dans l'intérêt du maintien de la paix générale en Europe, et qu'ils désirent en outre que les délibérations s'ouvrent sur la base de la neutralisation de la Forteresse, ce qui implique comme conséquence nécessaire le retrait de la garnison Prussienne qui l'occupe en ce moment, et la renonciation de la France à toute prétention sur le Grand Duché ou la Forteresse.

J'ai été chargé par lord Stanley, le principal secrétaire de Sa Majesté pour les affaires étrangères, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine n'hésitera pas plus longtemps à faire savoir aux divers Gouvernements signataires des Traités de 1839 qu'il est

prêt en ce qui le concerne à prendre part à une Conférence dans le but indiqué, et à faire tous ses efforts pour donner à la question en litige une prompte et satisfaisante solution.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne se croit pas appelé à adresser aux autres Puissances l'invitation de participer à la Conférence, mais il est prêt à accepter une semblable invitation de la part de toute autre Puissance; néanmoins, s'il s'élève une difficulté sur le choix du Cabinet qui devrait prendre cette initiative, il semble au Gouvernement de Sa Majesté qu'elle appartiendrait naturellement au Roi de Hollande comme Souverain territorial.

Il a été proposé que la Conférence, si elle avait lieu, pourrait se tenir à Londres, le gouvernement de Sa Majesté ne peut que dire que si la voix générale des Puissances désigne la capitale Britannique, il verra avec plaisir la réunion dans cette ville de leurs représentants, et qu'il facilitera par tous les moyens en son pouvoir les négociations engagées.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

Note de M. Burnley au comte van Zuylen, pour lui annoncer que le Gouvernement accepte la Conférence, en date de La Haye, le 1^{er} mai 1867.

Monsieur le Comte,

Par une dépêche du 28 dernier que j'ai reçue du principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères, je suis chargé de vous dire que comme il résulte des informations parvenues au Gouvernement de Sa Majesté par l'ambassadeur de Prusse et par différents télégrammes des représentants de la Reine à Paris, Berlin et Vienne, que les Gouvernements de France et de Prusse sont disposés à se réunir en Conférence avec les autres Gouvernements signataires des Traités de 1839, pour examiner la combinaison la plus propre à régler dans l'intérêt du maintien de la paix générale en Europe, la question qui s'est élevée entre eux au sujet du Grand-Duché de Luxembourg, et qu'ils désirent en outre que les délibérations reposent sur la base de la neutralisation de la Forteresse, ce qui implique comme conséquence nécessaire le retrait de la garnison Prussienne qui l'occupe, et la renonciation de la France à toute prétention sur le Grand-Duché ou la Forteresse, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésite pas plus longtemps à faire savoir aux diverses Puissances signataires des Traités de 1839, qu'il est prêt en ce qui le concerne à prendre part à une

Conférence dans le but indiqué et à faire tous ses efforts pour donner à la question en litige une solution prompte et satisfaisante.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé : S. HUME BURNLEY.

FRANCE.

Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin à La Haye, acceptant la Conférence de Londres, en date de Paris, le 1^{er} mai 1867.

Monsieur,

Le Gouvernement néerlandais a invité M. Lightenvelt à me communiquer une dépêche télégraphique en date du 30 avril, portant que le Roi Grand-Duc venait de prier l'Angleterre de convoquer une Conférence à Londres pour réviser le Traité de 1839 au sujet du Luxembourg. Je recevais en même temps de M. l'Ambassadeur d'Angleterre la communication dont vous trouverez ci-joint copie.

Je vous envoie également ci-annexée une copie de ma réponse à M. l'Ambassadeur d'Angleterre¹.

Ayant reçu aujourd'hui un télégramme par lequel vous m'annoncez vous-même qu'après s'être concerté avec le Gouvernement Britannique, le Roi Grand-Duc a proposé de réunir la Conférence à Londres le 7 de ce mois, je fais préparer les pleins pouvoirs qui sont nécessaires à l'Ambassadeur de l'Empereur à Londres pour prendre part aux délibérations, et ils vont lui être incessamment expédiés. Je vous prie de vouloir bien faire savoir à M. le Comte de Zuylén que j'ai reçu communication de la dépêche télégraphique que M. Lightenvelt a été chargé de me remettre, et porter en même temps à la connaissance de M. le Ministre d'État du Grand-Duché la résolution du Gouvernement de l'Empereur.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

1. Voir page 867.

ITALIE.

Dépêche du comte de Launay à M. de Campello rapportant une conversation avec M. de Bismarck au sujet de la participation éventuelle de l'Italie à la Conférence, en date de Berlin, le 1^{er} mai 1867 (reçue le 6 mai).

Monsieur le Ministre,

J'avais donné cours à ma dépêche d'hier lorsque le comte de Bismarck se fit annoncer chez moi.

Je lui tins à peu près le même langage qu'à M. de Thiele. A son tour il m'exprima de vive voix ses remerciements pour l'attitude de Votre Excellence.

Une éclaircie s'était déjà faite dans l'horizon. Le président du Conseil ne pouvait que me confirmer les nouvelles pacifiques.

En présence du désistement de la France à l'incorporation du Luxembourg, de la prochaine adhésion des puissances à garantir la neutralisation de ce pays et de l'assentiment de la Prusse à évacuer la forteresse, il ne saurait y avoir des doutes sur l'aplanissement des difficultés par la conférence appelée à régler définitivement l'affaire du Luxembourg.

Son Excellence se montrait rassurée sur l'avenir et ne prévoyait aucune complication prochaine. Chacun a besoin de veiller à la conservation de la tranquillité générale.

J'ai parlé au comte de Bismarck à un point de vue purement individuel, et dans le même sens qu'à M. de Thiele, relativement à notre participation éventuelle à la conférence.

« Il ne s'agirait pas à la Prusse, m'a-t-il répondu, de prendre une initiative à cet égard, d'en faire une question *sine qua non*. Mais, si les autres puissances ne s'opposaient pas à votre admission, non-seulement nous y donnerions notre assentiment, mais nous verrions avec plaisir cette adjonction de l'Italie. »

Agrérez, etc.

Signé : LAUNAY.

GRANDE-BRETAGNE.

Télégramme de lord Stanley à M. Burnley, proposant que la Belgique et l'Italie soient invitées à la Conférence, en date de Londres, le 2 mai 1867.

Vous pouvez soumettre au Roi Grand-Duc la question de savoir si, le Traité de 1839 devant être regardé, — ainsi qu'il semble d'après le télégramme du Prince Henri, — comme ayant un rapport direct avec les matières à régler par la Conférence, la Belgique ne devrait pas prendre part à la Conférence en sa qualité de signataire avec la Hollande des 24 articles qu'on dit faire partie intégrante du Traité susdit. En outre, si le Traité de 1839 n'est pas destiné à une révision, en considérant que les conventions antérieures relatives au Luxembourg que la Conférence a pour objet de modifier, ont été faites alors que la Hollande et la Belgique ne formaient qu'un seul Royaume, n'y aurait-il pas convenance à ce que la Belgique siègeât dans la Conférence?

Vous devrez dire aussi que l'Italie a exprimé le désir de prendre part à la Conférence. Or, bien que jusqu'ici aucun souverain d'au delà des Alpes n'ait été associé aux arrangements concernant le Luxembourg, en vertu de la position qu'occupe aujourd'hui l'Italie dans la famille européenne, le Gouvernement britannique est d'avis qu'elle doit être admise à participer à un arrangement qui a pour objet la consolidation de la paix européenne. Le Plénipotentiaire britannique, s'il se voit assuré du concours des autres Puissances, devra donc être prêt, dès l'ouverture de la Conférence, à proposer qu'un Plénipotentiaire italien soit invité à y assister.

Ce télégramme est communiqué aux autres Cours, avec invitation, pour gagner du temps, de le communiquer directement au Roi Grand-Duc, aussitôt après en avoir pris connaissance.

Télégramme de lord Stanley à sir A. Buchanan, lui envoyant son télégramme du même jour à M. Burnley, en date de Londres, le 2 mai 1867¹.

Donnez communication au Cabinet auprès duquel vous êtes accrédité.

1. Des télégrammes identiques ont été en même temps adressés au comte Cowley, à lord Blumfield et à lord Loftus.

dité du télégramme ci-inclus¹, que j'ai envoyé au Ministre d'Angleterre à La Haye, et suggérez que la manière dont il sera envisagé par le Cabinet soit immédiatement notifiée au Roi Grand-Duc.

Dépêche du comte Cowley à lord Stanley, annonçant que le Gouvernement français accepte la Conférence à Londres, en date de Paris, le 2 mai 1867 (reçue le 3 mai).

Milord,

Au reçu de la Dépêche de Votre Seigneurie du 28 dernier, j'ai sans retard adressé à M. de Moustier une note pour lui dire que, d'après les communications reçues par le Gouvernement de Sa Majesté de l'Ambassadeur de Prusse et des Ministres anglais à Paris, Vienne et Berlin, il paraît que les Gouvernements de France et de Prusse sont disposés à se réunir en Conférence avec les autres Gouvernements qui ont participé au Traité de 1839, pour examiner la combinaison la plus propre à régler, dans l'intérêt du maintien de la paix générale en Europe, la question qui a surgi entre eux au sujet du Grand-Duché de Luxembourg, et qu'ils désirent en outre voir les délibérations s'ouvrir sur la base de la neutralisation de la forteresse du Luxembourg; ce qui implique comme conséquence nécessaire le retrait de la garnison prussienne qui l'occupe en ce moment, et la renonciation de la France à toute prétention sur le Grand-Duché ou la forteresse. Dans cet état de chose, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésita pas plus longtemps à faire savoir aux divers Cabinets signataires des Traités de 1839, qu'il est prêt, en ce qui le concerne, à prendre part à une Conférence dans le but indiqué et à faire tous ses efforts pour donner à la question en litige une solution prompte et satisfaisante.

J'ai dit ensuite que le Gouvernement de Sa Majesté était d'avis que, en sa qualité de souverain territorial, le Roi de Hollande pourrait très-bien prendre l'initiative de l'envoi des invitations aux autres Puissances pour se réunir en Conférence, et j'ajoutai que si, comme il avait été proposé, la voix générale des Puissances désignait la capitale de l'Angleterre comme lieu de réunion de la Conférence, le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir la réunion dans cette ville de leurs Représentants, et qu'il faciliterait les négociations par tous les moyens en son pouvoir.

J'ai maintenant l'honneur de vous envoyer ci-incluse la copie de la

2. Voir plus haut, page 873.

réponse que j'ai eu l'honneur de recevoir de M. de Moustier¹. Après avoir rappelé les termes de ma note, Son Excellence m'informe qu'Elle a été autorisée par l'Empereur à me répondre que, n'ayant rien de plus à cœur que de voir les difficultés survenues par la question du Luxembourg se régler de telle façon que le maintien de la paix générale soit assuré, le Gouvernement impérial donne son adhésion entière à la réunion d'une Conférence sur les bases indiquées par Votre Seigneurie et au choix de Londres comme siège des négociations ; et que, comme le Roi de Hollande, après s'être entendu à cet égard avec le Gouvernement de Sa Majesté, a pris l'initiative de proposer la Conférence et a demandé que les Plénipotentiaires puissent se réunir le 7 mai, des pleins pouvoirs seraient immédiatement envoyés à l'Ambassadeur français à Londres, afin de le mettre à même de prendre part aux délibérations.

Son Excellence termine en disant qu'Elle est heureuse de me donner communication des résolutions adoptées par le Gouvernement impérial, et elle se félicite elle-même des espérances sérieuses de paix que laissent entrevoir les négociations à l'ouverture desquelles le Gouvernement de Sa Majesté a si efficacement contribué.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : COWLEY.

PRUSSE.

Note du comte de Bismarck, en réponse à celle de lord Loftus du 1^{er} courant, en date de Berlin, le 2 mai 1867.

Milord,

J'ai l'honneur de vous accuser, avec mes meilleurs remerciements, réception de votre note du 1^{er} courant, dans laquelle Votre Excellence a bien voulu m'annoncer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est prêt à se réunir en Conférence avec les autres Puissances signataires des Traités de 1839 pour examiner les combinaisons les plus propres à faire disparaître les difficultés qui se sont élevées au sujet du Grand-Duché de Luxembourg, et spécialement en ce qui concerne la neutralisation éventuelle du Grand-Duché.

Le Gouvernement royal avait déjà reçu avis par télégraphe, de son Représentant à La Haye, que le Ministre de Sa Majesté le Roi Grand-

1. Voir cette note de M. de Moustier au comte Cowley, à la date du 1^{er} mai ; plus haut, page 868.

Duc, le Baron de Tornaco, avait adressé au Cabinet de Berlin une note officielle pour l'inviter à la Conférence à Londres, pour le 7 courant.

Tout en étant désireux, dans l'intérêt de la paix, de donner suite à cette invitation, le Gouvernement royal est reconnaissant au Gouvernement britannique de son empressement à recevoir les Ministres des Puissances à Londres, et il munira son Ambassadeur à la Cour de Saint-James des pleins pouvoirs et des instructions nécessaires pour empêcher tout retard à la réunion de la Conférence le 7 mai.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BISMARCK.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de M. Burnley à lord Stanley, lui faisant part de l'invitation faite par le gouvernement du Luxembourg à l'Angleterre de prendre part à la Conférence de Londres, en date de La Haye, le 2 mai 1867 (reçue le 6 mai).

Milord,

J'ai l'honneur de vous remettre incluse, en original, une lettre qui m'a été adressée par le Baron de Tornaco, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, laquelle, je le suppose, a pour objet d'inviter le Gouvernement de la Reine à prendre part à la Conférence¹.

Le Comte Zuylen m'a informé qu'il a, de son côté, reçu une Note identique dans la forme à celle qui m'a été envoyée.

Le désir du Gouvernement hollandais de maintenir une séparation entre les questions du Luxembourg et de la Hollande fait que ce mode d'action est inévitable.

L'initiative ayant donc été prise par le Président du Gouvernement du Roi Grand-Duc, le Comte Zuylen, immédiatement après avoir reçu la Note du Baron de Tornaco, a télégraphié aux Représentants de la Hollande à l'étranger le fait de la réunion de la Conférence fixée au 7 mai, à Londres. Le Baron de Tornaco, de son côté, a adressé l'avis aux divers Représentants ici, dans la même forme, je le présume, dans laquelle il m'a été transmis à moi-même.

Signé : HUME BURNLEY.

1. Voir cette lettre plus haut, à la date 1^{re} mai.

FRANCE.

Note du marquis de Moustier au comte Cowley lui annonçant que la France adhère à l'entrée de la Belgique et de l'Italie dans la Conférence, en date de Paris, le 3 mai 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Votre Excellence a bien voulu, par sa lettre en date du 2 de ce mois, me donner communication d'un télégramme que Lord Stanley a adressé au Ministre d'Angleterre à la Haye. Vous me demandez de vous faire connaître l'opinion du Gouvernement de l'Empereur sur la convenance qu'il y aurait à appeler la Belgique à participer à la Conférence qui va s'ouvrir à Londres, soit comme ayant signé les vingt-quatre Articles qui font partie intégrante du Traité de 1839 relatif au Luxembourg, soit comme ayant formé un seul et même État avec la Hollande à l'époque où ont été conclus les arrangements antérieurs au sujet du Grand-Duché.

Vous me faites savoir que la Cour d'Italie exprime de son côté le désir d'être représentée dans ces négociations. Aucun Souverain de la Péninsule ne s'est associé aux stipulations concernant le Luxembourg; mais le Gouvernement anglais estime qu'en raison du rang que l'Italie occupe actuellement dans la famille des États européens, il y a lieu de l'admettre à faire entendre sa voix dans une réunion diplomatique dont le but est de consolider la paix de l'Europe; et si le Plénipotentiaire britannique rencontre des dispositions semblables de la part des autres Puissances, il s'offrira à l'ouverture de la Conférence pour proposer qu'un Représentant de l'Italie y soit introduit.

Après avoir pris les ordres de l'Empereur, j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement de Sa Majesté adhère à la double suggestion du Cabinet anglais et se prêterait avec empressement à ce qu'il y soit donné suite.

Agréer, etc.

Signé : MOUSTIER

PAYS-BAS.

Note du comte van Zuylen à M. Burnley, en réponse à sa note du 1^{er} mai, en date du 3 mai 1867.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Je m'empresse de vous offrir mes remerciements de la communication que vous avez bien voulu me faire, en date du 1^{er} mai, par rapport aux dispositions des autres Puissances signataires du Traité du 19 avril 1839, de reviser ce Traité en vue d'une solution pacifique et amicale des questions soulevées au sujet de la position future du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Gouvernement du Roi prendra volontiers part aux Conférences qui doivent se tenir à ce sujet à Londres, et dès que les bases de négociations indiquées dans votre Note rencontrent l'assentiment des autres Puissances intéressées, les Pays-Bas n'ont aucune objection d'y donner leur complète adhésion.

Agréez, etc.

Signé : ZUYLEN DE NYEVELT.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Stanley au comte Cowley, contenant projet de Traité, en date de Londres, le 3 mai 1867¹.

Milord,

Conformément à mon télégramme de ce jour, je vous envoie le projet des Articles qui paraissent au Gouvernement de Sa Majesté le mieux appropriés à pourvoir aux différents points relatifs au Luxembourg qui sont en discussion.

En communiquant ce projet au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, vous aurez soin d'expliquer que le seul but qu'a eu le Gouvernement de Sa Majesté, a été de suggérer une forme d'arrangement à l'examen des puissances, afin d'accélérer autant que possible, comme c'est le vœu général, les travaux de la Conférence. Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne tient pas autrement à ce projet, s'il n'entraîne pas dans les vues des autres Puissances.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

1. Des dépêches identiques ont été adressées à lord Bloomfield, à sir Buchanan, lord Loftus et M. Ward.

Projet de traité concernant le Luxembourg.

LL. MM. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi des Pays-Bas, le Grand-Duc de Luxembourg, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, désirant pourvoir, dans l'intérêt de l'Europe, à la position nouvelle dans laquelle, par suite de la dissolution de la Confédération germanique, la ville de Luxembourg se trouve désormais placée, sont convenus de conclure une convention à ce sujet, et ont, en conséquence nommé, en qualité de leurs plénipotentiaires, etc..., lesquels, ayant exhibé leurs pleins pouvoirs respectifs, se sont mis d'accord et ont conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. La ville de Luxembourg ayant cessé d'être une forteresse de la Confédération germanique, le Roi de Prusse s'engage à retirer les troupes prussiennes formant actuellement la garnison, ainsi que tout le matériel de guerre appartenant à Sa Majesté.

Art. 2. Le Roi de Hollande, Grand-Duc de Luxembourg, s'engage à démanteler, aussitôt qu'il sera possible après l'évacuation des troupes prussiennes, et à maintenir dorénavant à l'état de démantèlement la ville de Luxembourg comme place de guerre, et à réduire la force militaire qui devra y stationner au nombre nécessaire pour le maintien de l'ordre public.

Art. 3. La ville de Luxembourg étant comprise dans les limites assignées au territoire du Roi Grand-Duc en vertu des vingt-quatre Articles annexés et incorporés au Traité conclu, le 19 avril 1839, entre LL. MM. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, le Roi de France, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, d'une part ; et S. M. le Roi de Hollande, Grand-Duc de Luxembourg, d'autre part ; lesquels articles ont été déclarés (art. II du susdit Traité) être placés sous la garantie des cinq Puissances susnommées ; S. M. le Roi Grand-Duc s'engage, pour lui et ses successeurs, à n'aliéner au profit d'aucune Puissance quelconque ladite ville de Luxembourg, si ce n'est du consentement de toutes les Puissances qui sont parties au présent Traité.

Art. 4. Leurs Majestés la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français et l'Empereur de toutes les Russies donnent leur acceptation et leur adhésion aux engagements ainsi consentis respectivement par le Roi de Prusse et par le Roi Grand-Duc.

Art. 5. La retraite des troupes prussiennes et de leur matériel de la place de Luxembourg sera complètement effectuée dans les.... semaines, à partir du jour où l'échange des ratifications de la présente

convention aura eu lieu. Le démantèlement de la place de guerre suivra immédiatement et sera continué sans interruption jusqu'à parfait achèvement, à la satisfaction des autres Puissances participantes au présent Traité, lesquelles seront en droit de déléguer des officiers pour constater cet achèvement.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée, etc.

Mémoire.

Si la Belgique et l'Italie sont aussi convoquées, on pourrait insérer dans le préambule le passage suivant :

« LL. MM. le Roi des Belges et le Roi d'Italie désirant aussi prendre part à la convention, Leurs Majestés prénommées, etc. »

Et au quatrième article : « Le Roi des Belges et le Roi d'Italie, » à leur rang.

FRANCE.

**Communication faite par le marquis de Moustier au Sénat
et au Corps législatif le 3 mai 1867.**

Messieurs,

Par ses communications antérieures, le Gouvernement a eu l'honneur de vous faire connaître que les questions relatives au Grand-Duché de Luxembourg étaient remises à l'examen des grandes puissances.

Depuis cette époque, des négociations ont été activement poursuivies entre les différentes cours. Un premier et important résultat vient d'être obtenu par ces négociations, et le gouvernement croit satisfaire à un juste sentiment de sollicitude du Sénat (Corps législatif) en lui en apportant la communication officielle.

L'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie sont aujourd'hui d'accord avec le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, pour ouvrir une Conférence dans laquelle seront résolues toutes les difficultés relatives au Grand-Duché et dans laquelle la situation internationale de ce territoire sera réglée sur les bases de la neutralisation.

Sur l'initiative de S. M. le Roi de Hollande, en sa qualité de souverain territorial, il a été décidé que la Conférence se réunirait à Londres le 7 de ce mois.

Les sentiments qui animent tous les Gouvernements, les appré-

ciations respectives échangées entre eux avant la fixation de la Conférence nous donnent l'assurance que de ces délibérations sortira une solution conforme aux intérêts et à la dignité des puissances engagées dans la question. Cette transaction consolidera ainsi la paix européenne.

Fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée, le Gouvernement de l'Empereur s'empressera, le moment venu, d'expliquer au Sénat (Corps législatif) le résultat de la Conférence de Londres.

GRANDE-BRETAGNE.

Télégramme de lord Stanley au comte Cowley, à lord Loftus, à lord Bloomfield, à sir A. Buchanan et à M. Burnley posant les propositions à faire dans la Conférence, en date du 3 mai 1867.

Afin de ne pas perdre de temps, le Gouvernement anglais propose que le traité concernant le Luxembourg rappelle dans un préambule la dissolution de la Confédération germanique comme faisant une nécessité de pourvoir au sort futur du Luxembourg, on pourrait stipuler : 1° le retrait de la garnison prussienne; 2° le démantèlement de la forteresse; 3° que la possession de la ville de Luxembourg étant déjà garantie au Roi Grand-Duc par le traité de 1839, Sa Majesté s'engage à ne pas l'aliéner sans le consentement de toutes les puissances; 4° l'acceptation par les autres puissances de ces conditions souscrites par la Prusse et le Roi Grand-Duc; 5° la fixation de l'époque où les Prussiens devront évacuer et où devra commencer le démantèlement, sous réserve du droit des autres parties contractantes de s'assurer par elles-mêmes que le démantèlement aura été complet.

Si ceci entrait dans les vues du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, il pourrait envoyer des instructions dans ce sens à son Plénipotentiaire à Londres. Les articles contenant les points susdits vous seront expédiés par la poste de ce soir.

Dépêche de sir A. Buchanan à lord Stanley, annonçant que la Russie ne s'oppose pas à ce que la Belgique et l'Italie prennent part à la Conférence, en date de Saint-Petersbourg, le 3 mai 1867 (reçue le 8 mai.)

Milord,

J'ai communiqué sans retard hier soir, au Prince Gortschakoff, le télégramme de Votre Seigneurie contenant copie de vos instructions au chargé d'affaires de Sa Majesté à La Haye, dans le but de suggérer au Roi Grand-Duc qu'il serait convenable que la Belgique et l'Italie fussent invitées à prendre part à la Conférence qui doit avoir lieu à Londres sur la question du Luxembourg. Mais l'Empereur ayant quitté Saint Pétersbourg dans la matinée pour Moscou, Son Excellence n'a pu m'apprendre qu'aujourd'hui quelles sont les vues du Gouvernement russe à cet égard. J'ai été heureux d'apprendre que le Prince avait informé les Ministres des Pays-Bas et de Prusse, (le dernier ayant refusé d'émettre une opinion à ce sujet avant de connaître celle de la Russie) que le Gouvernement Impérial n'avait aucune objection d'aucune sorte à la présence des Plénipotentiaires de Belgique et d'Italie à la Conférence.

En me donnant cette réponse, le Prince Gortschakoff a exprimé le regret que cette proposition n'ait pas été faite plus tôt; car, à moins que toutes les puissances l'acceptent tout aussitôt, elle pourrait occasionner du retard.

J'ai, etc.

Signé : A. BUCHANAN.

Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley donnant l'opinion de M. de Beust sur l'admission de la Belgique et de l'Italie à la conférence, en date de Vienne, le 3 mai 1867 (reçue le 10 mai).

(Extrait.)

Milord,

Au reçu du télégramme de Votre Seigneurie, j'ai sans retard donné communication au Baron de Beust de votre télégramme au chargé d'affaires de Sa Majesté à La Haye, proposant que la Belgique et l'Italie soient représentées à la Conférence.

Son Excellence m'a répondu que vu l'absence de Vienne de l'Empereur qui ne serait de retour que dans quelques heures, elle ne pou-

vait me donner une réponse immédiate et positive à mes deux questions ; mais le Baron de Beust ne doutait pas que l'admission d'un Plénipotentiaire belge serait immédiatement acceptée, et croyait aussi qu'il obtiendrait le consentement de Sa Majesté Impériale à la nouvelle proposition qui venait d'être faite, d'adjoindre un Plénipotentiaire de l'Italie aux membres de la Conférence.

Le Ministre prussien, à ce que je crois, a été chargé de s'informer des intentions du Gouvernement autrichien quant à l'admission d'un Représentant italien à la Conférence, la Prusse, avant de prendre une décision, désirant connaître celle du Cabinet de Vienne. Le Comte de Barral, Ministre d'Italie auprès de cette Cour, a pressé le Gouvernement autrichien d'accepter l'idée qui avait été mise en avant à cet égard, et je crois que le Baron de Beust lui a donné toute raison de croire que la demande sera accordée.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley donnant les idées du baron de Beust sur la marche des délibérations de la conférence de Londres, en date du 3 mai 1867 (reçue le 10 mai).

Milord,

Le Baron de Beust m'a dit qu'il avait envoyé aujourd'hui au Comte d'Apponyi, ses pleins pouvoirs et ses instructions pour la Conférence de Londres. Son Excellence m'a exprimé le vif désir que le projet de traité à soumettre à l'examen des Puissances soit aussi clair et aussi précis que possible. Le Baron de Beust pense que les parties essentielles peuvent être comprises dans trois ou quatre articles succincts, et il a omis l'opinion que le Plénipotentiaire hollandais pourrait ouvrir la discussion en proposant la neutralisation du Grand-Duché du Luxembourg, et l'application au territoire d'une garantie semblable à celle de la Belgique, à quoi le Plénipotentiaire prussien répliquerait par une déclaration du consentement de son Gouvernement à retirer la garnison de la forteresse. Après cela le Baron de Beust proposerait qu'un protocole de ces arrangements fût dressé et servît de base à un Traité ; il a ajouté qu'il croyait que la Prusse était prête à accepter un arrangement de ce genre, qui ne serait pas non plus décliné par la France.

Par-dessus tout, le Baron de Beust m'a manifesté son désir d'éviter autant que possible les questions de détail, et que l'attention de la Conférence se borne aux points principaux : neutralisation et éva-

cuation, car dans sa pensée, plus les Conférences se prolongeront, plus le résultat en sera douteux.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

Dépêche du comte Cowley à lord Stanley donnant le consentement du gouvernement français au projet de traité, en date de Paris, le 4 mai 1867 (reçue le 5 mai).

Milord,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus copie de la réponse que j'ai reçue de M. de Moustier à la note que, d'après ma dépêche d'hier, j'avais annoncé à Votre Seigneurie avoir adressée à Son Excellence, après avoir reçu votre télégramme daté 2 heures 10 après midi.

Votre Seigneurie verra que M. de Moustier ne fait aucune objection aux articles qui auront paru au Gouvernement de Sa Majesté, être de nature à pourvoir aux points en discussion au sujet du Luxembourg, et qui coïncident avec les vues du Gouvernement français.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : COWLEY.

ITALIE.

Dépêche du comte de Barral à M. de Campello donnant les instructions envoyées par M. de Beust au comte d'Apponyi pour le règlement définitif de la question du Luxembourg, en date de Vienne, le 5 mai 1867 (reçue le 8 mai).

Monsieur le Ministre,

En me faisant part hier du consentement donné avec empressement par l'empereur d'Autriche à notre admission à la prochaine conférence de Londres, M. de Beust a bien voulu en même temps me donner lecture des instructions générales qu'il envoyait au comte Apponyi pour le règlement définitif de la question du Luxembourg.

Ces instructions qui commencent par établir que la solution la plus agréable à l'Autriche, complètement désintéressée dans la question, sera celle qui établira sur les bases les plus solides le maintien de la paix, ne sont en substance qu'une ampliation de ce que m'avait déjà dit précédemment à ce sujet le président du Conseil.

C'est-à-dire : initiative du roi de Hollande pour demander une neutralisation du duché semblable à celle de la Belgique, motivée par le changement radical apporté à la situation politique par la cessation d'existence de la Confédération Germanique, et entraînant comme conséquence naturelle l'évacuation de la forteresse par les troupes prussiennes. A cette demande qui serait accompagnée de l'expression de la reconnaissance de Sa Majesté pour la sollicitude avec laquelle la Prusse a veillé jusqu'ici à la sûreté de la frontière allemande, l'envoyé prussien répondrait par le consentement de son gouvernement à l'évacuation demandée, et successivement la neutralité du Grand-Duché serait placée sous la garantie des grandes puissances.

Un point sur lequel les instructions insistent d'une manière particulière, est que la Conférence n'aborde aucune autre question, et qu'elle se borne exclusivement à discuter et régler celle de Luxembourg.

Enfin les instructions se terminent en disant que l'Autriche n'a pas de préférence pour la forme à donner aux nouvelles conventions qui pourront se traduire, soit par un protocole, soit par un traité formel, suivant les convenances des puissances.

M. de Beust m'a de nouveau répété que d'après son opinion tout pouvait se terminer en deux séances, et que plus on agirait promptement, plus on serait sûr du succès.

Agréé, etc.

Signé : C. DE BARRAL.

NOTE. Voir le prochain numéro pour la suite des documents relatifs à la question du Luxembourg.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME DE LA SEPTIÈME ANNÉE.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA SEPTIÈME ANNÉE.

(1867)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

1814	
Septembre. 3	Prusse. Loi sur l'organisation de l'armée prussienne. 437
1817	
Novembre. 21	Prusse. Règlement sur l'organisation de la landwehr 476
1819	
Décembre. 22	Prusse. Ordonnance sur l'organisation de la landwehr 483
1863	
Mars. 19	Prusse. Projet de loi sur les obligations du service militaire, présenté à la Chambre des députés 490
1865	
Février. 2	Prusse. Projet de loi modifiant la loi du 3 septembre 1814, sur l'organisation de l'armée, présenté à la Chambre des députés... 498
Novembre. 20	Belgique, France, Italie, Suisse. Première séance des conférences monétaires..... 532
— 27	Belgique, France, Italie, Suisse. Deuxième séance des conférences monétaires..... 548
Décembre. 1	Belgique, France, Italie, Suisse. Troisième séance des conférences monétaires 558
— 6	Belgique, France, Italie, Suisse. Quatrième séance des conférences monétaires..... 563
— 21	Belgique, France, Italie, Suisse. Cinquième séance des conférences monétaires..... 567
— 23	Belgique, France, Italie, Suisse. Sixième séance des conférences monétaires..... 581
1866	
Mars. 10	France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie. Protocole n° 1 de la Conférence de Londres pour les Prin-

1866

Pages.

		cipautés. Abdication du prince Couza. Election d'un nouvel hospodar.....	611
Mars.....	19	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 2 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Election d'un nouvel hospodar.....	615
—	28	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 3 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Sanction de l'acte public relatif à la navigation du Bas-Danube.....	625
—	31	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 4 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Election d'un nouvel hospodar.....	633
Avril.....	4	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 5. Communication de la Conférence de Londres par les Principautés, aux Agents étrangers à Bucharest.	637
—	24	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 6 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Election d'un nouvel hospodar. Plébiscite pour l'élection d'un prince étranger. Extension de durée de la commission européenne pour la navigation du Bas-Danube.....	647
Mai.....	2	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 7 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Déclaration sur la nomination éventuelle d'un prince étranger et sur les droits de l'Assemblée nationale quant au vote de maintien de l'union de la Moldavie et de la Valachie. Navigation du Bas-Danube.....	656
—	17	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 8 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Election du prince de Hohenzollern.....	659
—	25	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 9 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Protestation de la Turquie contre l'élection du prince de Hohenzollern. Attitude imposée aux agents étrangers à Bucharest.....	665
Juin.....	4	<i>France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, Italie, Russie.</i> Protocole n° 10 de la Conférence de Londres pour les Principautés. Protestations et réserves contre l'élection du prince de Hohenzollern. Navigation du Bas-Danube jusqu'à Ibraila....	669

1867

Mai.....	7	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 1. Conférence de Londres. Affaire du Luxembourg.....	755
—	9	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 2. Conférence de Londres. Affaire du Luxembourg.....	762
—	10	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 3. Conférence de Londres. Affaire du Luxembourg.....	766
—	11	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 4. Conférence de Londres. Affaire du Luxembourg.....	767
—	11	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Traité de Londres relatif au Luxembourg.....	770
—	13	<i>Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas,</i>	

1867

<i>Luxembourg, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 5. Conférence de	Pages.
Londres. Affaire du Luxembourg.....	769

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1865

Février.....	8	<i>Prusse.</i> Discours de M. de Roon, ministre de la guerre, en présentant le projet de loi du 2 février sur l'organisation de l'armée.....	499
—	14	<i>Prusse.</i> Avant-rapport de la commission du projet de loi du 2 février sur l'organisation de l'armée.....	502

1866

Mars.....	16	<i>Autriche.</i> Circulaire de M. de Mensdorff aux représentants de l'Autriche près les cours allemandes au sujet du conflit avec la Prusse.....	678
—	20	<i>Prusse.</i> Discours de M. de Roon, ministre de la guerre, au sujet de la loi sur l'organisation de l'armée.....	527
Juin.....	7	<i>Principautés-Unies.</i> Note du ministre des affaires étrangères aux agents et consuls généraux des puissances étrangères à Bucharest, au sujet des rapports avec la Turquie.....	686
—	17	<i>Prusse.</i> Communication du comte de Goltz à M. Drouyn de Lhuys, pour l'informer des motifs qui ont déterminé le cabinet de Berlin à considérer la Confédération germanique comme dissoute.....	774
—	21	<i>Luxembourg.</i> Note de M. G. d'Olimart, secrétaire du Roi Grand-Duc pour les affaires du Grand-Duché au baron de Tornaco, ministre d'État à Luxembourg, rapportant une conversation avec le comte de Perponcher, chargé par le gouvernement prussien des Pays-Bas du désir de la Prusse que le Grand-Duché de Luxembourg cesse tout rapport avec la Diète et se retire officiellement de la Confédération.....	777
—	21	<i>Luxembourg.</i> Note de M. d'Olimart au baron de Tornaco, pour lui envoyer copie de la circulaire du comte de Bismarck, du 10 juin, au sujet d'un projet de réforme fédérale.....	778
—	23	<i>Luxembourg.</i> Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher à La Haye. Présence d'une garnison prussienne dans la forteresse.....	778
—	24	<i>Luxembourg.</i> Note de M. d'Olimart au baron de Tornaco, donnant l'assurance que la Prusse reconnaîtrait la neutralité du Luxembourg et la respecterait s'il se retirait de la Confédération germanique.....	780
Juillet....	1	<i>Prusse.</i> Note du comte de Perponcher au baron de Tornaco à Luxembourg, pour lui annoncer que la Prusse considère que ses droits et obligations stipulés relativement à la forteresse de Luxembourg en dehors de la Diète germanique, continuent à rester en vigueur.....	781
—	2	<i>Luxembourg.</i> Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher.	

		1866	Pages.
		Protestation contre la continuation de l'occupation de la forteresse par la Prusse.....	782
Juillet....	12	<i>Luxembourg</i> . Note du baron de Tornaco au comte de Perponcher, en réponse à la communication du 21 juin, de M. d'Olimart.....	784
Août.....	5	<i>Prusse</i> . Note du comte de Perponcher au baron de Tornaco, en réponse à sa note du 12 juillet.....	784
—	7.	<i>Luxembourg</i> . Note du baron Tornaco au comte de Perponcher, en réponse à sa note du 5 août.....	785
—	20	<i>Russie</i> . Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow et au baron de Budberg, à Londres et à Paris, au sujet des affaires de l'île de Candie.....	688
Septembre.	24	<i>Russie</i> . Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow, à Londres, pour une entente avec le cabinet anglais, au sujet du mouvement qui s'est manifesté en Orient parmi les populations chrétiennes.....	691
Octobre...	19	<i>Turquie</i> . Lettre d'Aali Pacha au prince Charles de Hohenzollern pour le reconnaître comme prince héréditaire des Principautés-Unies.....	693
—	20	<i>Principautés-Unies</i> . Lettre du prince Charles de Hohenzollern à Aali-Pacha, en réponse à sa lettre du 19 octobre.....	695
—	28	<i>Turquie</i> . Lettre du grand-vizir au prince de Monténégro, en réponse à sa lettre du 5 juin.....	695
—	29	<i>Luxembourg</i> . Discours prononcé par le prince Henri, es Pays-Bas, à l'ouverture de la session ordinaire de l'assemblée des États de 1866.....	786
Novembre.	4	<i>France</i> . Dépêche du baron de la Villette au marquis de Moustier. Envoi du discours d'ouverture de la chambre du Luxembourg contre l'occupation prussienne.....	788
—	5	<i>Russie</i> . Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow. Affaires de Serbie.....	700
—	10	<i>France</i> . Dépêche de M. Baudin au marquis de Moustier. Situation de la Prusse vis-à-vis de la forteresse de Luxembourg.....	788
—	21	<i>Russie</i> . Dépêche du prince Gortschakoff au général Ignatieff à Constantinople. Reconnaissance du prince Charles de Hohenzollern comme prince des Principautés-Unies.....	701
Décembre..	1	<i>Mexique</i> . Proclamation de l'empereur Maximilien.....	702
—	2	<i>Mexique</i> . Communiqué officiel au journal officiel de Mexico.....	703
—	2	<i>Russie</i> . Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow. Affaires d'Orient.....	704
—	3	<i>États-Unis</i> . Message du président Johnson.....	584
—	10	<i>Russie</i> . Note du général Ignatieff à Aali-Pacha. Reconnaissance du prince de Hohenzollern comme prince des Principautés-Unies.....	706
—	15	<i>Italie</i> . Lettre des Evêques italiens, séjournant à Rome, au baron Ricasoli.....	602
—	28	<i>Italie</i> . Adresse au Sénat en réponse au discours du trône.....	609
		1867	
Février....	17	<i>Belgique, Pays-Bas</i> . Documents communiqués à la chambre des représentants de Belgique sur les négociations relatives au barrage de l'Escaut oriental et du Sloe.....	707
—	27	<i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Communication de M. de Lightenvelt sur la situation des Pays-Bas vis-à-vis de la Prusse.....	789
—	28	<i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Abandon des prétentions prussiennes sur le Luxembourg ; évacuation	

1867

		Pages.
	de la forteresse et idée d'une cession du Grand-Duché à la France.....	791
Mars.....	21 <i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Désir de la France de prendre l'initiative des négociations à Berlin.....	794
—	26 <i>France</i> . Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier. Envoi par le Roi des Pays-Bas d'une lettre à l'Empereur	795
—	28 <i>France</i> . Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin. Désir de la France de s'entendre directement avec la Prusse pour la cession du Luxembourg.....	795
—	28 <i>France</i> . Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier. Consentement du Roi au désir de l'Empereur de s'entendre directement avec la Prusse.....	796
—	28 <i>France</i> . Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. L'Angleterre n'a aucune objection à la cession du Luxembourg à la France.....	796
—	30 <i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Réponse de l'Empereur à la lettre du Roi des Pays-Bas; les communications de la Hollande à la Prusse regrettables et prématurées.....	797
—	31 <i>France</i> . Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier. Demande de M. de Bismarck de retarder la conclusion de toute convention relative à la cession du Duché de Luxembourg à la France.....	798
—	31 Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier. Interpellations annoncées dans le Parlement du Nord.....	798
Avril.....	1 <i>France</i> . Télégramme du marquis de Moustier à M. Benedetti. Interpellations annoncées dans le Parlement du Nord.....	799
—	1 <i>France</i> . Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier. Dispositions du Cabinet de La Haye.....	799
—	1 <i>France</i> . Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier. Interpellations dans le Parlement du Nord.....	800
—	1 <i>Confédération du Nord</i> . Interpellations de M. de Bennigsen dans le Parlement et réponse du comte de Bismarck.....	800
—	2 <i>France</i> . Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. Opinion de Lord Stanley sur la cession du Luxembourg à la France.....	807
—	2 <i>France</i> . Dépêche de M. Benedetti au marquis de Moustier. Conversation avec M. de Bismarck.....	807
—	3 <i>France</i> . Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier. Communication faite par la Prusse au Cabinet de La Haye.....	808
—	5 <i>France</i> . Télégramme de M. Baudin au marquis de Moustier. Question du Limbourg.....	808
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Interpellations dans la chambre des communes sur le Luxembourg. Réponse de Lord Stanley.....	808
—	5 <i>Pays-Bas</i> . Interpellations dans la seconde chambre sur le Luxembourg. Réponse du comte van Zuylen.....	812
—	6 <i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Benedetti. Interpellations du 1 ^{er} avril dans le Parlement du Nord.....	814
—	6 <i>France</i> . Dépêche de M. Baudin au marquis de Moustier. Interpellations dans la seconde chambre des Pays-Bas.....	816
—	8 <i>France</i> . Communication du marquis de Moustier au Sénat et au Corps législatif sur le Luxembourg.....	817
—	8 <i>France</i> . Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin. Désir de la France d'éviter tout débat direct avec la Prusse.....	819
—	10 <i>France</i> . Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. Impression de Lord Stanley sur la dépêche du 6 avril à M. Benedetti, relative au Luxembourg.....	819
—	10 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. In-	

		1867	Pages*
	sistance de la France pour l'évacuation de la forteresse du Luxembourg par la Prusse.....		821
Avril.....	12 France. Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Envoi de la dépêche à M. Benedetti du 6 avril relative au Luxembourg.....		822
—	13 France. Dépêche du marquis de Moustier à M. Benedetti. Volonté de la France de ne donner aucun prétexte à la guerre.....		823
—	13 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Loftus et Lord Stanley. Sentiment public en Prusse sur la question du Luxembourg.....		824
—	15 France. Circulaire du marquis de Moustier à Londres, Vienne, Florence et Saint-Petersbourg. Vues de la France dans l'affaire du Luxembourg.....		824
—	15 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Refus de la Prusse d'évacuer la forteresse du Luxembourg. Conversation avec le ministre de Belgique.....		827
—	15 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley à Lord Loftus et au comte Cowley. Bases d'arrangement proposées par l'Autriche pour le Luxembourg.....		828
—	17 France. Dépêche du marquis de Moustier au duc de Gramont. La France laisse aux puissances le soin de déterminer la Prusse à des concessions pour le Luxembourg.....		828
—	17 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley. Considérations pour la Prusse d'éviter la guerre avec la France au sujet du Luxembourg.....		829
—	17 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Intervention officieuse de l'Autriche dans l'affaire du Luxembourg.....		830
—	18 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley à Lord Loftus. Opinion de M. de Bismarck sur les propositions autrichiennes relatives au Luxembourg.....		831
—	18 France. Dépêche du baron de Talleyrand au marquis de Moustier. Impression du prince Gortschakoff sur la dépêche du 6 avril à M. Benedetti, relative au Luxembourg.....		831
—	18 France. Dépêche du marquis de Moustier au baron de Talleyrand. Satisfaction du gouvernement français de ce que la Russie n'a aucun engagement avec la Prusse.....		832
—	18 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Vues de la France sur la sécurité de ses frontières.....		833
—	18 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Vues de la Belgique sur une cession de territoire à la France.....		834
—	19 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley à Lord Loftus pour que la Prusse renonce à la question de garnison dans la forteresse du Luxembourg.....		834
—	19 Grande-Bretagne. Dépêche du comte Cowley à Lord Stanley. Conversation avec M. de Moustier sur les propositions autrichiennes relatives au Luxembourg.....		835
—	20 France. Télégramme du baron de Talleyrand au marquis de Moustier. Opinion du Gouvernement russe sur l'affaire du Luxembourg.....		836
—	20 Grande-Bretagne. Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Trois modes de solution de la question du Luxembourg, en cas du retrait de garnison par la Prusse.....		836
—	21 France. Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier. Lord Loftus a reçu ses instructions de Lord Stanley.....		838
—	21 France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. Démarche de l'Autriche et de la Russie à Londres, au sujet du Luxembourg.....		838

1867

	Pages.
Avril 22 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Sir A. Buchanan à Lord Stanley. Opinion du Cabinet de Saint-Petersbourg sur les propositions autrichiennes relatives au Luxembourg.	839
— 23 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley à M. Elliot. L'Italie offre ses bons offices dans l'affaire du Luxembourg.	840
— 24 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Propositions de la Russie relatives au Luxembourg.	840
— 25 <i>France</i> . Télégramme du marquis de Moustier à Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Berlin. Propositions de l'Autriche au sujet du Luxembourg.	842
— 26 <i>France</i> . Dépêche du baron de Malaret au marquis de Moustier. Démarches de l'Italie à Berlin au sujet du Luxembourg.	842
— 26 <i>France</i> . Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier. Démarches de la Russie à Berlin à propos du Luxembourg.	843
— 26 <i>France</i> . Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier. Démarches de l'Angleterre à Berlin au sujet du Luxembourg.	843
— 26 <i>France</i> . Télégramme du baron de Talleyrand au marquis de Moustier. Acceptation d'une conférence par la Prusse, relativement au Luxembourg.	844
— 26 <i>France</i> . Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. Efforts de l'Autriche, de la Russie et de l'Italie à Londres, en faveur d'une conférence pour le Luxembourg.	844
— 26 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley à Lord Bloomfield. Propositions autrichiennes relatives au Luxembourg.	845
— 26 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Proposition d'une conférence, par la Russie, relativement au Luxembourg.	846
— 27 <i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier au duc de Gramont. Ouverture d'une conférence à Londres, relative au Luxembourg.	847
— 27 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Conditions d'une conférence à Londres pour le Luxembourg.	848
— 27 <i>France</i> . Dépêche du baron de Talleyrand au marquis de Moustier. Consentement de la Prusse à la réunion d'une conférence à Londres au sujet du Luxembourg.	848
— 27 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Loftus à Lord Stanley. La Prusse accepte la conférence, mais sans engagements préalables.	851
— 27 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Bloomfield à Lord Stanley. La Prusse consent à retirer ses troupes du Luxembourg, mais avec condition de la neutralisation.	853
— 28 <i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Envoi de sa circulaire confidentielle du 15 avril sur le Luxembourg.	853
— 28 <i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire de Lord Stanley à Paris, Vienne, Berlin, Saint-Petersbourg, Bruxelles et La Haye. Acceptation de la conférence par l'Angleterre au sujet du Luxembourg.	854
— 28 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Cowley à Lord Stanley. Conversation avec M. de Moustier sur la conférence relative au Luxembourg.	856
— 28 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Cowley à Lord Stanley. Désir de l'Italie d'entrer dans la conférence relative au Luxembourg.	858
— 28 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Elliot à Lord Stanley. Satisfaction de l'Italie de voir ses bons offices acceptés, relativement à la question du Luxembourg.	858
— 29 <i>France</i> . Télégramme du marquis de Moustier à M. Baudin. Initiative du Roi des Pays-Bas d'inviter à la conférence de Londres pour l'affaire du Luxembourg.	858
— 29 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Bloomfield à Lord Stanley. In-	

1867

		Pages.
	assistance de l'Autriche pour une prompte réunion d'une conférence au sujet du Luxembourg.....	859
Avril.....	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Insistance de l'Autriche pour une prompte réunion d'une conférence relativement au Luxembourg.....	860
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Stanley au comte Cowley. Acceptation par la Prusse que l'invitation à la conférence soit faite par le roi des Pays-Bas.....	860
—	30 <i>Luxembourg</i> . Télégramme du prince Henri des Pays-Bas à Lord Stanley, sur la conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	861
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Réponse de Lord Stanley au télégramme du prince Henri des Pays-Bas.....	861
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Télégramme de M. Burnley à Lord Stanley. Annonce de l'envoi de l'invitation à la conférence de Londres par les Pays-Bas.....	861
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Télégramme de Lord Stanley à Paris, Saint-Pétersbourg, Vienne, Berlin et Bruxelles. Envoi du télégramme du prince Henri des Pays-Bas, relatif à la conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	862
—	30 <i>France</i> . Télégramme du prince de la Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. Lord Stanley invite le roi des Pays-Bas à provoquer la réunion d'une conférence au sujet du Luxembourg.....	862
—	30 <i>France</i> . Télégramme de M. Benedetti au marquis de Moustier. La Russie invite le roi des Pays-Bas à provoquer la conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	862
—	30 <i>Pays-Bas</i> . Note du comte van Zuylen à M. Burnley. Le Luxembourg (et non les Pays-Bas) invitera à la conférence.....	863
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Loftus à Lord Stanley. Observations de M. de Bismarck sur la forme d'invitation à la conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	863
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Note du comte Cowley au marquis de Moustier. Réunion d'une conférence à Londres relativement à la question du Luxembourg.....	864
—	30 <i>Italie</i> . Dépêche du comte de Launay à M. de Campello. Conversation avec M. de Thiele sur la présence de l'Italie dans la conférence de Londres pour le Luxembourg.....	865
—	30 <i>Luxembourg</i> . Adresse des habitants du Grand-Duché au roi des Pays-Bas.....	866
Mai.....	1 <i>France</i> . Note du marquis de Moustier au comte Cowley. Réponse à sa note du 30 avril. Affaire du Luxembourg.....	868
—	1 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de Lord Howard de Walden à Lord Stanley. Envoi de sa note à M. Rogier. Affaire du Luxembourg.....	869
—	1 <i>Grande-Bretagne</i> . Note de Lord Howard de Walden à M. Rogier. Admission de la Belgique à la conférence relative au Luxembourg.....	870
—	1 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Burnley à Lord Stanley. Le Luxembourg (et non les Pays-Bas) enverra l'invitation à la conférence pour le Luxembourg.....	871
—	1 <i>Luxembourg</i> . Note du baron de Tornaco à M. Baudin. Proposition d'une conférence à Londres pour l'affaire du Luxembourg.....	871
—	1 <i>Grande-Bretagne</i> . Note de Lord Loftus au comte de Bismarck. Conférence de Londres pour le Luxembourg.....	872
—	1 <i>Grande-Bretagne</i> . Note de M. Burnley au comte van Zuylen. Acceptation de la conférence par l'Angleterre. Affaire du Luxembourg.....	873

1844

Pages.

Mai.....	1	<i>France</i> . Dépêche du marquis de Moustier à M. Baudin. Acceptation de la conférence par la France. Affaire du Luxembourg....	874
—	1	<i>Italie</i> . Dépêche du comte de Launay à M. de Campello. Participation éventuelle de l'Italie à la Conférence pour le Luxembourg..	875
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Télégramme de lord Stanley à M. Burnley. Proposition d'inviter la Belgique et l'Italie à la conférence pour le Luxembourg.....	876
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Télégramme de lord Stanley à sir A. Buchanan. Envoi de son télégramme de ce jour à M. Burnley.....	876
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Cowley à lord Stanley. La France accepte la Conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	877
—	2	<i>Prusse</i> . Note du comte de Bismarck à lord Loftus. Réponse à sa note du 2 mai. Affaire du Luxembourg.....	878
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Burnley à lord Stanley. Invitation du Luxembourg à une conférence.....	879
—	3	<i>France</i> . Note du marquis de Moustier au comte Cowley. Adhésion de la France à l'admission de la Belgique et de l'Italie à la Conférence pour l'affaire du Luxembourg.....	880
—	3	<i>Pays-Bas</i> . Note du comte van Zuylen à M. Burnley. Réponse à sa note du 1 ^{er} mai. Affaire du Luxembourg.....	881
—	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Stanley au comte Cowley. Projet de traité au sujet du Luxembourg.....	881
—	3	<i>France</i> . Communication du marquis de Moustier au Sénat et au Corps législatif, relative au Luxembourg.....	883
—	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Télégramme de lord Stanley à Paris, Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg et La Haye. Propositions à faire dans la conférence relativement au Luxembourg.....	884
—	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de sir A. Buchanan à lord Stanley. Acceptation par la Russie de l'entrée de la Belgique et de l'Italie dans la conférence relative au Luxembourg.....	885
—	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley. Opinion de l'Autriche sur l'admission de la Belgique et de l'Italie dans la conférence, relative au Luxembourg.....	885
—	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley. Idée de M. Beust sur la marche des délibérations dans la conférence relative à l'affaire du Luxembourg.....	886
—	4	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Cowley à lord Stanley. Consentement de la France au projet de traité du 3 mai, relatif au Luxembourg.....	887
—	5	<i>Italie</i> . Dépêche du comte de Barral à M. de Campello donnant les instructions envoyées par M. de Beust au comte Apponyi pour le règlement définitif de la question du Luxembourg, en date de Vienne le 5 mai 1867.....	887

